

سكز من الامم

Heures locales/Radio-Télévision

# Le Monde



15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15018 - 7 F

- DIMANCHE 9 - LUNDI 10 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

## Périlleuse transition en Italie

Le cinquième-douzième gouvernement de la République italienne, investi, vendredi 7 mai, de la confiance des députés, ne ressemble à aucun de ses prédécesseurs. Dirigé par une personnalité prestigieuse, Carlo Azeglio Ciampi, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, composé essentiellement de techniciens, il n'est pas issu d'un compromis entre des partis politiques. Il doit son existence à une double volonté : celle du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, qui, en choisissant M. Ciampi a voulu marquer une rupture avec les pratiques politiques entérées ; et la volonté populaire, qui s'est manifestée le 18 avril dernier lors des référendums sur les réformes institutionnelles, car toute nouvelle combinaison ministérielle dans le sillage de la « partitocratie » transalpine aurait été perçue comme un défi à la voix du peuple.

Le large assentiment obtenu par la nouvelle équipe devant la Chambre des députés (309 voix pour, 80 contre et 185 abstentions) devrait, sauf accident, être confirmé la semaine prochaine par le Sénat. Il montre que la classe politique a, elle aussi, entendu le message du 18 avril. Les abstentions mêmes, celles du PDS (ex-PCI) et de la Ligue du sénateur Umberto Bossi, doivent être comprises comme une marque de confiance de formations politiques, confondues jusqu'à dans l'opposition. Le PDS, d'ailleurs, avait presque franchi le pas de la participation gouvernementale, mais s'était retiré après le « vote de la honte » absolvant Bettino Craxi.

**CARLO AZEGLIO CIAMPI** a son objectif majeur : procéder aussi rapidement que possible à la réforme électorale introduisant un système principalement majoritaire pour l'élection des députés, sur le modèle de celle adoptée par référendum pour l'élection des sénateurs. Une tâche beaucoup plus compliquée à réaliser que le donnerait à penser l'accord de principe des grandes formations politiques à ce projet.

Ce scrutin eera-t-il à un tour, comme au Royaume-Uni, ou à deux tours comme en France ? La démocratie chrétienne est favorable à la première formule, le PDS, à la seconde, en fonction des bénéfices électoraux escomptés. D'autres partis, qui disent aujourd'hui approuver les réformes, mais qui voient bien que le changement de mode de scrutin risque de les faire disparaître de la scène parlementaire, seront tentés de saboter les projets du gouvernement ou de pousser une crise pour provoquer des élections avec l'ancien système.

**DANS** une Italie en pleine effervescence, qui voit poindre à l'horizon l'espoir d'un renouveau politique, les périls qui guettent ce gouvernement de transition peuvent également surgir de la sphère judiciaire. On a déjà vu, lors du refus de levée de l'immunité parlementaire de Bettino Craxi, que les réflexes d'autodéfense de la classe politique étaient redoutables. Le cas de M. Andreotti, qui doit être examiné dans les prochains jours, ou la mise en cause de nouvelles personnalités au sommet de l'Etat pourraient bien bouleverser le scénario optimiste d'un passage en douceur vers une « seconde république » qu'une majorité d'Italiens appellent de leurs vœux.

M0146 - 0509 0 - 7,00 F



Alors que les Serbes poursuivent leurs actions militaires

## Les Occidentaux débattent des moyens d'arrêter la guerre en Bosnie

La concertation se poursuit entre dirigeants américains et européens sur les moyens à mettre en œuvre pour arrêter la guerre en Bosnie. Le président Bill Clinton s'est déclaré convaincu, vendredi 7 mai, qu'une « approche commune » pourrait être dégagée dans les jours qui viennent. M. Juppé a de son côté appelé Américains et Russes à participer sur le

terrain avec la FORPRONU à la protection des dernières enclaves musulmanes. Trois mosquées ont été détruites à l'explosif vendredi à Banja-Luka, en Bosnie occidentale tandis que, dans la partie orientale de la république, selon des sources musulmanes, les combats se poursuivaient à Zepa où des observateurs de l'ONU devaient être dépechés samedi.

## Hésitations et réticences

par Claire Tréan

Quatre jours après le rejet du plan de paix Vance-Owen par le « Parlement » des Serbes de Bosnie, Américains et Européens s'échangeaient toujours samedi 8 mai des invitations mutuelles à coopérer, sans être encore parvenus à s'accorder sur ce qu'il convient de faire pour mettre un terme aux combats qui ensanglantent la petite république.

Le président Clinton et son secrétaire d'Etat Warren Christopher ont tenté ces derniers jours de rallier leurs partenaires européens à une proposition en deux volets : lever de l'embargo sur les armes au profit des musulmans de Bosnie, essorir de frappes aériennes contre des cibles serbes en territoire bosniaque. Le ministre français des

affaires étrangères leur a répondu publiquement vendredi en défendant une autre tactique : deux volets, qui à le soutien des Britanniques : protection par les « casques bleus » des dernières enclaves musulmanes assiégées par les Serbes, essorir de l'apport des milices serbes de Bosnie au moyen de la fermeture de la frontière avec la République voisine de Serbie.

Aleix Juppé a lancé un appel aux Américains, ainsi qu'aux Russes, pour qu'ils s'engagent dès maintenant sur le terrain en venant renforcer les rangs de la FORPRONU, afin de mettre en œuvre la résolution adoptée la veille à l'ONU sur la création de « zones de sécurité ».

Même si les militaires ont commencé à dresser des plans de redéploiement pour protéger les cinq zones désignées jeudi

par le Conseil de sécurité, ils n'ont pas encore reçu d'instruction en ce sens. On avait remarqué que la résolution 824 ne définissait pas les moyens nécessaires à sa mise en œuvre (hormis l'envoi de 50 observateurs dans ces zones). C'est là un des éléments des discussions qui se poursuivent entre alliés. Les Américains ayant demandé aux Français de leur fournir des précisions sur la façon dont ils concevaient ces zones protégées (combien d'hommes, pour faire quoi, avec quel mandat...).

On connaît la très grande réticence américaine à envoyer des troupes au sol, du moins avant qu'un plan de paix ait été accepté de bon cœur par tous les belligérants.

Lire la suite page 3

Lire aussi

- Des « frappes aériennes défensives » ?  
par JACQUES ISNARD
- Le cinquième rapport Mazowiecki et les massacres de civils en Bosnie  
par ISABELLE VICHNIAC
- Jusqu'au dynamitage des mosquées...  
par FLORENCE HARTMANN
- Les réticences de l'opinion américaine  
par RÉGIS NAVARRE

page 3

## L'Algérie silencieuse

La quatrième et dernier article de notre enquête évoque le vagues à l'arme d'intellectuels qui, renoués à Béjaïa, sont en quête d'une modernité dont ils ont du mal à dessiner les contours.

Lire page 6 le reportage de JACQUES DE BARRIN

## DATES

Il y a cinquante ans : la fin de la campagne d'Afrique du Nord.  
Lire page 2 l'article de LEO PALACIO

## LOIN DES CAPITALES

Harar, ou les secrets de la tolérance

Lire page 6 l'article de JEAN HÉLÈNE

## Le ministre de la santé prépare une loi sur l'aléa thérapeutique

Dans un entretien accordé au Monde, le ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy, annonce son intention de lancer « dans les prochaines semaines » la mise en chantier d'un texte de loi sur l'aléa thérapeutique, c'est-à-dire sur l'indemnisation des victimes de dommages causés par des gestes médicaux sans qu'il y ait faute des soignants.

Lire page 10

## La déontologie de la police nationale

Le ministre de l'Intérieur a décidé de supprimer, un mois et demi après sa création, le Conseil supérieur de l'activité de la police chargé d'énoncer la déontologie de la police nationale. Il devrait cependant être remplacé par un autre organisme.

Lire l'article d'EDWY PLENEL page 18

## Suppressions d'emplois chez Michelin



Lire l'article de JEAN-PIERRE ROUGER page 15

## HEURES LOCALES

### La dérive des finances provençales

Selon la Chambre régionale des comptes, les collectivités publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont « les plus dépendantes de France ».

### Bi-Bop à l'épreuve des Parisiens

La capitale est le banc d'essai du téléphone de poche. Avec les pages « Régions », le dossier sur les villes à l'heure du rock et une enquête à Versailles dans la série « Cités ».

Lire pages 19 à 26

### Charles Millon invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, président du conseil régional de Rhône-Alpes, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche à 18 h 30.

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Marché international des capitaux. ■ Matières premières. Page 17

## Archives en noir et blanc

L'accès aux documents des années 30 et 40 reste étroitement surveillé

Le quarante-huitième anniversaire de la victoire des Alliés et de la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945, a été célébré par François Mitterrand, en compagnie du premier ministre Edouard Balladur, en fin de matinée samedi, à l'Arc de triomphe (lire page 11). La seconde guerre mondiale et les années qui l'ont précédée suscitent de plus en plus l'intérêt et la curiosité des historiens, ce qui ne va pas, parfois, sans quelques difficultés d'accès aux sources documentaires.

par Laurent Greilsamer

« Mes papiers aux Archives nationales, mes manuscrits à la Bibliothèque nationale. » Le général de Gaulle, d'une simple phrase, avait en son temps réglé le problème de la bonne conservation d'un patrimoine privé à fortes résonances publiques. Ainsi les Archives nationales sont-elles définitivement devenues ce lieu magique où se

tisse silencieusement l'histoire contemporaine en même temps que certains chercheurs leur reprochent de cacher volontiers ses trésors. Un demi-siècle après l'Occupation, le reproche, permanent, court encore. La France aurait une fâcheuse tendance à vouloir se voiler la face. Les archives pratiqueraient une forte rétention sur les dossiers les plus délicats.

Soixante ans après les années 30 et leurs cortèges de ligues patriotiques musclées, les autorités de la République éprouveraient de grandes difficultés à ouvrir tout grands nos placards.

années noires. « Depuis trente ans, l'histoire contemporaine est devenue une discipline à part entière, analyse Jean Favier. On pense pouvoir écrire l'histoire de l'année dernière comme celle de la guerre de Cent Ans. Les Rémond, les Duroselle, les Azéma le font avec le même sérieux. » Mais on ne se penche pas sur les rapports des préfets dans les années 40 avec la même facilité que sur les grimoires de l'Ancien Régime.

L'historien Robert O. Paxton se souvient des difficultés rencontrées lorsqu'il voulut, dans les années 60, avoir accès aux archives militaires pour rédiger son livre sur l'armée d'Armistice, ouvrage jamais traduit en français. « Quand je suis arrivé au château de Vincennes, l'officier supérieur responsable m'a dit qu'il était impossible de consulter les dossiers qui m'intéressaient. » Ainsi éconduit, Paxton fit ses recherches à Washington, Bonn, Cologne et au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) à Paris.

Lire la suite page 11

**Le Monde EDITIONS**

**Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993)**

Sous la direction d'Alain Géléan

Le film de la vie économique des douze dernières années découpées en fonction de la durée des gouvernements Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy...

Une véritable leçon d'économie politique (avec graphiques et index).

29 pages, 79 F.

**EN VENTE EN LIBRAIRIE**

A-L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 860 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 Esc ; Sénégal, 480 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



# DATES

Il y a cinquante ans

## La fin de la campagne d'Afrique du Nord

par Léo Palacio

Le 13 mai 1943, quatre forces militaires françaises, symboles de l'armée d'Afrique renaissante, se reconstruisent dans les faubourgs de Tunis pour refaire dans la nasse du cap Bon les débris de l'Afrika Korps de Rommel. Par des routes à combats différents, c'était la rencontre tant espérée des vainqueurs de Mawr-zouk et Koufra, d'El Alamein et Bir-Hakeim, et des rescapés de la grande débâcle de juin 1940. C'était aussi, et non sans problème, la proche réunification de la légendaire armée d'Afrique et des troupes coloniales, accablées des cinq continents sur lesquels flottait le drapeau français.

An printemps de 1940, les divisions de l'armée d'Afrique et celles des troupes coloniales se trouvent emportées dans la tourmente qui a déferlé de la Hollande à l'Atlantique. Weygand avait donné l'ordre à la Commission d'armistice française d'obtenir - dans la mesure où elle pouvait demander quelque chose - le maintien, outre-mer, de forces chargées de la défense de l'empire. Pour l'Afrique du Nord, particulièrement concernée puisqu'elle se trouvait à trente-six heures de navigation de Marseille et de Toulon, c'était la conservation de trois divisions territoriales en Algérie et de deux commandements supérieurs des troupes au Maroc et en Tunisie.

Secrètement, le général Weygand, devenu commandant en chef en Afrique, parvenait plus tard à constituer des unités supplétives indigènes dites du « maintien de l'ordre » : les Moughaznis au Maroc et les Donasirs en Algérie. La régence tunisienne conservait sa garde beylicale.

Les Allemands concédaient le maintien sous « emballage » d'un faible matériel de guerre, par ailleurs obsolète, comme des chars R-17, des canons de campagne de la première guerre mondiale et quelques mitrailleuses Saint-Etienne conçues à l'aube du siècle. Rien qui puisse inquiéter le vainqueur, qui a prouvé la force de sa formidable machine de guerre. Mais d'autres blindés légers, des pièces d'artillerie, du matériel et des équipements seront dispersés dans le bled avec la complicité de certains militaires et civils, bernant ainsi les commissions d'armistice italo-allemandes.

Déjà, dans le reste de l'empire colonial, certains, conduits par des officiers souvent subalternes - Leclerc, Koenig, simples capitaines en juin 1940, passeront coloels puis généraux en quelques mois - ont décidé de reprendre les armes. Les premiers d'entre eux vont bientôt faire savoir au monde que la France n'a pas renoncé. Ce sont, par exemple, les légionnaires de la 13<sup>e</sup> demi-brigade, qui s'est déjà illustrée à Narvik (Norvège) en remportant la seule victoire de cette triste guerre. Les hommes de

Magrin (dit Manclar), trouvant dans les sables africains le bétail vert pour le képi blanc, vont infliger, dès 1941, de sévères défaites aux Italiens en Érythrée, en Éthiopie, en Somalie, et plus tard aux Allemands à El Alamein et à Bir-Hakeim. Leur nouveau chef, un prince géorgien, le colonel Amilakvari, y trouvera la mort.

À la fin de l'été 1942, l'armée allemande, jusqu'alors triomphante, semble avoir atteint la limite de ses possibilités. Depuis 1941, tandis que ses alliés nippons infligent de lourdes pertes aux Américains dans le Pacifique, la croix gammée flotte de l'Atlantique à la Volga, du cap Nord scandinave au bassin méditerranéen.

### Le III<sup>e</sup> Reich s'essouffit

C'est alors le miracle de l'automne 1942. En Afrique du Nord, où parviennent, malgré la censure, les échos de la bataille de Stalingrad et des victoires de Libye, quelques centaines d'hommes et de femmes réussissent, dans la plus totale clandestinité, à organiser ce que l'on a vite appelé le réseau Henri d'Assier de la Vigierie (1). Le but paraît très simple : préparer le débarquement d'une armée anglo-saxonne sur les plages nord-africaines.

De hauts chefs militaires ont été maintenus en poste en AFN après la défaite de 1940. L'un d'eux, le général d'armée Nogues, résident général au Maroc, commande également les forces armées. Dès le 13 juin, il fait savoir à Charles de Gaulle qu'il est prêt à faire basculer l'empire dans la guerre. En Tunisie, les troupes sont aux ordres du divisionnaire Barré, qui, lui non plus, ne veut pas accepter la défaite. Il ne peut cependant rien entreprendre sans l'accord de l'amiral Estève, résident général désigné, par le Maréchal pour être son dauphin.

Le débarquement de novembre 1942 sera une réussite, si l'on excepte les difficiles combats du Maroc et d'Oran. La prudence proverbiale du commandant en chef allié, le général Eisenhower, a fait que l'opération a été limitée au Maroc atlantique, à Oran et à Alger. La stratégie américaine, défilée à la Maison Blanche, n'a pas pris le risque d'allonger les lignes de ravitaillement jusqu'à Bougie et Bône. Ces ports ou seront utilisés qu'après le 15 novembre, avec l'arrivée d'une modeste force britannique. De ce fait, Barré, commandant les troupes de Tunisie, qui s'est replié vers la frontière algérienne, va « rester en l'air » quelques jours. Les Allemands en profiteront pour envoyer des renforts aéroportés par El Aouina et navals par Bizerte.

En cette fin d'automne 1942 qui voit les Allemands s'accrocher à un relief favorisant leurs défenses, les forces françaises d'AFN sont de 153 000 hommes (Européens et musulmans), mais seuls 70 000

d'entre eux, auxquels il faut ajouter 12 000 Tunisiens de Barré, seront immédiatement engagés. Juin va donc pouvoir lancer son 19<sup>e</sup> corps sur la ligne Medjez-el-Bab - Gafsa et renforcer les troupes venues de la régence : le 4<sup>e</sup> spahis tunisiens et le 4<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, en partie motorisés avec des autotransporteurs et des chars légers de reconnaissance ; trois régiments d'infanterie, dont le 4<sup>e</sup> zouaves, le 62<sup>e</sup> régiment d'artillerie d'Afrique, des coloniaux, des gendarmes mobiles, des services et un bataillon de la garde beylicale.

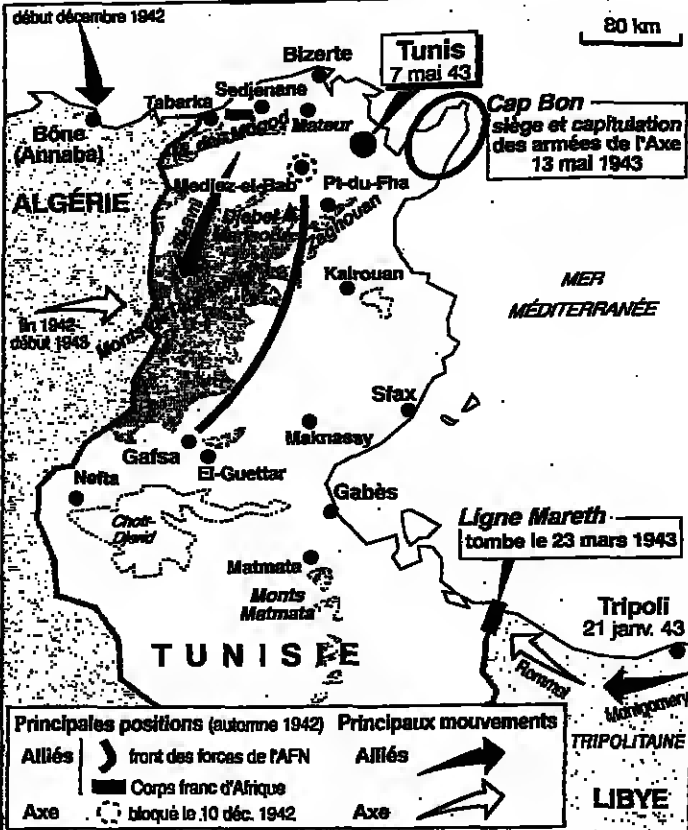
Sur ce front de Tunisie, l'hiver va être froid et humide. Fantassins, cavaliers, artilleurs, tringlots, sont encore équipés d'uniformes datant des années 30 : vareuses et collets de gros drap kaki, bandes molletières ou bouscous de cuir pour les troupes montées ; lourdes capotes dont il faut remonter les pans pour ne pas les laisser traîner dans la boue. Le paquetage est remplacé par l'encombrant barda sénégalais : une toile de tente dans laquelle sont enroulés effets et matériel. La couverture est passée en bandoulière. Bien vite, ces inconfortables équipements sont alourdis par la pluie qui tombe sans arrêt.

Les armes sont celles de la première guerre mondiale, et l'infanterie ne peut fournir - irrégulièrement - qu'une nourriture insuffisante et déplorable. Le corps franc d'Afrique, créé par de Mon-sabert, est plus chanceux, car Giraud l'a confié au général Anderson, commandant la 1<sup>re</sup> armée britannique. Cela vaut à ses hommes d'être dotés du confortable battle-dress, d'être coiffés du « plat à barbe » et chaussés de magnifiques brodequins à la place des godillots. L'existence de ce corps franc ne dépassera pas la durée de la campagne de Tunisie. Il sera ensuite ventilé dans la future division Leclerc, le bataillon de choc et les commandos d'Afrique.

### Barda sénégalais et molletières

Le corps franc est « amateché » contre le littoral, et le massif des Mogods avec les tabas marocains et un bataillon de fusiliers marins. Son secteur : le djebel entre Tabarka et Sedjenane, et il a le face de lui des troupes de montagne italiennes : *Alpini* et *Bergigieri*. Plus au sud, Juin accroche son corps d'armée de la Grande Dorsale à la Dorsale orientale qui s'allonge entre le Zaghouan et Maknassy.

L'armée d'Afrique, où les Européens sont étroitement liés aux musulmans, doit tenir à peu près seule, du 15 octobre au 7 janvier, un secteur particulièrement difficile, au relief tourmenté, coupé par de sérieux obstacles qui perturbent aux Allemands, aguerries, de bien s'accrocher. Comme Rommel recule avec son Afrika Korps depuis la Tripolitaine sous la poussée de la VIII<sup>e</sup> armée britannique de Montgomery, le rôle essentiel des Africains sera de l'empêcher de



débouler en force avec son arrière-garde qui deviendrait alors son avant-garde et, par le goulet sabien, remonter vers Sfax et Gabès. Les hommes de Juin sont mobilisés par une autre manœuvre plus à l'ouest : le 10 décembre, la 10<sup>e</sup> Panzerdivision a été bloquée à Medjez-el-Bab par quatre bataillons nord-africains et la 1<sup>re</sup> brigade de la garde britannique opportunément débarquée quelques jours plus tôt à Bône. Par ailleurs, Eisenhower, supervisant Giraud, fait manœuvrer la 1<sup>re</sup> armée d'Anderson vers le sud pour la remplacer par son 2<sup>e</sup> US Corps. Le 19<sup>e</sup> corps de Juin garde sa place entre les Alliés. L'heure est venue de relever certaines unités nord-africaines à bout de souffle. Profitant de cette relève, les Allemands bousculent les Américains de Fredendall, dont le front craque : les forces de l'Axe menacent maintenant le front sud algérien, c'est-à-dire Tébessa.

Soulagé par une nouvelle intervention des Nord-Africains, le commandement allié déborde le massif des Matmata pour couper la retraite au général italien Messe. Ce dernier vient de prendre le commandement des forces de l'Axe, car Rommel a été évacué, officiellement pour des « raisons de santé ». Il semble, en réalité, que le « Renard du désert » a été convoqué par Hitler pour s'être opposé aux ordres du Führer de sacrifier jusqu'aux derniers de ses hommes en Tripolitaine. Le commandement allemand revient au général von Arnim, qui se trouve donc aux ordres de l'italien Messe. Ce qui pose quelques problèmes de susceptibilité.

Le commandant vient d'être tué, qui a le redoutable honneur d'affronter la 21<sup>e</sup> Panzerdivision.

Les « Africains » viennent de donner aux Alliés, quelque peu condescendants au début de la campagne, la preuve de leur efficacité et de leur mordant. L'honneur leur est accordé de sonner l'hallali. Dans cette course vers la capitale de la régence, ils apprennent la bonne nouvelle de l'arrivée des « Français libres » de Leclerc et de Koenig. Maintenant, tout va aller très vite. C'est le 7 mai que les premiers blindés entrent dans Tunis. Le 2<sup>e</sup> US Corps et le corps franc d'Afrique occupent déjà Bizerte, entièrement en ruine.

Le 9 mai, la division d'Oran du général Boissieu (15<sup>e</sup> sénégalais, 1<sup>er</sup> étranger, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> tirailleurs algériens, 2<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique et 2<sup>e</sup> spahis algériens) coiffe le djebel Oust, aussitôt baptisé « le Bien Nommé ».

Ce sont encore les hommes de Boissieu qui reçoivent la redoutable mission de s'emparer du Zaghouan, qui servit si longtemps d'observatoire à l'ennemi. Désormais, toute l'armée italienne du général Messe et les Allemands de von Arnim sont pris dans une immense nasse qui ne laisse aucun espoir. Le 13 mai, à 13 heures et 13 minutes (ces minutes ont été ajoutées avec malice par le chef d'état-major) 200 000 Allemands et Italiens capitulent dans le piège du cap Bon.

Les belles et bonnes armes de l'Afrika Korps ainsi que son matériel et ses vêtements de désert vont enfin permettre aux Français de changer de chemises et de remplacer leurs mules par de solides voitures tout-terrain. Il suffit de gratter, sur la peinture couleur sable, les insignes au pochoir de l'A.K. - un palmier et une croix gammée - et de peindre un rectangle bleu, blanc, rouge. C'est ainsi qu'ils se présenteront lors du défilé de la victoire sur le front de mer de Tunis.

A eux seuls, les Français, avec leurs camarades musulmans de cette armée d'Afrique, ont capturé 30 000 ennemis. Mais la facture est lourde : un quart des 82 000 hommes du départ, le 15 novembre 1942, sont absents ; 20 000 d'entre eux sont morts, blessés ou disparus. Proportionnellement, un pourcentage de pertes plus élevé qu'à Verdun en 1917.

Désormais, de la Corse à l'île d'Elbe, de Naples à Sienne, des falaises de Normandie aux calanques de Provence, de Toulon à Marseille et de Paris à Strasbourg, il n'y aura plus de pause avant l'occupation, deux ans plus tard presque jour pour jour, de ce Reich nazi que Hitler avait prétendu bâtir pour dix siècles. Dans cette campagne de Tunisie, en six mois, l'armée française avait réussi à engager plus de six divisions aux côtés des vingt divisions alliées.

(1) Il y eut trois frères d'Assier de la Vigierie : Henri, monarcho, organisa le réseau de résistance qui porte son nom ; François, général en Grande-Bretagne auprès du général de Gaulle ; Emmanuel, qui entra bientôt en politique, s'engagea dans la gauche progressiste.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-25  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tsaldi  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-12-72  
Téléc : MONDIPUS 634 128 F  
Téléc : 44-62-96-72. Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Hubert-Beuve-Méry SA.  
Imprimerie  
du Monde :  
12, r. M. Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et  
Index du Monde au [1] 40-66-29-33

## TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non monnaie CFC
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 540 F
1 an	1 896 F	2 065 F	2 968 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne sauf sur demande,  
pour nos abonnés rattachés et bulletins  
accompagnés de votre règlement  
à l'adresse ci-dessous  
ou par MINITEL 36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for  
\$3.92 per copy by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at  
Channahon, N.Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE,  
Box 1316, Channahon, N.Y. 02801 - USA.  
Pour les abonnements envoyez vos USA  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific  
Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23461 - USA

Changements d'adresse définitifs ou  
provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an  
☐ ☐ ☐  
Nom :  
Prénom :  
Adresse :  
Code postal :  
Localité :  
Pays :  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP. Poste PP 301 MON 01

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Fregnot  
directeur de la rédaction  
Jacques Guin  
directeur de la gestion  
Manuel Luchart  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Gidé  
(indiqués au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès  
Thomas Parnet  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Faure (1959-1965)  
André Laurens (1965-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

“GRAND JURY”  
RTL-Le Monde

CHARLES  
MILLON

PRÉSIDENT DU GROUPE UOFA L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ANIMÉ PAR  
HENRI MARQUE  
AVEC DANIEL CAPTON  
ET THOMAS PARNET (LE MONDE)  
ET DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR  
RTL



55 من لامل

## ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie

### Des « frappes aériennes défensives » ?

Des centaines de civils fuyant l'enclave de Cerska ont été tués par les Serbes

GENÈVE

de notre correspondante

«Maintenant que l'accès international à certaines parties de la Bosnie-Herzégovine orientale est possible, l'horreur des souffrances de la population civile est révélée. Cette tragédie ne connaît pas de frontières ethniques». Ces phrases sont extraites du cinquième rapport que vient de remettre à l'ONU l'adversaire des Serbes, le commandant de la mission des droits de l'homme pour enquêter dans l'ex-Yougoslavie.

Le texte est principalement consacré aux enclaves musulmanes assiégées en Bosnie orientale - et parfois entaillées, comme Cerska puis Srebrenica, - par les forces serbes. Plusieurs milliers de civils fuyant l'enclave de Cerska ont été victimes d'embuscades tendues par les Serbes, ou moins à six reprises, selon le rapport qui précise qu'une centaine de cadavres ont été vus par des survivants. Après la chute de Cerska, début mars, une polémique avait opposé les musulmans au commandant de la FORPRONU, le général Morillon. Ce dernier avait affirmé n'y avoir «pas senti l'odeur de la mort». A Konjevic Polje, tandis que l'on cherchait à évacuer des blessés, les Serbes interdisent l'accès aux

ambulances et l'évacuation de tout homme de seize à soixante ans, même blessé. A Brijuni, fin décembre 1992, des centaines de civils en fuite sont poursuivis et mitraillés jusque dans les sous-bois; des mères sont contraintes de partir avec un seul de leurs enfants.

A Srebrenica, le docteur Simon Mardel, de l'OMS, raconte que des familles n'ont pu survivre «qu'en mendiant de la nourriture ou en en volant dans des fermes serbes (...), au risque d'être abattues», comme ce fut le cas plus d'une fois.

De leur côté, les responsables serbes affirment avoir découvert, dans la région de Bratunac, neuf charniers de combattants et de civils serbes exécutés par les Bosniaques. Mais aucun observateur neutre n'a pu avoir accès à cette zone, pas même M. Mazowiecki. Le rapporteur spécial ne peut faire autre chose que de conclure par des vœux pieux : que tous les détenus soient immédiatement relâchés; qu'il soit mis fin au siège des enclaves et que des corridors humanitaires soient ouverts; que la notion de «zone protégée» soit étendue et appliquée; que le droit d'asile soit respecté aussi bien par les parties en conflit que par la communauté internationale.

ISABELLE VICHNIAC

Pour appliquer la résolution 824 de l'ONU, qui institue cinq zones de sécurité autour des villes de Sarajevo, Bihać, Gorazde, Tuzla et Zepa, à majorité musulmane, en Bosnie, la France n'a pas prévu d'encadrer le nombre de ces «casques bleus», soit un total de cinq mille hommes dans l'ex-Yougoslavie. Avec le dispositif actuel, qui peut encore évoluer dans son déploiement et dans son équipement, la mission peut être assurée. D'autant, remarque-t-on dans les États-majors français, que la résolution des Nations Unies, telle qu'elle a été approuvée dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 mai, n'interdit pas de lancer des «frappes aériennes défensives» sur les cibles serbes dans le cas où l'ONU ne pourrait, à l'entrée, ni fonctionner dans des zones de sécurité.

D'entrée de jeu, les États-majors français ont été hostiles, avec leurs homologues britanniques, à la perspective, avancée par les Américains, de rompre l'embargo sur les armes, décidé par l'ONU, à destination des Bosniaques. Cette suspension de l'embargo se serait faite au bénéfice des musulmans de Bosnie.

Cette proposition des États-Unis s'inspire de ce que ce pays a eu l'occasion de pratiquer, dans le passé, en Afghanistan lorsque la résistance au régime soutenu par l'URSS a reçu des armes améri-

caines. Les militaires français lui ont opposé trois arguments. D'abord, l'armement sélectif des musulmans revenait à entériner l'échec de la mission «onusiennne», dès lors qu'il aurait abouti à encourager les belligérants à intensifier les combats, et à discréditer une force de l'ONU qui s'était vouée, à l'origine, vouée à l'interposition, puis au maintien de la paix. Ensuite, il aurait fallu évaluer les «casques bleus» et les organisations humanitaires pour leur sécurité. Enfin, c'est été un risque d'internationalisation de la crise.

Pour autant, la création des zones de sécurité garanties par l'ONU, qui résulte de la résolution 824, n'est pas la panacée. En effet, les États-majors français, à la lumière de ce qui s'est passé déjà en Krajina ou en Croatie, considèrent qu'une telle solution a pour résultat de figer la situation, si les Serbes de Bosnie continuent de refuser tout plan de paix, et qu'elle crée à terme des «ghettos» ou des réserves ethniques.

Aujourd'hui, l'ONU en a décidé autrement. La FORPRONU se prépare à dresser les plans du nouveau déploiement. Dans le cas du contingent français, il n'est pas prévu pour l'instant d'augmenter les effectifs. On explique, au ministère de la Défense, que la France a en quelque sorte «déjà donné», puisqu'elle arrive en tête des contributions mili-

taires, et qu'elle s'est sa façon anticipée sur la résolution, en ayant disposé un bataillon de 680 hommes à Sarajevo et un deuxième de 1 350 autres à Bihać. Les Canadiens sont présents à Srebrenica, démantelée le mois dernier. A d'autres pays membres de l'ONU, explique-t-on au sein des États-majors français, le soin d'expédier des contingents supplémentaires, à commencer par les États-Unis et la Russie. «Les Américains ne déploient pas à Sarajevo qu'un seul bataillon dans les jours qui viennent, dit un responsable militaire français de haut rang, que la situation sur le terrain prendrait immédiatement une tournure politique tout à fait différente».

Dans les zones où les Nations Unies seraient empêchées par la force de cerner des couloirs de sécurité pour la population, d'y installer des postes de contrôle, de circuler ou d'obtenir le retrait des assaillants et de leurs armements, rien n'interdit, observe-t-on au ministère de la Défense, de pouvoir «sanctionner par le feu tout acte hostile» contre des «casques bleus». Les États-majors français considèrent même que la riposte la plus adéquate, dans un tel contexte, est la protection des zones par des «frappes aériennes défensives».

Il s'agirait, en la circonstance, d'un appui aérien différent d'un

bombardement lourd «à l'américaine» et appliqué, au profit des populations dans la zone, sur des objectifs, aux alentours, qui se seraient montrés agressifs en ayant pris l'initiative de *manu militari* à entraver l'action des «casques bleus» sur place.

#### Une dépense accrue

En s'en tenant, pour exécuter la résolution 824, au volume actuel de son contingent en Bosnie, le ministère de la Défense n'a pas seulement pour souci que «d'autres pays se mouillent à ses côtés» - selon l'expression d'un haut responsable militaire - en décaissant sur place des contingents terrestres. Il estime aussi qu'un déploiement encore plus important, s'il est possible, requiert un préalable la définition de règles et de procédures «supportables» de financement des opérations engagées sur son propre budget.

Dès cette année, on estime, aux conditions actuelles, à 2 milliards de francs le seul coût du déploiement français dans l'ex-Yougoslavie. Cette évaluation est plus élevée que celle qui avait été annoncée au début de l'année par Pierre Joxe, dans la mesure où, depuis, il a fallu tenir compte de la dépense entraînée par la participation de la France à la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie. Au total, l'action «onusiennne» de la France - tous théâtres confondus - devrait coûter 5,3 milliards de francs en 1993. Les Nations Unies en remboursent en moyenne moins des deux tiers et, encore, le font-elles avec dix-huit mois à deux ans de retard.

Comme le veut l'orthodoxie financière de l'État français, ce remboursement va directement au budget général et il n'est pas affecté au ministère de la Défense. Ce manque à gagner devrait s'ajouter aux annulations et au «gel» des crédits intervenus au début de 1993 et portant sur 5,5 milliards de francs. Soit, un total de plus de 10 milliards - prévus sur l'équipement - sur un budget annuel de quelque 190 milliards. L'envoi de 3 000 hommes supplémentaires en ex-Yougoslavie ou un doublement des effectifs représente, selon les calculs du ministère, une dépense accrue, entre 1,3 et 1,8 milliard.

En dépit de ces considérations financières, les États-majors estiment qu'ils sont en mesure - sans dégrader leurs bataillons au Cambodge, en Somalie, voire leurs forces en Afrique (où l'ère des accords de défense ou de coopération) - d'aller jusqu'à doubler le contingent «onusienn» qui comprend, dans l'ex-Yougoslavie, 40 % d'appelés volontaires. Cet engagement paraît présumptueux à beaucoup. En effet, il existe deux écarts majeurs. D'une part, l'armée française manque d'un soutien logistique et sanitaire adapté à un déploiement extensif d'un niveau vraiment atteint. D'autre part, la relève, avant décembre prochain, d'un contingent qui serait monté à 10 000 hommes risque d'être un véritable casse-tête.

JACQUES ISNARD

### Les Occidentaux débattent de l'arrêt de la guerre en Bosnie

Suite de la première page

Justifiant le refus de la France d'augmenter le nombre de ses «casques bleus», M. Juppé a insisté sur l'impact dissuasif qu'aurait sur les assaillants serbes l'arrivée de renforts américains et rattachés au rang de la FORPRONU. Aux yeux du ministre, ces renforts n'auraient pas forcément besoin d'être très nombreux, l'essentiel étant que leur engagement démontre la volonté unanime des grandes puissances de dire aux Serbes de Bosnie : «Vos zones où vous agissez, nous ne les acceptons pas qu'une aggression soit perpétrée, contrairement à ce qui a été le cas ailleurs». Il ne s'agit pas, comme à Srebrenica, de désarmer les villes assiégées et d'en évacuer la population, mais de les protéger de nouvelles offensives et d'y garantir l'acheminement des secours humanitaires.

Ce projet serait d'autant plus aisément réalisable que les milices serbes seraient affaiblies par un blocage réel de Belgrade. D'où l'idée de faire pression sur Slobodan Milosevic pour qu'il accorde ses accès à ses propres et coupe tout soutien militaire aux Serbes de Bosnie. On caressait vendredi à Paris l'espoir que le président serbe, moyennant promesse d'une levée ultérieure du blocus qui pèse sur son pays, pourrait accepter un contrôle international des cent quarante points de passage entre la Serbie et la Bosnie.

#### La sécurité des «casques bleus»

Cette politique soulève évidemment plusieurs questions. De principe d'abord : peut-on à ce point solliciter la coopération de celui qui, jusqu'à la semaine dernière, était tenu pour le principal responsable de la guerre? Peut-on, d'autre part, lui faire confiance, alors que son annonce d'un embargo contre la Bosnie n'avait pas été suivie mardi du moindre début d'effet (le trafic continuait comme avant à Mali Zvornik et ailleurs)? Pourrait-on même, comme on l'envisageait à Paris, s'en remettre en toute confiance aux Russes pour assurer le contrôle de l'évacuation de cette frontière? Cette seconde proposition faisait en tout cas aussi l'objet de discussions.

Quant aux propositions plus offensives faites par les Américains, M. Christopher a pu mesurer, lors de sa tournée en Europe, les très fortes réticences qu'elles y soulevaient, sans même parler de celles qui se sont exprimées aux États-Unis même. A l'encontre d'une levée de l'embargo sur les armes et de frappes aériennes offensives, on

invoque en Europe plusieurs arguments dont le principal semble être le danger qu'ils feraient peser contre les casques bleus présents sur le terrain et dont l'évacuation dans une telle perspective serait, affirme-t-on à Paris, difficile, notamment pour ceux qui sont basés à Sarajevo. M. Juppé d'autre part estime vendredi qu'une telle intervention risquerait de provoquer «l'internationalisation du conflit avec l'entrée en guerre d'autres puissances», sans toutefois préciser lesquelles il pensait.

Le président américain, de son côté, avait vendredi les autres objections, sans toutefois y répondre sur le fond : la décision de lancer des raids aériens obéirait, a-t-il affirmé, «à une stratégie précise et à des objectifs tactiques très clairs».

Même si les consultations qui se poursuivent débouchent finalement sur une action commune entre Européens et Américains, comme Bill Clinton s'en est dit convaincu vendredi, elles ne portent pour l'instant que sur les moyens d'arrêter les combats. Le scénario américain, comme celui des «zones de sécurité», pourraient n'avoir pour effet que de figer la situation sur le terrain là où elle est actuellement. Resterait alors à trouver les moyens de faire appliquer le plan Vance-Owen, dont le Conseil de sécurité a réaffirmé vendredi la validité. Or, bien car c'est une hypothèse qu'on ne paraît pas exclure à Paris, à le remettre sur la table des négociations.

CLAIRE TRÉAN

### Jusqu'au dynamitage des mosquées...

BELGRADE

de notre correspondante

Dans ce pays où l'on pouvait entendre, au même moment, le canon des églises orthodoxes et orthodoxes et le voix du muezzin appeler à la prière, il ne résonne plus aujourd'hui que le bruit sourd des obus et des explosions. La guerre efface peu à peu les empreintes du passé de ce pays où l'Orient et l'Occident se rencontrent. L'islam, marque d'identité des musulmans de Bosnie, est en train de disparaître. En se mêlant aux Serbes et aux Croates bosniaques, la communauté musulmane (43 % de la population avant la guerre) empêche un éventuel partage de la Bosnie entre Zagreb et Belgrade.

Après les attentats de la nuit de jeudi vendredi, les deux mosquées historiques de Banja-Luka, la plus grande ville aux mains des Serbes bosniaques, au nord-ouest de la Bosnie, ne sont plus que ruines. Situées dans le centre de la ville, ces deux mosquées, Ferhadija et Arnaudija, avaient été érigées à la fin du seizième siècle, au début des quatre siècles de domination ottomane. Par miracle, le minaret de Ferhadija est resté debout. Cette mosquée était inscrite sur la liste des monuments du patrimoine mondial de l'UNESCO. Une troisième mosquée, située dans la banlieue musulmane de Banja-Luka, a également été détruite

par une explosion vendredi à l'aube.

Le président yougoslave, Dobrica Cosic, a condamné vendredi ces attentats. Slobodan Milosevic, le président serbe, a demandé aux autorités de la ville de «trouver et de punir les auteurs de ces actes de violence». Les autorités serbes bosniaques ont également «fermement dénoncé». Le maire de Banja-Luka, M. Predrag Radic, a aussi condamné ces «actes criminels». Mais sa ville est présentée par les organisations humanitaires internationales comme la capitale de la purification ethnique de la région du nord-ouest de la Bosnie (Banja-Luka/Krajina). La plupart des camps d'internement découverts l'été dernier se trouvaient dans les environs de Banja-Luka. Tous les villages musulmans entre Banja-Luka et Prijedor ont été incendiés maison par maison. Banja-Luka, qui comptait avant guerre 200 000 habitants (dont 55 % de Serbes) a perdu, selon les Hauts Commissaires des Nations unies aux réfugiés, les deux tiers de sa population non serbe.

Cette ville n'est certes pas un cas isolé. Éléments de la police de «purification ethnique», le dynamitage des mosquées est une pratique courante, quasi systématique dans les régions sous contrôle serbe. Les conséquences sont doubles. D'une part, privées de sanctuaires, les musulmans restés dans les territoires aux mains des Serbes per-

dront leur identité. D'autre part, en détruisant les mosquées, les Serbes (qui réclament les territoires où se trouvent des églises orthodoxes) effacent toute trace de la présence musulmane.

Ce n'est pas un hasard si les mosquées ont été détruites en premier dans les territoires contestés - les régions à majorité musulmane avant la guerre, aujourd'hui contrôlées par les Serbes. Comme dans l'est de la Bosnie, où les mosquées ont été dynamitées une par une. D'abord dans les grandes villes de la vallée de la Drina, comme à Foca, Visegrad ou Zvornik, tombées aux mains des Serbes. Souvent les ruines des mosquées ont été soignées, les amplacements aménagés en jardin ou même en parking.

Ensuite dans les villages musulmans où les mosquées ne sont plus que des amas de gravats méconnaissables. A tel point que les militaires serbes qui escortaient le premier ministre grec, Constantin Mitsotakis, sur la route de Pale pour le vote du 5 mai, n'ont pas eu de mal à leur faire croire que les villages incendiés de l'enclave musulmane de Konjevic-Polje étaient serbes. A son arrivée à Pale, M. Mitsotakis dit à ses hôtes, notamment au leader serbe bosniaque, Radovan Karadzic, qu'il avait pu «se rendre compte sur la route des terribles souffrances qu'événait subi le peuple serbe».

FLORENCE HARTMANN

### Les réticences de l'opinion américaine

LOS ANGELES

correspondance

«Doit-on prendre le risque d'entrer dans un conflit qui peut devenir un bourbier?» se demandait un journaliste sur l'une des chaînes nationales de télévision américaines. Cette interrogation et les allusions à la guerre au Vietnam ou à l'attentat de Beyrouth d'octobre 1983 traduisent le scepticisme d'une partie des Américains face à une éventuelle intervention dans les Balkans. «Suburbia est divisée», écrivait un quotidien en parlant de la bataille en général - où vit la majorité des classes moyennes américaines.

«Demander à l'Amérique de faire le ménage là-bas revient à vouloir que la Suède ou la France inter-

viennent dans un conflit entre l'Illinois et le Missouri», commentait une Américaine de Middle West dans le New York Times. «C'est le problème de l'Europe, car cela concerne son arrière-cour», insistait une autre personne.

Depuis quelques jours, la presse et la télévision préparent l'opinion à une intervention. Nombre de journaux ont diffusé en première page une photographie montrant Bill Clinton avec des marines de retour de Somalie : «Les troupes de retour suivent le leader», titrait, jeudi, le Los Angeles Times avec une citation du président Clinton : «D'autres missions attendent notre nation».

Une nouvelle intervention militaire américaine, comme le montrent les sondages, n'est pas pour

autant populaire : ceux qui, par avance, la contestent évoquent la situation économique des États-Unis et rappellent qu'ils ont élu Bill Clinton pour qu'il se concentre sur les problèmes intérieurs du pays. Et de citer le slogan de la campagne : «C'est l'économie, imbécile!».

Selon CNN, 55 % des Américains sont opposés à des raids aériens contre l'artillerie serbe et seulement 36 % y sont favorables. Un sondage paru dans Newsweek indique également que 49 % contre 44 % des Américains jugent que le conflit en Bosnie n'est pas le problème des États-Unis. 69 % contre 27 % des personnes interrogées fin avril par le même magazine s'opposent à l'envoi de troupes terrestres en Bosnie. La lenteur isolat-

ionniste, déjà sensible tout au long de la campagne 1992 semble se renforcer, en particulier dans les États qui, comme la Californie, n'ont pas vu leur taux de chômage baisser. Les plus démocrates des hommes politiques n'hésitent pas à exploiter le thème traditionnel de «l'Amérique d'abord».

Lors d'un meeting à San Francisco, mercredi, le populiste Ross Perot a déclaré devant une salle comble que «viols, meurtres et autres atrocités en Bosnie sont des tragédies», puis a demandé qui dans l'assistance était prêt à envoyer son fils ou sa fille «combattre et mourir en Bosnie». Personne n'a levé la main. «Inutile d'en dire plus», a conclu l'ex-candidat indépendant à la présidence.

RÉGIS NAVARRE

TURQUIE

### Début de l'élection présidentielle

Le Parlement turc devait entamer, samedi 8 mai, le processus électoral pour remplacer le président Turgut Ozal, détesté le 17 avril, avec le risque d'une dissolution si le nouveau chef de l'État n'est pas élu avant le 27 mai.

Une dissolution du Parlement, qui compte 448 députés, serait fatale à la carrière d'une bonne partie d'entre eux, notamment ceux des petits partis, qui devraient donc voter pour le premier ministre Süleyman Demirel, le esndidet considéré comme favori.

Trois autres postulants sont en lice : MM. Kemar Inon, du Parti de la Mère patrie (auquel appartenait Turgut Ozal), Ismail Cem, du Parti républicain du peuple (social-démocrate), et Latif Dogan, du Parti de la prospérité (islamiste), ces deux derniers s'étant déclarés vendredi, au dernier jour du dépôt des candidatures. (AFP.)

#### EN BREF

■ AUTRICHE : L'Internationale libérale recommande l'exclusion du FPOe. Le président de l'Internationale libérale a recommandé d'exclure de ses rangs pour avoir «attisé la xénophobie» le parti «libéral» de droite autrichien FPOe, dirigé par le leader nationaliste Jörg Haider lors de sa session, vendredi 7 mai, à Sofia. La recommandation équivaut à une exclu-

sion de facto du FPOe, car elle devrait recevoir l'aval du comité exécutif de l'organisation, qui siège le 10 juillet prochain à Tallin en Estonie, puis de son congrès mondial, en 1994. (AFP.)

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : «L'attentat» contre M. Havel. Au lendemain de l'annonce, par le ministre de l'Intérieur, de la décou-

verte d'une tentative d'assassiner le président Havel (le Monde du 8 mai), la police, visiblement embarrassée, a reconnu qu'«aucune indication» ne prouvait que les cinq ex-Yougoslaves arrêtés sur dénonciation préparaient un tel acte. La police a estimé que l'auteur de la tentative anonyme - qui connaît bien le milieu de la mafia ex-yougoslave à Prague - et qui est

actuellement recherché - a plutôt voulu régler des comptes avec les personnes arrêtées, dont trois sont originaires de Belgrade et un du Monténégro, et qui étaient en possession de deux Audi et d'une Porsche volées. (AFP.)

■ ROUMANIE : accord syndical et fin des grèves - Cinq des six confédérations syndicales qui

avaient appelé aux grèves qui avaient commencé lundi, sans effectuer beaucoup l'économie roumaine (le Monde du 6 mai), ont suspendu le mouvement, vendredi 7 mai, suite à un accord conclu jeudi avec le gouvernement. Il prévoit l'obligation de garantir un salaire minimum fixé à 30 000 lei (49 dollars au change officiel). (AFP.)



## EUROPE

## Les «dealers» d'otages du Karabakh

Enlèvements et marchandages se multiplient en marge de la guerre entre Arméniens et Azerbaïdjanais

BAKOU

de notre envoyé spécial

Après leurs dernières victoires militaires, les Arméniens ont pratiquement réalisé leur objectif, proclamé il y a cinq ans : l'enclavement du Haut-Karabakh, vidée de sa minorité azerbaïdjanaise, semble solidement ancrée à l'Arménie, laquelle

nourrit désormais l'espoir d'un cessez-le-feu entérinant le fait accompli.

Il aura quand même fallu, à ce jour, pour arracher à l'Azerbaïdjan un territoire habité au départ par sept cent mille Arméniens et maintenant largement dévasté des milliers de morts et d'invalides, plus d'un demi-million de réfugiés des deux côtés et le réveil, entre deux peuples, des vieilles haines mises en sourdine pendant quelques décennies.

De plus, rien ne prouve que ce conflit qui s'est envenimé d'un autre âge en restera là. Non pas tant en raison d'une soif de revanche des vaincus, dit-on à Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, qu'à cause du nombre croissant des parties intéressées à la poursuite de la guerre. Si les «politiques» parlent du rôle des «grandes puissances» toujours accusées, la Russie en tête, de manipuler le conflit pour maintenir leur présence, la population, elle, évoque plutôt les marchands d'armes, bien sûr, mais aussi les «dealers» d'otages.

La prise d'otages serait une vieille spécialité des guerres du Caucase. Alexandre Dumas en parlait déjà au siècle dernier, remarque André Picot, représentant à Bakou du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Mais, reconnaît-il, depuis que l'organisation de Genève s'est saisie du problème il y a un an (Le Monde du 24 novembre), le nombre des otages s'est fait croître (ils seraient des centaines).

## Prisons privées

Le phénomène s'est développé après que les pogroms, violents et exactions diverses eurent été évités. Les otages sont donc devenus une spécialité des «dealers» arméniens et azerbaïdjanais de l'éthiole adverse. De part et d'autre de la ligne de front ainsi établie, on négocie ponctuellement, à la faveur de cessez-le-feu éphémères, l'échange d'otages pris dans les combats, mais les civils, voire de hauts responsables, comme c'est arrivé à une vingtaine d'Arméniens de Géorgie, arrêtés dans le trio Bakou-Tbilissi.

A l'heure du «business» sans contrainte, on peut aussi faire du troc : un otage contre plusieurs cadavres, de l'essence, des têtes de bétail ou de l'argent, de préférence en devises. Avec, bien sûr, des

tarifs sans aucune commune mesure selon que l'otage est un chef connu ou une femme, et le cadavre reconnaissable ou pas», raconte M. Picot. «Avec l'inflation, c'est maintenant au minimum un million de roubles», raconte le père, russe, d'un soldat d'Azerbaïdjan, qui a fini, après de longs mois, par récupérer son fils otage, mais à l'état d'invalidé.

Les propriétaires sont les ravisseurs, groupes armés ou simples familles qui ont un des leurs à libérer. Mais aussi, de plus en plus, des «dealers» qui s'occupent pour «faciliter» les échanges : il peut s'agir de chefs de bandes désemparés, de prisonniers privés ou de commandants de l'armée ou de la police, usant de leurs casernes. Selon M. Picot, tous se présentent comme des bienfaiteurs au service de leur peuple et déplorent que le CICR se refuse à organiser des échanges.

## Kelbadjar

Les conventions de Genève prévoient en effet la libération inconditionnelle des civils et l'interdiction sous contrôle des combattants, mais Bakou et Erevan n'ont pas signé ces conventions. Les deux capitales ne se sont même pas déclarées la guerre, chacune se contentant d'accuser l'autre d'agression. Et lorsqu'en août dernier l'ancienne porte-parole du ministère de la défense azerbaïdjanaise, Leila Iou-nousova, organisa la libération de dix-neuf civils, en majorité de vieilles femmes, il se trouva des extrémistes à Bakou pour la traiter d'agent arménien.

Les deux pays ont certes accepté de créer des «commissions gouvernementales» sur les otages et le CICR a réussi à réunir par deux fois leurs représentants, en novembre et mars derniers. Mais là aussi l'impasse reste entière, les Arméniens exigeant que les Azerbaïdjanais traitent directement avec la commission relevant des autorités de la «République» auto-proclamée du Haut-Karabakh, que les Azerbaïdjanais refusent de reconnaître.

En attendant la solution hypothétique de ce problème politique, les enlèvements se poursuivent... Les derniers ont eu lieu lors de l'offensive arménienne sur Kelbadjar, la région située entre le Haut-Karabakh et l'Arménie au nord du corridor de Latchine. Celle-ci fut occupée pratiquement sans résistance et ses habitants chassés - des dizaines de milliers d'Azerbaïdjanais d'ethnie azérie et kurde. Tous sauf les morts, en ombre lointaine, et les otages.

Bakou avait d'abord parlé de quinze mille otages, chiffre fantaisiste. En fait, ils seraient moins d'une centaine, selon le parti social-démocrate azerbaïdjanaï, un groupuscule pacifiste qui entretient ses propres contacts avec l'ennemi et subit pour cela les foudres des autorités. Le CICR indique qu'il n'y a pas de rassurer la majorité des familles de réfugiés de Kelbadjar qui lui ont donné les noms de leurs disparus. Ceux-ci sont vivants.

«Rassurer» est un euphémisme, alors que les récits les plus horribles circulent, dans un camp comme dans l'autre, sur les traitements infligés aux otages - ce qui incitait les familles à payer sans marchander pour les retrouver. On parle aussi à Bakou de «camp de travail» en Arménie, alors que, dans la capitale azerbaïdjanaise, des femmes arméniennes rescapées des pogroms de janvier 1991 et qui n'ont pas voulu ou pas pu quitter le pays - la plupart sont des épouses d'Azerbaïdjanais - se cachent plus que jamais dans les profondeurs de la ville. Elles craignent ce effet d'être prises elles aussi en otage, par un voisin ou un quelconque policier.

SOPHIE SHIHAB

L'Arménie n'a dit «ni oui, ni non» au plan de paix. L'Arménie n'a pas rejeté le plan de paix présenté par la Turquie, la Russie et les Etats-Unis, a déclaré, vendredi 7 mai, à Ankara un porte-parole officiel turc, interrogé sur les informations faisant état d'un «rejet» par Erevan. De son côté, Bakou - qui a accepté le plan dans la mesure où «il crée les prétextes» pour l'application de la résolution 822 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 30 avril et demandant la «retrait des forces d'occupation de Kelbadjar et d'autres territoires azerbaïdjanais» - a accusé vendredi les Arméniens d'avoir attaqué le même jour le village de Goulistan, situé au-dessus du Haut-Karabakh. (AFP)

## Un accord entre Bonn et Varsovie

## La Pologne reprendra les réfugiés entrés illégalement en Allemagne à partir de son territoire

BERLIN

de notre correspondant

En échange d'une aide financière, la Pologne a finalement accepté l'exigence du gouvernement allemand de reprendre les immigrants illégaux entrés en Allemagne à partir de son territoire. Un accord de «coopération sur les conséquences des mouvements de migration» a été signé, vendredi 7 mai, à Bonn par les ministres de l'Intérieur allemand et polonais, Rudolf Seiters et Andrzej Milczanowski. Il ouvre la voie à l'adoption par le Parlement allemand d'une nouvelle législation restreignant le droit d'asile politique pour limiter le nombre des réfugiés.

L'accord est destiné à alléger le fardeau que la Pologne devra supporter à la suite de la fermeture de la frontière allemande aux demandeurs d'asile politique passés par son territoire. Dans la nouvelle législation en cours de discussion à Bonn, il est prévu de renvoyer toute personne arrivée via des pays voisins considérés comme «sûrs», c'est-à-dire ayant signé les conventions internationales en matière de réfugiés.

Cette mesure, qui s'appliquera aussi à la Suisse, à l'Autriche et sans doute aux pays scandinaves, n'avait été acceptée par le SPD qu'à la condition d'être assortie d'accords avec les pays par lesquels transitait la plus grande partie de

l'immigration vers l'Allemagne, notamment la Pologne et la République tchèque. Ces réfugiés ont-ils plus la possibilité de demander l'asile politique.

## Moderniser les centres d'accueil

La convention conclue avec Varsovie stipule que les autorités allemandes pourront remettre aux Polonais toute personne entrée illégalement sur leur territoire par la Pologne, dans un délai de six mois. En échange, Bonn accorde à Varsovie une aide de 120 millions de deutschemarks (environ 400 millions de francs) pour 1993 et 1994. Cette somme doit aider le gouvernement polonais à ouvrir ou moderniser des centres d'accueil et à améliorer la surveillance de ses frontières.

La nouvelle législation doit être adoptée par le Bundestag le 26 mai pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Le nombre des demandeurs d'asile politique, qui avait atteint un demi-million en 1992, est de nouveau en augmentation cette année. Il était, pour les quatre premiers mois, de 161 320 personnes, soit 30 % de plus que l'année précédente.

Le texte prévoit aussi une procédure accélérée pour les réfugiés provenant de pays considérés comme respectant les droits de l'homme, sur la liste desquels figu-

rent la Roumanie et la Bulgarie, mais aussi le Sénégal et le Ghana. Avec certains de ces pays, comme la Roumanie, des accords existent ou sont en négociation pour le retour des nationaux en situation irrégulière en Allemagne. Ces nouvelles dispositions suscitent de nombreuses résistances en Allemagne. Le Congrès national des Rom, qui s'indigne du traitement fait aux Tziganes de Roumanie, a annoncé une série d'actions allant de l'occupation d'un ancien camp de concentration au blocage de postes-frontière, avec la Pologne.

HENRI DE BRESSON

## ASIE

## CHINE : alors que Li Peng est «convalescent»

## L'ascension de Zhu Rongji se poursuit

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont confirmé, jeudi 6 mai, la préférence à laquelle a accédé le vice-premier ministre Zhu Rongji à la faveur de la maladie mystérieuse qui empêche le chef en titre du gouvernement, Li Peng, d'officier depuis près de deux semaines. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué que M. Zhu est désormais «le vice-premier ministre effectif en charge du travail quotidien du Conseil des affaires d'Etat». Il a réaffirmé que M. Li était «convalescent». Mais il s'est abstenu de préciser si la promotion de M. Zhu était provisoire et liée à l'état de santé du premier ministre. Le gouvernement, qui assure que M. Li souffre d'un refroidissement, n'a toutefois pas démenti des informations de la presse de Hongkong selon lesquelles il est atteint de troubles cardiaques. Vice-premier ministre depuis 1991, numéro cinq du régime, M. Zhu

passé pour être le poulain de Deng Xiaoping dans la direction collégiale que celui-ci laisse à la Chine. Comme M. Deng à une certaine époque, il tranche sur la plupart de ses collègues par son aisance dans la conversation, un caractère, assez direct, une passion pour l'efficacité et, derrière un visage austère, un certain sens de l'humour.

Originaire du Hunan, la province natale de Mao, âgé de soixante-cinq ans comme M. Li, M. Zhu, à la différence du premier, n'a pas fait ses études en URSS mais a reçu une formation d'ingénieur électrique à Pékin. Durement traité pendant la révolution culturelle, il a ensuite fait carrière au Pén et dans la décentralisation de l'économie, pour se retrouver maire de Shanghai en 1988. A ce poste, il a pu éviter, lors du «printemps» de 1989, d'avoir recours à l'armée, ce qui lui a valu bien des sympathies en Chine et à l'étranger.

FRANCIS DERON

## Sans remettre en cause la vente de Mirage 2000-5 à Taïwan

## Paris souhaite rééquilibrer ses relations en faveur de Pékin

Le nouveau gouvernement français serait-il en train de rééquilibrer sa politique chinoise, écartelée entre les deux rives du détroit de Taïwan? Trois mois et demi après la fermeture d'autorité, sur injonction de Pékin, du consulat général de France à Cantou en représailles pour la vente de six Mirage 2000-5 à Taïwan, un mois après le retour de la droite aux affaires, le temps semble venu, pour Paris, de tenter de repartir sur de nouvelles bases. Certes, il ne s'agit pas de revenir sur un contrat signé : ce serait perdre la face devant la Chine, et ce n'est pas possible ; ce serait également écorcher sérieusement la crédibilité française dans le domaine commercial, et militaire, et ce n'est guère souhaitable.

Paris ne devrait, sans doute pas mettre des bâtons dans les roues à Taïwan dans ses efforts pour acquiescer à la fin de l'année vingt Mirage 2000 d'occasion pour aider à la formation de ses pilotes, comme il avait été convenu lors de la signature du contrat. Ces appareils pourraient être vendus, ou prêtés, par des pays tiers, sans doute du Golfe. Eo revanche, la longue «shopping list» présentée par Taïwan, et qui comprend des sous-marins, des missiles anti-aériens, de l'artillerie, risque d'être ignorée.

Car, s'il n'est guère question de «se coucher» face aux exigences de Pékin, Paris serait prêt à envoyer un émissaire de haut niveau négocier en Chine de nouvelles, et meilleures conditions avec un partenaire commercial aux possibilités d'investissements sans limites. En échange de l'interdiction des ventes d'armes à Taïwan, le Quai d'Orsay demanderait des engagements précis sur les marchés chinois, qui seraient ouverts aux industriels français. Bien

des interlocuteurs de Pékin ayant été fort échaudés ces dernières années, ces garanties devraient être solides. Sinon, les sirènes de Taïwan risquent de trouver, à nouveau, des oreilles complaisantes dans les milieux de l'armement français, en mal de clients étrangers.

La piste sera plus facile à avaler pour Pékin en raison du changement de majorité à Paris. Déjà, un accord a été trouvé entre Français et Chinois sur l'établissement de relations aériennes entre les aéroports Charles-de-Gaulle et Chiang Kai-Shek, sans doute d'ici juillet. Les sensibilités de Pékin ont été ménagées à l'extrême. Ce ne sera pas Air France - dont le PDG, Bernard Attali, s'est longtemps fait tirer l'oreille avant, semble-t-il, de suivre l'exemple des Britanniques - qui se posera à Taïwan, mais une filiale. Pékin s'oppose en effet à ce que les compagnies nationales desservent à la fois les deux «côtés du détroit».

Ce recentrage politique ne devrait pas outre à des relations avec Taïwan, si elles demeurent non officielles, n'en ont pas moins connu une embellie mémorable depuis deux ans. Le nouveau représentant français à Taïwan, Jean-Paul Réau - un diplomate en activité et non pas à la retraite, pour la première fois depuis très longtemps - continuera d'avoir fort à faire. Pékin, en effet, ne s'oppose pas au développement des échanges commerciaux avec l'île nationaliste, y compris dans le secteur agricole ; seul demeure tabou le domaine militaire. Volonté de recentrage politique en direction de Pékin, oui. Mais à condition que la Chine continentale se mette, dans le domaine économique, au diapason de sa rivale insulaire.

PATRICIE DE REER

Manzhang, dans le village de Taoyuan, district de Xuyang.

SR-LANKA : M. Wickremesinghe, premier ministre. - Ranil Wickremesinghe, ministre de l'Industrie, a été nommé premier ministre du Sri-Lanka, vendredi 7 mai. M. Wickremesinghe, qui a quarante-quatre ans, devient le plus jeune chef du gouvernement du pays, remplace M. Wijetunga, qui a succédé à M. Premadasa, assassiné le 1<sup>er</sup> mai. (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

Social : Par ici la sortie !

Alain Lebaube

La compétitivité des entreprises et de notre économie passe par la modernisation des équipements, l'écologie, l'industrialisme des organisations, la formation des cadres et la promotion de l'éducation permanente et de l'Etat, des expériences innovantes de management et la mise en œuvre d'un nouveau système de la production et de la consommation.

Un livre de 400 pages, sans illustrations, sur les vrais enjeux de la modernité.

15, 1993

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

Le Monde EN ENTREPRISE tarifs et services spéciaux

Service entreprises : Tél. : 49-80-32-88 Fax : 46-71-80-04



## AMÉRIQUES

PARAGUAY : sous la surveillance d'observateurs internationaux

### Un civil devrait être élu à la présidence

Des élections législatives et présidentielles ont lieu, dimanche 9 mai, au Paraguay, qui devraient permettre, pour la première fois depuis la chute, il y a quatre ans, du général Alfredo Stroessner, qui a régné pendant trente-cinq ans sur le pays, l'arrivée au pouvoir d'un civil à la présidence et l'instauration d'une véritable démocratie. Le favori est le démocrate-chrétien Guillermo Caballero Vargas du parti Rencontre nationale (le Monde du 3 mai).

La communauté internationale a envoyé sur place de nombreux observateurs, parmi lesquels

l'ancien président américain Jimmy Carter, pour surveiller la régularité du scrutin. Les menaces du chef du premier corps d'armée, le général Lino Oviedo, de contester le verdict des urnes si celui-ci n'était pas favorable au Parti colorado, l'ancien parti de Stroessner, pèsent sur la consultation. Certains militaires espèrent poursuivre leurs activités de contrebande ou de trafic de drogue, ou, au minimum, ne pas être inquiétés pour leurs richesses accumulées illégalement depuis des décennies.

#### ASUNCION

de notre envoyé spécial

« Les militaires du Paraguay, c'est une société anonyme, affirme un diplomate latino-américain, en poste depuis plusieurs années au Paraguay. Ils possèdent, explicitement, un pouvoir économique en dirigeant directement ou indirectement des entreprises privées dans de nombreux domaines : automobile, commerce alimentaire, exploitation agricole, quand il ne s'agit pas simplement de trafics illégaux comme celui des voitures volées. Le salaire des plus hauts gradés ne représente le plus souvent qu'une faible partie de ces rémunérations diverses. De plus, les protections et les informations privilégiées dont ils disposent les rendent indispensables à beaucoup de sociétés qui les emploient aussi comme « conseillers ».

« En ce sens, assure le diplomate, la transition au Paraguay est plus compliquée que celle d'autres pays de la région. Car il ne s'agit pas de condamner quelques personnes impliquées dans des violations de

droits de l'homme, mais bien de réformer un système où l'armée jouait un rôle particulier et lucratif en fonction de sa prépondérance. L'absence de négociations entre les partis politiques et la hiérarchie de l'armée s'explique aussi par cette situation particulière, d'autant que la transition était jusqu'ici menée « sans risques » par le premier d'entre eux, le général Andrés Rodríguez, qui a assumé le pouvoir depuis le coup d'Etat qui a renversé Alfredo Stroessner en février 1989.

La nouvelle Constitution, qui rentrera en vigueur le 15 août prochain lors de la prise de fonctions du président élu, prévoit un nouveau poste de commandant des forces armées, même si le chef de l'Etat élu garde le titre de commandant en chef. Un partage des rôles qui inquiète quelque peu l'opposition, peu soucieuse de voir perdurer la suprématie militaire au sein d'un gouvernement civil. Le général Rodríguez a cependant déjà procédé à la nomination de ce nouveau commandant des forces armées en désignant le vice-amiral

Gonzalez Petit, un homme jusqu'ici très discret et peu connu.

« De leur côté, les militaires craignent une investigation sur leurs activités illégales passées et sur les fortunes qu'ils ont pu amasser, dit Carlos Lezcano, professeur à l'Université catholique et à l'Ecole de guerre. Car ils ont toujours été en marge de la société et au-dessus des lois. Ils n'avaient, par exemple, pas besoin de faire de déclaration de biens - alors que les fonctionnaires y sont contraints - et leur administration était régie par des ordonnances et non par des lois ».

Un seul homme concentre aujourd'hui les pouvoirs militaires, ce dehors du nouveau commandant des forces armées : c'est le général Lino Oviedo qui dirige le premier corps d'armée. On lui prête l'intention de se présenter à la prochaine élection présidentielle, en 1998, après qu'il aura pris sa retraite de l'armée. Mais toute la question est de savoir s'il se soumettra à l'anticipation de ce projet.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

### Des manuels scolaires étonnants

#### ASUNCION

de notre envoyé spécial

« L'ancien ministre de l'éducation, Raúl Sapena Brugada, reconnaît volontiers ce décalage : « Je n'ai pas, dit-il, d'expériences de la vie réelle, mais j'ai une grande expérience de la vie scolaire ».

« La plupart des écoles publiques contiennent des fonctionnaires comme elles l'ont toujours fait, et ni l'éducation ni les textes enseignés n'ont changé. Tous les livres font en permanence référence à l'héroïsme, à la patrie, à l'œuvre accomplie par Stroessner », dit une institutrice, Gloria Medina. La directrice de la petite école Mercedes-

Lopez évoque son impuissance : « Les livres devraient évoluer, mais c'est le ministre qui nous les fournit et nous n'avons pas les moyens d'en acquiescer tous. Nous ne pouvons pas changer avant que les auteurs ne le fassent », assure Maria Francisco Franco. La plupart des manuels, d'ailleurs approuvés par le ministère de l'éducation et du culte dans les années 60-70, comme en témoignent les pages de garde où figurent les noms des ministres de l'époque, sont toujours en vigueur.

« Les élèves passent donc leur temps à commenter des images de soldats triomphants et de maréchaux victorieux, des poèmes sur les rondes politiques », ou des dessins représentant des soldats Guarani au sommet de cocodras la plume sur la tête », dit le libraire Ricardo Rolon en estimant que « l'éduca-

tion au Paraguay n'a pas plusieurs années, mais plusieurs siècles de retard ».

L'ancien ministre de l'éducation, Raúl Sapena Brugada, reconnaît volontiers ce décalage : « Je n'ai pas, dit-il, d'expériences de la vie réelle, mais j'ai une grande expérience de la vie scolaire ».

D. H. G.

CANADA : présenté par le gouvernement de Robert Bourassa

### Un projet de loi sur l'affichage relance le débat linguistique au Québec

#### MONTREAL

de notre correspondant

Toujours houleux, le débat linguistique a repris au Québec, où le gouvernement libéral de Robert Bourassa a déposé, jeudi 6 mai, un projet de loi qui autoriserait l'usage de l'anglais dans l'affichage commercial, dont il est banni depuis seize ans. Les affiches et panneaux des commerces devraient toutefois être bilingues et accorder une « nette prédominance » au français, concept qui reste à définir par voie réglementaire. Présenté par le premier ministre comme « un nouvel équilibre entre le respect des libertés individuelles et la protection de la langue française », le texte supprimerait l'obligation de bilinguisme qui avait été imposée à l'Assemblée nationale de la province de Québec en 1977 sous le gouvernement du Parti québécois. Mais il ne satisfait pas non plus la majorité de députés du Parti libéral, défenseurs des droits de la minorité anglophone, parce qu'il laisse pratiquement inchangés les dis-

crets, indépendants. Ces derniers ont accusé le gouvernement de mener une « opération politique » dans le seul but de « récupérer le vote anglophone » avant les élections provinciales de 1998. Ils ont promis une farouche guérilla parlementaire, et une mobilisation de la population, pour prévenir l'adoption de ce projet « dangereux pour l'avenir du Québec ».

Véritable comme une brimade par les anglophones, l'affichage bilingue francophone est considéré par les nationalistes comme indispensable pour inciter les immigrants à apprendre le français plutôt que l'anglais. Compte tenu de la faible natalité des populations francophones et anglophones de souche, l'intégration des immigrants est un facteur déterminant de l'équilibre linguistique.

Le projet de loi est un amendement à la charte de la langue française, plus connue sous le nom de loi 101, adoptée en 1977 sous le gouvernement du Parti québécois. Mais il ne satisfait pas non plus la majorité de députés du Parti libéral, défenseurs des droits de la minorité anglophone, parce qu'il laisse pratiquement inchangés les dis-

positions de la loi 101 qui obligent les immigrants à inscrire leurs enfants à l'école française.

En 1988, la Cour suprême du Canada déclarait la loi 101 inconstitutionnelle parce qu'elle enfreignait, par ses dispositions sur l'affichage, le droit à la liberté d'expression. Le gouvernement Bourassa faisait alors adopter la loi 178, qui amendait la loi 101 pour permettre l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces, mais maintenait l'interdiction de l'anglais à l'extérieur, au grand dam de la communauté anglophone, qui forme environ 10 % de la population de la province. Pour défaire la Cour suprême sur ce point, il fallait toutefois recourir à une « clause dérogatoire » de la Constitution canadienne, qui oblige la province à renoncer, tous les cinq ans, sa désistance et revivait la loi 178. L'échéance était le 22 décembre 1993. Estimant que « la société québécoise a évolué », M. Bourassa a préféré assouplir davantage la loi 101 avec le nouvel amendement déposé jeudi.

CATHERINE LÉCÔTE

#### ÉTATS-UNIS

### M. Clinton expose son projet de réforme du financement des campagnes électorales

Le président Bill Clinton a dévoilé, vendredi 7 mai, un projet de réforme du financement des campagnes électorales, qui prévoit, notamment, un financement public partiel des élections au Congrès en échange d'une limitation globale des dépenses engagées par les candidats. Cette réforme était une des promesses de campagne de M. Clinton, qui avait affirmé son intention de limiter le poids des « intérêts particuliers » dans le processus électoral. « Aujourd'hui nous cherchons à réformer notre système politique et à restaurer la confiance du peuple dans notre démocratie », a affirmé le président américain en présentant son projet.

Celui-ci prévoit un financement public partiel, sous forme notamment de tarifs postaux et publicitaires préférentiels, pour les candidats au Sénat et à la Chambre des représentants acceptant de limiter leurs dépenses de campagne. Un système similaire existe déjà pour les campagnes présidentielles. Le plafond de dépenses serait fixé à 600 000 dollars pour les candidats à la Chambre et à une somme comprise entre 1,25 et 3,5 millions pour les candidats au Sénat, selon l'importance de la population de l'Etat dans lequel ils font campagne. (AFP.)

■ Nouvelles fermetures de bases américaines à l'étranger. - Les Etats-Unis ont annoncé, vendredi 7 mai, de nouvelles réductions de leur présence militaire à l'étranger, portant sur quarante-six bases. Elles seront, dans leur majorité, fermées et, dans les autres cas, seront leurs opérations réduites. Cela se traduira par le maintien de 6 100 personnes, à fait savoir le Pentagone. Ces bases se trouvent pour la plupart en Europe (vingt-deux en Allemagne, dix en Grande-Bretagne, trois en Italie), les autres étant en Corée du Sud (dix) et au Maroc (une). Au 1er mars, il y avait 173 000 soldats américains en Europe. Ces nouvelles mesures ramèneront leur nombre à 167 000. L'objectif du Pentagone est de voir se réduire à 100 000 d'ici à 1995. (Reuters.)

■ Le gouvernement de l'Alabama codant pour démantèlement de fonds. - Le gouverneur (républicain) de l'Alabama, qui avait été reconduit à son poste, en avril, de démantèlement de fonds, a été condamné, vendredi 7 mai, à une amende de 10 000 dollars et à mille heures de travail d'intérêt général. Guy Hunt, cinquante-neuf ans, qui s'est vu destituer le 22 avril, a été accusé de culpabilité reconnue par un jury de Montgomery (Alabama), d'être possible de dix années de détention pour avoir détourné 200 000 dollars de ses fonctions. Il devra rembourser cette somme. (AFP.)

■ BRÉSIL : démission du ministre du plan. - Le ministre brésilien du plan, Yeda Crusius, a annoncé, jeudi 6 mai, sa démission et sera remplacé provisoirement par le ministre de l'économie, Eliseu Resende, a annoncé un porte-parole du gouvernement. Le bruit courait depuis plusieurs semaines que M. Crusius se préparait à démissionner en raison de divergences de vues. Mais elle a démenti tout conflit au sein du gouvernement. (Reuters.)

■ CURA : incidents entre policiers et dissidents le 1er mai à La Havane. - Des incidents ont opposé, le 1er mai, des membres de la sécurité et des partisans du régime à un groupe de dissidents qui souhaitaient défiler sur la voie publique après avoir assisté à une messe dans une église du centre de La Havane. A-t-on appris vendredi 7 mai, selon un représentant de la Coopération des travailleurs démocratiques de Cuba (CTDC) ayant participé à cette manifestation, le groupe de manifestants a été violemment égrégé par des membres des « brigades d'actions rapides » créées par le régime pour empêcher toute manifestation. Une quarantaine de personnes ont été blessées et plusieurs autres arrêtées, affirme un communiqué de la CTDC. (AFP.)

## PROCHE-ORIENT

### Israël accepte un contrôle international des élections dans les territoires occupés

« Nous sommes favorables à un contrôle international des élections dans les territoires occupés. C'est un geste supplémentaire que nous faisons à l'intention de nos interlocuteurs, mais nous refusons qu'il soit effectué par l'ONU », a indiqué, vendredi 7 mai, à Washington, un responsable israélien. A son avis, ce contrôle pourrait être fait par des organismes comme la Fondation Carter de l'ancien président américain.

Le porte-parole de la délégation israélienne aux négociations de paix de Washington, Yossi Gal, a déclaré que l'acceptation par son pays d'un contrôle international des élections en Cisjordanie et dans la bande de Gaza « figure dans un document en huit points présenté, jeudi, par Israël ». « La délégation palestinienne y répondra à la reprise des négociations la semaine prochaine », a-t-il ajouté.

Les Palestiniens ont toujours refusé que l'élection du Conseil palestinien, qui doit gérer les territoires pendant les cinq ans de la

période d'autonomie, soit organisée sous le « protection » de l'armée israélienne. L'Etat hébreu était, pour sa part, opposé à la présence d'une force internationale. (AFP.)

■ IRAK : Washington soupçonne Bagdad d'avoir cherché à assassiner M. Bush. - Le gouvernement américain possède des preuves que l'Irak est derrière une tentative d'assassinat de l'ancien président George Bush, il y a trois semaines. Le Washington Post, samedi 8 mai, le Washington Post, « Si nous parvenons à la conclusion que l'Irak s'est livré à du terrorisme d'Etat, les Etats-Unis réagiront de façon appropriée », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche. Les autorités koweïtiennes avaient annoncé, la semaine dernière, la découverte d'un complot irakien visant à assassiner M. Bush, qui a séjourné dans l'émirat, à la mi-avril, pour y commémorer la victoire alliée pendant la guerre du Golfe. (AFP.)

EGYPTE : pour combattre l'extrémisme musulman

### La guerre des cassettes aura-t-elle lieu ?

#### LE CAIRE

de notre correspondant

Le gouvernement s'apprête à déclencher une nouvelle forme de lutte contre les extrémistes musulmans en se proposant de faire enregistrer et de diffuser les prêches d'ulémas « modérés ».

Le ministre de l'enseignement, Hussein Kamel Bahaa El Din, avait affirmé, le semaine dernière, que les autorités avaient saisi, depuis le début de l'année, deux cent mille cassettes « diffusant des idées fanatiques », notamment celles du cheikh Omar Abdel Rahman, guide spirituel du mouvement activiste Jamaa Islamiya.

Toutefois, le courant laïc au sein du gouvernement et de

l'opposition estime que cette initiative est non seulement inutile mais peut même jouer en faveur des islamistes. Et de citer les nombreux débats à la télévision, au début des années 80, entre ulémas « modérés » et extrémistes musulmans qui n'ont pas empêché la montée de la violence.

Certains pensent que les discours d'ulémas qualifiés de « modérés » ne diffèrent de ceux des extrémistes que par la forme et non le fond. Ils en veulent pour preuve le fait que beaucoup de cassettes, saisies par la police, sont égrées par le Centre de recherches islamiques, qui dépend de la célèbre université d'El Azhar.

ALEXANDRE BUCCIANTI

A TRAVERS LE MONDE

#### ARABIE SAOUDITE

Création d'un comité contre l'oppression et l'injustice

Dans un communiqué diffusé par Liberty, une organisation basée à Londres qui se présente comme un groupe de défense des droits de l'homme dans le monde musulman, six intellectuels se réclamant de la charie (loi islamique) ont annoncé, vendredi 7 mai, la formation, à Riyad, d'un comité pour lutter contre « l'oppression et l'injustice ». Se gardant de toute critique directe du pouvoir, les signataires de ce rare témoignage d'opposition, parmi lesquels un professeur d'université et un avocat, espèrent une « collaboration » des autorités pour « éliminer les injustices ».

Les auteurs de ce texte invitent les Saoudiens à leur transmettre des informations sur les « injustices » dont ils seraient témoins, pour les exposer à la justice. Deux des membres du comité étaient déjà signataires d'un document très critique sur la situation économique, sociale et politique, qui avait été adressé au roi Fahd, au mois de juillet 1992, par cent intellectuels religieux. (AFP.)

#### COLOMBIE

Le cartel de Cali propose d'arrêter le trafic de drogue

Les chefs du cartel de Cali, l'une des plus puissantes organisations criminelles de trafic de drogue, ont proposé aux autorités d'arrêter leur activité illégale pour pouvoir sortir de la clandestinité, ont révélé, vendredi 7 mai, des responsables de la justice colombienne. C'est la première fois que le cartel de Cali, responsable, selon les services américains anti-

drogue, de l'envoi de près de 80 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis et en Europe, fait une offre semblable.

Selon le principal journal colombien El Tiempo, les « narcos » de Cali (à 500 kilomètres au sud-est de Bogotá) ont, notamment, offert d'arrêter les importations de cocaïne depuis le Pérou et les envois de cocaïne vers les Etats-Unis et de se soumettre à la justice, exigeant en échange que leur colossale fortune, issue du trafic de drogue, ne soit pas saisie. (AFP.)

#### DJIBOUTI

Le président Hassan Gouled a été réélu au premier tour

Le président Hassan Gouled Apdoun, au pouvoir depuis l'indépendance en 1977, a été réélu, vendredi, à la tête de l'Etat, pour un quatrième mandat, en obtenant 80,71 % des suffrages exprimés, au premier tour de l'élection présidentielle plurielle boycottée par la guérilla afar. Selon les résultats publiés, samedi 8 mai, par le ministère de l'Intérieur, son principal rival, Mohamed Djame Elabed, du Parti du renouveau démocratique (PRD) arrive en deuxième position avec 22,03 %, suivi par Aden Robleh Awaleh, du Parti national démocratique (PND), qui obtient 12,29 %.

Le taux d'abstention s'est élevé à 49,74 % parmi les 150 487 électeurs inscrits. Aux législatives de décembre 1992, le taux d'abstention était de 52 %. Le scrutin s'est déroulé dans le calme, mais les partis d'opposition ont fait état d'irrégularités dans le déroulement du vote dans plusieurs bureaux où leurs représentants n'ont pu se rendre, notamment dans le nord du pays. (AFP.)

(Publicité)  
Jacques DELORS, Hans-Dietrich GENSCHER, Angelika KONATS, Chantelle COUTURE, Bronislaw GEREMEK, Bernard BOSSON, Jean FRANÇOIS-PONCET, Alain LAMASSOURE, René MONROY, Edgar MORIN, Nicole NOTAT, Jean PEYRELEVADE, Simone VEIL... viennent à la  
**Fête de l'Europe**  
Rencontres : Salon du livre : Village international, Concerts : Dégustation et restauration européennes... Le grand rendez-vous européen du printemps !  
Dimanche 9 mai 1993, 11 h - 19 h - La Celle-Saint-Cloud, parc de La Grande Terre  
Démarche : direction Rouen, sortie Vaucresson puis suivre les flèches. (train : gare St-Lazare, direction St-Nom-La-Bretèche).  
A 1/4 d'heure de Paris (voiture : autoroute A 13, direction Rouen, sortie Vaucresson puis suivre les flèches). (train : gare St-Lazare, direction St-Nom-La-Bretèche).  
Renseignements : 45-49-93-93.  
La Fête de l'Europe est organisée, pour la première fois en France, par le Mouvement Européen (France), avec la aide de La Celle-Saint-Cloud, le Comité européen, le Département des Yvelines, le Conseil Régional d'Ile-de-France, la SNCF, Paris-Midi, Air France, GDF, VSO, le 6 et France Info.



## AFRIQUE

## L'Algérie silencieuse

## IV. - A Bejaïa, le vague à l'âme des intellectuels

## AFRIQUE DU SUD

## Les premières élections multiraciales seront organisées avant un an

Les participants aux négociations multipartites sur l'avenir de l'Afrique du Sud se sont mis d'accord, vendredi 7 mai, sur l'organisation, dans le délai d'un an, des premières élections générales sur une base non raciale. Vingt-quatre des vingt-six groupes et partis représentés à ces négociations ont signé une « déclaration d'intention », aux termes soigneusement pesés, indiquant que la date exacte des élections, « au plus tard avant la fin d'avril 1994 », devra être fixée par les négociateurs au cours des quatre prochaines semaines.

Le parti zoulou Inkatha du chef Mangosuthu Buthezi s'est rallié à cette déclaration, après s'y être opposé dans un premier temps. Seuls le Parti conservateur (CP, extrême droite) et les représentants du bomelani « indépendant » du Ciskei n'ont pas signé ce texte.

Par ailleurs, une vingtaine d'organisations d'extrême droite et de groupes néonazis ont constitué, vendredi, à Pretoria, un mouvement de lutte pour le droit à l'autodétermination des Afrikaners, le Front du peuple afrikaaner (AVF). Dirigé par quatre anciens officiers supérieurs de l'armée et de la police, l'AVF regroupe, notamment, les deux principaux partis d'extrême droite sud-africains, le Parti conservateur (CP) et l'Union du peuple afrikaaner (AUP). Son objectif est de « lutter pour la liberté et l'autodétermination des Afrikaners », a indiqué l'ancien commandant en chef de l'armée sud-africaine, Constant Viljoen. (AFP, AP, Reuters)

Les trois précédents articles traitaient de l'hostilité de la communauté mozabite à l'égard des islamistes, des aspirations de la jeunesse de Tlemcen et des griefs des paysans à l'encontre de l'Etat (le Monde des 6, 7 et 8 mai).

## BEJAÏA

## de notre envoyé spécial

« Qui n'a tort, qui a raison » de ces deux intellectuels? Amar, qui vient de rentrer au pays, ou Salah, qui a prévu de le fuir? Tout à la fois auteur, metteur en scène et acteur de cette pièce, bientôt à l'affiche du Théâtre national de Bejaïa (l'ancienne Bougie), Zahir Drouiche laisse aux spectateurs le soin d'apporter eux-mêmes la réponse — leur propre réponse — à cette question d'actualité.

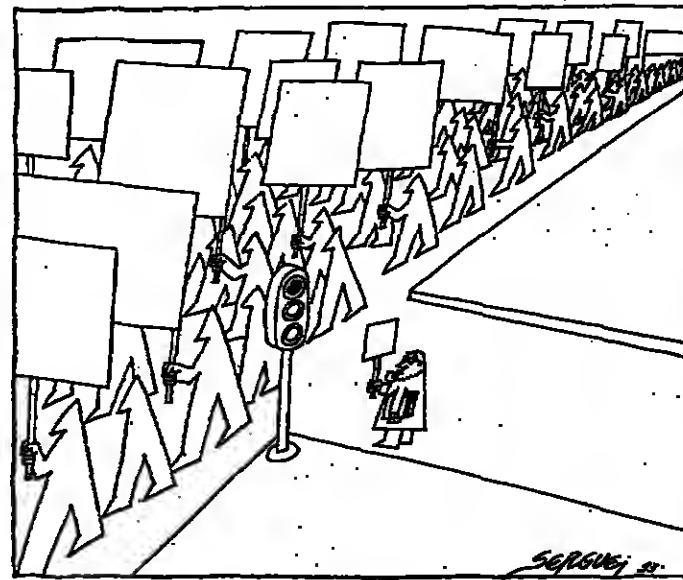
Comme tout un chacun, les intellectuels bougiotes ont du vague à l'âme, au point de se demander, comme cet inspecteur de l'enseignement secondaire, s'ils ne sont pas devenus « une espèce en voie de disparition ». Dieu sait pourtant — et le souvenir atteste le regret — combien cette ville-port, grand ouverte sur la Méditerranée, habituée aux échanges et aux brassages, fut vivante et tolérante. Fondateur du conservatoire de musique et interprète de chansons andalouses, Sadiék Bouyabia se rappelle ces années d'or où la communauté juive faisait appel à ses services pour animer, à la synagogue, les cérémonies de circoncision.

Pas plus tard qu'en 1986, Mohamed Fellag et sa troupe représentaient en main le Théâtre national, en sommeil depuis l'indépendance. Ils y montrèrent une dizaine de spectacles, dont deux pour enfants, soit une quarantaine de représentations, écrites sur près de deux ans. Des drames, des pièces engagées, joués en arabe dialectal ou en kabyle. Et, jusqu'en 1990, la cafétéria du foyer servait de cadre à des débats et à des « poésies ».

« L'expression culturelle ne peut trouver son plein épanouissement que si l'état général de la population est bon, remarque un architecte. Or, la vie quotidienne est assombrie. Les gens sont moralement fatigués et sans espérance. Peut-être est-ce pour cette raison-là que « le théâtre engagé ne marche plus », comme le regrette Zahir Drouiche, que « les bougiotes veulent du spectacle et du rire ».

## « Reprendre nos esprits »

A l'instar des autres villes du pays, Bejaïa s'est ruralisée, économiquement et culturellement. Les intellectuels du cru ont bien du mal à entretenir la flamme des traditions citadines. C'est, aujourd'hui, un peu le sauveur-qui-peut général, le règne du chacun pour soi. Les rapports entre les différentes composantes de la société locale, qui, aux dires de beaucoup, étaient jusqu'alors d'une infinie tendresse, se sont notable-



ment durcis. Reste que, ici comme ailleurs, le poids de trente ans de culture d'Etat continue de peser lourdement sur le comportement des gens, alors que le carcan totalitaire s'est brisé au lendemain des émeutes du mois d'octobre 1988. Les intellectuels bougiotes se tiennent encore prudemment sur leurs gardes. « L'ancien système, dont nous avons profité à certains égards », raconte un universitaire, « a tellement usé et abusé des slogans en français et des prêches en arabe, il nous a, si longtemps, tenus en

suspicion, qu'il faut nous laisser le temps de reprendre nos esprits ».

Bejaïa paie, aujourd'hui, ces interminables années de plomb. La maison de la culture n'a fini par d'être en construction. Les deux cinémas projettent de vieux films censurés. La bibliothèque municipale vit sur ses stocks. Pas de presse étrangère. Les librairies ont, en rayonnage, davantage d'articles de papeterie et de fournitures scolaires que d'ouvrages d'auteurs classiques ou modernes. « J'ai aperçu en devanture un exemplaire du récent ouvrage de Rachid Mimouni. De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier. Il coûte 190 dinars. Je n'ai pas les moyens de me l'offrir », dit un enseignant. Son dernier achat d'un livre étranger remonte à 1983.

Zahir Drouiche, la trentaine, n'est pas mieux loti. Il gagne 6 000 dinars par mois, soit environ 1 400 francs. Lui et ses camarades du Théâtre national tirent le diable par la queue. Ces difficultés matérielles jouent sur le moral de la troupe, moins soucieuse, un peu désemparée. « L'Etat n'a rien fait pour nous », se plaint le jeune acteur, plus occupé, en ce moment, par ses activités syndicales que par les répétitions de sa dernière pièce. Nous n'avons aucun statut. Nous sommes traités à l'égal des machinistes.

Les intellectuels bougiotes ont, aujourd'hui, le sentiment que personne ne veut les prendre en charge, comprendre leur rôle dans la société. Comme une mise en quarantaine : le pain avant la culture. Ils se lassent de constater qu'aucun d'eux « les conversations tournent autour de la politique et du marché noir », pour en conclure, peut-être trop brutalement, qu'ils ont « peu de valeurs à partager » avec le gros de la population.

## « Dépassés par les événements »

D'anciens en viennent ainsi à se considérer des « marginaux ». « On ne fréquente personne, on vit isolés, repliés sur notre milieu familial », avoue un universitaire. La mentalité des gens aurait-elle changé? Il est vrai que les Bougiotes n'ont plus, pour leurs intellectuels, la référence de justice, confiée l'un d'eux, « nos concitoyens, matérialistes comme jamais, n'ont d'yeux et de respect que pour ceux qui affichent les signes visibles de la réussite sociale ».

Dans le tournoie que traverse l'Algérie, les intellectuels ne sentent-ils pas la nécessité d'« activer »? « On a des choses à dire, et on se les dit en petit comité, souligne un représentant de l'élite bougiote. Mais s'organiser pour les dire, c'est une autre affaire. Il est vrai qu'entre arabophones, franco-phones et berbérophones les lignes de fracture sont plus profondes que par le passé. « En mal d'identité,

on fonctionne par exclusion, avec un professeur de mathématiques. On a toujours mis en avant ce qui nous sépare ».

Poor s'enfermer dans leur tour d'ivoire, les intellectuels invoquent comme excuse — ou mauvaise — les « événements », de « n'avoir aucune prise sur eux ». S'engager en politique, la plupart s'y refusent obstinément. Sur l'échiquier algérien, aucun parti n'a leurs faveurs : « Ce sont tous, si nombreux soient-ils, affirmant certains, de petits FLN en puissance ».

A tout le moins, se disent-ils prêts à s'associer à des « actions ponctuelles », une marche contre la violence, par exemple. L'assassinat, le 16 mars dernier, de Djilali Lybès, ancien ministre de l'Enseignement supérieur, a quand même provoqué, sur le campus universitaire de Bejaïa, quelque émotion et, pourtant, une sorte de sursaut corporatiste. Comme pour se rassurer, les enseignants se sont réunis en assemblée générale pour voter, au terme de discussions parfois houleuses, une motion passe-partout qui condamne le terrorisme.

Dessiner les contours d'une modernité qui soit acceptable par le plus grand nombre n'est pas chose facile dans l'Algérie tunisienne d'aujourd'hui. « On est en train de païner », admet Zahir Drouiche. A quoi sert, en effet, d'être acteur si lui et ses camarades du Théâtre national sont contraints par les « événements » de jouer le rôle convenu de simples amuseurs publics? Comme si, par son rôle de convenances — ou par réflexe de prudence — le drame que vit le pays ne devait, appeler, de leur part, aucun commentaire.

JACQUES DE BARRIN  
FIN

## LOIN DES CAPITALES

## Harar, ou les secrets de la tolérance

## HARAR

## de notre envoyé spécial

« HARAR ne sera pas un lot de dictature », les banderoles vindicatives brandies par de jeunes Hararis qui remontent, d'un pas décidé, la rue principale, laissent plénier sur la ville une ombre de violence. D'autant plus que les femmes aussi sont de la partie, hurlant des slogans, tout voilées dehors. La tension monte devant le siège de la Ligue nationale des Hararis (LNH) où les manifestants se font copieusement siffler par les partisans de Mohamed Gatour, le président de la LNH. L'affrontement semble imminent.

Mais à regarder de plus près, on surprend des gestes d'entente d'un camp à l'autre. Et puis le cortège, emmené par les vieux qui froissent un chapeau religieux, s'achève par des danses devant l'hôtel de ville avec l'assistance de la démission de M. Gatour. Difficile de se heurter en cette bonne ville de Harar où tout le monde se connaît.

Pourtant l'affaire est délicate : le président Gatour, récemment élu par le comité central du mouvement, est dénoncé par une partie de la population comme un dictateur dont il faut se débarrasser au plus vite. On l'accuse d'avoir fait fi des statuts démocratiques de la Ligue, d'arrogant tous les pouvoirs. Et d'approprié à manipuler l'élection du Parlement de la ville qui sera chargée de gérer la toute nouvelle Région autonome de Harar, d'environ 100 000 habitants.

Pour les historiens, les manières chevaleresques de Mohamed Gatour rappellent simplement celles des émirs d'outrefois, quand le ville, souveraine, régnait sur toute cette région, et notamment celles du plus ambitieux d'entre eux, l'imam Gagne, qui eut de grands desseins pour sa cité. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il se lance à l'assaut des hauts plateaux chrétiens de l'Abyssinie, dévastant églises et monastères sur son passage jusqu'à sa mort, brutale, en 1542, sur les bords du lac Tana. Son successeur, échoué, se replie alors prudemment sur la ville et l'entasse même de murailles pour se protéger des peuplades oromos qui, profitant du vide laissé par la chute de Gagne, s'installent dans la contrée, aux confins du désert de l'Ogaden.

## La maison de Rimbaud

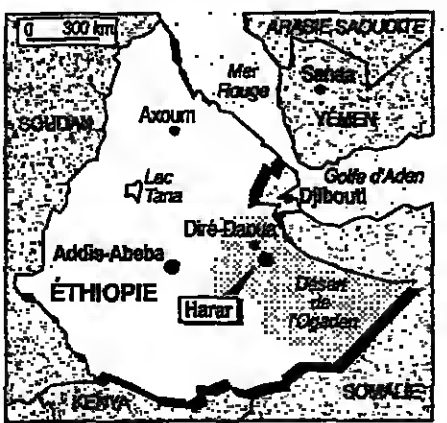
Trois siècles plus tard, l'empereur Ménélik II porte le coup de grâce à l'indépendance des Hararis. Le 26 janvier 1887, à Djibouti (sur le drapeau de la Ligue, un bandeau noir marque encore le deuil de ce jour), le conquérant abyssin défait les guerriers hararis et ouvre la ville aux colons, prêts à fonctionner amhares qui ne tardent pas à débarquer.

Sous la domination amhaire, Harar perd de sa prospérité, fondée sur le commerce avec les caravanes qui, pendant des siècles, ont rallié le golfe d'Aden en faisant halte à Harar. Et puis, en 1902, l'arrivée du chemin de fer

franco-djiboutien à Dire-Daou, une bourgade peuplée de la plaine, trace une nouvelle voie de communication. Voyageurs et marchands se font plus rares aux portes de la ville. Enfin, sous le communisme de Mengistu, une grande partie des propriétaires hararis sont expropriés par la redistribution des terres aux métayers oromos.

Aujourd'hui, grâce à cette charte de la régionalisation ethnique élaborée par les vainqueurs de Mengistu, Harar tient une chance de retrouver sinon son âge d'or du moins sa liberté. L'Histoire a fait des Hararis (leur nom amharique) un peuple à part entière, que le nouveau régime éthiopien devrait traiter comme tel. La tradition veut que, quelques années avant la fuite de Mohamed vers Médine, un groupe de ses fidèles aient trouvé refuge de l'autre côté de la mer Rouge chez un souverain abyssin d'Axoum, pour ensuite s'établir ici vers 630. Riche de leur influence, Harar est devenue depuis le quatrième sanctuaire de l'islam.

L'en dernier, pour fixer le processus politico-ethnique qui conduira les Hararis à l'autonomie, on a fait appel à M. Mohamed Abdurahman, un juriste formé au Canada, qui a



accepté de revenir au pays après treize ans d'exil volontaire en Angleterre. Malheureusement, sa vision « américaine » de la chose publique ne coïncide pas avec celle de M. Gatour, qui ne voit pas l'utilité d'un contre-pouvoir. Pour régler le litige, les habitants ont fini par demander l'arbitrage des autorités de la capitale.

Mais en attendant, Harar n'est plus de gouvernement. Certains quartiers sont privés d'eau courante : trois des quatre pompes qui alimentent la ville sont hors d'usage, et les canalisations, vétustes, fuient outrageusement. Le Père Emile Foucher, capucin depuis 30 ans en Éthiopie, se désespère également de la vacance du pouvoir. Tout à ses recherches, il a enfin localisé la « vraie » maison d'Arthur Rimbaud : il ne lui manque plus que la preuve de ce qu'il avance : le cadestre de l'époque, mentionnant l'achat de cette bâtisse par l'enfant de Charleville. Le père

Emile sait où sont entreposées les archives en question, mais il n'y a personne pour lui remettre la clé du hangar. Cette crise politico-municipale qui n'en finit pas!

## Hararis, Oromos, Somalis, Afars...

Comme tout le monde le sait ici — y compris les guides qui perpétuent, en toute mauvaise foi, une contre-vérité historique — l'hôtel à deux étages, d'une élégance décadente, présenté jusqu'à maintenant comme « la maison de Rimbaud » (que l'UNESCO a promis de rénover) n'a été construit qu'après le mort de ce dernier, par un négociant indien.

Les Hararis comptent beaucoup sur le légende du poète pour relancer le tourisme, mais, dans l'immédiat, ils ont d'autres préoccupations. Bientôt autonomes, il leur faut s'assurer de bonnes relations avec le voisinage.

Plaidant l'autosuffisance, la LNH a obtenu de la capitale que les frontières de Harar s'étendent jusqu'à 12 kilomètres hors des murs, englobant ainsi les anciens champs des propriétaires hararis. Mais seule l'ODPO (Organisation démocratique du peuple oromo), inféodée aux dirigeants tigréens d'Addis-Abeba, a accepté le compromis. Les militants radicaux du FLO (Front de libération oromo), eux, ont repris à leur compte les vieilles de leurs ennemis sur cette ville, qui n'est qu'une enclave arabe située sur nos terres.

Est-ce que la bonne entente avec les paysans des alentours suffira à préserver Harar d'un coup de force oromo? Il est vrai que le jour du marché, on s'y boueule dans la bonne humeur : marchandes hararies, vendeuses oromos, femmes argobbas, nomades somalis, toutes parées de cotons et de bijoux d'argent. Ce jour-là, épicières, tailleurs, bijoutiers font leurs plus grosses affaires.

Hararis, Oromos, Somalis et Afars se fréquentent depuis des siècles, rejoints par les Amharas dérivés des Soudanais. Ce brassage ethnique est peut-être à l'origine de la remarquable tolérance des habitants. Plus proches toutefois des tribus voisines que des maîtres abyssins : « Leur fameuse unité éthiopienne était basée sur la discrimination », bougonne M. Abdurahman, chaud partisan de l'autonomie.

Mais pour ces quatre amis d'enfance, « les Amharas aussi ont souffert sous Mengistu ». Allongés sur les tapis du salon, tré et cigarette à portée de main, Ahmed le Harari, Elmi le Somali, Tilahoun l'Amhar et Yayah l'Oromo refont l'Éthiopie en quatre langues, la nostalgie au cœur devant ce découpage ethnique qui annonce — pour les plus pessimistes — le démantèlement du pays : « On pourrait si bien vivre ensemble dans une fédération éthiopienne », L'Érythrée indépendante? Un long silence et puis : « Quand un parent vous quitte, on n'a plus le cœur à rire... »

JEAN HÉLÈNE

LE MONDE  
diplomatique

MAI 1993

LA FORCE ET LES HAINES  
EN BOSNIE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

300 km  
décolle.  
sur un cir  
pas sur l'aé



هكذا من الإيجل

• Le Monde • Dimanche 9 - Lundi 10 mai 1993 7

## Formule 1 GRAND PRIX D'ESPAGNE

**300 km/h en bout de piste et on décolle. Seulement nous sommes sur un circuit de Formule 1 et pas sur l'aéroport de Barcelone.** A cette

vitesse, là où un avion décolle, une formule 1 doit rester collée à la piste. Pour gagner à

Barcelone il faudra augmenter l'appui aérodynamique sans diminuer la vitesse de la voiture.

L'énorme puissance de notre moteur V10 nous y aidera.

3615/3616  
RENAULT

eif partenaire de Renault en F1



**RENAULT**

LA FORCE ET LES HAÏNES  
EN BOSNIE



● AFRIQUE DES MALÉDICTIONS, ESPOIRS DES AFRICAINS - Pages 13 à 20

# LE MONDE

## diplomatique

Proche-Orient :  
islamisme  
et nationalisme

(Pages 24 et 25)

32 pages - 20 F

Ausili: 20 F  
Australie: 10,00 A\$  
Belgique: 140 F  
Canada: 425 PTA  
Danemark: 175 Dk  
Espagne: 2,10 P  
France: 20 F  
Grèce: 100 Dr  
Irlande: 20 F  
Italie: 5 000 Lira  
Japon: 140 ¥  
Maroc: 400 Mdh  
Pays-Bas: 425 Gld  
Portugal: 1 300 Esc  
Royaume-Uni: 2,10 £  
Suède: 2,10 S  
Suisse: 2,10 Sfr  
Tunisie: 2,10 Tnu  
Abonnements: voir tarif page 8

Publication mensuelle: 15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

### Temps nouveaux

Par IGNACIO RAMONET

**P**ERPLEXES. Devant les mutations, les désordres et les conflits qui se multiplient en cette fin de siècle, les citoyens demeurent perplexes. Trop de bouleversements bousculent l'ordre du monde; les repères les plus stables tangent, obéissent, et sont finalement emportés par l'avalanche des événements. En moins de trois ans, dix-sept États nouveaux sont apparus à l'est de l'Europe. Un véritable tsunami continent a surgi brusquement avec sa profusion de problèmes de tous ordres. Chemins radicalement inédits, comme le démontage des économies planifiées; d'autres, fort archaïques, inspirés par l'idéologie « sang et sol » et ses identifications mystiques régionales qui provoquent, aux Balkans et au Caucase, les absurdes « guerres ethniques ».

Ces perturbations de grande ampleur ne sont pas sans effet sur l'ouest du Vieux Continent. Elles le contraignent à repenser la solidarité et le confort, simultanément, au retour du nationalisme et à une crise du socialisme. Ces troubles surviennent à un moment où le débat sur le traité de Maastricht secoue la construction européenne, dont on vient à se demander si elle n'est pas, elle aussi, une création de la « guerre froide ». A tout cela s'ajoute la récession économique.

Les gains de...  
grâce aux...  
Gouvernement...

plus importantes. Comment ne pas comprendre les rancœurs de ceux qui se sentent menacés par une modernisation forcée? Est-il surprenant qu'une rationalité économique méprisante pour l'homme favorise la montée d'un irrationalisme social?

Devant tant de bouleversements incompréhensibles et tant de menaces, de nombreux citoyens croient assister à une éclipse de la raison. Et sont eux-mêmes tentés par la fuite dans une image du monde irrationnelle. Faut-il s'étonner, dès lors, que tant de gens se tournent vers les paradis artificiels de la drogue ou vers les parasciences et les pratiques occultistes? Sait-on que, chaque année, en France par exemple, plus de dix millions de personnes consultent voyants et guérisseurs? Qu'une personne sur deux affirme être sensible aux phénomènes paranormaux (2)? Des sectes fondamentalistes, semblables à celle des dévotionnaires de Waco, se multiplient ainsi que des mouvements millénaristes comme ceux de la mouvance New Age qui compterait quelque

fascination pour l'irrational que capitalise l'extrême droite. « *Beau-coup de citoyens allemands, écrit l'essayiste Peter Reichel, voudraient s'abstraire d'un temps présent qu'ils ne comprennent pas et préfèrent s'enfoncer dans un univers en trompe-l'œil* (3). »

Dans l'actuel climat de pessimisme culturel et alors que resurgissent les questions nationale et sociale, de nouveaux rôles en Europe les forces de l'extrême droite. Elles démentent à l'affût des déceptions de tous ordres, qu'un libéralisme délaissé ne manquera pas de susciter. Ici et là, en France notamment, s'installe déjà une



### TRAGIQUE IMPUISSANCE INTERNATIONALE

## La force et les haines en Bosnie

Montée des nationalismes, renforcement de l'extrême droite, vague de xénophobie, en quelques années le paysage politique européen s'est profondément modifié. Les espoirs nés de la chute du mur de Berlin se sont estompés. La crise économique et la mondialisation ont créé une multitude d'exclus et une insupportable frustration. Pour la première fois depuis quarante ans, deux guerres ravagent simultanément le Vieux Continent. Au Caucase, les récents succès arméniens, risquant de régionaliser le conflit et d'aboutir à des ingérences croissantes de la Turquie, de la Russie (lire page 23). Dans les Balkans, un rapport de la CIA sur l'Iran et de la Russie (lire page 23). Dans les Balkans, un rapport de la CIA sur l'Iran et de la Russie (lire page 23). Dans les Balkans, un rapport de la CIA sur l'Iran et de la Russie (lire page 23).

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

**D**U 22 au 26 avril, le règlement de la crise bosnienne paraît, une fois de plus, à portée de la main. Le négociateur Lord Owen, à Belgrade, faisait un pas en avant, en proposant que le « corridor » reliant les provinces occidentales et orientales serbes soit de 10 kilomètres de large et contrôlé par les Nations unies. M. Radovan Karadzic, le président des Serbes de Bosnie, fut alors partisan d'accepter l'idée, déclarant à son Parlement que le vie se changeait d'urgence.

Mais, dans cette assemblée, les éléments de la base profonde de la communauté s'indignèrent que l'on n'ait pas fait droit à leurs revendications symboliques aux quatre kilomètres. Ils exigèrent le « Montagne sacrée » de Kozara où des dizaines de milliers de Serbes furent mas-

sacrés par les Nazis et les Oustachis croates et la « vallée des popes », l'un des berceaux de la religion orthodoxe. Malgré les adjurations de tous les dirigeants de la nouvelle Yougoslavie, et notamment de M. Slobodan Milosevic, il refusèrent le compromis. On est revenu ainsi au point de départ et, après l'échec en vigueur le 27 avril de nouvelles tentatives, les dirigeants occidentaux envisagent à nouveau l'option militaire.

Mais le contexte dans lequel les décisions doivent être prises a changé. Les données politiques et militaires du conflit ont évolué avec l'aggravation dramatique de la situation, les déplacements de populations, la désertion des conditions de vie, le renforcement des moyens militaires des parties en cause - en particulier ceux de l'armée croate - et, par-dessus tout, l'escalade des haines.

Directeur de la revue Défense nationale.

(Lire la suite page 11)

MAI 1993

### APRÈS LA DÉFAITE DES SOCIALISTES EN FRANCE

par Alain Gresh, Philippe Videlier et François Brune. Perte de sens, idéologie politico-médiatique et immigration

### VIVRE SANS LE GATT

par Bernard Cassen et Jean-Louis Levet. L'idéologie du libre-échange, machine à détruire les solidarités

### L'ESPAGNE LASSE DU « SOCIAL-LIBÉRALISME »

par Thierry Maliniak. Orthodoxie financière et stagnation économique

### DANS UNE RUSSIE AFFAIBLIE, LA TENTATION RÉGIONALISTE

par Jean Radvanyi. Vers l'émergence de « cinquante ou soixante principautés » ?

### COUTEUX SUCCÈS ARMÉNIENS CONTRE L'AZERBAIDJAN

par Tamara Dragadze. La guerre pour le Haut-Karabakh risque de dégénérer en conflit régional

### ÉLECTIONS MINÉES AU CAMBODGE

par Raoul Jennar. Sous la menace des Khmers rouges

### CRIMES ET VÉRITÉ AU SALVADOR

Faut-il amnistier les bourreaux ?

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



# POLITIQUE

## Le suicide de Pierre Bérégovoy et la polémique sur la responsabilité des médias et des juges

L'ancien premier ministre avait écrit à Brian Mulroney la veille de sa mort

Pierre Bérégovoy avait écrit une lettre au premier ministre canadien, Brian Mulroney, vendredi 30 avril, la veille de son suicide. Il y exprimait la « profonde déception qu'il avait connue avec cette récession et le chômage qui en o découlait », a révélé M. Mulroney dans un entretien publié le 7 mai par le quotidien québécois *Le Soleil*. Dans cette lettre « écrite de sa main » et transmise par l'intermédiaire de l'ambassade du Canada à Paris, l'ancien premier ministre parlait « des défis qu'il aurait à affronter et du courage qu'il faudrait pour y faire face », a indiqué M. Mulroney.

Le premier ministre canadien a précisé qu'il avait lui-même écrit à M. Bérégovoy au lendemain de la défaite des socialistes aux élections législatives, soulignant « le travail remarquable » accompli par ce dernier en tant que ministre des Finances et premier ministre.

« Nous avons été frappés par une récession mondiale suffisamment difficile pour avoir contribué largement au suicide de Pierre Bérégovoy », a ajouté M. Mulroney. « Je l'ai toujours bien aimé. C'était un autodidacte devenu secrétaire général de l'Élysée, puis ministre des finances. Pour le fils d'un immigré ukrainien, c'est extraordinaire. »

Dans les conseils régionaux PACA : les socialistes se séparent de Bernard Tapie

Les conseillers régionaux socialistes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui s'étaient jusqu'à présent dans le groupe Energie-Sud de Bernard Tapie (MRG), ont décidé de créer leur propre groupe « afin de donner une nouvelle impulsion à leur action », François Bernardini, premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, a précisé, vendredi 7 mai, que le nouveau groupe des socialistes et apparentés comptera « plus d'une vingtaine de personnes, dont les anciens ministres Elisabeth Guigou et Jean-Louis Bianco ».

Les élus socialistes reprochent à Bernard Tapie, qu'ils se défendent de « lâcher », de ne pas avoir de stratégie et de ne pas assister aux réunions de groupe ainsi que de s'opposer à l'Assemblée nationale aux côtés notamment de Thérèse Ailhaud, qui a battu Michel Vauzelle (PS) aux législatives de mars dernier. M. Tapie, interrogé par le *Provençal*, a estimé que « les motivations invoquées par ces gens ne reflètent guère leurs véritables préoccupations, qui sont bien moins honorables ». « Ça ne me gêne pas beaucoup », a-t-il assuré.

Le groupe de l'ancien ministre de la ville, qui comptait treize membres au lendemain des élections régionales de mars 1992, avait vu ses effectifs diminuer de cinq élus (4 div. p. et 1 PS) qui, en novembre dernier, avaient choisi de s'opposer à la liste de M. Tapie en dénonçant « la mainmise » de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Bernard Tapie se retrouve quelque peu isolé puisque le règlement interne de l'assemblée stipule que dix membres au minimum sont nécessaires pour la constitution d'un groupe.

■ Michel Goselle (RPR) élu maire de Villeneuve-sur-Lot. ■ Michel Goselle (RPR) a été élu maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), vendredi 7 mai, par 27 voix contre 6 à Jacques Descaryrac (PS) et 2 bulletins blancs. Sa liste avait enlevé 28 sièges contre 7 à celle de M. Descaryrac à l'élection partielle des 25 avril et 2 mai, rendue nécessaire par la démission de plus du tiers des membres du conseil sortant. La liste du maire sortant, Claude Larroche (ex-UDF), était arrivée en troisième position au premier tour.

Demain notre supplément

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

POINTS DE VUE

## Je ne suis pas innocent

par Claude Sérillon

Je ne suis pas innocent. Je suis journaliste depuis suffisamment de temps pour ne pas méconnaître la responsabilité collective.

Ce n'est pas parce qu'un membre du gouvernement en place dénonce la très courtisée hebdomadaire satirique du mercredi qu'il faut aligner ses godfrots et dédier la presse à l'indignité de notre liberté sans chercher à comprendre.

Ce n'est pas parce qu'un ancien ministre met en jeu journalistes et magistrats que ceux-ci doivent en ricaner. Il serait déqualifié parce que du camp des battus ? Il serait condamnable parce que plus habile dans le style Coluche que dans celui d'éditorialiste matinal ?

Prenons un pied des lettres l'événement. Par une curieuse coïncidence, depuis peu d'années, des magistrats et des journalistes semblent se réunir pour enlever l'actualité et se placer en redoutables arbitres de ce qui est bien, de ce qui est mal, de ce qu'il convient de dénoncer et de ce qu'il faut absolument penser. Travaillent en duettistes parfois, ils alimentent tout autant leurs colonnes ou leurs minutes de comptes rendus radiodiffusés. Tous les deux également le font, du moins officiellement pour le service du public : les juges s'expriment au nom du peuple français, les journalistes sont là, rappellent-ils, pour contenter le droit naturel du public d'être informé. Tous les deux (mais surtout de façon indiscutable les magistrats) n'ont rien ou presque rien à craindre. Quelle sanction, en effet, pour des journalistes qui, passant leur temps à éduquer, informer, provoquer, même involontairement, des drames, quelle sanction ? Pour un juge qui se trompe, qui persiste dans l'erreur et laisse ainsi des femmes et des hommes en prison, mourir, parfois. Pour ces derniers, l'appréciation se fera en interne et, pour les premiers, la chambre d'un Conseil de l'ordre présente plus de dangers que d'intérêt.

De terribles exigences

Il est bien instructif de lire l'ouvrage réalisé sous la férule de Pierre Bourdieu relatant la misère du monde et donnant la parole à des Français, des gens simples des « gens de peu ». La machine médiatique (assurément plus celle de l'audiovisuel mais aussi celle du texte) se dédoublement les quotidiens ou magazines de presse écrite (quels qu'ils soient) ne s'en préoccupe guère puisqu'ils ne font pas partie du cercle. Les journalistes sont essentiellement voyeurs de leur monde, de celui qu'ils tiennent sur d'autres supports, de celui qui leur est transmis par des satellites par d'autres journalistes. Il en résulte un vertigineux enchevêtrement interrompu quelquefois par une catastrophe, des flots de sang ou encore, au hasard, un cri humain perdu ! A l'intérieur de ce cercle, les hommes politiques, les activistes militants, les femmes et les hommes de pouvoir, prisonniers volontaires du spectacle public, puisqu'il n'y a apparemment pas d'autres moyens de faire savoir ce que l'on croit. Et comme leurs paroles ou leurs actes ne suffisent plus à faire monter l'audience, ils sont désormais désarmés face à des coalitions perverses d'hommes de presse et d'hommes de loi. Les obligations du marché alliées aux obsessions de l'indépendance. Mais de quelle indépendance s'agit-il ? En tout cas, pas celle de l'esprit ni celle de la connaissance. On craint qu'il ne soit question de la protection de son corps professionnel ou de la rentabilité de son produit journalistique.

Quand un homme public ne peut plus vivre dans le doute, il est vain après sa mort de décréter qu'il est coupable. De toute façon, chacun s'écartera et s'est mal en renvoyant, bourrés de bons sentiments, la coupe amère. Et je suis bien incapable, à l'inverse de tant d'observateurs jadis opposés, aujourd'hui « neutres », de désigner l'accusé. En revanche, l'emprunte le chemin trop libre, trop désert de la réflexion sur ce métier autosatisfait, bardi de principes autoprotégés et désormais réglementé par la rentabilité. Il y a sûrement des voies à tracer pour

éviter demain des drames et des dérapages, des « fascismes égarés » at des « bonnes consciences » vite ramassées. L'impertinence et la dérision sont des outils de la démocratie. En accouchant de rumeurs et de mises au ban, le lézardet dangereusement la communauté humaine. Notre humanité a ses lois et ses codes. Il n'en faut pas plus, pas moins. Seulement les laisser se mettre en marche jusqu'à son terme sans en faire une dramaturgie.

Petit à petit (au bénéfice du doute), les journalistes se sont pris au jeu de l'exercice du contrôle des pouvoirs et se désignent avec une belle et redoutable assurance comme les pions d'une balance où les hommes jugés n'ont d'autres ressources que le silence s'ils veulent au minimum survivre, au risque d'être définitivement présentés délinquants voire criminels. On objectera non sans raison que la vie publique est dure, que les petits malins grouillent dans tous les camps, qu'il est nécessaire que la presse soit un contre-pouvoir. Mais au nom de quelle morale commerciale ou culturelle en est-on arrivé à jeter en pâture « aux chiens », comme le dit le président de la République, mais plus généralement à l'opinion publique (cette catin, selon l'expression de M. Moro Giarin, « qui n'a pas sa place dans une enceinte de justice »), qu'il n'en demande à vrai dire pas tant. Si nous avions un peu plus souvent la pertinence de la modestie, du respect d'un secret d'information (et sa renouveau la justice et journalistes complices du déshonneur), je gage que des tourments personnels comme ceux du jeune maître Yves Laurent (maître-PS de Saint-Sébastien-sur-Loire), dont le nom fut cité dans l'affaire Trajer par plusieurs journaux et qui se donna la mort en septembre 91) et du vieux militant Pierre Bérégovoy auraient connu une autre fin.

■ Claude Sérillon est journaliste.

ten-sur-Loire), dont le nom fut cité dans l'affaire Trajer par plusieurs journaux et qui se donna la mort en septembre 91) et du vieux militant Pierre Bérégovoy auraient connu une autre fin.

C'est à chacun d'entre nous, porteur d'une carte de presse et, pardon d'y revenir pour ceux et celles, qui y voient un outrage à la justice, aux magistrats d'y songer. Il ne suffira pas de hausser les épaules ou pis encore de dresser un partage entre les uns plus coupables que les autres pour quitter ces marécages. A proportion du nombre de personnes qui nous lisent ou nous regardent, les exigences sont terribles. Peut-être avons-nous cru que rendre compte d'une information pouvait aisément filer avec un système fondé sur des photocopies, des on-dit, des rapports dérobés. Je ne crois pas que nous ayons pour fonction de séparer le bon grain de l'ivraie. Notre emploi n'est pas au-dessus des autres. Il ne saurait y avoir des journalistes (des juges) et puis le reste du peuple euquel on montre, comme à la foire, ses durs. Juger, c'est déjà ne pas comprendre, n'en souvient-il. Et si nous reprenions tout simplement un travail d'explication, sans chercher à plaire ou à déplaire, à faire ou à défaire, à détruire ou à donner des conseils, en respectant une hiérarchie d'information ? C'est-à-dire en éclairant des événements qui n'ont pas tous la même importance mais qui, mis les uns à côté des autres, donnent aux citoyens toutes les capacités, pour eux et pour eux seuls, d'apprécier la vie des hommes, petits ou grands, qui leur ressemblent.

■ Claude Sérillon est journaliste.

## Réponse aux vivants

par Jean de Maillard

« L'absence, l'humiliation et l'échec, écrit Jorge Luis Borges, sont la nourriture des héros. » Ils sont aussi la brouette qui, aux simples hommes que nous sommes tous, rappelle le goût amer de notre implacable condition de mortels. Alors, humbles ou grands, il faut laisser les morts enterrer les morts, et le devoir des vivants, c'est de laisser le temps seul juge de l'histoire, dans le respect de l'indécidable.

C'est pourquoi rien n'est pire que cette polémique ouverte sur une tombe avant même qu'elle ne fût refermée. Elle n'enlève pas le souvenir, mais obscurcit déjà la mémoire. Ces procureurs trop empressés d'accuser juges et journalistes ajoutent inutilement l'indécence au drame, et ne respectent même pas le silence que le disparu avait, semble-t-il, voulu garder sur son propre mystère.

Il faut donc rappeler aux vivants que la vie privée d'un homme politique n'est pas celle du citoyen ordinaire. C'est l'honneur de notre démocratie de commencer, enfin, à demander compte à ceux qui gèrent le bien commun de l'argent qu'ils en retirent. Ce n'est pas leur vie privée, mais la vie publique, car l'État n'appartient à personne, et ceux qui

■ M. Chevènement souhaite que la mort de Pierre Bérégovoy ne fasse pas « le débat d'idées ». ■ Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, a indiqué, jeudi 6 mai, au « Grand O'FM la Croix », à propos de la mort de Pierre Bérégovoy, qu'« est un chien quiconque s'est réjoui, même en son for intérieur, de l'humiliation que subissait Pierre Bérégovoy ». « La seule manière de le faire taire, c'est d'avoir un débat d'idées qui soit à la hauteur de ce qu'on attend d'une grande démocratie », a estimé l'ancien ministre de la défense, qui a rappelé qu'il n'avait pas partagé « tous les

reçoivent les suffrages devraient toujours être insouciables.

C'est aussi l'honneur d'un juge d'avoir voulu que la vérité ne soit entravée par aucune pression ni aucun obstacle. Le pré qu'il a mis au jour était évidemment une faute politique. Était-ce aussi une faute morale ? La justice n'aurait pu le dire que si on l'avait laissé poursuivre ses investigations. Michel Vauzelle, garde des sceaux du gouvernement Bérégovoy, l'a refusé, interdisant au juge d'aller au terme de son travail. Bien sûr, l'innocence n'a pas à être démontrée. Mais il appartenait à ceux qui voulaient étouffer le soupçon de laisser la justice le constater. Pour ne l'avoir pas voulu, ils sont forclos aujourd'hui dans leur défense, et indignes dans leurs attaques.

■ Jean de Maillard est magistrat, membre du Forum pour la justice.

choix de l'ancien premier ministre. « Ce qui est scandaleux, c'est qu'au nom de la démocratie, au nom de l'émotion que chacun ressent, on veuille faire taire le débat d'idées. Ça, c'est inacceptable, c'est indigne de la démocratie ».

■ Précisons. — Dans l'article consacré à l'hommage rendu par les Parisiens à Pierre Bérégovoy (*Le Monde* du 5 mai), nous indiquions que la famille avait déposé près du cercueil un tableau peint par un artiste anonyme. Celui-ci s'est fait connaître auprès de nous : il s'agit de Stéphane Dion.

ANDRÉ LAURENS

## LIVRES POLITIQUES

LE BONHEUR D'ÊTRE SUISSE de Jean Ziegler, Seuil-Fayard, 312 pages, 120 F.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE de Guillaume Devin. Presses de la Fondation des sciences politiques, 437 pages, 220 F.

SOCIALISTES, LA CHUTE FINALE ? de Jean Poporen. Plon, 236 pages, 98 F.

Se réclamer du socialisme démocratique à l'approche de l'an 2000, qu'est-ce que cela signifie ? La question pourrait tout aussi bien se poser pour d'autres engagements, qu'ils soient politiques, philosophiques ou religieux. Si elle l'est à propos du socialisme, c'est parce qu'il s'agit, à travers lui, d'une espérance relativement récente et que celle-ci s'est affirmée comme actrice de l'histoire contemporaine : on est donc tenté, à la limite de ce passé encore proche, de l'actualiser dans laquelle elle intervient toujours et du rôle qu'elle prétend jouer à l'avenir, de dresser son bilan, de mesurer ses erreurs et ses chances, d'évaluer son crédit. Trois documents se prêtent, chacun à sa manière, à ce genre d'examen.

Le premier est le témoignage personnel de Jean Ziegler, sociologue, député socialiste suisse, écrivain connu, notamment pour ses ouvrages sur l'Afrique, le pillage des ressources du tiers-monde et la fonction que le système bancaire de son pays y exerce comme, assure-t-il, « révélateur indispensable du système capitaliste mondial ».

Dans ce dernier combat, qui l'oppose, à grand renfort de procès, à tous ceux qu'il a mis en cause dans son livre *La Suisse leve plus blanc*, et qui veulent le faire taire, il estime, aujourd'hui, avoir essuyé une défaite collective, plus vaste, aux conséquences plus graves. C'est l'occasion, pour lui, de s'interroger sur le sens et les moyens de son action militante, sur le mélière dont elle est raque dans son propre pays, sur l'échec, qu'il partage

## Que faire avec le socialisme ?

avec des milliers d'autres, de son long combat pour la libération des peuples du Tiers-Monde et pour la transformation de nos sociétés européennes en des sociétés plus justes et plus solidaires.

Pour ce faire, Jean Ziegler revient sur ses origines, sa famille, son enfance, sa formation intellectuelle, ses engagements et ses expériences. Ce n'est pas qu'un itinéraire intellectuel et politique mais, plutôt, le récit d'une aventure humaine, raison, passion, pulsions, contradictions, fidélités, certitudes dogmatiques et propensions contestataires confondues. Il y a dans ce tempérament d'agitateur un mélange de donquichottisme et de socialisme libertaire, à la manière de Bakounine, un rejet du pouvoir sous toutes ses formes, en même temps qu'un ego débordant. Le mérite de Jean Ziegler est de témoigner pour une période et un engagement à gauche qui paraissent insuffisants, sinon suspects, par rapport au modèle totalitaire alors au faite de sa domination culturelle et militaire, et insupportable, sinon traître, pour la pérennité du capitalisme bien compris.

Sans doute, ce combat entre deux impérialismes n'a-t-il pas été gagné et il lui est arrivé de faillir : il n'était pourtant pas le moins pertinent, au regard des valeurs dont il se réclamait. S'il laisse une large place au doute, quant à son efficacité, s'il a produit des désillusions à la mesure de ses illusions, il n'en reste pas moins valable, ne serait-ce que pour continuer, à travers le débat démocratique, à répandre la connaissance de la liberté, à tenter de rendre transparentes les stratégies qui privent de leur vie les femmes et les hommes des pays asservis, à nommer les bourreaux et à montrer les voies de la résistance, suivant le credo « concret, réaliste et honorable » dont Jean Ziegler entend demeurer le croisé.

Dans le cours de son récit, l'auteur rappelle que Salvador Allende avait refusé l'adhésion du Parti

socialiste chilien à l'Internationale socialiste dont il estimait qu'elle avait trahi ses principes fondateurs pour devenir « un appendice de la raison d'État européenne ou, pis : une organisation au service des stratégies du capital multinational ». Ce jugement sévère, aujourd'hui partagé par Jean Ziegler, est-il mérité ?

Pour l'apprécier plus sereinement, il faut se reporter au travail de Guillaume Devin sur cette institution, relativement méconnue, qu'est l'Internationale socialiste, actuellement présidée par Pierre Mauroy. De cette étude très fouillée, on retiendra que, selon l'auteur, l'IS se définit surtout comme un réseau, « une communauté principalement tournée vers la célébration de valeurs qualifiées comme celles du socialisme démocratique ». Elle est plus sensible à la pression de ses affiliés qu'elle n'agit, en tant que telle, en véritable groupe de pression international.

« Jusqu'à présent, note Guillaume Devin, la coopération socialiste internationale a été surtout traduite par des activités de représentation ». Dans la pratique, les relations bilatérales entre partis socialistes ont été plus efficaces. L'auteur en vient à ces conclusions après avoir exposé dans le détail comment et pourquoi l'IS, reconstruite sur les bases d'une concertation ouest-européenne, elle-même divisée en plusieurs points (la fédération, la militarisation, le statut de l'Allemagne), et d'une conception démocratique du type pluraliste-constitutionnel, n'a pas vraiment répondu aux particularismes des forces d'émancipation en Asie, en Afrique, ou en Amérique latine. Elle a échoué sur les conditions particulières des luttes de libération menées dans la conjoncture de l'affrontement Est-Ouest, autant que sur les structures de parti unique et de monopolarisation du pouvoir, qui ne correspondaient pas à ses propres modèles. Elle n'en a pas moins poursuivi, souligne Guillaume Devin, un travail symbolique

propre à nourrir des espérances durables.

Le troisième type d'interrogation sur le socialisme découle de la défaite électorale que les socialistes français viennent d'enregistrer, après la plus longue expérience de gouvernement qu'ils aient connue. On ne s'étonnera pas que Jean Poporen soit l'un des premiers à théoriser à ce sujet : c'est ce qu'il a toujours fait parmi ses camarades socialistes, surtout quand le sort leur était contraire. Sa thèse est simple : les socialistes ont eu le tort, après avoir annoncé la rupture avec le capitalisme, de rompre avec le socialisme, au profit d'une gestion sociale du libéralisme.

L'auteur n'a aucun mal à étayer sa démonstration en prenant ses exemples dans la politique de gouvernements, auxquels il lui est arrivé de participer, non sans chagrin, précise-t-il, casse-cou, et en rappelant les pesanteurs historiques, culturelles, institutionnelles, ou simplement humaines, qui élaient le fait qu'on a, chemin faisant, changé de gauche. A l'évidence, Jean Poporen ne se reconnaît pas dans celle qualifiée de « deuxième » et qu'incarne, notamment, Michel Rocard. Il propose de refaire, sur la base d'un contrat social prenant en compte les nouveaux équilibres de la société française et de son environnement mondial, et, au début, sous la forme d'une confédération, en dehors de toute stratégie présidentielle, « le tissu de la partie gauche de la France politique, puisque c'est cette partie-là qu'on a mise en chape ».

Non seulement le socialisme n'a pas triomphé, mais il souffre de ses erreurs, de ses insuffisances, de ses contradictions, et même de sa perversité du pouvoir quand il lui est permis de l'exercer. Il y a là de quoi nourrir une interrogation permanente qui, au reste, est dans sa nature, puisqu'il est d'abord un débat sur les moyens démocratiques de vivre selon d'autres valeurs : c'est lorsqu'il ne s'interroge plus sur cette délicate adéquation que le socialisme inquitte ou déçoit.



# SOCIÉTÉ

## Un entretien avec le ministre délégué à la santé

« Le seul moyen de sauvegarder la relation médecin-malade est d'adopter une loi sur l'aléa thérapeutique » nous déclare Philippe Douste-Blazy



Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, déclare qu'il entend « promouvoir une véritable politique de santé publique » et que l'une de ses priorités sera « de s'assurer de l'accès aux soins pour tous ». M. Douste-Blazy annonce qu'il compte développer les programmes de dépistage de différents types de cancers et de l'hypercholestérolémie familiale. Opposé au dépistage obligatoire du virus du sida, il compte mettre en place un programme de prise en charge des toxicomanes basé en particulier sur l'utilisation de drogues de substitution. Il détaille les divers éléments de la future loi sur l'aléa thérapeutique.

« Quels dossiers comptez-vous traiter en priorité ? »

« Mon objectif principal est de mettre en place une vraie politique de santé publique. D'autres l'ont dit avant moi. L'essayerai de le faire. A plusieurs reprises, au cours des dernières années, nous avons assisté à des faillites à répétition de notre système de santé publique. Il est temps d'en tirer des leçons et d'inverser la fatalité. »

« Alors que la France était, dans les années 30, l'un des pays du monde les plus en pointe dans le domaine de l'hygiène, elle est aujourd'hui en retard pour le développement de la santé publique. Nous n'avons pas su mettre en place, comme aux Etats-Unis avec le centre de contrôle des maladies d'Atlanta, un véritable réseau de surveillance épidémiologique, ni, comme en Grande-Bretagne, développer des centres de recherche en économie de la santé. »

« Bernard Kouchner, votre prédécesseur, a dit que l'on juge une société sur l'organisation de son système de santé publique. Etes-vous d'accord ? »

« L'organisation d'un système de santé est étroitement liée à l'évolution culturelle et économique du pays. Encore faudrait-il s'entendre sur les critères qui définissent la qualité du système : si l'on se limite à la notion de sécurité sanitaire, à laquelle, je pense, M. Kouchner faisait allusion, ce volet dépend étroitement d'une volonté politique. Tout le problème est que, jusqu'à présent, on n'a pas observé de volonté politique dans ce domaine. Je ne crois pas manier le paradoxe en affirmant qu'il n'y a jamais eu en France de vraie politique de santé publique. »

« Une formation à l'épidémiologie »

« Concrètement, comment comptez-vous mettre en œuvre cette politique ? »

« Il ne faut pas craindre d'innover. Je souhaite créer un véritable système d'alerte et de surveillance des maladies, couvrant l'ensemble

du territoire. L'expérience en cours du Réseau national de santé publique de Saint-Maurice (Val-de-Marne) va dans le bon sens, mais reste trop centrée sur la région : ce n'est pas la meilleure formule. Pour lutter contre l'effet centralisateur de l'Île-de-France, nous souhaitons créer progressivement, dans différentes villes, des instituts de formation et de recherche en santé publique, coordonnés entre eux. »

« De plus, j'entends promouvoir, en matière de santé publique, une véritable politique de formation, initiale et continue, à l'intention de l'ensemble des professions de santé. Les médecins, particulièrement les généralistes, ne sauraient faire l'impasse sur l'épidémiologie. Une formation dans cette discipline est aujourd'hui essentielle. L'épidémiologie descriptive permet de savoir quelles pathologies existent en France, d'appréhender les disparités régionales. Il y a, par exemple, moins d'infarctus du myocarde en Midi-Pyrénées que dans le Nord. C'est important, ne serait-ce que pour affiner les besoins de santé de telle ou telle région. Ensuite, l'épidémiologie analytique permet de connaître les facteurs de risque des différentes pathologies. Quant à l'épidémiologie d'intervention, elle permet de prendre en compte les évolutions de la pratique médicale. »

« Une approche volontariste »

« On assiste depuis plusieurs années en France à un débat opposant, pour caricaturer, les tenants du « tout-santé public » aux partisans de la liberté absolue, opposés à toute mesure applicable à l'ensemble de la population. Comment vous situez-vous dans ce débat ? »

« Ce qui change aujourd'hui, c'est que, grâce à l'épidémiologie d'intervention, on commence à savoir ce que l'on fait. On sait par exemple qu'avec des systèmes de prévention primaire efficaces, on peut prévenir l'apparition de plusieurs types de cancers et, ainsi, sauver des milliers de vies. J'ai choisi résolument de mettre en place de tels systèmes. Actuellement, la prévention de telles pathologies, comme le cancer du sein ou du col de l'utérus, se fait de manière trop individuelle, au coup par coup. J'entends organiser ce type de dépistage et de prévention de manière collective pour plus d'efficacité. Il ne s'agit pas ici d'un problème d'argent, mais de volonté. »

« Il est prouvé qu'un réglementaire, voire un interdisant, la publicité pour les boissons alcoolisées et la tabac, on parvient à diminuer la fréquence de certaines pathologies graves. Comment jugez-vous la loi Evin ? »

« Etant enseignant en santé publique et cardiologue, vous comprendrez que je sois un adepte de la prévention. Je crois, comme

beaucoup, qu'en termes de prévention de l'alcoolisme, il appartient à l'Etat de remplir deux types de missions : d'une part, s'occuper des quelques deux millions de personnes dépendantes de l'alcool en France et tout faire pour désintoxiquer et contribuer à la réinsertion sociale de ces personnes ; d'autre part, orienter les comportements collectifs et, à cette fin, réglementer la publicité de manière à réduire les risques. Je fais le même type de raisonnement à propos du tabac. »

« Il est arrivé que lors d'arbitrages interministériels, le ministre de la santé n'ait pas, sur ces sujets, la dernière mot. Présentez-vous ce type de problèmes au sein du gouvernement de M. Balladur ? »

« Je viens de prendre mes fonctions, il est donc trop tôt pour pouvoir vous répondre, mais je connais l'intérêt que M. Balladur porte aux questions de santé. Je me battrais pour promouvoir une approche volontariste de la santé publique des Français et j'espère être entendu. »

« A propos des maladies cardio-vasculaires, un débat a lieu en France concernant le rôle de l'hypercholestérolémie dans l'apparition de ces pathologies. Certains spécialistes ne remettent pas en cause ce rôle, d'autres tendent à le relativiser. Qu'en pensez-vous ? »

« L'hypercholestérolémie familiale joue un rôle important dans l'apparition des maladies cardio-vasculaires. C'est la maladie génétique la plus transmise dans le monde. Elle touche un enfant sur 500. Or cette maladie constitue le premier facteur de risque de l'infarctus du myocarde. C'est dire sa gravité, comme la nécessité d'un dépistage individuel précoce. Aujourd'hui, nous savons que l'élévation du cholestérol dans le sang est non seulement un facteur de risque, mais plus encore un facteur causal d'infarctus du myocarde. Toutes les études montrent que la diminution du taux de cholestérol sanguin s'accompagne d'une baisse du risque d'infarctus. Mais, comme toujours, je souhaite adopter en ces matières une démarche scientifique, à l'écart des polémiques stériles. »

« C'est pourquoi j'entends mettre en place des consultations, publiques ou privées, spécialisées dans le dépistage de cette maladie. Il y a actuellement un débat important sur le taux sanguin à partir duquel il convient de commencer un traitement. A mon avis, et c'est ce que montrent toutes les études de population faites sur ce thème, le risque cardio-vasculaire augmente au-dessus d'un taux de 2,2 grammes par litre. Plus précisément au-dessus d'un taux de LDL cholestérol, le « mauvais cholestérol », de 1,7 gramme par litre. Au-dessus d'un tel taux, le risque d'infarctus augmente. Il faut alors prescrire un régime hypcholestérolémiant, pauvre en œufs, beurre et charcuterie. Et, si cela ne suffit pas, prendre un traitement médicamenteux. »

« Je suis opposé au dépistage obligatoire du sida »

« A propos du sida, M. Veil a récemment déclaré, lors de l'adoption de la loi sur le SIDA, qu'elle allait saisir le Parlement de la question du dépistage obligatoire de l'infection par le VIH. Quelle est votre position sur ce sujet ? »

« Tant que nous n'aurons ni vaccin ni traitement, nous devons faire porter tout notre effort sur la prévention, le dépistage, l'information et le soutien aux malades et aux personnes séropositives. Il s'agit de concilier les libertés publiques et les contraintes d'une politique de prévention efficace. Je suis opposé au dépistage obligatoire. Pour plusieurs raisons. »

« D'abord, il me semble essentiel de ne pas déresponsabiliser, de ne pas donner aux personnes séropositives le sentiment qu'elles sont protégées. Ensuite, si le dépistage était obligatoire, il s'ensuivrait rapidement l'apparition de faux certificats utilisés par ceux qui voudraient fuir une telle mesure. C'est exactement ce à quoi il ne faut pas aboutir. Nous devons encourager la politique de dépistage systématique proposé par les médecins. Tout médecin se doit de tenter de convaincre ses patients de subir un test. Il faut, en outre, augmenter le nombre des centres de dépistage anonyme et gratuit, en particulier dans les quartiers défavorisés. »

« Mais il convient aussi de ne pas oublier la dimension psychologique du problème : les médecins doivent pouvoir prendre, à l'occasion de la pratique d'un test de dépistage, suffisamment de temps pour parler à leurs patients, pour établir avec eux une relation de confiance. »

« Parmi les malades atteints du sida, il y a souvent des toxicomanes. Considérez-vous les toxicomanes comme des malades qu'il convient de traiter ? »

« Absolument. Selon moi, un toxicomane est un patient, qu'il faut aider, écouter, informer et soigner. La toxicomanie est devenue un des phénomènes majeurs de notre société. Il y a environ 150 000 toxicomanes en France, dont une majorité de jeunes. Autant je pense que notre pays doit être exemplaire en ce qui concerne la répression des trafiquants, autant je crois qu'il faut tout faire pour prévenir et soigner la toxicomanie. »

« Aujourd'hui, les réponses apportées à l'accueil des toxicomanes sont très insuffisantes. Que peut faire une famille confrontée brutalement à la drogue ? Je crois qu'il faut engager une vraie réflexion sur le sujet et multiplier les centres médicalisés de proximité capables de prendre en charge les drogués, en particulier dans des structures hospitalières. »

« Sang : morale de l'argent et morale de la vie »

« De nombreux généralistes, habitués à prendre en charge des toxicomanes, se sont constitués en réseaux. Comptez-vous les aider et faciliter, ainsi qu'ils le réclament, le recours à des traitements de substitution ? »

« Il faut ce effet absolument aider ces médecins auxquels je voudrais rendre hommage. En raison de la désintégration du tissu social et des difficultés accrues dans les villes et les banlieues, on compte aujourd'hui 450 000 personnes sans domicile fixe. C'est dans cette population d'exclus que l'on voit apparaître de nouvelles épidémies comme le sida ou des pathologies que l'on croyait à jamais vaincues comme la tuberculose. C'est également dans ces populations que se développe la toxicomanie. C'est dire l'importance d'un réel travail de proximité et aussi que nous devons intensifier notre aide aux associations qui accomplissent un formidable travail sur le terrain. »

« Je le dis clairement : il est inadmissible d'avoir perdu autant de temps. Depuis 1974, date de la première expérimentation menée avec une drogue de substitution, rien n'a été fait dans ce domaine. Des déclarations, beaucoup de déclarations, ont été faites, mais rien n'a suivi. Je compte promouvoir ce mode de prise en charge et - dès que possible - en évaluer l'efficacité. Nous verrons bien. »

alors. Il est temps de se donner les moyens d'une approche scientifique, épidémiologique, à propos de ce mode de prise en charge. »

« L'affaire du sang contaminé a mis en évidence des dysfonctionnements importants de notre système de santé et, particulièrement, de notre système transfusionnel. Quelle analyse faites-vous de cette affaire ? »

« Il nous faut, ici, faire preuve de beaucoup d'humilité. Devant une affaire pareille, c'est toute la médecine qui doit se remettre en question. Je suis moi-même médecin et j'ai rencontré des malades victimes de la transfusion : il n'y a pas de mot pour décrire leur souffrance et celle de leur famille. Toute ma vie, je me souviendrai de cet anesthésiste du Sud-Ouest qui a transfusé un jour son propre père avec du sang contaminé. Cette affaire est un drame pour les médecins, tous les médecins. Ils ont fait confiance à un système transfusionnel considéré à l'époque comme l'un des meilleurs du monde et ils ont été trahis, trompés par un groupe de personnes, parmi lesquelles des médecins, qui ont privilégié des intérêts économiques au détriment de l'intérêt du malade. La morale de l'argent a remplacé la morale de la vie. »

« C'est un véritable phénomène d'irresponsabilité collective qui s'est produit. Systématiquement, tous les maillons de la chaîne - médical, administratif, gouvernemental - se sont révélés déficients. Chacun s'est déchargé de sa propre responsabilité. L'Etat doit assumer ses responsabilités - c'est selon moi la grande leçon, - mais à condition qu'il se donne les moyens de contrôler effectivement ce qui se passe. »

« Le risque nul n'existe pas »

« La sécurité transfusionnelle est-elle actuellement maximale ? »

« Elle est maximale, mais la sécurité absolue en médecine n'existe pas. En ce qui concerne les collectes de sang, nous allons dans les prochains jours éditer un manuel de bonnes pratiques. Pour ce qui est du contrôle des dons, il faut nous assurer que tous les contrôles possibles, tous les tests, dont l'utilité est incontestable, aussi sophistiqués soient-ils, soient effectivement pratiqués. La sécurité transfusionnelle n'a pas de prix. »

« En ce qui concerne l'aléa thérapeutique, on a l'impression que nous sommes entrés comme par inadvertance dans le monde de la responsabilité sans faute. Il a fallu l'affaire du sang et le vote, sous le coup de l'émotion, d'une loi d'indemnisation pour que le système de responsabilité cesse d'être nul. N'est-ce pas allé un peu trop vite ? »

« Aujourd'hui, il me semble que le seul moyen de sauvegarder la relation médecin-malade est

d'adopter une loi sur l'aléa thérapeutique, c'est-à-dire sur les éventuels dommages causés par un geste, diagnostic ou thérapeutique, sans qu'il y ait faute du personnel soignant. Un texte de loi sera mis en chantier dans les prochaines semaines. L'intérêt d'une telle loi serait de préciser la responsabilité médicale et paramédicale en cas de faute, négligence ou imprudence. Elle faciliterait en particulier le règlement amiable de telles affaires, évitant des contentieux longs, complexes et coûteux. »

« Son principal objectif sera d'édicter des mesures destinées à indemniser les victimes d'accidents médicaux qui ne peuvent prouver qu'une faute est à l'origine du dommage. Pour qu'elle protège les victimes, mais aussi les professions médicales et paramédicales, qui craignent une mise en cause systématique pouvant paralyser leur action au détriment du malade, une indemnisation ne pourrait être envisagée que si les conséquences de l'accident médical sans faute prouvée sont exceptionnellement graves. Sans cette loi, nous allons nous retrouver un jour dans un système à l'américaine, avec des avocats qui attendent les malades à la sortie des hôpitaux. »

« De la part du médecin, il n'y a pas d'obligation de résultats, mais une obligation de moyens, une obligation d'information. Quoi qu'on fasse, le risque nul n'existe pas. »

« Quand les lois sur la bioéthique pourront-elles être définitivement votées par le Parlement ? »

« Les trois lois sur la bioéthique ont été adoptées en première lecture à l'Assemblée nationale en 1992. Le Sénat va maintenant les examiner. L'ensemble de la communauté scientifique est attachée à ce que la France se dote d'un cadre législatif dans ce domaine, qu'il s'agisse des registres épidémiologiques, si importants en recherche (il y va du respect du secret médical et de la confidentialité), ou des transplantations d'organe, et cela concerne les deux grands principes qui régissent les dons : la solidarité et la générosité entre tous les Français. »

« Un rapport de Médacins sans frontières, appelé Hôpital hors loi, dénonce l'aggravation de l'inégalité dans l'accès aux soins. Que comptez-vous faire pour inverser la tendance ? »

« C'est une de mes priorités. Notre devoir est de nous assurer de l'accès aux soins pour tous. Ceux qui demeurent en marge de la protection sociale doivent absolument être pris en charge médicalement dans de bonnes conditions. Il faut être très ferme sur le rappel de ces principes. J'y veillerai. Je ne doute pas cependant que les directeurs d'hôpitaux soient soucieux de leur mission de service public. »

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

### EN BREF

□ A Caen, un homme décède durant sa garde à vue. - Un homme de quarante-neuf ans est décédé durant sa garde à vue au commissariat de police de Caen dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 mai. Le procureur de la République de Caen a ouvert une enquête et ordonné une autopsie pour expliquer les raisons de cette mort, a priori naturelle. « Quelque malade, l'état de santé de cet homme n'était pas incompatible avec une garde à vue. Deux certificats médicaux établis par son médecin traitant en début de garde à vue attestent. Aucune suspicion de violence policière n'est à retenir », a déclaré, vendredi 7 mai, Jean-Pierre Guimard, procureur de la République à Caen. - (Corresp.)

□ Un ours a été aperçu dans les Pyrénées-orientales. - Un couple d'Anglais s'est présenté, vendredi 7 mai, à la gendarmerie de Perpignan pour déclarer avoir aperçu aux jumelles, pendant un quart d'heure, un ours sur la commune de Carmy, à une trentaine de kilomètres de Perpignan. Des agents de l'Office national des forêts ont confirmé avoir retrouvé des traces d'un plantigrade à l'en-

droit indiqué. Comme aucun ours n'a été signalé échappé d'un cirque, il pourrait s'agir d'un ours sauvage récemment sorti d'hibernation. Dans le massif des Pyrénées françaises, où il ne subsiste qu'une douzaine d'ours, aucun d'eux n'avait jamais été signalé à l'est du département de l'Ariège.

□ Avertissement du Forum du Pacifique sud contre une reprise des essais nucléaires français. - Le Forum du Pacifique sud a averti, jeudi 6 mai, la France qu'une éventuelle reprise des essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa entraînerait une dégradation de ses relations avec les pays de la région. Le Forum réunit quinze pays de la région, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il avait salué, l'an dernier, la décision française de suspendre les expérimentations. Les quinze pays seraient « déçus » par toute reprise des essais, qui seraient « un recul pour l'actuelle tendance positive à l'amélioration des relations entre la France et le Forum ». « Nous espérons, disent-ils, que la sagesse prévaut et que ni la France ni les Etats-Unis ne reprendront leurs essais nucléaires. » - (AFP.)

### ENVIRONNEMENT

A partir de 1994

### Des appelés pourront effectuer un service national « vert »

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994, des appelés du contingent pourront effectuer un service national en qualité de « volontaires de l'environnement ». Un communiqué commun, publié la vendredi 7 mai par les ministères de la défense et de l'environnement, précise que deux cent cinquante postes seront d'abord disponibles, « dans la perspective d'une montée en puissance de cette catégorie d'appelés ». Ce nouveau service civil durera dix mois, comme le service militaire. Les appelés retenus pour ces « missions de sécurité écologique » seront répartis entre les administrations de l'Etat ou

sous tutelle (parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles, Conservatoire du littoral, agencées de l'eau), ainsi que dans les collectivités locales. Les volontaires de l'environnement seront affectés à des tâches d'entretien de sites naturels ainsi qu'à des missions de surveillance et d'information du public.

La création de ces volontaires de l'environnement avait été demandée par Brice Lalonde et plusieurs parlementaires, notamment Michel Giraud, aujourd'hui ministre du travail, et Michel Barnier, aujourd'hui ministre de l'environnement.



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

## Le savoir selon le docteur Garretta

Après une semaine de débats juridiques, le procès de l'affaire du sang contaminé a véritablement commencé vendredi 7 mai avec les premières explications du docteur Michel Garretta et du docteur Jean-Pierre Allain. Deux discours qui ont d'emblée placé la cour au cœur de l'affaire, en fixant la ligne de défense des deux médecins, alors que les juges ont décidé de ne pas faire témoigner les trois anciens ministres, Laurent Fabius, Edmond Hervé, et Georgine Dubois.

L'homme paraît briaé. Après six mois de détention, son visage, devenu émacié, ne laisse deviner aucun sentiment pendant la lecture de la première partie du rapport du président André Cerdini. C'est une énumération d'articles, de courriers, de communications et de témoignages reçus par le tribunal qui résume la progression des connaissances sur la sida et ses incidences tardives sur la distribution des produits sanguins aux hémophiles. Quelques dates, quelques chiffres qui se rassemblent pour former un constat apparemment accablant. Michel Garretta se lève et parle dans un seul souffle, comme s'il craignait de ne pouvoir terminer son propos : « Les calamités dont j'ai été l'objet et la rumeur m'ont volé mon honneur. Par le jugement, on m'a pris ma liberté. Je n'ai plus pour vivre que ma dignité, malgré la terreur qu'on veut faire régner sur moi. » Après un brouhaha dans la salle, le docteur Garretta se tourne vers le public, essentiellement composé des victimes et de leurs familles. « J'attends que la vérité s'impose. Elle est indispensable pour les malades. L'année dernière, j'ai voulu parler des faits, on a pris cela pour une sorte d'indifférence. Je n'ai jamais menti. Je suis resté dans la transparence angulaire parce que c'est un moyen formidable de lutter contre la maladie. »

La voix, d'abord fébrile, s'enrichit progressivement en tonalité, et les meigres bres s'élevaient pour accompagner la verbe. « Si j'ai fait des erreurs, ce n'est pas par indifférence. On a voulu faire de moi l'homme que je ne suis pas. Si nous nous sommes trompés, ce n'est pas un individu qui s'est trompé. C'est tout un ensemble de personnes. » Un silence, une respiration, et Garretta revient à l'exposé du président : « Tout ce que vous avez dit est exact. Mais toutes ces informations doivent être pondérées dans le contexte où elles se situent à l'époque. La connaissance qui est perçue à un moment donné n'est pas la connaissance qui est reconnue après. »

### « L'angoisse majeure : l'hépatite C »

Pour le docteur Garretta, il s'agit là de « la clé de la compréhension ». Aïe, lorsque le chauffage des produits sanguins est présenté dans une publication comme une technique efficace, la CNTS tergiverse et il s'en explique : « Au-delà de cette connaissance, il y a des conditions qui se rejoignent. » Il rappelle aussi qu'à l'époque, « l'angoisse majeure », c'était l'hépatite C, et constate que « les produits chauffés étaient quand même tous contaminés par l'hépatite C ». En outre, selon le docteur, « le sida était un risque marginalisé ». Et brusquement, il clame sur un ton presque suppléant : « Personne n'a voulu croire à ce qui se passait. Aucun pays n'a pris les décisions qui, aujourd'hui, semblent évidentes. Ecoutez ! Il n'y a pas des milliers d'essais dans le monde ! »

Le président Cerdini revient sur le chauffage, mais le docteur Garretta insiste : « La validité du chauffage n'a pas été immédiatement prouvée. » « Aujourd'hui, en 1993, si vous me demandez ce que je sais aujourd'hui, l'erreur a été de faire des produits chauffés. Il fallait revenir aux produits congelés. »

La magistrat s'attarde sur les points importants qui regrou-

pent jusqu'à cinq mille donneurs, car un seul d'entre eux pouvait contaminer l'ensemble. Le médecin explique qu'il y avait des obstacles techniques, notamment celui de la perte de rendement, qui empêchaient d'obtenir des quantités de concentré suffisantes. Et il souligne : « On me demandait de les produire. L'objectif, c'était d'arrêter les importations. » Une importation qu'il justifie par la nécessité de répondre à l'importante demande des médecins prescripteurs.

Pourtant, il y a cette lettre du 16 janvier 1985, du docteur Allain, adressée au docteur Garretta, et qui ne laisse aucune ambiguïté sur la nécessité et l'urgence de chauffer les produits sanguins. La lettre Allain rappelle alors qu'en décembre 1984, il y avait « une situation de guerre » entre le professeur Jacques Ruffié, alors président du CNTS, et le docteur Garretta. Or la décision de passer à la production de produits chauffés pouvait être retardée par ce différend. « C'est pour cela que j'ai écrit une lettre percutante pour que le transfert de technologie ait lieu. J'ai été au-delà de ce que la science et la médecine savaient. » En tout cas, le docteur Allain, organigramme à la main, démontre qu'il n'était pas le collaborateur direct du docteur Garretta et que sa position hiérarchique était bien moins importante.

Dès la lundi 10 mai, les avocats des victimes auront certainement de nombreuses questions à poser aux deux médecins. A plusieurs reprises, la salle a réagi, agacée. Mais le docteur Garretta a pu s'exprimer, allant jusqu'à prononcer une phrase qui fait frissonner : « Le sang, c'est un produit humain. Il y a toujours un risque. Actuellement, nous savons que la technique utilisée est efficace sur ce type de virus. Mais peut-être pas sur d'autres... »

MAURICE PEYROT

### HISTOIRE

## Archives en noir et blanc

Suite de la première page

Vingt ans plus tard, Robert Paxton souligne une évolution notable : « La situation s'est modifiée. Les archives françaises sont devenues beaucoup plus ouvertes même s'il est toujours plus facile de travailler aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne. » Une amélioration que confirme Jean-Pierre Azéma : « On se porte beaucoup mieux qu'il y a trente ans. Les progrès sont incontestables. »

### Une course à la dérogation

Ainsi le sursillon récurrent selon lequel les Archives nationales seraient un tombeau caducassé se dissipe-t-il singulièrement. En endossant l'habit de l'historien en 1981, Serge Klarsfeld n'a-t-il pas obtenu toutes les dérogations qu'il souhaitait ? « La lutte a été rude mais des archives complètement fermées comme celles de la préfecture de police de Paris n'ont été ouvertes, confie-t-il, j'en ai conclu que cela se libéralisait. »

De fait, l'ancien délai légal qui obligeait les conservateurs à mettre sous clé les dossiers contemporains durant un demi-siècle est devenu caduc en vertu de la loi de 1979 sur les archives. Au terme de cette révolution, les historiens peuvent demander des dérogations pour accéder à des documents protégés par des délais de trente ans (la majorité des archives), de soixante ans, voire de cent vingt ans.

La course à la dérogation est ainsi en passe d'être le sport le plus répandu chez les chercheurs. Pierre Pén, journaliste et écrivain qui vient de terminer un livre sur le docteur Martin, un personnage-clé de la Cagoule, reconnaît avoir dû mettre « beaucoup d'acharnement » pour pouvoir étudier les différentes pièces du procès de la Cagoule. « J'ai essayé plusieurs fois, explique-t-il. J'ai heureusement pu signer un accord avec la famille Martin qui m'a autorisé à travailler sur ses archives privées. »

Mais d'autres chercheurs se plaignent amèrement des difficultés rencontrées. Maurice Rajsfus,

auteur de plusieurs livres sur les persécutions contre les Juifs sous l'Occupation, et Rita Thalmann, historienne, viennent ainsi de critiquer sévèrement la chasse aux dérogations - « une situation malsaine » - lors d'une émission de France-Culture (1). De grands professeurs évoquent pour leur part, mezza voce, le risque que la loi de 1979 ne « favorise les pulsions ».

Les chercheurs ne seraient-ils pas égoïstes devant la loi ? Jean Favier, directeur général des Archives de France depuis plus d'une décennie, le dément : « Personnellement, j'ai refusé quatre dérogations sur quelque vingt mille demandes. » Et Chantal Bonazzi, conservateur général chargée de la section contemporaine des Archives nationales, refuse le procès que certains instruisent : « Les étudiants en maîtrise sont traités comme les historiens. Nous ne faisons pas de distinction. Nous aimerions bien connaître des exemples de chercheurs qui auraient été arrêtés dans leurs travaux... »

### « Le secret des vies »

Le blocage ou la rétention des archives des années 30 et 40 relèverait donc du « cliché », pour reprendre l'expression de l'historien Henry Roussou. « En réalité, certains conservateurs sont pusillanimes, tandis que d'autres font tout pour faciliter vos recherches », note Serge Klarsfeld. Un phénomène

même confirmé par Robert Paxton qui, après avoir demandé auprès de plusieurs centres d'archives départementales des renseignements identiques, a reçu « une grande variété de réponses, des plus accueillantes au plus réticentes ».

En regard des archives nationales, souvent « anonymes », les archives départementales brûlent en effet les doigts. Toute l'histoire des familles locales s'y révèle. « En les lisant, vous avez le département à vos pieds », déclare Jean-Pierre Azéma. Ce sont des documents très difficiles à manier, très délicats. Comme historien et comme citoyen, je tiens beaucoup au respect intégral de la vie privée. Il est fondamental de ne pas transformer l'investigation en une espèce d'historio-poubelle. » Ainsi le délai de cent vingt ans prévu par la loi de 1979 a-t-il pour vocation de protéger, entre autres, le secret médical. « Cela s'appelle le secret des vies », souligne avec force Jean Favier.

Les archives de la police et de la justice demeurent néanmoins les plus difficiles d'accès. « Il s'agit d'une tradition des ministères de l'Intérieur et de la justice plus que d'une volonté de cacher », indique Henry Roussou. Une tradition tenace dont les esprits soupçonneux sont libres de penser, alors que l'Occident célèbre le quarantième anniversaire de la capitulation allemande, qu'elle masque opportunément les terribles errements du régime de Vichy.

LAURENT GREISAMER

(1) « Grand Angle » : Les archives sensibles : communication ou rétention ? Une émission de Scala Combe.

## La commémoration du 8 mai 1945

La 48<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des alliés de la seconde guerre mondiale et de la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945, a été célébré samedi matin à Paris par le président de la République, qui était accompagné du premier ministre. Une revue des troupes, place Charles-de-Gaulle, a été suivie d'un dépôt de gerbe sur la tombe du soldat inconnu et de la remise de décorations.

La commémoration devait

être marquée, cette année, par le rappel du rôle joué par le Conseil national de la Résistance, dont le programme affirmait « l'union de ses signataires jusqu'à la victoire » et énumérait « les mesures à prendre à la Libération », et aussi par l'évocation de la Campagne de Tunisie et des succès des Alliés pendant les batailles d'El Alamein et le débarrquement anglo-américain en Algérie, le 8 novembre 1942.

## COMMUNICATION

### Serge July annonce une refonte de « Libération » avant l'été

Le directeur-gérant du quotidien Libération, Serge July, s'est adressé le vendredi 7 mai, à midi, au personnel du journal (rédaction, fabrication, administration). La presque totalité des salariés étaient présents, soit deux cent cinquante personnes. « Il s'agissait d'un discours de politique générale sur le journal », assurent plusieurs journalistes. Aucune discussion n'a suivi.

Le patron de Libération avait d'ailleurs indiqué en préambule que « ce n'était ni une assemblée générale, ni un débat sur la stratégie du journal, même si certains points de stratégie étaient évoqués à la fin ». Tout en confiant que « ce n'était pas un exercice agréable », il a commencé par donner des informations sur son état physique, après l'accident de la route dont il a été victime le 1<sup>er</sup> janvier, accident qui l'avait contraint à cesser toute activité à Libération au premier trimestre. Il a confié que sa fragilité l'avait empêché de reprendre la plume, mais que son récent retour au travail lui avait permis de reprendre de l'exercice. En faisant remarquer que les vingt ans du journal coïncident avec ses propres cinquante ans, Serge July a affirmé qu'il « concevait toujours son avenir à Libération » et « que le journal était prêt pour un grand changement ».

« Je suis d'autant plus décidé à le conduire que d'autres le jugent indispensable », a-t-il expliqué.

Faisant ensuite état des problèmes rencontrés par le titre en 1993 (baisse du chiffre d'affaires publicitaire et de la diffusion), qui se traduisent par un déficit de 2,6 millions de francs au premier trimestre, après un « léger bénéfice en 1992 » et l'expliquant par la récession économique, la hausse du prix de vente et la crise publicitaire, il a affirmé que la direction avait

prévu « cette situation déficitaire ». Ainsi, l'augmentation de capital de 30 millions de francs réalisée l'an dernier afin de lancer un magazine qui n'a finalement pas vu le jour est « devenue impossible dans ces conditions », a-t-il précisé, en faisant d'ailleurs remarquer que cette somme ne suffirait pas à financer les changements nécessaires.

Serge July a aussi fait le point des échecs récents de Libération : l'ajournement du magazine de fin de semaine, « un risque perimé en 1992 qui n'a plus de sens aujourd'hui », compte tenu de la baisse de la publicité ; et l'arrêt de l'édition régionale de Lyon-Libération, « dont le coût n'était plus tenable ».

« Les vingt ans du journal ne doivent pas donner lieu à l'auto-célébration ou à la nostalgie, mais permettre d'accomplir le futur de Libération », a poursuivi Serge July. Estimant les changements de l'automne 1992 « insuffisants », curieusement des pages télévision ou de celles consacrées aux contributions extérieures, etc., - le directeur de Libération estime qu'il faut une nouvelle offre au sein du marché de la presse ; et cette offre sera faite par d'autres journaux si ce n'est pas par nous ». Définissant trois grands axes : proximité géographique, importance des pages « services » et nécessité d'une expertise en tous domaines, - il a invité l'ensemble du personnel, et notamment la rédaction, à se mobiliser, d'ici à l'été, sur le « nouveau Libération ». Un bulletin interne permettra de recueillir idées et avis, et la direction fera des propositions « globales : rédactionnelles, juridiques et financières » qui donneront lieu « à une décision collective et publique ».

YVES-MARIE LABÉ

La réunion des ministres à Bruxelles

## La CEE réoriente son plan pour la télévision haute définition

L'Europe de la télévision haute définition a des ratés. La voie choisie en 1986, à travers le programme européen Eureka, devait mener à la norme HD-MAC, à travers une norme intermédiaire de diffusion par câble et satellite, le D2-MAC. Mais cette « filière » MAC a pris du retard. Elle repose sur des techniques en partie analogiques (le signal est véhiculé sous forme d'une modulation électrique), alors que les techniques numériques (l'image est transportée sous forme de chiffres, 0 ou 1) font de rapides progrès.

### POINT DE VUE

## L'Europe n'a aucune raison d'adopter le système américain

Nous sommes un groupe de scientifiques et de chercheurs européens impliqués dans le développement de systèmes de télévision. Les médias se sont fait l'écho de certaines des récentes déclarations de M. Bangemann à propos d'une nouvelle politique de la Communauté européenne en matière de télévision.

La première partie de ces informations, l'abandon du système D2MAC/HD MAC, est une étape logique au vu des développements rapides de nouveaux systèmes de télévision. Nous avons d'ailleurs demandé cet abandon, pour des raisons techniques, depuis un certain temps. Mais la seconde partie de ces informa-

tions nous inquiète. Bien que ce ne soit pas clairement souligné, la porte semble ouverte à l'adoption insouciante du système américain [de télévision haute définition] pour la télévision européenne.

Nous sommes convaincus qu'il n'y a aucune raison d'adopter ce système américain, et ce pour les raisons suivantes :

1) L'Europe a le savoir-faire et les technologies nécessaires pour concevoir et fabriquer un nouveau système de TVHD numérique bien mieux adapté au contexte européen, et cohérent avec d'autres formes de télévision numérique, comme la diffusion par satellite, ou l'enregistrement numérique, etc. Le problème que nous avons à

résoudre est celui de l'orchestration de l'effort européen.

2) Les systèmes dits « tout-numérique » actuellement aux États-Unis sont des systèmes fermés. Une fois choisis et installés, il n'y a plus moyen de les enrichir durant leur longue durée de vie - environ quarante ans. Pourtant, d'importantes innovations se profilent, plus rapidement que prévu, telles les systèmes multimédias, l'ultra-haute définition, les écrans 3-D (avec la sensation de profondeur), la réalité virtuelle, l'interactivité, pour n'en nommer que quelques-uns.

Le nouveau système de télévision numérique européen devrait au moins pouvoir intégrer ces extensions dans le futur. Sans

estimer le rythme de l'innovation dans ce secteur de la télévision numérique pourrait nous emmener bientôt à la même impasse qu'a connue les systèmes actuels de la famille MAC.

► Ce texte a été signé par les professeurs Bellanger (CNAM Paris), Dolgoff (université de Louvain, Belgique), Grantlund (université de Linköping, Suède), Lagendijk (université de Delft, Pays-Bas), Kunt (École polytechnique fédérale de Lausanne, Suisse), Rocca (Politecnico di Milano, Italie), Sarre (École des mines, Paris, France), Torres (université de Catalogne, Barcelone, Espagne), Pearson (université d'Essex, Grande-Bretagne), Muehmann (université de Hanovre, Allemagne).







## CULTURE

### MUSIQUES

## Sculpture sur rock

Rencontre avec PJ Harvey, chanteuse extrémiste en quête de puissance et d'émotion

Rendo méfiant jusqu'à un cynisme par trop de bluff et d'épate, l'ama- teur de rock se remit à frissonner l'an passé quand cette jeune fille dévoila la ouïe fiévreuse de Dry, son premier album. PJ Harvey, fille campagnarde du Dorset, crachait d'un trait un rock dépeint jusqu'à l'émotion crue. Des guitares riches, cinglantes, une rythmique sous pression. Des paroles brutes, ignorant le sentimentalisme comme les tabous de la pudibonde Albion.

Toute menue, un visage farouche trop petit pour son nez, sa large bouche et des yeux dorés accentués par d'épais sourcils, elle hurlait une sensualité à vif. D'abord produite par un label indépendant (Too Pure), la demoiselle - promise par la critique à un destin de star - fut immédiatement courtisée par les multinationales du disque. Finalement séduite par Island (label du groupe Polygram), elle sort aujourd'hui son deuxième album, *Rid of Me*, un des disques les plus attendus de l'année.

Enregistré en quinze jours aux États-Unis, réalisé en collaboration avec Steve Albini, musicien et producteur officiant depuis dix ans dans la frange dure du rock américain, ce nouvel opus est plus extrême encore. D'une violence abusive, il cultive les vertes de l'inconfort. Polly Harvey le reconnaît sans peine : « Les gens pensaient qu'en signant dans une grosse maison de disques, je m'adoucirais. J'ai fait exactement le contraire. Je pense déjà au troisième album, il sera encore plus dur. »

La dureté est une chose, la nouveauté une autre. Avec un simple trio dont elle est la guitariste, Polly Harvey, grandie loin de Londres et de Manchester, reste en dehors des modes et des courants. La forme de ses poèmes n'hésite pas que des montons. « Mes parents sont issus de la génération hippie. Il y avait toujours de la musique à la maison. Beaucoup de rock, les Stones, Led Zeppelin, Hendrix, Captain Beefheart. Pour son plaisir, ma mère organisait dans la région des concerts de blues et de jazz. Les musiciens venaient souvent à la maison. A dix ans, j'ai commencé le saxophone et la guitare. J'ai joué du folk et du jazz dans un big band. Ma mère est une grande fan de Dylan, c'est pour elle que j'ai repris Highway 61 Revi-



PJ Harvey

sité. » Cette vie rustique et marginale lui permet d'élever des poules et de se passionner pour la sculpture.

Sans son premier contrat discographique, PJ Harvey aurait continué de tailler la pierre. Elle en a gardé les méthodes : elle utilise parfois sa guitare comme un burin. Dégrossissant par à-coups une matière première (le blues), elle passe à tous vents les éclats coupants du rock. « Quand on sculpte confirme-t-elle, on lutte avec un bloc brut et on se débarrasse de tout le superflu jusqu'à l'essentiel. J'éprouve mes chansons de la même façon. » C'est peut-être aussi pour cela qu'elle privilégie dans ses morceaux les lignes de force plutôt que les mélodies. « Les mélodies ne m'intéressent pas, me touchent pas. Je veux d'abord appréhender l'intensité, la puissance. Les mélodies dérivent du droit chemin. De la même façon, la poésie m'intéresse, cette manière d'embellir le plaisir. On peut dire les choses de

manière tellement plus directe et puissante : Dylan m'a beaucoup appris pour composer dans ce sens. »

Ses mots, PJ Harvey les crible avec la même dureté, puisant dans ses obsessions les plus viscérales, parlant de sexe assez crûment pour faire haïr les yeux aux plus machos, exprimant enfin l'indicible. Une jeune fille en colère dans la grande tradition britannique ? « La musique est la meilleure façon d'exprimer mes colères et mes frustrations, mais ce n'est pas son seul usage. J'aime me mettre en danger, mettre les gens mal à l'aise. J'aime que la musique provoque une réaction physique. Mais il y a de l'humour dans mes chansons, beaucoup sont ironiques. Je ne suis pas une artiste torturée, et je m'amuse finalement beaucoup. »

Pourtant l'affrontement entre les sexes est le thème central de *Rid of Me*. Le désir y est attisé par la cruauté. L'empire des sens y baigne dans le sang. Dans *Legs*, elle chante

l'amour et la mutilation : *Me Jane* est une réponse sèche à Tarzan (« Tarzan arrive de crier, tu vois bien que je saigne »). PJ Harvey parle des mensurations masculines (*Man-size*) comme de la frigideur (*Dry*, une chanson qui reprend le titre de son premier album), sans rancœur, se libérant plutôt par ce rock cathartique tout en maîtrisant son art. Elle passe du cri au chuchotement, fragile puis viciée, victime puis vengeresse, volontiers orgastique, s'appuyant sur les lignes brisées de sa guitare, sans que jamais l'hystérie vicieuse masque l'émotion.

STÉPHANE DAVET

► *Rid of Me*, Island, CID 8002/514/696-2.

En concert : le 4 juin, Nantes, l'Olympie ; le 5, Bordeaux, le Krakatoa ; le 7, Montpellier, le Rockstore ; le 8, Lyon, la Transbordure ; le 9, au Casino de Paris.

## Examen réussi

Les débuts d'un jeune chef italien à la tête de l'Orchestre de Paris

ANTONIO PAPPANO

soliste Pappano

Antonio Pappano monte sur le podium. Le nouveau directeur du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles paraît intimidé. Il y a quelques semaines, l'unanimité ne s'était pas faite sur sa direction de la *Traviata* au Châtelet (le Monde du 18 février). Ce soir, il doit jouer les d'opéra, une fois encore. Il est face à l'Orchestre de Paris, dans un programme aussi formidable que difficile : le *Chant des esprits* au-dessus des eaux, pour chœur d'hommes et cordes graves de Schubert ; *Mort et Transfiguration*, de Richard Strauss ; la *Sérénade pour élève, car et orchestre à cordes* de Britten, et la *Symphonie de Psalms*, pour chœur mixte, violoncelles, contrebasses, deux pianos et instruments à vent de Stravinsky.

Pappano sera applaudi, d'abord avec réserve, puis acclamé. D'œuvre en œuvre, il surmonte son trac, sait s'imposer aux musiciens. Sa gestique manque encore de délié, de sûreté. Dans les passages les plus complexes de *Mort et Transfiguration*, l'orchestre sonne de façon trop compacte, mais jamais la tension ne se relâche, jamais le fil qui unit les épisodes ne se rompt, même si les rythmes flottent un peu et si les changements de mesure se font un peu rudement.

L'Orchestre de Paris est d'ailleurs dans une forme éblouissante, à la hauteur d'un programme qui met en valeur ses cordes graves dans trois des œuvres programmées.

Mais, et cela est si rare qu'il faut le noter, les violons sonnent avec plénitude dans la splendide sérénade de Britten. Elle est joliment chantée par le ténor Jerry Hadley. André Cazalet, cor solo de l'orchestre, lui donne une réplique que quelques rares dérapages ne peuvent ternir. Est-il possible de chanter ainsi sur cet instrument diabolique ? On jurerait que non, Cazalet chante pourtant avec plus d'élasticité, d'imagination sonore que ce ténor britannique pourtant particulièrement raffiné.

La *Symphonie de Psalms* met en un point d'orgue à ce concert. C'est l'un des chefs-d'œuvre les plus étranges du Stravinsky oco-classique, une prière symphonique qui doit beaucoup au Bach de *L'Art de la fugue*. Son orchestration pose de redoutables problèmes d'équilibre. Pappano les surmonte. Il s'attache à faire chanter chacune des lignes. Le chœur est en forme lui aussi, et les diverses interventions des bois sont un régal. Michel Benet est décidément un grand artiste : aurait-il choisi le violon au lieu du hautbois que le monde musical serait à ses pieds.

ALAIN LOMPECH

## Le festival du « triangle d'or »

Sait-on qu'en Suisse la ville de Bâle compte à elle seule deux orchestres excellents ? Que Fribourg, ville allemande de 140 000 habitants, abrite une école supérieure de musique parmi les plus réputées du monde ? Qu'à Mulhouse, où l'excellent Luca Pfaff joue les Kapellmeister depuis huit ans, est désormais dotée d'une salle de concert flambant neuve de 1 200 places ? La Regio-Konzertwoche (festival de la région d'or musical) se propose, du lundi 10 au dimanche 18 mai, de mettre toutes ces forces artistiques au commun au bénéfice d'un programme d'œuvres de ce siècle. Chaque programme a été donné simultanément dans les trois villes : une création de Win-

fried Toll, un élève de Ferny- hough, et *Daphnis et Chloé* de Ravel, par les musiciens de Fribourg, direction Donald C. Runnells, les 10, 11 et 12 mai.

La symphonie « classique » de Prokofiev, le *Concerto pour cor* et l'orchestre de Richard Strauss (soliste : Barry Tuckwell), le *Mer de Debussy*, par l'Orchestre symphonique de Bâle, direction Serga Baulo, les 12, 13 et 14 mai.

L'Orchestre de Fribourg, l'Ensemble de chambre de Radio-Bâle et la Symphonie de Mulhouse termineront cette série par un concert en commun.

► Semaine musicale de la Regio, renseignements par téléphone : 89-45-26-96 (à Mulhouse), 19-48-761-31-94-480 (à Fribourg), 19-41-61-271-70-84 (à Bâle).

### THÉÂTRE

## L'Allemagne du malaise

Les 30<sup>es</sup> Rencontres théâtrales de Berlin présentent douze spectacles sélectionnés sur l'ensemble de la production en langue allemande

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Les Rencontres sont nées de la guerre froide. Le mur avait isolé Berlin-Ouest dans la RDA, il était donc urgent d'établir un pont culturel autant qu'économique. Une fois le mur tombé, l'administration, toujours basée à Bonn, a manifesté quelque réticence pour continuer à payer. Seulement, à Berlin n'est plus une île, ni la vitrine de l'Occident, elle est une capitale culturelle. Contrairement à ce qui se passe dans notre pays centralisé, où les spectacles de tous les coins de France ne révent que de venir à Paris, et souvent y parviennent, en Allemagne, chacun reste chez soi, et la rencontre devient une nécessité. Ce que l'administration a fini par admettre. Comme, d'autre part, la direction des Festivals de Berlin prépare pour 1995 les grandes fêtes qui doivent célébrer un demi-siècle de paix, les Rencontres théâtrales, pour l'instant, ne sont pas menacées.

De l'ex-RDA, cinq productions ont été sélectionnées, dont trois de Berlin : la *Tour de Hohenstaufen*, mise en scène par Thomas Lang, hnt avec le Deutsches Theater ; le *Roi Lear*, monté par Frank Castorf avec la Volksbühne, et *Wessis in Weimar*, par Einar Schleef, au Berliner Ensemble, d'après un texte de Rolf Hochhuth, qui a envisagé de faire interdire le spectacle. Il ne s'agit pas d'une pièce, mais d'une longue suite de monologues et de dialogues sans lien les uns avec les autres, tirés de faits divers réels ou inventés, et qui tous racontent les conflits nés de la réunification - ainsi le suicide d'un couple dont la maison familiale va être récupérée par les *Wessis*, « ceux de l'Ouest », auxquels elle a été confisquée après la guerre.

Hochhuth a des idées très précises sur le sens de son travail et la façon de le montrer, qu'il décrit avec force didascalies minutieuses. Il aurait voulu une représentation fidèle et réaliste. Mais Einar Schleef a imaginé d'autres conflits, l'arrivée d'autres *Wessis* à Weimar - Goethe, par exemple. Et puis, le réalisme lui est étranger. C'est un créateur d'images symboliques,

d'une sombre splendeur - entre des murs blafards, une ligne de silhouettes en contre-jour avancent, femmes drapées dans des tuniques aux couleurs allemandes. A contre-jour encore, passent les silhouettes d'hommes, soldats qui se défont de leurs capotes, les roulent en baluchon, avancent à leur tour, ours, chausés de souliers noirs, tapant du pied en mesure.

Comme un étranger

Le spectacle de Einar Schleef est une œuvre de peintre. C'est d'ailleurs par ce presque quinquagénaire (il est né en 1944) grand et massif à bordé le théâtre. Il a travaillé à la Volksbühne (pour son premier décor, il y a obtenu le Prix de la critique) et au Berliner Ensemble en même temps que le d'un Manfred Karge et Matthias Langhoff. Il a quitté la RDA en 1976 pour le Burg Theater de Vienne, avant de revenir pour retrouver sa femme, qui avait été arrêtée. Comme il ne pouvait plus exercer son métier, il a écrit, s'est mis à la photo, a répondu aux invitations des théâtres de Francfort et de Bochum, a monté des spectacles, organisé des expositions de tableaux et de photos.

Définitivement revenu à Berlin en 1990, il dit s'y sentir comme un étranger, et se trouve en conflit avec la direction du Berliner Ensemble. L'attitude de Hochhuth l'a blessé. Attendre de lui du réalisme, dit-il, c'est nier tout son travail, « comme si, pendant ces dix-huit ans où je suis parti, je n'avais rien fait, je n'existais pas ».

« Chant pour deux ventilateurs »

Les retours sont toujours difficiles, ici en particulier, dans ce théâtre si lourd d'histoire récente et effacée, dans ce pays frappé d'anonymat, et pour cet homme parvenu à la maîtrise de son art, mais qui n'en trouve plus la nécessité : « Qui a encore besoin de nous ? Le public, on le sait, a déserté d'un coup les salles. Qui lui parle encore de ce qui pourrait le déranger ? Je me sens seul. La Volksbühne, le théâtre le plus politique de toute l'Allemagne, fait

le plein pendant dix représentations, puis doit proposer d'autres programmes. »

En dehors du *Roi Lear*, la Volksbühne présente aux Rencontres un autre spectacle, *Etrange l'Européen*, étrange-le, étrange-le, étrange-le, d'un Suisse de Bâle, Christoph Marthaler, musicien de formation, amoureux des buffets de gare et des salles d'attente. Il dit travailler sur la lenteur, subversive, dans un univers de stress, et se défend d'être anti-européen : « Nous avions besoin d'un titre, je me suis souvenu d'une poésie expressionniste, c'est un Indien qui dit ça. »

Il n'est pas question ici d'Europe, seulement de l'Allemagne. « Ma vision d'un pays où je venais pour la première fois, bien que j'aie déjà travaillé à l'Ouest. » Sa vision tient de la *Classe morte* de Kantor revisitée par Jérôme Deschamps, mais avec un latin, pas même un Polonais, ne serait capable d'un humour aussi sinistre dans la description de l'écrasement.

Tout se passe dans une sorte de candelabre où douzaine d'hommes et de femmes affalés, l'œil vide, attendent. A intervalles réguliers, sonne un bref appel, genre corne de brume. Ils se lèvent, se mettent en rang, vont se laver les mains, reviennent s'asseoir. L'un d'eux distribue des bols, de l'eau, des sachets de thé. Ils chantent en chœur des vieilles chansons populaires. Ils finissent par jouer du violon. Ils écrivent sur des feuilles de papier qu'ils vont remettre sur une table. Deux machines à vent tournent et dispersent les feuilles.

De temps en temps, quelqu'un tente de faire quelque chose : danser, changer de robe. Mais alors ce sont les autres qui l'empêchent. Il y a deux chapeautés. Un homme en blouse grise en ouvre les portes, on entend un chaos juif, puis l'hymne de la RDA. A la fin, tous chantent doucement, sur l'air de *Deutschland über alles*, un hommage aux femmes allemandes, au vin allemand, qu'ils achèvent en sifflant. Le sifflement dérange, s'étrangle.

Les spectateurs applaudissent à tous crins et trouvent le spectacle cruel. Question de pays et (ou) de génération. Il peut provoquer un vrai malaise. Les ambiguïtés de la nostalgie inquiètent toujours. Chris-

toph Marthaller s'étonne : « J'avais monté à Bâle un spectacle de ce genre, sur la Suisse, avec Peter Lichtenhal, le dramaturge de la Volksbühne. Il m'a demandé de venir faire une mise en scène. Puisque je ne connaissais rien ni personne, je préférais passer par une forme familière. Je suis arrivé, j'ai visité le théâtre. Il y avait ces deux vieilles machines à vent, ces deux vieilles chaudières et quatorze personnes pour s'en occuper. J'aurais pu appeler le spectacle : Chant pour deux ventilateurs et quatorze ouvriers. Un jour, je suis entré dans un bistrot, avec mon chapeau et un long manteau. Le patron m'a dit : « Ici, on ne sert pas les juifs. Il y avait une dizaine de types ivres, qui se sont mis à chanter *Deutschland über alles*. Mon spectacle est comme un miroir que je tends au public. Avec les comédiens, il a fallu du temps. Au début, ils ne disaient rien. Ils disaient rarement ce qu'ils pensent. Ils prétendaient ne pas connaître de chansons, puis peu à peu se sont souvenus. On a fait la fête ensemble pour déborder l'atmosphère, parce que les répétitions étaient dures. Je craignais les reproches : qu'est-ce que vous savez de nous, vous, un Suisse ? A une exception près, les critiques ont été bonnes. »

Clins d'œil et emprunts

Mais, au-delà du malaise allemand, les Rencontres offrent quand même un sourire, celui de la jeunesse : venu de Munich, le *Roméo et Juliette* d'un garçon de trente-trois ans, né à Berlin du temps de l'Est, Leander Hausmann - dont, fait rarissime, un second spectacle, le *Songe d'une nuit d'été*, monté précédemment à Weimar, a été également sélectionné. On le dit atypique, parce qu'il est capable de boucler une mise en scène en quatre semaines, et qu'il déborde d'inventions. Une facilité, un piège dont il se méfie. Il reconnaît « le bonheur enfantin d'exercer son pouvoir, de manipuler des textes, de diriger des adultes », mais il aimerait comme les autres prendre le temps d'essayer, de se tromper, de recommencer.

« Le travail du théâtre ressemble à celui du peintre, qui tâtonne sur des centaines

d'esquisses. » Fils et petit-fils de ennemis, Leander Hausmann a pourtant commenté par la peinture. Il voulait échapper au destin de son père, frappé pendant dix ans d'interdiction de travail (*Berufs Verbot*) à cause de ses prises de position sur le « priotemps de Prague ». Il a essayé la bande dessinée, mais, dans ce domaine, les débouchés étaient réduits en RDA. Il a essayé d'entrer à l'école d'art dramatique Ernst Busch et a été rejeté. Il a fait son service militaire « pour apprendre à devenir adulte et gagner la tranquillité en prouvant [son] attachement à l'Etat ». « L'expérience n'a été traumatisante, j'ai mis longtemps à m'en remettre. » Il a travaillé dans une imprimerie, a voyagé là où c'était possible, dirigé avec un copain un groupe indépendant, s'est de nouveau présenté à l'école Ernst Busch, a été reçu, puis a été engagé dans plusieurs théâtres de province. En RDA, il a signé sept mises en scène.

Son *Roméo et Juliette* fourmille de clins d'œil et d'emprunts, mais aussi de trouvailles. Le plus intéressant vient de moments insolites, d'une beauté macabre et carnavalesque, d'une ironie déchirée : la mort de Mercutio debout, étonné de sentir la vie s'échapper de lui, et comme apaisé, puis courant en rond interminablement. La rencontre de *Roméo et Juliette*, fascinés l'un par l'autre et cependant dissimulés sous des masques grotesques... « La pièce est une histoire d'amour qui se déroule comme un rituel. Les personnages agissent non pas selon leur intérêt, leur plaisir, leur logique, mais pour que la tragédie aboutisse. Ils symbolisent l'illusion de l'amour absolu et se sacrifient. Ils meurent pour que se perpétue cette illusion. »

Comme son aîné, comme Einar Schleef, Leander Hausmann se demande quelle est, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, la nécessité du théâtre, et ce qui se passerait si tous étaient fermés. Mais ils sont encore là, avec lui et beaucoup d'autres qui éprouvent un « énorme plaisir à donner du sens à ce qui n'en a pas ».

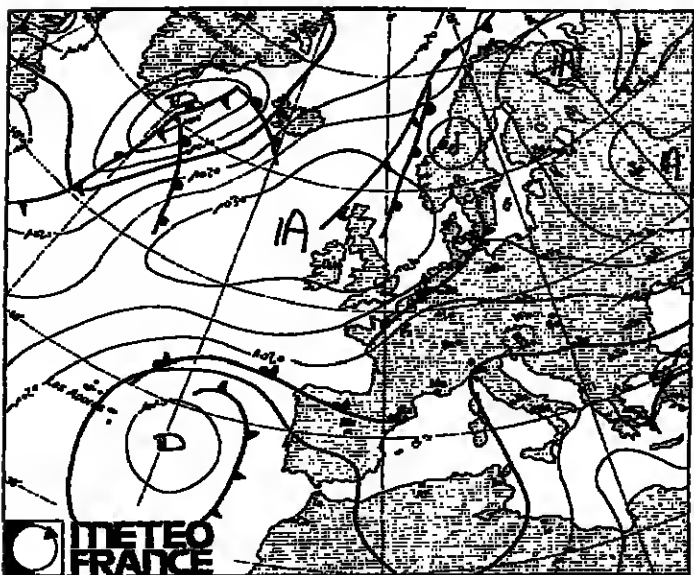
COLETTE GODARD

► Berlinar Festspiele, Budapeststrasse 50, W-1000 Berlin 30. Tél. : (19 48-30) 254-890. Du 1<sup>er</sup> au 20 mai.

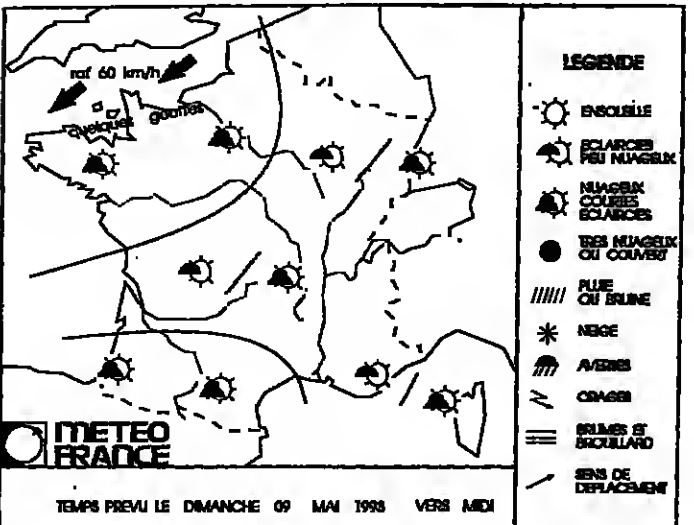


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 MAI À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 9 MAI 1993



Dimanche : temps le plus souvent très nuageux avec des averse. Le matin, les nuages seront nombreux sur l'ensemble du pays avec un risque d'ondée sur le quart Nord-Ouest.

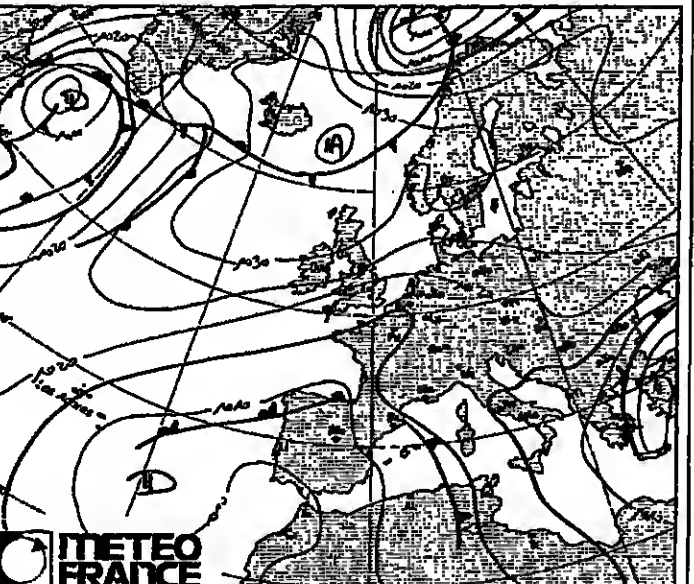
En cours de journée, des éclaircies parcourront sur le Nord-Ouest, tandis qu'une tendance orageuse se fera sentir sur le reste du pays. Les nuages deviendront alors plus nombreux et des

orages éclateront en fin d'après-midi, principalement sur les massifs.

Le vent de nord-est soufflera en Manche à 60 km/h.

Les températures seront de saison : le matin entre 8 et 10 degrés sur la majeure partie du pays, localement 12 à 15 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, entre 18 et 23 degrés localement, 15 degrés près des côtes de la Manche.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 7-5-1993 à 18 heures TUC et le 8-5-1993 à 6 heures TUC

FRANCE				STRASBOURG				MADRID			
ALJACC	20	18	D	TULOUSE	21	8	N	MARAKKESH	28	13	N
BIARRITZ	17	10	C	TOURS	12	9	C	MEXICO	26		
BORDAUX	19	8	C	ÉTRANGER				MILAN	22	18	N
BOURGES	13	8	C	ALGER	22	10	D	MONTREAL	13	8	C
CAEN	14	8	C	AMSTERDAM	19	10	D	MOSCOW	20	10	N
CLERMONT	13	10	C	ATLANTIQUE	22	15	C	NARATOR	27	17	N
CLERMONT-FR	14	9	N	BANGKOK	31	25	N	NEW-DELI	44	27	D
COGNAC	19	10	C	BARCELONE	20	12	C	NEW-YORK	22	14	N
GENOÈVE	20	8	D	BELGRADE	22	18	N	PAKIST	21	12	C
LAÏLE	13	12	C	BERLIN	20	12	D	PALMA	24	16	C
LEIGNES	12	8	C	BRAZILIA	28	18	N	PARIS-MAGHER			
LYON	23	14	C	BUENOS-AIR	28	18	N	ROME	28	18	N
MARSEILLE	23	14	C	COPTENAGH	16	10	D	ROMBORG	30	26	C
MAYEN	11	8	C	DARAR	35	18	N	SEVILLA	34	12	C
NAVY	21	11	C	GENÈVE	16	8	N	SINGAPORE	28	18	N
NICE	15	8	C	HANOI	28	18	N	STOCKHOLM	22	14	N
PARIS-MONTY	12	11	C	HERZLAIN	22	13	N	STUTTG	22	13	C
PAU	26	9	C	LE CAIRE	31	24	N	TORINO	26	14	N
PERPIGNAN	20	14	C	LIÉGNE	31	13	N	TORONTO	22	14	N
PIRENA-AITR	51	51	N	LYONS	21	16	C	TOKYO	22	13	N
REIMS	16	9	C	LOS ANGELES	21	16	C	TURIN	23	13	N
ST-ETIENNE	16	9	C	LUKSEMBURG	17	11	N	VIENNE	23	10	N
A	B	C	D	N	O	P	T				
averse	brouillard	ciel	de	de	orange	plein	tempête				*
		couvert	dé	nuage							neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

## TÉLÉVISION

Samedi 8 mai

<b>TF 1</b>		dans le Ngorongoro. De Richard Matthews.	
20.45	Divertissement : Histoires d'enfance. Présenté par Roger Zabel.	22.50	Magazine : BVP. Baffie vérifie le pub.
22.40	Téléfilm : Rituelles aux sorcières. De James Dodson.	23.00	Magazine : Jour de foot. 3 <sup>e</sup> journée du championnat de France de D1.
0.20	Magazine : Formule foot. Championnat de France, PSG- Monaco.	23.30	Cinéma : La Boucher de Notting Hill. Film britannique d'Andrew Skein (1990).
<b>FRANCE 2</b>		0.15	Cinéma : My Own Private Idaho. ■■■ Film américain de Gus Van Sant (1991) (v.o.).
20.50	Variétés : La Chance aux chansons. Spécial 1 800. Émission pré- sentée par Pascal Sevran.	2.55	Sport : Boxe. En direct de Las Vegas. Championnat du monde des super-légers, lourds et moyens WBC.
22.45	Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui. Invités : Elsa.	<b>ARTE</b>	
0.15	Journal et Météo.	20.40	Documentaire : La Vraie Vie (dans les bureaux) de Jean-Louis Comolli.
0.30	Magazine : La 25 <sup>e</sup> Heure. Présenté par Jacques Perrin.	22.00	Téléfilm : Emma Knitz. De Berndt Jacquet.
<b>FRANCE 3</b>		22.55	Court métrage : La Goulie. De Roger Guillot.
20.45	Téléfilm : Bois d'ébène. De Patrick Seglio.	23.30	Musique : Montreux Jazz Festival.
22.15	Journal et Météo.	0.00	Série : Monty Python's Flying Circus (redif.).
22.40	Magazine : Zanzi Bar. Qu'elle était verte ma cam- pagne, de Daniel Lecoq.	<b>M 6</b>	
23.35	Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yvanna Karcoules.	20.35	Divertissement : Tranche de rire.
0.20	Continentales Club.	20.45	Téléfilm : Confiance aveugle. De Paul Verhoeven.
<b>CANAL PLUS</b>		0.15	Série : Soko, brigade des stupés.
20.30	Téléfilm : La Vie en suspens. De Glenn Jordan.		
22.00	Flash d'informations.		
22.05	Documentaire : Scènes de chasse.		

Dimanche 9 mai

	<b>TF 1</b>	(Une nuit sur terre). ■ Film américain de Jim Jarmusch (v.o.)
20.45	<b>Cinéma :</b> Avec les compliments de Charlie. ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1978).	
22.30	<b>Magazine :</b> Ciné dimanche.	
22.40	<b>Cinéma :</b> On n'est pas sorti de l'auberge. ■ Film français de Max Pécas (1982).	
0.20	<b>Journal et Météo.</b>	
	<b>FRANCE 2</b>	
20.50	<b>Cinéma :</b> Midnight Run. ■■ Film américain de Martin Brest (1988).	
23.00	<b>Cinéma :</b> La Blonde de Pékin. ■ Film franco-italo-allemand de Nicolas Gessner (1967).	
0.20	<b>Journal et Météo.</b>	
	<b>FRANCE 3</b>	
20.45	<b>Spectacle :</b> Attention magie ! Présenté par Vincent Perrot.	
22.00	<b>Magazine :</b> A vos amours. Invité : Paco Rabanne.	
22.45	<b>Journal et Météo.</b>	
23.10	<b>Cinéma :</b> Volpone. ■ Film français de Maurice Tourneur (1940).	
	<b>CANAL PLUS</b>	
20.35	<b>Cinéma :</b> Barton Fink. ■■■ Film américain de Joel et Ethan Coen (1991).	
22.25	<b>Flash d'informations.</b>	
22.30	<b>Magazine :</b> L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Football : basket-ball : Magic Johnson Team-Russie, en direct.	
3.00	<b>Cinéma :</b> Un moment d'égarement. ■ Film français de Claude Berri.	
4.20	<b>Cinéma :</b> Night on Earth	
	<b>ARTE</b>	
20.40	<b>Soirée thématique :</b> Bach et les images. Soirée proposée par Jean Baronne.	
20.45	<b>Panorama :</b> Patchwork d'images. ■ du Magnificat dirigé par Herbert von Karajan au docteur Schweizer à Lemberg.	
21.05	<b>Documentaire :</b> Le Cantor de Saint-Thomas. De Colin Nears.	
22.35	<b>Musique :</b> La Jazz et les Variétés. Sonny Goodman, Marshall Solé et les Swingin' Singers jouent Bach à leur façon.	
22.50	<b>Documents :</b> Les Films de long métrage et d'animation.	
23.30	<b>Documentaire :</b> Mein Bach. De Jean Baronne.	
23.55	<b>Danse :</b> Chorégraphie de John Numeier sur des musiques de Bach. D'André S. Labarthe.	
0.05	<b>Musique :</b> Les Grands Interprètes. Extraits filmés de quelques grands interprètes du XX <sup>e</sup> siècle. Hermann Scherchen, de Luis Ferial et S. G. Perica, David Oistrakh ; Celebrity Recital, Wenda Landowska et Roma Glenn Gould, la question de l'instrument, de Bruno Monsiegnon.	
	<b>M 6</b>	
20.50	<b>Téléfilm :</b> Pour l'honneur d'un enfant. De Richard Michaels.	
22.30	<b>Magazine :</b> Culture pub. D'Anne Megrign et Christian Bleches.	
23.00	<b>Cinéma :</b> Black Emmenueelle ou l'écrou. ■ Film réalisé d'Albert Thomas (1975).	

ÉDITION

## Atlas reprendrait la commercialisation du dictionnaire Le Robert

Contrairement aux rumeurs alarmistes qui circulaient depuis quelques semaines, la carrière du dictionnaire encyclopédique Le Robert pourrait ne pas s'interrompre. La commercialisation des dix-huit volumes qui composent cette collection prestigieuse devrait être reprise, très prochainement, par les éditions Atlas. Un accord est en cours de signature entre les responsables d'Atlas, filiale à 100 % du groupe italien De Agostini et ceux des dictionnaires Le Robert, filiale du groupe de la Cité.

Ces derniers avaient annoncé, en milieu de mois d'avril (le Monde du 16 avril), la fermeture de Robert diffusion directe, la société chargée de la commercialisation du dictionnaire encyclopédique par courtage. Cette décision avait été prise en raison des résultats déce-

R. R.

## CARNET DU Monde

Décès

M. Jean Brudon, son épouse, Pascal Brudon-Jakobowicz, Jean-Michel Jakobowicz, Emmanuel, Pierre Emile et Dominique Brudon, Emilie, Coline, Alexandre, Jacques et Suzanne Brudon, Nicolas, Guillaume, Jean Robert et Frédérique Brudon, Charles, Bertrand, ses enfants et petits-enfants, Laurence Bouché, sa belle-sœur, ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean BRUDON,

pharmacien, ancien interne des hôpitaux de Lyon, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, président du conseil national de l'Ordre des pharmaciens, membre honoraire du Conseil économique et social, membre de l'Académie nationale de pharmacie, président de la faculté de pharmacie de Lyon,

survenu le 6 mai 1993, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Julien-sur-Saône, le mardi 11 mai, à 10 h 45.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, président du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, survenu accidentellement, le 6 mai 1993.

Le président de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, Le doyen de la faculté de pharmacie, Et l'ensemble du personnel de la faculté, Les membres du conseil d'administration de la faculté de pharmacie, Le directeur Et le personnel de l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

A la suite du décès de son président

Jean BRUDON,

l'Ordre national des pharmaciens s'associe à la douleur de sa famille.

Un registre de signatures sera à la disposition de ses amis au siège du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, 4, avenue Ruyssad, Paris-8<sup>e</sup> le mardi 11 mai 1993, de 9 heures, à 18 heures.

Remerciements

Edith-S. Rémy remercie tous ceux qui lui ont témoigné de la sympathie lors du décès de son papa

Abel-Charles RÉMY.

Dans la nuit bleue profonde de l'éternité une étoile est là pour l'accueillir, l'éclairer de la lumière perpétuelle.

Erratum

Dans l'avis de décès du

professeur ENNOUCHI,

parmi les petits-enfants, il fallait lire en plus Elisabeth Ennouchi.

Anniversaires

Il y a cinq ans

Louis BOUZOLS

était rappelé à Dieu.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pieuse pensée pour lui.

Il y a quatre ans, le 9 mai 1989, disparaissait le

docteur Charles BRISSET.

Sa famille. Ses amis. Tous ceux qu'il a aidés au cours de sa vie restent fidèles à sa mémoire.

Le 9 mai 1991

Brigitte PIERRE

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

De la part de Henri, Et de toute la famille.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-34

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques Abonnés et abonnés 100 F

Abonnés et abonnés 90 F

Communiants, diverses 105 F

Thèmes éducatifs 60 F

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6035

HORIZONTALEMENT

I. Une personne très « prise ». Indignée ou désintéressée, elle est toujours chère. - II. Ordre religieux. Le lien du sang. Pronom. - III. Ecoute d'autant mieux qu'elle est bien dressée. Trois. - IV. Symbole. Enrichit le vocabulaire. - V. Orientation. Ville étrangère. - VI. Certains n'hésitent pas à la poursuivre à long cours. - VII. Trésor de la journée. Cours élémentaire. Pour la plaisir du palais ou l'entretien des « espadas ». - VIII. Il ne suffit pas de le prendre par derrière pour le faire tomber. Symbole. - IX. Cadeau à offrir. - X. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XI. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XIII. Trop déchirée pour être raccommodée. - XIV. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XV. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XVI. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XVII. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XVIII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XIX. Trop déchirée pour être raccommodée. - XX. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXI. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXII. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXIII. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXIV. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXV. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXVI. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXVII. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXVIII. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXIX. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXX. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXI. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXII. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXIII. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXIV. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXV. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXVI. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXVII. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXVIII. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXIX. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXX. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXXI. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXXII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXXIII. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXXIV. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXXV. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXXVI. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXXVII. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXXVIII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXXIX. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXL. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXLI. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXLII. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXLIII. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXLIV. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXLV. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXLVI. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXLVII. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXLVIII. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXLIX. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXLX. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXLXI. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXLXII. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXLXIII. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXLXIV. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXLXV. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXLXVI. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXLXVII. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXLXVIII. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXLXIX. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXLXX. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXLXXI. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXLXXII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée et renversée.

de se lever. Figure mythologique. Essouffie le ténor. Est messif. - XXXLXXIII. Trop déchirée pour être raccommodée. - XXXLXXIV. On l'a dans le nez. Tireur d'élite. Bélier, lion ou taureau. - XXXLXXV. Possessif. Une belle qui peut échapper l'adversaire. Ne se conçoit sans gêne. - XXXLXXVI. Figure du panthéon sumérien. Os de cabot. - XXXLXXVII. Article. Propriétaire d'une écurie de courses. Adverbe. - XXXLXXVIII. On le tue pour ne pas le perdre. Frappée



BILLET

Détournement de plan social ?

« Plan emploi 1993 » chez Bull, « plan d'adaptation 1993-1994 des effectifs » chez Michelin : les nouvelles appellations des dispositifs visant à rénover les effectifs des entreprises ont tendance à se multiplier. L'utilisation de ces nouveaux vocables vise, selon les directions de ces sociétés, à atténuer l'angoisse et la démotivation des personnels inévitables lors de la présentation d'un « plan social » dans des entreprises qui en ont déjà beaucoup supporté (sept plans sociaux et treize mille emplois supprimés en trois ans chez Bull, cinq plans sociaux et seize mille postes en moins en dix ans chez Michelin). L'autre particularité de ces dispositifs, qui reposent sur le départ « volontaire » des salariés, est d'être soumise à caution. En vertu de la législation en vigueur, les employeurs sont tenus d'apporter un soin particulier au reclassement des salariés licenciés, sous peine de voir « la procédure de licenciement » déclarée « nulle et de nul effet ». Or, cette mesure coûteuse ne s'applique pas aux départs volontaires. Bull et Michelin tentent-ils alors d'échapper aux foudres de l'administration sans remplir leurs obligations légales vis-à-vis des candidats au départ ?

Pas du tout, rétorquent les directions visées : ces dispositifs, contrairement aux « plans sociaux coupés », assurent au contraire « un accompagnement personnalisé et précis » aux volontaires tout en diminuant la nombre des désignations autoritaires des salariés dont le départ doit être décidé. Mais peut-on encore parler de volontariat dans les départs envisagés chez Michelin, par exemple, alors que la direction a d'ores et déjà pointé les catégories professionnelles et les ateliers jugés en sureffectifs sur les sites français du groupe ? Ne s'agit-il pas déjà d'une pré-désignation ?

Conformément à l'esprit de la législation en vigueur, les salariés licenciés autoritairement désignés par la direction sont de surcroît censés bénéficier de mesures de reclassement plus avantageuses que celles proposées aux volontaires. Or, pour l'heure, la direction de Michelin, contrairement à celle de Bull, n'envisage aucune disposition particulière si son appel au volontariat n'obtient pas l'effet escompté.

Devant cette utilisation tendancieuse des départs volontaires, l'administration n'a pas encore tranché, balançant toujours entre son souci de diminuer le coût des plans sociaux pour la collectivité nationale et la pertinence d'un traitement plus individualisé des licenciements collectifs.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Les syndicats de fonctionnaires réclament l'ouverture de négociations salariales. - Alors que le premier ministre a annoncé, lundi 3 mai, le gel de toute nouvelle augmentation des fonctionnaires en 1993, les cinq fédérations syndicales signataires du « protocole Durafor » ont réitéré, jeudi 6 mai, leur demande d'ouverture de négociations salariales pour cette année.

Pêche : la Commission de Bruxelles aide plusieurs projets. - La Commission européenne a débloqué mercredi 5 mai 23,2 millions d'euros (153 millions de francs) pour financer la modernisation de navires de pêche et des projets aquacoles dans la CEE, a annoncé un porte-parole à Bruxelles. Ces concours financiers représentent la première tranche des actions communautaires qui seront entreprises en 1993 pour l'amélioration et l'adaptation des flottilles, qui traversent une grave crise. - (AFP)

D'ici à la fin de l'année 1994

Michelin annonce la suppression de 2 950 emplois

Le comité central d'établissement de la manufacture française des pneumatiques Michelin, qui se réunira le 18 mai prochain, à Clermont-Ferrand, en session extraordinaire, a été saisi, vendredi 7 mai, par la direction d'un « plan d'adaptation des effectifs », lequel prévoit d'ici à la fin de l'année 1994, la suppression de 2 950 des 30 192 emplois de l'entreprise et le reclassement en interne de 1 900 salariés.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

En présentant son projet visant à abaisser le nombre de ses effectifs dans ses usines françaises, en raison de « la récession qui frappe le monde du transport et le secteur de l'automobile », Michelin entendait innover. C'est pourquoi il a abandonné l'idée d'un plan social, synonyme de suppressions d'emplois dans toute leur étendue, préférant parler d'un « plan d'adaptation des effectifs ».

D'ici à 1994, sur les 4 850 postes de travail supprimés dans les dix-sept sites industriels, Michelin entend assurer la reconversion en interne de 1 900 salariés dont l'emploi est condamné. Cela passera par

l'accélération d'un dispositif « d'adaptation permanente des effectifs », mis en place courant 1992, au sein du cinquième plan social en dix ans, et qui visait à « anticiper les problèmes d'emploi dans la manufacture, tant sur le plan qualitatif que quantitatif ».

Restent 2 950 salariés qui, eux, sont appelés à quitter la manufacture (1 855 agents de fabrication, 895 employés, techniciens et agents de maîtrise, et 200 cadres, ces derniers essentiellement sur le site clermontois).

« Les volontaires seront assez nombreux »

En ce qui les concerne, le plan prévoit, d'une part, de demander aux pouvoirs publics une convention d'allocation spéciale du FNE (Fonds national pour l'emploi) concernant 1 695 salariés, une convention de préretraite progressive (410 salariés) et une convention d'incitation au retour dans son pays d'origine du personnel immigré. Michelin propose, d'autre part, à mille salariés volontaires, appartenant à un établissement et à une catégorie professionnelle où les départs sont nécessaires, de bénéficier d'une convention de congé de conversion, la durée de ce congé variant selon l'âge de l'intéressé.

Si, dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de ce plan, le

nombre de volontaires se révèle insuffisant, la direction « procédera à des licenciements complémentaires » autoritaires. Mais, pour l'heure, la direction estime que « les volontaires seront assez nombreux » et mise sur le savoir-faire de son antenne emploi créée courant 1992. L'entreprise envisage déjà, après 1994, de pérenniser ces dispositifs de reclassement internes et de départs sur la base du volontariat, pour « concilier d'indispensables adaptations structurelles de ses effectifs ».

Les syndicats, après avoir pris connaissance de ces propositions, ont souligné qu'ils n'étaient pas surpris outre-mesure du plan annoncé. Pour la CFDT, les cadres cette fois-ci sont concernés, « personne n'est désarmé hors du coup ». La CFT, tout comme FO, estime que « le plan de reconversion interne n'est pas crédible s'il n'est pas assorti d'une réduction de travail sans perte de salaire ».

A l'annonce de ces nouvelles suppressions d'emplois qui concernent 1 550 des 16 500 salariés des usines clermontoises, Roger Quilliot, maire (PS) de Clermont-Ferrand, a rappelé qu'en avril 1991, lors de la présentation du cinquième plan social, François Michelin « s'était engagé à maintenir 18 000 emplois sur Clermont. Force est de constater que l'on s'éloigne de cet objectif ».

JEAN-PIERRE ROUGER

Les discussions commerciales entre la CEE et les Etats-Unis

M. Delors laisse espérer un déblocage des négociations du GATT

En visite à Washington, vendredi 7 mai, Jacques Delors, président de la Commission européenne, a laissé entendre que le climat des négociations commerciales entre les Etats-Unis et la CEE s'améliorait, et a envisagé la reprise prochaine des discussions menées dans le cadre du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

M. Delors, qui était accompagné du premier ministre danois Poul Rasmussen (le Danois est actuellement la CEE), a déclaré au cours d'une conférence de presse que les Etats-Unis et la CEE concentraient actuellement leurs discussions sur les questions d'accès au marché.

Selon lui, il y a eu « des progrès en ce qui concerne l'ambiance, la procédure et la substance ». « Il est possible au début juin d'évaluer la situation et, je l'espère, de retourner à Genève pour des négociations multilatérales », a-t-il estimé, en rappelant qu'entre-temps sera organisée une rencontre entre la CEE, les Etats-Unis, le Japon, et le Canada, tandis que se tiendra à Paris la conférence ministérielle annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'an dernier, Jacques Delors s'était rendu à Washington quelques jours avant l'annonce officielle d'une réforme de la politique agricole commune (PAC) de la CEE. Cette réforme avait ouvert la voie à un pré-accord agricole américain-européen, en novembre, auquel la France est restée opposée. Le cycle de négociations de l'Uruguay Round - entamé en septembre 1986 - n'avait donc pu être conclu. Le jour de la visite de M. Delors à Washington, le gouvernement français a annoncé un nouveau programme d'aide aux agriculteurs, et fait savoir qu'il préparait un ensemble de propositions couvrant les quinze secteurs de la négociation commerciale, dont l'agriculture (lire ci-contre).

FRANCIS DERON

En attendant des mesures en profondeur

M. Balladur accorde aux agriculteurs des subventions et des dégrèvements fiscaux

Les mesures errêtées vendredi 7 mai par le gouvernement en accord avec les quatre principales organisations agricoles (1), dont les responsables avaient été reçus par Edouard Balladur en compagnie de Jean Puech (ministre de l'Agriculture et de la Pêche), Nicolas Sarkozy (budget) et Alain Lamassouse (affaires européennes), représentent un total de 1,5 milliard de francs. Cette somme, à laquelle s'ajoute le rétablissement de 400 millions qui avaient été gelés, sera inscrite au collectif budgétaire.

Le dispositif de soutien gouvernemental à l'agriculture s'ordonne autour de trois chapitres :

Des mesures nationales pour redonner des perspectives à l'agriculture. - Pour faciliter l'installation de nouvelles générations, la dotation aux jeunes agriculteurs est revalorisée de 20 %. Leur endettement sera allégé par de nouveaux prêts bonifiés de consolidation, soit 100 millions de francs. Le démantèlement de la part départementale de l'impôt foncier non bâti sera anticipé dès cette année, ce qui représente un équivalent-subvention de 800 millions de francs. Enfin, le plafond de la déduction pour investissement (60 000 francs aujourd'hui) sera relevé, ce qui représente 700 millions d'économies pour les professionnels dès l'année prochaine.

Pour les paysans spécialisés dans l'élevage, la « prime à l'herbe », qui est destinée à favoriser les élevages extensifs, sera relevée, passant à 200 F par hectare. Et, dans le cas des grandes cultures (céréales notamment), la prime pour compenser le gel des terres sera revalorisée. 30 millions de francs sont en outre prévus pour les préretraites et 50 millions pour les paysans en difficulté grave et proches de la faillite. Certains secteurs qui traversent des difficultés conjoncturelles spécifiques, comme la transformation du bois, vont recevoir des avances de trésorerie (30 millions) et les offices spécialisés (pour la viande, les fruits et légumes ou les fleurs), 500 millions de crédits de paiement.

Une concertation en profondeur. - Edouard Balladur a demandé à Jean Puech de mettre en place avec les organisations agricoles des groupes de travail pour préparer des mesures en profondeur, qui trouve-

ront une concrétisation dans le budget de 1994 et qui concernent : les règles juridiques et fiscales applicables à l'entreprise agricole et à la politique d'installation des jeunes, l'organisation économique des productions, l'environnement de l'exploitation elle-même, l'aménagement de l'espace rural et de la forêt et le statut social des exploitants.

La politique internationale. - Le gouvernement, selon un communiqué de Matignon, a indiqué « que la réforme de la politique agricole commune de mai 1992 devait faire l'objet d'aménagements significatifs ». Quant aux négociations multilatérales du GATT, M. Balladur a rappelé devant ses hôtes « la ferme volonté de la France de faire preuve et son opposition au pré-accord agricole de Washington de novembre 1992 ». Le chef du gouvernement a informé les organisations professionnelles d'une prochaine initiative française, sous forme d'un memorandum, « visant à relancer les négociations du GATT en les globalisant de telle sorte que tous les problèmes pendents, au nombre de quinze dont l'agriculture, soient discutés et résolus en même temps ». Selon M. Balladur, « ces négociations ne doivent pas se focaliser sur les seuls aspects agricoles mais doivent être conduites dans l'intérêt de toute l'économie européenne ».

F. Gr.

(1) Il s'agit de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) et de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA).

La Confédération paysanne veut une loi d'orientation. - La Confédération paysanne - dont les responsables, ainsi que ceux d'autres syndicats minoritaires (Coordination rurale, MODEP) n'avaient pas été autorisés à participer aux travaux à Matignon - dénonce dans un communiqué l'attitude du gouvernement actuel qui, comme ses prédécesseurs, continue à « négliger que les solutions proposées par la FNSEA qui pourtant ont conduit à l'impasse depuis treize ans ». Selon la Confédération, les mesures annoncées sont « insuffisantes ». Elle demande une loi d'orientation agricole et rurale « qui prenne en compte l'emploi agricole en favorisant toutes les installations ».

La cogestion dans la continuité

par François Grosrichard

DANS le forme comme sur le fond, à travers les détails financiers comme dans la méthode, dans ses perspectives internationales comme dans ses aspects nationaux, le plan de solidarité agricole d'Edouard Balladur rassemble fort au « plan d'accompagnement » qui avait annoncé Pierre Bérégovoy en juillet. L'ensemble des mesures errêtées à l'époque par le premier ministre socialiste avait même pu être chiffré (officieusement, par l'Elysée) à plus de 10 milliards de francs sur trois ans, alors que les décisions arbitraires du 7 mai - avec effet immédiat - est vrai - atteignent à peine 2 milliards.

Bref, après l'alternance, la continuité n'a pas fait peur au gouvernement. Il n'existe d'ailleurs pas beaucoup d'autres voies pour tenter d'exprimer de façon concrète la solidarité nationale avec le monde agricole et rural et lui redonner quelques raisons d'avoir confiance.

Qu'il s'agisse des aides fiscales et de l'allègement de l'endettement, des primes aux jeunes paysans ou aux éleveurs, des soutiens

conjoncturels à certaines catégories, M. Balladur et Jean Puech chassent les botes de leurs prédécesseurs tout en ajustant, renforçant, accélérant ici ou là les procédures. Pour les sujets plus délicats qui exigent une longue mise au point juridique et législative, le gouvernement invoque la nécessité d'une « concertation approfondie » entre l'Etat et les organisations professionnelles à travers des groupes de travail mixtes. Pierre Bérégovoy n'avait pas fait différemment.

Luc Guyau, président fraîchement réélu de la FNSEA, n'a pas caché en sortant de Matignon une réelle, bien que partielle, satisfaction : « Le gouvernement nous a écoutés et entendus. Une première étape significative a été franchie même si ce que nous avons obtenu aujourd'hui n'est pas suffisant ». L'été dernier, le même Luc Guyau avait noté, sur le même perron, que le « gouvernement avait pris la mesure des difficultés des agriculteurs, qui avaient été entendus ». Qu'il soit donc rassuré : l'équipe aujourd'hui au pouvoir continuera à considérer les grandes organisations professionnelles (FNSEA, CNJA, Mutualité et Coopération, chambre d'agriculture) non seulement comme des interlocuteurs privilégiés mais comme des coparticipants naturels de la politique nationale et communautaire, au grand dam des « minoritaires », dont les leaders ont battu la semelle pendant six heures devant les portes fermées (pour eux) de Matignon.

Reste à savoir si M. Balladur aura été suffisamment généreux pour conjurer un été chaud. Sa fermeté affichée sur le GATT a, une nouvelle fois, rassuré momentanément les milieux agricoles. Mais l'agriculture n'est qu'un des quinze problèmes en discussion et la négociation concerne cent huit Etats.

Après la décision de Levi Strauss de cesser ses contrats de sous-traitance

La Chine met en avant son ouverture d'esprit à l'égard des investissements étrangers

En annonçant début mai son intention de mettre fin progressivement à la plupart de ses contrats de sous-traitance en Chine - pour cause de non-respect des droits de l'homme par Pékin - la firme Levi Strauss a fait sensation dans le monde des affaires américaines en « République populaire ».

PÉKIN

de notre correspondant

En termes publicitaires, l'image est forte : le plus célèbre fabricant de blue-jeans du monde, étant fait champion des droits de l'homme, se brouille avec l'empire du Milieu, la légende ultra-individualiste du six-coups et de l'Ouest américain à la rescousse des pionniers chinois de la liberté. Prédir si l'affaire sera rentable ou non est une autre paire de manches.

Coca-Cola, MacDonald, les grands de l'informatic ou de l'automobile, suivent à la seule évocation du « marché chinois ». A l'inverse, le géant américain du prêt-à-porter en toile « denim » a fait savoir qu'en raison des « violations systématiques des droits de l'homme » en Chine, il cessera graduellement d'acheter le soixante-dixième montant annuel d'environ 50 millions de dollars qu'il se procure actuellement en pantalons et chemises - soit quelque cinq millions de pièces par an, confectionnées dans une trentaine de fabriques chinoises.

La décision, en outre la direction de Levi Strauss, résulte d'un examen systématique des conditions humaines prévalant dans les quelque

quarante pays du monde où sont fabriqués les produits de la marque. Selon la presse américaine, la Birmanie et la Chine (en relations d'affaires avec Levi Strauss depuis sept ans) arrivent en tête de liste pour les violations des droits de l'homme et les conditions de travail des ouvriers dans le bilan de la firme. Levi Strauss a lié la Birmanie l'an dernier. Pour ce qui concerne la Chine, le fabricant américain continuera à lui acheter sa toile « denim » brute. Car, bizarrement, les critères humanistes s'appliquent au prolétariat de la confection, mais non à celui qui produit la matière première.

Voici peu, on se serait attendu de la part du gouvernement chinois à une réaction indignée assortie d'une exhortation aux capitalistes américains à se mêler de leurs affaires et non de celles d'un peuple chinois « aujourd'hui debout ». Rien de cela n'a eu lieu. Habilement, Pékin a présenté un visage des plus souriants. « Il y a actuellement plusieurs dizaines de milliers de firmes étrangères qui ont investi en Chine, dont plusieurs milliers de firmes américaines. La Chine est ouverte. Toute compagnie étrangère est libre de venir et de repartir à sa guise », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Avant, quand même, d'ajouter : « Ce n'est pas la peine de chercher des prétextes ».

Levi's ne dément pas une part importante du marché local, encore peu regardant sur l'authenticité des marques. D'où les interrogations sur la sincérité des préoccupations de cette firme américaine, déjà en pointe dans la lutte contre la contrefaçon pratiquée à grande échelle en Chine du Sud, à Hongkong, la déci-

sion de Levi Strauss a paru aller à contre-courant de la tendance générale, à nouveau séduite par le marché chinois. Mais certains analystes estiment qu'il en résulte pour la firme un gain publicitaire auprès de la frange la plus politisée du public mondial : « Levi's, la marque des droits de l'homme ».

Restera, d'ici quelques années, à voir l'attitude des autorités chinoises quand Levi Strauss cherchera à nouveau à pénétrer un marché en pleine expansion. Mais à miser sur l'aspect du public chinois pour le produit officiellement dégradié, voire entré clandestinement sur le marché, la firme américaine ne ferait peut-être pas le plus mauvais pari.

INDICATEURS

ETATS-UNIS

Chômage : stabilité en avril. - Pour le troisième mois consécutif, le taux de chômage est resté stable aux Etats-Unis en avril, s'établissant à 7 % de la population active. 119 000 emplois nouveaux ont été créés au total en avril, mais cette progression globale masque une légère diminution des emplois industriels. Le taux de chômage avait atteint 7,7 % de la population active en août.

FRANCE

Production manufacturière : - 1,7 % en 1992. - Selon les indices trimestriels de l'industrie, publiés par l'INSEE vendredi 7 mai, la production manufacturière de la France a diminué de 3,8 % au cours des trois derniers mois de 1992 par rapport au trimestre précédent. Ce repli porte la chute de la production manufacturière à 1,7 % au total en 1992 par rapport à 1991. Entre 1990 et 1991, la production manufacturière avait déjà chuté de 3,5 %.



# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 3 AU 7 MAI 1993

## PARIS

### Malaise en mai

**INDICE CAC 40**  
- 3,14 %

Après l'embellie des cinq dernières séances d'avril (+1,2 %), la Bourse a de nouveau connu un accès de faiblesse et les cinq séances écoulées se sont achevées sur un recul de 3,14 %.

Il ne s'agit pas d'un mouvement brutal, mais d'une longue érosion qui s'est surtout accélérée ces derniers jours (-0,11 % lundi, -0,89 % mardi, -0,14 % mercredi, -0,30 % jeudi et -2,18 % vendredi). Cette dégradation, qui remet l'indice CAC 40 à un niveau à peine supérieur à celui du début de l'année (1 878,57 points vendredi), reflète parfaitement le manque de conviction des investisseurs.

Tous ont été secoués par le suicide de Pierre Bérégovoy, impressionnés par l'entrée de la France en récession pour la première fois depuis quinze ans, et troublés par la publication du rapport de Jean Raynaud sur les déficits publics (le Monde des 7 et 8 mai). En revanche, la baisse des taux d'intérêt, seule donnée favorable, n'a eu aucun impact. Comme si l'accoutumance annihilait toute réaction... Il s'agit effectivement de la quatrième détente du layer de l'argent en trois semaines.

L'atonie des autres places, les

incertitudes liées aux grèves dans l'industrie métallurgique est-allemande et les mauvais indicateurs économiques américains ont fait le reste, maintenant chez les analystes leurs «doutes à moyen terme» sur une reprise éphémère du marché. Un marché que certains voient encore évoluer entre 1 900 et 2 000 points malgré la baisse de vendredi. D'autres, comme Charles Fines chez Masecher Rousselet, anticipent depuis quelque temps «une poursuite du mouvement de baisse jusqu'à fin mai». Selon cet expert en analyse graphique du CAC 40, «le canal haussier va être cassé en baisse durant le mois. Le support de 1 880 reste fragile car la véritable est à 1 750». Dans ce contexte de révision à la baisse des profits des entreprises, les analystes attendent privilégier «les valeurs ou les secteurs qui vont résister à un environnement défavorable». Beau principe en théorie mais difficile à mettre en pratique.

Du côté des valeurs, la chute la plus spectaculaire a concerné Bati Equipement, victime du marasme immobilier. Réservé à la baisse depuis le 29 avril, le titre a perdu 27,9 % durant la seule journée de mardi. Le désengagement massif des investisseurs s'est amorcé dès le lendemain de l'assemblée générale de cette filiale du GAN-CIC en raison des perspectives très sombres. Cette société de crédit-bail devait procéder à un coup d'accrochage sur son capital en raison des 150 millions de pertes atten-

due cette année. La décision de diviser par deux le capital de Carus afin d'épurer ses pertes a affecté le cours du holding français de Carlo De Benedetti.

Victimes de la dégradation du secteur automobile, l'action Michelin est tombée à son cours le plus bas de l'année, à la suite des prévisions de résultats très sombres faites par différents analystes financiers. Ces derniers tablent sur une perte oscillant entre 2,5 et 3 milliards de francs.

#### Bataille boursière sur l'OCF

A côté de ces baisses, ont été observés des mouvements sur la firme de services informatiques Cap Gemini Sogeti. L'un de ses actionnaires, la Compagnie générale d'industrie et de participation, CGIP, a annoncé mardi qu'elle avait cédé 4,41 % du titre à la société de participation, au coursier américain Merrill Lynch. La transaction s'est faite sur le marché londonien et aurait rapporté environ 330 millions de francs au vendeur.

IBM lancera du 10 mai au 9 juin une offre publique d'échange (OPE) sur CGI Informatique à raison d'une obligation convertible IBM France de 335 francs nominal pour une action CGI. Au même moment, sur le second marché, débute l'un des rachats les moins chers de l'histoire de la Bourse. La société Norcross a décidé de procéder à une garantie de cours sur les actions Jod Electronique en rachetant che-

que titre au prix de 10 centimes. Au mois de juillet 1992, elle avait acquis 80 % de cette entreprise auprès de Digital Design au prix de 8 centimes.

Enfin, la bataille autour du premier répartiteur français de médicaments, l'OCF (Office commercial pharmaceutique), qui oppose l'allemand Gehe à l'alliance franco-américaine Cooper-Bergens Brunschwig est entrée dans une nouvelle phase. Les obstacles juridiques, liés à la structure en commandite qui bloquait tout changement de majorité, ont été levés en début de semaine. A l'attente que l'on devienne durer encore quelques semaines jusqu'au feu vert du Trésor pour le projet franco-américain doit succéder des surenchères. Le prix par action proposé par la Cooper et Bergens Brunschwig est de 865 francs.

Une contre-offre pourrait être rapidement déposée par Gehe, qui avait formulé une première proposition au prix de 800 francs, avant d'être obligé de la retirer. En attendant, la cotation de l'OCF a repris dès mercredi sur le marché hors cote, et la valeur se maintient à 866 francs en fin de semaine, juste 1 franc au-dessus du cours de la future OPA. Comme si, par cette légère différence, les investisseurs voulaient forcer le jeu. Une manière de signifier aux deux protagonistes qu'à leurs yeux la «justa prix» n'est pas encore atteint.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

### Calme plat

**Wall Street a connu une période calme, les investisseurs restant indifférents à la publication des divers indicateurs économiques. L'indice Dow Jones a ainsi enregistré une modeste progression de 0,3 %.**

Tout au long de la semaine, les investisseurs sont restés sur leurs gardes attendant la publication vendredi du taux de chômage. Or, paradoxalement, l'annonce d'un taux inchangé à 7 % en avril et de 119 000 créations d'emplois n'a provoqué aucune réaction. Ces dernières statistiques, conformes aux attentes, tendent à indiquer que l'économie américaine continue à croître à un rythme modéré, alors qu'une série de chiffres publiés récemment avait fait craindre un très net essoufflement de la croissance.

La dernière séance de la semaine s'est achevée par une légère baisse (-0,14 %). L'activité a été faible avec quelque 223 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 952 contre 859 ; 660 titres ont été inchangés. Pour autant au cours de la journée le Dow Jones avait brusquement et brièvement piqué du nez en raison d'une remontée des taux d'intérêt à long

terme. Il regagnait ensuite rapidement une partie du terrain perdu. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est monté à 6,84 % contre 6,80 %.

Les valeurs du tabac ont profité de la décision prise par RJR Nabisco de ne pas se lancer dans une guerre des prix avec Philip Morris. Les titres liés à l'aviation ont souffert de la décision des compagnies d'imiter la réduction de tarifs déclenchée par Northwest Airlines.

Indice Dow Jones du 7 mai : 3 437,19 (c. 3 427,55).

	Cours 30 avril	Cours 7 mai
Alcoa	68 1/4	63 7/8
AT&T	56 3/4	56 3/8
Bell	37 7/8	38 7/8
Chemical Bank	30 1/4	28 7/8
Du Pont de Nemours	52 1/8	51 7/8
Eastman Kodak	49 5/8	49 1/2
Exxon	66 1/4	66 1/8
Ford	55 7/8	55 3/8
General Electric	40 7/8	40 1/4
General Motors	42 1/4	40 1/4
IBM	48 1/4	48 1/2
ITT	51 1/2	51 1/4
Motor Oil	70 3/4	70 1/4
Pfizer	69 3/4	69 3/8
Schlumberger	64 5/8	63 3/4
Texas	43 1/4	43 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	138 1/8	135 1/2
Union Carbide	19 1/8	19 1/8
United Tech.	48 3/4	47 3/8
Westinghouse	14 5/8	15 7/8
Xerox Corp.	78 3/4	74 3/8

## TOKYO

### Prises de bénéfice

**La semaine réduite à seulement deux séances de cotation en raison des congés de la «golden week».**

La Bourse de Tokyo a perdu du terrain, victime de prises de bénéfice. L'indice Nikkei de 225 valeurs a perdu en tout 107,82 points, soit 0,51 %, pour s'inscrire vendredi en clôture à 20 811,36 points.

Le Kabuto Cho avait pourtant ouvert en hausse jeudi après cinq jours consécutifs sans séance boursière, mais les ventes liées aux coûts à terme sur indice et - plus encore - les prises de bénéfice ont poussé le marché à la baisse. Un comportement jugé logique alors que les valeurs japonaises étaient à leur plus haut niveau depuis treize mois. La semaine précédente, réduite à quatre séances, les gains avaient été supérieurs à 6 %. Symbole de la santé retrouvée

de la Bourse nipponne, les cours sont repartis à la hausse vendredi grâce à des achats importants d'investisseurs étrangers.

Mais selon les opérateurs, l'appréciation du marché japonais est handicapée à la fois par des prises de bénéfice et également par l'appréciation du yen - qui dissuade les investisseurs de se porter sur les valeurs de sociétés japonaises fortement exportatrices comme l'automobile et l'électronique.

Indice du 7 mai : Nikkei 20 811,36 (c. 20 919,18) ; Topix 1 620,77 (c. 1 620,79).

	Cours 30 avril	Cours 7 mai
Aijunomoto	1 390	1 380
Bridgestone	1 430	1 400
Cannon	1 550	1 530
Fuji Bank	2 080	2 080
Honda Motor	1 430	1 410
Mitsubishi Electric	1 400	1 390
Mitsubishi Heavy	709	734
Sony Corp.	5 000	4 850
Toshiba Motor	1 750	1 730

## LONDRES

### Tassement - 0,7 %

Les valeurs ont de nouveau reculé cette semaine au Stock Exchange, affectées par la lourde défaite des conservateurs aux élections régionales de jeudi et par les difficultés du gouvernement pour faire ratifier le traité de Maastricht. L'indice Footsie a perdu 0,7 %. Après trois journées consécutives de baisse, il s'est cependant brusquement redressé vendredi en fin de séance en raison de spéculations sur une OPA imminente de Cadbury Schweppes sur United Biscuits. Une augmentation de capital de 404 millions de livres lancée par Royal Insurance Holdings a largement contribué au tassement global, ainsi que la baisse du marché à terme.

Les chiffres légèrement inférieurs aux prévisions de la masse monétaire ont également pesé sur la tendance, ainsi qu'une baisse de près de 2 % des ventes de voitures neuves en avril, après six mois de hausse, et la prévision par le Trésor que le chômage pourrait recommencer d'augmenter, après une diminution en février et en mars.

Indices «FT» du 7 mai : 100 valeurs 2 793,7 (c. 2 813,1) ; 30 valeurs 2 189,5 (c. 2 221,4) ; Fonds d'Etat 94,79 (c. 94,7) ; Mines d'or 151,0 (c. 146,9).

	Cours 30 avril	Cours 7 mai
Allied Lyons	5,74	5,80
BP	2,92	3,06
BTB	6,01	6,05
Cadbury	4,63	4,42
De Beers	11,31	11,72
Glaxo	2,53	2,53
ICI	23,18	23,18
ICI	12,87	12,40
Reckitt	12,45	12,68
RTZ	6,50	6,10
Shell	5,25	5,58
Unilever	10,83	10,85

## FRANCFORT

### Résistance : - 0,95 %

La Bourse de Francfort a poursuivi son mouvement de baisse mais les courtiers estiment que le marché allemand fait preuve d'une certaine résistance face à l'avalanche de mauvaises nouvelles en provenance du front économique. L'indice DAX a terminé en baisse de 0,95 %. «Les conclusions peu encourageantes du dernier rapport publié par les instituts de conjoncture allemands et le mouvement de grève déclenché dans la métallurgie est-allemande» ont pesé sur les cours, indiquent la banque WestLB.

Les instituts de conjoncture allemands prévoient un recul du produit intérieur brut de 1,5 % de l'Allemagne réunifiée et prévoient une reprise de la croissance allemande - au plus tôt - «vers la fin de l'année».

Le point le plus bas de la conjoncture devrait être atteint vers le milieu de l'année, précisent-ils. Les incertitudes quant à une intervention armée en Bosnie ont ajouté à la morosité ambiante. Le marché obligataire s'est raffermi après la forte baisse de la semaine précédente. Le rendement moyen des obligations publiques a légèrement diminué revenant à 6,63 %.

Indice DAX du 7 mai : 1 611,92 (c. 1 627,19).

	Cours 30 avr.	Cours 7 mai
AEG	182	182
BASF	222,50	217,30
Bayer	285	284,40
Commerzbank	280,80	282
Deutsche Bank	683,50	685
Hoechst	238,50	238,50
Karstadt	312,20	318,20
Messerschmid	254	250,20
Siemens	618	608,20
Volkswagen	323,70	328,80

## Agroalimentaire

	7-5-93	Dif.
Bouygues	2 600	- 179
BNP	905	- 6
Edenris Bégis	731	+ 31
Fromagerie Ref.	3 850	- 80
LMVH	3 577	- 123
Paroissien	383,30	- 33,60
Paroissien	147	- 5
Paroissien	147	- 5
Paroissien	1143	+ 13

## Assurances

	7-5-93	Dif.
AGF	598	- 13
AXA	1 225	- 24
SNV	352,50	- 16,50
SCOR	800	- 25
UAP	528	- 33

## Bâtiment et matériaux

	7-5-93	Dif.
Bouygues	644	- 5
Ciments français	324	- 5
Colas	948	- 38
Eurochem	35,10	- 0,25
Erflage	936	+ 12
GTI Entrepôts	421	- 20,50
Imvick, Pédic	125,20	- 7,80
Jean Lefebvre	1 055	- 18
Lafarge-Coppel	340	- 0,30
Poulet	294	- 8
Saint-Gobain	475,60	- 5,20
SGE	225,39	- 1,80
Systèmes	363,10	- 4,90

## Chimie

	7-5-93	Dif.
Air Liquide (L)	724	- 38
ELF Sanofi	943	- 28
Gaspar	348	- 22
Institut Merieux	9 370	- 40
Mitsubishi	147,80	+ 4,10
Plastic Omnium	751	- 27
Shin-Etsu	807	- 7
Roussel-Uclaf	1 835	- 49
Synthelabo	1 155	- 49

## Consommation non alimentaire

	7-5-93	Dif.
BIC	1 048	- 42
Changiers	1 112	- 33
Châtaignier	250	- 1,80
Charles	595	- 15
DNC	286,80	- 8,50
EBF	665	- 23
Emile	441	- 4
Emile	711	- 4
Emile	1 042	- 38
Emile	1 480	- 40
Emile	425	- 0,30
Emile	1 004	- 85
Emile	1 355	- 85
Emile	745	- 5
Emile	1 820	- 10

## Crédit et banques

	7-5-93	Dif.
Comp. bancaire	447	+ 8,30
BNP CI	639	+ 13
Catelan	1 221	- 15
CFP	219	- 1
CFP	234,20	- 2
CFP	958	- 72
CFP	400,80	- 1,40
Crédit Lyonnais	639	+ 10
Crédit Lyonnais	1 289	- 5
Crédit Lyonnais	988	- 21
Crédit Lyonnais	1 285	- 15
Crédit Lyonnais	283	- 4
Crédit Lyonnais	605	- 5
Crédit Lyonnais	335	- 1

## Distribution

	07-5-93	Dif.
Alcatel Sup	2 048	+ 8
Benetton	940	- 7
Carrefour	2 648	- 62
Casale	136	- 10
Castorama	808	- 2
CGP	478	- 7
Comp. Mulhouse	1 207	- 23
Danone	3 890	- 11
Dorcas de France	456	- 11
Gal. Lafayette	625	- 68
Gal. Lafayette	1 910	- 15
Guyane	1 482	- 20
Planalt Printemps	737	- 15
Planalt	810	- 6
Proximité	724	+ 11
SCOA	15,3	- 0,05

## Electricité et électronique

	7-5-93	Dif.
Alcatel-Alsthom	645	- 14
Alcatel-Alsthom	628	+ 3
CSEE	670	- 27
Electricité de France	450	- 15
Labinal	635	- 15
Legrand	4 423	- 152
Matra-Héroult	113,8	- 4,5
Matra-Héroult	280	- 10,1
Sagem	3 380	- 70
Schneider	857	- 38
Schneider	175,1	- 1,4
Thomson CSF	157	- 6

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MFR)
Alcatel-Alsthom	1 404 430	384 508
ELF Sanofi	2 393 000	922 338
BNP	815 476	726 280
Total	2 334 235	904 027
St Louis	471 100	542 898
Orléans	484 750	531 948
Air Liquide	889 597	909 418
LMVH	128 982	474 438
Sanofi-Synthelabo	239 890	470 786
Société Générale	122 178	443 922
Mitsubishi	2 871 900	388 054
Suez	1 298 628	383 105
BNP Paribas	688 440	388 403
UAP	644 900	355 000

## Immobilier et foncier

	7-5-93	Dif.
CFP	286	+ 2
CFP	434	- 1
Lucie	65,90	- 0,80
CFP	3250	- 20
CFP	498,20	+ 1,50
CFP	729	- 10
CFP	636	+ 3
CFP	743	+ 17
CFP	392	+ 17

## Investissement et portefeuille

	7-5-93	Dif.
Arnold et Assoc.	NC	0
Bolton	487	- 2
Carus	75	- 7,40
CGP	1 050	+ 10
CGP	15	- 15
CGP	1 448	- 5
CGP	98	- 0,90
CGP	330	- 10,5
CGP	375	- 15
CGP	143	- 5,30
CGP	194	- 4
CGP	1930	- 19,30
CGP	321	- 28,70
CGP	358	- 15
CGP	298,50	- 8,90
CGP	252,10	- 12,50

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

DE COURS		HEBDOMADAIRES		(RM)
Valeurs	Hausses %	Valeurs	Baisse %	
Mediocredito	+ 12,8	Dynastie	- 12,2	
Segef	+ 11,1	Ball Spide	- 10,5	
Segef	+ 4,3	Carus-Envy R.	- 9,4	
Segef	+ 5,1	Procter (L)	- 3	
Segef		Procter (L)	- 7,4	
Segef	+ 4,5	SPM	- 8,4	
Segef	+ 4,5	Car. Gen. Sp.	- 8,4	
Segef	+ 4,1	USC Drains A.	- 5,8	
Segef	+ 4,1	CPF	- 3,7	
Segef	+ 4	SAT	- 3,6	
Segef	+ 3,3	Intern. Phosph.	- 3,4	
Segef	+ 3,1	Gaspoz	- 3,2	
Segef	+ 3,1	Miny Chabrous	- 3,2	
Segef	+ 3,1	Miny Chabrous	- 3,2	
Segef	+ 3,1	Miny Chabrous	- 3,2	



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Appétit persistant pour l'eurofranc

Deux compartiments du marché international des capitaux retiennent l'attention. Celui du franc français est de loin le plus en vue. Il accueille des débiteurs de premier plan qui s'y procurent des ressources en abondance. Mais, maintenant que la crise monétaire s'est dénouée, il ne cesse de se mettre en évidence. Le montant des nouvelles euro-obligations libellées en francs qui ont été émises en trois semaines depuis le 15 avril s'élève au total à près de 30 milliards. Ce volume gigantesque a été, dans l'ensemble, bien absorbé.

En regard, le compartiment des titres en francs suisses apparaît peu étoffé. Les transactions y sont plus petites et le cercle des investisseurs qui s'y intéressent demeure assez étroit. La fermeté du franc suisse aidant, il parvient toutefois sans peine à se distinguer. Un débiteur de qualité vient de s'y présenter qui n'avait jamais auparavant emprunté à l'étranger. Il s'agit de la Deutsche Ausgleichsbank, une dépendance du gouvernement allemand dont le crédit est équivalent à celui de la République fédérale elle-même. Lorsqu'une organisation de ce genre fait ses premiers pas sur le marché international, les investisseurs se tendent pas à répondre à sa proposition. Ils s'intéressent à son opération même si ses conditions leur semblent sévères, car c'est pour eux l'occasion de diversifier leur portefeuille. D'une durée de dix ans, la transaction allemande porte sur 200 millions de francs suisses, et les souscripteurs qui ont acquis des titres en fin de semaine peuvent tabler sur un rendement de l'ordre de 4,90 %. L'émission est placée sous la direction de la Banque de Gothard.

Pour les spécialistes d'autres marchés internationaux, les émissions suisses de ces nouveaux venus sont très importantes, parce qu'elles annoncent officiellement un grand programme d'emprunts qui va se dérouler en différentes étapes. Le trésor public de Bono d'emprunte 10 en marks et les collectivités locales d'entre-Rhin suivent son

exemple. Mais les grandes agences d'Etat sont libres de lever des fonds à l'étranger. Elles cherchent actuellement à multiplier leurs sources de financement de façon à obtenir des fonds à des conditions avantageuses tout en évitant d'encombrer leurs propres marchés.

Le compartiment suisse attire également l'attention des investisseurs français, et tout particulièrement les régions et les départements. Ces collectivités n'ont pas de besoins très importants et la Suisse est un des seuls pays où il est possible d'offrir en souscription publique des émissions de faible taille à des conditions raisonnables. Ailleurs, sur la plupart des autres places, les investisseurs attachent davantage de prix à la liquidité des titres et privilégient les grands emprunts.

#### Vers un nouveau record?

La Seine-et-Marne émet actuellement pour 65 millions de francs suisses d'obligations de dix ans de durée. L'opération a été mise sur pied par le Crédit local de France qui en a confié la direction à la Société de banque suisse avec laquelle le débiteur a également conclu un contrat d'échange de façon à obtenir des ressources en francs français. Le tout revient beaucoup moins cher que de faire appel au crédit des banques comme le font habituellement les collectivités locales. Le département dispose finalement d'une somme de l'ordre de 240 millions de francs français qu'il lui faudra rembourser au taux de 7,74 % l'an. Un prêt bancaire lui aurait coûté environ 8,25 %. Les fonds sont destinés à refinancer une partie de l'investissement effectué par le département dans le cadre d'Euro Disney.

Par ailleurs, les émetteurs de titres en francs suisses de ce début de mois, la société Adropac, a levé pour 100 millions de francs pour une durée de cinq ans à un coût de 4,89 %. Le royaume de Danemark, pour sa part, a obtenu 250 millions pour une durée de

quatre ans à un coût de 4,57 %. La société française et le Trésor de Coppenhague conservent le produit de leurs emprunts tel quel, en francs suisses.

Il reste que la grande affaire de la semaine a été l'euro-emprunt de 6 milliards de francs français émis par l'Espagne par l'intermédiaire d'un important groupe de banques placé sous la direction du Crédit commercial de France. Malgré sa longue durée de quinze ans, la transaction s'est bien déroulée. Elle revient à 7,89 % au Trésor public de Madrid qui couvrira d'en augmenter le montant pour le porter à 7 milliards. Cela représenterait un nouveau record. Aucun emprunt en eurofrancs n'a encore dépassé les 6 milliards.

Comme celle de l'Espagne, une autre nouvelle émission en eurofrancs français a été placée sous la direction d'un des banques françaises qui dominent ce marché. Il s'agit d'un emprunt de 1 milliard pour le compte d'une société du groupe Saint-Gobain dont s'occupe la BNP. Cette opération très classique a été bien accueillie. Elle a toutefois pas eu autant de retentissement que celle de 1,6 milliard, d'une même durée de sept ans, dont le bénéficiaire est le Conseil de l'Europe. Cette organisation internationale a été le premier emprunteur à émettre un mandat en eurofrancs à la banque SG Warburg, qui est d'origine britannique. Un autre établissement étranger, J. P. Morgan, a présidé au lancement d'une émission pour le compte d'un établissement public de grand renom, la Caisse française de développement. La transaction est très avantageuse pour l'emprunteur, car elle est raisonnée d'ordre fiscal elle suscite un vif intérêt en Suisse.

Par ailleurs, la Société générale est l'émetteur d'une des rares opérations en francs de ces dernières semaines. D'une durée de trois ans, l'affaire a été d'origine que son remboursement pourra être supérieur à sa valeur nominale en cas de hausse du prix de l'or.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Le dollar en balance

La spéculation, qui, au début de l'année, jouait le dollar à la hausse, tablant sur une baisse des taux en Allemagne et une légère hausse aux Etats-Unis à la faveur d'une reprise économique considérée, à l'époque, comme vigoureuse et certaine, commence à se lasser. La reprise n'est pas au rendez-vous outre-Atlantique, du moins à la cadence prévue, et la Réserve fédérale n'a pas modifié ses taux directeurs. Certes, la Bundesbank a abaissé les siens, mais, apparemment, cela ne suffit pas.

A l'heure actuelle, le dollar, compte tenu des mauvaises nouvelles en provenance de l'économie américaine, devrait baisser. Mais comme les nouvelles en provenance de l'économie allemande sont encore plus mauvaises, le dollar ne peut que baisser. Ainsi, le fait que 119 000 créations d'emplois aient été enregistrées aux Etats-Unis en avril, contre 148 000 attendues, a laissé les opérateurs mi-figue, mi-raisin, d'autant plus que les 22 000 suppressions d'emplois de mars ont été ramenées à 9 000. Si l'investissement repart de l'autre côté de l'eau, avec un gonflement des commandes de machines-outils notamment, l'emploi ne redémarrera pas vraiment, les créations s'effectuant surtout dans les services, et guère dans l'industrie, du fait d'une forte augmentation de la productivité.

En Europe, le franc français a continué de se raffermir, le cours du deutschemark rebaissant plusieurs fois au-dessous de 3,37 francs, après une courte remontée à 3,3740 francs jeudi après l'annonce d'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France. Encore n'est-ce pas vraiment cette diminution qui a provoqué une remontée du deutschemark, mais plutôt la baisse du dollar au profit de la devise allemande.

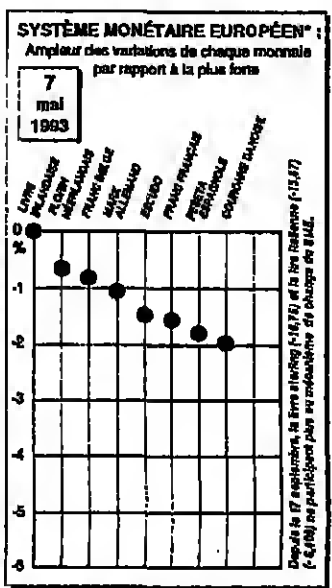
La lire qui, la semaine dernière, avait commencé par s'apprécier fortement à la suite de l'appel fait au très respecté gouverneur de la Banque d'Italie, Carlo Azeglio Ciampi, pour former le nouveau gouvernement, puis avait reculé après la remise en cause de ce gouvernement, s'est, de ce chef, appréciée lorsque M. Ciampi a été agréé par la chambre des députés italienne. En conséquence, le cours du deutschemark à Milan est passé la semaine dernière de 940 lire à 920 lire à la veille du week-end. Antoine Bruot, du service des études économiques du Crédit lyonnais, prévoit ce mark à 910 lire en avril 1994. Morgan Grenfell pronostique 900 lire, mais d'autres prévisionnistes penchent pour 950 lire. En attendant, l'agence de notation Moody's a déclassé la dette souveraine de l'Italie, ce qui n'a surpris personne.

#### COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 3 AU 7 MAI 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Deutschemark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	1,5818	1,5818	1,5818	1,5818	1,5818	1,5818	1,5818	1,5818
New-York	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Paris	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Zurich	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Frankfurt	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Breuxelles	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Amsterdam	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Milan	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819
Tokyo	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819	1,5819

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 7 mai 1993, 4,8212 F contre 4,8030 F le vendredi 30 avril 1993.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### L'étain sans lueur

Alors que la Malaysia Mining and Corp. (MMC), un des principaux producteurs mondiaux d'étain, a récemment annoncé son intention d'en finir avec ses activités minières, les cours de l'étain restent désemparés. « Ce n'est pas la première fois qu'un producteur ferme ses mines et que le marché oublie de réagir », souligne un opérateur désemparé. Dans sa dernière étude, *Economic Intelligence Unit* (EIU) rappelle que le prix moyen de l'étain en mars a baissé de 2,3 % par rapport à février, et de 15 % par rapport aux cours d'il y a six mois. Depuis 1985, date où l'accord international de stabilisation de l'étain volait en éclats, le métal blanc, il est vrai, ne bénéficie d'aucun soutien des cours.

Mais l'étain n'est guère récomposé de ses efforts. Les sept États membres (11 de l'Association des pays producteurs (ATPC) dépeint pour autant beaucoup d'énergie pour limiter leur production. L'évolution date de 1987; auparavant, le métal blanc était devenu le symbole de tous les conflits.

L'offre mondiale, de fait, a reculé de 13 % en 1992 par rapport à 1991, pour s'établir à 220 000 tonnes. Tous les pays membres de l'ATPC ont inscrit leur production à la baisse. Déjà, en 1992, la Malaisie a vu ses

extractions de concentré chuter de 32 % à cause d'une moindre teneur de ses minerais en métal et aussi parce que les prix avaient fortement baissé. En Thaïlande, cinquième producteur après le Brésil, la Chine, l'Indonésie et la Malaisie, l'année 1992 a été marquée par la fermeture de 63 gisements, soit, au total, une baisse de la production de 22 %. Même la Chine et le Brésil, réputés pour « casser » le marché par leurs déversements débridés, se sont assagis. Il est loin le temps où, sous l'effet d'écoulement coûteux, ces deux puissances, à l'origine d'un effondrement des cours, provoquaient la mise à pied de mineurs boliviens qui, du coup, partaient vers la vallée du Chapare où ils firent pousser du coca.

Pérou, qui disposait d'un quota annuel de 15 000 tonnes, a scrupuleusement, à la surprise de tous, respecté ses obligations, tandis que le Brésil a limité ses exportations à 24 000 tonnes.

#### Un métal déprécié

A priori, un comportement aussi raisonnable de la part des producteurs aurait dû influencer sur les prix. Mais le métal blanc ne cesse de se déprécier car la demande manque de vigueur. En 1992, la consommation des pays occidentaux s'était contractée de 3,3 %, reculant à 229 000 tonnes. Peu d'acheteurs, et des stocks encombrants - de l'ordre de 20 000 tonnes en 1992, contre 13 000 l'année précédente - ne favorisent pas le raffermissement des cours. D'autant que des arrivages incontrôlés, en provenance de la Communauté des États indépendants, sont venus grossir les réserves. Selon l'EIU, les exportations russes devraient s'élever à 5 000 tonnes cette année, et déstabiliser la situation.

Les États-Unis, quant à eux, peuvent également de ce point de vue, perturber une situation déjà difficile. Certains opérateurs estiment que, sur les 100 000 tonnes de leurs stocks stratégiques, 12 000 tonnes devraient être écoulées sur le marché mondial. D'autres continuent de s'interroger sur le sort qui sera réservé à ces fameux stocks. Constitué en 1950 au moment de la guerre de Corée, ces « stock-piles » comprenaient quantité de matières premières jugées « sensibles » dans la perspective d'un affrontement militaire.

Outre l'étain, dont les sources d'approvisionnement semblaient soit trop lointaines, comme en Asie, soit incertaines (prémices des nationalisations minières en Colombie), cette ressource inclut du cuivre, du nickel, du chrome, mais aussi, des plumes d'autruche pour les darts des soldats!

Depuis la fin des années 70, le stock stratégique américain n'a cessé de décroître, à mesure que les marchés devenaient pléthoriques. Dès 1973, le président Nixon demandait une liquidation quasi totale de cette réserve pour combattre l'inflation. Il vendit pour 2 milliards de dollars de minerais et métaux, dont une partie du stock d'étain.

Il est vrai que ce métal, longtemps prioritaire pour les usages domestiques (herboristerie, emballages), est à présent largement délaissé. Si les mesures et les convertis de l'étain ont encore la cote auprès des amateurs d'antiquités (2), cette nostalgie ne bâtit pas une industrie. L'étain d'art représente une infime partie des débouchés du métal blanc. Quant à l'emballage, il est désormais l'appareil de l'aluminium, métal beaucoup plus léger et malléable, qui bénéficie, en outre, d'une image plus moderne.

MARIE DE VARNEY

- (1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigeria, Thaïlande, Zaïre.
- (2) Une exposition consacrée à l'étain d'art, « L'étain de l'étain », se tient actuellement au Louvre des Antiquités, jusqu'au 17 juillet.

#### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 30-4-93	Cours 7-5-93
Or fin (bars au kilo)	80 400	81 100
Or fin (bars au kilo)	80 750	81 300
Pièces françaises (20 F)	352	353
Pièces françaises (10 F)	354	354
Pièces françaises (5 F)	347	349
Pièces françaises (2 F)	347	348
Pièces françaises (1 F)	348	348
Souverain	443	443
Souverain (20 F)	438	438
Demi-souverain	255	258
Pièces de 20 dollars	2 255	2 260
10 dollars	1 130	1 130
5 dollars	560	560
100 pesos	2 255	2 260
20 marks	430	430
10 livres	358	360
5 livres	255	258

a. Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Les taux courts se rejoignent à Paris et Francfort

C'est fait ou presque! Les taux d'intérêt à trois mois sur la place de Paris sont pratiquement revenus au niveau de ceux pratiqués à Francfort, 7,65 % contre 7,58 %. En milieu de semaine, l'eurofranc à trois mois a même glissé momentanément en dessous des 7,50 % de l'euro-mark. Cette performance doit être saluée comme il convient, c'est-à-dire comme un triomphe posthume pour la politique de Pierre Bédaride, et aussi, comme une marque de confiance dans le nouveau gouvernement, une fois balayées les craintes de « mise en liberté » du franc couronné depuis l'autonomie en France et surtout à l'étranger. C'est la bonne santé du franc (lire ci-dessus) qui a permis à la Banque de France d'abaisser à nouveau ses taux directeurs, pour la cinquième fois en un mois, le taux des appels d'offres étant ramené de 8,35 % à 8 % et celui des pensions à cinq ans, de 9,25 % à 9 %.

Ce faisant, l'institut d'émission n'a fait que confirmer la tendance sur le marché, où le loyer de l'argent au jour le jour, d'une semaine à l'autre, est revenu de 8,30 % à 8 1/4 % environ, et celui à trois mois, de 8,50 % à 7,58 %, ce qui est tout à fait remarquable.

Sur le MATIF, le cours des contrats notional dix ans s'est légèrement raffermi à 117,14 contre 116,80, après une pointe à 117,40 et un repli à 116,90, mais, pour l'instant, le cœur d'y est plus. C'est la faute à la « repentification », affreux oxolisme qui veut traduire le rétablissement de la courbe des taux, encore inversée actuellement (les taux courts supérieurs aux taux longs, alors que ce devrait être l'inverse). Un tel rétablissement peut se faire par le haut (chute des taux courts) mais aussi par le bas (remontée des taux longs), ce qui s'est produit, avec chahut et lumière, sur des marchés plongés en pleine anticipation, et dont le réveil a été douloureux.

Sur le marché obligataire, l'événement de la semaine a été l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), dont les montants s'élèvent de plus en plus pour combler un déficit budgétaire dont le rapport Raynaud a confirmé la dérive aux alentours de 340 milliards de francs, contre les 165 prévus. La sous-direction chargée des émissions d'Etat au Trésor va devoir pousser les feux, ce qu'elle a fait jeudi 6 mai, en adjudicant 18,5 milliards de francs d'OAT.

#### Un accueil assez moyen

celle de la Caisse française de développement (ex-Caisse centrale de coopération) pour 1,5 milliard de francs, à 7,60 % réel, soit 0,23 point au-dessus de l'OAT à quatre ans. La garantie de l'Etat est toujours un bon atout pour un emprunt, sorti en fin de semaine sous la houlette de Paribas, qui en aurait gardé un bon paquet, à écouler par la suite.

Sur le front des sicav, Europereformance relève, à titre provisoire, que les souscriptions de ces sicav obligataires auraient augmenté de 10 milliards de francs en avril, s'ajoutant aux 22 milliards de francs du premier trimestre. Les sicav court terme, dites de trésorerie, continuent, toutefois, à collecter des capitaux, 18 milliards de francs en avril.

Si les particuliers, conseillés par leur banque, poursuivent sur leur lancée, c'est-à-dire un très bel transfert des sicav monétaires sur les obligations, les professionnels (trésoriers d'entreprises, investisseurs institutionnels) qu'il leur faut les certificats de dépôt des banques, acquis au premier trimestre lorsque les rendements atteignaient 12 %, pour se rabattre sur les monétaires, faute de placement alternatif d'une souplesse étonnante.

En ce qui concerne les banques, Edmond Alphandéry, dans un entretien aux Echos, soulignait que la diminution de leurs taux de base se poursuivait. On comprend très bien le souhait du ministre, qui ne fait que chasser les botes de ses prédécesseurs. Mais les établissements bancaires voudraient bien reconstituer leurs marges, mises à mal pendant les quatre mois de crise monétaire, pendant lesquels le coût de leur ressource s'était renchéri sans relâchement concomitant de leur taux de base. Cependant, les vœux d'un ministre de l'économie tuteur des banques ne peuvent être totalement ignorés par ces derniers, nationalisés ou privés: leurs relations avec le Trésor sont tellement intimes...

FRANÇOIS RENARD



55: من الامم

Un mois et demi après sa création

## Le Conseil supérieur de l'activité de la police est supprimé

Le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale n'aura vécu qu'un mois et demi. Le Journal officiel du 8 mai publie en effet un décret « portant suppression » de cette instance, signé par Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et Pierre Méhaignerie, ministre de la justice. Ce conseil avait pour objectif d'annoncer la déontologie de la police nationale, à partir de cas précis. Au ministère de l'intérieur, on précise toutefois qu'un autre organisme veillera à la déontologie policière et placera auprès du ministre des renseignements judiciaires.

L'idée d'une instance qui pourrait répondre, en toute transparence, à « une demande collective d'information sur le fonctionnement des services de police » remonte au préambule des réformes de la police rédigé par Jean-Michel Bergey, à la demande du ministre de l'intérieur de l'époque, Gaston Defferre. Mais elle ne sera finalement réalisée qu'à quelques semaines des récentes élections législatives, onze ans plus tard, sous le ministère de Paul Quilès.

Le 17 février était publié au Journal officiel un décret portant création d'un Conseil supérieur de l'activité de la police nationale (CSAPN). Signé par Pierre Bergey, il précisait que cet organisme « émet, à partir des cas qui lui sont soumis, des avis sur le fonctionnement des services de la police nationale dans ses relations avec le public ». Il ne procédait pas à l'appréciation des comportements individuels des fonctionnaires et exerçait ses compétences sans préjudice de celles du pouvoir hiérarchique et de

l'autorité judiciaire, ajoutait ce décret, qui stipulait que ce conseil pourrait être saisi par le ministre de l'intérieur, son collègue de la justice, un parlementaire, un syndicat de policiers ou encore une association déclarée depuis au moins cinq ans, « dont l'objet est en relation directe avec l'activité de la police nationale ou les droits des personnes ». De plus, ce conseil aurait pu, « à propos des affaires dont il est saisi, demander à entendre les fonctionnaires concernés » ainsi que, à leur demande, « des syndicats de policiers ou des personnes qui s'estiment lésées ».

### Vers la création d'un nouvel organisme

Le 17 mars, Paul Quilès installait ce conseil, dont les membres avaient été nommés le 15 mars. Son président était un conseiller d'Etat honoraire, Roger Jacquelin, Penillon, et son vice-président un conseiller à la Cour de cassation, Jean Dumont. Parmi ses membres, outre divers fonctionnaires de police, anciens syndicalistes pour la plupart, et deux élus nommés par le conseil, il y avait aussi le président de l'Association des maires de France, un représentant des noms de M. Henri Leclerc, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, Yves Jaut, ancien président de celle-ci, et Tiennot Grumbach, président du Syndicat des avocats de France. En l'installant, M. Quilès avait déclaré que la création de ce conseil visait à « lever les soupçons ou les doutes que les citoyens peuvent avoir vis-à-vis de la police » et que « sa vocation est de dire la déontologie » afin d'« attester que la force publique n'est pas détournée ».

Cette création tardive devait cependant susciter la désapprobation de l'opposition d'extrême gauche et majoritaire d'aujourd'hui. Ancien ministre chargé de la sécurité de 1986 à 1988, Robert Pandraud avait ainsi dénoncé une désignation « à six jours des élections législatives », tandis que le Syndicat indépendant de la police nationale

(SIPN, proche de la droite) écrivait sa composition, celle d'« un club très fermé et très sélect » ayant un très lointain rapport avec le métier de policier de terrain. Il était donc prévisible que le nouveau ministre de l'intérieur lui soit peu favorable. Mais les récentes « bavures » policières, suivies de l'affirmation par M. Pasqua que la police devait être « au plus haut point respectueuse des droits de l'homme », obligèrent néanmoins les nouveaux gouvernants à ne pas mésestimer l'enjeu déontologique dans la pratique policière.

Aussi tient-on au ministère de l'intérieur à relativiser la portée de cette décision. On y estime que, tel qu'il avait été créé, ce conseil était, « dans une perspective juridique, incompatible avec l'examen d'affaires qui relèvent par ailleurs d'instances judiciaires et lourdes de contradictions pour l'avenir ». Mais, insiste-t-on, la déontologie reste « une notion forte » pour M. Pasqua, qui a l'intention de créer un autre organisme « qui assistera dans la mise en œuvre de sa politique de déontologie, insérée dans le comportement quotidien des policiers au même titre que le code de procédure pénale ».

EDWY PLENEL

## La cérémonie du muguet à l'Élysée

François Mitterrand a reçu, vendredi 7 mai, à l'Élysée, le traditionnel muguet du mois de mai. La cérémonie, qui devait avoir lieu mardi 4 mai, avait été reportée en raison des obsèques de Pierre Bergey. Le chef de l'Etat a salué dans l'activité du marché de Rungis (MIN) une « capacité de résilience du même ordre », bien que moins éblouissante, que celle de l'industrie française. Devant les journalistes et producteurs du grand marché de la région parisienne, il a souligné les mérites de « professions conquérantes, actives, pleines de force, en dépit des nombreux accidents du terrain ».

Faisant allusion aux manifestations violentes des pêcheurs bretons qui, en mars, avaient dévasté une partie du marché au poisson, M. Mitterrand a parlé d'un « sacro-sainte » ajoutant : « On peut comprendre que beaucoup de gens souffrent, mais pourquoi s'en prendre aux biens des autres ? ». La révolte de travailleurs ne doit pas nuire aux intérêts d'autres travailleurs. Le président de la République a évoqué enfin ses deux années à l'Élysée : « Je me suis un peu incrusté ici, plus que de raison, a-t-il dit, mais il faut que chacun s'y fasse ; je crois qu'on commence à s'y faire ».

## La fuite à Chypre de l'ancien président de Polly Peck International

« Je n'aurais pas bénéficié d'un procès équitable » déclare Asil Nadir

Asil Nadir, ancien président du groupe Polly Peck International, qui a fui à Chypre, a justifié sa décision en affirmant qu'il n'aurait pas la possibilité d'obtenir « un procès équitable » en Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant

Élegant, apparemment détendu, Asil Nadir avait organisé, vendredi 7 mai, une conférence de presse dans l'une de ses villas, à Kyrenia, sur la côte nord de Chypre, à ses conditions, à l'abri d'une limite à une simple déclaration. L'homme d'affaires, qui a fui la Grande-Bretagne dans des circonstances rocambolesques dans la soirée du 4 mai (le Monde du 7 mai), a justifié son départ élandestin en expliquant qu'il n'y avait « absolument aucune possibilité d'obtenir un procès équitable, en raison de tous ces trafics ». Propos sibyllins que l'ancien président de Polly Peck International a pas explicités. M. Nadir s'est cependant déclaré prêt à revenir à Londres, à condition que l'on puisse lui assurer une totale liberté de mouvement.

Faute de traité entre la République turque de Chypre du Nord (RTCN) et la Grande-Bretagne, l'extradition de l'homme d'affaires

Une application stricte de la législation

## Les élections régionales de 1992 sont annulées à la Réunion

La stricte application de la législation et de sa jurisprudence a conduit le Conseil d'Etat, vendredi 7 mai, à annuler les élections régionales de mars 1992 à la Réunion qui avaient vu la victoire de Camille Sudre. Celui-ci, qui avait été élu président du conseil régional grâce au soutien des communistes, est déclaré inéligible pour un an, ce qui l'empêchera d'être candidat au prochain scrutin, qui devra être organisé dans un délai de trois mois.

La nouvelle législation sur les dépenses électorales est stricte. Même si le Conseil d'Etat, dans le contentieux sur les cantonales et les régionales de 1992, qui en fut la première application à grande échelle, n'a pas voulu se montrer trop brutal, il est des dispositions de la loi de 1990 qui ne souffrent pas la discussion et dont la violation ne peut que conduire, de par la volonté même du législateur, à une sévère sanction.

Propriétaire de Radin-Free-DOM, M. Sudre avait fait de la radio le principal support de sa campagne électorale. Entre novembre 1991 et les élections, il a bénéficié sur cette antenne d'une émission quotidienne qui avait, a constaté le Conseil d'Etat, le caractère de « propagande politique » en faveur de sa seule liste. Certes, la liberté de la presse est un des grands principes du droit ; et il n'a jamais été reproché par le Conseil d'Etat d'avoir été soutenu par un journal. La haute juridiction administrative a pour-

tant de fait estimé qu'il fallait distinguer presse écrite et presse audiovisuelle.

Les lois du 30 septembre 1986 et du 17 janvier 1989, qui ont organisé la manière dont des fréquences pouvaient être accordées aux radios et aux télévisions privées, ont posé comme principe que celles-ci devaient permettre l'expression du pluralisme des courants de pensée, le Conseil supérieur de l'audiovisuel étant chargé de veiller à la bonne application de ce principe, tout particulièrement pendant les périodes électorales. Or celui-ci avait demandé que soit respecté « un équilibre entre les candidats ou listes en présence ».

### Une publicité gratuite

Le Conseil d'Etat a donc constaté que cet équilibre n'avait pas été respecté. Mais il a aussi assimilé les émissions quotidiennes de M. Sudre, compte tenu de leur contenu, à de la publicité, alors que la loi de 1990 sur le financement des campagnes électorales interdit tout message publicitaire politique, quel qu'en soit le support, pendant les trois mois précédant une élection.

Liant l'importance de ces irrégularités, l'audience de Radio Free-DOM dans l'île et la faible écart de voix qui a permis l'attribution des derniers sièges en compétition, le Conseil d'Etat, faisant application de sa jurisprudence traditionnelle, a estimé que la « sincérité du scrutin » avait été altérée, et a donc procédé à l'annulation de l'ensemble des élec-

tions régionales de mars 1992 à la Réunion.

A la demande de la Commission nationale des comptes de campagne, il a même été annulé. Faisant application de la loi de 1990 sur les financements politiques, celle-ci avait en effet estimé que le compte de campagne de M. Sudre était erroné. Puisque les émissions de sa radio étaient publicitaires, il aurait dû en compter le coût dans ses dépenses électorales. Comme la loi lui demandait de le faire, la commission a réintégré le prix qu'il aurait dû payer pendant un an, durée pendant laquelle les frais de campagne sont limités. La commission a estimé ce prix à 520 000 francs. Or la loi interdit que l'aide d'une personne morale dépasse 10 % du plafond qui peut dépenser un candidat ; pour les régionales de la Réunion, ce plafond était de 1 695 640 francs.

La législation est en l'espèce fort rigoureuse. En cas de non-respect de la limitation des dépenses de campagne, le juge de l'élection, c'est-à-dire, pour les régionales, le Conseil d'Etat, ne peut que prononcer l'inéligibilité pour un an du candidat. Lors de décisions antérieures, la juridiction administrative a eu l'occasion de préciser que si l'inéligibilité ne concerne que les mandats de même niveau que celui contesté, le délai d'un an court à partir du prononcé du jugement définitif. Camille Sudre ne pourra donc pas être candidat aux prochaines élections régionales de la Réunion.

THIERRY BRÉHIER

## M. Sudre dénonce l'« acharnement » de ceux qui veulent le « détruire »

SAINT-DENIS

de notre correspondant

La décision du Conseil d'Etat n'a pas provoqué de grosse émotion dans le département. La nouvelle, il est vrai, était attendue depuis le 30 avril. Ce jour-là, une sous-section du Conseil d'Etat avait examiné le dossier des élections régionales à la Réunion avant de le renvoyer devant la section du contentieux. Le commissaire du gouvernement, qui n'est chargé que de dire ce qui lui semble être le droit, s'était prononcé en faveur d'une annulation du scrutin et d'une sanction contre M. Sudre.

Le visage défilait par la confirmation de cette décision, Camille

Sudre a demandé aux Réunionnais de ne pas l'abandonner. « Réunionnais, Réunionnais, j'ai besoin de vous », a lancé celui qui est déjà l'ancien président du conseil régional sur les ondes de RFO-Réunion. « Si aujourd'hui on me dit que j'ai été élu, c'est parce que je dérange, parce qu'ils savent que les Réunionnais sont toujours derrière moi. A travers moi, c'est la population qui a voulu humilier et rabaisser. C'est la population qui est visée. » Le moins que l'on puisse dire, c'est que la population ne s'est guère manifestée vendredi soir. Au Chaudron, quartier populaire de Saint-Denis où Camille Sudre avait assis sa popularité depuis une dizaine d'années, les réactions dans la rue tournaient davantage à l'indifférence qu'à la colère ou à la compassion.

### L'aboutissement d'un combat

Au sein de la classe politique locale, à droite comme à gauche, on affiche sa satisfaction. L'exception du Parti communiste réunionnais (PCR), qui avait décidé de rejoindre M. Sudre dès le soir des élections régionales de mars 1992. Pour Jean-Claude Fruteau, maire de Saint-Benoît et premier secrétaire de la fédération socialiste locale, la décision du Conseil d'Etat « représente l'aboutissement d'un combat » mené depuis plus d'un an. « Il s'agissait de savoir, a-t-il dit, si, dans la République française, on pouvait ne pas respecter l'égalité des chances entre tous les candidats à une élection ».

André Thien Ah Koon, député non inscrit, estime, pour sa part, que la décision du Conseil d'Etat « consacre la restauration de la morale en politique ». Selon Jean-Paul Vinspoulle, député CDS, la haute juridiction « a sanctionné les manipulateurs et les menteurs ». « C'est pour les Réunionnais l'occasion de donner un formidable coup de balai dans la fourmière, dans les tas de manipulateurs et de corrompus », a-t-il ajouté. En revanche, au nom du PCR, Elié Rouman, secrétaire général, a affirmé que le Conseil d'Etat « a pris un prétexte pour sanctionner un homme qui gène et une équipe qui, en un an, a travaillé ».

Les formations politiques s'interrogent déjà sur le prochain scrutin. Les socialistes seraient favorables à une grande liste de rassemblement, accueillant aussi bien des personnalités de droite que de gauche.

pour contrer une possible résurrection de l'alliance entre le PCR et les partisans de Free-DOM. Certains, à droite, estiment, au contraire, que plusieurs listes permettraient de « rattrapper plus large », tout en recherchant un accord préalable pour la gestion de la future assemblée. Camille Sudre lui-même ne désespère pas d'être représenté au sein du futur conseil régional grâce au concours de son épouse, Margie Sudre, qui n'a pas écarté cette hypothèse vendredi soir.

Médecin d'origine ardéchoise, fondateur du mouvement Free-DOM en juillet 1981 à travers une radio locale, puis une télévision, pirate, Camille Sudre a espéré jusqu'au dernier moment que le Conseil d'Etat ne se prononcerait pas dans le sens proposé le 30 avril dernier par le commissaire du gouvernement. « On ne peut pas effacer ainsi le vote de 30 % de l'électorat réunionnais », a répété M. Sudre tout au long de ces trois dernières semaines par le biais de ses « radio-diffusions » sur Free-DOM, sans doute les dernières avant les prochaines élections.

ALIX DIJOUX

## Les résultats de 1992

Le 24 mars 1992, les résultats des élections régionales avaient été les suivants :

L. 334 288 ; A. 32,75 % ; E. 216 317.

Liste Camille Sudre, div., c. m. de Saint-Denis, 66 617 voix (30,79 %), 17 élus ; liste UPR conduite par Pierre Laguerre, div., d. 55 447 (25,63 %), 14 élus ; liste PCR conduite par Paul Vergès, a. d., c. r., 38 812 (17,94 %), 9 élus ; liste PS emmenée par Jean-Claude Fruteau, m. de Saint-Benoît, 22 790 (10,53 %), 5 élus ; liste Auguste Legros, ex-RPR, d. adj. au m. de Saint-Denis, 10 696 (4,94 %), liste Marie-Lys Rivière, Verts, 3 556 (1,64 %) ; liste Gabrielle Fontaine, G5, adj. au m. de Saint-Denis, 3 149 (1,45 %) ; liste Bernard Ardon, écol., 2 807 (1,29 %) ; liste FN emmenée par Marius Attié, 2 686 (1,24 %) ; liste Yvette Chamard, div., d., 2 360 (1,09 %) ; liste Bernard Law-Wai, div., 2 312 (1,06 %) ; liste Jean Cheung Toi Cheung, div., d., 2 259 (1,04 %) ; liste Joseph Deveau, div., d., 1 619 (0,74 %) ; liste Cyrille Lebon, div., 1 207 (0,55 %).

## SOMMAIRE

### DATES

Il y a cinquante ans : la fin de la campagne d'Afrique du Nord .... 2

### ETRANGER

La situation en ex-Yugoslavie .... 3  
Les « dealers » d'opium du Karabakh .... 4  
L'élection présidentielle au Paraguay .... 5  
« Loin des capitales » : Herar, ou les secrets de la tolérance .... 6

### POLITIQUE

La suicide de Pierre Bérégovoy : une lettre à l'ancien premier ministre à Brian Mulroney ; deux points de vue : Claude Sérillon, journaliste, et Jean de Meillon, magistrat .... 9  
« Livres politiques », par André Laurens : « Ouais faire avec le socialisme ? » .... 9

### SOCIÉTÉ

Un entretien avec Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé 10  
L'affaire du sang contaminé .... 11

### COMMUNICATION

Serge July annonce une réforme de « Libération » avant l'été .... 11  
La CEE réunit ann plan pour la télévision haute définition .... 11

### CULTURE

Las 30e Rencontres théâtrales de Berlin .... 13  
Musiques : PJ Harvey, chanteuse rock extrême ; les débuts d'un jeune chef italien, Antonin Pappan, à la tête de l'Orchestre de Paris .... 13

### ÉCONOMIE

Les premières mesures du gouvernement en faveur de l'agriculture .... 15  
La fin du conflit à l'usine Kimberly-Clark-Sopalin .... 15  
La Chine met en avant son ouverture d'esprit à l'égard des investisseurs étrangers .... 15  
Revue des valeurs .... 16

### HEURES LOCALES

La dérive des finances provinciales La Bi-Bop à l'épreuve des Parisiens  
Régions : Noyant lance son « Trait d'union »  
Ile-de-France : des patrons en mission à Prague  
Dossier : les villes à l'heure du rock  
Crés : Versailles, à l'ombre du château .... 19 à 26

### Services

Abonnements .... 2  
Cartes ..... 14  
Mots croisés ..... 14  
Météorologie ..... 14  
Télévision ..... 14  
Spectacles ..... 12  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » diffusé de 19 à 26 et un cahier « Radio-télévision »  
Le numéro du « Monde » daté 8 mai 1993 a été tiré à 474 896 exemplaires.

Dans notre prochain numéro

## « Sciences et médecine » : la formation du continent asiatique

Notre supplément publié habituellement le mardi est exceptionnellement avancé de vingt-quatre heures. Au sommaire : Un casse-tête chinois ou l'histoire de la formation du continent asiatique ; le souvenir par le bout du nez : les mécanismes de mise en mémoire des odeurs ; les sous-sols de la fusion froide, cette source d'énergie propre et inépuisable que deux chercheurs pensaient avoir découverte en 1989.

## « Chronologie » : avril dans le monde



**Noyant lance son Traité d'union**

Ce canton de Maine-et-Loire a créé un service de l'aid collectif. 21

**Des patrons en mission à Prague**

Un voyage organisé par le CRIF pour des responsables de PME-PMI. 23

**Les villes à l'heure du rock**

Un bilan mitigé des opérations lancées par les collectivités. 24

**Versailles : à l'ombre du château**

Les contraintes d'urbanisme freinent le développement des activités. 26

■ 20 Statistiques ■ Agenda ■ Communication ■ Finances ■ Publications ■ 25 Débat ■ Livres ■

# HEURES LOCALES

## LA DÉRIVE DES FINANCES PROVENÇALES

La chambre régionale des comptes épinge les collectivités publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur : « les plus dispendieuses de France ». Elle estime à 10 milliards de francs par an les économies nécessaires

« L y a, certes, une réelle prise de conscience de la dérive des finances publiques locales, a constaté le président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alalo Seyriex, à l'occasion du bilan d'activité pour 1992. Mais cette prise de conscience n'est pas généralisée et elle intervient alors que des tendances lourdes, notamment en matière d'endettement, continuent à se manifester. »

Après les communes, ce sont, désormais, les départements et la région elle-même - contrainte de relever ses impôts de 68 % dans son dernier budget - qui sont victimes. M. Seyriex note également que les collectivités publiques de PACA sont « les plus dispendieuses de France » : 100 milliards de francs en 1992 - au lieu de 80 milliards en 1990 -, soit 20 % à 25 % de plus que la région Rhône-Alpes, dont la population (6 millions d'habitants) au lieu de 4,3 millions) et le volume d'activité sont nettement plus importants. La fiscalité de PACA est également plus forte que celle des autres régions et progresse plus vite, ce qui, moyennant, que sur le plan national. Non pas que le secteur public local soit moins bien géré qu'ailleurs, mais parce que les spécificités de l'économie provençale (notamment la faible industrialisation et la prédominance du tourisme) le condamnent à un plus grand interventionnisme.

### Des aventures mal maîtrisées

« Devant ces difficultés, a estimé M. Seyriex, il y a deux attitudes possibles : augmenter la fiscalité ou diminuer les dépenses. La seconde est la plus courageuse et la plus efficace. L'expérience permet d'affirmer qu'il est possible, globalement, en maintenant la qualité des services rendus au public, de dépenser, chaque année, entre 10 % et 20 % de moins qu'actuellement. C'est-à-dire d'économiser, au bas mot, 10 milliards de francs, ce qui représente une fois et demie le budget de la ville de Marseille. Mais, dans certains cas, il est malheureusement impossible d'échapper au relèvement des impôts. »

Dans quelles dépenses tailler ? D'abord dans les plus ostentatoires, même si elles sont marginales par rapport à la masse, comme les flottes automobiles somptueuses, les moyens de transport excessifs (location d'avions privés ou d'hélicoptères), les invitations dans les plus grands restaurants, les pseudo-



voyages d'études, les cabioets pléthoriques... « Le fait de les réduire, a fait remarquer M. Seyriex, peut avoir un impact psychologique vis-à-vis de la population à laquelle on va demander de participer aux efforts d'économies. »

Il convient aussi de revoir des pratiques amplement dénoncées dans le bilan d'activité de la chambre. Par exemple l'engagement dans des « aventures mal maîtrisées aux conséquences toujours coûteuses ». Exemple : le projet formé par un conseil général (1) pour créer une banque de données cartographiques. Il devait coûter 80 millions de francs, intégralement financés par emprunt. Or, avant même qu'il ne soit achevé, l'addition s'élevait à 146 millions de francs « sans qu'aucun débouché commercial significatif, souligne la chambre, n'ait été simplement entrevu ». Autre cas : celui concernant une commune qui s'était lancée dans la facturation, par cartes magnétiques, de différents services rendus aux

usagers. Trois ans plus tard, la commune a dû abandonner un système qui « pour collecter moins de 15 millions de francs avait coûté plus de 10 millions d'investissements ».

La chambre épinge aussi un conseil général qui s'était engagé dans la « création d'un site technologique sur le crâne de la communication audiovisuelle » (on reconnaît, ici, le projet du Centre international de communication avancée du département des Alpes-Maritimes). Investissement prévisionnel, en 1988 : 123 millions de francs. Dépense effective à fin 1991 : 326 millions de francs.

La chambre s'inquiète, par ailleurs, d'une propension de plus en plus fréquente des collectivités à privatiser certains services publics (eau, assainissement, ordures ménagères, restauration scolaire). Dans de nombreux cas, elle a constaté que les charges de personnel, censées diminuer, ont, au contraire, continué à croître. Souvent, aussi, la

soutte versée par le concessionnaire n'a servi qu'à boucher le trou de fonctionnement d'un seul exercice budgétaire. Les marchés passés sans appel d'offres (ou selon une concurrence faussée, voire fictive) ainsi que de mauvaises gestions de stocks peuvent aussi se révéler coûteux. Dans un grand établissement hospitalier de l'Assistance publique de Marseille on a constaté, ainsi, que sur un stock de 410 000 articles 41 000 avaient disparu (pour un montant de 1,4 million de francs) dont 8 300 draps de lit sur 80 000, 4 000 pantalons et camisoles de chirurgie sur 46 000 et 9 300 champs opératoires sur 61 000. « Proprement stupéfiant », s'indigne la chambre, qui dénonce, par ailleurs, de « véritables méthodes de cavalerie » utilisées par des collectivités ou établissements publics recourant à l'emprunt pour financer leurs dettes.

On apprend, d'autre part, que des budgets et, surtout, des comptes administratifs sont souvent présentés « de manière insincère » en faisant apparaître « des équilibres tronqués. Il peut y avoir plus grave, révèle la chambre, avec la pure et simple falsification des documents et délibérations budgétaires ». Le recours aux démembrements associatifs pour échapper aux contrôles des assemblées étant, lui, ancien mais persistant. La chambre se flatte, enfin, d'avoir innové pour faire face aux problèmes posés par des situations financières exceptionnelles graves comme celles des communes de Briançon et d'Orcières-Merlette (Hautes-Alpes). Dans ces deux cas, elle a animé un processus de négociation complexe (avec la préfecture, les organismes prêteurs et les collectivités concernées), qui a abouti à l'établissement d'un plan de redressement à long terme avec un suivi de la bonne exécution de ce plan.

Après plus de dix ans de décentralisation, les collectivités locales paraissent, cependant, s'adapter moins rapidement qu'espéré à leurs nouvelles responsabilités. Conclusion de M. Seyriex : « Les intentions existent. Mais si le public cessait de demander la lune, les élus auraient sans doute moins tendance à essayer de la leur promettre. »

de notre correspondant régional  
Guy Porte

(1) A la différence du rapport de la Cour des comptes, les comptes rendus d'activité des chambres régionales ne désignent pas, nommément, les collectivités concernées.

### Ecus ruraux

L'Europe prend progressivement connaissance de son territoire et, ce qui est mieux encore, conscience de son espace collectif, dans sa diversité et son histoire. Sans vouloir trancher la querelle byzantine de savoir si l'Europe sera celle des États, des régions, ou des métropoles (les « mégacités »), on peut en tout cas être sûr d'une chose : l'espace rural est un atout, un patrimoine collectif, une richesse différenciée selon qu'on arrête son regard sur le Sierra Nevada andalouse, les falaises galoises ou la Périgord. Mais pour que ces espaces, pour le plupart fragiles, vivent autrement que de l'économie communautaire, il faut que des hommes enthousiastes, compétents et solvables - et pas seulement des agriculteurs - se consacrent à leur essor.

Tel était l'enjeu de la rencontre organisée les 4 et 5 mai dans la superbe bastide de Montflanquin par le conseil général de Lot-et-Garonne, à laquelle ont participé des « militants » du développement local d'Espagne, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Allemagne et des profondeurs de France. Le sauvetage des campagnes est un thème à la mode, et la Commission européenne elle-même a lancé des programmes spécifiques connus sous le vocable « Leader ». En trois ans (1991-1993), les fonds communautaires auront servi, avec près de 3 milliards de francs, à soutenir 217 projets, dont une quarantaine en France, notamment dans le Sud-Ouest. « Heureusement que l'Europe est là pour remédier à une politique nationale d'aménagement du territoire souvent défailante », a pu dire Jean François-Poncet (UDF), président du Conseil général.

Bonne nouvelle : la Commission de Bruxelles ne non seulement renouveau l'expérience mais y consacrera, à partir de 1994, encore davantage d'écus.

François Grosrichard

## LE BI-BOP A L'ÉPREUVE DES PARISIENS

Pour France Télécom, la capitale est le banc d'essai d'une nouvelle relation urbaine : le téléphone de poche

L'E Bi-Bop, ce téléphone sans fil qui tient dans le creux de la main, est donc en vente dans les agences parisiennes de France Télécom (le Monde du 24 avril). Déjà, plusieurs milliers de clients l'ont acheté : des médecins, des commerçants qui courent d'une boutique à l'autre, et même un prêtre qui doit desservir trois paroisses. Les « commerciaux » de France Télécom espèrent avoir vendu 30 000 appareils avant décembre 1993 et 150 000 d'ici à la fin 1994. Compte tenu des investissements englobés dans l'opération, ces chiffres représentent, paraît-il, le seuil de rentabilité. Si le pari était tenu, Paris serait la première capitale à être massivement équipée d'une telle

innovation technique. Mais ça n'est pas gagné.

Plusieurs pays ont déjà tenté l'aventure, sans succès. Des villes allemandes ont renoncé au bout de six mois à utiliser « Birdie », le téléphone portable made in Germany. A Londres, l'équivalent baptisé « Rabbit », a capoté en trois mois avec une vente de 10 000 appareils seulement. Aux Pays-Bas, le service ouvert depuis six mois sur toute l'étendue du territoire n'a trouvé, lui aussi, que 10 000 clients. Helsinki, Bruxelles, Kuala Lumpur (Malaisie), Brisbane (Australie) se lancent. Les États-Unis en sont aux balbutiements. Finalement, le combiné portable n'a vraiment fait son nid que dans deux villes grouillantes

et super-commerçantes : Hong-kong et Singapour.

Si, pour l'instant, le maniement du Bi-Bop est d'une simplicité enfantine, pour la compagnie qui l'installe, c'est une lourde affaire. Les bornes recevant les appels radio et les transmettant par fil aux centraux téléphoniques ont des capacités limitées : 200 mètres de portée et 6 appels simultanés. Pour que le service soit fiable, il faut les multiplier et en installer au minimum une tous les 400 mètres, le long des rues. Avec son réseau d'antennes de 1 200 kilomètres, Paris exigerait théoriquement 3 000 bornes : les ingénieurs de France Télécom se sont contentés de 2 000 environ. La carte de leur implantation et

leur coût unitaire sont tenus secrets.

Ces bornes, qui ont les dimensions d'un chauffe-eau (70 cm de haut sur 30 cm de large et 20 cm d'épaisseur) et qui comprennent des batteries de secours, ne peuvent être installées ni sur les trottoirs ni le long des façades - la voie publique est déjà très encombrée. Il faut donc les dissimuler soit dans des lieux publics, soit chez des particuliers acceptant de louer un bout de leur cave ou de leur cage d'escalier. Puis installer des antennes, aussi discrètes que possible, sur les façades. France Télécom assure avoir déniché suffisamment de volontaires. Parmi ceux-ci, les magasins Monoprix et la RATP, qui offrent gratuitement leurs locaux, annoncent fièrement que chez eux « on est branché ». Histoire de moderniser leur image. Reste ensuite à relier chaque borne aux vingt et un centraux téléphoniques quadrillant Paris.

Marcel Ambroise-Rendu

Lire la suite page 22



L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR  
1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde  
EDITIONS

Un demi-siècle  
d'histoire dans  
les archives du  
Monde

Une encyclopédie  
pratique de  
1064 pages (avec  
chronologies, cartes  
et index). 395 F



STATISTIQUES



BLOC-NOTES

AGENDA

- **Technologie.** - Les prochains « Entretiens de la technologie » auront lieu à Nantes, mardi 11 mai. Cette manifestation, créée par des ingénieurs de l'Ecole centrale, permettra de présenter les technologies d'excellence de l'Ouest atlantique.
- Renseignements au (16-1) 40-11-87-03.
- **Aménagement.** - Quels sont les enjeux économiques et humains de la concentration urbaine ? C'est le thème du colloque intitulé « Métropoles et aménagement du territoire », qui aura lieu les 12 et 13 mai à Paris. Organisé par l'université de Paris-Dauphine et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF), il réunira des universitaires et des spécialistes des phénomènes urbains. Le sujet est d'actualité puisque les derniers recensements montrent qu'en France les grandes agglomérations se développent plus rapidement que les autres villes. Dans le monde, d'après certaines prévisions, en l'an 2000, 70 métropoles devraient dépasser les cinq millions d'habitants.
- Renseignements au (1) 40-43-70-70.
- **Architecture et paysage.** - La loi du 8 janvier 1993 sur « la protection et la mise en valeur des paysages » va avoir des conséquences importantes sur l'établissement des documents d'urbanisme que sont les POS et ZPPAU. Elus, architectes, urbanistes, paysagistes vont devoir tenir compte dans leurs projets de nouvelles règles. Elles seront abordées, le jeudi 13 mai, au conseil général du Val d'Oise à Cergy-Pontoise, au cours d'une journée d'étude organisée par le CAUE 95 et le service départemental de l'architecture du Val d'Oise.
- CAUE 95, Moulin de la Couleuvre, Rue des Deux Ponts, BP 183, 95304 Cergy-Pontoise. Tél. : 30.38.68.68.
- **Communication.** - Les responsables des collectivités locales vont avoir l'occasion, du mardi 11 au vendredi 14 mai, d'évoquer et de débattre des questions de communication. Deux réunions, à Paris et à Lyon, leur en donnent la possibilité : les rencontres de l'association Communication publique, qui se tiennent au Sénat mardi et mercredi, et la cinquième édition du Salon Cap'Com, qui a lieu au Palais des congrès de Lyon. Tables rondes et ateliers doivent permettre aux élus et aux directeurs de communication d'échanger leurs expériences.
- Renseignements : Communication publique, tél. : (16-1) 40-20-80-00 ; Cap'Com, tél. : 78-62-33-62.
- **Publications.**

- **Les collectivités locales.** - Le dixième anniversaire de la décentralisation méritait bien un ouvrage précis et clair sur la réforme impulsée par Gas-
- ton Defferre. La nouvelle édition des *Collectivités locales*, véritable guide de l'administration territoriale (le Monde du 2 janvier 1990), arrive à point. Cet ouvrage est le produit d'un cours dispensé à l'Institut d'études politiques par Bruno Rémond, conseiller à la Cour des comptes, et Jacques Blanc, responsable de la division des collectivités locales au Sénat. Pédagogique et pratique, il dresse un bilan de la décentralisation et présente son « second souffle » intercommunal. Cette nouvelle édition a le mérite de faire le point sur les techniques les plus sophistiquées de gestion de trésorerie, ainsi que sur les relations financières de l'Etat et des collectivités locales.
- *Les Collectivités locales*, par Bruno Rémond et Jacques Blanc. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Deloz, 1992, 522 pages, 210 francs.
- **RMI.** - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) vient d'édition un ouvrage intitulé *Le Droit du revenu minimum d'insertion* (89 pages, 90 francs). Il s'agit des actes d'un colloque organisé en septembre 1991 par l'Association pour la diffusion et la connaissance du droit dans le secteur social, médico-social et éducatif. Les intervenants proposent un premier bilan de ce dispositif mis en œuvre à la fin de l'année 1988, et cofinancé par les conseils généraux.
- CNFPT, 3, villa Thoréton, 75738 Paris cedex 15. Tél. (16-1) 40-60-48-00.
- **Endettement.** - L'endettement concerne l'Etat, les entreprises, les ménages, mais aussi... les collectivités locales. L'ouvrage *Gérer l'endettement*, de Joseph Carles, expert-comptable et directeur du développement au Crédit mutuel, leur consacre un long chapitre, dans lequel sont abordés le problème des satellites, l'aménagement de la dette, la notation, la réforme comptable.
- *Gérer l'endettement : entreprises, collectivités locales, ménages*, Eter, 253 pages, 240 francs. Editions Liaisons, 5, avenue de la République, 75011 Paris.
- **Séminaires.** - La sixième édition de *Réunir, guide des lieux de réunions, séminaires et congrès en France* vient de paraître. Elle répertorie 830 établissements, classés par ordre géographique. Chaque fiche précise leur capacité d'accueil, leur situation (isolée ou en ville) et leur accessibilité, mais aussi la qualité de leur table et de leur logis. Le guide énumère les services offerts (cuisines, tenues, coffre-forts...), ainsi que l'équipement disponible (photocopieurs, projecteurs, écrans, micros, télécopie, télex...). Les commentaires sont accompagnés de photographies. Une carte géante permet de repérer les établissements correspondant aux critères de situation et de capacité souhaités.
- 640 pages, 338 francs. Rencontre et communication, 47, rue de l'Alma, 92400 Courbevoie. Tél. (16-1) 47-88-84-71.

FINANCES LOCALES

# INQUIÉTUDE SUR LES VALEURS LOCATIVES

Certains maires craignent les conséquences électorales d'une nouvelle évaluation cadastrale

CHARLES PASQUA, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, n'a pas été le seul à manifester une certaine inquiétude à propos de la révision des valeurs locatives (le Monde daté 25-26 avril). Par la voix de son président, Jean-Pierre Fourcade (UDF), le Comité des finances locales a jugé l'affaire très « complexe », après avoir examiné, le 22 avril, un rapport d'étape sur les incidences de cette révision.

La « valeur locative » d'un terrain ou d'un bâtiment est un loyer théorique, servant de base au calcul des impôts locaux. C'est le prix auquel une parcelle de terre ou une maison pourrait se louer. Or, la dernière révision des valeurs locatives date de 1961 pour le foncier et de 1970 pour le bâti. Il y a donc bien longtemps que les valeurs locatives ne correspondent plus aux prix du marché. Comme elles ont, en outre, été calculées à partir de critères divers et variés, elles sont assez hétérogènes. Elles contribuent à l'opacité de la fiscalité locale, voire à son « injustice », comme l'a indiqué Michel Charasse (PS), membre du Comité des finances locales et ancien ministre du budget.

Une loi de 1990, votée par une majorité de députés socialistes, a prescrit une révision des valeurs locatives. Cette opération, précédée d'une large consultation, devrait obéir à certaines règles, et, notamment, se faire à « produit constant », c'est-à-dire sans entraîner d'augmentation

d'impôts. Une catégorie spéciale devrait être prévue pour les logements sociaux. La révision devrait s'effectuer secteur par secteur, et non maison par maison, pour éviter de trop grandes disparités d'une commune à l'autre. Tous les terrains et tous les bâtiments, exceptés les locaux industriels, seraient pris en compte.

Un travail de titan

La direction générale des impôts a mis deux ans pour accomplir ce gigantesque travail de simulation. Dans chaque département, les services fiscaux ont défini de nouvelles valeurs, rebaptisées « évaluations cadastrales », qui correspondent aux prix du marché localif de 1990. A la fin de l'année 1992, le gouvernement a remis au Parlement un rapport précisant les effets que l'entrée en vigueur de la révision provoquerait sur les contributions des contribuables. Son examen ayant été repoussé d'un an, c'est seulement à l'automne 1993 que le Parlement décidera s'il faut appliquer ou non la révision, à quelle date, et selon quelles modalités.

Le Comité des finances locales, qui sera consulté, souhaitait apprécier les conséquences financières et fiscales d'une telle réforme. Il a commandé un rapport d'étape à plusieurs de ses membres. Présenté par Jean-Claude Fréon (PS), maire de Pouilly-le-Francis (Loire), cette étude met en évi-

dence les défauts du dispositif, et propose quelques ajustements.

D'après les services fiscaux, les bases des trois taxes ménages devraient augmenter de 50 % en moyenne. Comme la révision doit se faire à « produit constant », les élus seront obligés de baisser de moitié leurs taux pour obtenir les mêmes recettes que l'année précédente. Mais la progression des quatre taxes étant liée, ils devraient aussi diminuer la taxe professionnelle. Le résultat risquant d'être catastrophique pour les budgets locaux, le Comité des finances locales préconise un assouplissement provisoire de la règle de liaison des taux.

Des transferts « insupportables »

M. Fréon constate que d'importants transferts d'impôts vont s'opérer entre contribuables. La loi de 1990 ayant prévu, pour le logement social, une minoration de 30 % par rapport aux valeurs antérieures, ce sont les locataires du secteur privé qui paieront la compensation. Dans les communes qui comptent seulement 10 % de HLM, les autres résidents supporteront une hausse de taxe d'habitation relativement indolore (+3 % environ).

En revanche, dans les communes où les habitations à loyer modéré représentent la moitié du parc total de logements, les transferts risquent d'être « insupportables » pour les autres

locataires, qui devront subir une hausse de 30 %. L'effort sera encore plus grave si les contribuables appelés à payer ce surcoût sont des familles modestes n'ayant pas pu avoir accès à un logement social.

A la campagne, les transferts se feront au détriment des propriétaires de vignes et de vergers. Auparavant sous-imposés, ils paieront une taxe sur le foncier non bâti plus élevée que les propriétaires de bois et de prairies. La révision des valeurs cadastrales pourrait aller à l'encontre de la politique d'aménagement du territoire voulue par le nouveau gouvernement. Les habitants des zones rurales devraient en effet subir des prélèvements plus élevés que les citadins. En outre, les communes de moins de 15 000 habitants pourraient voir leurs dotations diminuer, par suite d'une modification de leur potentiel fiscal. Pour lutter contre cet effet « inattendu », le Comité des finances locales souhaite que la révision des valeurs locatives et la remise à plat de la dotation globale de fonctionnement se fassent de façon concomitante.

Le Comité des finances locales s'est longuement interrogé sur la date la plus opportune pour cette réforme. Si la révision était appliquée en 1994, ses effets se feraient sentir à l'automne, c'est-à-dire juste avant les élections municipales de 1995. Electoralement, elle pourrait avoir des conséquences désastreuses. Michel Charasse a pourtant rappelé que si la révision tardait trop, les nouvelles évaluations cadastrales seraient périmées avant d'entrer en vigueur. Le Comité des finances locales a donc proposé d'inclure le dispositif dans la loi de finances pour 1994, et de le mettre en œuvre à partir de 1995. Il a préconisé un étalement sur plusieurs années, pour amortir la brutalité de ses effets.

Philippe de Montigny • R. R.

COMMUNICATION

# LES BULLETINS S'HABILLENT EN MAGAZINES

La presse municipale change de look en faisant appel à la couleur et aux professionnels, selon une étude de Cap'Com

DÉPOSÉS dans les boîtes à lettres, ils offrent chaque mois des photos et des informations sur la vie de la cité. Les habitants de Saint-Malo ou de Pantin connaissent les couleurs de leur journal municipal. Comme d'autres citoyens, de villes moyennes ou grandes, ils savent que leurs élus aiment donner des nouvelles des projets ou des réalisations qui vont modifier la circulation ou l'urbanisme. Le bulletin municipal est devenu magazine. Il a abandonné le noir et blanc pour se parer des attributs de la couleur, il a grossi et s'efforce de ressembler aux publications qui garnissent les rayons des kiosques.

Quelles gèrent un chef-lieu de préfecture ou une ville située à la périphérie d'une agglomération, les équipes municipales souhaitent montrer à leurs électeurs qu'elles s'activent pour leur bien-être. Elles plantent des arbres, renouvellent des écoles, construisent des stades ou participent à l'animation de la cité. Il s'agit d'affirmer une présence, de souligner une action et parfois d'illustrer le tout par le portrait d'une personnalité particulièrement active dans le domaine associatif ou sportif.

Les magazines municipaux se ressemblent et diffèrent à la fois. Ici, l'éditorial du maire ouvre la livraison, là, une présentation moins austère met en avant l'image, ailleurs, des débats veulent privilégier la vie des habitants. Si dans toutes les publications l'actuel des élus est valorisé, les moyens pour parvenir à cet objectif ne sont pas les mêmes.

Pour mieux appréhender cet ensemble disparate, les organisateurs du Forum de la communication des institutions des collectivités locales et des

établissements publics (Cap'Com), qui se tiendra du mercredi 12 au vendredi 14 mai à Lyon, ont réalisé une étude sur la presse municipale. Cette enquête effectuée au mois de mars auprès de 45 villes de 40 000 à 50 000 habitants livre une « photographie » assez précise des magazines édités par des villes moyennes (1).

Un investissement important

Magazines, car c'est le terme choisi par 44 % des publications comme titre. Selon les auteurs de l'étude : « La mairie n'informerait le citoyen sur les activités du maire et les options prises par le conseil municipal, elle a l'ambition de faire, non plus le journal de la mairie, mais d'être un magazine de ville, organe d'expression et de communication ouvert à tous. » Ce postulat de principe ne peut évidemment se vérifier que sur le terrain en sachant que ces publications échappent aux lois du marché, puisqu'elles sont distribuées gratuitement dans les boîtes aux lettres des habitants.

Magazines encore puisque ces titres ont fait le choix de la couleur, près de la moitié des journaux étudiés utilisent la quadrichromie pour toutes les pages. Magazines toujours, puisque ces publications s'efforcent d'avoir une périodicité régulière, 49 % sont des mensuels et 27 % des bimestriels.

Les machines de traitement de texte permettent à 62 % des villes de réaliser elles-mêmes leur mise en page. Coups en interne, ces titres soignent néanmoins la maquette et s'efforcent pas à pas de renouveler en recourant parfois au service

d'un graphiste. Ces magazines cherchent à rassembler à leurs confrères des kiosques dans la forme et dans l'image. Mais le bel habit possède toujours à sa tête un directeur de la publication qui, « dans une forte majorité des cas, est le maire ou un adjoint ». Néanmoins la tendance au « professionnalisme » se manifeste par l'emploi de journalistes. « Le tiers des villes concernées a créé une structure éditoriale du journal (association ou société d'économie mixte), seule solution acceptée par la commission de la carte des

journalistes pour que des journalistes professionnels conservent leurs droits. »

La publicité est acceptée dans 80 % des titres. Elle permet de financer au moins une partie des frais de fabrication par des fonds non publics. Car la réalisation d'un magazine municipal demeure un investissement important pour les budgets locaux. Les responsables de Cap'Com qui ont effectué l'étude estiment, avec une certaine prudence vu la diversité des « produits » et des réponses fournies par les élus, que « le coût moyen annuel par habitant est de 24 francs ». Aux citoyens de dire si cette dépense correspond à un service supplémentaire rendu par le municipalité.

S. B.

(1) Enquête effectuée par questionnaire (système de trente questions fermées), complétée par un examen des journaux.

Le Monde EDITIONS

Laurent Greilsamer présente

# Le procès du sang contaminé

- Pour la première fois, voici les documents clés d'un scandale médical, politique et moral
- Le réquisitoire du procureur de la République
  - Les comptes rendus d'audience du Monde
  - Le jugement du tribunal correctionnel
  - La chronologie des événements

LE LIVRE QUI VOUS FAIT JUGE

En vente en librairie



RÉGIONS

PAYS DE LA LOIRE

# LE « TRAIT D'UNION » DE NOYANT

A la demande des nombreux isolés un service de taxi collectif a été créé

Il y a de l'ambiance, dans « le taxi de M. Belnou ». Tandis que le paysage du Maine-et-Loire défile derrière les vitres, Solange, qui n'a pas sa langue dans sa poche, entreprend de faire rire Claude, un petit nouveau de soixante-treize ans qui voyage seul. Soudain, celui-ci ne peut plus contenir son hilarité. Claude est un grand timide. Il a attendu deux mois avant de prendre le taxi collectif mis à la disposition des gens du canton de Noyant, et baptisé « Trait d'union ». Pourtant, cet onvri agricole retraité n'a pas de voiture. Pour se rendre au marché, il devait jusqu'à présent faire appel à des voisins. La « propagande » sur le « Trait d'union », trouvée dans sa boîte aux lettres, l'a donc intéressé. Mais il s'agit pas d'appeler un taxi pour aller faire ses courses. Question d'habitude... Une élue est venue l'encourager à faire la démarche. Hier, il a enfin réservé une place pour Noyant, et il ne le regrette pas. « Pour remonter mes voisins, j'achète des gâteaux ou je payais à boire. Finalement, ça me revient moins cher de prendre le taxi », explique-t-il, en tenant dans le creux de sa main, les 24 francs qui serviront à payer l'aller-retour jusqu'au bourg de Meigné-le-Vicomte.

Solange, elle, a été plus rapide. Des circonstances douloureuses l'ont, il est vrai, obligée à faire appel au « Trait d'union ». A soixante ans, Solange vient de perdre son mari. Du jour au lendemain, elle s'est retrouvée isolée en pleine campagne. Comment se rendre à Noyant pour accomplir les formalités qui suivent un décès ? Le taxi de M. Belnou a été une véritable aubaine. En plus, le chauffeur traite avec gentillesse cette « mamie » qui profite de ses voyages pour oublier un peu sa solitude. Désormais, Solange prend le taxi quasiment tous les jours, pour faire des courses, aller chez le médecin, et même... apprendre à conduire. « Mais si le « Trait d'union » disparaissait, promet-elle, j'irais habiter en ville ! »

Antoinette et Henri, un siècle et demi à eux deux, appré-

cient également la convivialité de ce taxi collectif. « Dans le « Trait d'union », on rencontre souvent des jeunes, explique Antoinette, bien qu'aujourd'hui il n'y en ait pas, parce que ce sont surtout les vieux qui vont au marché. » Le couple emprunte le taxi une ou deux fois par semaine, pour aller retirer de l'argent et, surtout, acheter des médicaments. Car on ne trouve pas d'officine ailleurs qu'au chef-lieu de canton. « Mois là, on a le choix, puisqu'il y a deux pharmacies, celle du maire et celle de la première adjointe. »

## Les paquets interdits

Les quatre passagers ont réservé le taxi la veille. Yves Belnou est venu les chercher à domicile, entre 8 et 9 heures, pour les conduire à Noyant. Il les a repris à midi, près d'un stand qui propose d'énormes asperges et des poulets élevés au grain. Il les dépose, un par un, devant leurs petites maisons de tuiles, et les aide à descendre. « Pour l'instant, je ne touche que 2 500 francs par mois avec le « Trait d'union ». Si je déduis l'achat du microbus et mon temps de travail, je perds de l'argent sur cette affaire. Mois le service est agréable, et j'aurais été idiot de le refuser », remarque Yves Belnou, qui gère une entreprise de huit personnes. Il a signé une convention d'un an avec le Syndicat intercommunal à vocations multiples (Sivom) du canton de Noyant, qui voulait sous-traiter ce service public à un artisan local, plutôt que de le confier à des fonctionnaires territoriaux.

Le « Trait d'union » a été mis en place à la demande des personnes âgées et des chômeurs du canton. « Il y avait une carence de transports en commun dans notre secteur », constate Claude Amis (UDF), conseiller général et président du Sivom. Les lignes de la SNCF ont été abandonnées dans les années 70. Quant aux bus, ils ont oublié ce canton rural qui compte 5 800 habitants dispersés sur un

rayon de 10 kilomètres. Le conseil général du Maine-et-Loire, le Sivom et des associations locales d'insertion ont procédé à une étude détaillée des besoins. Les jeunes habitants des bourgs souhaitaient se rendre aux permanences de l'ANPE, des Assédie ou de la Sécurité sociale, qui se trouvent à Noyant. La population âgée voulait être conduite à Saumur ou Baugé pour des consultations médicales spécialisées.

Les collectivités locales ont alors décidé de mettre en place un service de transport aux destinations limitées : Noyant, Saumur, Baugé, selon les jours de la semaine. Le « Trait d'union » n'est pas, toutefois, un bus comme les autres, parce qu'il va chercher les gens à domicile. De plus, il ne fonctionne qu'à la demande. Si personne n'appelle, il ne sort pas du garage, ce qui permet de faire des économies par rapport à une desserte systématique.

Pour budgétiser le « Trait d'union », François Cahen, directeur à la barbe rousse, a tablé sur « le plus mauvais toux de remplissage possible : une personne par voyage, alors que le minibus peut en transporter huit ». Pour l'année 1993, une dépense de 80 000 francs a été prévue. Conseil général et Sivom se la partagent, à égalité.

Les quinze communes du Sivom ont décidé de participer au financement du « Trait d'union ». Elles paient au prorata de leur démographie. « C'est notre façon à nous de faire de l'intercommunalité », explique Claude Amis. Les deux premiers mois ont connu un taux de fréquentation supérieur aux prévisions les plus pessimistes. Mais le service est évidemment déficitaire. « Ce n'est pas grave, explique François Cahen. La perte de cinq taxes d'habitation coûte plus cher aux communes que le financement du « Trait d'union ». L'essentiel, c'est de maintenir la population dans le Noyantais. »

Pour que le « Trait d'union » n'ait pas d'effets pervers sur le petit commerce, François Cahen a prévu une réglementation originale : il est interdit de transporter des paquets de plus de 5 kilos. « Nous ne voulons pas que les habitants du canton aillent engraisser la grande surface de Noyant. » Cette mesure n'estelle pas une entrave à la liberté du consommateur ? Non, proteste le capitaine du Sivom : « C'est une mesure nécessaire contre la désertification ! »

de notre envoyée spéciale à Noyant  
Rafaela Rivais

BRETAGNE

# ROSCOFF ET LE RÊVE DU SOLEIL-LEVANT

Le port du Haut-Léon tente de tirer profit de ses affinités avec les Japonais

DEUX petits drapeaux japonais trônent sur le bureau du maire de Roscoff, Michel Morvan (PR). Et haut d'un meuble où sont réunies les « trophées communaux », un objet, rapporté de l'Empire du Soleil-Levant se distingue des coupes, fanions et médailles. Et lorsque des Japonais sont en visite dans la ville, un oriflamme blanc à rond rouge flotte à côté de l'emblème tricolore, face à la cathédrale, chef-d'œuvre d'art gothique flamboyant. « On le hisse à chaque fois qu'on reçoit des Japonais », explique le maire. En trois ans, Roscoff, commune du Finistère de 3 711 habitants, qui fait partie, selon le maire, du circuit touristique classique des Japonais en France avec Paris, le Mont-Saint-Michel, les châteaux de la Loire et Cannes, a reçu dix-huit délégations de ce pays, dont la dernière fut menée le 15 avril par Tomohiko Kobayashi, ambassadeur du Japon en France. Et l'idée est dans l'air d'un jumelage.

## Crêpes et algues

Cette amitié « nippon-roscovite » trouve sa source sur une minuscule île située à quelques jets de pierre de la cité corsaire, l'île Verte. Elle renferme, dit-on, le plus vieux granit du monde. Ces « barbares maritimes » sont situés à l'extrémité du filon qui part du cap Joubert et passe par les îles anglo-normandes. Du coup, l'île Verte a pris, en Asie orientale, une dimension symbolique, car c'est de là que sera extraite la première pierre du monument du troisième millénaire qui se dressera dans le ciel de l'île d'Awaji, près d'Osaka.

Un projet grandiose qui rappelle, dans son principe, celui de la statue de la Liberté. Il a été élaboré par l'Association France-Japon présidée par un Breton, ingénieur à l'INA (Institut national de l'audiovisuel), Philippe Quéau. Un Français, Patrick Berger, en est l'architecte. Deux parois de verre s'élèveront à 55 mètres de hauteur et

seront jointes par une table de brooze de 210 mètres de long. Le socle de cette arche de l'Alliance sera en granit breton avec, au cœur, la fameuse pierre de l'île Verte.

« Lorsqu'on nous en a parlé pour la première fois, en 1989, nous sommes restés très sceptiques », commente Michel Morvan. Mais Roscoff a vite fait de s'honorer d'avoir le plus vieux granit du monde. Dans la commune, on s'est rappelé que Georges Teissier, spécialiste des hydrozoaires et ancien directeur de la station de biologie marine, entretenait des relations scientifiques avec l'empereur Hiro-Hito qui partageait sa passion pour cette variété d'animaux marins.

Les échanges ont largement dépassé le cap étroit des hydrozoaires. Entre la côte léonarde et le Pays du soleil levant, on parle notamment de gastronomie. Michel Morvan, vice-président du comité régional du tourisme, souhaite organiser une Journée de la cuisine bretonne à Tokyo, comme cela s'est fait précédemment à Los Angeles. Trois chefs de Roscoff, Jean-Yves Croco, Jacques Créach, Loïc Le Bail, ont déjà des contacts avec des confrères japonais. Le dernier nommé a connu, chez Sendrens, à Paris, Yuzuo Uerha, devenu l'un des grands cuisiniers de Tokyo. La table, effectivement, ne laisse pas insensibles les Japonais. Lorsqu'ils viennent à Roscoff, ils dégustent les crêpes, et ces consommateurs d'algues ont de quoi assouvir leur passion. La région fourmille de huit cents espèces algales grâce au Gulf Stream qui vient lécher la côte du Haut-Léon et fournit une eau d'une « pureté prodigieuse », selon un spécialiste.

Ces algues, et plus généralement la richesse du milieu marin, renvoient à la thalassothérapie qui a fait le renom de Roscoff. C'est là qu'est né, en 1998, le premier institut français de cure marine de Roc Kroum. Roscoff est ainsi devenue une ville-santé avec deux autres gros équipements médicaux, une clinique de rééducation fonctionnelle, Ker Léna, et un centre hélimarin où sont soignés les enfants atteints de mucoviscidose. En outre, les Japonais sont venus voir le premier élevage aquacole de saumon dans une barge ancrée en pleine mer.

## Aéroport international

Le maire a maintenant le projet de mettre en place, avec la compagnie All Nippon Airlines, une ligne charter mixte fret-passagers Tokyo-Paris-Brest. « afin, dit-il, de desservir le point le plus reculé en venant de l'Est mais certainement l'un des plus typiques de France ». Roscoff a les moyens de ses ambitions touristico-japonaises. Elle possède dix-huit hôtels, la deuxième capacité d'accueil du Finistère.

Pour le fret, les milieux économiques locaux travaillent sur plusieurs projets, particulièrement dans l'agroalimentaire. La pointe de Bretagne a assez montré qu'elle savait commercer avec l'étranger. C'est précisément à Roscoff que s'est créée, il y a vingt ans, la ligne marchande maritime des Brittany Ferries avec l'Angleterre pour livrer, par-delà la Manche, artibauts et choux-fleurs. Cette compagnie transporte, sur plusieurs ports, plus de deux millions et demi de passagers et cent cinquante-cinq mille camions. Avec le Japon, l'outil d'échange économique est désormais prêt : Brest a ouvert, l'an passé, un aéroport international pouvant recevoir de très gros porteurs. Il reste à remplir les avions. Le plus difficile...

de notre correspondant à Brest  
Gabriel Simon

## BASSE-NORMANDIE

Changement de nom

Le président du conseil régional de Basse-Normandie, René Gerree (UDF-PR), souhaite changer le nom de la région pour la rebaptiser « Normandia ». « Comme il existe la Savoie et la Haute-Savoie, il y aurait la Normandia et la Haute-Normandia », explique René Gerree, qui vient d'insérer cette proposition dans l'avant-projet du troisième contrat de plan État-région. « Le terme de basse a une connotation très négative, assure René Gerree. En traduction anglaise, c'est dramatique. La loi nous autorise à changer de nom. C'est le bon moment pour le faire, alors que nous voulons nous ouvrir vers l'extérieur. Des événements comme le cinquantième anniversaire du débarquement en Normandie, en 1994, vont nous aider. » Les trois conseils généraux du Calvados, de la Manche et de l'Orne, doivent voter une délibération, puis l'assemblée du conseil régional devra trancher, en principe la 8 juillet, avant que cette demande soit transmise au gouvernement qui doit statuer. Une proposition peu appréciée sur l'autre rive de la Seine, où les élus de la région Haute-Normandie s'efforcent « de l'abandon de la notion d'unification de la Grande-Normandie ».

## LIMOUSIN

Un nouveau tronçon autoroutier

Nouvelle progression de la future liaison A20, qui doit relier Vierzon à Brive, et ainsi assurer la continuité autoroutière de Paris à Toulouse à l'horizon 1996. Un tronçon de 17 kilomètres, entre Limoges et Uzeste qui vient en service au cours de la dernière semaine d'avril. Deux goulots d'étranglement importants de la RN20, à Magnac-Bourg (Haute-Vienne) et Masseret (Corrèze), sont désormais comblés. Cette ouverture précède la prochaine mise en chantier du dernier tronçon important de la traversée autoroutière en Limousin : la déviation d'Uzeste. Trois ouvrages d'art dont un viaduc de 380 mètres de long pour 50 mètres de haut. Trois ans de travaux sont prévus.

## RHÔNE-ALPES

Information sur les risques chimiques

Vingt et une communes de l'agglomération lyonnaise, rassemblant plus de 300 000 habitants, vont faire l'objet d'une campagne d'information sur les risques industriels majeurs. Le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles et des risques dans l'agglomération lyonnaise (SPIRAL) met en œuvre un budget de 1,4 million de francs, financé pour plus de la moitié (0,8 million de francs) par les entreprises locales de la chimie. Au mois de juin, il doit distribuer 140 000 exemplaires d'une plaquette sur les mesures à prendre en cas de sinistre. Les entreprises prévoient une campagne de communication interne. Quatre réunions publiques auront lieu à Neuville-sur-Saône, Pierre-Bénite, Feyzin et Saint-Fons. Une bande dessinée sera diffusée, à 30 000 exemplaires, dans les établissements scolaires. La SPIRAL a été créée entre les collectivités locales, l'État et les industriels, après un incendie sur le port pétrolier Edouard-Herriot, que Michel Noir, devenu maire de Lyon, envisageait un moment de transformer en parc urbain. Les recherches se poursuivent à propos d'un nouveau site pour les sphères de gaz liquéfié, épargnées par le sinistre de 1987.

CENTRE

# ORLÉANS AFFICHE SON URBANISME

Une exposition fait le point sur les chantiers ouverts en centre-ville et sur la vie des quartiers

AVEC une délectation évidente, propre à ceux qui ont connu de près l'urbanisme politique, Jean-Pierre Sueur (PS), maire d'Orléans, promène ses visiteurs au milieu de l'exposition d'urbanisme qui se tient actuellement à Orléans (1). La première manifestation de ce genre dans la cité de Jeanne d'Arc excite la curiosité, et c'est par milliers que les habitants s'y rendent.

L'urbanisme n'est pas une activité très palpable. Jusqu'ici, pour les citoyens, cela voulait dire des trottoirs goudronnés, un équipement construit de temps à autre qui permettrait à un maire de « marquer » son passage. Aujourd'hui, les citoyens sont plus exigeants. Ils ne se contentent plus de leur quartier pour horizon et ils veulent voir comment évolue l'ensemble de leur ville. Ils savent que la décentralisation a donné plus de pouvoir aux élus et cherchent ce que ceux-ci en ont fait. A ces questions répond l'exposition très didactique qui a lieu à Orléans, où sont exposés les projets de la ville, et c'est la raison de son succès. La capitale de la région

Centre ne se signale pas par ses audaces - les rues piétonnes y font encore peur aux commerçants - mais la proximité de Paris l'empêche d'être trop provinciale, et la Loire découpe un grand pas de lumière et d'air pur. Les premiers chantiers des socialistes, qui se sont installés à l'hôtel Grosloir en 1989, commencent à sortir de terre.

## Déplacement du centre de gravité

Au centre-ville d'abord, la médiathèque (ouverture prévue au printemps 1994), due aux architectes Dubesset et Lyco, est destinée à remplacer le vieil édifice de la rue Dupanloup qui a le charme d'un cabinet de lecture du dix-huitième siècle. Puis une nouvelle salle de spectacles (600 places) renforçant le potentiel du centre culturel du Carré Saint-Vincent.

Enfin le centre d'affaires Saint-Marc au débouché de la voie « G », qui sera traité architecturalement comme une nouvelle entrée de la ville. Ces trois opérations, inscrites sur les anciens maîts, vont déplacer un peu plus le centre de

gravité de la cité vers le nord, mouvement que la précédente municipalité avait initié avec la construction du centre commercial d'Arc.

Néanmoins, les bords de Loire et le vieux Orléans autour de la cathédrale, en perte d'animation depuis quelques décennies, ne sont pas oubliés : la rénovation du quartier Desaux, autrefois le quartier des vinaigriers d'Orléans, avec la construction de logements en partie sociaux et d'usages résidentiels pour étudiants, puis ultérieurement le lancement d'une passerelle au-dessus du fleuve en direction du quartier Saint-Marcus, devraient ramener de l'animation sur les rives de la Loire.

L'autre intérêt de cette exposition, c'est le regard porté sur les quartiers. Qu'ils soient confrontés à des difficultés sociales, comme celui de l'Argoosse, objet actuellement d'une réhabilitation, ou en complète recomposition, comme le campus de la Source. Edifié dans les années 60, la Source devait être « l'Oxford français » mais, en réalité, n'a jamais véritablement décollé. Cette fois on a pris les grands moyens, en décidant d'ouvrir complètement le campus et de

resserrer l'ensemble par des constructions (commerces, résidences pour étudiants). Cette opération coïncide avec une progression sensible du nombre d'étudiants (14 000 actuellement) et la création d'un technopôle.

L'isolement de ce quartier (10 kilomètres du centre-ville) devrait être rompu, surtout si le projet de tramway de l'agglomération se réalise. La décentralisation procède d'un laboratoire de recherche de l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement et la coopération) et l'arrivée de 70 chercheurs contribuera à faire de la Source le « pôle d'excellence » scientifique et technologique (actuellement 2 300 chercheurs répartis dans les laboratoires du CNRS, du BRGM, de l'INRA et de l'université notamment), appelé par les élus d'Orléans.

A tous ces projets, l'opposition n'a pas manqué de surgir. Jean-Louis Bernard (UDF-Rad), ancien maire d'Orléans, que sa victoire aux dernières élections législatives replace dans la course des municipales, estime que ces projets « manquent d'ambition », constituent du « saupoudrage » : et il reproche aux socialistes de « rester dans la dimension de quartier ». Les Orléanais ont jusqu'au 28 mai pour goûter cette leçon d'urbanisme.

(1) Jusqu'au 28 mai au Muséum des sciences naturelles, rue Marcel Prout.

de notre correspondant à Orléans  
Régis Guyotat





## I L E - D E - F R A N C E

## ARTISTES

Les arts appliqués au Cirque d'Hiver

ILS sont super, les «Zarza Duperré». Non, ce ne sont pas des duettistes mais les élèves de l'école supérieure des arts appliqués dite Duperré (grande école et municipale tout à la fois) qui ont donné fin avril leur spectacle annuel. Trois représentations archicombles au Cirque d'Hiver, s'il vous plaît ! Les futurs dessinateurs de mode, stylistes, graphistes, plasticiens, scénographes et designers ont dans une revue en trente-cinq tableaux montré leur talent. Grâce à humour, adresse, imagination, dynamisme, les professionnels de la mode et du spectacle ont applaudi. Sur les cinq cents élèves de l'école (deux tiers de filles, un tiers de garçons), cent cinquante avaient préparé la revue en moins de six semaines. Duperré, établissement fondé en 1858 dans la rue du même nom, démenagé depuis près de la République et municipalisé en 1970, est dans son genre, unique en France. On y entre sur concours (un soumis sur sept candidats) et on en sort en fanfare.

## SEIZIÈME

Automates à Bagatelle

La fabrication des automates, mi-jouets mi-œuvres d'art, fut, au siècle dernier, une spécialité parisienne. Horlogers, mécaniciens, sculpteurs, modelleurs, tapissiers, ébénistes, tout un peuple d'artisans faisait merveille dans le quartier du Marais.

Une exposition, qui a déjà accueilli plus de 10 000 visiteurs et qui restera visible jusqu'en juillet, en témoigne. Une centaine d'objets tels que poupées articulées, tableaux animés et documents d'époque sont déposés dans les dépendances du château de Bagatelle, au bois de Boulogne. Le Triomphe des automates, mais aussi les anciens communs situés sous les terrasses. Ces étranges et vastes locaux (1 600 mètres carrés) ont déjà fait l'objet d'importants travaux de restauration. Des aménagements complémentaires sont encore prévus pour leur permettre d'accueillir des manifestations encore plus importantes. Le parc de Bagatelle confirme ainsi son rôle culturel dans les séductions de la capitale.

## EXPOSITIONS

## L'INÉBRANLABLE FOIRE DE PARIS

Survivant à toutes les crises, elle reste la première manifestation annuelle, polyvalente et grand public en France

INCROYABLE. Une fois encore, la Foire de Paris (29 avril-9 mai) attire les foules. Malgré ses quatre-vingt-deux ans, ignorant le foisonnement des salons spécialisés qui lui font concurrence et en dépit de la récession économique, le grand déballage de la Porte de Versailles tient le coup.

Avec 945 000 visiteurs l'an dernier, elle fait quasiment le même score qu'en 1972 et qu'en 1982. Etonnant stabilité dans le succès. Car la Foire reste la plus courue des manifestations annuelles de la capitale. Elle devance largement ses petites sœurs des métropoles régionales. Même la très ancienne et prestigieuse foire de Lyon a 3,5 fois moins d'exposants et 2,3 fois moins de visiteurs.

La Foire de Paris est pourtant née d'un concept très dix-neuvième siècle. Son «inventeur», le bijoutier Gustave Sandoz, voulait pérenniser à peu de frais les fameuses expositions

universelles qui firent la gloire de Paris. L'affaire débuta bien modestement avec 480 marchands d'articles de Paris rassemblés sous le marché couvert du carreau du Temple, en 1904. Mais l'idée d'ouvrir chaque printemps une sorte de grande surface temporaire présentant toutes les innovations intéressantes du populaire était bonne. Elle a résisté aux tempêtes de l'actualité.

Exemple : il y eut une Foire de Paris en 1917 — au pire moment de la Grande Guerre. La crise de 1929 l'affecta à peine. Interrompue durant l'Occupation, elle ressurgit dès septembre 1945, moins de quatre mois après la capitulation allemande. Les manifestations et les grèves de mai 1968 n'empêchèrent pas 400 000 Parisiens de s'y rendre à pied.

L'exceptionnelle longévité de la Foire de Paris tient d'abord de son «gisement» qu'elle exploite : les 10 millions de

consommateurs de l'agglomération capitale. C'est là qu'elle recrute depuis le début du siècle les trois quarts de ses clients. Si les Parisiens sont moins nombreux qu'autrefois (21 % aujourd'hui contre 29 % il y a vingt ans), ils ont été remplacés par les banlieusards (56 % contre 46 %, autrefois). La proportion des visiteurs de province (22 %) reste inchangée, de même que celle des curieux venus de l'étranger.

## Des techniques de pointe à la camelote

Deuxième facteur de succès : la publicité gratuite que lui font les plus beaux personnages de l'Etat. Dès la première année, la Foire a bénéficié du soutien du préfet de police (à l'époque Louis Lépine), qui y amena un ministre. Depuis lors, le rituel des visites officielles est bien établi.

Troisième atout, la Foire est organisée depuis l'origine par un Comité des expositions de Paris qui n'est autre que l'association de la mairie, de la chambre de commerce et d'industrie et des professionnels. Une équipe de 180 spécialistes chevronnés (ils organisent chaque année dans la capitale plus de 20 autres salons) mobilise tout son savoir-faire pour que l'opération réussisse. Evolution des secteurs de l'économie, attentes du public, tout est minutieusement étudié. Puis on met le paquet : sur les 25 hectares du Parc des expositions de la porte de Versailles plus de 700 employés et hôtesse installent les exposants. Mis en confiance, ceux-ci accourent : ils sont 3 200 cette année dont 670 étrangers. Et pour certains secteurs, il y a des listes d'attente.

La grande habileté des organisateurs a toujours été de s'adapter à leur époque. Durant

les années 50, les jouets et la mécanique primaient. Dix ans plus tard, c'était le pavillon individuel illustré par un véritable village groupé autour d'une église. Puis vint l'informatique domestique, aujourd'hui détrônée par les antiquités et les voitures d'occasion. Restent les valeurs sûres : les vins de France, le confort domestique, le tourisme, les stands exotiques et le fameux concours Lépine. Avec ces piliers-là, les recettes sont assurées.

Mais on n'oublie pas que la Foire est aussi une fête et les attractions n'y ont jamais manqué. Cette année encore, le bazar d'Istanbul et les acrobates de la police voisinent avec un flacon électrique de la Belle Époque et un combiné pour téléphoner tout en se baignant. «Un vrai capitalisme», disent les esprits chagrins. C'est vrai : le cocasse, l'imprévu, parfois la camelote et le «mauvais goût», mais aussi les techniques de pointe et les membres signés comptent parmi les ingrédients du cocktail. Ce méli-mélo un peu dingue, ce spectacle de la vie devant lequel nul ne peut s'ennuyer même s'il n'achète rien, voilà le vrai secret de l'incroyable Foire de Paris.

M. A.-R.

## LE BI-BOP A L'ÉPREUVE DES PARISIENS

Suite de la page 19

Enfin le système Bi-Bop est «materné» par un ordinateur, installé à Levallois. Celui-ci vérifie que chaque appel est bien lancé par un abonné en règle. Il enregistre la communication pour la facturation ultérieure et peut même refuser la liaison si — l'appareil ayant été volé — l'abonné a fait opposition. Bref, un cerveau qui coûte cher, lui aussi. C'est pourquoi il a fallu un an de travaux et des investissements de 250 millions de francs pour offrir aux Parisiens le service Bi-Bop.

## Une densité à la japonaise

De telles dépenses ne peuvent être amorties que si la clientèle potentielle est dense. Exactement comme le métro, qui n'est économiquement concevable que dans un tissu urbain serré. Paris est, à cet égard, l'un des meilleurs terrains du monde, car on y trouve réunies plusieurs conditions favorables. Les quartiers parisiens présentent une densité exceptionnelle «à la japonaise». La plupart des arrondissements ont plus de 20 000 habitants au kilomètre carré, et quatre d'entre eux (les 3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>) plus de 30 000 rési-

dents au kilomètre carré. Sans compter les employés, visiteurs et touristes venus de l'étranger ! Cette population a un revenu largement supérieur à la moyenne nationale, et elle compte plus d'actifs que partout ailleurs. Elle comporte aussi une proportion record de gens qui «veulent parler» ou «être dans le coup». Enfin, les Parisiens sont déjà des inconditionnels du «bigophone». La densité des combis y dépasse la moyenne nationale et la consommation téléphonique est supérieure de 60 % à celle de la province.

Le marché parisien a aussi ses handicaps. Beaucoup de ceux qui ont un impérieux besoin d'un téléphone mobile ont déjà équipé leur véhicule. On compte dans la capitale 25 000 abonnés au radiotéléphone «français» et déjà 5 000 autres à l'étranger, le téléphone de voiture européen. Par ailleurs, la ville est parsemée de 7 200 cabines publiques (soit, en gros, une par carré de 100 mètres sur 100 mètres) qui ne sont plus vandalisées depuis que, pour les trois quarts, elles sont à carte magnétique. On ne peut pas oser plus installer d'importants équipements de téléphonie mobile sans que les zones où l'on peut se servir de Bi-Bop, France Télécom a collé sur les réverbères des brassards trico-

lores (bleu-blanc-vert). La municipalité lui a interdit de les poser sur les 6 kilomètres de l'axe Concorde-pont de Neuilly. Il est vrai que cette signalisation d'ailleurs discrète, n'est nullement indispensable. Le combiné indique lui-même, sur son mini-écran, si l'on peut établir une communication ou pas.

## L'expérience strasbourgeoise

Après avoir rodé le système à peu de frais à Strasbourg (310 bornes seulement et 2 000 volontaires pendant un an), les responsables de France Télécom ont décidé de se lancer sur le marché parisien. C'est là qu'aura lieu le test décisif, en vraie grandeur. La firme y joue son image. Institu-

tioo qu'estiment unique en France par son statut (c'est un «exploitant autonome de droit public»). Forte de 155 000 employés et faisant un chiffre d'affaires de 122 milliards de francs (et 3 milliards de francs de bénéfices après versement de son dû à l'Etat, actionnaire unique) France Télécom est l'une des plus grosses entreprises de téléphone du monde. Son objectif est clairement effiché : faire passer le chiffre d'affaires réalisé avec les téléphones mobiles de 3,6 milliards de francs à plus de 12 milliards de francs en 2000.

Si l'expérience parisienne marche selon les prévisions, le Bi-Bop sera proposé aux métropoles régionales présentant des caractéristiques commerciales et démographiques favorables : population

dense, économiquement très active et vivant au milieu d'une agglomération importante. Lyon, Marseille, Lille, Toulouse sont dans ce cas. Mais aucune ville de moins de 100 000 habitants ne pourra prétendre bénéficier du téléphone de poche. Celui-ci est un instrument de grande ville. Il est et restera le privilège des Français vivant «à la parisienne». Pour le meilleur et pour le pire.

Car le problème n'est pas de savoir si France Télécom va quadrupler ses ventes de téléphones mobiles. L'essentiel tient à l'usage que les Parisiens vont faire de ce nouvel engin. Comme les calmes Strasbourgeois, se servira-t-il de Bi-Bop pour passer de très brèves communications professionnelles ?

Voilà, en contrepoint, s'amuser avec ce nouveau joujou, frimer, appeler avec ostentation — tout se passe à l'arrêt dans la rue ou au volant — de mystérieux correspondants pour de vaines confidences ? Se faire appeler à tout propos et hors de propos, et donc réduire les vraies rencontres au profit du bavardage à distance ? Car, dès le mois d'octobre, le porteur d'un Bi-Bop pourra recevoir les appels.

Jusqu'ici lié au domicile, au bureau ou à la voiture, le téléphone portable vous suit désormais en tous lieux. Il peut être une bénédiction ou un odieux gadget, bumeriser les Parisiens ou les stresser encore davantage.

Marc Ambroise-Rendu

## Le prix de la mobilité

France Télécom assure que la Bi-Bop constitue une démocratisation du téléphone mobile jusqu'ici réservé aux véhicules de personnes à grand train de vie (à l'échelle de 9 000 F en moyenne et 5 700 F d'abonnement annuel). Démocratisation relative quand on examine les coûts. La première année le client débourse 1 890 F pour l'échat du combiné, 150 F de mise en service et 654 F d'abonnement pour douze mois. Total arrondi à 2 700 F. Puis viennent les factures.

Toutes les communications Bi-Bop sont majorées par rapport au tarif ordinaire.

Une minute de communication Paris-Paris : 1,56 F au lieu de 0,73 F (+113 %); six minutes de communication Paris-Paris : 5,71 F au lieu de 0,73 F (+682 %); une minute de communication Paris-Lyon : 3,40 F au lieu de 2,57 F (+32 %); six minutes de communication Paris-Lyon : 20,40 F au lieu de 15,42 F (+32 %). Commentaire de France Télécom : «La mobilité se paye.»

## BÉNÉVOLAT

## DES CADRES RETRAITÉS CONTRE LE CHOMAGE

Pour aider les sans-travail à créer leur entreprise, des anciens proposent leurs compétences professionnelles

CHACQUE mardi, une dizaine de membres de l'association Henri Rochefort, un groupement de cadres parisiens à la retraite, se réunissent dans un petit salon de la mairie du XVII<sup>e</sup> arrondissement. Non pour jouer au bridge ou pour pratiquer le yoga, mais pour travailler. Bien sûr, leur association propose à ses adhérents de multiples activités qui vont de la sortie pédestre à la soirée théâtrale. Mais ils ont aussi décidé, voilà quelques années déjà, de se rendre utiles. Ils veulent lutter, à leur manière, contre le chômage qui frappe de plus en plus leurs jeunes homologues.

Aux cadres sans travail qui veulent créer leur propre entreprise, ils proposent l'assistance de leur compétence professionnelle. Et pour que les choses soient claires, ils ont baptisé leur commando Expérience créateurs d'entreprise (ECE) (1). Fort intéressés

par cette initiative, deux maires parisiens — XVII<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arrondissement — ont offert leurs locaux. L'association est en pourparlers avec deux autres : celles du XII<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> arrondissement.

## Un exercice salutaire

Généralement envoyés par l'ANPE ou quelque association pour l'emploi des cadres, les candidats sont reçus à raison de trois ou quatre par séance. Chacun, à son tour et à l'heure convenue, se présente devant l'aropage. Un échantillon à peu près complet des spécialistes qui composent généralement l'état-major d'une société : comptable, juriste, commercial, gestionnaire, fiscaliste, financier, chef du personnel, directeur général, etc. Ces messieurs et ces dames — car il y en a — écoutent

avec sympathie l'exposé de leur confrère en difficulté.

Par exemple, cet ingénieur en informatique de quarante-deux ans qui vient d'être licencié et souhaite créer un bureau de représentation commerciale qui compterait parmi ses fournisseurs son ancien employeur. Celui-ci accepterait la formule mais est-elle viable ? S'engage alors entre le groupe des anciens et l'ingénieur une partie de ping-pong intellectuel. Chacun y va de ses interrogations, observations et suggestions. Au jeu des questions et des réponses, le rêve du chômeur se transforme en projet concret dont il perçoit maintenant les chances et les pièges. Il décide de persévérer. On lui affecte alors deux «parrains» qui suivront ses démarches, s'il le souhaite. L'idée neuve du groupe ECE est d'avoir groupé les multiples compétences de ses membres et de les faire agir en synergie.

«Nous ne voulons pas faire concurrence aux conseillers en création d'entreprise», explique René-Jacques Plantard, mais donner le coup de pouce initial à des gens qui sont dans le pétrin. Dès que le candidat a dressé son projet et réuni le capital nécessaire, nous lui conseillons de se faire assister par un professionnel.»

A raison de deux séances par semaine, le groupe des retraités ECE a reçu, depuis sa création, environ un millier de chômeurs entrepreneurs. Après un sévère brain storming, un certain nombre ont renoncé. Leur idée ne tenait pas la route. D'autres ont persévéré et réussi. Comme cette dame qui voulait mettre en conserve les plats qu'elle savait mitonner chez elle. Son affaire parisienne est si prospère qu'elle a installé des succursales en province.

Quant aux retraités eux-mêmes, ils se passionnent pour ce bénévolat. «Au fond», explique l'un d'entre eux, nous avons la nostalgie de notre ancienne profession. Le groupe est une occasion de transmettre notre savoir-faire, de rester dans le coup et même de nous enrichir intellectuellement.

M. A.-R.

(1) Association Henri Rochefort. Groupe ECE, 1 bis, rue Henri-Rochefort, 75017 Paris. Tél. : 40-53-39-59.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Mai  
1993

SPÉCIAL EXAMENS  
DERNIER ÉTAT DU MONDE

L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'états dépendants après trois ans de coalition. L'Asie Pacifique est devenue le nouvel atelier du monde, il faut compter avec l'Asie orientale. Aux États-Unis, on commence à mesurer l'effet Clinton. Les différences Nord Sud persistent.

## DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Pourtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs.

An sommaire des Clés de l'Info : moutée des mouvements intégristes dans les pays musulmans, la crise institutionnelle en Russie, les formations de droite en France, l'hyperinflation au Brésil, le blanchiment de l'argent sale, la faillite du système politique italien, le Printemps de Bourges, la déontologie des journalistes, mai 68.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F



ILE-DE-FRANCE

ÉCONOMIE

# DES PATRONS EN MISSION A PRAGUE

Bilan positif pour quinze responsables de PME-PMI franciliennes après un voyage organisé par le conseil régional

QUAND le conseil régional d'Ile-de-France (CRIF) accompagne une quinzaine de responsables d'entreprises à Prague, ceux-ci n'ont guère le temps de profiter des richesses artistiques de la somptueuse capitale de la République tchèque, devenue la ville la plus visitée d'Europe depuis la « révolution de velours ». Le programme préparé par la direction du développement économique et de la formation du conseil régional pour la mission du 26 au 28 avril à Prague, n'a en effet qu'un seul but : leur permettre de faire des affaires.

Dès leur arrivée, les quinze directeurs généraux ou les responsables de l'exportation des PME-PMI franciliennes rencontrent l'interprète et l'expert qui vont les accompagner tout au long de leurs rendez-vous à Pra-

gue et dans tout le pays. Première surprise de cette prise de contact : l'excellente connaissance par les assistants tchèques de la production, du marché et des souhaits de chaque entreprise française. Ceux-ci ont en effet reçu quelques semaines plus tôt un dossier très complet sur le marché tchèque.

Peu après, un conseiller et le chargé d'affaires de l'ambassade de France dressent un tableau de la situation d'un pays qui vient de connaître de véritables bouleversements. Ils se veulent rassurants sur l'évolution politique. Malgré les incertitudes liées à la partition avec la Slovaquie le 1<sup>er</sup> janvier dernier, l'évolution de la jeune démocratie de la République tchèque est caractérisée par la stabilité.

La description de l'économie ultra-libérale mise en place dans

le pays depuis 1990 souligne également les potentialités du marché tchèque. Le chômage n'atteint pas 3 % sur l'ensemble du territoire et moins de 1 % à Prague. Les salaires moyens tournent autour de 1 000 francs. Les programmes de privatisations ont relancé les investissements. Seule incertitude : les conséquences de l'entrée en vigueur d'une loi sur les faillites, quelques jours avant l'arrivée de la mission française.

## Travail préparatoire

Les diplomates demandent aux visiteurs français de n'avoir « ni complexes ni prétention » dans leur démarche. Les Tchèques sont actuellement déçus par les industriels allemands qui ne

peuvent tenir tous leurs engagements en raison des difficultés qu'ils rencontrent dans leur propre pays. En 1992, les Français ont d'ailleurs été les deuxièmes investisseurs en Tchécoslovaquie juste après les Américains.

A raison de huit à douze rendez-vous en trois jours, les industriels français partent alors à la recherche de clients potentiels, d'importateurs-distributeurs, de partenaires ou même de fabricants locaux pour établir une coopération. Chaque société et son expert tchèque disposent de fiches présentant les entreprises locales qu'ils vont rencontrer. Celles-ci connaissent, elles aussi, exactement les souhaits de leurs visiteurs. Ce travail préparatoire a été réalisé par Gestionnaires sans frontières, une association créée en 1989 pour « faciliter les échanges, les transferts de technologie et la communication entre les entreprises d'Europe centrale et orientale et celles d'Europe occidentale ».

Jacques Edel, le directeur général de BTR, installateur de cuisines industrielles, se réjouit de la qualité du travail : « Cette fois, les Français ne vont pas partir perdants dans la conquête d'un marché », Jean-Luc Chapel, gérant de SEAT, une fabrique de ventilateurs en matière plastique, estime de son côté que cet échange d'informations permet d'instaurer le « climat de confiance indispensable à la réussite des contacts ».

« Les missions économiques des entreprises franciliennes ont une obligation de résultats », explique Michel Poiraton, chargé du développement international des PME-PMI au conseil régional d'Ile-de-France. C'est en effet le quatrième volet de l'appui régional à l'exportation (AREX) mis en place par les élus en 1989. Ce dispositif, pour lequel le conseil régional a réservé une ligne de 29 millions de francs de crédits en 1993, comprend deux types d'actions en direction des PME-PMI d'Ile-de-France.

## L'exportation indispensable

La première est une aide au recrutement d'un cadre-export, sous la forme d'un prêt sans intérêt de 200 000 francs maximum pour financer la moitié de son salaire de la première année. Les entreprises, choisies par les chambres de commerce et d'industrie, doivent embaucher moins de 500 salariés et ne pas être filiales de groupe de plus de 500 salariés. En fait, près des trois quarts des

380 dossiers instruits l'ont été pour des sociétés de moins de 50 salariés. Celles-ci n'ont presque toutes remboursé cette avance au bout des deux années prévues par le contrat.

Le conseil régional accorde également des subventions d'un montant maximum de 250 000 francs pour l'appui à la réalisation d'un plan de développement export. Un autre programme recherche directement à l'étranger des partenaires pour les entreprises franciliennes. Depuis 1989, 405 projets vers l'exportation ont été soutenus au titre des actions individuelles. 527 emplois directs ont ainsi pu être créés, 260 entreprises ont participé aux actions collectives : deux par an jusqu'en 1992. L'an dernier, une mission a été organisée en Pologne et plusieurs sociétés franciliennes étaient présentes à la foire internationale de Budapest.

« Dans la récession actuelle, l'exportation est indispensable aux 150 000 PME-PMI d'Ile-de-France. Elles créent 90 % des emplois de la région, mais 7 % d'entre elles réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 1 million de francs à l'exportation, et 67 % n'ont pas de responsable-export », précise Christian Cambon, vice-président (UDF), au CRIF, chargé de la formation professionnelle, et du développement économique régional et international.

Au cours de rencontres officielles avec le premier adjoint de la ville de Prague et avec le président de la commission du développement régional à la Chambre des députés, M. Cambon cherche à faire disparaître les réticences de ses interlocuteurs. Manifestement, ceux-ci ont trop vu, au cours des derniers mois, des délégations officielles qui mélangeaient un peu trop le tourisme, le rapprochement culturel et les affaires, oubliant très vite leurs intentions d'investir dans le pays. « J'ai un peu, au niveau de modestes échanges, la responsabilité d'un ministre du commerce extérieur pour les grands contrats », explique M. Cambon.

En dressant un bilan global, ment positif de leurs commandes et de leurs contacts au terme de ce séjour à Prague, les représentants des entreprises s'étonnaient effectivement du sérieux de l'opération et se félicitaient de deux détails qui ne sont pas sans importance. Ils n'auraient pu organiser eux-mêmes cette mission, qui leur a été facturée seulement 14 500 francs par le conseil régional, qu'en mobilisant une personne pendant plusieurs semaines, sans aucune garantie de résultats. Enfin, la région, pour laquelle cette mission est revenue à 500 000 francs, s'engage à les aider à assurer un suivi de cette opération.

de notre envoyé spécial  
Christophe de Chenay

## VAL-D'OISE ET VAL-DE-MARNE

### L'art des jardins à l'honneur

Le conseil général du Val-d'Oise va lancer, au mois de juin, un ensemble d'initiatives afin de valoriser son patrimoine d'espaces verts. L'opération doit se prolonger durant toute une année. Elle offre au public et aux professionnels la possibilité d'approfondir l'art des jardins. Les habitants seront invités à découvrir les richesses du département dans ce domaine à partir d'une exposition intitulée « Il était une fois... les jardins » et d'animations dans des lieux publics et privés, dont certains leur seront ouverts pour la première fois. Les professionnels pourront participer à une réflexion lors d'un cycle de conférences, de journées d'études et de rencontres.

D'autre part, le conseil général du Val-de-Marne ouvre au grand public, samedi 5 et dimanche 6 juin, les portes des espaces verts départementaux : le roseraie à L'Hay-les-Roses, la pépinière de Mennecy-les-Roses, la parcelle de la Plage bleue à Valen-tilleuil, les hautes bruyères à Villejui. Des visites commentées y seront organisées. Les jardiniers présenteront aux visiteurs leur travail, les techniques horticoles et l'art paysager.

## PLANTATIONS

### Des arbres dans les sablières

L'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France et la Compagnie des sablières de la Seine, filiale du groupe Lafarge, ont signé le 30 avril une convention cadre qui prévoit la plantation de 20 000 arbres chaque année pendant cinq ans sur les carrières exploitées par cette société. Cette opération concerne les départements des Yvelines, de Seine-et-Marne et d'Eure-et-Loire, dans lesquels la Compagnie des sablières de la Seine exploite 25 carrières pour produire 10 millions de granulats par an. Elle s'inscrit dans le cadre de la charte « 40 millions d'arbres pour l'Ile-de-France » lancée par le conseil régional (le Monde du 14-15 mai) et de la politique de réaménagement et de reboisement menée par la Compagnie des sablières après l'exploitation des sites.

## SEINE-SAINT-DENIS

# LA QUERELLE DU TRAIN DES COQUETIERS

La difficile transformation de cette ligne provoque l'impatience des élus

Sur ses 8,1 kilomètres, avec ses onze passages à niveau et ses six gares intermédiaires, la ligne SNCF dite des Coquetiers, qui relie Bondy à Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, est source de toutes les critiques.

Risques d'accidents graves, embouteillages, trains trop longs et quasiment vides, fréquences mal adaptées aux besoins, abords mal entretenus... Les griefs sont nombreux. Depuis plus de vingt ans, les maires des communes traversées, Villeneuve, Le Raincy, Pavillons-sous-Bois, Livry-Gargan et Sevran réclament la suppression des passages à niveau pour une meilleure intégration dans le tissu urbain de cette desserte qui transporte plus de 15 000 voyageurs, chaque jour. Harcelée par les élus, la SNCF cherche des solutions.

« La ligne, comme l'explique Denis Falguier, chargé de mission auprès de la direction régionale de Paris-Est, présente des particularités qui empêchent de l'améliorer facilement. Sa conception en voie unique sur plus de la moitié de son parcours (4 kilomètres), ne permet pas d'augmenter la fréquence de passage des trains. Son insertion au centre d'un axe routier étroit (une rue de part et d'autre) bordé de constructions rend impossible, financièrement et techniquement,

la suppression des passages à niveau ou de mise en tranchée de la ligne. Dans le cadre de l'exploitation ferroviaire, des améliorations non négligeables seraient possibles pour faciliter l'écoulement du trafic, comme l'aménagement de certains passages à niveau et points d'arrêt, mais elles ne résoudraient pas le problème de fond ».

## Pour « des réalisations simples et efficaces »

Seul le remplacement des trains par un autre mode de transport ou site propre, comme le tramway, pourrait améliorer la situation. La SNCF a réalisé en 1991, pour le compte du STP (Syndicat des transports parisiens, organisme gestionnaire et décisionnaire en matière de transport en région parisienne), une étude qui a conclu à sa faisabilité. Cependant, en raison du coût important - 700 millions de francs - aucune décision de mise en œuvre n'a été prise à ce jour.

Pour autant, l'idée n'est pas abandonnée. Les techniciens s'intéressent à une expérience réalisée en Allemagne, à Karlsruhe, d'un tramway apte à circuler sur le réseau ferroviaire. Cette solution permettrait de conserver l'infrastructure existante, ce qui n'est pas

le cas pour un tramway de type classique. Par ailleurs, dans le cadre de la préparation du schéma directeur d'aménagement de la région parisienne, la SNCF mène une étude pour le compte de l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) sur le projet d'extension de la future ligne RER Eole vers le nord afin d'améliorer la desserte de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Parmi les tracés envisagés, elle travaille actuellement sur la création possible d'une antenne souterraine qui relierait le réseau existant à la ligne RER Aulnay-Mitry en suivant l'itinéraire de la ligne des Coquetiers.

Si le projet de création de cette antenne se concrétise, il ne pourra résoudre le problème de la desserte de surface entre Bondy et Aulnay avant l'an 2015. Et, tandis que les techniciens réfléchissent, les élus s'impatientent. Le maire de Livry-Gargan, Alfred-Marcel Vincent (PS), qui depuis son élection en 1961 « a attiré de multiples reprises l'attention de l'administration supérieure, de la SNCF, du STP, sans résultats », condamne aujourd'hui « avec violence les atermoiements, les suggestions et les propositions qui consistent à renvoyer l'exécution des projets à l'an 2015, et voire, pourquoi pas, 2050 ». « Des réalisations simples et efficaces peuvent être effectuées très rapidement et sans engagement de dépenses extraordinaires », affirme cet élu, fervent partisan du remplacement des trains de huit voitures, qui « circulent souvent quasiment vides à des cadences ridicules », par des tramways du type de ceux de Nantes capables de rouler sur les voies existantes.

Cet avis est partagé par les maires de Sevran, Bernard Vergnaud (PC) et du Raincy, Raymond Mège (UDF), qui déplorent « le gaspillage chaque année de centaines de milliers d'heures » derrière le principal passage à niveau de sa commune qui englobe, dans un rayon de moins de 200 mètres, un lycée de 2 300 élèves, un centre d'apprentissage, une école privée et un hôpital dont les accès se trouvent régulièrement bloqués aux heures de pointe. Favorable pour sa part au remplacement des trains par des autobus comme « solution d'attente », le sénateur-maire de Villeneuve, Robert Calmejan (RPR), reconnaît « que l'avenir ne dépend pas de la facilité d'un quelconque projet mais bien de la capacité de financement et du partenariat qu'il proposera ». « Avant d'évoquer des solutions, d'hypothèses faisabilités, estime Robert Calmejan, il serait plus sage de prendre en compte l'escalade des coûts engendrés par la moindre modification de la ligne ».

Le dossier est loin d'être réglé. Il devrait être à nouveau examiné à l'occasion d'une prochaine réunion que compte organiser le sous-préfet de l'arrondissement du Raincy, Jean-Pierre Lacave, dans le cadre de la préparation du nouveau schéma directeur régional.

Martine Boulay-Meric

# LE MONDE diplomatique

Mai 1993

- FRANCE : Temps nouveaux, par Ignacio Ramonet. - Ces immigrés si coupables, si vulnérables, par Alain Gresh. - Perte de sens, par Philippe Videtier. - Néfastes effets de l'idéologie politico-médiatique, par François Brune.
- LIBRE-ECHANGE : Vivre sans le GATT, par Bernard Cassen. - Quand la Communauté baisse les bras, par Jean-Louis Lével.
- EUROPE : Soenderborg, vitrine ordonnée de la société modèle danoise, par Ingrid Carlander. - L'Espagne lasse du « social-libéralisme », par Thierry Maliniak. - La Hongrie n'est plus une « île heureuse », par Jean-Yves Potel. Dans un pays affaibli, la tentation régionaliste, par Jean Radanyi.
- PROCHE-ORIENT : Trente-cinq ans d'effervescence à Gaza, par Nadine Picardou. - Hamas, de l'islamisme radical à la logique nationaliste, par Wendy Kristiansen Levitt.
- ASIE : Pékin-Rangoun, nouvel axe asiatique, par André et Louis Boucaud. - Elections minées au Cambodge, par Raoul Jennar.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Qu'il s'agisse de rentes, de lycées... le Crédit Foncier finance totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action font du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

**CRÉDIT FONCIER**  
Votre allié dans le temps



# LES VILLES A L'HEURE DU ROCK

Les « années Lang » ont favorisé le développement de cette musique en régions. Les collectivités multiplient les opérations, mais les intéressés dressent un bilan mitigé

## CENTRE

Les oiseaux n'aiment pas les fêtes nautiques

Lorsque canoës et planchas s'élançant sur la Loire, ils froient des sites sensibles, protégés comme réserves naturelles, ou par des arrêtés de biotopes. De quoi déranger les stamées planégariques et naines, qui ont la particularité de choisir les îlots de sable et de gravier pour se reproduire. « Ces populations d'oiseaux méritent d'être préservées », écrit Guy Jarry, du Centre de recherche sur la biologie des populations d'oiseaux au musée, dans un rapport demandé par les autorités préfectorales. Pour lui, la présence d'une seule personne dans un rayon de 100 à 200 mètres d'une colonie est reconnue comme perturbatrice. L'expert suggère que la manifestation sportive qui devait débuter au début du mois de mai, comme l'en passé, 800 concurrents en planchas à voile et en canoës, soit décalée. « Pas possible », rétorque Pascal Berbigier, président de Promotion et animation du Vsl de Loire, la période a été choisie pour une question de sécurité. C'est la seule à être éliminée par un décret d'environ 500 m<sup>2</sup>/s. « Pas question d'interdire la Loire, lance Thierry Philippi, de Nature-Centre à Orléans, mais de montrer que l'on ne peut pas faire cohabiter la protection de la nature avec des épreuves sportives. » L'élaboration d'une charte régionale doit permettre la définition d'un code de bonne conduite avec des contraintes de passage dans le temps et dans certains lieux.

## POITOU-CHARENTES

Nouveau pavillon au Futuroscope

Le président du conseil général de la Vienne, René Monory (UDF-CDS), l'un des pionniers du parc Futuroscope, est toujours prêt à aider son « enfant ». Un nouvel engagement de crédits vient d'être décidé par le conseil pour la construction d'un pavillon où l'on projettera, notamment, un film sur le département réalisé avec le concours de l'écritrice Nathalie Baye. Le parc de loisirs du Futuroscope est le deuxième en France après Euro Disney. En avril, il a enregistré une moyenne de 7 500 visiteurs par jour, ce qui laisse espérer plus de 2 millions à la fin de l'année. Le département, qui a engagé depuis l'ouverture 1 milliard 115 millions d'investissements, attend beaucoup de cet équipement sur le plan économique.

« L'ES années 80 ont vu l'éruption du rock dans les villes et les régions. Aujourd'hui, la lave refroidit et se rétracte. » L'image est de Pierre Marty, organisateur de l'Etat du rock, une manifestation annuelle qui réunit à Montpellier tout ce que l'Hexagone compte de professionnels du spectacle, de représentants des articles, d'acteurs de la vie culturelle et d'élus ouverts à toutes les formes de musique.

« Au cours de la décennie précédente, le rock et ses multiples déclinaisons ont fini par être perçus comme une culture à part entière. » Les « années Jack Lang » sont passées par là et la politique du ministère de la culture en faveur du rock a incontestablement favorisé son développement en régions. Ici ou là, des sommes importantes ont donc été investies, pour des résultats plus ou moins heureux. Actuellement, le « milieu rock » s'interroge. Il se demande si le rôle des collectivités locales est de favoriser la pratique musicale amateur (ce que le conseiller à la culture de Nantes définit comme le « rock moby-lète ») ou bien d'aider à la professionnalisation des artistes locaux. Peut-on mener une politique en faveur du rock sans créer les lieux de diffusion adaptés ? Le rock est-il la dernière trouvaille pour animer les quartiers en difficulté, qui est maître d'œuvre dans un univers plutôt allergique à l'institution, les politiques ou les « pros » ? Telles ont été les questions.

Pour 14,5 millions, Agen a racheté un cinéma tombé en désuétude : le Florida

Aux origines du mouvement, il y a Rennes, sans doute la première ville clairement identifiée « rock » en France. Rennes la pionnière, qui cumule les atouts : un important vivier de musiciens (la « scène » rennaise a vu naître des artistes comme Etienne Daho ou le groupe Niagara), une salle dédiée au rock (l'UBU, situé en centre-ville), des lieux de répétition et une vitrine, les Transmusicales. En une quinzaine d'années, ce festival s'est imposé comme le rendez-vous d'où émergent les nouvelles tendances. Aujourd'hui, les créateurs des « Trans » tentent de capitaliser leurs acquis et de leur faire essaimer dans toute leur région, avec les Assises du rock à l'Ouest, une rencontre programmée tous les deux ans. Pour Hervé Bordier, l'un des responsables des Transmusicales, « il est maintenant nécessaire de fédérer toutes les expériences ». « En ces temps d'alternance politique, ajoute Hervé Bordier, l'incertitude règne sur les choix culturels du nouveau gouvernement et il est important de donner une autonomie à la région. »

**Engagez-vous.**

**Le rock.**  
Un métier, une carrière.

36 15 Subventions

- Des tournées garanties (Agen, Rennes, Bourges...)  
- Equipement fourni - Sandwichs à volonté (+ bières)

Rens: Ministère du Rock / Secrétariat d'Etat à la Contestation

Plus au sud, Agen est loin d'avoir accumulé l'expérience rennaise. La préfecture du Lot-et-Garonne est plus connue pour les pruneaux que pour ses rockers, mais elle se lance dans un programme dont la qualité est soulignée par nombre de spécialistes du secteur. Avec l'aide de l'Etat, la ville a racheté le Florida, un cinéma tombé en désuétude, pour en faire un Centre des musiques amplifiées. Le Florida nouvelle manière a ouvert ses portes début mars.

L'endroit comporte une salle de spectacles modulable de 400 à 650 places, cinq studios de répétition équipés et un café-club de reconstituer. Coût total de l'acquisition et de la réhabilitation : 14,5 millions de francs. « C'est aussi cher qu'un centre nautique », souligne Marie-Thérèse François-Poncet, l'adjointe à la culture, qui a dû venir à bout des résistances d'une équipe municipale plutôt conservatrice. Les promoteurs du projet Florida ont conscience d'être surveillés, mais Philippe Berthelot, le directeur des lieux, est persuadé du bien-fondé de l'opération : « Une centaine de groupes de rock de tous niveaux ont été recensés dans l'agglomération d'Agen (55 000 habitants). » Dans un rayon de 100 kilomètres, ajoute-t-il, on en trouve près de 500, tous à la recherche d'infrastructures pour jouer. « En cas d'échec, conclut Marie-Thérèse François-Poncet, la polyvalence des lieux permet de les affecter à d'autres activités. »

Un véritable espace adapté au rock. Voilà ce qui manque justement à la Seine-Saint-Denis, pourtant plus peuplée que le Lot-et-Garonne. Cette musique fait néanmoins partie du paysage culturel et le conseil général s'est doté, il y a trois ans, d'une « mission rock ». Intégrée au service culturel du département, cette structure multiplie les interventions : diffusion d'un fanzine, Zebrock, tiré à 20 000 exemplaires. Edition d'un annuaire où sont répertoriés les groupes et les adresses utiles aux musiciens. Ateliers musicaux à La Courneuve où des professionnels viennent enseigner. Mais la grande fierté d'Edgard Garcia, le responsable de la « mission », c'est l'opération Zebrock au bahut, vieille de trois ans. « L'objectif est de donner une véritable culture rock aux adolescents », explique Edgar Garcia, de leur faire comprendre d'où vient la musique dont ils s'abreuvent. Zebrock au bahut a commencé

par des concerts dans les lycées, encadrés par de très sérieuses conférences sur l'histoire du rock et, cette année, les élèves ont planché pour le journal Zebrock, avec l'accord des enseignants : rédaction d'articles sur les grands courants musicaux (blues, reggae, hard rock...), critique de disques ou encore conception de pochettes. Pour bon nombre de collectivités, ce type d'action éclatée et souterraine trouve cependant ses limites. La tentation est grande de faire plus voyant, par exemple en favorisant l'émergence rapide de groupes locaux. Rennes a eu Daho, Bordeaux le groupe Noir Désir et Nantes Elmer Food Beat. Pourquoi pas nous ? se demandent des élus en mal de publicité. Actuellement, l'un des moyens les plus répandus consiste à éditer des comp-

## Pour les apprentis-rockers

Des dizaines d'écoles, d'associations et d'instituts proposent des enseignements liés à la musique rock. Pour s'y retrouver, voici la liste des plus importants.

- **Studio des Variétés.** 28, rue Ballu, 75008 Paris, tél. (1) 42-81-11-21. Une institution. Axé sur l'interprétation et l'écriture (variété, rock, soul music...), il s'adresse en priorité à des artistes expérimentés.
- **Rock School.** 22, cours Barbey, 33800 Bordeaux, tél. 56-94-51-04. Apprentissage et perfectionnement instrumental.
- **Centre musical et créatif de Nancy (CMCN).** porte de la Graffe, BP 968, 54000 Nancy, tél. 83-32-25-03. Un cursus « loisirs » pour les amateurs et un cursus « pro » pour ceux qui affichent au moins trois ans de pratique musicale.
- **STAFF (Spectacles et techniques associées à la formation de formation).** Rue des Petites-Industries, 44470 Craquefeu, tél. 40-25-28-36. Toutes les techniques de scène.
- **Centre d'information du rock et des variétés.** 211, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris, tél. 42-00-12-11. Stages de producteurs, managers, organisateurs.

lations. L'Ariège propose ainsi les Musiciens ariégeois et la ville de Montpellier organise un Grand Prix Rock qui voit les lauréats regroupés en disque compact. Ces enregistrements flattent les artistes, mais de l'avis des spécialistes demeurent sans grand intérêt.

Les disques sont souvent mal enregistrés, ils manquent de cohésion artistique et souffrent d'une diffusion trop confidentielle. Plus productives semblent être les actions visant à mieux armer les musiciens sur le terrain juridique. Nantes accueille ainsi une antenne du Centre d'information du rock (un des organismes soutenus par le ministère de la culture) et développe des activités de conseil pour aboutir à une certaine moralisation du secteur : en finir, par exemple, avec les concerts généreusement rétribués en bières et en sandwichs. En 1993, nombre d'acteurs du rock tirent un bilan finalement mitigé de l'action des collectivités locales. Pour Pierre Marty, de l'Etat du rock, ou Philippe Berthelot, du Florida à Agen, la professionnalisation du secteur n'est pas vraiment dans le champ de leurs compétences. Villes et conseils généraux devraient, selon eux, se préoccuper avant tout des intérêts du plus grand nombre.

Philippe Berthelot insiste sur la notion de « pratiquant du rock », comme on pratique le football ou la pétanque. Pierre Marty, lui, souhaite une grande enquête nationale sur les besoins réels. On a parlé ainsi de 25 000 groupes de rock en activité en France, un chiffre toujours resté parfaitement invérifiable.

Laurent Doulsan

## Le Monde de l'éducation

### DOSSIER EXCLUSIF

#### LA PHILO AU BAC 390 SUJETS POUR RÉVISER

En rassemblant la totalité des sujets de philosophie proposés au bac depuis cinq ans, le Monde de l'éducation met à la disposition des candidats un outil exceptionnel pour l'entraînement personnel à l'épreuve. Avec une liste des sujets par notions, et des conseils pour la dissertation.

#### • HISTOIRE-GÉO : LE CHOC DE L'ACTUALITÉ

Comment sont enseignées l'histoire et la géographie de l'Europe, après l'effondrement des deux blocs.

#### • LIVRES ET LOISIRS POUR VOS ENFANTS

La sélection mensuelle du Monde de l'éducation.

#### • LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES PROFESSIONNALISÉS

Ces filières, qui préparent au diplôme d'ingénieur-maître, attirent un nombre croissant d'étudiants. Mais le recrutement d'enseignants issus des milieux professionnels s'avère difficile.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Une formation pour l'encadrement

« Profession : manager du monde de la musique ». En proposant cette formation, le Centre d'information du rock et des variétés (CIR) et l'Institut régional d'éducation populaire (INIREP) d'Issoudun (Indre) tentent de répondre au besoin de structuration du milieu musical hexagonal. Ce programme a été lancé en 1989. A l'époque, le CIR se limite au rôle d'éditeur, en publiant des guides pour les musiciens ou des ouvrages sur la législation en vigueur dans le secteur. La demande de conseils se faisant plus pressante, une première série de stages courts est lancée : « Profession : producteur, organisateur, artiste... » Ces sessions de trois à cinq jours ambitionnent avant tout de donner quelques clés de compréhension des métiers du spectacle. Elles seront bientôt suivies d'une formation plus longue (sept mois), plus complète, de « manager du monde de la musique ». André Laignel, la maire socialiste d'Issoudun (Indre), alors secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, accepte d'accueillir les stagiaires au sein de l'IUT de sa ville.

La promotion 93, vingt personnes, effectue actuellement son stage en entreprise. Auparavant, ces aspirants managers ont suivi un tronc commun, comprenant notamment des cours de comptabilité, d'informatique et d'anglais, puis un mois de stage de formation débouchant sur une filière spécifique. Trois spécialisations sont proposées : « Agent de la production discographique », « Manager en carrière artistique », et enfin « Organisateur de spectacles vivants ».

L'anaeignement est dispensé par des professionnels, des représentants des maisons de disques, des managers d'artistes comme ceux de Jean-Louis Aubert, Kent, ou des producteurs de spectacles... L'admission est au Printemps de Bourges vient aussi régulièrement à Issoudun, en voisin. Cette année, la CIR et l'INIREP ont reçu pas moins de 600 demandes de stages. A l'issue des différentes étapes de sélection, 20 candidatures seulement ont été retenues. Sur le papier, le niveau requis est celui du baccalauréat, mais les formateurs exigent par ailleurs une première expérience dans le domaine du spectacle et un projet professionnel cohérent.

L. D.



REGARDS

DÉBAT

COMMUNICATION : ATTENTION A LA CACOPHONIE

par Pierre Zémor

Les villes, les conseils généraux et les conseils régionaux communiquent. La décentralisation a donné des ailes à la communication territoriale. Dotée de budgets qui deviennent importants, car les élus considèrent comme prioritaire de mettre en valeur leurs réalisations et leur gestion.

Cette communication s'emploie principalement à affirmer les images des collectivités locales, images parfois d'Épinal, dans la mesure où de nombreuses villes sont des « cornueurs de l'Europe », desservies par la TGV, riches d'un patrimoine historique et qui développent un patrimoine technique... A promouvoir les services d'aide sociale, de logements, de transports, d'équipements scolaires. A valoriser les opérations d'aménagement, les réalisations d'infrastructures routières, la protection de l'environnement... Et parfois à défendre des causes d'intérêt général.

Ainsi, à l'instar de ce qui s'est fait dans les administrations et gagne progressivement l'ensemble du service public, la communication se professionnalise et s'organise. L'Etat est descendu de son piédestal pour répondre à des « clients » d'autant plus exigeants que, contribuables et électeurs, ils sont « ses actionnaires ». Cette relation particulière caractérise l'ensemble de la communication des services publics. Et les collectivités territoriales sont bien placées pour répondre à l'attente, qui s'exprime de plus en plus, d'une information concrète, d'une communication de proximité, d'accueil et de relation.

Dans une enquête récente (1), les Français, satisfaits de l'information reçue, notamment des maires, montrent leur intérêt pour la presse locale et plus encore pour le bulletin municipal, média plébiscité. Simultanément, ils se plaignent d'une information trop ébrouée, insuffisamment ciblée, trop préoccupée de l'image des élus et réclamant une clarification des messages au niveau local.

Les émetteurs aujourd'hui se multiplient. Non seulement chaque région, département et ville veut proclamer, auprès des citoyens d'un territoire déterminé, sa raison d'être. Chacun entend faire venir des entreprises et des touristes. Mais alors se développent, sur telle ou telle ville, un discours édulcoré et général et

des propos contrastés sur les difficultés d'une agglomération. Chaque collectivité territoriale est tentée d'épouser les mêmes thèmes d'intérêt général ou de pratiquer les mêmes types de relations publiques (inauguration, création d'événements culturels, parrainage sportif...) ou de diffuser largement la Lettre du maire ou du président.

Non seulement peu d'efforts entre collectivités sont tentés pour se spécialiser, mener des communications complémentaires et coordonner, ne serait-ce que pour partie, la communication d'une région, de « ses » départements et des villes principales. Mais, de plus, l'Etat parle en, de son côté, bien compris la nécessité de parler plus près du citoyen. Un ample mouvement de déconcentration a été engagé par les ministères. Les recteurs, les centres des impôts, les directions départementales de l'équipement, les préfectures... sont invités à communiquer, ils éditent, diffusent et s'affirment comme des émetteurs à part entière. Le préfet, encouragé par sa bonne image (2), ajoute sa Lettre aux autres Lettres.

Pistes à explorer

Le citoyen reçoit confusément les effets de ces adresses brouillonnées de communication. Le bruit couvre de plus en plus les signaux émis. Il est déjà difficile, pour un élu, lorsqu'il reçoit un courrier de l'Etat affublé de logos, d'identifier clairement qui s'adresse à lui. Pour le public, lorsqu'un panneau, destiné à l'informer de la raison d'être de travaux, ne peut recevoir que les indications, jalousement calibrées, des efforts financiers de la ville, du district, du département, de la région, de l'Etat, le message est occulté et les publicités s'autodétruisent. La communication n'est pas en elle-même la cause de cette cacophonie. Elle la révèle. Mais faute de pouvoir y remédier, elle l'amplifie.

La décentralisation et la déconcentration du service public sont encore des tâches à poursuivre pour que soit mieux précisée la répartition des compétences, évités ou limités les financements croisés, bref clarifiées les responsabilités.

Une règle simple précise qu'il ne peut y avoir de communication authentique d'une tra-

dition qui n'est pas au clair avec sa propre mission. Les messages ne sont pertinents, efficaces et bien reçus que s'ils accompagnent un acte, une valeur réellement ajoutée par l'émetteur. C'est pourquoi, à l'écoute de leur « marché », c'est-à-dire du citoyen, les communicateurs publics constatent qu'il est urgent de dire « qui communique sur quoi et avec qui » (3).

Comment peuvent s'harmoniser dans la ville différents registres de communication? Une cohérence est-elle possible? Une maîtrise envisageable? Les actions de communication des départements et des régions informatives bien le public? Les services déconcentrés de l'Etat doivent-ils ajouter aux interférences des émetteurs ou bien s'adresser à des destinataires intermédiaires, capables d'adapter les messages publics? Comment imaginer une coopération entre Etat et les collectivités locales?

Les responsables de la communication publique ont, en s'organisant progressivement, mûri. Ne peut-on faire en sorte que des lieux de réception des communications publiques, multi-institutionnels, réduisent le gaspillage et la foisonnement cacophonique actuel? Regrouper les messages à proximité de l'utilisateur? Des pistes sont à explorer : le déclassement, l'interchangeabilité des missions (les passeports dans les mairies) et la polyvalence, l'utilisation par divers services publics de réseaux existants, parfois sous-utilisés comme celui de La Poste.

Les communicateurs publics ont des propositions à faire pour contribuer à la clarification territoriale du service public : simplifier la vie du citoyen et donner de la cohérence à la parole publique.

(1) Communication publique-IFOP juin-juillet 1992, échantillon de 937 personnes de plus de dix-huit ans.

(2) Enquête Association du corps préfectoral-IFOP (le Monde daté 7-8 février).

(3) Première Rencontre nationale de la communication territoriale les 11 et 12 mai au Sénat. Communication publique, Conseil d'Etat, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

► Pierre Zémor est conseiller d'Etat, président de l'association Communication publique.

LIVRES

ABSTENTION ÉLECTORALE ET PARTICIPATION A LA VIE LOCALE

Institut de politique internationale et européenne (Nanterre), Union féminine civique et sociale (Paris), 203 p., 180 F.

L'abstention électorale est l'une des maladies de la démocratie. Avec des hauts et des bas, elle frappe, en gros, un tiers des Français en âge d'aller aux urnes. L'Union féminine civique et sociale (UFCS), qui travaille depuis sa création à la formation civique de ses adhérentes, s'est demandé pourquoi.

L'hypothèse de départ de ces militantes était que, mieux informées qu'autrefois, encouragées par la décentralisation, les citoyens souhaitant participer à la vie publique disposeraient aujourd'hui de moyens plus directs et plus permanents que le vote. Par exemple, l'action à l'intérieur des associations. D'où une enquête auprès de 45 000 électeurs effectuée par une trentaine de militantes de l'UFCS et des étudiants en science politique de l'université de Paris-X Nanterre. Le résultat de cette étude est un rapport bourré de statistiques contrastées où chacun peut faire son miel.

Quelques pistes se dégagent. Les plus touchés par l'abstentionnisme sont les 20-35 ans et les plus de 70 ans. La participation électorale est d'autant plus forte que le sentiment d'appartenance au lieu de résidence est partagé par un grand nombre d'habitants. Les femmes, désormais, votent autant que les hommes. Mais rien ne montre que le « dérivatif » de la vie associative détourne le citoyen de son devoir électoral. C'est même le contraire. Les associations constituent une école de démoc-

ratie et, pour certains de leurs animateurs, elles deviennent l'antichambre de la politique. C'est bien pourquoi tant de petits « potentats » locaux les redoutent et contestent leur légitimité pour les déstabiliser. D'où une tentation pour les bonnes volontés découragées : l'abstention et la contestation systématique. Dans les intervalles entre deux consultations locales, les instruments et les pratiques d'une saine relation entre les citoyens actifs et les élus restent à inventer.

M. A.-R.

RIVIÈRES DE FRANCE par Michel Grandin. Ed. François Bourin, 530 p., 195 F.

Il y a cent façons d'observer et de décrire la France. Michel Grandin s'y était déjà essayé il y a deux ans à travers les villages. Cette fois sa grille de lecture est celle des 300 fleuves et rivières qui irriguent et personnifient la « Gaule chevelue ». Une bonne idée et pas seulement pour les pêcheurs à la ligne. Venant après d'autres initiatives, comme la publication par les éditions Privat de Toulouse des ouvrages successifs de la collection « Rivières et vallées de France », elle témoigne du nouveau regard que les Français portent sur leur immense patrimoine hydrologique.

Voici un ouvrage qui les y aidera : une sorte de guide pratique fournissant sur chaque cours d'eau les renseignements géographiques et touristiques indispensables à la fréquentation de ses rives. En découvrant l'histoire, le caractère, les charmes parfois secrets des bassins versants, ce sont tous les terroirs de l'Hexagone que l'on parcourt ainsi au pas du promeneur.

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

**LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**  
4 milliards de francs de budget annuel  
6 000 collaborateurs

recrute pour sa Direction Etudes et Programmation

**un cadre A**  
**Administrateur ou directeur, de préférence responsable de la section évaluation des politiques publiques**  
L'évaluation est un travail permanent d'analyse des attentes et de la satisfaction du public et de l'impact des actions menées par les services.

**Ses missions :**

- Définir un programme et mettre en œuvre des procédures de travail avec les élus et les services concernés
- Organiser la section, ses moyens en personnel, budget d'étude, ses méthodes de travail, conduite de projet, transfert de savoir-faire
- articuler la section à une direction de pilotage et au projet global de modernisation de l'administration

**La poste requiert :**

- une bonne connaissance des circuits dans les collectivités locales
- une formation socio-économique
- un esprit d'innovation, d'anticipation
- des qualités d'encadrement et d'organisation
- la capacité de travailler en équipe
- le sens du contact, de la pédagogie et du dialogue

Les lettres de candidatures manuscrites avec curriculum vitae sont à adresser pour le 30 mai 1993 à :

Mme le Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg  
Direction des Ressources Humaines - Centre Administratif  
B.P. 1049/1050 F - 67070 STRASBOURG Cedex

**LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG**

Recrute pour son Service Communal d'Hygiène et de Santé

**Un ingénieur sanitaire selon conditions statutaires ou contractuelles**

**Missions :**  
Il secondera le médecin directeur dans les domaines relevant de la compétence des services communaux d'Hygiène et de Santé, et sera notamment chargé du bruit, du suivi technique du traitement des plaintes en insalubrité ainsi que de la création et du développement d'une brigade de l'environnement.

**Profil souhaité :**  
diplômé de l'Ecole Nationale de Santé Publique

**Un technicien territorial faisant fonction d'inspecteur de salubrité, selon conditions statutaires (liste d'aptitude ou mutation)**

**Missions :**  
- contrôles administratifs et techniques des règles d'hygiène : nuisances sonores, habitat, hygiène alimentaire, établissements recevant du public, dossiers de permis de construire, ...  
- instruction, traitement et suivi des dossiers de plaintes.

**Profil souhaité :**  
- D.U.T. Hygiène et Sécurité ou Hygiène et Environnement,  
- fort intérêt motivé en matière de prévention et de lutte contre les pollutions et nuisances,  
- connaissances en acoustique,  
- sens des relations avec le public et aptitude à travailler seul.

Adresser lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé accompagné de la copie des diplômes à :

Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg  
Direction des Ressources Humaines - Centre Administratif  
1, place de l'Etoile - B.P. 1049/1050 F - 67070 STRASBOURG Cedex  
avant le 5 JUIN 1993 dernier délai.

Le Monde PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

La Ville de COURDIMANCHE (Val-d'Oise)

en développement rapide (3 000 habitants actuellement, 7 à 10 000 à terme et tenant partie de la VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE 1165 000 habitants) recrute PAR DÉTACHEMENT OU MUTATION

ATTACHÉ TERRITORIAL pour exercer les fonctions de

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

Vous avez des compétences en matière juridique et financière. Vous êtes méthodique et ouvert aux applications informatiques et télématiques. Vous assurez l'encadrement et la coordination des différents services au sein d'une équipe dynamique. Vous bénéficiez des divers avantages liés à la fonction. Merci d'adresser, sous réf. CD/LM, votre dossier à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute discrétion.

**SM Conseil** 3, RUE TRELLAARD, 75008 PARIS



«UNE ville infiniment noble, majestueuse et triste. Son château gardait dans le silence le reliquaire de ses souvenirs. Le vaste désert de la place d'Armes semblait séparer deux villes distinctes, tant il était long à franchir. Les rues régulièrement dessinées n'affraient nulle part cet enchevêtrement des vieux quartiers des villes de France.» Ces extraits des premières lignes du livre de souvenirs de Pierre de Nolhac, qui fut conservateur du château au début du siècle, résumant ce qui a souvent été écrit sur Versailles.

Combien, parmi les habitants du Versailles d'aujourd'hui, dont un récent sondage indiquait qu'elle est la ville d'Île-de-France où une majorité de Français reconnaîtraient leur ville, reconnaîtraient leur cité dans cette sinistre description? Elle montre cependant que Versailles a connu, tout au long de sa courte existence, des assoupissements, à la mesure d'une croissance fulgurante.

Ballottée par l'histoire, la ville s'est longtemps cherchée un empli à la mesure de sa gloire passée. Jusqu'à la dernière guerre, Versailles était bien ce «spectre de cité» dont parlait Théophile Gautier. La plus grosse garnison de France ne suffisait pas à animer les artères. Replés derrière leurs façades défraîchies, ou cachés de la rue par des jardins laissés à l'abandon, les Versailles vivaient sur les souvenirs des splendeurs passées. C'est la République qui a sauvé la ville en y installant la préfecture de Seine-et-Oise.

En 1917, la cité est noire, triste. Rien n'a quasiment changé depuis un siècle : les réseaux sont inadéquats, les équipements sociaux presque inexistant. André Mignat, qui sera maire pendant trente ans, rénove les écoles, équipe la ville, construit des HLM à la périphérie. Le commerce local, qui n'a jamais été très entreprenant, n'en finit pas de pérorer sous les assauts conjugués de la concurrence de la capitale, des nouvelles formes de distribution et, bientôt, avec la construction du premier centre commercial d'Europe, sur la commune voisine du Chesnay.

La ville tourne le dos au château et ressemble de plus en plus à une banlieue dorlotée. La proximité de Paris, l'environnement immédiat, le prestige du nom attirent cependant des cadres. Ils vont en priorité dans les quartiers anciens de la paroisse Notre-Dame, le plus bourgeois, et de la cathédrale Saint-Louis, le plus aristocratique, mais aussi dans ceux, plus excentrés et plus populaires, de Mantesville, Parcesfontaine et autour de la gare des Chantiers. Ils s'installent dans des ensem-



## VERSAILLES

### A l'ombre du château

les neufs aux noms prétentieux comme «Versailles Grand Siècle». La pression immobilière se fait forte. On détruit beaucoup, quelquefois en commettant des erreurs irréparables, comme la Petite Place. Et on construit un peu n'importe quoi.

Toute construction dans un rayon de cinq kilomètres autour de la cour de marbre est tenue à une hauteur limitée

Les pouvoirs publics sont loin de donner l'exemple. A quelques centaines de mètres de la place d'Armes, l'Hôtel des Postes, la Trésorerie et l'annexe de la préfecture sont d'une banalité affligeante... qui vaut toutefois mieux que le Palais de justice inauguré en 1977. Le pouvoir de l'Etat sur la ville semble faire passer au second plan l'autorité du maire.

Sur les 2 382 hectares de la cité, le Domaine, qui comprend le château et le parc, couvre 716 hectares. L'armée dispose de 427 hectares et les frères

domaniaux sont presque aussi étendus. Une hauteur limitée s'impose, depuis Louis XIV, à toute construction dans un rayon de 5 kilomètres autour de la cour de marbre. Le roi avait décidé que, aussi loin que portait son regard depuis sa chambre, aucune construction ne pouvait partager avec le soleil sa domination sur le monde... et sur la plaine de Versailles.

Seule la mairie, par prudence, s'installe en 1900 dans un bâtiment qui domine le château et la préfecture. La municipalité, dont Louis XVI n'avait daigné dater la ville qu'en 1787, afin que la troisième cité du royaume soit représentée aux Assemblées provinciales, avait pourtant témoigné jusqu'à la Restauration, à la fois de son respect des valeurs républicaines et de sa sournoise volonté de préserver son patrimoine. Appuyée par la population, elle avait livré des batailles épiques contre toutes les tentatives de destruction du Domaine. Elle s'était même opposée aux projets de prolongement jusqu'au château des deux lignes de chemin de fer, rive droite et rive gauche, construites en 1839 et 1840, demandées par des élus du peuple plus soucieux de leur confort que d'esthétique.

Autour du château, les quartiers Notre-Dame et Saint-Louis font partie du secteur sauvegardé depuis 1963. Aucune modification ne peut y être effectuée sans l'accord des autorités ministérielles. Depuis le 14 mars 1991, un véritable «plan de sauvegarde» y interdit les destructions, limite les possibilités de construire, prévoit la destination des espaces non bâtis, définit ce qui doit être supprimé et intègre les grandes opérations structurantes.

Elu et réélu depuis 1977 avec de confortables majorités, André Damien (CDS) ne se formalise pas de cette exceptionnelle limitation de son pouvoir. Heureux de disposer de «plus de pouvoirs que le maire de Paris», il s'engage dans une politique déclarée de «conservation du patrimoine» qui reçoit le soutien de la population, prompt à se manifester par l'intermédiaire d'une des innombrables associations de défense de la ville.

Si sa persévérance est saluée pour la rénovation et la réhabilitation du marché Notre-Dame, l'opération des Manèges est plus contestée. Non seulement le pari de créer un centre d'activités commerciales et culturelles entre le château et la mairie est loin d'être gagné, mais l'absence de parti pris architectural suscite quelques critiques. M. Damien n'est pas le dernier à regretter que les différentes hésitations du ministère de la culture et de la direction du patrimoine n'aient pas permis plus d'audace dans cette réalisation.

Cet épisode n'a cependant pas terni l'excellence des rapports entre le maire et Jean-Pierre Babelon, directeur du château et du domaine de Versailles. Tout à son «opération chirurgicale» qui devrait redonner au parc l'aspect voulu par Le Nôtre, M. Babelon espère voir les Versailles revenir visiter le château : «De nombreuses salles et plusieurs appartements ont été restaurés ces dernières années. Ils mériteraient d'être découverts, car ils ne font pas partie de la «grande visite» que près de quatre millions de touristes effectuent chaque année au pas de charge. Reconnaissables à leur inimitable style «bon chic, bon genre», les habitants de la ville et du Chesnay, qui constituent la majorité des promeneurs dominicaux sous les frondaisons séculaires entre la grille de la Reine et la porte Saint-Antoine, n'ont pas encore entendu cet appel. Ils reprochent au château d'attirer ces hordes de touristes qui déferlent pour quelques heures sur la ville, défilant la place d'Armes avec leurs cars.

Mais, de son côté, M. Babelon ne croit guère au rêve, caressé par les édiles municipaux, de voir le «château se diffuser dans la ville». Rares sont en effet les touristes qui s'écartent de leurs véhicules au du trajet entre les gares et le château. La ville et l'Etat font pourtant, depuis plusieurs années, des efforts pour cette «sauvegarde au quotidien» des témoignages des moments de l'histoire des deux siècles passés : Grand Commun, salle du Jeu de paume, hôtel des Menus-Plaisirs, mais aussi hôtel de M<sup>re</sup> du Barry, Musée Lambinet, Maison des Italiens... Des façades retrouvent leur état et leur couleur d'origine.

Les efforts des commerçants ont permis d'attirer une partie de la population de la région.

Le conseil général des Yvelines met aussi ses moyens et la passion de son président, Paul-Louis Tenaillon (CDS), au service de la ville. Il vient d'acquiescer le domaine Elizabeth, un parc sur lequel les autorités de tutelle gardent cependant un droit de regard soigneux.

La restauration des Carrés Saint-Louis dans leur aspect et leur fonction du XVIII<sup>e</sup> siècle devrait constituer un nouveau pôle d'attraction. Et l'arrivée annoncée dans la Maréchalerie de l'Office du tourisme, aujourd'hui exilé rue des Réservoirs, permettra d'orienter certains visiteurs. En attendant, les efforts des commerçants ont permis d'attirer une partie de la population de la région, en particulier de la ville nouvelle de

Saint-Quentin-en-Yvelines, édifiée à moins de 5 kilomètres.

Dans une conjoncture immobilière déprimée, la ville voit ses ressources diminuées. Les contraintes en matière d'urbanisme, la volonté d'éviter tout déséquilibre sociologique, l'impossibilité géographique de s'étendre interdisent l'arrivée de nouvelles activités, et bloquent toute augmentation de la population. Celle-ci a même nettement diminué entre les deux derniers recensements.

De nouveaux logements auraient permis d'augmenter les ressources apportées par la taxe d'habitation, la principale ressource financière d'une ville au potentiel fiscal de France par le Mais, dans sa logique de préservation du patrimoine, la municipalité a révisé, en 1989, le plan d'occupation des sols (POS) pour le rendre plus contraignant. L'esprit du précédent document était contourné par des promoteurs qui voyaient le profit qui pouvait être tiré d'opérations immobilières sur les propriétés des rues de Clagny, du plateau Saint-Antoine ou même des zones pavillonnaires du quartier de Porchefontaine.

La population de Versailles n'en a pas moins été renouvelée au cours des dernières années. Les jeunes sont nombreux, mais, contrairement à une légende tenace, ne y fait plus beaucoup d'enfants que dans le reste de la France. «Une génération bâtie sur la foi, la tradition considérée comme une valeur sûre», éprouve Mgr Thomas, évêque du diocèse, expliquant cependant ces familles nombreuses qui se pressent à la sortie des offices dominicaux.

Les habitants des beaux quartiers ont créé, avec l'aide des autorités religieuses, SOS Accueil deux nuits, une structure d'accueil pour les nombreux sans-abris attirés par la richesse de la ville, qui campent toute l'année le long de la pièce d'eau des Suisses. Une trentaine de bénévoles gèrent avec succès Cana 78, une entreprise de réinsertion dans les locaux de l'ancien séminaire.

Les cadres et les professions intellectuelles représentent près du tiers de la population, et 32 000 personnes viennent y travailler chaque jour pour occuper près de 50 000 emplois, dont la moitié dans l'administration. Ces flux aggravent les difficultés de circulation dans une ville qui ne dispose, en attendant l'hypothétique bouclage de la rocade A86, d'aucune voie de contournement, préservation de l'horizon autour du château oblige.

Avec sept quartiers très différents et éloignés les uns des autres, sans véritable centre, une population qui a été renouvelée de 40 % entre deux recensements, une université qui vient de se créer avec Saint-Quentin-en-Yvelines, un commerce qui cherche sa clientèle, Versailles est peut-être la première ville nouvelle de France. Les Bourbons voulaient d'ailleurs donner le nom de Villeneuve-Saint-Louis à la cité royale édifiée à partir de 1630 sur l'emplacement d'un village de bouviers.

de notre envoyé spécial  
Christophe de Chenay

Prochain article :  
CALAIS

### La vie du «Potager»

C'est un jardin extraordinaire. Ce ne sont pas les fleurs qui constituent l'ornement, mais les arbres fruitiers et les plantes aromatiques. Louis XIV, qui raffolait des asperges, des figues et des melons, avait demandé, en 1678, à Jean-Baptiste Le Quintin, jardinier du Roi, de lui construire, près du château, un potager où ses fruits et ses légumes préférés pourraient être produits tout au long de l'année. Sur un terrain de 9 hectares, en bordure de la pièce d'eau des Suisses, fut édifié en cinq ans un système de jardins en deux et de serres, entourés de murs, qui permettaient de récolter des microclimats. On y récoltait, des asperges en décembre, des ananas... et même une dizaine de livres de café chaque année.

Trois siècles plus tard, derrière le «gille du Roi» d'époque, cette architecture miniaturisée et végétale est restée telle que le souverain la faisait visiter à ses hôtes de marque. La figure et le melonnière ont été complétés, certains murs ébranlés, mais on peut toujours admirer des terrasses, les escaliers d'entrée, l'axe symétrique d'espaces de

potagers, de parterres, d'abris, de périssoles et d'activités. Adossée à l'un des murs, une niche abrite un jardin d'herbes, une autre, au jardin, un chapeau de la Fontaine. Un tunnel permet d'accéder aux différents niveaux sur lesquels sont cultivées en rangs serrés toutes les variétés de légumes.

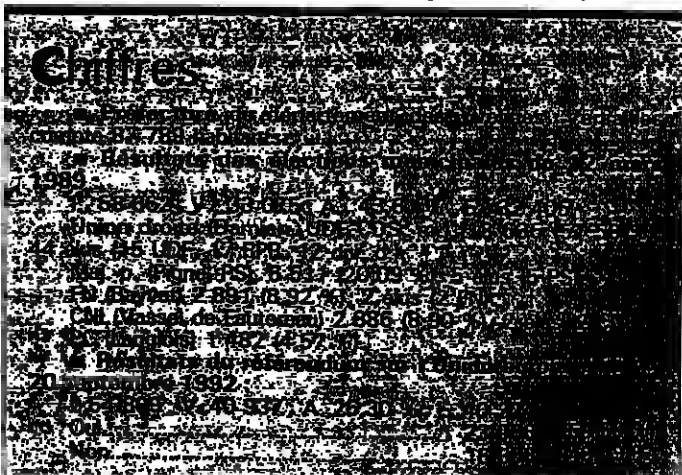
### Des légumes bon marché

Aujourd'hui, le château est à l'écart de la ville, le Potager du Roi, au pied de la cathédrale Saint-Louis, participe à la vie de Versailles. Au 4, rue Hardy, tous les jours, de 8 h 30 à 11 h 30, les habitantes aux permanentes parloirs défraîchies remplissent leurs caddies d'œufs de fruits et de légumes vendus à des prix défiant toute concurrence. Du 1<sup>er</sup> avril au 15 novembre, du mercredi au dimanche, des visites guidées permettent la découverte du potager et de l'étrange parc bâti autour de la terrasse. Tout au long de l'année, l'Ecole des amateurs de jardins

organise des cycles de formation sur la conception et l'histoire de l'art des jardins, le drainage et l'aménagement des terrasses et parcs, l'entretien, des manifestations culturelles et artistiques, la magie de la musique, des luminaires ou du théâtre à ce lieu exceptionnel.

Le Potager abrite aussi, dans des bâtiments classés par Mansart, les 250 élèves de l'Ecole nationale supérieure d'horticulture et de l'Ecole nationale supérieure de paysage, menacées un temps par les délocalisations. Certains parmi eux cultivent de nouvelles variétés de poireaux, de petits pois ou d'asperges. Une meule de 150 ont ainsi été cultivées. Des fruits traditionnels comme la fangosa pomme-caville sont encore récoltés grâce à eux. Quant aux légumes d'autrefois comme la roquette, les poireaux ou le scorsonne, on les retrouve, délicieusement accompagnés, dans les assiettes inventées du restaurant voisin, à l'enseigne homonyme du «Potager du Roi».

C. de C.



• Dans la série «Cités», le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1<sup>er</sup> février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1<sup>er</sup> mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) et Carcassonne (25-26 avril).



552 من الجمل



L'Économie : le décollage du Maroc et de la Tunisie

# Le Monde

15, rue Falgaire, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15017 - 7 F

MARDI 11 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Les grèves à l'Est et le modèle allemand

Les métallurgistes et les sidérurgistes de l'est de l'Allemagne entament leur deuxième semaine de grève. Les tentatives de médiation et de conciliation engagées ont échoué. Le syndicat IG Metall, conformément à la tactique annoncée, élargit progressivement le conflit. Environ 38 000 salariés dans 70 entreprises devaient cesser le travail lundi 10 mai, tandis que le syndicat devait interroger ses adhérents du Brandebourg, de Saxe-Anhalt et de Berlin, pour leur demander de participer à leur tour au mouvement à partir de mercredi. Des grèves d'avertissement sont prévues dans la métallurgie à l'Ouest.

Le conflit est à première vue uniquement salarial. Les grévistes réclament que leurs salaires, conformément à un accord conclu avec le patronat en 1992 dans l'euphorie de l'unification, rattrapent rapidement ceux de l'Ouest. Cette année, la hausse prévue devait être de 28 %, et la parité atteinte en 1994. Mais le patronat a décliné au début de l'année ces accords, arguant que la vitesse des gains de l'Est était telle que la productivité n'y atteignait que le tiers du niveau de l'Ouest. Égaliser les salaires trop vite dans ces conditions eût pour effet de renchérir les coûts du travail.

Les salariés de la métallurgie à l'Est (1,5 million avant la chute du mur) ont fondu jusqu'à moins de 400 000 aujourd'hui. Les grévistes craignent donc pour leur emploi. Mais ils obtiennent aux conseils d'IG Metall. Ils ont voté pour la grève à plus de 90 %, c'est aussi qu'ils refusent d'être durablement moins payés qu'à l'Ouest. À travail égal, salaire égal. D'autant que les prix des marchandises ont été, eux, égaux.

Mais l'après-débat des arguments d'IG Metall et sa façon d'encadrer très fortement le mouvement prouvent que la portée de la grève dépasse son enjeu salarial et régional. Le syndicat y voit ce qu'il appelle une érosion du modèle social allemand. « Cette grève est différente de tous les conflits passés de l'histoire de la RFA », déclare le président d'IG Metall. La première rupture avec le modèle est le non-respect par le patronat d'un accord salarial. Démonstration unilatérale, historique. La seconde est la volonté manifeste du patronat de prendre appui sur les difficultés de l'Est pour essayer de rompre avec les négociations salariales de branche.

Ce système, qui domine dans les social-démocraties nord-européennes, fait partie de l'objet de révisions sous la menace des délocalisations. Les entreprises essaient de lier les salaires non plus à la branche, mais au niveau de productivité de chaque firme. Le patronat allemand veut aller à son tour dans ce sens, à l'Est mais aussi à l'Ouest.

L'Allemagne doit faire face à la récession, au financement de l'unification et à des coûts du travail particulièrement élevés. Comment y parvenir tout en préservant le consensus social qui a fait la réussite d'hier ? Au-delà, c'est la concurrence mondiale qui force l'Allemagne à changer. Sans doute plus radicalement qu'elle ne le croit encore.

M0147 - 0511 0 - 7.00 F



Réduction des déficits sociaux, plans de soutien au logement, au BTP, à l'agriculture et aux PME

## Les ménages supporteront l'essentiel des efforts décidés par le gouvernement

Les projets de loi de finances rectificative pour 1993 et de réforme du statut de la Banque de France devaient figurer au programme du conseil des ministres réuni exceptionnellement lundi 10 mai à 15 heures. Le collectif budgétaire vise à redresser le budget et les comptes de la Sécurité sociale, tout en apportant des soutiens ciblés à l'activité. Les ménages supporteront l'essentiel des efforts décidés par le gouvernement d'Edouard Balladur. La réforme du statut de l'institut d'émission devrait créer un modèle « à la française » visant à libérer la Banque centrale de la tutelle du gouvernement dans la conduite de la politique monétaire.

Le dispositif gouvernemental contenu dans la loi de finances rectificative comprend deux séries de mesures : d'une part, des prélèvements supplémentaires (CSG : taxe sur les produits pétroliers...) destinés à apurer les déficits des comptes sociaux, et à réduire le déficit budgétaire de 1993, d'un montant de 16,3 milliards ; d'autre part, un plan de soutien à l'activité qui bénéficiera essentiellement au logement, aux travaux publics, aux PME et à l'agriculture. Le coût budgétaire de ce plan de soutien à l'emploi (12,9 milliards de francs en 1993) sera intégralement financé par des économies.

Le relèvement du taux de la CSG (de 1,1 % à 2,4 %) intervient le 1<sup>er</sup> juillet. Autre majoration fiscale : la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) va être relevée de 28 centimes par litre.

Grâce aux économies budgétaires réalisées, le gouvernement a pu prendre diverses mesures favorables au logement, notamment la déduction des déficits fonciers et un allègement des droits de succession. La TVA due aux entreprises par l'Etat sera remboursée, immédiatement aux PME, et, terme aux autres entreprises. De plus, les droits de mutation sur les maisons de moins de 100 m<sup>2</sup> seront allégés.

Le gouvernement va, d'autre part, amorcer une réforme du calcul des retraites de base, après discussion avec les partenaires sociaux. Un plan d'économies de 25 milliards de

francs en 1994 sur les dépenses de santé est en préparation, qui comprendra une hausse du forfait hospitalier et la baisse de certains remboursements. Enfin, des mesures favorables à l'épargne ont été décidées.

Lire pages 7, 22, 23 et 28

Les articles de FRANÇOISE LAZARE, ERIC LESER, JEAN-MICHEL NORMAND et FRANÇOISE VAYSSÉ



## Edouard Balladur, acte II

par Jean-Marie Colombani

D'un 10 mai à l'autre : ainsi va le premier ministre, qui choisit de célébrer à sa manière le douzième anniversaire de la présidence de François Mitterrand à l'Élysée pour présenter l'addition aux Français. Non certes que tout cela ait été prémédité, puisque tout aurait dû être dit la semaine dernière.

Entre-temps, il y eut la tragédie de Nevers. Mais il y eut aussi le discours du président, devant le cercueil de Pierre Bérégovoy, et l'éloge par le chef de l'Etat de la politique de ce dernier, presse étrangère à l'appui ; la réaction, imperceptible mais ferme, d'Edouard Balladur fut de répondre par une accélération du calendrier, avançant au jeudi la publication du rapport Raynaud sur les déficits publics et donc au... 10 mai celle des « sacri-

fices » que leur ampleur rend nécessaires. A politique, politique et demi !

Voilà donc le premier ministre devant l'obstacle, et même la deuxième phase de son action : passé la période de mise en place, vient celle, autrement plus complexe, des décisions.

Ce premier grand rendez-vous du 10 mai ne pose pourtant pas de difficulté majeure : M. Balladur en a suffisamment fait pour qu'il soit bien clair que les sacrifices demandés vont l'être en oom d'un bilan, celui des socialistes ; il n'en a pas trop fait pour ne pas se voir reprocher d'avoir instruit un procès politique. Les difficultés ne devraient commencer sérieusement qu'à l'automne.

Mais Edouard Balladur a surtout pris garde, avant toute chose, de jeter les bases d'une cohabitation qui a une chance sérieuse de devenir exemplaire. A

l'inverse de la première cohabitation, qui vit, entre 1986 et 1988, M. Mitterrand et M. Chirac faire prévaloir, chacun pour son compte, une stratégie de mensonge, MM. Mitterrand et Balladur ont choisi la transparence. Affichée et, apparemment, respectée. Le président est censé tout connaître des intentions du premier ministre, et lui faire connaître les siennes. Sans qu'il y ait eu, à ce stade, manquement à ces sages principes.

Dans son entretiens au Monde, avant les élections législatives, M. Mitterrand avait indiqué qu'il n'y aurait pas, notamment en matière de politique extérieure et de défense, de « domaine réservé », mais que s'instaurerait un « domaine partagé ». C'est apparemment chose faite. Et il y a là une innovation importante.

Lire la suite page 7

### Fiat renonce

#### à sa diversification

En raison des difficultés de l'heure, le groupe de Turin souhaite se séparer de toutes ses activités, sauf l'automobile et ses industries connexes.

Lire page 24

L'article d'ANNE KAHN

### Un discours-programme de M. Pasqua

#### sur la police nationale

Le ministre de l'Intérieur rappelle à la hiérarchie policière ses responsabilités en matière de déontologie.

Lire page 28

### Mort du chorégraphe

#### Alwin Nikolais

Le chorégraphe américain s'est éteint le 9 mai à New-York, à quatre-vingts ans.

Lire page 19 l'article de DOMINIQUE FRETARD

### POINT

Le code de la nationalité Page 9

SCIENCES ♦ MÉDECINE

● Mouvement de plaques en Asie ● Les soubresauts de la fusion froide ● La mort de Denis Burkitt, précurseur de la cancérologie moderne. Pages 17 et 18

### L'ÉCONOMIE

#### An royaume secret de Lego

Le célèbre fabricant de jouets, numéro un européen, reste une société familiale particulièrement discrète. Deux échecs importants pour le Danemark, le second référendum sur Maastricht, le 18 mai, et - plus ludique - le 25<sup>e</sup> anniversaire du parc d'attractions Legoland, le 7 juin, poussent ses dirigeants à s'exprimer, pour une fois, publiquement.

Lire également nos reportages sur la Tunisie et le Maroc, deux pays maghrébins en plein essor, et notre enquête sur l'indigence intégrée des « filistes » selon les départements. Et aussi nos rubriques Mode d'emploi, Opinions, Dossier (la prospective) et Conjoncture. pages 29 à 38

## Le pape contre la Pieuve

An cours d'une visite en Sicile, Jean-Paul II a violemment condamné la Mafia et exhorté le clergé à prendre ses distances avec Cosa Nostra

### AGRIGENTE

de notre envoyée spéciale

A flanc de colline, sous les colonnes doriques, baignées de soleil, de l'ancien temple de la coexistence, des familles ecclésiastiques, enfants à la main, et d'innombrables groupes de jeunes s'avancent en longues files vers la mer. Et le vent qui agite les lourdes tentures du dais préparé pour la messe, emportant les chants vers le large, e l'air de célébrer un rite très ancien.

C'est dans ce décor grandiose de tragédie grecque de la vallée des temples d'Agrigente, qui survit encore à l'appétit des promoteurs immobiliers, qu'à l'occasion de son troisième voyage en Sicile Jean-Paul II a choisi de lancer son plus fervent appel, dimanche 9 mai, contre « la culture de mort de la Mafia ». La voix altérée par la fatigue mais plus encore par le colère et l'émotion, improvisant

parmi les ovations à la fin de la cérémonie, le pape s'est adressé directement aux meilleurs, ponctuant chaque phrase, avec une violence insoupçonnée, d'un geste du poing : « Dieu a dit : « To ne tueras point » ! Aucun homme, quel qu'il soit, aucun groupe, fût-ce la Mafia, ne peut enfreindre ce commandement sacré de Dieu ! Siciliens, après tant de souff-

rances, vous avez enfin le droit de vivre en paix. Et ceux qui troublent cette paix, et portent sur leur conscience tant de victimes, doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas permettre de tuer des innocents. A tous ceux-là je dis : convertissez-vous ! Car, un jour, viendra le Jugement de Dieu ! »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 4

### Dans « le Monde des débats » de mai

- Les infirmières malades de leur métier. - Les questions que se posent les infirmières sur leurs relations avec les médecins, l'administration, les malades. Les réponses qu'on leur apporte.
- Supprimer les départements ? - Il y a en France de trop nombreux niveaux d'administration : faut-il supprimer celui qui, à l'heure de l'Europe, paraît le plus anachronique ?
- Le Chili dans l'ombre de Pinochet. - Des entretiens avec le général Pinochet et Isabel Allende.
- En vente dans les kiosques. Le numéro 30 F.

“ La vie comme œuvre d'art ”

Michel Maffesoli, Glòria

**YVES SIMON**

**SORTIES DE NUIT**

Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,75 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 405 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 55 dr ; Hongrie, 120 H ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 150 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$



## DÉBATS

## Un entretien avec Romila Thapar

« L'hindouisme a été détourné pour des desseins politiques »

« L'image de l'Inde est contradictoire : non violente mais secourue de sanglantes émeutes, foyer de sagesse mais en proie aux fanatismes, sous-continent d'unité culturelle, est contestée par ses divisions religieuses et ethniques. Existe-t-il une Inde réelle, différente de la perception que nous en avons ? »

« L'unité et la diversité est un cliché très souvent utilisé. En fait, il n'est pas spécifique à l'Inde et pourrait également s'appliquer à l'Europe avant l'apparition des États-nations. En tant qu'historienne, je dirais que ces définitions changent avec les époques. Il fut un temps où l'unité était seulement politique; aujourd'hui, elle a aussi des aspects sociaux et culturels. »

« Les principaux facteurs d'unité qui ont caractérisé l'Inde avant la période moderne sont, au niveau de l'élite, les cultures brahmanique, turco-persane, puis celle des classes moyennes anglophones. Le principal changement est venu du passage des tribus aux castes, un des éléments principaux de l'unité de l'Inde, plus important qu'une unité politique superficielle. Aujourd'hui, nous n'acceptons plus cette intégrité qui découle du système des castes, ce qui a créé toute une série de nouveaux problèmes. Et, parmi les facteurs de diversité, il y a la langue, la religion, les systèmes politiques. »

« Défendez-vous le système des castes ? »

« Non. Mais il faut comprendre les castes comme la base de l'organisation sociale dans l'Inde pré-moderne. Par exemple, l'égalitarisme complet existe en théorie dans l'islam mais, en se développant en Inde, il a intégré le système des castes. Ce que je voulais dire, c'est qu'au lieu d'adopter une attitude moralisatrice, de dire que le système des castes est hiérarchique, et donc immoral, et devrait par conséquent être aboli, il faudrait comprendre que la plupart des sociétés prémodernes étaient hiérarchiques. »

« Au sein de cette hiérarchie rigide, il existait certains éléments de mobilité sociale. Ce qu'on devait faire pour acquiescer un statut plus élevé est une autre affaire parce qu'il fallait respecter des règles du jeu qui ne seraient certainement pas approuvées aujourd'hui. Je pense néanmoins que les sociétés ne changent pas en un seul jour et qu'on ne peut rejeter le système des castes sous prétexte qu'il était mauvais. Je voudrais préciser que le fonctionnement de chaque caste, en tant que segment isolé de la société, comportait certains éléments de démocratie. »

« En dépit de son unité historique, la diversité tend à prendre le dessus en Inde. Par exemple en ce qui concerne les problèmes frontaliers, entre plusieurs États de l'Union comme entre l'Inde et son voisin pakistanais. Ces conflits vont-ils rester éternels ? »

« Les problèmes frontaliers ne vont pas disparaître. Chaque siècle, chaque pays a connu des modifications de frontières. Il n'existe pas de « frontières sacro-saintes ». L'important, c'est la question des relations entre le pouvoir fédéral et les États qui le constituent. Les mouvements sécessionnistes comme ceux du Khalistan, au Pendjab, ou du Cachemire - ne sont en fait que l'expression d'une exigence de plus grande autonomie. »

« La solution n'est pas d'envoyer

la police et l'armée contre ces « sous-nationalismes » mais de discuter d'une reformulation de ces relations. Ce que l'on peut, peut-être, prévoir pour la fin du siècle prochain, c'est une série de petits États fédérés à l'intérieur d'une unité économique plus viable, à l'échelle du sous-continent. »

« Comment l'islam est-il arrivé en Inde ? »

« D'abord, d'une manière à peine perceptible, un islam non-conventionnel, inventif, assimilable, a fait son apparition avec les « soufis ». Ensuite, d'une manière plus visible par le pouvoir politique et l'instauration des sultanats, puis de l'empire moghol. Enfin, avec les marchands. Nous n'oublions pas que des éléments importants de la rencontre entre l'hindouisme et l'islam sont dus aux marchands. Par exemple, sur la côte Ouest, il y a d'importantes communautés qui sont « techniquement » musulmanes, mais dont l'islam est tellement conditionné par les religions indiennes qu'il serait difficilement acceptable par les musulmans orthodoxes d'aujourd'hui. »

« Sur le plan politique, quand les empereurs moghols ne se sentaient pas en sécurité, comme sous Aurangzeb, ils avaient tendance à assurer leur pouvoir politique en différenciant plus fortement l'islam des religions locales. Quand ce sentiment d'insécurité était absent et qu'une dynastie s'intégrait, un grand imbrication entre les religions. »

« La religion ne suffit pas pour donner son identité à une nation »

« Chaque empereur, hindou ou musulman, se devait d'assurer le patronage d'une multiplicité de religions. Dans ce sens, l'expérience de l'Inde, où il n'existait aucune tradition de structures ecclésiastiques, est profondément différente de celle de l'Europe avec son clergé, ou du Proche-Orient avec le califat. L'islam s'y est comporté selon ce modèle traditionnel indien alors qu'on aurait difficilement imaginé un roi catholique accordant sa protection aux protestants. Ce qui explique pourquoi les nationalistes au début du siècle ont mis l'accent, dans leur définition du sécularisme, sur la coexistence entre les religions. »

« Après Gandhi et Nehru, l'Inde semblait un exemple d'État laïc. Depuis, des politiciens ont utilisé des sentiments religieux pour renforcer leur pouvoir. Aujourd'hui, les haines religieuses, en particulier entre hindous et musulmans, semblent menacer la nature même de l'Inde. S'agit-il seulement d'une crise passagère ? »

« Je voudrais d'abord rappeler que l'acceptation actuelle du terme « hindou » n'est apparue qu'aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Auparavant, il avait été employé par les

Romila Thapar est l'une des meilleures spécialistes de l'histoire ancienne de l'Inde. Ancienne professeur à l'université Jawaharlal-Nehru de New-Delhi, invitée à donner des cours par de nombreuses universités (Oxford, Cornell) et au Collège de France, auteur du tome 1 du célèbre *A History of India* (Penguin) et de nombreux autres ouvrages - dont aucun n'a été traduit en français. - M<sup>me</sup> Thapar est venue récemment à Paris à l'invitation du Centre national des lettres, de la Maison des écrivains et à l'initiative de l'ambassade de France en Inde.



Arabes et les Persans dans un sens purement géographique. Son utilisation dans un sens religieux, puis la création du terme « hindouisme » sont donc artificiels. Sous la colonisation, la société indienne était trop complexe pour leur entendement, les Britanniques l'ont divisée selon des critères de religion; c'est à partir de là que les religions ont commencé à se voir chacune comme un groupe distinct.

« Alors qu'en Europe on commençait à parler de nations, on s'est mis en Inde à parler de nations hindoue et musulmane. Cette conception coloniale qui fondait l'Inde sur des identités religieuses séparées a amputé la population de son passé, avec des effets désastreux. Elle contredisait l'historiographie sanscrite et persane, qui n'avait pas conscience de l'existence de deux nations. Ainsi, on a développé un système de représentation séparée sur une base religieuse, la notion de majorité et de minorité, et celle de communautés hindoue et musulmane. »

« La colonisation a duré deux cents ans et il faudra beaucoup de temps pour nous débarrasser de la reformulation de notre société selon des critères imposés de l'étranger. Aujourd'hui, le problème n'est pas seulement indien, il est à l'échelle du sous-continent où, en 1947, le Pakistan a été créé sur une base confessionnelle (1). Ce qui n'y a toutefois pas supprimé les problèmes car la religion ne suffit pas pour donner son identité à une nation; on le voit aussi au Sri-Lanka, au Népal, au Bhoutan ou au Bangladesh. »

« Le 6 décembre dernier, des fanatiques hindous ont détruit la mosquée d'Ayodhya, sans prétexte qu'elle aurait été bâtie sur un temple dédié au dieu Rama, déclinant des émeutes qui ont fait des milliers de morts. Comment en est-on arrivé là ? »

« Les conflits sociologiques des années 80 ont mûri tout au long de ce siècle. Face au mouvement nationaliste de Gandhi et de Nehru, qui visait à rassembler les plus d'Indiens possible contre les Britanniques, se sont dressés des nationalismes fragmentés, islamique avec le Mouvement Leagah, hindou avec la RSS (2) et le rêve d'une nation hindoue, l'« Hindutva ». La RSS est rapide-

ment devenue une organisation proto-fasciste, embrigadant ses partisans, construisant une machine de propagande. Il ne faut pas sous-estimer ce facteur. D'autant que, pour mobiliser les gens, on a besoin d'un objectif religieux. Ce prétexte, c'est l'affaire d'Ayodhya. »

« La revendication hindouiste sur cette mosquée vous paraît-elle justifiée ? »

« Quelques colonnes composant cette mosquée, construite par un noble sous le règne de l'empereur Bahur, provenaient de bâtiments non-musulmans. Le conflit a commencé quand certains ont affirmé que ces colonnes provenaient d'un temple hindou. Une suspicion fondée sur le fait que de nombreux temples avaient été détruits par quelques empereurs moghols. Mais l'argument essentiel porte sur le lieu de naissance de Rama (3). Tout d'abord, nous ne savons même pas si Rama a réellement existé avant d'être présenté comme une réincarnation du dieu Vishnou aux III<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles. Ce qui est sûr, c'est que l'on ne connaît pas son lieu de naissance que celui de n'importe quel autre à l'époque, y compris de Bouddha. Les chroniques ne font pas mention d'un temple de Rama à cet endroit. »

« Le BJP (parti hindouiste) a soudainement produit des archéologues prétendant avoir découvert des fondations de colonnes. Je soupçonne que c'est faux puisqu'ils ont refusé de montrer leurs notes de fouilles et que cette « découverte » ne se trouvait pas dans leurs rapports. Mais le fond du problème est que, même si ce temple existait auparavant, cela ne justifierait pas la destruction d'une mosquée. Les fondamentalistes hindous essaient de se venger sur les musulmans d'aujourd'hui de ce que leur ont fait les musulmans de jadis. Cela risque d'ouvrir une boîte de Pandore : déjà des bouddhistes et des jains disent que certains temples hindous ont été construits sur leurs propres sanctuaires. »

« Vous estimez donc que les politiciens se réclamant de l'hindouisme en donnent en fait une vision faussée ? »

« L'hindouisme a été détourné pour des desseins politiques. Les extrémistes ont mis l'accent sur une prétendue structure ecclésiastique pan-indienne de l'hindouisme qui n'existe pas. Ces gens prétendent parler au nom de tous les hindous alors qu'ils ne sont que des politiciens sans aucune légitimité. En outre, ils veulent convertir les musulmans alors que la conversion est totalement étrangère à l'hindouisme. C'est un phénomène pernicieux et antidémocratique. »

« Même dans l'autre camp, sous Rajiv Gandhi, et déjà sous sa mère Indira, les partis qui se proclamaient laïcs ne l'étaient pas en réalité. Ils n'avaient pas pris leurs distances avec la religion, oubliant que le sécularisme exige beaucoup d'efforts et d'exemplarité. Or notre système politique est corrompu et miné par la criminalité. »

« Il faut trouver un équilibre entre trop et pas assez de vie privée »

« Une menace d'explosion de type yougoslave est-elle concevable en Inde ? »

« L'ex-URSS, comme l'ex-Yugoslavie, sont des sociétés relativement récentes, construites sur la base de ce que j'appelle un nationalisme inclusif. Aujourd'hui, toutes deux sont déchirées par des nationalismes exclusifs. Je ne vois pas une telle situation se reproduire dans le sous-continent indien. En particulier à cause de l'origine différente de ces nationalismes : en Yougoslavie, il a été imposé par le haut, alors que, en Inde, le mouvement nationaliste a une longue histoire de lutte anticoloniale à laquelle il doit sa cohésion. »

« Dans le sous-continent, il s'agit surtout d'un problème multiculturel qu'il faudrait aborder en multipliant les contacts au sein de la société civile, comme entre citoyens et entre voisins. Par exemple, si les relations entre l'Inde et le Pakistan étaient plus saines, le fondamentalisme y perdrait sa virulence. Si les frontières étaient ouvertes, le slogan hindouiste « Tous les musulmans au Pakistan » n'aurait plus aucun sens. »

« Cela signifie-t-il une évolution du concept d'État-nation ? »

« Aux États-Unis et en Europe occidentale, comme par exemple au Royaume-Uni, en Allemagne ou en France, on assiste aux prémices d'un retour de ce nationalisme exclusif, du racisme. Aujourd'hui, tous les États-nations doivent faire face aux problèmes pluriculturels et plurinationaux. Le concept traditionnel d'État-nation, dominé par un groupe politique ou social, devrait évoluer de manière fondamentale. Pour survivre, il leur faudra intégrer une multiplicité de cultures, à l'exemple de l'Inde. Peut-on en effet toujours parler de sociétés ou d'États monoculturels ? »

« La démocratie à l'occidentale est-elle adaptée à l'Inde ? »

« La question n'est pas de savoir si les pays asiatiques sont mûrs pour la démocratie, mais quelles sont les formes démocratiques les plus adaptées à nos sociétés. Il faut s'interroger sur la représentativité démocratique dans le passé, non pas chercher l'équivalent de la

démocratie athénienne ou de la révolution française, mais chercher s'il y avait chez nous des modèles autonomes. Nous avons déjà parlé des castes. Il y a aussi le concept de communauté sociale. Il faut revenir à des notions de petites communautés, chercher à nous exprimer à l'intérieur d'ensembles plus petits, et non de grands ensembles dans lesquels l'individu n'est qu'une unité minuscule. »

« Par ailleurs, l'Inde a donné la preuve qu'elle était mûre pour la démocratie : après la levée de l'état d'urgence en 1977, elle a renvoyé sans cérémonie M<sup>rs</sup> Gandhi dans l'opposition dès les premières élections, pour en faire de même trois ans plus tard, avec ses successeurs. »

« Que peut-on apporter la culture indienne ? »

« Tout d'abord un sens communautaire, malgré toutes nos inégalités. Quelque chose s'est perdu dans les sociétés qui se sont développées à l'occidentale et qui connaissent un très fort sens de l'aliénation. Il faut trouver un équilibre entre trop et pas assez de vie privée. »

« D'autre part, la question de rationalité, c'est-à-dire : faut-il voir tout en termes de « oui » ou de « non », ou bien existe-t-il une zone grise ? J'utilise de plus en plus un ordinateur, mais je suis gênée par la logique binaire de l'informatique. Quand on regarde les textes indiens, que l'on essaie de comprendre le fonctionnement de l'âme indienne, un des aspects les plus excitants est que l'on avance un point de vue, puis le point de vue inverse avant de voir le jeu des contraires; ce n'est pas de la dialectique selon Marx ou Hegel, mais il y a là un élément dialectique. Si nous pouvons revenir à ce mode de pensée qui permet de prendre en considération le point de vue de l'autre, quel changement qualitatif dans notre vie quotidienne ! »

« On a souvent associé à l'Inde l'image de la non-violence, et pourtant, que de violence ! »

« Cette image vient du soutien du Mahatma Gandhi à la non-violence. Mais la tradition non-violente n'est pas hindoue; elle est bouddhiste et jain. L'hindouisme était extrêmement violent avec ses sacrifices d'animaux. La pratique de l'intouchabilité était l'exemple de cette très grande intolérance sociale, tout comme l'esclavage dans le monde méditerranéen. »

« Il existe toutefois dans la tradition indienne des éléments de non-violence, et le génie de Gandhi a été de les reprendre. Ainsi, quand les paysans étaient mécontents de leur roi, ils émigraient. Il faut aussi parler de ce phénomène des « légimateurs » : c'étaient les généalogistes de la cour. Le peuple faisait appel à eux contre un souverain injuste. Le « légimateur » c'était alors une grève de la faim devant le roi en signe de protestation. C'était une chose grave, car, s'il venait à mourir, en perdant son généalogiste le roi perdait sa légitimité. Comment devient-on un « légimateur » dans une société moderne ? Comme Gandhi, il faut remonter à la vie séculière pour acquiescer une autorité morale et pouvoir s'opposer au pouvoir politique. »

« Peut-on dire que ces gouvernements qui ont été défaits de nombreux Occidentaux ont une autorité morale ? »

« Ils sont, pour la plupart, un produit d'exportation. Leur exportation est comme celle des tissus indiens, un business qui marche très fort. C'est à la mode de porter des vêtements indiens, comme d'avoir un gourou! Mais un vrai gourou vit simplement, enseigne la méditation et le renoncement, il n'a rien à voir avec un substitut exotique du psychanalyste. »

« Enfin, peut-on dire qu'il existe un modèle indien ? »

« Je ne crois pas qu'un pays puisse servir d'exemple; chacun a sa spécificité. Mais, si nous parvenons à sortir de la crise actuelle, du risque de fascisme sous la forme du fondamentalisme hindou, cela suscitera un espoir éphémère pour tous les pays confrontés aux différentes formes d'extrémismes religieux. »

Propos recueillis par PATRICIE DE BEER et VIJAY SINGH

(1) Lors de la partition de l'Empire des Indes.

(2) Rashtriya Swayamsevak Sangh, Corps des volontaires nationaux, dont un des fondateurs a assassiné Gandhi.

(3) Voir l'article de Romila Thapar dans *Antiquity of a Civilization*, sous la direction de Sarvepalli Gopal (Penguin 1991), excellente étude du contexte dans lequel s'est développée l'affaire d'Ayodhya.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUËRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Téléc : 206.806 F

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94882 IVRY-SEINE-CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde







## EUROPE

RUSSIE : la commémoration de la Victoire à Moscou

## « Eltsine kaputt... Le second fascisme ne passera pas... »

Quelque 20 000 opposants, communistes et nationalistes, ont été autorisés à manifester, dimanche 9 mai, à Moscou, pour la traditionnelle fête de la Victoire.

MOSCOU

de notre correspondant

Les catastrophes annoncées ne se produisent jamais. La « règle » de la nouvelle vie politique russe a été respectée, dimanche 9 mai. Après avoir affirmé, tout au long de la semaine, que la manifestation prévue pour l'anniversaire de la Victoire allait obligatoirement tourner au drame, les dirigeants de l'opposition extrême ont été arrangés pour tenir leurs troupes en main.

De leur côté les autorités, en dépit de leurs menaces, ont renoncé à barrer la route aux manifestants, qui ont pu aller oser leur dégoût de Boris Eltsine jusqu'à la place Rouge. Résultat, alors que, le 1<sup>er</sup> mai, chacun avait paru trouver intéressant à l'effort, la journée du 9 n'a pas été marquée à Moscou par le plus petit incident. La fête n'a été gâchée qu'à Nijni-Taguil, dans l'Oural, où un avion de démonstration s'est écrasé au milieu de la foule, faisant dix-huit morts,

dont huit enfants, ou à Saransk, en Mordovie, où un hélicoptère a heurté des câbles électriques, faisant deux victimes.

La journée ne fut pas pour autant celle de la réconciliation. Lorsque Boris Eltsine est allé fleurir la tombe du soldat inconnu, il n'a pas invité le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, à l'accompagner. Ce dernier est donc venu déposer sa gerbe en compagnie du vice-président Rouskov et du président du Tribunal constitutionnel Zorkine : la « troïka », qui s'était élevée contre M. Eltsine lorsque ce dernier avait fait mine, le 20 mars, d'imposer une « administration présidentielle », continue à se tenir les coudes.

Folklore pathétique

Plus tard dans la journée, M. Khasboulatov — qui, contrairement à ce qui avait été annoncé, n'a pas participé à la manifestation de l'opposition — a été physiquement empêché par la garde présidentielle d'assister à l'inauguration (partielle) du gigantesque « mémorial de la grande guerre patriotique », démentielle bâtisse dont la construction se traîne depuis les années Brejnev. La cérémonie, e-t-on déclaré à

M. Khasboulatov, était réservée au seul président.

Dans les rues de Moscou, le public était, par contre, plus mêlé. Les fleurs, les habits de fête, les vieux messieurs arborant des bérettes de médailles, les proménades en famille : c'était, à bien des égards, un 9 mai ordinaire, tourné vers ce passé qui resta le point de référence commun, y compris pour les générations qui n'ont pas connu la guerre ou qui commencent à oublier ce qu'était l'URSS, la vraie, « l'indétrimentable ». La nouvelle Russie, cacophonique et adolescente, était pourtant là aussi. On a chanté des stèles dévotement le « Casino Gabrielle », tandis qu'une bande de frêles jeunes gens scandait inlassablement : « Dépêche mode ».

Tout cela au milieu d'une ville quadrillée de policiers avec, dissimulés dans les ruelles et les cours, des dizaines de camions bourrés d'hommes prêts à intervenir. « C'est pas la démocratie », grogne un passant. « Voilà ce qu'est la démocratie : le pouvoir n'est pas sûr de lui », affirme un autre. Pourtant, cette fois, les « OMON », les forces anti-émeutes, sont sagement restées dans leurs camions et, lorsque la manifestation de l'opposition « national-communiste » s'est

approchée de la place Rouge, les cordons de police se sont ouverts devant elle.

Oubliées, apparemment, les consignes selon lesquelles les bannières et banderoles étaient interdites, les ordres n'autorisant que de petites délégations à se rendre au pied de la muraille du Kremlin. Des dizaines de milliers de personnes ont crié sans encombre « Hitler kaputt, Eltsine kaputt », « Le second fascisme ne passera pas », « Serbie », « Eltsine ennemi du peuple », « Eltsine bourreau ». On a proclamé « l'union invincible de l'armée et de l'église », annoncé la renaissance de l'URSS... Le folklore habituel, pathétique, des marginaux et des prolétaires.

Avec leurs visages marqués par les duretés de la vie, et souvent par l'alcool, leur haine pour les nouveaux nantis, leurs portraits de Staline et leurs popes. Avec aussi, pour compléter le tableau, quelques jeunes filles en mini-jupe, arborant fièrement des lunettes de soleil américaines (pour que personne n'en doute on laisse l'étiquette sur les verres). Et qui donnent le main aux vieilles dames furieuses et aux « vétérans » qui boiffent sous leurs médailles.

JAN KRAUZE

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : démission du ministre de l'intérieur

## M. Rabin tente d'éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale

Après la démission du ministre de l'intérieur, dimanche 9 mai, le chef du gouvernement, Itzhak Rabin, dispose, selon la tradition politique en Israël, d'un sursis de quarante-huit heures pour faire revenir l'intéressé sur sa décision et tenter ainsi d'éviter l'éclatement de la coalition gouvernementale.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Mettant finalement à exécution une menace maintes fois brandie, et déclenchant la première crise du gouvernement de M. Rabin depuis sa formation il y a dix mois, le ministre de l'intérieur, Aryeh Dori, s'est présenté à démission. Publiquement motivé par le refus du très controversé ministre de l'éducation, M<sup>re</sup> Shulamit Aloni, de renoncer à ses fonctions pour prendre un autre poste, la lettre de démission de M. Dori, principal dirigeant d'une formation religieuse (Shas), en prendra cependant effet que mardi soir 11 mai. Ce n'est évidemment qu'à ce moment-là que les trois vice-ministres qui appartiennent au même parti remettront leur démission — effective dans l'heure cette fois — à moins qu'un arrangement puisse être trouvé.

En clair, rien n'est encore joué et ombreux sont les observateurs politiques locaux qui parient sur un règlement de la crise dans les quarante-huit heures. D'ici-là, et conformément à une tradition solidement établie sur la scène politique israélienne, les tractations vont

en effet aller bon train dans la coulisse, et il n'est pas exclu du tout que le ministre de l'intérieur, obtenu finalement satisfait, reprenne sa démission.

Dans le cas contraire, et le premier ministre a volontairement dramatisé la situation autour de ce point, la coalition gouvernementale, privée du soutien des six députés religieux du Shas, éclaterait. Le gouvernement, qui dispose à l'heure actuelle d'une courte majorité de 62 voix sur 120, pourrait certes s'appuyer sur les quatre voix des députés arabes de la Knesset, lesquels soutiennent régulièrement la coalition au pouvoir sans en faire expressément partie. Mais dans l'état juif, à l'heure où les choix du pouvoir coïncident avec l'avenir même du pays, aucun gouvernement ne peut durablement dépendre du vote arabe pour sa survie. Si la coalition éclate, à prévoir. M. Rabin, c'est la fin du processus de paix, au moment où, à Washington, quelques signes encourageants émergent enfin des négociations entre Israël, les Palestiniens et les États arabes. On n'en est pas là.

Un ministre iconoclaste

Présidente de l'Alliance Meretz, laquelle, avec douze députés, regroupe trois partis de gauche à la Knesset, M<sup>me</sup> Shulamit Aloni (soixante-trois ans) est, depuis toujours, la bête noire des juifs orthodoxes et ultra-orthodoxes. Militante laïque, ennemie jurée de tout ce qu'elle perçoit comme de la coercition religieuse, M<sup>me</sup> le ministre de l'éducation s'est employée,

depuis sa nomination il y a dix mois, à limiter tous azimuts, et d'abord dans son ministère, l'influence de la religion sur la vie sociale et politique des Israéliens.

Partisane d'une « normalisation » de l'état juif et donc d'une séparation ostensible plus stricte entre la Synagogue et l'État, elle a multiplié les coups de gueule contre les « rabbins rétrogrades » et ses « sortites » anti-religieuses sont devenues légendaires. Un jour, elle se vante d'avoir marié son fils hors la synagogue, un autre elle se fait photographier au soir de shabat déguisée de la viande des deux restaurants arabes, une autre fois elle déclare tout de go qu'« à l'heure où l'homme va sur la Lune, il est impensable de croire aux esprits qui le monde a été créé en six jours ».

Bien entendu, ces « provocations » ont le don d'attirer l'attention qu'on appelle en Israël les « hardis », littéralement les « craignant-Dieu », qui représentent 10 à 15 % de la population juive. Sépharades ou au Maroc, Aryeh Dori, lui, n'est pas seulement le plus jeune ministre du gouvernement (trente-trois ans), il est aussi rabbin de son état, et il s'est souvent réjoui de remporter des succès électoraux. C'est cependant la première fois que, fort du soutien du grand rabbin Ovadia Yosef, le guide religieux ouïssant des sépharades (juifs originaires d'Orient), le jeune ministre a posé un ultimatum au chef du gouvernement.

Pourquoi maintenant ? Les motivations sont diverses : la longue enquête de police dont Aryeh Dori fait l'objet depuis trois ans serait sur le point d'aboutir. Soup-

çonné de corruption personnelle et de malversations financières en faveur des institutions proches de son parti, le « premier flic » d'Israël, qui occupait déjà le même poste dans le gouvernement nationaliste d'Itzhak Shamir — avant que M. Rabin, de rester au pouvoir en entrant dans la coalition travailliste, — serait sur le point d'être incriminé.

En tout cas, vraie ou fausse, la rumeur ou fait que s'ajoutent aux fortes pressions dont les dirigeants du Shas font l'objet depuis quelques mois de la part de la droite et de l'extrême droite. Plutôt conservateur, l'électorat du parti sépharade vit assez mal les ouvertures faites par Israël aux négociations de Washington. Et beaucoup soupçonnent qu'il y a, ce qui est plus grave, c'est la véritable raison du déclenchement de la crise.

PATRICE CLAUDE

Des militants de Parti national religieux, « éponés », symbolisent le Golé. À l'occasion d'une fête juive, dix mille jeunes militants israéliens du Parti national religieux ont, dimanche 9 mai, symboliquement « épousé » le Golé pour signifier qu'ils étaient à jamais leur sort à celui de ce territoire, conquis sur la Syrie en 1967, puis annexé en 1981 par Israël. Les jeunes « épousés » ont signé des « contrats de mariage » dans lesquels ils se sont engagés à refuser les décisions du gouvernement qui « peuvent conduire au retrait du Golé ». (AFP)

IRAN : l'Ukraine aurait livré des missiles de croisière. — L'hémodomade britannique The Observer a rapporté, dimanche 9 mai, que l'Ukraine avait récemment livré à l'Iran huit missiles de croisière Sumbat. Ces missiles, capables de frapper un navire engagé dans le détroit d'Ormuz, font partie, indique l'hémodomade, d'un contrat d'armement portant également sur l'acquisition par l'Iran d'avions de combat, de plus de 200 chars et de systèmes de défense anti-aérienne. — (AFP)

ARABIE SAOUDITE : le régime dénonce la création d'un Comité pour la défense des droits légitimes. — L'association Liberty, basée à Londres, qui se présente comme un groupe de défense des droits de l'homme dans le monde musulman, a annoncé dimanche 9 mai, dans un communiqué, que Ryad avait exprimé son « mécontentement » après l'annonce de la formation d'un Comité pour la défense des droits légitimes en Arabie saoudite (le Monde daté 9-10 mai). — (AFP)

## Le pape contre la Pieuve

Suite de la première page

Avant d'arriver à la vallée des temples, Jean-Paul II avait eu une rencontre, improvisée elle aussi, avec les parents du juge Rosario Livatino, assassiné en septembre 1990 sur la route de Canicattì. Au père, Vincenzo, et surtout à la mère, Rosalia, minuscule silhouette noire abîmée dans le deuil, il avait dit que ceux qui sont tombés sous les coups de la Mafia sont « des martyrs de la justice et indirectement de la foi ». La Mafia, le motif lancinant de ce voyage, le pape en avait déjà croisé les traces sanglantes, le veille, à Trapani, en empruntant la route du bord de mer où sont tombés, il y a huit ans, une mère et ses deux enfants à la place du juge Carlo Palermo qui était vice.

Trapani, plage dévorée de béton

ouverte, dans laquelle était déposé « l'entrelacs inextricable qui rapproche les représentants de l'Eglise catholique et le pouvoir mafieux à travers l'iniquité médiation d'hommes politiques, d'entrepreneurs, de banquiers, de journalistes... »

Prêcher l'Evangile en terre de Mafia n'a pas toujours été tâche aisée, et l'on se souvient que des évêques ont dû excommunier des « boss » pour tenter de les intimider, la dernière fois en 1982. On dit aussi que certains prêtres se faisaient recommander par Cosa nostra, quand leur prélat n'était pas trop favorable. L'exemple du Père Agostino Coppola, chapelain des « pentiti », qui maria secrètement Totò Riina, le capo dei capi, n'était pas totalement isolé. Il y a un temps, et personne ne l'a



an bout du bout de cette terre sicilienne déjà baignée par une mer africaine, et « dernier bastion de l'Italie », comme le dira Jean-Paul II. Trapani, aux 40 % de jeunes chômeurs bien contents du passage de ce pape qui a donné à certains un peu de travail, puis, pour l'occasion, on a refait l'asphalte de la route et ravalé la façade de la mairie. Trapani enfin, capitale des « mafiosi », qui y a vu ces « financements », « deux cent cinquante incendies criminels » se soient produits en deux ans.

« Je suis venu comme ambassadeur de l'espoir », avait expliqué le pape à une foule trop réservée, pour briser justement « les chaînes de la résignation, de la haine et de la vengeance ». Il avait ajouté, reprenant les paroles mêmes de la Bible : « Le serpent m'a induit en erreur », comparant la criminalité organisée « à un péché contre la société ». « Trop souvent l'homme se laisse entraîner par le malin sur le chemin de l'injustice, de l'égoïsme et de l'abus de pouvoir (...). Au défi violent de la Mafia doit répondre l'humble pouvoir de votre foi pour retourner vers Dieu ».

Plus tard, sur le grand place de Mazzara-del-Vallo, ce petit port de pêche, autre haut lieu de la mal-ovito qui s'est arrogée pour détourner les subsides destinés à réparer les dégâts du tremblement de terre de 1981, le pape, changeant de ton, s'était plus particulièrement adressé au clergé, à l'Eglise, « objet, elle aussi, de rumeurs, sinon de vraies attaques ».

Dans un éloge un peu appuyé à l'effort des religieux contre la Mafia, n'y avait-il pas aussi une mise en garde ? « Soyez d'authentiques pédagogues auprès des jeunes, avait-il insisté. Vous devez vous préoccuper non seulement de proclamer votre foi, mais d'observer vous-mêmes une conduite irréprochable, qui inspire et puisse convaincre ceux qui vous entourent. » Le pape entendait-il par là prendre acte, sans les convenir, des polémiques qui avaient précédé son arrivée ?

Trois femmes, proches des victimes de Cosa Nostra, avaient pris la plume pour mettre en question le peu d'empressement du clergé à s'engager plus avant : Maria Falcone, sœur de Giovanni, le juge assassiné en printemps dernier, Maria Montalbano, veuve du carabinier Giuliano Guazzelli tué en avril, et surtout Agnese Borsellino, femme du juge Paolo Borsellino, déchu dans une explosion en juillet. « Il ne faut pas que l'Eglise compromette, par la moindre collusion, la vérité de l'enseignement du Christ », écrivait cette dernière au pape, dans une lettre si éblouissante qu'après quelques hésitations, l'« Osservatore romano » a cru bon de la publier. Comme en écho, un groupe d'intellectuels publiait au même moment une lettre

oublié, à Palermo, où le cardinal Ruffini affirmait que la Mafia « n'existe pas ».

La situation a-t-elle changé ? Les évêques de Sicile, en plein examen de conscience, préparent une rencontre en novembre prochain sur le thème « Notre comportement a-t-il favorisé l'évolution de l'illégalité ? ». Mais, à Mazzara-del-Vallo, à Mgr. Casanovi, n'hésite pas à tonner publiquement contre les liens entre « la Mafia et une certaine franc-maçonnerie locale », le vicaire a reçu un avis d'ouverture d'enquête pour la reconstruction « douteuse » de l'église de Santa Ninfa.

L'archevêque de Palermo, le cardinal Salvatore Pappalardo, qui, en 1982, aux obsèques du général Dall'Oglio, tombé sous les coups de la Mafia, s'était illustré en citant en latin, le fameux « Pendant que Rome discute, Sagonte est assiégée » des guerres puniques, pour fustiger l'inertie générale, ne semblait plus lui-même aussi motivé. Découragement ? Lassitude ? Complaisance « culturelle » dans une lie où le besoin d'en finir avec le fascisme, puis d'endiguer le communisme, ont aussi fait, depuis trop longtemps, de la Mafia un antidote aussi pervers que familier ?

L'Eglise, elle aussi, peut se ressaisir. « Les évêques parlent, mais qui les écoute ? », s'interroge le cardinal Pappalardo. La voix de l'Eglise, il est vrai, devient plus assourde dans cette Sicile où les lieux de culte ne sont plus fréquentés que par 20 % des habitants, où la drogue fait des ravages — elle touche un jeune sur cinq à Mazzara-del-Vallo — et où le chômage est endémique, comme à Agrigento, où un tiers seulement de la population active travaille et où les scandales ont décimé les autorités locales.

Et pourtant, le 6 juin, Agrigento ira voter et se dotera pour la première fois d'un maire élu directement ; de plus, le procureur, jugé « incapable d'assumer sa charge en zone mafieuse », a été remplacé : les signes du renouveau sont là. « Sicile lève-toi », a dit encore Jean-Paul II aux 5 000 jeunes rassemblés dans le stade d'Agrigento, les incitant à se prendre eux-mêmes en mains : « On ne peut tout attendre des autres ou de l'Etat ».

Et, contre la culture de mort, le pape, devant un parterre d'entrepreneurs, a proposé une culture d'« initiative » à ce Mezzogiorno perpétuellement assis. Un « point d'équilibre » est à rechercher entre « l'efficacité et la solidarité », pour rompre « l'isolement de l'égoïsme » et « les logiques du clientélisme ». Un message qui aura du mal à passer : sur les maisons abusivement installées sans permis au beau milieu du périmètre des temples, à Agrigento, quatre cents familles menacées d'expulsion, et enfermées dans leur logique, ont disposé des banderoles à tout hasard : « Saint-Père, sois aussi nos maisons ! »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(Publicité)  
QUINZAINE DU STONISME (météo)  
MARDI 11 MAI 1993  
15 h : FILM INÉDIT ET OÉBAT  
« Un Israélien en France »  
par Emmanuel HALPERIN  
19 h 30 : FILM  
« Description d'un combat »  
21 h : TABLE RONDE  
L'image médiatique d'Israël,  
entre le réel et le fantasme ?  
avec : Dany SCHECK, ambassadeur  
d'Israël ; Emmanuel HALPERIN, journaliste  
TV israélienne ; Marc EBA-  
VETZ, Libération ; Yohanan MANOR,  
département Information O.S.M.  
MERCREDI 12 MAI 1993  
15 h : 30 FILM  
« Bises du dernier été »  
21 h : TABLE RONDE  
« Quelles nouvelles missions pour le  
mouvement stoniste en France ? »  
avec : David SAADA, directeur du  
P.S.U. ; Francis KHALIFA, Fédération  
Stoniste ; Henri HAIDENBERG, Président  
du Renouveau juif ; Ido ROZD-  
MAN, Université ; Jean KAHN, pré-  
sident du CRIF ; Aryeh AZOULAY,  
directeur de l'Agence Juive ; Simon  
PITTO, président de l'UEJF.

LIBYE  
Le colonel Kadhafi s'est dit favorable aux investissements étrangers

Lors d'un discours prononcé samedi 8 mai devant le Congrès général du peuple (Parlement), le chef de l'Etat libyen, Mouammar Kadhafi, s'est déclaré en faveur d'un encouragement au tourisme et des investissements étrangers, quasi inexistantes en Libye jusqu'à présent.

« Nous avions peur » des investissements étrangers car « ils (les étrangers) nous trompaient et prenaient notre argent pour nous exploiter, mais aujourd'hui nous n'avons plus peur », a déclaré le colonel Kadhafi. « Si nous ouvrons nos portes au tourisme, nous aurons autant de bénéfices que ceux que

nous rapporte le pétrole. A ce moment, nous n'avons plus de problèmes, et pourrons nous reposer et en profiter », a-t-il ajouté. Il a également appelé le Parlement à étudier la possibilité de créer un taux libre du dinar par rapport aux devises. Le taux officiel est de trois dollars pour un dinar, alors que sur le marché noir un dinar s'échange pour moins d'un demi-dollar. Le colonel Kadhafi a en effet plaidé pour la privatisation du secteur public et l'application de la charia (loi islamique), notamment en matière pénale. — (AFP)



## AFRIQUE

**DJIBOUTI** : jugeant le scrutin « ni libre ni démocratique »

### L'opposition conteste la réélection du président Gouled

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

« Nous sommes allés à l'abattoir », constate Moussa Mohamed « Tourtour ». Avec trois autres candidats malheureux à l'élection présidentielle du 7 mai, il vient de signer un communiqué affirmant que les élections « n'ont été ni libres ni démocratiques et ne reflètent pas la volonté populaire », une déclaration diffusée par la télévision nationale, au nom d'une démission promise il y a un an par le président Gouled mais qui aurait été « sérieusement bafouée ».

« Nous pensions qu'ils frauderaient avec une cuillère à café, poursuit candidement un autre prétendant qui n'a pas atteint la barre des 5 %, mais ils se sont servis d'une pelle. » Depuis trois jours, les « battus » et leurs états-majors de campagne ressassent inlassablement cette « journée des dupes ». On évoque à peine la possibilité d'une plainte : « Ce serait peine perdue car la commission constitutionnelle a balayé celles que nous avions déposées après les législatives de décembre ».

Après avoir accepté de jouer le jeu une seconde fois, alors que des fraudes avérées avaient marqué le scrutin parlementaire de décembre, l'opposition se dit un peu tard qu'il ne fallait pas mettre le doigt dans l'engrenage pour cautionner la « dictature constitutionnelle de Gouled ». Il est vaguement question maintenant d'unifier l'opposition, mais les ambitions personnelles sont trop criantes.

#### Les Afars accusés de complot

Les candidats malheureux cherchent l'appui des observateurs étrangers qui, à la télévision locale, évoquent des élections « honnêtes dans l'ensemble », avec un grand luxe de précisions. Xavier Deniau, député français délégué à Djibouti par le ministère de la coopération, évoque aussi ce qu'il appelle « la procédure de vote accélérée » : à savoir le passage dans un seul bureau de mille quatre cents votants en quatre heures, « matériellement impossible puisqu'un vote nécessite au minimum trois minutes ». Mais les vingt-deux observateurs, pour plus de cent

soixante bureaux, n'auraient constaté que « quelques irrégularités » qui rendent « difficile toute conclusion catégorique ».

Malgré ces irrégularités, aucun des délégués – souvent des fonctionnaires – des partis d'opposition n'a refusé de signer les procès-verbaux (parfois même avant l'heure de la fermeture). Toutefois, certains observateurs étrangers, soucieux de soulager leur conscience dans l'anonymat, concluent que, « sans les irrégularités, Gouled n'aurait pas pu échapper au deuxième tour », et à une défaite assurée puisque « les partisans du boycottage auraient alors appelé à voter ».

Comment le président Gouled va-t-il exploiter sa victoire ? Va-t-il ouvrir le dialogue ou poursuivre la reconquête du Nord ? Rien n'indique, jusqu'à présent, qu'il soit prêt à proposer des pourparlers à des conditions acceptables pour les rebelles afars.

Sur le terrain, l'armée nationale défient l'avantage et le chef de l'Etat semble considérer qu'ouvrir le dialogue serait une preuve de faiblesse. Plutôt que de reconquérir directement le pays rebelle, la tentation est grande de confiner les Afars sur leurs arpentés de cailloux avec l'appui acquis de l'Éthiopie et de l'Erythrée très méfiantes envers leurs propres Afars. Ces nomades indomptables et repêlés sur eux-mêmes deviennent peu à peu les « Kurdes » de la corne de l'Afrique, que l'on accuse volontiers, pour obtenir des soutiens occidentaux, de compléter pour une « grande Afrique » déstabilisatrice et nourrie d'islamisme.

C'est sans doute pour éviter d'être repoussés dans leur désert que les combattants du FRUD ont lancé, début mars, une opération navale contre le port de Djibouti qui, sans faire de dégâts, a semé l'insécurité dans les milieux d'affaires. « La guerre dans la capitale, il ne nous restera que ça », murmure une jeune femme d'Arhiba, un nouveau-né dans les bras. Comment, dans cette hypothèse, réagit le régime, qui, trop prudent ou trop indécis depuis deux ans, semble incapable de mettre un terme à ce conflit malgré son poids économique et ses quelques quatre mille militaires stationnés à Djibouti en permanence ?

JEAN HÉLÈNE

#### SÉNÉGAL

### Un fort taux d'abstention est attendu aux élections législatives

Moins de deux mois après la réélection du président Abdou Diouf, le Sénégalais n'ont pas fait preuve d'enthousiasme, dimanche 9 mai, pour élire, parmi 1 222 candidats représentant six partis ou coalitions de partis, les 120 députés qui siègeront pendant cinq ans à l'Assemblée nationale.

Le scrutin s'est déroulé dans le calme et sans incident. Le manque d'affluence devrait confirmer un important taux d'abstention, redouté par la classe politique sénégalaise, au terme d'une campagne électorale qui s'est déroulée dans la plus grande indifférence pendant trois semaines. Aucun chiffre officiel n'a été rendu public. Lors de la réélection du président Abdou Diouf, le 21 février, le taux d'abstention avait été supérieur à 48 %.

En Casamance, région du sud en proie à une revendication indépendantiste, le vote a eu lieu sous haute surveillance militaire. Vingt-deux personnes y avaient trouvé la mort au cours d'attaques perpétrées par des hommes soupçonnés d'être des indépendantistes, lors de l'élection présidentielle.

Le Parti socialiste (PS) du président Diouf dispose d'une majorité écrasante à l'Assemblée nationale sortante : 103 députés contre 17 députés au Parti démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade, le principal opposant au régime en place. Selon le nouveau code électo-

ral, modifié après le scrutin présidentiel, la Commission nationale de recensement des votes doit proclamer les résultats dans les cinq jours suivant le scrutin.

Elle est désormais dirigée par des magistrats et non plus par les partis politiques dont les polémiques avaient été à l'origine du retard de vingt jours dans l'officialisation de la réélection de M. Diouf. — (AFP, Reuters)

**AFRIQUE DU SUD** : les risques de déstabilisation

### M. De Klerk met en garde l'extrême droite blanche

Le président De Klerk a sévèrement mis en garde, samedi 8 mai, les « extrémistes de gauche et de droite » contre leurs tentatives de déstabiliser le processus de négociations engagé depuis trois ans, alors que la secrétaire générale du Congrès national africain, Cyril Ramaphosa, de son côté, lançait un appel aux Blancs pour qu'ils ne quittent pas le pays, malgré la recrudescence de la violence et la récession économique.

L'annonce, vendredi, d'un accord de principe, ratifié par la quasi-totalité des négociateurs, pour l'organisation d'élections avant un an, n'a pas fait baisser la tension.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Depuis l'assassinat de Chris Hani, l'un des principaux dirigeants noirs, le 10 avril, l'équilibre politique est en péril. Les écoles sont en ébullition, agitées par la contestation de l'augmentation des

draits d'examen et des mesures d'économies budgétaires qui frappent le système d'enseignement. La délinquance déferle dans les cités noires et les agressions se multiplient contre fermiers blancs et policiers.

Selon les derniers chiffres officiels, 33 agressions avaient été commises contre des policiers entre le 1<sup>er</sup> et le 10 avril, jour de l'assassinat de Chris Hani. Ce chiffre est monté à 757 entre le 11 et le 20 avril. Enfin, l'extrême droite s'est regroupée en un Front du peuple africain (AFP), lancé à l'initiative d'anciens généraux, du Parti conservateur (CP), de fermiers, de syndicalistes blancs et de mouvements néonazis.

Le spectre de la Yougoslavie bante les esprits, y compris celui du président De Klerk, qui, évoquant la Bosnie, a tenu, samedi, à assurer qu'il n'abandonnerait pas le destin du pays « entre les mains d'une bande d'extrémistes ». L'extrême gauche, accusée d'entretenir l'agitation scolaire, a été avertie que des milliers de soldats avaient été rappelés et que, « si nécessaire, de nouveaux renforts seraient encore déployés ».

Mais c'est en direction de

l'extrême droite que Frederik De Klerk a décoché le gros de ses flèches. Visiblement inquiet des risques de débordement, le chef de l'Etat a affirmé qu'il ne céderait pas « à la pression ». « Les extrémistes de droite jouent avec le feu et s'ils violent la loi, ils seront traités avec la même sévérité que les extrémistes de gauche ». Ces avertissements ne semblent pas avoir impressionné Eugene Terreblanche, chef du Mouvement de résistance africain (AWB, néonazi), qui, à plusieurs reprises, a impunément déclaré qu'il regretait ne pas avoir tué Chris Hani de ses propres mains.

#### Soupçon de complicité

Samedi, le député du Parti conservateur Clive Derby-Lewis, soupçonné de complicité dans le meurtre du dirigeant communiste et placé en garde à vue depuis vingt jours, a été officiellement inculpé. Avec Gaye Derby-Lewis, son épouse, et Janusz Jakub Walus, meurtrier présumé de Chris Hani, Clive Derby-Lewis est le troisième inculpé de ce dossier. D'autres l'ac-

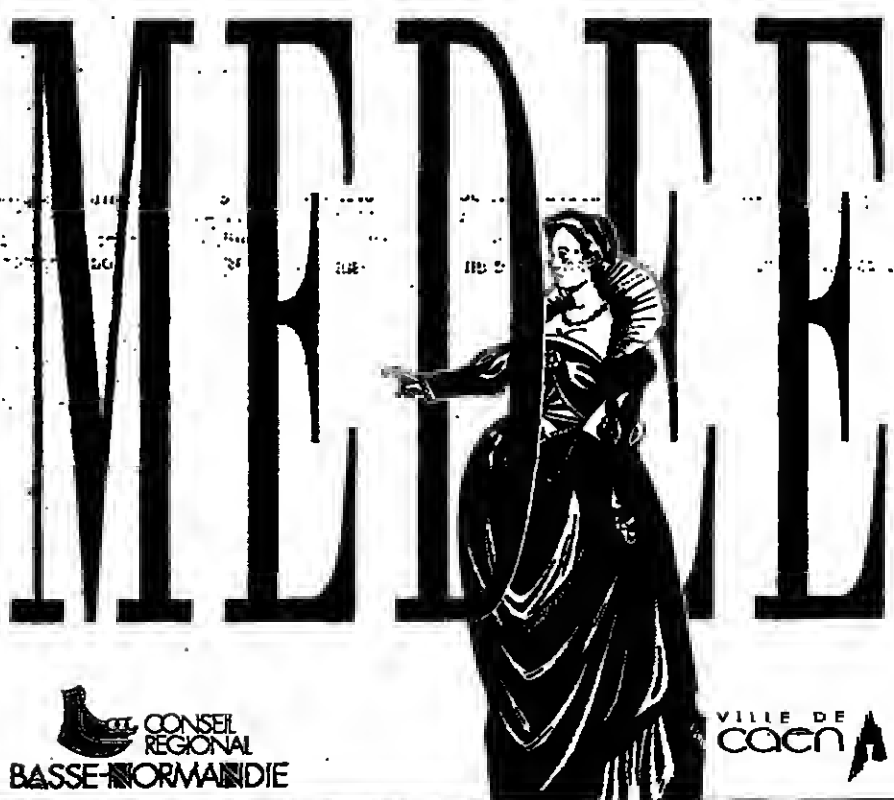
cusation, il aurait procuré à Janusz Jakub Walus l'arme du crime, qui provenait d'un vol commis par des militants d'extrême-droite, en 1991, dans une armurerie de l'armée de l'air.

L'enquête sur l'assassinat de Chris Hani continue, pour mettre en lumière d'éventuelles complicités, notamment dans les cercles d'extrême droite, où Clive Derby-Lewis est désormais présenté comme un héros. Après les bruyants applaudissements de l'AWB, le Parti conservateur vient de décider de soutenir Clive Derby-Lewis, qui est aussi un membre éminent du Conseil présidentiel.

Le successeur du pasteur Andrius Treurnicht à la tête du CP, Ferdi Hartzenberg, a annoncé que son parti avait lancé une campagne pour financer la défense des époux Derby-Lewis. Ce qui, d'un autre côté, ne l'a pas empêché de dénoncer l'actuelle vague de violence, déclenchée par l'assassinat de Chris Hani.

GEORGES MARION

### CAEN ET LA BASSE-NORMANDIE THEATRE DE LA MUSIQUE BAROQUE



### TRAGEDIE LYRIQUE

Les Arts Florissants  
12, 14, 15  
ET 16 MAI

NOUVELLE PRODUCTION  
EN PREMIERE  
AU THEATRE DE CAEN

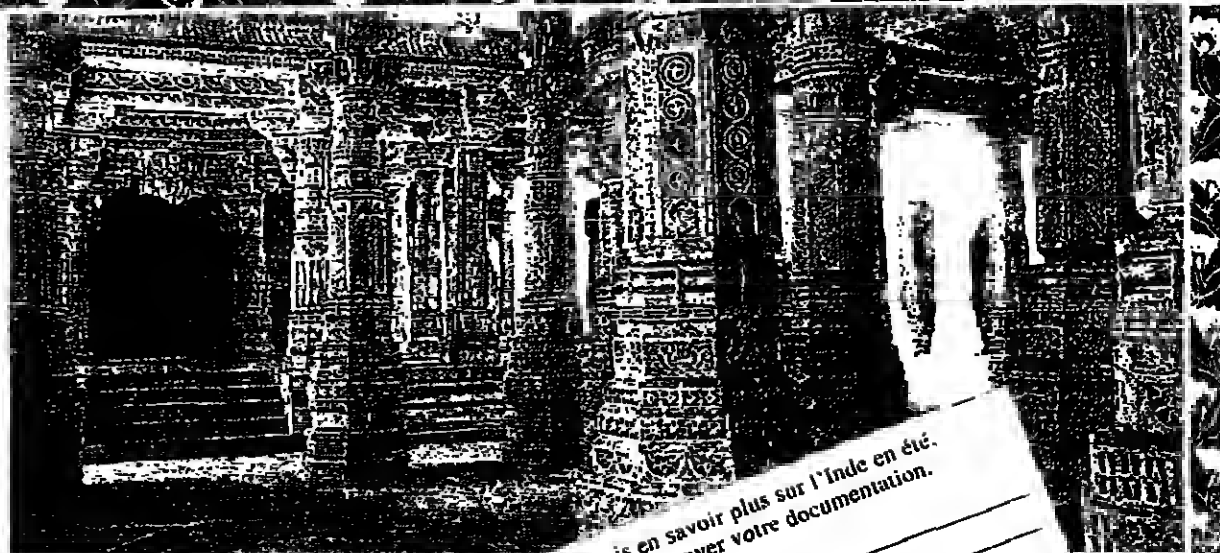
Musique: Marc-Antoine CHARPENTIER  
Livret: Thomas CORNEILLE  
Mise en scène: Jean-Marie VILLEGIER  
Production musicale: William CRISTIE

Coopération culturelle de Caen, Agence de l'Etat, Opéra de Caen, Agence de la Fondation, Caen, Théâtre de Caen, Caen et la Basse-Normandie, partenaires des Arts Florissants depuis 1990.

L'été est une saison merveilleuse pour se rendre en Inde: tout y est plus tranquille, et les prix sont beaucoup plus bas.

Les sites touristiques, comme les magnifiques temples et palais du Rajasthan, sont paisibles et plus faciles d'accès. Pour vos achats aussi, c'est la saison la plus avantageuse. Et partout en Inde, l'été offre un vaste choix d'activités, dans un cadre agréable et verdoyant: golf, tennis, trekking, rafting, etc. Mais vous pouvez aussi vous détendre au bord de la piscine de votre luxueux hôtel.

L'Inde est pleine de charme en été. Alors, contactez dès aujourd'hui votre agent de voyage.



Les trésors d'un passé fantastique.  
A des prix fabuleux.

J'aimerais en savoir plus sur l'Inde en été.  
Veuillez m'envoyer votre documentation.

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

**India**

Offre de l'Agence Indes  
à la suite de la sélection: 75000 Francs  
Tél: 01 42 65 63 36  
Fax: 01 42 65 63 36  
Mail: 1015 INDE

□ RWANDA : le gouvernement aurait accepté de réduire les effectifs de l'armée. — Le gouvernement rwandais aurait accepté de démobiliser 13 000 militaires et 6 000 policiers, en gage de bonne volonté, pour tenter de mettre fin à trente et un mois de guerre civile. Les soldats et les policiers seraient démobilisés dans les neuf prochains mois. Depuis le début de l'insurrection menée par le Front patriotique rwandais (FPR), le gouvernement avait considérablement augmenté les effectifs de son armée. Cette démobilisation répond à une revendication du FPR. — (AP)



## AFRIQUE

ALGÉRIE : sans en préciser les termes

## Le président Kafi confirme l'organisation d'un référendum avant la fin de l'année

Voici le premier article de notre nouvelle correspondante en Algérie, Catherine Simon.

ALGER

de notre correspondante

C'est un bilan relativement sévère que le président du Haut Comité d'Etat (HCE), présidente collégiale de cinq membres, Ali Kafi, a publiquement dressé, samedi 8 mai, à Alger, en «baucant» solennellement le cycle des consultations engagées le 13 mars avec un certain nombre de partis politiques, de syndicats et d'associations. Confirmant les intentions esquissées dans son premier message à la nation du 14 janvier – poursuite du «dialogue national» et lutte contre le «terrorisme», M. Kafi a indiqué qu'un référendum serait organisé «à la fin de cette année», sans préciser quels en seraient exactement les termes. C'est en décembre que doit prendre fin, théoriquement, le mandat du HCE.

Les électeurs auront-ils à se prononcer sur une révision constitutionnelle, censée établir «un meilleur équilibre du pouvoir et une organisation efficiente des institutions», comme le HCE l'avait suggéré en janvier? Ou seraient-ils appelés à voter sur un projet plus large, fruit d'un éventuel «consensus» entre les participants au «dialogue»? Beaucoup devraient dépendre, en fait, de l'attitude des principaux «poids lourds» de la classe politique algérienne. Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) et Front des forces socialistes (FFS) en tête. Tandis que le premier a accepté, non sans réticences, de participer aux discussions en cours, le second s'est finalement refusé à cautionner ce qu'il estime n'être qu'un «simulacre» de débat.

## Pour le «pluralisme politique»

La prochaine «phase de consultations», annoncée par le président du HCE, et la promesse d'un «élargissement» du Conseil consultatif national (CCN, créé par feu le président Mohamed Boudiaf, en avril 1992, après la dissolution de l'Assemblée nationale) vont-elles changer la donne? Le CCN, dont M. Kafi a assuré que les «prérogatives seront renforcées», pourrait voir le nombre de ses membres (soixante initialement) fortement augmenter. De là à ce que ce conseil soit doté de «pouvoirs législatifs» et prenne l'allure d'un Parlement, il y a un pas – que le très officiel quotidien *El Moudjahid*, citant une «source informée», n'a pas hésité à franchir, dans son édition de dimanche.

Reste à savoir quand (avant ou après le référendum?) cette nouvelle institution sera installée. Pour l'heure, M. Kafi a tenu à souligner les points de convergence apparus entre le HCE et ses «partenaires».

Le Monde

1961-1990  
Du mur de Berlin à l'unification allemande : reconstituez les fils de l'histoire.

Consultez  
**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

**mba**  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP

Encadrement supérieur international libre  
(1) 42 78 95 45

Terminales et Bac+1 :  
un M.B.A.  
à Wharton, MIT,  
Northwestern, Cornell, etc.  
après 4 ans  
de gestion bilingue  
au sein du département  
international d'IPESUP

des rangs desquels sont exclues, a-t-il rappelé, «les forces politiques qui pratiquent ou prônent le terrorisme».

Soucieux de prendre date, le président du HCE a évoqué «l'accord de l'ensemble des participants au dialogue» pour «condamner le terrorisme» et instaurer «un Etat républicain, un Etat démocratique, assurant le pluralisme politique et l'alternance au pouvoir, défendant les libertés et les droits individuels et collectifs». De même, a-t-il ajouté, qu'a été admise la «nécessité» d'une période de transition «que nous souhaitons la moins longue possible».

## «Surenchères politiques»

Dénançant les «groupes obscurantistes» et «l'escalade dans les actes terroristes», désormais «contre-carrés de plus en plus efficacement par les forces de sécurité», M. Kafi a, par ailleurs, fustigé les «surenchères politiques» dont l'islam, qui «est la religion de l'Etat», fait aujourd'hui l'objet.

Evocant la situation économique, M. Kafi a qualifié d'«action incontournable» le fait de devoir «libérer les initiatives» et «dégager progressivement» le pays d'une «gestion administrative et bureaucratique». Ce passage du discours, de même que l'hommage rendu à la presse, dont le président du HCE a salué «le courage et le patriotisme», tout en lui rappelant ses devoirs de «responsabilité», ont été particulièrement prisés, certains quotidiens nationaux, comme *le Matin* ou *Liberté*, croyant pouvoir y déceler le signe d'un «désaveu» de l'attitude du gouvernement de Belaid Abdesslem à leur encontre.

A l'instar des autres acteurs de la scène publique, la presse nationale a pourtant fait preuve, dans l'ensemble, d'une prudente modération. Et il faudra attendre vraisemblablement plusieurs jours avant de connaître la réaction officielle des différents états-majors.

CATHERINE SIMON

## AMÉRIQUES

PARAGUAY : selon des estimations concordantes

## Le candidat du parti conservateur Colorado est en tête de l'élection présidentielle

L'homme d'affaires Juan Carlos Wasmosy, candidat du Parti Colorado (au pouvoir) pour l'élection présidentielle au Paraguay, serait d'ores et déjà considéré comme élu, selon les estimations fournies, dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 mai, heure locale, par les porte-parole de deux groupes de presse et d'un organisme de surveillance international, la Saka (transparence, en guarani). Selon la Saka, dont l'opération a été financée par des gouvernements européens et celui des Etats-Unis, M. Wasmosy bénéficierait actuellement d'une avance «définitive» avec 39,4 % des voix devant le candidat du mouvement indépendant Rencontre nationale, Caballero Vargas (29,56 %), et celui du Parti libéral radical authentique, Dominguez Laino (28,77 %). Certains de l'élection de leur candidat, un temps au coude à coude dans le décompte des votes, les militants des trois partis en lice avaient organisé, dans la nuit, des caravanes «victorieuses» dans la capitale, Asunción, selon notre correspondant à Rio-de-Janeiro, Denis Hautin-Guiraut.

VENEZUELA : menacé d'un procès pour «malversations»

## Le président Carlos Andres Perez pourrait démissionner

La possibilité d'une démission du président social-démocrate Carlos Andres Perez, présentée comme «imminente» par des membres de son propre parti, l'Action démocratique (AD), a déclenché, à la fin de la semaine dernière, une tempête politique marquée par des interrogations sur l'avenir de la démocratie vénézuélienne. Depuis que le président et rapporteur de la Cour suprême de justice (CSJ) M. Gonzalez Rodriguez Corro, a estimé que le chef de l'Etat pouvait être jugé pour «malversations», les milieux politiques, économiques et militaires spéculent abondamment sur l'après-Perez, certains avec inquiétude, d'autres avec satisfaction. La CSJ, après avoir étudié le dossier d'accusation du procureur et inspecteur général des comptes de la nation, M. Ramon Escobar Salom, doit se prononcer avant le 20 mai sur l'ouverture éventuelle d'un procès contre le président pour «malversations dans la conduite des affaires du pays». M. Perez a affirmé qu'il renoncerait «immédiatement» à son mandat si son innocence était mise en doute. (AFP)

○ PÉROU : inculpé pour détournement, le général Robles s'est réfugié en Argentine. – Le Conseil suprême de justice militaire a inculpé pour insubordination et détournement, dimanche 9 mai, le général Rodolfo Robles, qui s'est réfugié en Argentine après avoir accusé le chef d'état-major interarmes de liens avec les «cadavres de la mort». Le Conseil a estimé que les accusations portées contre le général Nicolas Hermosa et d'autres officiers, notamment l'ex-capitaine Vladimir Montesinos, étaient sans fondement. (AFP)

## ASIE

CAMBODGE : selon des observateurs militaires

## Les Khmers rouges sont «prêts à tout pour saboter les élections»

«Les Khmers rouges semblent prêts à tout pour saboter les élections du 23 au 28 mai, mais tout dépendra de leur capacité, dans les prochaines semaines, à déstabiliser le régime de Phnom-Penh et à décourager les Nations unies.» Tel est, en résumé, le sentiment de plusieurs observateurs militaires étrangers, à la suite des attaques menées, depuis le 2 mai, par les Khmers rouges.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

L'absence des Khmers rouges à la dernière réunion du CNS (Conseil national suprême) – que le prince Sihanouk avait convoquée à Pékin jeudi (le Monde du 8 mai), parce que les «rouges» refusent de se rendre à Phnom-Penh – et le bombardement, la nuit précédente, du bataillon de «bêres bleus» chinois à Kompong-Thom, sont deux signes qui ne trompent pas : les hommes de Pol Pot ont engagé l'épreuve de force contre un scrutin qu'ils dénoncent comme une manœuvre de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) pour légitimer leur adversaire de Phnom-Penh.

Depuis la mi-mars, les Khmers rouges se sont préparés à mener des actions militaires. Environ quatre-vingts de leurs chefs militaires, dont plusieurs chefs de division (1), auraient été remplacés. On dit même que Ta Mok, le redoutable unijambiste qui commande le front Nord, aurait été chargé de superviser l'ensemble des opérations. Des observateurs militaires ont également constaté depuis deux mois des regroupements de maquisards, entités temps réquisitionnés, plus importants que par le passé, y compris dans le Nord-Est : «Dans certains endroits, leurs effectifs dépassent la centaine alors que, par le passé, on ne signalait au mieux que des groupes de cinquante hommes», explique l'un d'eux.

En outre, les Khmers rouges ont amorcé des mouvements en situation des zones peuplées. Dans l'Ouest, à partir de la chaîne des

Cardamomes, ils menacent d'attaque dans la plaine de Battambang, où un train a été attaqué le 3 mai. Dans le Nord, ils s'efforcent à partir de leurs bastions dans la province de Presh-Vihear en direction de l'Ouest (Siam-Réap) et de la province centrale de Kompong-Cham, la plus peuplée du pays avec 1,3 million d'habitants et près de 700 000 électeurs enregistrés (sur un total de 4,7 millions).

## Mieux armer les «bêres bleus»

Mais, jusqu'ici, les Khmers rouges ont entrepris ce que l'on savait qu'ils pourraient entreprendre, et le bilan de leurs attaques reste partagé. Apparemment préparés de longue main et attendus, l'attaque de Siam-Réap a été un échec. En outre, on sait que la voie ferrée qui relie Phnom-Penh à Sisophon via Battambang est très vulnérable dans les régions de Kompong-Cham et de Pursat : les Khmers rouges pourraient également perturber le trafic sur la RN 5 qui longe cette voie. Enfin, la province centrale de Kompong-Thom, où les militaires chinois ont été bombardés, est l'une des plus disputées du pays.

Compte tenu de ces regroupements

de Khmers rouges, la logique voudrait qu'ils se manifestent également à la limite entre les provinces de Kompong-Thom, de Kratie et de Kompong-Cham. S'ils parviennent à créer des désordres dans cette dernière, ils commencent alors à mordre sur ce centre du pays où est concentrée la majorité des électeurs. Mais aucun indice ne signale encore qu'ils se rapprochent de Phnom-Penh en dépit de leurs attaques, notamment contre des «bêres bleus» bulgares dans la province voisine de Kompong-Speu.

«Les Khmers rouges jouent avec les nerfs de l'APRONUC», constate-t-on ici. Pour l'instant, l'APRONUC fait le dos rond et, en dépit de premières pertes – huit tués au cours d'attaques – n'a envisagé toujours pas, comme l'a rappelé vendredi 7 mai, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, un report du scrutin. Mais il faut que cette fermeté continue de bénéficier du soutien des principaux intéressés. Or, déjà des volontaires de l'ONU, dont la présence est indispensable pendant le scrutin, se découragent et Tokyo est contraint de luyover pour ce pas avoir à rapatrier ses soldats.

En outre, le gouvernement malaisien a été le premier à demander

publiquement que les «bêres bleus» (dont le bataillon déployé par Kuala-Lumpur) soient mieux armés. «Que peut faire l'escorte d'un convoi attaqué au bazooka quand elle ne dispose même pas d'une mitrailleuse», résume un officier de l'APRONUC après l'attaque d'un convoi de l'ONU à Ampil (extrême Nord-Ouest) au cours de laquelle un policier nippo a été tué.

Tout dépendra également de la capacité des forces de Phnom-Penh dont les milices viennent d'être réarmées – à tenir le coup. Au Cambodge, les tacticiens n'ont jamais réglé, ni dans un camp, ni dans l'autre. En outre, les capacités offensives de l'armée de Phnom-Penh sont limitées. Mais celle-ci a relativement bien encaissé le choc et semble loin d'être démoralisée. Le gouvernement de Phnom-Penh paraît même d'autant plus remonté que la campagne électorale est passée au second plan et qu'on lui reproche fatalement moins ses manœuvres d'intimidation quand les Khmers rouges tentent ouvertement de saboter les élections.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Une division khmère rouge compte entre 400 et 450 hommes.

## PHILIPPINES

## Poussée de fièvre islamiste dans le Sud

Profitant d'une opération militaire lancée contre ses ravisseurs, le missionnaire espagnol Bernardino Blanco, enlevé le 18 mars dans l'île de Basilan, dans le sud des Philippines, a réussi à recouvrer la liberté, a-t-on appris, mercredi 5 mai. On assiste dans cette région à une montée de l'intégrisme musulman.

ISABELA

de notre envoyé spécial

L'île de Basilan, au large de Zamboanga (Mindanao), n'est sans doute pas ce «Lebanon du Sud» (le Liban du Sud) auquel voudrait faire penser une inscription rapahe sur le poste de garde du 3<sup>e</sup> régiment de «marines» stationné à Isabela. La stabilité n'en est pas moins devenue précaire dans cette île de 250 000 habitants, théâtre, au début des années 70, d'affrontements entre séparatistes musulmans et armée, qui firent deux mille morts.

Avec sa mosquée blanche nichée au milieu des frêles maisons de bois sur pilotis du bord de mer et son imposante église au centre-ville, Basilan, dont la population est pour deux tiers musulmane et pour un tiers chrétienne, est une sorte de précipité de la situation de Mindanao : aux forces du Front national de libération Moro (MNLF) s'ajoutent les bandes de rebelles en rupture de ban, devenus des bandits ou pirates, et désormais les extrémistes religieux. Les rivalités entre ethnies musulmanes (Taosugs et Yakan) accentuent la

confusion. L'apparition depuis un an du groupe Abu Sayaff («Celui qui porte le glaive») d'Abubakar Abdurajak Janjalani, jeune prédicateur appelant à l'établissement d'un Etat islamique, a brusquement avivé la tension. Composé d'une centaine de jeunes combattants, le groupe dispose d'armes modernes achetées avec des fonds étrangers. Il a détenu le Père Blanco et un enfant, qui lui ont été «cédés» par une bande d'ex-combattants du MNLF devenus bandits.

## «La rancœur des jeunes»

«Indépendamment de l'affaire Blanco, il est impératif d'élucider dans l'entourage d'extrémisme religieux naissant qui peut nous conduire au pire», nous a dit le gouverneur de Basilan, ancien vice-président du MNLF sur l'île, Gerry Salapuddin, qui a déposé les armes en 1984, est le premier gouverneur d'origine yakan. «L'influence d'Abu Sayaff est en train de s'étendre à d'autres régions, poursuit-il. Ses chefs, qui défient le MNLF, peuvent rallier des jeunes musulmans déçus. Avec le MNLF, nous avons à faire à une organisation séculière ayant des objectifs politiques. Désormais, nous risquons d'être confrontés à des extrémistes religieux dont l'arme est le terrorisme.»

Le Père espagnol Angel Calvo, qui eut parmi ses élèves Janjalani (dont la mère est chrétienne) estime que celui-ci est représentatif d'une jeune génération de musulmans «nourrie de la culture de violence des années 70». Ayant obtenu des bourses des pays islamiques, ces jeunes ont étudié dans les

universités de pays arabes. De retour chez eux, ils ont en le sentiment que le MNLF était en train de perdre la partie et qu'il fallait régénérer la société musulmane.

A Zamboanga, le porte-parole du MNLF rejette les motivations religieuses du groupe Abu Sayaff : «Ce sont des extrémistes criminels qui mettent la vie humaine aux enchères.» Mais il reconnaît qu'il peut avoir une influence sur les jeunes. Le groupe embarrasse le MNLF, dont le chef, Nur Misuari, est en exil.

«C'est une évolution à laquelle nous n'étions pas préparés, ajoute le Père Calvo. Elle se rattache à un mouvement général de renaissance de l'islam et se nourrit à Mindanao de la rancœur de jeunes qui pensent qu'en près d'un quart de siècle de lutte le Front Moro n'a guère obtenu d'amélioration de la condition des musulmans.»

Aujourd'hui, la crainte des chrétiens et des musulmans est le déclenchement d'une «guerre sainte» entre les deux communautés. Bien qu'apparemment, l'indépendent soit sans relation avec l'islamisme du Père Blanco, les chrétiens ont récemment enlevé deux musulmans. L'évêque de Basilan a énergiquement condamné de telles pratiques. L'église entend poursuivre le dialogue avec les musulmans, mais elle craint que demeure la prére bien assésée à Zamboanga il y a à en travailler pour Sisilal, une organisation réunissant chrétiens et musulmans et ouvrant pour l'intégration des communautés, qui avait reçu des menaces du groupe Abu Sayaff.

PHILIPPE PONS



# POLITIQUE

Le Monde • Mardi 11 mai 1993 • 7

## Le débat sur les premières mesures du gouvernement

### Edouard Balladur, acte II

Suite de la première page

Cette innovation s'appuie évidemment sur la découverte (si l'on en juge par les propos de campagne électorale) de véritables convergences sur ce que doit être, par exemple, l'attitude de la France en Bosnie, à l'égard des États-Unis et de l'OTAN, ou vis-à-vis de la construction communautaire. De véritables instances de « partage » ont d'ailleurs été mises en place, qu'il s'agisse du conseil restreint qui suit chaque semaine le conseil des ministres, auquel participent les ministres de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur, ou de réunions auxquelles participent MM. Védrine et Bazire, respectivement secrétaire général de l'Élysée et directeur du cabinet à Matignon.

#### Un président idéal

Il est vrai aussi que le président est dans une situation de faiblesse politique telle qu'elle lui interdit toute manœuvre. Il est non moins vrai que le premier ministre sait qu'il a, du point de vue de sa propre marge de manœuvre, un président idéal. Edouard Balladur a vraiment dix-huit mois devant lui, plus de temps que n'en aurait rêvé n'importe quel président du Conseil sous la IV<sup>e</sup> République; trop peu de temps pour qu'on puisse lui imputer intentionnellement un échec. S'il a conscience de dire qu'il hérite de la situation la plus grave depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, il a plus de moyens de gouverner qu'aucun autre chef de gouvernement de cette même République n'en avait eu avant lui. Que revienne une situation politique classique — par exemple un président RPR appuyé par l'écrasante majorité de droite actuelle — et le premier ministre redécouvrira une courtoisie de transmission de la volonté présidentielle et le « fusible » du chef de l'État. Fort, donc, d'une marge de manœuvre inédite, renforcée par une cohabitation paisible et une « bulle » autour, le premier ministre à l'avenir devra négocier la première, partie de son dispositif anti-crise; celle qui consistait à préparer le pays, à acclimater avant même qu'elle ne soit officielle certaines mesures — de préférence les plus difficiles, comme l'augmentation de la CSG — grâce à de nombreuses « fuites » savamment distillées. Si bien que le choc dans l'opinion, négatif, devrait en être atténué. Dès lors, cependant, qu'il n'y a plus simplement, de la part du premier ministre, énoncé de bonnes intentions mais prise de décisions, la partie devient inévitablement plus difficile.

Les mesures dites impopulaires, c'est-à-dire celles qui touchent les ménages et leur pouvoir d'achat,

peuvent être parfaitement comprises car l'opinion adhère à l'idée d'une relance, elle vit même dans l'espoir et l'attente de celle-ci. Or, M. Barre en sait quelque chose, lorsqu'il devient urgent de concevoir un plan d'austérité, la perspective immédiate n'est plus celle d'un avenir meilleur mais bien de conditions de vie plus difficiles. Et vient un moment où le cap devient décisif à tenir, surtout à l'approche d'une échéance politique capitale. L'inévitable partition du premier ministre sera donc de dire, pour le moment : ça va mal, donc je ne vous promets rien. Il sait cependant qu'il lui faudrait réussir un exercice particulièrement périlleux qui consiste à pratiquer l'austérité sans ralentir davantage l'activité, tout en préservant la monnaie et en se montrant équilibré dans la répartition de l'effort.

Voilà pourquoi le chiffre sur lequel on a le plus alerté et inquiété l'opinion — le déficit budgétaire proprement dit — et qui doit beaucoup à l'effondrement des recettes, fera l'objet d'un traitement progressif et pour l'instant homéopathique. C'est au nom du réajustement des dépenses sociales, et de la sauvegarde — suivez mon regard — des acquis du même nom, que l'on s'apprête donc à prélever environ soixante-dix milliards sur les ménages, et à en reverser vingt au nom de la relance. Une analyse sommaire peut donc laisser penser que la balance pèsera davantage du côté de l'austérité. En fait, le gouvernement place beaucoup d'espoir dans la baisse des taux, conjuguée à sa mini-relance; près de deux points de baisse en un mois, plaiderait-il.

devraient permettre aux entreprises d'alléger leur trésorerie d'une trentaine de milliards. Cela suffirait-il à rendre positive la psychologie collective?

M. Balladur, en tout cas, est conscient de deux choses : d'une part, il sera jugé sur sa capacité à obtenir, d'ici la fin de l'année, que soit stoppée l'explosion du chômage; d'autre part, son extraordinaire conte de fées en matière de relance ne le protège que momentanément des assauts prévisibles d'une majorité trop furieuse pour être vraiment maîtrisable lorsque les grands leaders engageront la bataille présidentielle. Aussi s'est-il choisi de lui donner du grain à moudre — réforme du code de la nationalité, durcissement de la lutte contre l'immigration clandestine — et de baliser autant qu'il est possible le champ politique. Il a donc été demandé à tous ceux qui participent au gouvernement de ne pas engager le fer avant la fin de l'année 1994. Et de ne pas transformer les prochaines élections européennes en galop d'essai de l'élection présidentielle. De telle sorte que si M. Balladur accepte de renoncer à son projet de réforme du mode de scrutin pour les européennes, au nom de l'union de la majorité, celle-ci sera fermement invitée par lui à constituer une liste unique.

Reste évidemment à gagner la bataille électorale, dans un contexte là encore inédit (non pas depuis la Libération, mais, plus modestement, depuis 1975), celui d'une récession, alors que la France est entre-temps devenue un pays ouvert, dans un monde instable. Bref, nous sommes plongés dans une eau glacée, et nous ne pouvons nous en extraire seuls...

JEAN-MARIE COLOMBANI

### M. Glavany (PS) : réduire le déficit «risque d'asphyxier le malade»

Jean Glavany, porte-parole du PS, a déclaré, dimanche 9 mai, au «Forum RMC-Express», que le rapport Raynaud sur les déficits sociaux est «honorable et superficiel». Selon le député des Hautes-Pyrénées, les mesures de rigueur que le premier ministre devrait annoncer lundi risquent de se traduire par une aggravation de la récession. En décidant de «réduire à tout prix» le déficit budgétaire, Edouard Balladur «va prendre le risque considérable d'asphyxier le malade et de passer de zéro de croissance à peut-être moins 1 % ou moins 2 %, comme en Allemagne», estime M. Glavany.

Interrogé sur les projets du ministre de l'intérieur relatifs aux contrôles d'identité, M. Glavany a déclaré : «Les contrôles d'identité ne font que terroriser la population. La multiplication des contrôles d'identité pré-

venants porte en germe les crises de la République, et je ne suis pas pour».

Jean-Paul Huchon, le second de Michel Rocard, a déclaré, dimanche, sur Radio-J, que l'utilisation de la contribution sociale généralisée (CSG) pour opérer «une ponction massive sur le pouvoir d'achat, de l'ordre de 50 milliards de francs», n'est pas conforme à la destination initiale de ce prélèvement. «La CSG, a-t-il dit, se comprendait comme un moyen de financer la Sécurité sociale plus justement, à condition qu'en même temps, on diminue les cotisations sociales des salariés». M. Huchon estime, en outre, que la déductibilité de la CSG du revenu imposable, envisagée par le gouvernement, «est probablement anti-constitutionnelle (...) pour des raisons d'égalité devant l'impôt».

### M. Millon (UDF) n'est «pas très favorable» à la déductibilité de la CSG

Commentant dimanche 9 mai, devant «Le grand jury RTL-Le Monde», le plan de redressement du gouvernement, Charles Millon a affirmé qu'il n'est «pas très favorable à la déductibilité» du nouveau prélèvement imposé au titre de la contribution sociale généralisée. «Je comprends très bien ceux qui en sont partisans, a expliqué le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et je crois comprendre que c'est le sentiment du gouvernement. Mais, pour ma part, je considère que la situation est tellement grave qu'il faut un effort de solidarité tout à fait exceptionnel».

Soulignant qu'«une grande réforme fiscale apparaît nécessaire» et demandant que «l'on s'interroge sur la vocation de la CSG», M. Millon a souligné que «les nouvelles recettes sont bien utiles, notamment pour la relance du secteur du logement (...) et aussi pour favoriser l'emploi dans les petites et moyennes entreprises». «Le groupe UDF, a-t-il précisé, fera des propositions, par exemple l'exonération des cotisations familiales pour toutes les entreprises qui accepteraient de faire de l'apprentissage et la simplification des prélèvements que doivent payer les PME».

S'abonnant de «la gravité de la situation», M. Millon a jugé que «l'actualité principale ne devrait pas être portée tellement sur le gouvernement Bérégovoy (...), mais beaucoup plus sur le gouvernement Rocard». «C'est au moment où la France allait bien, a-t-il rappelé, qu'il aurait fallu constituer des réserves, diminuer la dette publique et lancer des programmes d'investissement. Or s'est excusé les hauts dirigeants qu'on a fait. On a joué à la cagoule alors qu'il fallait jouer à la ferme». Il a en revanche rendu hommage à Pierre

Bérégovoy pour sa défense du franc : «Il est évident qu'il avait choisi la bonne politique et que c'est celle-là que nous poursuivons». Mais il a souligné que le douzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand signe «la fin du mitterrandisme», le chef de l'État occupant à présent, selon lui, «un poste d'observateur et non plus un poste d'acteur».

A propos de l'immigration, M. Millon a dit espérer que «le ministre de l'intérieur prendra les moyens, dans le respect de la dignité humaine et du droit, pour faire en sorte que ceux qui sont venus d'une manière irrégulière dans notre pays et ne respectent pas nos lois retournent dans leur pays d'origine». Favorable aux contrôles d'identité préventifs, il a souligné que «l'on n'en vienne pas au délit de «sale gueule». Enfin, M. Millon a annoncé que la proposition de loi qu'il avait défendue avec son groupe pour la décentralisation de la formation professionnelle «pourrait venir en discussion avant la fin de cette session parlementaire».

M. Krivine (LCR) dénonce les «attaques contre la population laborieuse». Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, souligne, dans un communiqué publié dimanche 9 mai, que «le gouvernement de M. Balladur va vis dans les attaques qu'il lance contre la population laborieuse». Notant que le premier ministre annonce à la fois des «sacrifices» pour les salariés et une réforme du code de la nationalité, le dirigeant trotskiste ajoute : «En procédant ainsi, la droite ne cherche nullement à protéger les hauts dirigeants mais à diviser, à exclure, à encourager le racisme pour faire oublier les fautes «sacrifices» qu'elle veut imposer».

### M. Chirac juge que le premier ministre est «le meilleur pour redresser la France»

Dans un entretien publié par le Figaro du 10 mai, Jacques Chirac, président du RPR, estime que M. Balladur est «le meilleur pour redresser la France». «Pour engager cet effort, précise-t-il, il fallait quelqu'un qui ait à la fois de l'intelligence, de la force, de l'expérience. (...) Dans le gouvernement, il n'y a pas de système de double commande, surtout dans une situation délicate comme celle qu'impose la cohabitation. Edouard Balladur n'est pas composé son gouvernement et il a bien engagé son action, sans précipitation, avec réalisme et clarté. Quant à moi, je soutiendrais entièrement l'action de ce gouvernement. M. Chirac indique que le redressement «nécessite un effort cohérent et déterminé de toute la majorité», ce qui «exclut les étiats d'âme, les débats inutiles, les divisions stériles».

Le maire de Paris souligne que la capitale connaît pour la première fois «de graves difficultés financières dues aux initiatives des gouvernements précédents et au marasme économique». Enfin, il déclare qu'il entend continuer à écarter pour «proposer des solutions modernes, mieux adaptées à notre temps, aux problèmes actuels, surtout dans le domaine du renforcement des solidarités». «La France n'est pas assez solidaire, conclut-il. Elle s'est trop divisée. Les inégalités se sont accrues. Les liens de solidarité qui existent dans notre société doivent être en permanence consolidés et renforcés».

## Trois élections cantonales partielles

Le premier tour des trois élections cantonales partielles, organisé le dimanche 9 mai, s'est soldé par un triple ballottage. En pourcentage, le PS recule dans l'Oise et la Haute-Vienne, mais progresse dans l'Aisne.

Le PC regresse dans l'Aisne et la Haute-Vienne, mais gagne près d'un point et demi dans l'Oise. Quant au Front national, il enregistre des pertes tant en voix qu'en pourcentage dans l'Oise et la Haute-Vienne, de même que les écologistes dans l'Aisne et l'Oise. La droite, qu'elle soit représentée par un candidat unique, comme dans l'Oise, ou par deux candidats, comme en Haute-Vienne, obtient des scores supérieurs de quinze points par rapport au précédent scrutin. En revanche dans l'Aisne, la présence de trois candidats n'assure aucun gain à la droite.

**AISE : canton de Laon-Sud (1<sup>er</sup> tour).**  
L. 15.814; V. 6.614; A. 58.17 %; E. 6.438.

René Donière, PS, a. d., a. m. de Laon, 2.502 (38,86 %); Patrick Perle, RPR, 1.566 (24,32 %); Jean-Luc Doyez, div. d., 826 (12,83 %); Philippe Malpazzi, UDF, adj. m. de Laon, 788 (12,24 %); Guy Marreau, PC, 388 (6,03 %); François Turquin, Verts, sout. GE, 368 (5,72 %). **BALLOTAGE**

[René Donière (PS) arrive en tête de ce scrutin rendu nécessaire par la démission, pour cause de cumul de mandats, de Jean-Claude Lamant, RPR, maire de Laon, élu député en mars dernier. René Donière affrontera au second tour Patrick Perle (RPR), soutenu par le député et maire de Laon, qui devance Philippe Malpazzi (UDF), soutenu par le président du conseil général Paul Girod (UDF). Les deux candidats de la majorité réalisent un score bon score que Jean-Claude Lamant lors du premier tour en septembre 1988 en raison de la présence d'un troisième candidat de droite, Jean-Luc Doyez (div. d.).]

Jean-Claude Lamant avait été réélu en octobre 1988 au second tour, avec 4 609 voix (52,62 %) contre 4 185 (47,37 %) à Gérard Dorel, PS sur 13 344 suffrages exprimés, 9 006 votants (soit 41,84 % d'abstention) et 15 485 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 15 085; V. 8 135; A. 47,46 %; E. 8 007; Jean-Claude Lamant, 3 961 (49,46 %); Gérard Dorel, 2 845 (35,53 %); Guy Marreau, 669 (8,35 %); François Turquin, 532 (6,64 %).

**OISE : canton de Beauvais-Nord-Est (1<sup>er</sup> tour).**  
L. 10.303; V. 4.504; A. 56,28 %; E. 4.336.

Olivier Dassault, RPR, d. c. r., c. m. de Beauvais, 2.153 (49,65 %); André Vandier, PS, adj. m. de Beauvais, 1.170 (26,98 %); Jean-Michel Langlet, PC, 385 (8,88 %); Bernard Marcheux, FN, 342 (7,89 %); Bertrand Lahitte, Verts, 164 (3,78 %); René Siegfried, Verts diss., 75 (1,73 %); Marie-Catherine Roidot, NE, 47 (1,08 %). **BALLOTAGE**

[Un second tour est nécessaire pour pourvoir le siège vacant de Michel Goria (UDF), réélu depuis la création de ce canton en 1982 et décédé le 13 mars dernier. SN ne mène pas de candidat. Le PS ne mène pas de candidat. Le RPR mène pour recueillir la majorité absolue des suffrages, son score est en revanche nettement inférieur au quart des inscrits.]

La gauche retrouve à peu près en pourcentage ses résultats de 1992 avec même une légère progression pour le PC, alors que le PS perd 10,35 points. La FN et les écologistes sont en net recul.

Michel Goria, UDF-rad., décédé, avait été réélu en mars 1992 au second tour, avec 3 183 voix (49,39 %) contre 2 338 (37,53 %) à André Vandier et 824 (13,06 %) à Francis Dufresne, FN, sur 6 282 suffrages exprimés, 6 617 votants (soit 34,26 % d'abstention) et 19 668 inscrits.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 10 068; V. 7 386; A. 26,63 %; E. 7 002; Michel Goria, 2 423 (34,60 %); André Vandier, 1 920 (27,42 %); Francis Dufresne, 1 057 (15,09 %); Jean Ostrowski, Verts, 693 (9,89 %); Jean-Michel Langlet, 500 (7,14 %); Lucien Scattham, GR, 49 (0,74 %).

**HAUTE-VIENNE : canton de Limoges-Chât (1<sup>er</sup> tour).**  
L. 4.333; V. 1.863; A. 57 %; E. 1.818.

Alain Marsaud, RPR, d., 698 (38,39 %); Claude Bourdeau, PS, 579 (31,85 %); Jean-Jacques Balez, UDF-CDS, c. m. de Limoges, 214 (11,77 %); Aline Bardon, Verts, adj. m. de Limoges, 161 (8,86 %); Claude Toulet, PC, c. m. de Limoges, 114 (6,27 %); Michel Redin, FN, 52 (2,86 %); Bernadette Prieur, écologiste, 0. **BALLOTAGE**

[Ce canton est le cœur ouvrier et populaire de Limoges, ancien fief du maire de la ville Alain Rodet (PS), qui l'avait conquis sur le PCF par deux fois, pour cause de cumul des mandats, à son adjoint Paul Parbellet, dont le décès a entraîné cette élection partielle.]

Dans la foulée de la vague qui a donné aux législatives de mars 3 députés sur 4 au RPR (les 4 autres étant PS), le juge Alain Marsaud, ancien procureur de la République, a été élu conseiller général de la commune de Limoges. Il arrive en tête de ce premier tour, mais avec une participation si faible que la composition reste incertaine.

Paul Parbellet, app. PS, décédé le 15 février dernier, avait gagné au second tour d'octobre 1988 le siège que détenait Alain Rodet, PS, qui ne se représentait pas, avec 1 032 voix (59,27 %) contre 709 (40,72 %) à Jean Duchesne, RPR, sur 1 741 suffrages exprimés, 1 828 votants (soit 59,05 % d'abstention) et 4 464 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : L. 4 464; V. 1 878; A. 57,93 %; E. 1 806; Paul Parbellet, 852 (47,17 %); Jean Duchesne, 485 (26,85 %); Claude Toulet, 202 (11,18 %); Jean-Jacques Balez, 185 (10,24 %); Antoine Orabona, FN, 82 (4,54 %).

Face aux changements de la fiscalité, le système d'information Lamy réagit instantanément. Toute modification est immédiatement annoncée par minitel, confirmée, analysée et télécopiée par le Lundi fiscal, traitée dans les bulletins d'actualité bimensuels, ajoutée aux formulaires et intégrée à la nouvelle édition de l'ouvrage. Le système d'information Lamy s'affirme de plus en plus comme la référence des fiscalistes pour lesquels la fiscalité est aussi un outil de gestion.

**Lamy fiscal**

3 ouvrages, 2 pratiques, 1 CD-Rom, 1 logiciel, 1 lettre par fax, des bulletins d'actualité, un service minitel

Pour plus d'informations appeler le 16 (1) 44 72 12 12

**SCIENCES-PO**

Stage intensif d'été  
Classes préparatoires  
annuelles "pilotes"

**ipesup**

18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris • 43.25.63.30

**Avec Kuoni, AOM et Sofitel**

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Vous rêvez de légendes, de faméistes et de sport ? Ne rêvez plus : partez. Pour ce prix exceptionnel, Kuoni s'occupe de tout. Vol aller/retour avec la qualité du service AOM. Chambre disponible dès l'arrivée minérale à Papeete. Sélection d'hôtels Sofitel 3 et 4 étoiles. A vous le paradis ! Retrouvez cette offre exclusive dans la brochure Kuoni "Les Sables" disponible chez votre agent de voyages.

**TAHITI-MOOREA**

Séjour 10 jours/7 nuits à partir de

**9 590 F**

Kuoni AOM Sofitel



## POLITIQUE

A La Celle-Saint-Cloud

## La grande fête des «eurofervents»

Le Mouvement européen avait été, en septembre 1992, à la pointe d'un combat politique européen pour le traité de Maastricht. Il n'a pas oublié les enseignements de la campagne référendaire française et, pour tenter de «populariser» un peu plus une idée européenne restée lointaine et abstraite, ce mouvement, ou se côtoient dans l'harmonie des socialistes, des centristes et des libéraux, a voulu, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration Schuman du 9 mai 1950, introduire une dimension festive au résumant plusieurs milliers de personnes, dimanche, dans le Parc de la Grande-Terre de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). Ainsi a été célébré, pour la première fois avec éclat, l'anniversaire d'une déclaration qui a jeté il y a quarante-trois ans les fondements de la construction européenne.

Sous de petits chapiteaux blancs, les «eurofervents» ne se sont pas privés d'interpeller directement, ici le député européen Jean-Louis Boulanger ou le secrétaire général du Mouvement européen, Thomas Jansen, sur l'éventuelle réforme du mode de scrutin européen, là l'ambassadeur de Belgique, Alfred Cahen, ou un directeur du ministère des affaires étrangères autrichien, Wolfgang Wolke, sur l'avenir d'une construction européenne à quinze ou seize. Le président de la branche française du Mouvement européen, Jean-François-Poncet, était aux anges en constatant

l'intérêt du public pour la vingtaine de carrefours organisés sur le fonctionnement de la Communauté européenne. «Cela prouve la soif de formation et d'information dans ce domaine», a-t-il dit. C'est le plus grand rassemblement depuis le traité de Rome», affirmait Dominique Bocquet, secrétaire général du Mouvement européen, en se félicitant de la présence de nombreux jeunes.

A deux pas d'un orchestre anglais, Sons of the Desert, des enfants éprouvaient un cahier où leur demandait de replacer les capitales des douze pays de la Communauté ou de cocher les pays selon leur date d'entrée dans la Communauté. «C'est fait par Bruxelles, c'est un petit peu difficile pour des dix ans», il faudrait en faire un plus simple pour les petits Français», constatait l'animatrice de cet atelier. Un peu plus loin, au stand du Mouvement européen, ce sont les adolescents qui devaient répondre à la volée à des questions sur le fonctionnement de l'Europe. Un tee-shirt aux couleurs de l'Europe récompensait le petit fûté qui savait que le rapport Fontaine portait sur l'harmonisation des diplômes ou que les députés européens votaient le budget communautaire.

## «L'absence ostensible du RPR»

Invité d'honneur, le président de la Commission, Jacques Delors, a été chaleureusement applaudi en fin de journée. Lors d'un déjeuner, il avait déjà pu enregistrer le «coup de chapeau» de Simone Veil. Celle-ci a appelé les Européens de tous horizons à rester plus que jamais unis. M. François-Poncet, victime des foudres du RPR

durant la campagne référendaire de Maastricht, regrettait en privé «l'absence ostensible du RPR» dans ce genre de manifestation. Il souhaitait que la sensibilité RPR pro-européenne puisse trouver sa place au sein du Mouvement européen «pour défendre la politique européenne et être un peu en avance par rapport au gouvernement».

A la tribune, M. Delors a fait un vibrant réquisitoire contre l'euro-scepticisme en rappelant notamment aux jeunes, venus nombreux, que la construction européenne restait «une des seules aventures collectives que l'on puisse aujourd'hui proposer». Sans cacher l'accumulation actuelle de nuages (chômage, ex-Yugoslavie, tendance au repli sur soi, etc.), il s'est montré résolument optimiste en estimant que s'il y avait des raisons de s'inquiéter, il y en avait encore plus de se mobiliser.

Une intervention appréciée, dans la foule, de Bronislaw Geremek, qui tenait une boîte du Trivial Pursuit sur l'Europe sous le bras : «Cela me fait très plaisir de voir, à travers cette fête, l'idée européenne dépasser un peu la routine bureaucratique», déclarait-il. Le député polonais s'est dit également très satisfait des assurances que lui aurait données le ministre des affaires européennes, Alain Lamassouze, quant à un engagement de la France au prochain Sommet européen de Copenhague au mois de juin, en faveur d'une acceptation de principe de l'adhésion à l'UE des pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) et de l'établissement d'un calendrier allant dans ce sens.

PIERRE SERVENT

L'hommage des monarchistes à Jeanne d'Arc

## «Le roi à Paris, à bas la République!»

En présence d'un détachement du 24<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Vincennes, les autorités ont rendu, dimanche matin 9 mai à Paris, un hommage à Jeanne d'Arc dans la statue équestre de la rue de Rivoli à la Bastille. A côté de la couronne du préfet de police, des gardes portaient la marque du Sénat, de l'Assemblée nationale, du maire de Paris, du ministre des anciens combattants ou des Amis de la sainte.

Plus tard, les royalistes de l'Action française (AF) ont procédé à la même cérémonie au terme d'un défilé qui a réuni moins d'un millier de personnes. Les manifestants ont notamment scandé, tout au long du parcours, «Le roi à Paris, à bas la République!» ou bien «Ni gauche ni droite, monarchie populaire». Derrière le service d'ordre martial de l'AF, le cortège était composé de dirigeants et sympathisants du mouvement monarchiste, des représentants de la Contre-Réforme catholique de l'abbé de Nantes, reprenant des chants religieux, et de deux associations civiles qui défendaient en s'invectivant, la mémoire de Philippe Pétain. Cette poignée de nostalgiques a entonné «Marchés, nous voilà» devant la statue de Jeanne d'Arc. Avant le départ du défilé, la police a procédé à une quarantaine d'interpellations et au terme de celui-ci, quelques skinheads ont brûlé des drapeaux israélien, américain et européen aux cris de «La France aux Français!».

## Simone Veil nuee

La veille, la France millénaire et ses surplis empestés s'étaient retrouvés au IV<sup>e</sup> Carrefour royal organisé par l'Action française. En cette année de bicentenaire de la mort de Louis XVI et des massacres ven-



déens, la contre-révolution était à l'ordre du jour.

Après avoir longuement rappelé «l'actualité de la pensée de Charles Maurras», les jeunes royalistes, qui avaient la parole le matin, ont indiqué, comme preuve de leur détermination contre-révolutionnaire, que «s'il faut pour cela brûler quelques BMW, eh bien nous brûlerons quelques BMW». Ils ont sévèrement rappelé à l'ordre l'un de leurs invités, Serge de Beketch, ancien directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite Minute, qui avait dénoncé dans le phénomène de la décision «quelque chose d'étranger, pour me faire bien comprendre, de cosmopolite (...) c'est très clair, c'est le mot juif». «C'est dramatique et irresponsable», a estimé le délégué étudiant aux relations royalistes internationales sous les applaudissements d'une partie de la salle, l'autre ayant accueilli plus que favorablement la diatribe de M. de Beketch.

Au cours de l'après-midi, le «génocide vendéen» a été à l'honneur. Sous les vivats, M. Jean-Marc Varaut, avocat de Maurice Papon, a assuré que la qualification de crime contre l'humanité est «parfaitement applicable» avant de songer tout haut que «quelques jeunes gens fassent en sorte que soit gratuit et effaç-

sur l'arc de triomphe le nom de Tur-  
rent», le général responsable des massacres commis par les «colonnes infernales». L'évocation historique a été l'occasion de nouvelles attaques contre 1789 et contre la philosophie des droits de l'homme. «L'Europe génocidaire procède de la modernité» introduite par la Révolution, a assuré un intervenant. «Quand on entend parler des charrettes» des futurs guillotinés, «on entend déjà rouler les trains» vers les camps de la mort, a affirmé M. Varaut. Un autre intervenant a dénoncé en Simone Veil, très buée, «une personne qui s'y connaît pour organiser le génocide des enfants (...) Les droits de l'homme ne nous garantissent pas des génocides faits au nom d'une société hédoniste».

Dans son discours de clôture, fidèle au principe royaliste «ni droite ni gauche», Pierre Pajo, directeur de la publication Action française hebdo, a estimé, à propos du retour de la droite au pouvoir, que «le gouvernement Balladur fait l'économie d'un redressement intellectuel et moral» et «mène une gauche qui continue d'occuper une place importante dans les médias et dans l'éducation nationale».

O. B. et G. P.

Une réunion de l'extrême droite à la Mutualité

## La «ruse satanique» du communisme

A l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la chute de Dien-Bien-Phu, l'association traditionnelle Chrétiens-Solidarité dirigée par Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national, a organisé, samedi 8 mai au palais de la Mutualité à Paris, une soirée destinée à dénoncer le communisme et baptisée «Journée de la mémoire». Quelques trois cents personnes ont répondu à cet appel au cours duquel Roger Holoindre, autre dirigeant du Front national et président du Cercle national des combattants, a lancé : «Avant de crever, les anciens d'Indo régleront leurs comptes et font confiance, pour cela, à Jean-Marie Le Pen.»

Le communisme n'est pas mort et le combat doit continuer. Tel a été le leitmotiv de cette soirée à laquelle M. Antony n'avait invité que «la presse amie», c'est-à-dire la presse d'extrême droite. «On se moque de nous avec cette histoire de l'effondrement du communisme», a ainsi déclaré Jean Madiran, directeur du quotidien Présent, tandis que Serge de Beketch, ancien directeur de la rédaction de Minute et collaborateur de Radio-Courtoisie, assurait que «le communisme est bien d'essence satanique puisqu'il est en train de réussir la ruse de nous faire croire qu'il n'existe plus».

Selon les orateurs, les communistes finit désormais de la «propagande à l'envers» en semblant reconnaître leur perte d'influence

mais ils n'ont plus besoin d'annoncer leur victoire prochaine car leurs thèses sont maintenant ancrées dans les esprits et propagées tout autant par l'éducation nationale que par les médias. C'est pourquoi l'extrême droite a appelé ses militants à se montrer vigilants et à combattre les journaux «pourris», parmi lesquels les auteurs ont cité le Monde, le Courrier International, et la télévision. Implicitement les médias sont pris de ne plus vouloir qu'une vision de l'histoire, récente qui, souligne M. Madiran, présente les communistes comme des «libérateurs de la France» depuis la fin de la guerre.

Cette journée-souvenir avait également pour but, selon M. Antony, chaleureusement applaudi, de «réparer l'inacceptable oubli» qui fait qu'il n'y a «pour la mémoire des victimes du communisme pas le millième de ce qui est accordé aux victimes du nazisme». Revendication identitaire de M. de Beketch qui réclame une «émission (télévisée) tous les quinze jours sur les victimes du communisme» comme on en fait sept ou huit par semaine à la mémoire des victimes du nazisme. Et dans un style elliptique qui ravit l'assistance, ce dernier s'indigne que les crimes communistes restent impunis alors qu'«on va en prison si on essaye de miner la réalité de certains chiffres». Il s'agit, cela va sans dire, de ceux du génocide des juifs et des tziganes.

Le budget pour 1993 n'étant toujours pas adopté

## La crise persiste au sein du conseil régional de Martinique

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

La Martinique s'apprête à vivre une crise majeure. Un peu plus d'un mois après le rejet du budget primitif de 1993 du conseil régional, dirigé par la gauche, l'impasse est en effet totale. Alors que les responsables de l'Union RPR-UDF non inscrite répètent sur tous les tons qu'il faut revenir devant les électeurs afin de trouver une majorité politique stable, aucun signe avant-coureur d'une prochaine dissolution du conseil régional n'est venu répandre à ce sujet, exprimé depuis plus de six mois.

Fautes de leur succès aux élections législatives, à l'occasion desquelles ils ont enlevé trois des quatre circonscriptions, les dirigeants de la droite martiniquaise espèrent que le gouvernement intermédiaire en leur faveur. Leur objectif est de s'emparer du fauteuil de président de l'assemblée régionale, aujourd'hui détenu par Emile Cyprien, élu en 1992 au bénéfice de l'âge.

Membre du Parti communiste martiniquais (PCM), M. Cyprien est à l'origine de la révélation du lourd endettement de la région - 550 millions de francs -, dû notamment à la politique d'investissements engagée en 1990 et 1991 par l'ancien président du conseil régional Camille Darstères, diri-

geant du Parti progressiste martiniquais (PPM), avec l'assentiment de l'assemblée entière. La controverse suscitée autour de cet endettement avait ouvert une brèche dans les relations entre les deux formations de la majorité régionale, le PCM et le PPM. Le premier plaide en faveur de la transparence, tandis que le second défendait le bilan de M. Darstères, tout en regrettant les manquements à la solidarité au sein de la majorité régionale.

## Des ressources locales insuffisantes

Les effets de cette crise politique se font ressentir de manière aiguë dans les milieux économiques. Les entreprises du bâtiment, qui ont largement bénéficié du boom de la construction cette dernière décennie, licencient en masse ou déposent leurs bilans. Près de dix mille emplois (soit 7 % de la population active) sont concernés. La relance de la politique des grands travaux ne fait pas l'unanimité, alors que les ressources de collectivités locales se révèlent, désormais, insuffisantes pour redynamiser l'activité économique, traditionnellement dépendante de la commande publique.

JEAN-MARC PARTY

## EN BREF

□ M. Madelin reste vice-président du PR. - Les responsables du Parti républicain ont tenu à préciser par un communiqué publié samedi 8 mai que, dans le cadre de leur nouvelle organisation (le Monde du 8 mai), Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, garde ses fonctions de vice-président du parti et participe «à toutes les activités du bureau exécutif».

□ M. Stasi (CDS) émet des réserves sur le code de la nationalité. - Interrogé, dimanche 9 mai, sur France 2, à L'heure de vérité, sur le projet de réforme du code de la nationalité, Bernard Stasi a demandé que l'on tienne «à la fois, avec la même fermeté, les deux volets d'une politique d'immigration, c'est-à-dire lutter vigoureusement contre l'immigration clandestine et en même temps intégrer les immigrants en situation régulière». S'il a estimé juste de marquer «sa volonté d'être Français», le vice-président du CDS s'est

déclaré opposé à toute idée de suppression de regroupement familial qui reste, selon lui, «un facteur d'intégration», et a souhaité que les contrôles préventifs ne deviennent pas «des contrôles au faciès».

□ Les amis de M. Chevènement doivent choisir entre le PS et le Mouvement des citoyens. - Daniel Vaillant, membre de la direction nationale du PS, a indiqué à l'Agence France-Presse, vendredi 7 mai, que les socialistes proches de Jean-Pierre Chevènement doivent choisir entre le Parti socialiste et le Mouvement des citoyens, qui préside l'ancien ministre, car «la double appartenance est impossible». M. Vaillant a précisé qu'il demanderait aux fédérations de mener les «vérifications» nécessaires «pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés et qu'il n'y ait pas de gens à la fois dedans et dehors». «L'état d'esprit n'est pas de chasser les gens, a-t-il souligné, mais de vérifier auprès de chacun s'il est prêt à participer aux États généraux du PS ou si c'est une autre aventure qu'il veut tenter».

A Orléans

## «Que faut-il donc pour être français?»

ORLÉANS

de notre correspondant

Les Fêtes de Jeanne d'Arc, le 8 mai à Orléans, qui commémorent la libération de la ville en 1429 par la Pucelle, obéissent à un rituel immuable. Ainsi, il est d'usage que le maire de la ville invite une personnalité pour présider ces festivités. Avant 1989, lorsque la municipalité était à droite, on a vu se succéder Michèle Barzach, Michel Graud et Valéry Giscard d'Estaing. Lorsque la gauche, en 1989, s'est installée à l'hôtel de ville, François Mitterrand - la tradition veut que le président de la République préside les fêtes après son élection - Michel Rocard et, l'an passé, Bernard Kouchner ont accepté l'invitation du maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur (PS). Rompant avec cette tradition partisane, M. Sueur avait invité pour cette édition 1993 un grand commis de l'Etat, Marcéau Long, vice-président du Conseil d'Etat, ce qui a surpris bien des Orléanais qui ignorent également que ce haut personnage était à l'origine de la réflexion sur la réforme de la nationalité que le nouveau gouvernement entend mener.

Marcéau Long est en quelque sorte tombé à pic, puisque, entre innovation, le choix pour incarner Jeanne d'Arc, réservé jusqu'ici aux meilleurs érudits de la ville, s'est porté pour la première fois

sur une jeune fille d'origine portugaise, Sophia Medeiros, qui a pris la tête de l'immense cortège traditionnel où la moitié de la ville défile devant l'autre, comme on dit ici avec humour.

L'évêque d'Orléans, Mgr René Picanet, s'est félicité de ce choix, clamant du haut du parvis de la cathédrale et bien fort qu'il en était «fier». Évaluant la fidélité que portent depuis toujours les Orléanais à leur protectrice, Mgr Picanet s'est interrogé : «Jeanne d'Arc serait-elle orléanaise? Non, puisqu'elle était lorraine. Oui, parce qu'elle est devenue : elle a délivré Orléans; elle en est l'héroïne et la sainte. Alors je me pose une question : que faut-il donc pour être orléanais? Plus généralement, que faut-il donc pour être français?» Et l'évêque d'Orléans a ajouté qu'il convenait de faire preuve de «réflexion, sérieux, et ouverture... quand se posent les lourds problèmes des étrangers, des enfants d'immigrés et de leur statut, et quand un peu partout les tribalismes s'éveillent, les brimades se multiplient, quand se propage l'assimilation «insécurité et immigration», «chômage et immigration», qui se conclut par l'exclusion de la France et l'exclusion des étrangers».

RÉGIS GUYOTAT

**NOUVEAU**  
**LE PREMIER JOURNAL**  
**DES DROITS**  
**DE LA JUSTICE ET**  
**DES LIBERTÉS**  
*Au nom des*  
**LOIS**  
**LE MÉDIATEUR PUBLIC**

Pour mieux connaître  
vos droits  
et mieux les défendre

Chaque mois, chez votre marchand de journaux 18Fr.

**OISE**  
Les écoles de langue  
en Angleterre et en Allemagne  
pour adultes,  
étudiants et jeunes  
La qualité et l'efficacité  
pour maîtriser une langue.  
Informations et inscriptions :  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél (1) 45 33 10 02

**Chaque semaine**  
**Le Monde**  
**HEURES LÉGALES**  
**consacre 8 pages**  
**à la vie régionale**  
Rendez-vous chaque samedi  
matin du dimanche-matin



## POINT / LE CODE DE LA NATIONALITÉ

## Un projet de réforme inspiré par les «sages»

La réforme du code de la nationalité, premier texte de loi important à être soumis à la nouvelle Assemblée nationale, a derrière elle un passé long et chargé. Historiquement, ce texte apparaît comme l'héritier du très radical projet Chalandon qui, en 1986, provoqua une telle levée de boucliers à gauche qu'il dut être retiré.

Mais la proposition de loi Pasqua, déjà votée par le Sénat en 1990 et discutée par les députés à partir du mardi 11 mai, nourrit

des ambitions plus limitées. Elle se propose de traduire dans la loi certaines des propositions de la commission de la nationalité.

Ce groupe de sages, présidé par Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, organisa, entre 1987 et 1988, un débat public exemplaire sur le sujet, et permit au gouvernement Chirac de sauver la face. Enterrées par la gauche depuis 1988, les suggestions de la commission Marceau Long furent exhu-

mées par la droite dès 1990 qui les inscrivit à son programme. On les retrouve logiquement à l'affiche de la nouvelle législature, comme le symbole de la volonté de la majorité nouvelle de défendre l'«identité française» en obligeant certains enfants d'étrangers à choisir explicitement leur nationalité.

La nouvelle majorité respectera-t-elle le désir affiché par le premier ministre de ne pas voir raidi un texte à l'économie déjà largement pesée?

## Du droit du sang au droit du sol

Le code de la nationalité est un monument complexe qui porte la trace de grandes pages de l'histoire française. Au commencement était le *jus sanguinis* ou droit du sang, et le *jus soli* ou droit du sol. Dans les sociétés primitives où domine le lien tribal, a prévalu le *jus sanguinis* (on filiation) qui considère comme étranger celui qui ne descend pas des mêmes ancêtres. A cette conception encore présente aux débuts de la civilisation gréco-romaine, a succédé le *jus soli* qui convient mieux à une société basée sur un territoire, comme l'Empire romain ou la féodalité.

Sous la monarchie française, le *jus soli* domine. Il permet de justifier l'allégeance au souverain qui peut ainsi revendiquer des territoires limitrophes. L'introduction formelle du *jus soli* dans le droit français remonte à un arrêt du Parlement de Paris de 1515 qui reconnaît le droit pour un enfant d'étrangers à hériter de son père, dès lors qu'il est né et demeure en France. En 1576, le principe du *jus sanguinis*, hérité du droit romain, est reconnu de façon autonome: l'enfant né hors de France de parents français peut être réputé français s'il vient vivre en France et s'engage à ne pas quitter le royaume. Cette règle permet aux

rois de compter parmi leur descendance des membres de leur famille mariés à des princes étrangers.

La Révolution s'inscrit dans cette tradition qui mêle *jus soli*, *jus sanguinis* et résidence en France. La Constitution de 1791 applique ainsi largement le *jus soli* en accordant la citoyenneté française à «ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume». La nation naît de la rencontre des volontés de citoyens libres, indépendamment de toute considération ethnique. Cet idéal républicain de la citoyenneté imprègne la tradition française, même s'il n'a jamais été appliqué dans les termes radicaux de l'éphémère Constitution de 1793, qui faisait de «tout étranger (...) jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité» un Français.

## Démographie et paix sociale

Avec le code civil de 1804, le *jus soli* s'efface devant le *jus sanguinis* sans disparaître cependant. Le vent change au milieu du dix-neuvième siècle, alors qu'apparaît la faiblesse démographique du pays, faiblesse que le *jus soli* peut compenser en incorporant les enfants d'étrangers à la nation, et notamment à l'ar-

mée. Dès lors, le *jus soli* ne cessera d'être élargi, les critères du lieu de naissance et de séjour sur le sol français l'emportant sur l'exigence d'une manifestation de volonté.

La loi de 1851 marque un tournant en introduisant le principe, toujours en vigueur, du double *jus soli* (est français à la naissance celui qui est né en France d'un parent étranger qui y est lui-même né), destiné à soumettre aux obligations militaires les étrangers de la troisième génération.

En 1889, après de longs débats, on réforme à nouveau la loi, non seulement pour des raisons militaires mais aussi pour éviter la constitution de noyaux d'étrangers marginalisés menaçant la paix sociale. Afin d'empêcher définitivement les enfants nés en France de parents étrangers d'échapper à l'armée, on supprime la faculté de répudier la nationalité française. De plus, l'étranger né en France de parents nés à l'étranger peut devenir français dès sa naissance si ses parents le demandent, et il devient automatiquement s'il participe aux opérations de recrutement ou s'il est domicilié en France à l'âge de sa majorité (dispositions visées par l'actuel projet de réforme).

Après l'échec de 1914-1918 et la grande vague d'immigration qu'elle suscite, la loi de 1927 faci-

lite les naturalisations en réduisant à trois ans, et parfois à une année, la durée de résidence exigée. Les grands principes n'évolueront plus, mis à part les mesures restrictives de l'immédiat avant-guerre, et surtout les lois de Vichy qui annulent rétroactivement les naturalisations décidées dans les années 30 (15 000 personnes dont une grande majorité de juifs) et instituent la «déchéance» de la nationalité des exilés hostiles au régime, résistants gaullistes en premier lieu. L'ordonnance du 19 octobre 1945, qui instaure le code de la nationalité actuel, revient sur ces dispositions et fait de certaines condamnations pénales des obstacles à la naturalisation.

Ces restrictions sont étendues à tous les autres modes d'acquisition de la nationalité par la loi du 9 janvier 1973, qui adapte la règle du double *jus soli* aux situations complexes issues de la décolonisation. Depuis lors, la seule rectification du code de la nationalité a consisté à imposer un délai de six mois, à compter du mariage avec un ressortissant français, pour qu'un étranger puisse obtenir la nationalité. C'était en 1984, et il s'agissait déjà de lutter contre les unions de complaisance.

## Naître ou devenir français

Les lois sur la nationalité, regroupées depuis 1927 dans un «code» particulier inséré dans le code civil, définissent aussi bien la qualité de «Français d'origine» de ceux auxquels la nationalité est donnée à la naissance (97 % des Français), que les règles permettant à un étranger d'acquérir la nationalité française en cours de sa vie. Cette dernière possibilité recouvre elle-même deux situations: l'acquisition de la nationalité peut résulter, soit de l'exercice d'un droit (simple déclaration), soit d'une décision souveraine de l'Etat (décret de naturalisation). Sur les quelque 95 500 étrangers ayant acquis ainsi la nationalité française en 1991, 32 800 l'ont acquis par déclaration, 39 400 l'ont acquis par décret, 23 500 sont devenus français sans formalité à dix-huit ans.

Selon la législation actuelle, est français à la naissance:

- par filiation:
  - l'enfant dont l'un des parents au moins est français (article 17). C'est l'application du «droit du sang» ou *jus sanguinis* au cas le plus courant des enfants de deux parents français et aussi du couple «mixte» franco-étranger.
- par la naissance en France:
  - l'enfant né en France de parents inconnus ou apatrides

[art. 21 et 22]. C'est l'application du «droit du sol» ou *jus soli*;

- l'enfant né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né (article 23, en vigueur depuis 1851). Cette disposition dénommée «double *jus soli*» fait systématiquement accéder à la nationalité française les petits-enfants d'immigrés. Elle s'applique aux enfants de parents nés dans d'anciennes colonies ou territoires d'outre-mer français. Ainsi, les enfants d'Algériens nés en France après le 1<sup>er</sup> janvier 1963 sont français dès leur naissance si leurs parents sont nés avant le 3 juillet 1962, alors que l'Algérie était française. Si un seul des parents est étranger, l'enfant peut répudier la nationalité française pendant les six mois précédant sa majorité (art. 24).

On peut, d'autre part, acquérir la nationalité française:

- par mariage sur simple déclaration, dans un délai de six mois à compter du mariage (depuis 1984) à condition que la communauté de vie n'ait pas cessé (art. 37-1). La réforme ferait passer ce délai à un ou deux ans. Le gouvernement peut s'opposer à cette acquisition dans l'année qui suit la déclaration «pour indignité ou défaut d'assimilation» (art. 39).

• sans formalité, par la naissance et la résidence en France: tout enfant né en France de parents étrangers devient français à dix-huit ans sans formalité s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent (art. 44). Dans l'année précédant sa majorité, l'intéressé peut déclarer la qualité de Français et, à l'inverse, le gouvernement peut s'opposer à l'acquisition de la nationalité pour «indignité» ou «défaut d'assimilation». Cette acquisition «sans formalité», introduite en 1889 dans la loi française, est remise en cause par le projet gouvernemental qui exige une manifestation de volonté.

• par déclaration: l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut souscrire une déclaration de nationalité entre seize et dix-huit ans avec l'autorisation de ses parents, à condition d'avoir sa résidence habituelle en France depuis cinq ans. Avant seize ans, les parents étrangers peuvent effectuer cette démarche pour son compte à condition qu'ils vivent eux-mêmes en France depuis au moins cinq ans (art. 52, 53 et 54). La réforme en discussion supprime ces possibilités.

• par naturalisation (décret): tout étranger majeur peut demander sa naturalisation à condition d'avoir sa résidence habituelle en France depuis cinq ans, de justifier de ses «bonnes vie et mœurs» et «de son assimilation à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française». La procédure de naturalisation dure actuellement vingt mois en moyenne (art. 59).

Dans tous ces cas, l'acquisition de la nationalité est subordonnée à deux conditions supplémentaires: que l'intéressé n'ait pas fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'assignation à résidence, ni d'une condamnation pour crime, ni d'une peine de six mois de prison, ni d'une peine quelconque d'emprisonnement pour vol, coups, violences, proxénétisme (art. 79).

Dossier réalisé par Philippe BERNARD

**Le Monde**  
EN ENTREPRISE  
tarifs et services  
spéciaux

Service entreprises:  
Tél.: 49-60-32-68  
Fax: 40-71-80-04

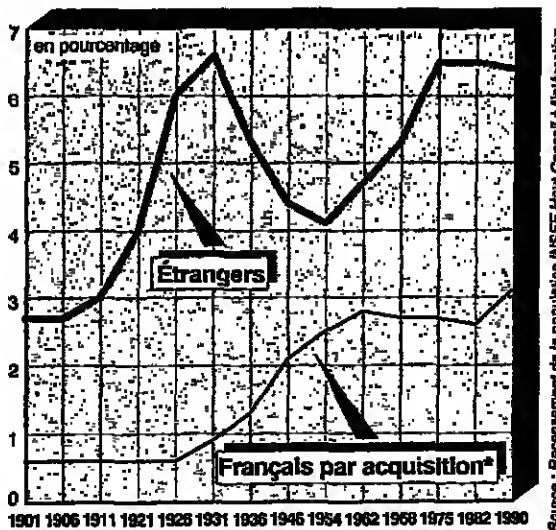
## L'apport des étrangers à la population globale

	1975	1980	1986	1989	1991
Enfants d'étrangers devenant français à la naissance (art. 23)	18 069	21 758	22 058	19 623	17 399 (1)(2)
Enfants d'étrangers devenant français avant leur majorité (art. 52)	5 384	4 836	6 312	9 519	13 343
Enfants d'étrangers devenant français à dix-huit ans (art. 44)	9 759	15 708	17 949	22 500	23 500
Français par mariage (art. 31-1)	8 394	13 767	15 190	15 489	16 333
Naturalisés (art. 59)	18 006	20 203	21 072	19 901	23 177
Enfants de naturalisés (art. 84)	7 647	9 324	10 344	10 178	12 558
Enfants naturels de mère étrangère	3 886	5 600	9 218	12 225	13 386 (1)
Enfants de couples franco-étrangers	17 245	20 100	20 930	22 208	22 827 (1)
TOTAL	90 297	115 269	126 073	136 064	149 325

Ce tableau est tiré des travaux de M. André Lébon, membre de la direction de la population au ministère des affaires sociales. Le total indiqué n'est pas l'addition exacte des différentes rubriques: il existe, en effet, d'autres moyens - statistiques moins importants - de devenir français, comme la réintégration.

(1) Chiffres de 1990.

(2) Diminution due à une meilleure précision dans la définition de la zone géographique concernée.



Source: Recensement de la population INSEE (voir, Conseil d'Etat, 1991).

## Une législation beaucoup plus libérale qu'en Allemagne

Les lois sur la nationalité sont le produit complexe de l'histoire intérieure et éventuellement coloniale, et de conceptions sociales, philosophiques et politiques propres à chaque Etat. La diversité est donc la règle en la matière. *Grosso modo*, les pays d'immigration ont en tendance à privilégier le critère de la naissance sur le territoire (*jus soli*), afin d'intégrer les nouveaux venus. Les pays d'émigration, eux, ont plutôt mis en avant la filiation (*jus sanguinis*), pour maintenir des liens avec leurs compatriotes exilés.

Les deux traditions majeures qui s'opposent sont celles de la France et de l'Allemagne. La première, issue des Lumières et de la Révolution française, est basée sur l'adhésion volontaire du citoyen à la nation. La seconde, née du romantisme allemand, repose sur une conception ethnique et culturelle du peuple (*Volk*). Ces deux conceptions théoriques fondent les deux principaux modes d'acquisition de la nationalité, *jus soli* et *jus sanguinis*.

• ALLEMAGNE: C'est le seul pays d'Europe, avec la Suisse, qui ne tient pas compte du lieu de naissance pour l'acquisition de la nationalité. Pour être allemand, il faut être né de parents allemands, ou «d'appartenance ethnique allemande». Les «Aussiedler», ces Allemands de souche vivant en Pologne, Tchécoslovaquie ou en URSS peuvent ainsi revendiquer la nationalité allemande. Ce système,

en vigueur depuis une loi de 1913, a permis de justifier l'annexion de l'Alsace et s'est révélé adapté au retour des minorités allemandes et des réfugiés de l'Est depuis 1945. Les dix mille à douze mille naturalisés annuels sont les seuls Allemands dont la nationalité est le produit d'une volonté ou d'un choix. Encore la naturalisation est-elle onéreuse et soumise à des conditions draconiennes: séjour régulier depuis au moins dix ans, attitude positive à l'égard de la culture allemande, abandon de la nationalité d'origine, connaissance de la Constitution.

Cette conception fermée de la nationalité a cependant évolué récemment avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1991, d'une loi sur les étrangers qui facilite la naturalisation des étrangers installés en Allemagne depuis plus de quinze ans. En outre, les enfants étrangers nés en Allemagne ont un droit au séjour indépendant de leurs parents, et droit à la naturalisation gratuite s'ils ont vécu en Allemagne durant plus de huit ans, et fréquentent pendant quatre ans un établissement scolaire. L'opposition social-démocrate et libérale et les Verts sont aujourd'hui favorables à une évolution de la loi vers le *jus soli* «à la française» afin de favoriser l'intégration des enfants d'immigrés turcs. Un premier pas consisterait à faire accepter le principe de la double nationalité pour lever l'obstacle que constitue l'exigence d'une répu-

diation de la nationalité d'origine. Mais le compromis de décembre 1992 sur le droit d'asile, signé par le gouvernement et les sociaux-démocrates, ne comporte qu'une très vague allusion à cette question.

• SUISSE: La législation helvétique est de type «allemand». En revanche les populations originaires du Commonwealth non blanc ne disposent pas du libre accès au territoire du Royaume-Uni, et a fortiori à la nationalité. Le mariage avec un Britannique ne donne pas le droit automatique à la nationalité: une procédure simplifiée de naturalisation est exigée. Le délai de séjour minimum pour la naturalisation est de cinq ans, comme en France.

• ROYAUME-UNI: Longtemps accordée à tous les ressortissants de l'empire sur la base du droit du sol, la citoyenneté britannique est, depuis 1981, réservée aux personnes qui, soit ont un parent britannique, soit sont nées en Grande-Bretagne alors que l'un des parents y est lui-même installé. En revanche les populations originaires du Commonwealth non blanc ne disposent pas du libre accès au territoire du Royaume-Uni, et a fortiori à la nationalité. Le mariage avec un Britannique ne donne pas le droit automatique à la nationalité: une procédure simplifiée de naturalisation est exigée. Le délai de séjour minimum pour la naturalisation est de cinq ans, comme en France.

• BELGIQUE: Les critères de la filiation et de lieu de naissance se

combinent, ce dernier ayant été assoupli par une loi de juin 1991 proche du système français actuel (avant réforme). Les parents étrangers d'un enfant né en Belgique peuvent demander pour lui la nationalité jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de douze ans, à condition que l'un d'eux ait soit déjà né dans le pays. D'autre part, est belge l'enfant né en Belgique à condition que l'un de ses parents y soit lui-même né et y ait en sa résidence principale durant cinq ans au cours des dix années précédant la naissance.

• ITALIE: Le système est assez voisin de celui de la France: les étrangers nés en Italie acquièrent automatiquement la nationalité dans trois cas: accomplissement de leur service militaire, exercice d'un emploi public ou résidence depuis dix ans au jour de leur majorité. Ancien pays d'émigration, l'Italie n'a introduit le droit du sol que récemment.

• PAYS-BAS: Les étrangers peuvent acquérir la nationalité entre vingt et un et vingt-cinq ans s'ils ont toujours résidé dans le pays. Le lieu de naissance est le critère dominant puisqu'un étranger né aux Pays-Bas est néerlandais si sa famille y réside depuis deux générations.

• ESPAGNE: Historiquement, le droit du sang domine, avec le droit de nombreux Latino-Américains à la nationalité espagnole s'ils s'installent dans le pays. Mais le

droit du sol est appliqué comme en France puisqu'un étranger né en Espagne acquiert la nationalité pour peu que l'un de ses parents y soit lui-même né.

• ETATS-UNIS: Comme dans beaucoup de pays d'Amérique latine, le droit du sol simple s'applique, favorisant l'immigration à grande échelle. D'après le quatorzième amendement de la Constitution, qui date de 1868, tout enfant né sur le sol américain est citoyen de naissance. Le critère du *jus sanguinis* a cependant été introduit en 1952 pour les enfants nés à l'étranger d'un parent américain.

• MAGHREB: La nationalité par filiation n'est transmise que par le père. Mais les pays d'Afrique du Nord appliquent le critère du lieu de naissance pour conférer leur nationalité à l'enfant né sur leur sol d'un mariage entre une de leurs ressortissantes et un père étranger.

► La France de l'intégration, de Dominique Schnapper, Gallimard, 1991. *Etre français aujourd'hui et demain* (rapport de la commission de la nationalité), La Documentation française et collection «10/18», 1988. *Rapport de la commission des lois de l'Assemblée nationale sur le projet de réforme du code de la nationalité*, par Pierre Mazeaud, Assemblée nationale, mai 1993.



## SOCIÉTÉ

## ENVIRONNEMENT

Devant les associations de protection de la nature

## Michel Barnier annonce qu'il veut privilégier l'éducation et la formation à l'écologie

France Nature Environnement, la fédération qui rassemble les 700 000 membres des 170 associations françaises de protection de la nature, a tenu son vingt-cinquième congrès national à Paris, du 7 au 9 mai. Le nouveau ministre de l'environnement, Michel Barnier, y a présenté sa politique au cours d'un long discours-programme.

Les protecteurs de la nature attendaient Michel Barnier en tournant. Non pas que le nouveau ministre de l'environnement suscite chez eux un préjugé défavorable, au contraire. Membre de la petite équipe chargée, dès 1971, autour de Robert Poujade, de mettre en place le premier ministère de l'environnement, Michel Barnier n'est pas un nouveau venu à la conscience écologique. Et ses « Cent propositions pour une nouvelle politique de l'environnement », rédigées en 1990 lors d'un rapport parlementaire, le font apparaître comme un des rares bons élèves de l'écologie au sein de la classe politique. Michel Barnier ne pouvait donc pas se permettre de décevoir. Et il a réussi son examen de passage, bien que son discours-programme, donné en premier aux associations de terrain, ne leur fût pas directement destiné.

Premier point marqué par Michel Barnier : la priorité accordée à l'éducation écologique. « Dans les cinq années qui viennent, la formation sera l'ambition prioritaire du ministère de l'environnement. » Pour des militants de terrain qui passent leur vie à éveiller la conscience du public, des décideurs et souvent... de leurs élèves (car beaucoup sont aussi enseignants), c'est là une intention neuve à entendre. Même si cela n'engage guère les finances d'un ministère qui a toujours été pauvre... Michel Barnier veut faire entrer l'écologie dans les programmes de l'école primaire à l'université, et en particulier dans ces grandes écoles où se forment les hauts fonctionnaires et membres des grands corps de l'Etat

(écoles d'ingénieurs, d'architecture, ENA, Ecole nationale de la magistrature).

Un projet d'action éducative, baptisé « Mille défis pour la planète », sera proposé dès la rentrée 1993 aux établissements scolaires qui s'engageront dans une action concrète en faveur de l'environnement. Michel Barnier, reprenant une expression chère à Joël de Rosnay, veut faire de chaque jeune Français un « éco-citoyen ». Il entend mobiliser le système scolaire et universitaire, les associations, les collectivités locales et même l'armée, grâce à un service national « vert » (le Monde daté 9-10 mai), pour former les générations futures à la conscience écologique.

## « Un débat national sur l'énergie »

En matière d'aménagement et d'urbanisme, le président du conseil général de Savoie souhaite modifier la procédure pour combattre les effets pervers de la décentralisation. Il va demander à chaque préfet de préparer un « schéma départemental de protection de la nature et du patrimoine », qui serait opposable aux plans d'occupation des sols élaborés par les communes. Ainsi, dix ans après la réforme de l'enquête publique obtenue par M. Bouchard, M. Barnier veut-il à son tour renforcer les procédures de contrôle « à l'amont ». Il souhaite une véritable consultation interministérielle avant les déclarations d'utilité publique, afin que le projet n'émane pas seulement du ministère de l'équipement mais de tout le gouvernement.

Le ministre a souligné la nécessité de relancer les économies d'énergie, y compris d'électricité. Il a exprimé sa confiance dans les énergies renouvelables, et en particulier solaire. « En France, une maison individuelle sur mille est équipée d'un système solaire, a-t-il précisé. Je crois possible que l'on passe à une maison sur cent en cinq ans. » Il a donc chargé l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) de préparer un grand débat national sur l'énergie.

Qu'il s'agisse d'urbanisme, de chasse ou de pollution agricole, Michel Barnier a une méthode : « le contrôle plutôt que la contrainte ». Et un objectif : faire de l'environnement « l'un des moteurs du redressement ». Quant à sa ligne politique, elle se situe « à égale distance de l'ultra-libéralisme et de l'intégrisme écologique », donc au centre. « Je prends le risque d'être un peu solitaire dans le débat politique », lance-t-il. Je vous promets d'éviter l'extrême. » Il entend « faire une pause dans le domaine législatif pour digérer les textes qui ont déjà été votés », mais il va relancer la mise en œuvre d'un code de l'environnement.

Les militants de la protection de la nature ont apprécié la modestie du nouveau ministre, qui tranche à leurs yeux avec la volubilité de ses prédécesseurs — Brice Lalonde et Ségolène Royal — et renoue avec les grands anciens comme Robert Poujade et Hugues Bouchard. Mais ils craignent que cette modestie ne se fasse dévorer par un gouvernement soumis à d'autres priorités que la défense de l'environnement, comme la rapetée d'Emmanuel Lezquer, le président de la fédération. « Je montre peut-être un peu de naïveté, mais ne me découragez pas », a répondu le ministre, avant de reprendre le train pour Albertville.

ROGER CANS

■ Rencontre pacifique entre chasseurs et protecteurs de tourterelles en Médée. — Après une réunion infructueuse, samedi 8 mai, à la préfecture de Bordeaux, entre chasseurs et protecteurs des oiseaux — qui demandaient un moratoire de trois ans sur la chasse à la tourterelle des bois, — une rencontre pacifique a eu lieu le lendemain dimanche 9 mai, sous l'égide du sous-préfet de Lescar (Gironde). Le président de l'Union de défense des chasseurs traditionnels, Georges Riboulet, et le président de la Ligue pour la protection des oiseaux, Allard Bougrain-Dubourg, ont pu se mettre d'accord sur un arrêt de la chasse de printemps.

## MÉDECINE

Sous la direction de Georgina Dufoux

## La délégation à la lutte contre la drogue a mis l'accent sur la prévention et les soins

En démissionnant, jeudi 6 mai, de son poste de délégué générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Georgina Dufoux a abandonné sa dernière fonction officielle après ses démissions de chargée de mission auprès du président de la République, le 30 janvier 1992, et de présidente de la Croix-Rouge française, le 7 février 1992 (le Monde des 1<sup>er</sup>, 4 et 10 février 1992).

Le soir même de l'annonce de sa démission, M<sup>me</sup> Dufoux a reçu le grand prix EDHEC-annoteurs de l'Ecole des hautes études commerciales de Lille, dans la catégorie « grande cause », pour le film *La Force de dire non*, produit en 1990 par la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie (DGLDT). Une consécration tardive, mais symbolique de la ligne de conduite adoptée par M<sup>me</sup> Dufoux depuis sa nomination en conseil des ministres, le 8 novembre 1989, à la tête de la DGLDT (le Monde du 10 novembre 1989).

Chargée de répartir chaque année près de 250 millions de francs entre les différents ministères concernés, la délégation a fait porter l'effort sur la prévention, et les campagnes d'éducation et de sensibilisation menées dans ce cadre, le 25 juin 1990,

■ La Comité national contre le tabagisme propose la création d'un fonds pour des actions d'information sur la santé. — Le Comité national contre le tabagisme (CNCT) a proposé, dans un communiqué publié vendredi 7 mai, la création d'un fonds financé avec 1 % des taxes du tabac, qui permettrait de mener de « vastes actions éducatives dans le domaine de la santé ». « Cette proposition, explique le CNCT, a l'avantage de donner une finalité positive et utile à l'argent que le gouvernement s'apprête à distribuer sans contreparties apparentes » à la presse et « de limiter la tentation des médias de céder aux propositions illicites ».

une charte intitulée « Combat pour la vie » était signée par sept associations nationales (1). Les signataires s'engageaient à créer dans les collectivités locales des groupes de pilotes chargés de sensibiliser la population aux problèmes de la drogue. Des comités d'environnement social (CES), dits « anti-drogue », étaient par ailleurs mis en place dans les écoles, sous l'impulsion de la DGLDT, en octobre 1990, par le ministère de l'éducation nationale. A ce jour, la France en compte neuf cent quarante-trois.

Au chapitre du prévention toujours, le numéro vert national Drogues info service (05-23-13-13), lancé le 10 décembre 1990, a démontré son utilité : deux ans après son lancement, 300 000 appels avaient été reçus. En juillet 1992, trois « décrocheurs » téléphoniques régionaux ont été installés, pour les besoins spécifiques du Nord et des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

## Santé et répression

En matière de prise en charge des toxicomanes, la DGLDT, qui finance les structures d'accueil et de soins (159 centres d'accueil, 60 centres de soins, 16 antennes toxicomanie dans les prisons), a travaillé avec l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) des programmes d'aide à l'accès aux soins pour les usagers de drogue infectés par le VIH, de formation du personnel hospitalier, d'évaluation des expériences d'échanges de seringues en milieu médicalisé. A son actif également : la financement de nouveaux programmes de distribution de méthadone.

La délégation, dont le caractère interministériel supposait une coordination entre les différents acteurs de la lutte contre le fléau — et notamment l'articulation des points de vue des ministères de la santé et de l'intérieur, — a aussi participé au financement d'actions de répression du trafic. En trois ans, de 1990 à 1992, 170 millions de francs ont été alloués à l'ensemble des services répressifs (douane, police et gendarmerie)

via leur ministère de tutelle. Un centre interministériel de formation anti-drogue, le CIFAD, a en outre été inauguré le 30 septembre 1992 à la Martinique.

Au plan international enfin, la DGLDT participe aux travaux du Comité européen de lutte anti-drogue (CELAD), créé en 1989 sur proposition de François Mitterrand, et soutient, par exemple, par l'entremise du ministère des affaires étrangères, le programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID).

LAURENCE FOLLÉE

(1) La Croix-Rouge française, la Fédération de l'éducation nationale (FEN), la Fédération nationale de la mutualité française, la Fédération Léo-Lagrange, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (ANT).

## CORRESPONDANCE

## Une lettre du maire de Saint-Denis

A la suite de l'article intitulé « Mêmes maux, mêmes remèdes » paru dans le numéro 1 du 8 mai 1992, nous avons reçu de M. Patrick Bronez, maire (communiste) de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), la lettre suivante :

L'article de Philippe Bernard, paru en pages 1 et 8 du Monde du jeudi 29 avril sous le titre « Mêmes maux, mêmes remèdes », dans lequel je suis expressément cité, m'incite à faire une mise au point. L'interprétation de mon intervention à l'Assemblée nationale dans le cadre du débat sur la ville et les banlieues, selon laquelle je me serais trouvé des « points communs avec André Santini », maire UDF d'Issy-les-Moulineaux, n'indique pas un lieu d'être rectifié. Je tiens en effet à préciser que le seul point commun avec André Santini, dont j'ai fait état au début de mon intervention, était une référence commune à Aristote, le maître d'Issy-les-Moulineaux ayant, comme j'en ai pu faire état, cité une belle définition de la ville, élaborée par le philosophe grec : « La ville, c'est d'abord les gens qui la composent, qui y naissent, y meurent, y vivent, y travaillent, s'y distraient, y souffrent. Et plus que ces personnes, la ville est le lieu où elles vivent ensemble. Plus que ces personnes, la ville est faite de leurs relations. La ville, c'est là où il y a de l'autre, de l'autre qui vous reconnaît. » La s'arrête, dans ma déclaration, toute référence à André Santini.

## FAITS DIVERS

■ Attentat contre la mairie de Furiani. — Un attentat à l'explosif a été commis, dans l'après-midi du dimanche 9 mai, contre la mairie de Furiani (Haute-Corse). Le charge, placée devant la porte d'entrée, a causé des dégâts relativement importants. Cette action n'a pas été revendiquée, mais elle pourrait être liée au non-lieu dont le maire de la commune, Eugène Bertucci, a bénéficié le 23 avril, dans le cadre de l'enquête sur le drame du stade de Furiani (15 morts et 1 993 blessés le 5 mai 1992). Cette décision avait été vivement critiquée par le collectif des victimes.

■ Attentat dans un parking de Neuilly-sur-Seine. — Un engin de faible puissance a explosé, samedi 8 mai, vers 5 heures du matin, dans un parking souterrain de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), provoquant des dégâts peu importants. Un tract, adressé au ministère de l'intérieur et signé des initiales « HB », a été découvert sur les lieux. Outre la menace d'un futur attentat, le tract réclame la démission du ministre de l'intérieur et du président de la République. La brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

■ Attentat contre l'agence maritime de Nouvelles Frontières. — Une charge de 300 grammes de dynamite a explosé, dans la nuit de samedi 8 au dimanche 9 mai, l'agence de voyages Nouvelles Frontières, dans le quartier de Ma-saill. Cet attentat, qui n'a pas été revendiqué, a provoqué d'importantes dégâts matériels, mais n'a pas fait de victime.

## ÉDUCATION

Réuni pour son 73<sup>e</sup> congrès

## L'UNEF-ID évite la scission

L'unité du syndicat UNEF-ID (indépendante et démocratique) proche du Parti socialiste a été préservée lors du soixante-troisième congrès de cette organisation d'étudiants qui s'est tenu du 7 au 9 mai à Clermont-Ferrand. Philippe Campinchi, président du syndicat, mais il a dit, pour éviter la scission, faire de nombreuses concessions à l'opposition. Ainsi, la tendance Indépendance et action, qui regroupe essentiellement des membres de SOS-Racisme et de Refondation, obtient 15 postes au bureau national, dont la présidence, contre 17 pour le pôle des alliés de Philippe Campinchi. Ce compromis a été réalisé au détriment des rattachés et dans une moindre mesure des fusions. Les rattachés ne cachent pas, dimanche 9 mai, leur amertume. Alors que leur soutien était nécessaire à la direction du syndicat, alors qu'ils avaient démissionné dans les congrès locaux des semaines précédentes leur progression, ils n'obtiennent pas dans les instances dirigeantes du syndicat la place à laquelle ils prétendaient.

## JUSTICE

■ Deux contrôleurs de la SNCF condamnés à la suite de la chute mortelle d'une passagère. — Le tribunal correctionnel d'Evry (Seine-et-Marne) a condamné, vendredi 7 mai, deux contrôleurs de la SNCF, Luc Pons et Philippe François, à dix-huit et douze mois de prison avec sursis à la suite du décès, le 23 mars 1987, d'une passagère tombée du train Paris-Corbeil en gare d'Evry-Courcouronnes (Seine-et-Marne). Les deux hommes étaient poursuivis pour homicide involontaire (le Monde du 27 avril). La victime, Viviane Borderie, quarante-deux ans, infirmière à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne de Paris, était tombée sur la voie au moment où le convoi redémarrait.

## La martingale des stratèges

Pour sauver leur école, les professeurs d'une institution privée jouaient leur salaire au casino de Deauville

AVERNES (VAL-D'OISE)

de notre envoyé spécial

Une école privée mise en liquidation judiciaire, 3 millions de francs de salaires non payés et joués au casino de Deauville, des voitures de sport achetées avec le cautionnement de l'école, le fondateur mis en examen et incarcéré depuis trois mois pour abus de biens sociaux, escroquerie et recel, cinq professeurs et membres de l'administration accusés de complicité et placés sous contrôle judiciaire, des élèves heureux (mais en grève contre l'incarcération du fondateur) et des parents qui veulent... relancer l'école avec les mêmes enseignants : l'institution pédagogique des entrepreneurs stratèges (sic), pour le moins, dérange.

Ecole privée hors contrat, libre de toutes contraintes pédagogiques, l'IPES accueille depuis sept ans des collégiés et des lycéens en rupture du système scolaire traditionnel. Des « exclus » et des « déclassés », à qui l'école se fait fort de redonner goût aux études en les menant au bac par une pédagogie alternative. La recette ? Des cours traditionnels le matin, de l'expression créatrice l'après-midi : théâtre, vidéo au cinéma. Le décor se prête à la différence : un ancien arthéfact de la SNCF, belle demeure bourgeoise baptisée « le château », avec sept hectares de parc, à Avernes, petit village rural du Vexin.

Créée par Fay Chemil, trente-neuf ans, docteur en philosophie (aujourd'hui incarcéré), encadré par une bande de copains passionnés d'art et d'enseignement, poètes et philosophes, l'école a connu un succès fulgurant. Un élève la première année, une trentaine la seconde, puis 180, 300, 400. La boîte de rataplan faisait recette... Chaque mois, on y jouait une pièce de théâtre sur le thème d'actualité, avec décors et costumes : le procès des époux Coussieu, l'affaire de Carpentras. Cette année, les 182 élèves projetaient de faire un film sur des Atlantes retrouvés. Les caves avaient été transfor-

mées en... prisons, le château avait été intégralement repeint... en mauve et rose.

Mais voilà. Le théâtre, les décors, coûtent cher. Et les « stratèges » ne craignent rien à l'argent et s'enferment. Bénévoles un temps, afin de soulager un budget qui ne supporte pas les superproductions locales et confidentielles coûteuses, les professeurs croient avoir trouvé la solution en décidant collectivement de jouer leurs salaires deux (minia non verba) à Deauville. Sur les planches ou devant les caméras, on aime bien jouer. Alors, pourquoi pas au casino ?

## « Le petit coup de pouce du destin »

Très vite, les pertes l'emportent sur les gains. Impact au manque. En novembre 1992, l'association qui gère l'école, ainsi que la société qui produit les spectacles, sont mises en redressement judiciaire. Soudain, le 9 février, tout bascule. Descente de la brigade financière à Avernes. Stupeur chez les élèves, qui découvrent les frasques de leurs professeurs, et garde à vue pour les enseignants. « On reconnaît tous avoir fait des comeries. On croyait avoir trouvé la bon moyen... et l'on perdait, c'est vrai, sur un petit coup de pouce du destin », explique Georges Pfeiffer, professeur de mathématiques.

Le montage était simple, dit-on : le fondateur mentor de l'école achetait des voitures de sport à crédit, avec caution de l'école, qu'il revendait pour obtenir des liquidités qu'il rejoignait au casino. « Il n'y a pas eu volonté de profit, ni de spéculation », soutient M. Lacamp, l'avocat de Fay Chemil, mais bien intention de redresser l'école. Ce que contesteraient les enquêteurs. « Nous étions tous solidaires », poursuit Georges Pfeiffer. Nous l'accompagnerons certains soirs à Deauville. Nous ne comprenons pas que cela arrive maintenant. La liquidation était en cours et nous avions commencé à régulariser nos erreurs comme le min-varement à

l'URSSAF des cotisations liées à nos salaires. Mais s'il faut payer un prix aussi cher qu'une défense préventive, alors il faut nous arrêter ! »

Portés par les bourrasques qui balaient le Vexin, les bruits ont vite couru autour de l'école marginale. Bruits de socs notamment. Car l'IPES n'en finit pas de dégranger : ces élèves passionnés par le fondateur adultérent le héros du Cercle des poètes disparus, ces classes peintes par eux-mêmes pendant les vacances, ces enseignants au look « blues brothers », costume et lunettes noirs, ce château mauve, ces caves-prieaux... A l'instruction cependant, on précise clairement s'en tenir à « une affaire purement financière ».

Les parents, eux, rejettent d'un revers de main les rumeurs qui entourent cette « affaire passionnelle ». On se souvient des cours de philosophie sur Platon et Aristote que donnaient gracieusement aux adultes les enseignants de l'IPES le samedi après-midi. « Pour la gestion, la justice fera son œuvre », explique M. Savariou, président du Cercle des amis de l'IPES, un neveu que l'équipe pédagogique, « inconsciente », est cependant « à l'été trop généreuse », rappelle-t-il, puisque 20 % des élèves étaient dispensés des frais de scolarité (2 400 francs par mois). De fait, aucun parent n'a retiré son enfant de l'école. Et le Cercle des amis de l'IPES envisage même de constituer une société afin de refonder l'école sur de nouvelles bases financières, en conservant toute l'équipe pédagogique.

Assis sur la pelouse du parc, les élèves dénoncent aujourd'hui les « pressions » des policiers lors des interrogatoires. Ils ont décidé de faire grève jusqu'à la remise en liberté de Fay Chemil. Et de jouer sur les murets. Sur les banderoles, on peut lire : « Chemil, banquier mystère » ou encore « Libérez notre créateur ».

JEAN-MICHEL DUMAY



## SOCIÉTÉ

A la veille d'un débat au palais du Luxembourg

### Des sénateurs présentent une proposition de loi sur l'aide aux personnes âgées dépendantes

Le Sénat entend, mardi 11 mai, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, pour un débat sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Auparavant, lundi 10 mai, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission sénatoriale des affaires sociales, devait présenter à la presse une proposition de loi visant à créer une allocation dépendance, non subordonnée au revenu mais soumise à l'obligation alimentaire et à récupération sur héritage.

Les sénateurs qui avaient bloqué en décembre 1992 l'examen du projet de loi du précédent gouvernement sur la prise en charge de la dépendance des personnes âgées (le Monde du 22 décembre) reprennent aujourd'hui le dossier.

Le président de la commission des affaires sociales, Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR), sénateur des Hauts-de-Seine, avait qualifié à l'époque de « poudre aux yeux » le texte qui créait une allocation pour les plus de soixante-cinq ans dont l'état physique ou mental nécessitait une surveillance. Cette allocation, dont le plafond était fixé à environ 4 000 francs, était attribuée par les présidents de conseils généraux, en fonction des ressources de la personne en détresse. Elle était soumise à récupération sur héritage mais non à l'obligation alimentaire. Le projet prévoyait aussi une aide de l'Etat aux départements en difficulté financière dont l'enveloppe globale était fixée dans un premier temps à un milliard de francs. M. Fourcade avait alors menacé de se tourner vers le Conseil constitutionnel si le texte était présenté au Sénat dans le cadre des DMOS (diverses mesures d'ordre social, comme il en était question). Le gouvernement de M. Bérégovoy avait finalement renoncé.

Avant l'intervention, mardi 10 mai, à la demande des sénateurs, de Simone Veil devant la Haute Assemblée, M. Fourcade, accompagné de Philippe Marini, sénateur RPR de l'Oise, et d'André Jourdain, sénateur RPR du Jura et représentant de l'assemblée des présidents de conseils généraux, devait présenter à la presse, lundi matin, une proposition de loi élaborée par un groupe de travail sénatorial, afin de montrer dans quelle direction les sénateurs de la majorité souhaitent voir aller le nouveau gouvernement.

La proposition crée à son tour une nouvelle « prestation dépendance », modulable selon le degré de dépendance et en fonction d'une grille nationale, sans réfé-

rence aux ressources du prestataire mais liée à la règle de l'obligation alimentaire pour les enfants, et soumise au recouvrement sur succession.

C'est le président du conseil général qui déciderait de l'octroi de la prestation, sur proposition d'une commission cantonale travaillant elle-même sur un dossier préparé par une équipe médico-sociale. « La prestation serait versée prioritairement en nature », souligne M. Marini, rapporteur du groupe de travail. Elle prendrait la forme de crédit d'impôts ménagers, de rémunération pour les « aidants », ou de matériel adapté dans le cas de maintien à domicile. Lors d'un placement en établissement, elle serait versée directement à celui-ci.

Son financement serait assuré par la part des budgets départementaux déjà alloués à la dépendance (aide sociale, allocation compensatrice...) et par un supplément apporté par l'Etat au titre de la solidarité nationale pour venir en aide aux départements en difficulté. Le texte reste silencieux tant sur le montant de la prestation que sur la participation de l'Etat qui devraient être fixés par décret en Conseil d'Etat.

Pour les rédacteurs de la proposition, il s'agit de « venir en aide aux plus démunis ainsi qu'aux revenus moyens ». Ils insistent toutefois sur la nécessité de favoriser le développement des contrats d'assurance privée qui commencent à être proposés aux 50-70 ans, par l'intermédiaire de différentes caisses de retraite.

#### Urgence

Le débat de mardi au Sénat devrait permettre au moins de connaître les intentions du gouvernement qui ne s'est pas encore exprimé sur la question. « Nous nous sommes opposés hier à un projet de loi mais nous pensons que le problème de la dépendance est sérieux et qu'il ne faut pas perdre de temps pour trouver une solution », explique M. Fourcade. Il y a en effet urgence et d'abord pour les familles. Celles-ci se heurtent à de lourdes difficultés économiques, notamment quand l'état de la personne nécessite un placement en établissement. Si la partie médicale est prise en charge par le biais d'un forfait soins couvert par l'assurance maladie, l'hébergement incombe à la personne hébergée (sauf dans le secteur psychiatrique). Son coût peut atteindre 16 000 francs par mois dans la région parisienne. Les plus démunis ont accès à l'aide sociale et, rarement, à l'allocation logement.

Il existe aussi l'allocation compensatrice. Versée par les départements aux handicapés, elle peut

être étendue aux personnes âgées dépendantes. Certains départements, estimant que cette allocation est inadéquate, refusent de l'attribuer aux plus de 65 ans et sont traduits par les familles devant le tribunal administratif.

Passé un seuil de revenu, vite franchi, les personnes dépendantes doivent faire face, vendre leurs biens, souvent le domicile principal fruit de toute une vie de travail, se tourner vers leurs enfants, ou essayer de trouver l'établissement le moins cher, parfois dans un autre département. Il n'est pas rare de voir des familles déployer tous leurs efforts pour faire admettre leur parent dépendant dans un établissement psychiatrique où, là, il sera complètement pris en charge.

Il y a urgence pour les familles mais aussi, on le voit, pour la collectivité. Actuellement, l'allocation compensatrice est attribuée aux personnes dépendantes de plus de soixante ans, pour environ 4 milliards de francs. La charge ne pourra que s'alourdir dans les années à venir. La médecine, l'hygiène de vie continuent de progresser. En 1990 on comptait 8 millions de personnes âgées de plus de 65 ans dont environ 4 millions de plus de 75 ans et un million de plus de 85 ans. En 2005, les enfants du baby boom arriveront à l'âge de la retraite et les prévisions annoncent environ 10 millions de plus de 65 ans, 5 millions de plus de 75 ans et deux millions de plus de 85 ans. Un poids financier de plus en plus lourd pour les jeunes générations beaucoup moins importantes que les précédentes. Après celui de la retraite, le dossier de la dépendance se pose avec acuité.

Le problème peut être abordé de plusieurs façons. Les familles — notamment celles rassemblées dans le Groupement national des associations de familles ayant des malades hospitalisés en long séjour (le GNAF) (1) — partent du fait que la dépendance n'est pas inéluctable mais qu'elle est la conséquence d'une maladie ou d'un accident. Elles citent entre autres la maladie d'Alzheimer et les paralysies consécutives à des hémiplegies... Et souhaitent donc que s'ouvre une réflexion sur la création d'une caisse spéciale reliée à l'assurance maladie et à laquelle chacun cotiserait. Mais compte tenu des difficultés que rencontrent actuellement les caisses maladie, cette solution, souvent abordée, a toujours été rapidement mise de côté.

Les nombreux travaux et rapports élaborés ces dernières années vont tous dans le même sens : la création d'une prestation spécifique liée à l'aide sociale attribuée aux personnes restant à domicile (80 % des personnes dépendantes souhaitent rester chez elles) et à celles en établissement. Tous soulignent la nécessité de clarifier également les dispositifs publics de prise en charge et de coordonner les multiples aides à domicile proposées aux personnes dépendantes.

Le précédent secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, Laurent Cathala, s'était heurté au financement de ce vaste plan et avait dû présenter avant la fin de la session parlementaire un projet nettement moins ambitieux. La prestation envisagée était d'un montant limité, mais elle avait l'avantage d'être évaluée et la participation de l'Etat était chiffrée.

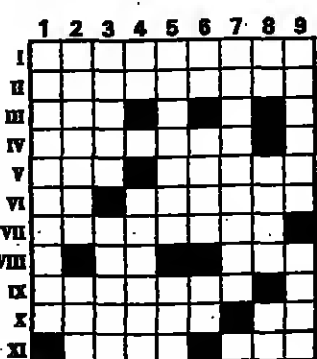
Le financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes constituera aujourd'hui encore la pierre d'achoppement. Départements, Etat et caisses de retraite ou d'assurance maladie ne peuvent pas plus qu'hier, supporter cette charge qui s'annonce lourde. Les sénateurs qui sont à l'origine de la nouvelle proposition de loi maintiennent leur préférence pour une prestation qui, associée à l'obligation alimentaire et à la récupération sur héritage, pousse ceux qui le peuvent vers les assurances privées. On verrait alors une couverture à deux vitesses, l'une pour les plus défavorisés et tous ceux pour qui une vie de travail ne permet pas de faire face à la dépendance. L'autre, pour les plus riches, individuelle et privée. Beaucoup de familles déplorent que le débat sur une assurance dépendance qui serait une nouvelle branche de l'assurance maladie ne soit pas encore à l'ordre du jour.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) GNAF 100, rue Jean-Jaures 94300 Villeneuve-la-Rue. Tél : (1) 46-77-63-37.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6036



HORIZONTALEMENT

I. Peut être condamné s'il fait des réductions. — II. Fait tomber le veste. — III. Utile quand on veut changer de milieu. — IV. Quand elle est maligne, il y n du charbon. — V. Aux Moines, dans le Morbihan. Une série de murures. — VI. Dans une série de sept. Sont parfois de beaux restes. — VII. Peut servir d'entrée quand elle est anglaise. — VIII. Coula à l'étranger. — D'un auxiliaire. — IX. Ne disent pas bien ce qu'elles veulent dire. — X. Forment la crénelle. Conjonction. — XI. En France. Pour un déjeuner anglais.

VERTICALEMENT

I. Bon à mettre dans le coffre. — II. Souvent carré sur les

armoirs. Pronom. — 3. Quand elle chante, c'est grave. Une œuvre satirique. — 4. Bout de chou. Une grosse bimb. — 5. Dana les Andes, on peut en faire un plat. Possessif. — 6. Pronom. Est connu un var. Proposition. — 7. Découvertes quand un trmp embrassé. — 8. Nota. Pas vaines. Pan décoré. — 9. Pauvrement apparaît après une opération. Couche sur la glace.

Solution du problème n° 6035

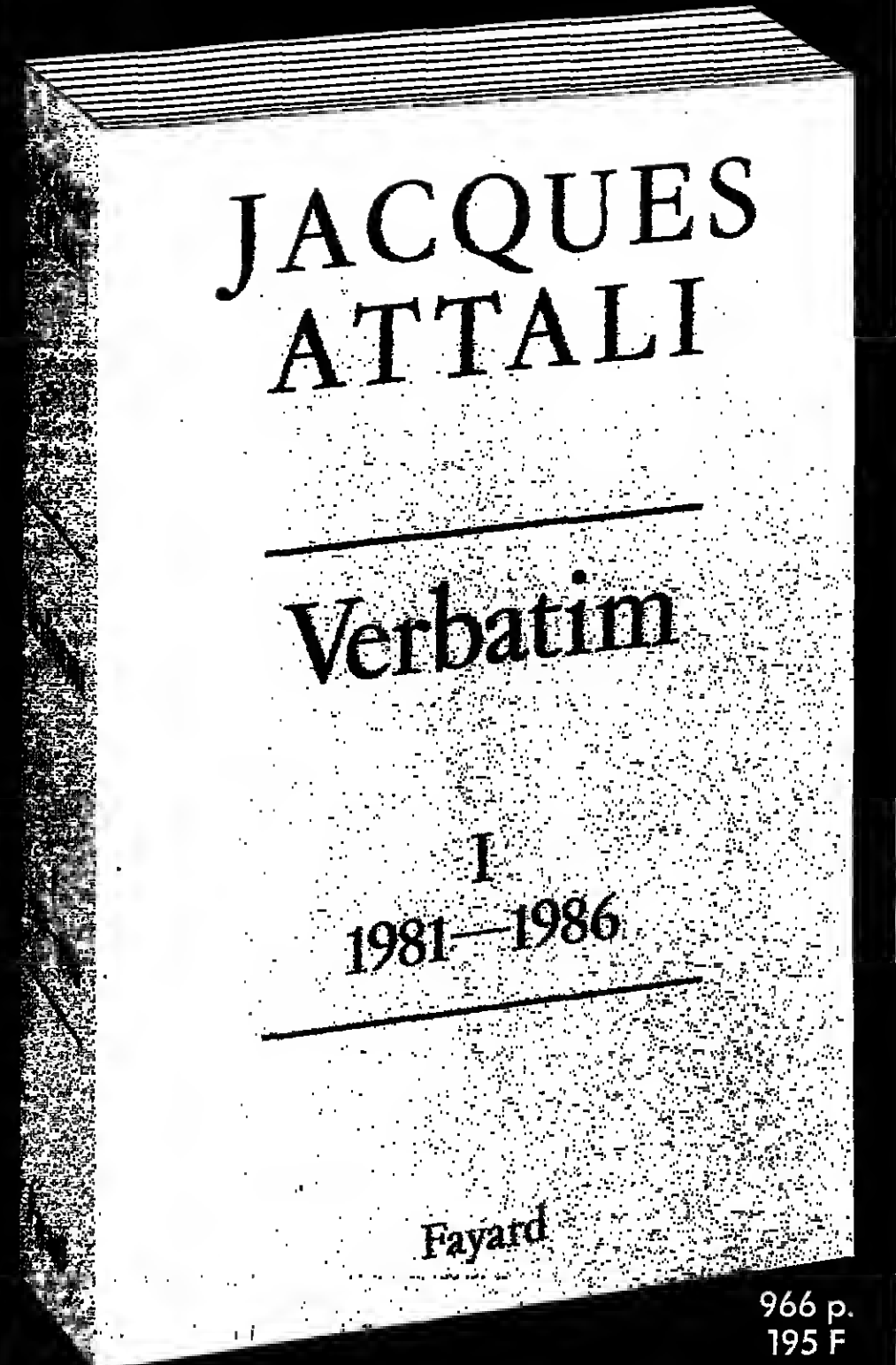
Horizontalement

I. Prostituée. Amie. — II. Rite. Gerrot. It. — III. Oreille. Mon. — IV. Sa. Néologie. Usé. — V. S. O. Matur. — VI. Idée. Ru. Créma. — VII. Température. AL. — VIII. Ua. Ipéca. Fin. — IX. Tôt. Inc. Bis. Riff. — X. Irréconciliable. — XI. Odeur. Tell. Mlle. — XII. Nos. Ace. Léztale. — XIII. Annu. Arête. — XIV. Un. Ferrari. Item. — XV. Temps. Sidérés.

Verticalement

I. Prostitution. Ut. — 2. Rite. Désordonné. — 3. Ote. Sam. Très. — 4. Sein. Epi. Eu. A. F. P. — 5. Les. Epiceranes. — 6. Igion. Rano. Cor. — 7. Taël. Raconteurs. — 8. Ur. Omata. Ce. Ai. — 9. Erige. Billard. — 10. Eolla. Raillaris. — 11. Tierce. Si. Ta. — 12. Ur. Amatie. — 13. Minuta. Arbalète. — 14. B. Manille. — 15. Estérel. Fés. Ami

GUY BROUTY



« Dès le premier jour où je me suis installé dans le bureau jouxtant celui du Président de la République, j'ai pensé que mon devoir serait, un jour ou l'autre, de rendre compte aussi intégralement que possible, de témoigner, d'expliquer »

Jacques Attali

FAYARD



# SPORTS

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 d'Espagne

## Les résultats

### AUTOMOBILISME

**GRAND PRIX DE FORMULE 1 D'ESPAGNE**  
Classement. - 1. Alain Prost (Fra., Williams-Renault), 308,555 km en 1 h 32 min 27 s (moyenne : 200,227 km/h); 2. Ayrton Senna (Bré., McLaren-Ford), à 18 s; 3. Michael Schumacher (All., Benetton-Ford), à 27 s; 4. Riccardo Patrese (Ita., Benetton-Ford), à un tour; 5. Michael Andretti (Ét.-U., McLaren-Ford), à un tour; 6. Gerhard Berger (Aut., Ferrari), à deux tours.

Championnat du monde des pilotes (après cinq courses). - 1. Alain Prost (Fra.), 34 pts; 2. Ayrton Senna (Bré.), 32; 3. Michael Schumacher (All.), 14; 4. Damon Hill (GB), 12; 5. Mark Blundell (GB) et Johnny Herbert (GB), 5.

Championnat du monde des constructeurs. - 1. Williams-Renault, 48 pts; 2. McLaren-Ford, 34; 3. Benetton-Ford, 19; 4. Ligier-Renault, 10.

Classement. - 1. Martignas, 46 pts; 2. Cannes, 44; 3. Nice et Nancy, 39; 4. Sedan, 38.

**GRUPE B**  
Vainqueur à Guingamp, 2-0, le SCO d'Angers s'est assuré, lors de l'avant-dernière journée du Championnat de France, de remonter en première division, douze ans après l'avoir quittée. Rennes et Rouen disputent les barrages.

\*Nort b. Rouen... 3-1  
\*Bourges b. Amiens... 3-1  
Angers b. Guingamp... 2-0  
\*Guingamp b. La Roche-sur-Yon... 3-1  
\*Laval b. Angoulême... 3-0  
Rennes b. "Red Star"... 2-0  
\*Beauvais b. Lorient... 2-1  
\*Tours et Le Mans... 1-1  
\*Dunkerque et Châteauroux... 1-1

Classement. - 1. Angers, 46; 2. Rennes et Rouen, 43; 4. Red Star, 40; 5. Bourges, Beauvais et Le Mans, 38.

**HANDBALL**  
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
Vainqueur de Vézins (27-24), lors de la dernière journée du championnat de France de nationale 1, l'USAM-Nîmes s'est adjugé le titre, samedi 8 mai. Les Nîmois devenant de quatre points l'OM-Vitrolles.

### FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
Première division  
(Trente-quatrième journée)  
La Havre b. Metz... 3-2  
\*Toulouse et Lens... 0-0  
\*Paris-SG b. Monaco... 1-0  
Valenciennes b. Bordeaux... 1-0  
Nantes b. Strasbourg... 4-2  
Marseille b. Caen... 3-2  
Saint-Etienne b. Montpellier... 2-1  
\*Lille et Sochaux... 0-0  
Auxerre b. "Toulon"... 2-1  
Nîmes b. "Lyon"... 1-0

Classement. - 1. Marseille, 48 pts; 2. Paris-SG, 46; 3. Monaco, 45; 4. Bordeaux, 43; 5. Nantes, 41; 6. Saint-Etienne, 39; 7. Auxerre, 37; 8. Strasbourg et Lens, 35; 10. Caen, Metz, Lyon et Montpellier, 31; 14. Sochaux, 30; 15. Toulouse et Lille, 28; 17. Valenciennes et La Havre, 27; 19. Toulon, 23; 20. Nîmes, 21.

Deuxième division  
(Trente-troisième journée)  
GROUPE A  
\*Sedan b. Valenciennes... 3-0  
\*Bastia et Alès... 0-0  
Nice b. "Annecy"... 3-2  
Cannes b. "Créteil"... 1-0  
Nancy b. Lorient-Cuiseaux... 2-0  
Marignac b. "Istres"... 1-0  
Epinal b. "Perpignan"... 2-0  
\*Mulhouse b. Châteauroux... 3-0  
\*Rodez b. Ajaccio... 1-0

**RUGBY**  
CHALLENGE DU-MANOIR  
Demi-finale  
A Nîmes, Castres b. Narbonne 22-14  
A Perpignan, Toulouse b. Béziers 28-16  
La finale opposera Toulouse à Castres, le samedi 23 mai à Agen.

**TENNIS**  
TOURNOI DE HAMBURG  
Michael Stich, tête de série numéro 8, a remporté, dimanche 9 mai, le tournoi de Hambourg. L'Allemand a battu le Russe Andreï Chesnokov 6-3, 6-7, 7-6, 6-4.

Guy Forget forfait pour Roland-Garros. - Guy Forget a renoncé, samedi 8 mai, à disputer les Internationaux de France de tennis qui débutent le 24 mai. Souffrant d'une lésion du cartilage de la rotule droite depuis plus d'un an, le numéro un français, dix-septième pour mondial, a décidé de prendre un mois de repos. Il espère participer aux Internationaux de Wimbledon. «J'ai encore quatre ou cinq ans à jouer, et il est évident. Je préfère sacrifier quelques tournois du Grand Chelem plutôt que de devoir m'arrêter définitivement à la fin de la saison».

Alain Prost (Williams-Renault) a signé sa quarante-septième victoire en formule 1 en remportant le Grand Prix d'Espagne, dimanche 9 mai à Barcelone. Le pilote français s'est emparé de la première place en doublant son onzième tour son coéquipier Damon Hill qui avait réussi le meilleur départ. Ayrton Senna (McLaren-Ford) et Michael Schumacher (Benetton-Ford) se sont assurés respectivement les deuxième et troisième places après l'abandon de Damon Hill. Michael Andretti (McLaren-Ford), un autre débutant au nom déjà célèbre en formule 1, a marqué ses premiers points en terminant cinquième.

**BARCELONE**

de notre envoyé spécial  
Avec son casque gris métallisé orné de la bannière étoilée, Michael Andretti semble sortir d'une bande dessinée à la gloire de l'Amérique. «La formule 1 a été longtemps à la recherche d'un pilote américain, dit-il. J'espère que je serai à la hauteur de ma mission». Plus soucieux de tradition, Damon Hill a repris le casque «bleu Oxford» reproduisant le blason du London Rowing Club (club d'aviron de Londres), qui portait autrefois son père. Curieusement, ces fils de deux anciens champions du monde, nés à dix-huit jours d'intervalle en 1962, débutent en formule 1, aux côtés des deux triples champions du monde en activité, Ayrton Senna et Alain Prost.

Voués cette année à jouer les doublures, les deux apprentis champions ont connu des fortunes très diverses depuis le début de saison. A São Paulo, après la sortie de piste de son chef de file, Alain Prost, Damon Hill a assuré une précieuse deuxième place pour son équipe, tout comme à Donington, où il a même devancé son coéquipier nauséabond sous la pluie. Doublé au onzième tour du Grand Prix d'Espagne après s'être écarté en

tête, il était encore dans le sillage de Prost au quarantième tour lorsqu'il a dû renoncer pour un problème de moteur. Michael Andretti a attendu son cinquième Grand Prix pour rallier enfin l'arrivée et marquer ses premiers points.

Avant de découvrir la formule 1, Michael Andretti s'était pourtant forgé une solide réputation outre-Atlantique. Né à Bethleem et résidant à Nazareth en Pennsylvanie, il est venu à la formule 1 au nom du père, Mario, champion du monde (1978) et vainqueur de douze Grands Prix en quatorze saisons de formule 1, avant une brillante et interminable reconversion en Indy Car (équivalent de la formule 1 aux États-Unis) couronnée par une victoire à Indianapolis.

**Michael Andretti**  
fils prodige

Après des classes en kart, puis dans les formules Ford, Super Vee et Atlantic qui lui ont valu le titre d'«Espoir de l'année» à vingt ans, en 1982, le jeune Michael avait eu une première récompense paternelle en obtenant en famille et associé à Philippe Alliot, la troisième place des 24 Heures du Mans 1983. Le moment était venu de retrouver son père en Indy Car. Après cinq ans passés à se forger une expérience et un palmarès avec des premières victoires à partir de 1986 et deux titres de vice-champion en 1986 et 1987, le jour tant attendu arrivait en 1989 : Mario et Michael se retrouvaient coéquipiers dans la prestigieuse écurie de Paul Newman et Carl Haas.

De cette époque datent les meilleurs souvenirs de Michael. La première fois où il a partagé avec son père la première ligne au départ d'une course, ou encore cette arrivée où sept certitudes de seconde seulement les séparaient pour la victoire. Avec vingt-sept succès, deux nouveaux titres de vice-champion en 1990 et 1992 et une première couronne en 1991, le fils a pris le meilleur sur le père en Indy Car. Michael aurait pu se contenter de faire fructifier sa fortune aux États-Unis. Mais

pour égaler, voire dépasser son père, il lui restait à relever avec succès le défi de la formule 1.

Ces performances, l'impact médiatique de l'arrivée en formule 1 d'un fils d'ancien champion du monde et sa popularité aux États-Unis lui ont valu des propositions de Benetton en 1990, Ferrari en 1991 et McLaren en 1992. Conseillé par son père, il a opté pour l'écurie britannique avec un contrat de deux ans qui lui garantissait, dit-on, cinq millions de dollars et un intéressement aux résultats.

Par rapport à cet accueil de fils prodige, Damon, l'héritier de Graham Hill, double champion du monde de formule 1 (1962 et 1968) et seul pilote à s'être imposé dans les deux épreuves légendaires du sport automobile, les 500 Miles d'Indianapolis (1966) et les 24 Heures du Mans (1972), a pénétré en formule 1 par la petite porte. Lui, n'a jamais pu bénéficier de l'appui ou des conseils de son père, décédé le 31 novembre 1975 dans un accident d'avion au retour d'une séance d'essai au Castellet avec l'écurie qu'il venait de créer. Agé de treize ans au moment de cet accident, Damon a, peut-être inconsciemment, fait un rejet du sport automobile en lui préférant les compétitions de motocyclisme jusqu'en 1984.

**Les certitudes**  
de Damon Hill

Damon a attendu d'avoir vingt-cinq ans pour débiter en monoplace, en formule Ford, avant de suivre la filière traditionnelle en Europe avec la formule 3, puis la formule 3 000, sans obtenir de titre. Il a souvent efféché des «petits boulots», comme celui de coureur, pour financer ses programmes de compétition. Aurait-il réussi plus vite si son père avait été à ses côtés? «Peut-être qu'il aurait tout fait pour que je ne devienne pas pilote. Il n'était pas là quand j'ai débuté, mais il m'a aidé quand même. Beaucoup de gens m'ont donné un coup de main en espérant de lui».

Tout en disputant une saison en formule 3000, Damon Hill a obtenu

un contrat de pilote-essayeur chez Williams en 1991. Plus qu'à son nom ou à son expérience qui se limitait à deux Grands Prix de formule 1 disputés dans l'anonymat avec Brabham en 1992, il doit donc ses débuts aux côtés d'Alain Prost à sa maîtrise d'une voiture aussi sophistiquée que la Williams-Renault. «Je ne me fais pas d'illusions, dit-il. Je sais que si je ne me suis pas sauté dans la meilleure voiture pour battre un équipier qui compte plus de victoires en Grand Prix que n'importe qui. Mais je suis sûr que, affronté à Alain, je vais beaucoup apprendre sur moi-même».

Si on se réfère aux résultats du début de saison, la démarche de Frank Williams s'est révélée sportivement plus judicieuse que celle de Ron Dennis. En abandonnant les lourdes et rustiques voitures Indy, Michael Andretti a dû apprendre la formule 1. Son agressivité lui a valu quatre abandons sur les quatre premiers Grands Prix de la saison (trois accrochages et une sortie de piste). «J'avais besoin de terminer une course, avouait-il à Barcelone. Je suis soulagé». Même s'il ne l'avoue pas, l'Américain a sans doute perdu quelques illusions en formule 1. Son père était venu l'encourager à Donington. «Parfois, ça me manque de ne plus courir avec lui», reconnaît Michael, qui s'attendait parfois retrouver la formule Indy.

Les doutes de Michael Andretti contrastent avec les certitudes de Damon Hill. «Frank Williams m'avait laissé entendre que j'allais jouer ma carrière lors des essais privés d'Estoril en novembre dernier, raconte le pilote britannique. Quand j'ai pris l'avion pour le Portugal, j'ai réalisé qu'il y avait dix-sept ans, le même jour à la même heure, que mon père s'était tué en avion. Je ne suis pas superstitieux, mais j'ai trouvé cette coïncidence étrange. Quand l'avion s'est posé à Lisbonne, je me suis dit qu'il ne pouvait rien m'arriver...»

GÉRARD ALBOUY

**Connaissez-vous la nouvelle fraîche? Renault rend la climatisation accessible à tous.**



Renault Alizé Série Limitée climatisée

Parmi les nouvelles du jour, voici sans doute la meilleure : plus le soleil est haut et plus les prix sont bas. Résultat, que le moral est beau ! On découvre tout à coup que l'on va pouvoir s'offrir une voiture avec air climatisé, direction assistée, vitres teintées, lave-vitres électriques, condamnation centralisée des portes et télécommande. Version Diesel ou Essence\* au choix, aujourd'hui le luxe est

réservé à une majorité sur toute la gamme Renault Alizé : Clio, Renault 19, Renault 21, Nevada et Espace. \*Seule Clio Alizé n'existe qu'en version essence. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Dites votre financement.

**Renault Alizé. Un vent nouveau dans l'auto.**



**DANS TOUT LE RESEAU PARIS - ILE-DE-FRANCE**



## SPORTS

BASKET-BALL : la finale du championnat de France

### Pau-Orthez retrouve l'élan

Battu, dimanche 9 mai par l'Élan béarnais-Pau-Orthez (73-69), le Limoges CSP ne mène plus que par deux victoires à une dans la finale du championnat de France qui se joue au meilleur des cinq matches. L'écart de score illustre à quel point les deux équipes sont proches malgré une tradition et un style de jeu opposés. Elles se rencontraient pour la quarante-septième fois en quatorze saisons.

PAU

de notre envoyé spécial

« C'est toujours pareil, lorsque Pau-Orthez bat Limoges, on dit que c'est une victoire difficile sans jamais reconnaître que nous avons fait un bon match. » Cette déclaration colérique de Michel Gomez, entraîneur de l'Élan béarnais, résume, à elle seule, tout l'antagonisme entre les deux meilleures équipes du championnat de France et l'agacement des Béarnais, champions de France en titre, à l'égard des vedettes du moment, les Limougeauds, champions d'Europe. Au fil des rencontres, cette finale, qui se dispute au meilleur des cinq matches, devient tendue, fiévreuse, et l'écart au score séparant les deux adversaires ne cesse de rétrécir.

Le troisième duel de dimanche fut une empoignade de toute beauté. Les deux formations ressemblaient à deux gamins en train d'en découdre dans le cours de récréation, si farouchement accrochés à imposer leur loi qu'il est impossible de les séparer. Vain-

queur dans la bronca des supporters, assourdi par les cris indignés des Limougeauds à qui l'arbitre venait de refuser un panier, Pau-Orthez a donc gagné le droit de combattre pour un quatrième, voire un cinquième round, et de garder son titre.

Depuis leur montée en nationale 1, la première division, en 1979, les Limougeauds reconstruisaient, dimanche, les Béarnais pour la quarante-septième fois. Trois fois en quatre ans, l'Élan béarnais s'est qualifié pour la finale du championnat de France contre Limoges. En 1992, il avait été sacré champion de France en battant... Limoges. « Nous nous connaissons par cœur », explique le Limougeaud Franck Butler. Contre eux, nous avons plus de mal à développer notre système de jeu. Nous sommes rivaux sur le terrain mais nous nous respectons, sans aller jusqu'à passer des vacances ensemble. »

#### Confrontation de style

Beaucoup les oppose. Limoges est devenu une formation professionnelle. Cette année, elle a profondément renouvelé son équipe, changé d'entraîneur, en début de saison, pour remporter le championnat d'Europe. Même si le professionnalisme est désormais de mise dans les rangs de Pau-Orthez, la gestion - et le recrutement - du club reste artisanale. Un tiers des douze joueurs sont des régionaux, à l'exemple des frères Didier et Frédéric Gadeau. Les étrangers sont de futures vedettes, à l'exemple du Roumain George Muresan, dont on murmure qu'il pourrait quitter

le Béarn pour signer un important contrat à Barcelone.

« L'habillage » des matches est une confrontation de styles. À l'orgue électronique de Limoges, répondent les tonitrueuses bandes béarnaises pour marquer les temps forts. Limoges a ses CSP gris, Pau-Orthez, ses masques de plastique usé. « Nous nous inscrivons dans une continuité », explique Pierre Seillant, président de l'Élan béarnais. À la différence de Limoges qui ne possède qu'un club de basket-ball, nous vivons dans une région de sports. Ici, les supporters portent aussi du rugby ou du football que de basket. Nous avons un budget de 35 millions de francs (contre près de 40 millions pour le Limoges CSP), nous dépensons ce que nous avons, sans nous endetter. Nous sommes les deux meilleures formations françaises - celles qui jouent à un niveau international, dans les coupes d'Europe - parce que nous avons les meilleures structures, les meilleurs entraîneurs et les meilleurs joueurs. » Michel Gomez, aujourd'hui entraîneur à l'Élan béarnais a été le coach de Limoges. « Le réservoir des basket-ballers français est restreint, renchérit Jacques Valade, vice-président du Limoges CSP. Nous en détenons la majeure partie, ne faisant pas grand-chose aux autres clubs. (1) »

Le jeu ? Diamétralement opposé. Les Limougeauds sont de solides

défenseurs quand les Béarnais leur opposent une attaque généreuse. À l'inverse des deux matches précédents, ces derniers ont enfin pu imposer leur stratégie, jouant la vitesse, sans cesse aiguillonnés par leur meneur Valéry Demary. « Aujourd'hui, face aux champions d'Europe, nous tentons de conserver notre titre pour assurer notre suprématie nationale, constate Vincent Naulleau. Avant que Limoges ne devienne champion d'Europe, nous étions la référence nationale. Il ne faut à aucun prix, laisser filer ce titre. »

Sont-ils jaloux du titre européen des Limougeauds ? Envieux, tout au plus. « En battant Limoges, poursuit Pierre Seillant, nous avons montré que nous sommes dignes des champions d'Europe. Nous aussi, nous étions en course pour la finale à quatre d'Athènes, mais nous avons été éliminés. » Pau-Orthez doit encore gagner une fois, mercredi, sur son parquet pour obtenir le droit d'aller disputer la finale à Limoges. Le plus formidable serait, bien sûr, de rester champion de France en battant les champions d'Europe dans leur cour.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Les équipes de basket, qui comptent dix à douze membres, peuvent compter deux joueurs étrangers.

### Au Liban, la guerre est finie, le football recommence

BEYROUTH

de notre correspondant

Sur les panneaux publicitaires qui bordent les routes, entra une bière et une huile oleaire proposée, Hezbollah ou pas, par de belles filles accortées et peu vêtues, le slogan incantatoire s'écrit en lettres rouges. L'équivalent du célèbre « Allez les Verts », car c'est de football qu'il s'agit.

Formulé en libanais, cela comporte bien sûr un appel à Dieu. Et Dieu n'a pas boudé ses amis footballeurs libanais puisqu'il leur a assuré un nul, 2 à 2, face au géant indien, dans un premier match du tournoi éliminatoire de la zone Asie, groupe D, de la coupe du monde 1994. L'Inde n'est pas un sanctuaire du football, mais tout de même, résister à l'équipe d'un pays qui compte un milliard d'habitants, quand on en représente trois millions, ce n'est pas rien.

Mais là n'est pas l'événement. Il réside dans le fait que, pour la première fois depuis près de vingt ans - suite de guerre et de paix - une compétition sportive internationale se déroule, jusqu'au 15 mai, au Liban. Le président du conseil, M. Rafic Hariri, un de ces milliardaires qui aiment le sport, a saisi

l'occasion pour répéter que « la guerre est finie et bien finie au Liban ».

En été, un festival de la jeunesse arabe sera organisé dans le pays et, point d'orgue qui marquera, et tout va bien, la levée de la quarantaine qui frappait le pays depuis le temps des abus et des enlèvements, les huitième Jeux panarabes y auront lieu en 1996. Dans une cité sportive reconstruite, qui n'est aujourd'hui que blocs de béton pantelants, et qui avait accueilli dans les années 50, déjà, des Jeux panarabes, les premiers.

Le Liban n'est pas et ne fut jamais de haute performance sportive. Il faut remonter bien loin, près d'un demi-siècle, pour retrouver une médaille de bronze aux Jeux olympiques décrochée par un lutteur et une autre par un haltérophile. S'il n'est pas brillant en compétition, le Libanais est néanmoins assez sportif au quotidien. Il l'est aussi devant son téléviseur : de plus en plus, les stations retransmettent en direct les grands matches de football européens, et, bientôt, Roland-Garros gardera des milliers de mords de tennis rivés à leur écran.

LUCIEN GEORGE

GOLF : le tournoi de Paris

### Jean Van de Velde sort du désert

L'Américain Phil Mickelson a gagné la septième édition de Paris, dimanche 9 mai, au golf EuroDisney, en rendant une carte de 275 (72 + 71 + 68 + 64), soit quatre coups en dessous du par. Il devance l'Australien Steve Elkington d'un coup. Premier Français, Jean Van de Velde s'est classé septième, à onze coups. Le 18 avril, il était devenu le premier golfeur tricolore à s'imposer dans un tournoi du circuit professionnel européen, après vingt-trois ans d'insuccès pour les golfeurs français.

La notoriété se mesure à quelques privilèges. En obtenant le droit de s'inscrire au dernier moment pour le tournoi de Paris, en empochant une prime de départ double (100 000 F) de celle qu'il avait touchée l'an dernier, Jean Van de Velde a pu achever de se convaincre qu'il n'est plus l'un de ces espoirs sans lendemain dont le golf français s'était fait une spécialité. À vingt-six ans, il est devenu la vedette française qu'attendaient les amateurs de l'Hexagone. Le 18 avril, Van de Velde s'est imposé dans le Masters de Rome, l'une des épreuves du circuit professionnel européen, le plus réputé après celui des Américains. Il a ainsi brisé un vieux sortilège : vingt-trois ans d'échecs pour les golfeurs français depuis les exploits solitaires de Jean Garbade. Pour les organisateurs du tournoi de Paris, l'homme qui a fait sortir le golf français de son désert méritait bien quelques égards.

Pourtant, Jean Van de Velde n'est pas de ces golfeurs qui attirent immédiatement l'attention de la foule, qui fascinent par un coup hors norme. Comme John Daly, un Américain qui distille son visage pour un sou sous une longue chevelure blonde. Le vainqueur surprise de l'USPGA en 1991, l'un des quatre tournois comptant pour le grand chelem, s'est imposé en quatre jours comme la nouvelle attraction du golf d'EuroDisney, aux côtés des inévitables Mickey et Pluto. Daly ne semble courir les fairways que pour un seul plaisir : cogner. L'Américain lâche alors sa cigarette, et sans même daigner préparer son geste, propulse sa balle à plus de 170 kilomètres-heure, d'un bras de brute. « Avec un coup pareil, il place sa balle 30 mètres devant celle de ses adversaires », dit Jean Van de Velde. Les jours où il tape droit, il est invincible.

Le Français sait qu'il ne dispose pas d'une telle arme pour s'imposer.

Son allure de jeune homme bien mis, son jeu sans aspérité le situent à l'opposé du monstre de force américaine. Le Monstro d'origine flamande fait partie de ces joueurs qui commencent à construire leur victoire dans leur tête. « Le golf est d'abord un sport intérieur, explique-t-il. J'ai appris à golfer dans mon coin, sans me soucier des autres. À l'Open d'Australie, l'an dernier, j'ai échoué sur le fil parce que je faisais trop attention à mes adversaires. À Rome, même pendant le playoff où un coup peut suffire pour tout perdre, je suis resté concentré sur mon jeu. »

Quitter

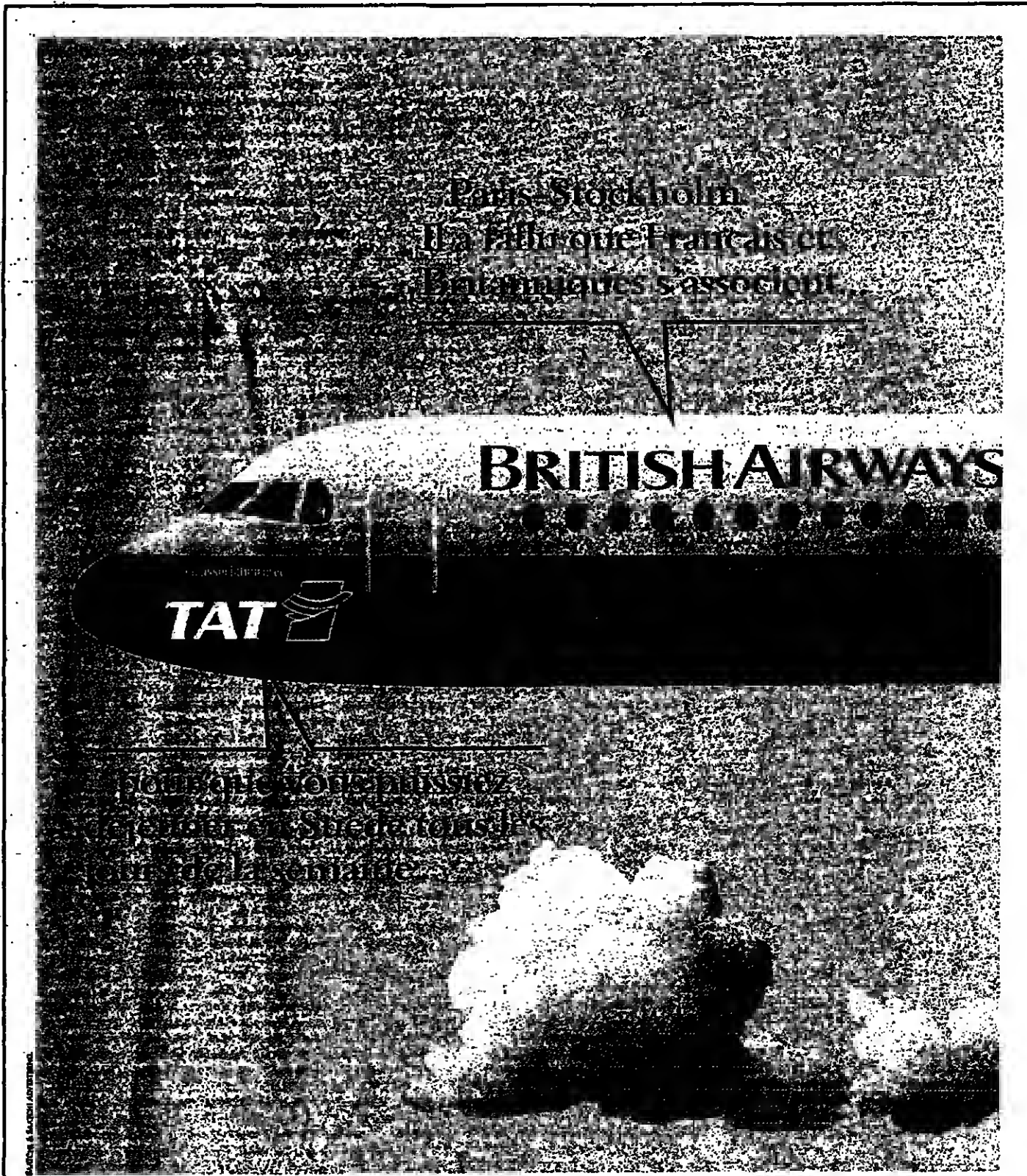
le cocon fédéral

Le parcours de Jean Van de Velde ne ressemble pas non plus à celui de l'Américain Phil Mickelson, qui s'est imposé dimanche entre les orages. Le gaucher prodige était encore amateur lorsque à vingt et un ans il s'est imposé dans un tournoi professionnel américain. Le Français a dû, impatienter jusqu'à la majorité golfique : six années à passer dans le circuit professionnel avant de pouvoir espérer une victoire, selon les statistiques.

Mais Van de Velde e su au moins se montrer exact à son premier rendez-vous. Avant lui, d'autres golfeurs français avaient beaucoup promis, sans jamais pouvoir honorer leurs résultats à la hauteur de leur talent. La plupart s'étaient laissés assourdir par l'atmosphère émolliente du circuit français, où l'argent n'a jamais manqué. « À niveau égal, dit Jean Van de Velde, nous gagnons mieux notre vie que les professionnels anglais. Chez nous, il n'y a pas beaucoup de concurrence pour décrocher les contrats des sponsors. » Les rares joueurs qui avaient tenté l'aventure européenne se retrouvaient isolés au milieu d'escouades de Suédois ou d'Espagnols. Ils éprouvaient les plus difficiles à quitter le cocon fédéral, qui protège l'évolution des amateurs, pour s'adapter à la jungle des professionnels.

Cette année, pour la première fois, les joueurs français se retrouvent à six dans les tournois européens. D'autres piaffent dans le circuit satellite, le deuxième division, dont fait partie le tournoi de Paris. Les jeunes joueurs hésitent pas à prendre le risque du professionnalisme de plus en plus en plus tôt. « Le niveau monte, dit Jean Van de Velde, qui s'est élané à l'âge de vingt ans, même si le golf est sport trop individualiste pour que l'on puisse parler de dynamique de groupe. »

JÉRÔME FENOGLIO



Paris-Stockholm			Stockholm-Paris		
Jours	Départ	Arrivée	Jours	Départ	Arrivée
Quotidien	08h20	10h55	Quotidien	12h15	15h05
Quotidien	14h25	17h10	Quotidien	18h00	20h35

Après tout si vous aimez le saumon, pourquoi ne prendriez-vous pas vos repas d'affaires en Suède ? En effet, British Airways en association avec TAT lance deux nouveaux allers-retours quotidiens entre Paris et Stockholm, et assure tous les jours un départ de Paris permettant d'arriver à Stockholm dans la matinée. British Airways en association avec TAT devient la meilleure alternative pour aller à Stockholm. Pour tous renseignements et réservations, appelez votre agence de voyages ou le (1) 47 78 14 14.

**BRITISH AIRWAYS** en association avec **TAT**

La compagnie que le monde préfère



**Au conseil des ministres des communautés européennes ;**  
**Aux membres de la Commission européenne :**

- Jacques Delors, président,
- Sir Leon Brittan, vice-président,
- João de Deus Pinheiro, commissaire,
- Raniero Vanni d'Archirafi, commissaire ;

**Au directeur général de l'OMEP, Arpad Bogsch ;**  
**Au directeur général du GATT, Arthur Dunkel.**

Le président Jacques Delors déclarait aux contacts, lors de la Rencontre des Réalisateurs au Parlement européen à Strasbourg, le 18 novembre 1992 :

Il est donc essentiel de préserver cette culture, fondement de la construction européenne. C'est dire l'importance que revêt, pour nous, auteurs, et pour vous, responsables du devenir de l'Europe, l'appel que nous vous adressons :

Réunis à Berlin (Babelsberg), haut-lieu de la création cinématographique mondiale, les 20 et 21 février 1993, les auteurs ont adopté une plate-forme où ils réaffirment solennellement :

- L'œuvre cinématographique ou télévisuelle est l'expression de la personnalité de ses auteurs, personnes physiques ayant participé à sa création intellectuelle.
- Le Droit Moral appartient à ces seuls auteurs et est incessible.
- Un droit à rémunération inaliénable leur est reconnu dès la diffusion de l'œuvre et est attaché à la carrière de celle-ci.

Nous, auteurs, réalisateurs et scénaristes issus des pays producteurs d'audiovisuel, insistons sur le fait que, au-delà des aspects économiques dont nous reconnaissons l'importance, c'est la liberté d'expression qui est en question, le droit de tout peuple et de tout auteur à exprimer son identité culturelle. La liberté d'expression est un élément essentiel de la démocratie. Nous vous demandons de nous aider à la défendre.

Les signataires ci-joints appartiennent aux pays suivants : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pologne, Portugal, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, République tchèque.

[illegible]



هكذا من لا أمل

# UN ELEMENT ESSENTIEL DE LA DEMOCRATIE : AIDEZ-NOUS A LA DEFENSE

## MOTION AMERICAINE DE SOUTIEN AUX SCENARISTES ET REALISATEURS EUROPEENS DANS LEUR LUTTE POUR LA DEFENSE ET L'EXTENSION DE LEURS DROITS D'AUTEUR

Dans une société planétaire qui change rapidement, les images du film et de la télévision ont acquis une puissance et une importance décisives grâce à l'influence qu'elles exercent sur la pensée et la culture des publics à travers le monde. Les industries et les professionnels qui produisent ces images et diffusent leurs idées et leur expression, étendent leur emprise et leurs techniques à l'ensemble du globe. L'image est devenue l'instrument à travers lequel le metteur en scène et les auteurs parlent à la société.

L'existence à l'heure actuelle, une opposition manifeste entre les deux théories qui rendent compte du sens et de la valeur d'un film, qu'il soit cinématographique ou de télévision :

- d'un côté, le film est un pur produit commercial et industriel dont la finalité est de rapporter de l'argent à qui le possède ;
- de l'autre, réserve faite des droits actuellement dus à l'exploitation commerciale, selon la première théorie, le film est une œuvre qui exprime la culture de ses créateurs intellectuels, et une production de l'esprit. Ces créateurs sont donc naturellement détenteurs d'un droit moral inséparable qui leur permet de protéger leurs œuvres tant dans leur forme que dans leur contenu.

Les créateurs intellectuels - personnes physiques qui concourent à l'élaboration de l'œuvre - considèrent le droit moral à ou le « droit d'auteur » destiné à protéger l'œuvre de toute mutilation, comme un droit de l'homme. Aux Etats-Unis, les créateurs intellectuels des œuvres cinématographiques sont parfaitement conscients de l'importance du débat en cours en Europe et des conséquences que sa solution peut avoir pour les créateurs du monde entier.

Nous, américains, auteurs et metteurs en scène, appartenant à l'un des nombreux pays producteurs de film et de télévision, sommes profondément convaincus que tout peuple a le droit de s'exprimer à travers ses créateurs et que c'est dans cette expression que se définit son identité culturelle particulière.

La liberté d'expression est un élément essentiel de la démocratie, et la liberté d'expression n'a de sens qu'autant qu'elle n'est pas dévoyée aux fins de servir les exigences, à court terme, de toute autre personne que les auteurs.

Cette motion de soutien américaine a déjà été signée par :

Jim ABRAHAM, Alan ALDA, John ALONZO, Robert ALTMAN, Michael APTED, Karen ARTHUR, Larry AUERBACH, John AVILDSSEN, John BADHAM, John BAILEY, Gary BELL, Kathryn BIGELOW, Burt BLUESTEIN, Peter BOGOANOVITCH, Kenneth BRANAGH, Martin BREST, James BURROWS, Donn CAMBERN, James CAMERON, Frank CAPRA Jr., Gil CATES, Martin COOLIDGE, Francis FORD COPPOLA, Kevin COSTNER, Tom CRUISE, Joe OANTE, Allen OAVIAU, Robert OE NIRO, Steven E. DE SOUZA, Danny DE VITO, Jonathan OEMME, Caleb OESCHANEL, Peter R.J. DEVELL, Georges SPIRO OIBE, Bruce DOERING, Stanley CONEN, Richard DONNER, Tom DONOVAN, Blake EOWAROS, Joe ESZTERHAS, Harry EVANS, Sally FIELD, Naomi FONER, Harrison FORD, Miles FORMAN, William FRAKER, David FREEMAN, William FRIEDKIN, Larry GELBART, J. Paul GETTY Jr., Gary Oevid GOLDBERG, James GOLDSTONE, Barry GORON, Carl GOTTLIEB, Jack GREEN, Glenn J. GUMPEL, Conrad HALL, Randa HAINES, William HANLEY, Renny HARLIN, Amy HECKERLING, Alan HEIM, Don HENLEY, Buck HENRY, Walter HILL, Arthur HILLER, Paul F. HIRSCH, Victoria HOCHBERG, Michael HOGGAN, Ron HOWARD, Gale Anne HURD, Anjelica HUSTON, Daniel HUSTON, Tony HUSTON, Peter HYAMS, Henry JAGLOM, Norman JEWISON, Neil JORDAN, Jeremy KAGAN, Fay KANIN, Lawrence KASOAN, Philip KAUFMAN, Elie KAZAN, Victor J. KEMPER, George KIRGO, David KOEPP, Lawrence KONNER, Stanley KRAMER, Stanley KUBRICK, Richard LAGRAVENSE, Norman LEAR, Jack LEMMON, Sheldon LEONARD, Barry LEVINSON, Jerry LEWIS, Jules LICHTMAN, Carol LITTLETON, Georges LUCAS, Sidney LUMET, Oelbert MANN, Michael MANN, Gary MARSHALL, Penny MARSHALL, Paul MAZURSKY, Nicholas MEYER, Nancy MEYERS, J.P. MILLER, Barry MORROW, Ronald NEAME, E. Jack NEUMAN, Paul NEWMAN, Woody OMENS, Alan PAKULA, Alan PARKER, Marty PASETTA, Arthur PENN, Daniel PETRIE, Frank PIERSON, Sydney POLLACK, Bob RAFELSON, Rob REINER, Oel REISMAN, Ivan REITMAN, Gene REYNOLDS, John RICH, Tom ROLF, Gena ROWLANOS, Mark ROYELL, Barry SANDLER, Alvin SARGENT, John SAYLES, George SCHAEFER, Jean SCHAEFFNER, Jane SCHIMEL, Max SCHINOLER, Thelma SCHOONMAKER, Paul SCHRAOER, Arnold SCHULMAN, Tom SCHULMAN, Martin SCORSESE, John Patrick SHANLEY, Lauren SHULER-DONNER, Charles SHYER, George SIONEY, Elliot SILVERSTEIN, Jennifer JONES SIMON, Neil SIMON, Roger L. SIMON, Zachary SKLAR, Anne SPIELBERG, Steven SPIELBERG, George STEVEN Jr., Jimmy STEWART, Oliver STONE, Jud TAYLOR, Michael TOLKIN, Robert TOWNE, Robert TOWNSEND, Frank J. URIOSTE, Brian WALTON, Haskell WEXLER, Billy WILDER, Irwin WINKLER, Robert WISE, Chuck WORKMAN, Bud YORKIN, Saul ZAKEN, Lili Fini ZANUCK, Robert ZEMECKIS, Fred ZINNEMANN, Ed ZWICK.

TNI, Michel ALBERTINI, Valentin ALBIN, Claire-Hélène ALEXANDRIS, Marc ALFIERI, Bruno ALLAIN, Philippe ALLARD, Christine ALLEN, John ALLEN, Gabriel ALLER, René ALLJO, Alain ALLIUX, Christophe ALLWRIGHT, Tamás ALMASI, Pedro ALMODOVAR, Pierre ALT, ...

Le droit d'auteur est un droit de l'homme, la SACD défend le droit d'auteur.

tiques, 11 bis, rue Ballu, 75009 Paris.







## SCIENCES • MEDECINE

# Mouvement de plaques

Immense et massive, l'Asie est faite des pièces d'un puzzle géologique dont on peut suivre la mise en place progressive au cours de quelque 250 millions d'années

L'ASIE, avec ses 44 millions de kilomètres carrés, est le plus grand des six continents. Elle est très massive, n'ayant d'appendices (îles et presqu'îles) que sur ses façades est et sud-est. Pourtant, les recherches pluridisciplinaires (1), qui y sont menées depuis 1980 par des équipes franco-chinoises, grâce à des programmes réalisés en commun avec la Thaïlande, le Vietnam, la Corée du Sud et le Japon et qui se poursuivent maintenant dans le cadre de coopérations avec la Mongolie, la Russie et le Kazakhstan (2), ont montré qu'elle est faite d'une mosaïque de pièces et de morceaux. Les unes et les autres se sont soudées au fil des temps géologiques et certains sont en cours d'« extrusion » vers le Sud-Est (le Pacifique) sous la poussée formidable du sous-continent indien. Ce dernier, venu de très loin dans l'hémisphère Sud, « télescope » en effet l'Asie depuis une soixantaine de millions d'années (le Monde du 21 février 1990 et des 3-6 mai 1991).

Un des principaux outils d'études pour reconstituer ce puzzle géologique est le paléomagnétisme qui est fondé sur la capacité des roches volcaniques à conserver très longtemps, parfois même à jamais, l'empreinte du champ magnétique terrestre qui régnait lors de leur mise en place.

Le champ magnétique terrestre s'inverse à des intervalles de temps irréguliers, qui vont de quelques dizaines de milliers à plusieurs centaines de millions d'années. Ces inversions surviennent, sans doute, en contrepoint d'épisodes où se produisent dans le noyau liquide de notre planète. Selon les époques, le champ est dit « normal » quand le pôle nord magnétique est dans sa position actuelle (c'est-à-dire près du pôle... sud géographique), ou il est dit « inverse » quand le pôle nord magnétique est au nord géographique.

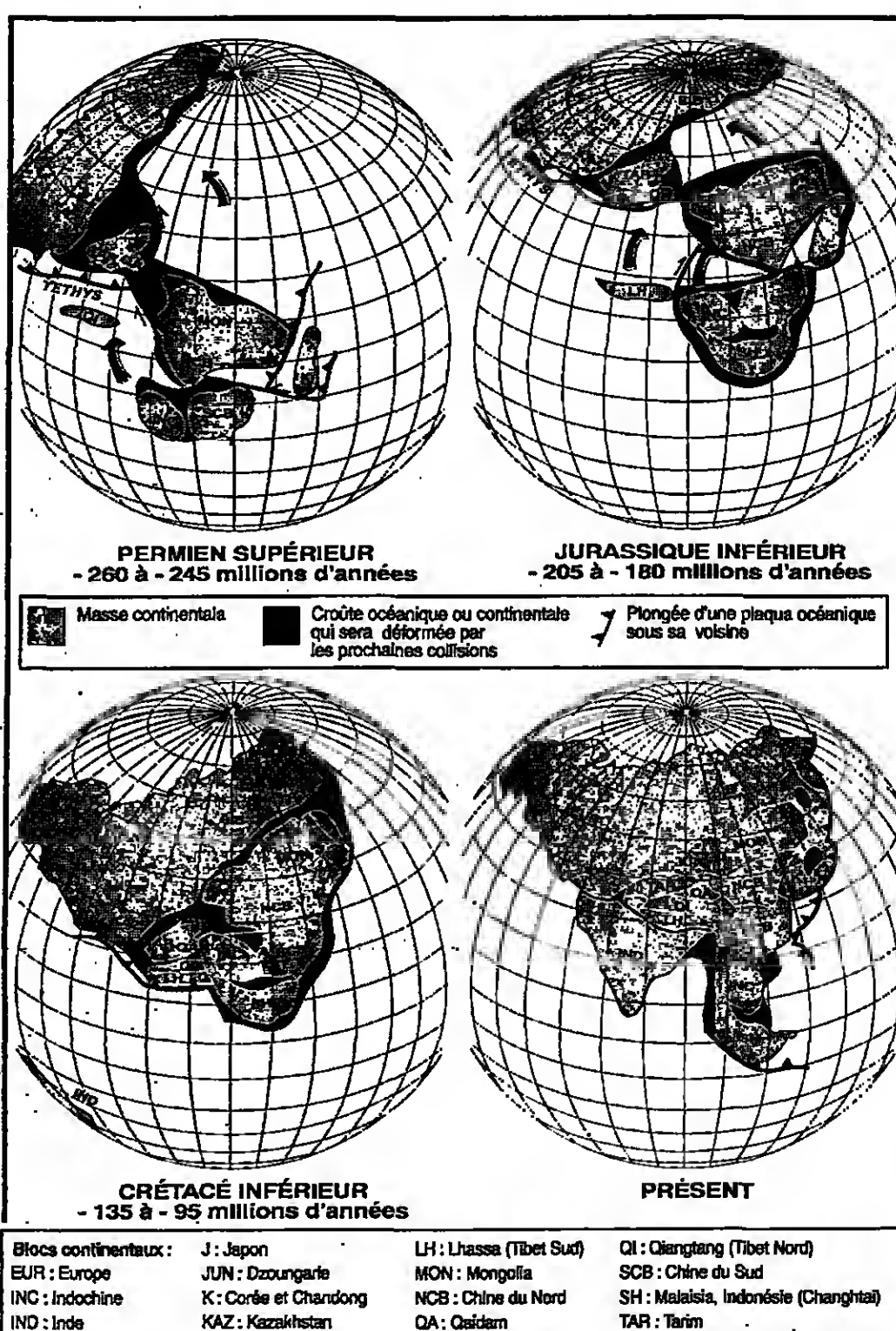
En chaque point de la Terre, le champ magnétique se définit par trois composantes : l'intensité, la déclinaison qui est l'angle séparant la direction du nord magnétique, donnée par l'aiguille d'une boussole, et celle du nord géographique (le méridien local). L'inclinaison qui est l'angle entre une aiguille aimantée libre et l'horizontale du lieu. Pour comprendre l'importance de

l'inclinaison dans la reconstitution des divagations des masses continentales, il faut se rappeler que le champ magnétique terrestre est, pour l'essentiel, un dipôle dont les lignes de force dessinent des courbes : aux pôles magnétiques, ces lignes sont perpendiculaires à la surface de la Terre et le champ y est vertical ; à l'équateur magnétique, elles sont parallèles à cette surface et le champ y est horizontal. L'inclinaison dépend donc de la latitude magnétique, qui se trouve être, en moyenne, proche de la latitude géographique, celle dont on a le plus l'habitude. Retrouver l'inclinaison des champs magnétiques d'anciennes roches fossilisées au moment de la formation des diverses roches volcaniques ou sédimentaires, permet de connaître la latitude magnétique (mais pas la longitude) de la masse continentale étudiée à diverses époques du passé.

Encore faut-il pouvoir dater ces différentes époques. La datation des roches volcaniques ne pose pas de problème. Mais ce type de roches n'est pas le plus abondant sur les continents. Les spécialistes se fondent donc surtout sur les roches volcaniques constitutives de la croûte océanique où l'on retrouve, outre l'empreinte de la succession des périodes où le champ magnétique terrestre était « normal » et de celles où il était « inverse », la direction et l'ampleur des dérivées anciennes des masses continentales.

### La « fugacité » relative de la croûte océanique

Malheureusement, la croûte océanique (faite de basalte, en simplifiant) n'est pas éternelle. Elle se met en place dans l'axe des dorsales subocéaniques ; elle dérive peu à peu sous la poussée de la mise en place de ses plus jeunes portions, entraînant éventuellement des masses continentales purement passives ; elle disparaît en plongeant sous une plaque faite de croûte océanique ou de croûte continentale. La plus vieille croûte océanique, qui occupe une partie du Pacifique occidental, a ainsi un âge qui n'excède pas 180 millions d'années. Alors que les masses continentales, moins denses que la croûte océanique puisque constituées de granite (en simplifiant encore), ne peuvent disparaître en plongeant et sont donc plus ou moins éternelles.



même si les collisions successives qu'elles subissent en se télescopant les déforment souvent de manière considérable. Les plus vieilles roches continentales connues ont un âge de 3,6 milliards d'années.

Cette « fugacité » (à l'échelle des temps géologiques) des fonds océaniques fait que plus on remonte le temps, plus il est difficile de reconstituer la « figure de la Terre » et moins ces reconstitutions sont précises. Cependant, des spécialistes, en particulier français, ont pu retrouver à quoi ressemblait très probablement l'Asie depuis le permien supérieur (- 260 à - 245 millions d'années). C'est évidemment peu de chose lorsqu'on se rappelle, d'abord que le permien est le dernier étage de l'ère primaire (qui a commencé aux alentours de - 570 millions d'années), ensuite que la Terre s'est formée il y a 4,6 milliards d'années.

### La séquence la plus plausible

Les quatre cartes, qui nous publient ci-contre (3), montrent quatre étapes de la formation de l'Asie. Certes, ces étapes font encore l'objet de discussions entre spécialistes, mais elles donnent la séquence la plus plausible de l'évolution de l'Asie.

Les flancs est et sud de l'Asie n'ont cessé d'être agrandis par les arrivées successives de petits blocs qui ont « télescopé » la masse constituée, au carbonifère (de - 360 à - 290 millions d'années et au permien inférieur (de - 290 à - 260 millions d'années), par la Sibérie (SIB), l'Europe (EUR) et le Kazakhstan (KAZ). Cette masse s'accroît d'abord au permien supérieur des blocs Dzongqar (JUN), Tarim (TAR) et Qaidam (QA), ensuite du bloc Qiangtang (QI), ou Tibet du Nord) arrivé du sud. Les blocs Corée-Changsong (K), Indonésie (INC), Chine du Nord (NCB), Chine du Sud (SCB), Mongolie (MON), qui venaient vraiment de très loin, ont commencé par se regrouper à quelque distance. Puis ils ont rejoint la masse de la future Asie et ont été suivis ultérieurement par le bloc Lhassa (LH) qui est arrivé du sud.

La comparaison des quatre cartes montre aussi que l'ensemble des blocs Sibérie, Kazakhstan et Europe a pivoté de telle sorte que le nord-est de la Sibérie a toujours été très au nord (il a même « coiffé » le pôle Nord) alors que l'Europe et sa bordure sud - l'Océan aujourd'hui disparu de la Téthys (le Monde du 16 décembre 1992) - étaient situées à des latitudes tropicales avant de « remonter » à leur emplacement tempéré actuel.

Bien entendu, la reconstitution de ce puzzle dans l'espace et dans le temps a demandé d'innombrables mesures prises sur le terrain, des calculs très complexes, des essais sur maquettes effectués en pâte à modeler. On a vu que ces cartes soulèvent encore des discussions. Mais elles font regretter que l'Asie soit, à ce jour, le seul continent sur l'histoire duquel les spécialistes des sciences de la Terre ont autant travaillé.

YVONNE REBEYROL

(1) De telles études impliquent principalement les travaux de paléomagnétisme, de tectonique, de géochronologie, de géochimie. Y ont participé Vincent Courtillot, Paul Tappinier, Rolando Armijo, Jean Besse, Jean-Pascal Cogné, Gilles Peltzer et Urs Schärer, auxquels ont peut ajouter Hervé Leloup, Jean-Philippe Avouac, Randolph J. Enkin (Canada), Yan Chen et Zhenyu Yang (Chine) qui ont fait à l'IPGP de Paris leur thèse de doctorat sur ce sujet.

(2) Ces recherches ont été et sont possibles grâce, en tout premier lieu, aux crédits de l'Institut national des sciences de l'univers (CNRS) et ministère de l'Éducation nationale) et de l'Institut de physique du globe de Paris ainsi que du ministère de la géologie et de l'Académie des sciences de Chine, grâce aussi à la collaboration avec des organismes des différents pays cibles.

(3) Ces cartes sont extraites de *Paleomagnetic Constraints on the Geodynamic History of the Major Blocks of China, From the Permian to the Present*, de Randolph J. Enkin, Zhenyu Yang, Yan Chen et Vincent Courtillot, publié dans le *Journal of Geophysical Research* du 10 septembre 1992.

## Les soubresauts de la fusion froide

En 1989, deux chercheurs avaient affirmé avoir découvert une nouvelle source d'énergie. Malgré le scepticisme de la communauté scientifique, ils persistent et signent un nouvel article sur le sujet

Une nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe. Martin Fleischmann et Stanley Pons, les deux électrochimistes qui avaient défrayé la chronique voici quatre ans en annonçant qu'ils avaient découvert une source d'énergie propre, bon marché et quasi inépuisable, la fusion froide, récidivent. Ils viennent en effet de publier, au tout début de ce mois de mai, dans la revue spécialisée *Physics Letters A*, un nouvel article consacré à ce thème (1), dans lequel ils révèlent qu'ils observent de forts dégagements d'énergie au cours de leurs expériences d'électrolyse de l'eau lourde. Jusqu'à 600 % de l'énergie fournie.

Prudents, ils ont gommé le mot « fusion » de leur texte. Prudents, ils ne parlent que d'« expériences de mesure de chaleur, de calorimétrie. Prudent aussi, la communauté scientifique n'avance qu'à pas comptés, et n'accorde, éventuellement, son crédit aux deux hommes qu'au terme d'une expertise sans faille pour faire oublier « ce papier d'avril 1989 qui ne valait rien ».

A cette époque, Martin Fleischmann, de l'université de Southampton (Grande-Bretagne), et Stanley Pons, de l'université de l'Italie (Elis-Union), avaient frappé de stupefaction la communauté scientifique. Lors d'une conférence de presse donnée le 23 mars 1989 à Salt-Lake-City, ils annonçaient en effet qu'ils

avaient réussi là où tant d'autres avaient échoué, en obtenant dans une simple éprouvette la reproduction d'un phénomène qui se produit au cœur des étoiles et du Soleil : la fusion nucléaire de l'hydrogène ou, plutôt, d'un de ses isotopes, le deutérium (2).

Les scientifiques du monde entier furent d'autant plus estomqués que l'expérience de ces deux chercheurs, décrite dans un article paru, le 1<sup>er</sup> mai 1989, dans le *Journal of Electro-analytical Chemistry and Interfacial Electrochemistry*, était d'une étonnante simplicité. Il suffisait de soumettre sur une longue période, et selon des procédures particulièrement minutieuses, à une intensité d'un certain courant électrique, le contenu d'un récipient de verre rempli d'eau lourde à une électrolyse menée par le biais d'électrodes en palladium, un métal avide d'hydrogène.

Au bout d'un certain temps, disaient MM. Pons et Fleischmann, nous observons « pendant une certaine d'heures une importante libération d'énergie » qui, ajoutaient-ils, commençait à faire fondre les électrodes, supposées résister à des températures élevées.

D'où venait cette énergie ? De la fusion nucléaire de ces atomes d'hydrogène, qui constituent la majeure partie de la matière des étoiles, expliquaient-ils. Une hypothèse particulièrement audacieuse, dans la mesure où, depuis des dizaines d'an-

nées, des milliers de chercheurs tentent de maîtriser cette fameuse fusion dans de coûteux chaudrons nucléaires où règnent des températures dépassant les 100 millions de degrés !

### Lever le doute

Un duo de chercheurs avait-il gagné le pari perdu par tant d'équipes ? Deux chercheurs avaient-ils découvert la « fusion froide », à basse température, là où les physiciens butaient sur les instabilités des plasmas de la « fusion chaude » ? Tenaient-ils, comme l'affirmaient Pons et Fleischmann, « une nouvelle technologie de production d'énergie », d'autant plus intéressante pour l'humanité qu'elle faisait appel à une matière première, le deutérium, pratiquement inépuisable à l'échelle des temps géologiques ?

Aussitôt, des centaines de laboratoires tentèrent de répéter l'expérience et de trouver des signes de la présence des neutrons, des rayonnements gamma et du tritium caractéristiques des réactions de fusion nucléaire. Même les plus sceptiques se laissèrent dans l'attente et la raison de la notoriété de Martin Fleischmann, « un savant au passé prestigieux, supérieurement intelligent ». Il fallait lever le doute. Savoir si cette découverte offrait « une source d'énergie abondante,

efficace et propre » ou si, au contraire, comme se le demandait le haut-commissaire à l'énergie atomique, Jean Teillac, « on avait seulement réussi à faire des étincelles avec deux silex, alors que l'on cherchait à domestiquer le feu ».

Les résultats ne se firent pas attendre, et bien vite, à quelques exceptions près, la plupart des laboratoires engagés dans l'expérience de MM. Pons et Fleischmann conclurent à l'absence de réactions de fusion dans cette électrolyse de l'eau lourde. Malgré l'allocution, par l'Etat de l'Utah, de 5 millions de dollars aux deux chercheurs pour poursuivre leurs expériences au sein d'un institut national, tout nouvellement créé, de la fusion froide, le soufflet retomba bien vite.

L'institut fut fermé en juin 1991 sur cette oraison de John Morris, vice-président de l'université de l'Utah : « La science n'a pas progressé assez rapidement pour assurer une éventuelle source de financement extérieure ». Moins diplomatique, la revue scientifique *Nature* n'avait pas hésité à écrire quelques mois plus tôt que les preuves du phénomène, de plus en plus ténues, « tendaient vers l'invisible », que le tritium s'était évaporé, les rayons gamma avaient disparu et que... « Stanley Pons, lui-même, se faisait rare ». Au creux de la vague, les deux chercheurs disparaissent un temps de la circulation pour se retrouver bientôt

un point de chute en France, à Sophia-Antipolis, dans un superbe laboratoire financé par les Japonais.

Deux ans durant, ils poursuivirent leurs expériences. Dans un silence total, brisé seulement par les échos d'une conférence internationale organisée en octobre 1991 par les Japonais à Nagoya. Là, malgré le scepticisme de la majeure partie de la communauté scientifique, fondée sur l'absence de résultats d'expériences probantes et reproductibles, plusieurs laboratoires - deux américains, un indien et deux japonais - annoncèrent qu'ils avaient obtenu à plusieurs reprises d'importants dégagements de chaleur au cours d'expériences électrochimiques mettant en jeu du deutérium en présence d'électrodes en palladium ou en nickel (le Monde du 24 octobre 1991).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
Lire la suite page 18

(1) « The calorimetry of the Pd-D<sub>2</sub>O system: from simplicity to complications to simplicity », *Physics Letters A* du 3 mai 1993, volume 176, number 1, 2.

(2) Il existe plusieurs variétés, ou isotopes, d'hydrogène. Tout d'abord l'hydrogène (H). Puis l'hydrogène lourd, ou deutérium (D), présent en abondance dans les molécules d'eau de mer, à raison d'une molécule de D<sub>2</sub>O pour six mille sept cents molécules d'H<sub>2</sub>O. Enfin, l'hydrogène super lourd, ou tritium (T), produit au sein des réacteurs nucléaires et qui peut donner lieu à la production d'eau « tritiée ».



## SCIENCES • MÉDECINE

## Le souvenir par le bout du nez

Phénomène mystérieux entre tous, la mémorisation des odeurs commence à livrer ses secrets aux neurophysiologistes

**Y**a-t-il mémoire plus mystérieuse que celle des odeurs ? Plus énigmatique, plus fugitive à la fois ? Vient un sens qui, plus que tout autre, résiste à l'épreuve du temps (1). Un sens « muet », qui défie le langage : les mots manquent pour décrire un parfum, on n'atteint que sa source - fruitée, musquée, poivrée. Un sens, enfin, qui défie les règles de la mémoire même : impossible ou presque de se remémorer à volonté une fragrance, si surprenante ou familière qu'elle soit, mais il suffit de rencontrer à nouveau une odeur oubliée pour que s'épanouisse un bouquet de souvenirs, chargés d'un tel contenu émotionnel qu'il peut nous noyer à l'instant sous un flot de nostalgie ou d'angoisse.

« La mémoire peut tout faire revivre sauf les odeurs, bien que rien ne fasse plus complètement revivre le passé qu'une odeur qui lui fut à un moment associée », disait Nabokov. La puissance de l'évocation peut même, parfois, dépasser le cadre du réel. Spécialiste de l'olfaction à l'université de Stockholm (Suède), le psychologue Trygg Engen relate ainsi comment Avigdor Arikha, peintre roumain d'origine juive, décrit sa réaction en retrouvant un carnet d'esquisses réalisées, alors qu'il était encore enfant, sur les événements survenus dans un camp de concentration. « Quand je l'ai ouvert, j'ai dû demander à moi-même de l'emporter. Ce n'était pas les dessins eux-mêmes, c'était l'odeur : l'horrible odeur de cadavres. Le carnet empestait, ou c'est ce que je croyais, jusqu'à ce qu'une me dise qu'il n'avait aucune odeur. (2) ».

On comprend alors que l'intensité de la mémoire olfactive, à nulle

autre pareille, ait de longue date fasciné psychologues et neurophysiologistes. Immortalisée par A. la recherche du temps perdu (« Je portai à mes lèvres une cuillerée de thé où j'avais laissé s'émouvoir un morceau de madeleine. Mors à l'instant même où la gorgée m'alla aux lèvres, je me souvins, et ce qui se passait d'extraordinaire en moi. Un plaisir délicieux m'avait envahi, isolé, sous la notion de la cause »), la mémoire olfactive fut par la suite désignée, par de nombreux chercheurs, comme le « syndrome de Marcel Proust ». Un hommage à l'esprit qui masque une réalité autrement primitive, puisque la reconnaissance des odeurs, la science ne cesse de le confirmer, constitue le système de communication le plus vital et le mieux partagé dans le règne animal.

## Le désir et l'instinct

Chez les insectes, dont les antennes olfactives peuvent détecter certaines substances biologiques à des kilomètres de distance, les phéromones (3) gouvernent non seulement la vie sexuelle, mais aussi, chez les termites, les abeilles ou les fourmis, toute l'organisation sociale. Un véritable guide de comportement que l'on retrouve également chez les mammifères, où les sécrétions odorantes sont essentielles à la reconnaissance de l'espèce, ou encore à celle du couple mère-enfant.

Ainsi que l'ont montré récemment des chercheurs de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA), une brebis mémorise l'odeur de son petit dans les heures qui suivent la naissance et refuse dès lors de nourrir tout autre agneau que le sien. Le lapin nou-

veau-né, qui ne bénéficie de la présence maternelle que quelques minutes par jour, apprend, dès le premier jour, à reconnaître la phéromone spécifique sécrétée par les mamelles nourricières. De même le petit d'homme, âgé de deux jours à peine, reconnaît-il sans hésitation l'odeur du sein maternel.

Sens du désir et de l'instinct marqué au sceau de l'animalité, l'odorat est aussi, de tous les systèmes sensoriels, celui dont l'organisation cérébrale est la plus simple. D'où l'intérêt croissant que lui portent depuis quelques années les spécialistes de la cognition, qui espèrent, grâce à lui, déchiffrer les mécanismes, d'ailleurs complexes, de la mémorisation.

Au laboratoire de physiologie neurosensorielle de Lyon (CNRS - Université Claude-Bernard), où une quarantaine de personnes étudient les mécanismes de l'olfaction, c'est à cet unique objet que se consacrent, sous la direction de Rémi Gervais, les physiologistes Anne-Marie Mouly et Nadine Ravel. Comme compagnon d'expérience, elles ont choisi le rat : un animal chez lequel l'odorat est prépondérant (4) et chez lequel le rat de laboratoire, albino et doté d'une vue extrêmement médiocre, qui témoigne, de surcroît, d'une excellente aptitude à mémoriser les odeurs nouvelles qui lui sont présentées.

Lorsqu'une odeur pénètre dans les narines - celles du rat comme celles de l'homme - elle atteint tout d'abord le fond des cavités nasales, où se trouvent les cellules olfactives. La molécule odorante se fixe alors sur l'un des multiples récepteurs que contiennent ces cellules, ce qui déclenche une réaction chimique et un message électrique. Ce message, enfin, est transmis jusqu'au

cerveau par les nerfs olfactifs : là est l'étape qui intéresse les neurophysiologistes, puisque c'est au cours de ce voyage que le message olfactif est traité de manière à être par la suite identifié et mémorisé.

## Leurs olfactifs

« A la différence de ce qui existe pour la vue ou l'audition, il n'existe pas d'aires de projection de l'olfaction au niveau du néo-cortex. Les stimuli olfactifs accèdent directement, via le bulbe olfactif, au paléocortex », précise Rémi Gervais. En chemin, les nerfs olfactifs forment des connexions avec l'hippocampe et les amygdales (organes clés de l'apprentissage et de la mémoire) ainsi qu'avec le système limbique, siège des émotions - ce qui explique sans doute la forte tonalité affective de nos souvenirs olfactifs.

Or, de ce long parcours, s'effectue la mémorisation des odeurs ? « Pendant longtemps, on a cru le siège de la mémoire exclusivement situé dans les profondeurs du cerveau, ou niveau de l'hippocampe, du néo-cortex et du thalamus, rappelle Nadine Ravel. Mais si ces régions cérébrales jouent effectivement un rôle essentiel dans les phénomènes de mémorisation, on découvre aujourd'hui que les aires sensorielles elles-mêmes, plus périphériques, interviennent également comme lieux de stockage des souvenirs. »

« En ce qui concerne l'olfaction, plusieurs travaux effectués sur le rat ont montré que l'apprentissage d'une odeur induisait des modifications morphologiques durables dans le bulbe olfactif », ajoute Anne-Marie Mouly. Cette découverte, faite en 1985 par l'équipe américaine de Michael Lebo (université d'Irvine, Californie), est à la base des

recherches que mène depuis quatre ans l'équipe de Rémi Gervais. Des recherches qui démontrent que le bulbe olfactif, relais principal entre le nez et le cerveau, ne se contente pas de transmettre passivement l'information sensorielle. Il garde également une trace physique de l'odeur reçue et participe, de ce fait, à sa mise en mémoire.

« Pour tester cette hypothèse, nous avons mis au point un apprentissage olfactif particulier, où l'odeur est remplacée par la stimulation électrique directe du bulbe olfactif », explique Anne-Marie Mouly. Dans cet organe situé à l'avant du cerveau - et dont la taille, chez le rat, s'élève pas celle d'un petit pois extra-fin - la stimulation électrique est délivrée par un ensemble d'électrodes métalliques, implantées à demeure, et « totalement indolores ». Cette technique permet de créer des messages nerveux artificiels, des « neurones » olfactifs qui sont ensuite transmis comme de véritables odeurs aux zones supérieures du cerveau.

« Par rapport à une odeur naturelle, l'intérêt de la pseudo-odeur électrique est de donner accès à la connaissance précise du réseau neuronal impliqué dans le codage de l'information, puisque celui-ci est imposé par l'implantation des électrodes dans le bulbe olfactif », poursuit Anne-Marie Mouly. Partant de ce principe, les chercheurs ont observé ce qu'il advenait de l'éducation de leurs rats lorsqu'ils bloquaient transitoirement, à l'aide d'un anesthésique injecté à proximité des électrodes de stimulation, le fonctionnement de ce réseau de neurones.

Les résultats - à paraître, en juin, dans la revue *Behavioral Neuroscience* - sont sans ambiguïté : appliqué dans l'heure qui suit la

séance d'apprentissage, l'anesthésique n'empêche nullement le rat d'apprendre à reconnaître les odeurs qui lui sont présentées. Si ce n'est que, quelques jours plus tard, il a tout oublié. Organe extrêmement périphérique, le bulbe olfactif n'en est donc pas moins impliqué dans les processus de mémorisation à long terme des odeurs.

Par quelles modifications neurologiques le bulbe olfactif participe-t-il ainsi à la « consolidation » de la mémoire olfactive ? Quels sont les mécanismes cellulaires associés à cet apprentissage ? Quel est le rôle exact des neurones émetteurs de noradrénaline (situés dans le tronc cérébral), dont on sait que l'inhibition bloque non pas la perception, mais la capacité à reconnaître les odeurs ? A ces questions comme à bien d'autres, les spécialistes de l'olfaction ne peuvent encore répondre. Mais ils sont formels : leurs travaux sont suffisamment avancés pour constituer, dès aujourd'hui, un bon modèle d'étude des processus de mémorisation chez l'homme. Et peut-être, demain, des phénomènes neurobiologiques impliqués dans la perte de la mémoire, dans la maladie d'Alzheimer, par sa fréquence et sa gravité, constitue l'exemple le plus dramatique.

CATHERINE VINCENT

(1) Toutes les expériences le confirment : le « court-circuit » des sens olfactifs, notion introduite à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par le psychologue allemand Hermann Ebbinghaus, décrit étonnamment peu dans le temps, comparée à celle des souvenirs visuels et auditifs.

(2) La Recherche n° 207, février 1989.

(3) Substances glandulaires et odorantes comparables aux hormones, mais rejetées hors de l'organisme.

## Les soubresauts de la fusion froide

Suite de la page 17

Et ce avec des gains d'énergie compris, selon les cas, entre 20 % et 900 % ! Certains, depuis, ont affirmé qu'ils avaient obtenu des résultats avec de l'eau ordinaire, de l'eau, ou du gaz. C'est le cas notamment d'un chercheur de la Shell, Jacques Dufour, qui affirme observer des dégagements de chaleur mesurables de quelques pour cents lors d'expériences de décharges électriques dans un gaz d'hydrogène et de deutérium via des électrodes en palladium, en nickel ou en inox.

« La voie que j'ai choisie, dit-il, est différente de celle de Pons et Fleischmann. Mais j'ai quelque chose de curieux. J'observe un dégagement de chaleur continu, alors qu'avec de l'azote comme gaz je n'observe rien, et un refroidissement des pellicules photo qui expose près de l'expérience. » Que penser ? La réponse appartient au chercheur, qui estime qu'il « faut être prudent » et qu'il a un an et demi

devant lui, payé par la Shell, « pour aller voir de plus près et évaluer ses recherches pour lesquelles il a déjà pris deux brevets ».

Affaire à suivre, en attendant le contenu d'un article que Jacques Dufour devrait en principe publier en septembre dans la revue *Fusion Technology*, et qui devrait permettre, dit-il, à ceux qui le souhaitent de reproduire cette expérience.

Le chercheur français donnera ainsi au reste de la communauté scientifique les recettes permettant de juger du bien-fondé, ou non, des résultats avancés. Cette démarche-là, MM. Pons et Fleischmann ne l'ont pas faite. Au contraire d'autres chercheurs qui, comme MM. Bednorz et Müller, ont fourni la plus grande partie de leurs résultats sur les supraconducteurs à haute température, ce qui permit de confirmer ce phénomène exceptionnel au cours des semaines qui ont suivi. Au contraire d'autres qui, comme MM. Beuhler et Friedlander, ont cru avoir observé à Brookhaven des phénomènes de « fusion froide » lors de tirs d'amas d'eau lourde sur des cibles. Ils se livrèrent alors au jugement de leurs pairs qui, deux ans plus tard, expliquèrent, non sans mal, qu'il n'y avait pas de phénomène nouveau.

« Ce qui me gêne, explique Michel Genet, de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay, c'est que les expériences de Pons et Fleischmann ne sont pas reproductibles. Il y a peut-être de bonnes raisons à cela qui tiennent à la maîtrise de tous les paramètres. Mais tant qu'on ne pourra pas refaire ces expériences, il ne pourra convaincre personne. D'autant que chaque fois que l'on tente de le faire et que l'on débouche sur un échec, ils nous disent, sans plus de précisions, que cela n'est qu'une erreur et que nous n'avons pas les bonnes conditions pour réussir. »

## A une toute petite différence près

Pour quelles raisons ? Secrets de fabrication, brevets, propriété industrielle ? Nul ne le sait. Mais le précédent fâcheux de l'annonce, trop hâtive, d'avril 1989 incline la plupart des scientifiques à la plus grande prudence lorsque MM. Pons et Fleischmann émergent de leur long silence en publiant, début mai, un article sur les résultats de leurs recherches dans *Physics Letters A*. Ils persistent et signent, à une toute petite différence près. Ce n'est plus de la fusion nucléaire. Il n'y a plus de neutrons, de rayons gamma et de tritium.

Rien que de la calorimétrie et des bouffées d'énergie obtenues de temps en temps.

Chaque fois, au terme d'une expérience au scénario bien codé, les deux chercheurs envoient un courant électrique faible (200 milliamperes environ) dans des électrodes de palladium trempant dans une solution d'eau lourde additionnée de sulfate de lithium. Tension et intensité augmentent progressivement selon un savoir-défini pour atteindre quelque 300 milliamperes au troisième, sixième ou neuvième jour de l'expérience. Dans certains cas, les deux hommes ont observé d'importantes élévations de température qui ont conduit à l'ébullition de l'eau lourde. Selon eux, l'énergie produite à cette occasion pendant une durée d'environ 600 secondes aurait été de quatre fois supérieure à celle fournie au système.

Alors ? Pourquoi d'autres ne parviennent-ils pas aux mêmes résultats lorsqu'ils refont l'expérience ? « Il ne faut pas être innocent », répond Max Costa, directeur du laboratoire d'électrochimie interfaciale du CNRS à Paris. « Ce n'est pas en prenant au pied de la lettre, comme ça, le protocole d'expérience de Pons et Fleischmann que l'on trouvera. Quelles sont les conditions de préparation du système, de l'électrode de palladium ? Si on admet leur truc, si on admet qu'il y a un truc, si on admet que ça marche, je ne dois pas que ça, ce qu'il faut, c'est une certaine dose de scepticisme. Je ne ferme cependant pas la porte, mais j'estime qu'il existe des méthodes de mesure rigoureuses. »

Ne faut-il pas, dans ces conditions, comme le suggère Max Costa, « travailler pendant un an sur le sujet avec de petites équipes pluridisciplinaires », juste pour voir ?

Bien sûr, « personne ne fera la preuve du jour au lendemain », constate Michel Genet, qui souligne qu'il y a une certaine dose de scepticisme dans le monde capable de refaire en quelques jours les manips de Pons et Fleischmann des fois qu'ils auront la recette. Mais le problème, le secret, s'il existe, paraît bien gardé. Et Michel Genet de conclure : « Je ne sais pas comment cette affaire mourra si elle doit mourir, ni comment elle vivra si elle doit vivre. Ce que je sais c'est qu'il n'y a pas de miracle. » Dans deux ans, on n'en parlera plus » et qu'on en parle encore. Le canard a le peu dure, même s'il semble aujourd'hui qu'il n'a plus rien de nucléaire.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

## La mort de Denis Burkitt

Un grand précurseur de la cancérologie moderne

La revue médicale *The Lancet* a annoncé le décès, le 23 mars dernier, du professeur Denis Burkitt, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

par Gilbert Lenoir

Une des grandes étapes de la recherche sur le cancer fut la description, il y a trente-cinq ans, d'un cancer de l'enfant que l'on nomme depuis le « lymphome de Burkitt ». Cette découverte n'a pas été effectuée par une grande équipe de recherche travaillant dans un institut prestigieux. Elle émanait d'un chirurgien de la brosse, travaillant au cœur de l'Afrique de l'Est, en Ouganda.

Denis Burkitt, qui vient de disparaître à l'âge de quatre-vingt-deux ans, était devenu un scientifique célèbre à la fois pour ses travaux sur le tumeur qui porte son nom mais aussi pour ses théories sur l'importance des fibres dans notre alimentation. Ces deux sujets d'étude semblaient éloignés mais reflétaient bien les talents d'observateur et d'analyste de celui qui fut l'un des moteurs de ce que l'on appelle encore pathologie géographique et que l'on dénomme maintenant épidémiologie.

Né en Irlande en 1911, d'un père naturaliste, qui fut l'un des pionniers de l'utilisation du baguage pour étudier les migrations des oiseaux, Denis Burkitt devait tenir de celui-ci sa passion des cartes. Après des études de médecine à Dublin et de chirurgie à Edimbourg, il est engagé, en 1941, dans le service médical de l'Armée royale britannique, pour laquelle il sert en Afrique de l'Est et à Ceylan. A sa démobilisation, le service médical colonial le recrute et il obtient ainsi son premier poste en Ouganda. Son activité principale était de beaucoup celle d'un chirurgien de brosse.

Sa charge de travail n'empêchait rien sa curiosité scientifique et, dès 1957, il entreprend des travaux de recherche en cancérologie. Les premières observations émanant bien du clinicien. Faisant le lien entre des observations sur des tumeurs considérées comme différentes, en particulier par leur localisation (orbite, maxillaire, sein, ovaires...), il définit un nouveau syndrome, très fréquent chez les enfants habitant la contrée d'adoption. La deuxième

partie de son travail est épidémiologique. Il veut étudier les caractéristiques géographiques de ce syndrome. Pour ce faire, il collige des pathologistes venant tout juste de définir la nature lymphomateuse. Cela est fait grâce à deux enquêtes. La première est la moins coûteuse des enquêtes épidémiologiques jamais effectuées dans le domaine du cancer. Son coût se borne en effet aux deux cents timbres-poste que Denis Burkitt s'efforça pour envoyer un questionnaire à tous les hôpitaux du continent africain qu'il a identifiés. La deuxième, plus coûteuse sous le nom de « long safari », lui permet de tester certaines hypothèses en visitant une soixantaine d'hôpitaux au cours d'un voyage de dix semaines et de 16 000 kilomètres au cœur de l'Afrique.

C'est à partir des données recueillies au cours de ces enquêtes que furent définies les caractéristiques du « lymphome de Burkitt », un cancer de l'enfant dépendant de facteurs climatiques, et les hypothèses quant à son étiologie. Cette tumeur n'était présente en Afrique que sur une ceinture couvrant environ 10 degrés au nord et 10 degrés au sud de l'équateur et dans les régions où l'altitude était inférieure à 1 500 mètres et l'humidité présente à un degré important.

L'analyse entre la carte ainsi dressée et celle de la distribution des moustiques en Afrique, laissa penser que cette tumeur était causée par un agent transmis par ceux-ci. Si la publication originale de ce travail, en 1958, passa presque inaperçue, les travaux des anatomopathologistes contribuent dès 1961 à la reconnaissance de son originalité et de son importance.

C'est aussi à partir des cultures de cette tumeur que M.A. Epstein, marqué à jamais par le séminaire organisé par Burkitt le mercredi 22 mars 1961 au Middlesex Hospital de Londres, découvrit le virus qui porte maintenant le nom de *virus Epstein-Barr*, qui, bien qu'ultimement, est considéré comme le premier virus cancérogène chez l'homme.

En fait, depuis trente-cinq ans, la tumeur de Burkitt a servi de pierre de Rosette aux chercheurs en cancérologie du monde entier. Elle a contribué de façon significative à la compréhension de l'étiologie multifactorielle du cancer. La chaîne des événements conduisant à ce cancer a pu être mise en place : chlamy-

de, moustiques, paludisme, dérèglement du système immunitaire révélant le pouvoir oncogène d'un virus. C'est un scénario très similaire que l'on observe actuellement pour les lymphomes apparaissant au cours du sida : on a seulement remplacé moustiques et paludisme par promiscuité sexuelle et VIH. On le voit, le travail de Denis Burkitt est resté tout à fait d'actualité.

En 1964, après avoir démontré que « son cancer » était totalement curable par chimiothérapie, Burkitt abandonna la chirurgie et son hôpital pour travailler pour le Medical Research Council, à Kampala puis à Londres. Il continua à voyager et publia pendant cette période ses travaux sur l'importance des fibres dans notre alimentation. Il s'agissait en particulier que nos régimes alimentaires pauvres en fibres pourraient être un des facteurs déterminants dans le développement des cancers rectocoliques, si fréquents en Europe ou aux Etats-Unis d'Amérique. Là encore, il jouait un rôle de précurseur : on sait l'importance que l'on attache actuellement à étudier la corrélation entre habitudes alimentaires et risque de développement du cancer.

Ayant pris sa retraite du Medical Research Council depuis 1976, il continuait cependant son activité scientifique, écrivant des conférences, donnant des conférences. Ces dernières étaient toujours mémorables, car il savait étayer son propos par des illustrations et des images simples et souvent provocantes.

Denis Burkitt était un modèle de modestie, d'humilité. Il vivait, ses derniers temps, retiré dans la campagne anglaise, s'occupant à la photographie, au bricolage et s'occupant activement de l'église locale. Il considérait lui-même que son travail scientifique n'avait consisté qu'à construire une plate-forme de lancement. La construction et le lancement des fusées, qui devaient permettre d'atteindre des objectifs scientifiques importants, devaient être effectués par d'autres, ceux que lui-même considérait comme des experts, les chercheurs professionnels.

► Gilbert Lenoir est professeur à Lyon, à l'université Claude-Bernard, et au Centre international de recherche sur le cancer.

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lescaudré, gérant,  
directeur de la publication  
Bruno Fraipont  
directeur de la rédaction  
Jacques Gailly  
directeur de la gestion  
Marcel Leclercq  
secrétaire général

Rédacteur en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Yves Agnès  
Thomas  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon

Daniel Varner

directeur des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Bonville-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauriol (1959-1962)  
André Laurens (1962-1969)  
André Fontaine (1969-1991)

RÉDACTION ET SIEGE SOCIAL :

16, RUE FALGURET  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-20-99

ADMISSION :

1, PLACE HUBERT-BENVENISTE  
94082 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-30-10



## CULTURE

### DANSE

## Mort d'Alwin Nikolais

Nik l'enchanteur

Le chorégraphe américain Alwin Nikolais, connu sous le surnom de « Nik », est mort le 9 mai à New-York des suites d'un cancer généralisé. Il avait quatre-vingts ans.

Physiquement, Alwin Nikolais avait tout du géant à la chevelure de neige et au teint de rose. Difficile d'imaginer ce gaillard en danseur. Dès après la seconde guerre mondiale, il imposait des conceptions chorégraphiques originales. Sa définition de la danse est simple et célèbre : « The Art of Motion ». Autrement dit, un art du déplacement d'un point à un autre, défini par l'espace, le temps, et surtout la forme. Des positions artistiques et esthétiques qui rompent avec la formation initiale, issue de l'expressionnisme allemand, d'ailleurs fondée sur le psychodrame et la catharsis : il a été, en effet, l'élève des danseuses allemandes Truda Kaschnmann et Hanya Holm, membres de la troupe de Mary Wigman, installées aux États-Unis pour fuir le nazisme.

Né le 25 novembre 1912, à Southampton (Cocoécourt), dans une famille germano-russe, Alwin Nikolais est à la fois fantasiste et méticuleux. Très Européen dans sa culture, à seize ans, il maîtrise le piano et l'orgue. Il accompagne les films muets au cinéma de la ville. C'est ainsi, par le biais de la musique, qu'il rejoint, en 1929, la danse. Après avoir servi dans le renseignement et participé au débarquement en Normandie, il s'installe à New-York, où il sera l'assistant d'Hanya Holm. En 1949, il fonde sa compagnie et sa propre école, au Henry Street Playhouse. C'est l'année de la rencontre avec Murray Louis, qui sera son interprète privilégié avant de créer sa propre école, toujours dans le cadre de la Henry Street Playhouse, lieu qui verra les premières acrobaties de danseuses de Nikolais : Carolyn Carlson, Susan Bunge, Phillis Lam-Hut.

Grâce, comme magicien, Alwin Nikolais subjugue ses danseurs à force de conviction. La chorégraphie est un art de la totalité, avec des lumières, des couleurs et des images projetées, des sons, des costumes et des accessoires. Les corps s'apparentent à des sculptures qui prendraient vie. Capable de tout inventer, il a écrit presque toutes les partitions de son œuvre. Ses musiques pour ballets vont être éditées en CD. Dès 1959, il chorégraphie directement pour la télévision, et collaborait avec des cinéastes expérimentaux, comme Ed Emshwiller.

Son idée fondamentale possédait la beauté d'une maxime de vie, qui somme toute est morale : celle d'un centre fluide du corps. Murray Louis l'explique au cours d'une conférence : « Pour lui, il était tout aussi nécessaire de décentraliser le psychique que le corporel. Déplacer le centre dans n'importe laquelle des parties du corps exigeait rapidité de pensée et réflexe immédiat. Ces déplacements empêchaient



Alwin Nikolais.

l'énergie de s'enraciner. Il mettait en avant des parties du corps autres que les membres, telles que la poitrine, les hanches, le dos. (...) La rapidité de pensée fait partie du bagage de tout bon danseur. » Alwin Nikolais pratiquait l'improvisation, moins pour laisser exprimer des sentiments que pour laisser le geste sortir dans toute son amplitude.

### Une influence incontestable

À la fin des années 60, Alwin Nikolais compte déjà à son actif une œuvre importante dont les titres parlent d'eux-mêmes : *Structures*, *Ten*, *Echo*, *Masks*, *Props and Mobiles*, *Kalidoscope*, *Prism*, *Totem*, *Imago*. À cette époque, sa compagnie commence à tourner en Europe. 1968 est une année inscrite dans notre mémoire : Carolyn Carlson, danseuse soliste chez Nikolais depuis 1966, émigre en France, elle est sacrée meilleure danseuse de l'année au Festival international de Paris. Carlson décide de rester en Europe avec le succès que l'on sait. Susan Bunge prit, elle aussi, le parti de s'établir en France. Leur influence sur la danse hexagonale et européenne est incontestable. La première, à la demande de Rolf Liebermann, crée le Centre de recherches théâtrales de l'Opéra de Paris (GRTOP), la seconde enseigne et se lance dans des expériences chorégraphiques plus radicales. À leur manière, elles transmettent l'héritage.

En 1978, quand il s'agit de trouver un professeur pour inaugurer la direction du Centre national de danse contemporaine d'Angers (CND), c'est à Alwin Nikolais que revient l'honneur. Philippe Découffé, formé au CND, maître

des couleurs et des lumières, a assez montré lors des Jeux olympiques d'Albertville, qu'il avait été à bonne école. Dominique Boivin, autre élève de Nikolais, prépare, ce moment, un hommage à son professeur : il aura été dans le cadre d'elles de danse, le 5 décembre 1992, à Malakoff, et sera repris, courant 1994, à la Maison de la danse de Lyon.

À partir de 1971, la compagnie Nikolais devient une habitude du Théâtre de la Ville à Paris. Elle s'y produisait encore l'an dernier, en mai, avec *Sanctum* (1964), *Temple* (1974), *Pond* (1982) et *Aurora* (1992). Quarante ans de création, résumés en quatre ballets, une œuvre qui permettait, néanmoins, de voir dans le chorégraphe un « déconstructiviste » avant la lettre, un continuateur des formes et des jeux optiques hérités du Bauhaus, des futuristes, venus droit de l'influence de Mary Wigman et de ses disciples.

On se souvient de *Schema*, ballet chorégraphié en 1980 pour le Ballet de l'Opéra, avec les acrobates de l'École nationale du cirque. Il s'agissait de faire sentir le fonctionnement émotionnel et formel de l'esprit humain. Le cheminement des neurones. Nikolais transformait par l'humour sa vision pessimiste de l'homme, forgée, trop jeune, sur les champs de bataille. Il laisse une œuvre baroque, unique, homogène, celle d'un inventeur, attentif cependant à plaire à son public. Il cherchait dans le geste la vérité des hommes, et, sur scène, à refléter l'immensité du cosmos, « le grand monde de l'univers ». Sa relativité. Avec tous les artifices dont il pouvait disposer pour donner vie à ses rêves.

En février dernier, les États-Unis avaient célébré la richesse de ses

quarante années d'enseignement, l'onant ainsi la générosité d'un homme pour lequel créer allait de pair avec guider. Alwin Nikolais avait eu l'énergie d'y participer. C'était quelques jours avant son hospitalisation. À partir du 15 juillet 1993, la compagnie sera à l'affiche du Joyce Theater de New-York. Elle est aussi annoncée à l'Opéra Garnier en janvier 1994, avec quelques grandes pièces historiques, comme *Guignol*. C'est Murray Louis, l'indéfectible ami, qui veille à la transmission de l'œuvre, et qui en constitue les archives filmées dans le cadre de la Rodgers University (New-Jersey).

Alwin Nikolais est mort. Seloos vu, il sera incinéré. Son œuvre, inclassable, faussement joyeuse, voire facétieuse, n'a pas fini de nous poser des questions. En Europe, on avait l'impression, à ses derniers passages, de le « redécouvrir ». Sa facilité apparente était un piège tendu au spectateur défilant. L'élégance de ceux qui savent qu'il vaut mieux passer pour frivole qu'ennuyeux.

DOMINIQUE FRÉTARD

□ Mort du peintre Robert De Niro. — Le peintre américain Robert De Niro, le père de l'acteur, est mort le 3 mai à New-York d'un cancer. Il avait soixante et onze ans. Elève de Hofmann, Robert De Niro avait exposé pour la première fois à New-York en 1946. Il avait dédaigné les méthodes de l'expressionnisme abstrait au profit de la figuration. Certaines de ses toiles sont exposées au Metropolitan Museum of Art de New-York.

### MUSIQUES

## Rui Veloso, Portugais énergique

La France découvre le rénovateur de la chanson portugaise

RUI VELOSO à la Cigale

Si les frontières musicales de l'Europe devaient s'ouvrir demain, Rui Veloso en serait sûrement un des meneurs de jeu, au même titre que les Italiens Lucio Dalla, Pao Daniele ou Zucchero. Les prémices de frémissements transnationaux étant dans l'air, Rui Veloso, chanteur intelligent et fin, était venu à Paris faire sa première véritable apparition française, le dimanche 9 mai, à la Cigale. Dans la salle, mêlé au public très jeune et essentiellement issu de l'immigration portugaise, David Ferreira, PDG de la firme EMI-Valentim de Carvalho, commentait : « Les frontières sont là pour être écartées. » Pour passer le premier obstacle, la plus grosse compagnie de disques du Portugal, pour qui enregistre Veloso, devra trouver un complice actif chez son homologue français afin que les disques du chanteur soient enfin disponibles et correctement promus, comme ils le sont au Portugal depuis treize ans.

Avec son sourire de play-boy intelligent, ses airs affables et ses provocations discrètes, Rui Veloso est un chanteur qui sait philosopher. Sur l'éphémère, sur le métissage, sur la création. Ce natif de Porto, ville industrielle du nord du Portugal, « moins démonstrative, moins appétée que la capitale », a l'insolence des fils de famille que l'aisance ne satisfait plus. Petites lunettes et jean noir, Rui Veloso est un rocker lucide. Un homme sympathique, mais qui a très peur de l'être. Et à force de se faire des frayeurs, l'enfant terrible du rock'n'roll portugais a gagné ses galas de premier chanteur national.

### « Je trouvais que ça sonnait mal »

Toujours flanqué du même auteur, Carlos Te, qui excelle à dissimuler son propos sophistiqué sous des mots simples et coulants, Rui Veloso avait débarqué dans le paysage portugais en 1980 avec un album électrique, *de rock*, où il était question de jolies filles, de galeries marchandes et de boîtes de nuit. Rui Veloso, première époque, est un pur produit de la culture américaine, de la musique soul et du blues. « À la fin des années 70, il y avait tout à créer au Portugal, le rock n'existait pas, se souvient-il. Tout était terriblement cloisonné. Il y a une dizaine d'années, l'hostilité entre les Portugais et les Espagnols était encore à peine volée. Aujourd'hui, des groupes espagnols comme *Heroes del silencio*, *El Último de la Fila* commencent à vendre des disques chez nous. Moi, je n'avais jamais senti l'intérêt de chanter en dehors du Portugal. Aujourd'hui, j'ai trente-six ans, et j'ai découvert beaucoup. »

Au fil des années, le style s'est affiné. Rui Veloso s'est mis à écouter ce qu'il se refusait à entendre à ses débuts : le Portugal, avec sa langue, ses fêtes populaires, sa poésie et ses grands coups de nostalgie. « Au départ, je ne voulais pas chanter en portugais. Je trouvais que ça sonnait mal. Je ne me reconnaissais aucune

racine ici. Je détestais l'accordéon, que mon père voulait me faire apprendre. » Entre-temps, il s'est mis à admirer la « sublime voix d'Amalia Rodrigues, la poésie de José Afonso ». Rui Veloso a aussi beaucoup travaillé avec les musiciens de l'Afrique lusophone. Sa musique et les textes en ont gardé les traces, qu'il dispense tout au long de ses concerts, en quelques chansons très rythmées, où l'accordéon, précisément, joue les trouble-fêtes dans un univers où la guitare électrique aurait pu rester reine. Mais Rui Veloso est un garçon alerte, un musicien bien trop vif pour laisser échapper le contenance noir de sa sphère culturelle.

Rui Veloso en est aujourd'hui à son sixième album, *Auto da pimenta* a répondu à la commande de la commission pour les découvertes, qui voulait associer aux commémorations du cinquantième centenaire celui qui, en 1990, avait battu avec *Mingos e os Samurais* tous les records absolus de vente en son pays, se taillant à lui tout seul une part de marché de 5%. On comprend, dans ces conditions, que la compagnie EMI-Valentim de Carvalho ait eu envie de donner des idées à ses homologues européens.

*Auto da pimenta* est un album luxuriant, fin. « Il donne une autre vision des découvertes », explique Rui Veloso. Celle d'un homme normal, resté à Lisbonne, pas celle d'un conquérant. Pour clore cet épisode officiel, Rui Veloso a été décoré. « Des médailles. Chevalier. D'un seul coup, on me voyait comme une institution. » « Un chanteur du régime », précise-t-il, en s'attristant du peu de succès critique de cet exercice poétique, qui cite ses classiques, de Camões aux jésuites.

Pour faire ses preuves à Paris, Rui Veloso avait foudroyé ses armes avec une belle intelligence. L'exercice consistait à jouer comme un inconnu devant un public qui, majoritairement, savait déjà tout par cœur. Avec quatre musiciens (basse, guitare, accordéon, batterie) et une paupière de chansons piochées parmi ses tubes, il impose un style. Entre les motifs délicats des titres extraits de *Auto da pimenta*, les jolies aquarelles de *O negro de Radio de Pêra*, et le blues fondamental (une reprise de *The Thrill is Gone*, emprunté à l'une de ses idoles, BB King), Rui Veloso affirme son ambition : « Simplement être reconnu comme un musicien original, comme je suis Tom Waits ou Elton John. » À ses côtés, les jeunes Français-Portugais ont donné à La Cigale une représentation active, moderne, de leur sphère culturelle : ils sont en train, comme Rui Veloso, de dépasser très vite l'image compassée et vieillotte qui encombre encore parfois le plus atlantique des États européens.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Prochain concert : le 22 mai à 20 h 30 à la salle des fêtes Jean-Vilar, 9, boulevard Héloïse, 95100 Argenteuil. Tél. : 33-01-51-43-43.  
► Discographie : *Auto da pimenta*, un coffret de 2 CD EMI 7983762. Disponible en France au gré des importations.

DU 12 MAI  
AU 9 JUIN

TOUTES  
LES CLASSES  
DE SECONDE  
PEUVENT PARTICIPER  
EN APPELANT RTL  
TOUS LES MERCREDIS  
À PARTIR DE 8 H 30  
• Au (16-1) 42 90 12 12  
(Lycées de Province)  
• Ou 42 90 10 10  
(Lycées de Paris  
et Région Parisienne)



## TOUTE UNE CLASSE SUR LA ROUTE DES PARCS TECHNOLOGIQUES

En passant par l'Exploratorium de San Francisco, le Musée National d'Histoire et de Technologie de Washington, E.P.C.O.T. Orlando - Floride

AVEC PATRICK SABATIER  
ET PIERRE KOHLER  
SPÉCIALISTE DES SCIENCES ET TECHNIQUES À RTL  
TOUS LES MERCREDIS  
À PARTIR DE 8 H 30 SUR

RTL



## MUSIQUES

## Le sextuor à corps d'Aperghis

Un théâtre musical minimal sur les origines de l'humanité

SEXTUOR  
au Théâtre des Américains  
à Nanterre

Connaissez-vous les trilobites, en particulier ceux de Colombie-Britannique? Les stromatolites gardent-ils pour vous quelques secrets? Trouvez-vous poétique la lente évolution qui, de l'aigle bleu, passa aux poissons, aux dinosaures, chers à notre imagination, et finit finalement par l'homme? Rendez-vous avant le 29 mai dans la petite salle du Théâtre des Américains à Nanterre : on ne va rien vous passer. Les origines de l'humanité seront paléontologiques, débitées en passages solo et en ensemble vocaux, chantées en somme, sous forme d'oratorio. *Sextuor*, titre choisi par Georges Aperghis pour cette singulière incursion dans le paléozoïque, a beau évoquer la modeste simplicité de la musi-

que de chambre, le propos est allégorique, résolument métaphysique.

C'est du moins ce que tente de nous expliquer le lourd matériel critique qui est fourni à l'entrée sur les huit pages grand format du programme : analyse de l'œuvre au bémol près, annexes scientifiques, le ton va de l'exposé au dithyrambe, il ne s'agit pas de plaisanter. Rien n'est plus dissuasi, on le sait. Rien, surtout, n'est plus opposé au caractère paisible d'Aperghis, à la douceur de persuasion de sa musique. Aucun de ses chefs-d'œuvre passés - les classiques *Ennuis*, l'admirable *Jojo* et son cirque onirique - n'aurait supporté d'être étouffé sous la gloire. *Sextuor*, plus faible, se retrouve véritablement enterré.

L'œuvre est en rupture avec le théâtre de glossolalie, les jeux de mots et d'attitudes, le flirt permanent du sens et du son auquel Aperghis nous

avait habitués. Le musicien a quitté ses interprètes de prédilection (la chanteuse Martine Vard, le percussionniste Jean-Pierre Drouot, l'actrice Edith Scob). Il a recruté un nouvel ensemble vocal et, avec ces six jeunes femmes (1), il est passé par une longue phase d'exploration. Avant même de commencer à lire son «livre» (signé par le philosophe François Régault), il a arrêté au gré de ce long travail en commun les formules d'un tout nouveau langage musical, assez proche parfois des voix glissées et ballonnées de certaines musiques extra-européennes. L'atmosphère de *Sextuor* est très groghe, en fait, avec les frises formées par ces six corps vêtus de noir, ces gestes ternes de paysannes, ces poses à la fois sculpturales et quotidiennes. Il y a juste trente ans, Georges Aperghis quittait Athènes. *Sextuor* est peut-être, en cela aussi, un retour aux origines.

ANNE REY

(1) Elena Andreyev, également violoncelliste, Françoise Degorgues, Valérie Joly, Dominique Miché-Danac, Frédérique Wolf-Michaux, Emmanuelle Zöll.

► Théâtre des Américains (planétarium). Jusqu'au 29 mai, du lundi au samedi (relâche le dimanche), 7, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Tél. : 46-14-70-70.

## PATRIMOINE

## Les «aménagements» de la Bibliothèque de France

Le programme de construction de la Bibliothèque de France (BdF), «incontestablement d'utilité publique, sera poursuivi, mais il subira différents aménagements», a-t-on annoncé au ministère de la culture et de la francophonie. Jacques Toubon souhaite «que le projet s'intègre véritablement dans l'ensemble parisien et national des institutions de lecture, d'enseignement et de recherche, et qu'il ne risque scientifique, technique ou financier ne soit

laissé dans l'ombre». Deux groupes de travail qui «remettront leurs conclusions au ministre au plus tard le 30 juin» sont créés. Le premier «examinera les modalités de mise en service de la Bibliothèque de France», notamment «le rapprochement entre la Bibliothèque nationale (BN) actuelle et la BdF, la détermination définitive de la vocation et du contenu de la bibliothèque du haut du jardin [la bibliothèque grand public] et enfin la validation de l'en-

semble des programmes informati-

ques. Le second poursuivra et clarifiera les études entreprises au sujet de l'avenir du site de l'actuelle BN et «notamment les projets encore trop imprécis de la Bibliothèque des arts et de l'Institut des arts, ainsi que leur relation avec la future BdF».

«Le besoin d'une grande bibliothèque patrimoniale et de recherche existe», souligne le ministre, et «les travaux portant sur l'édification du bâtiment seront menés à leur terme dans le respect du calendrier d'exécution [début 1995]. Dans l'immédiat, l'appel d'offre concernant le système informatique ne sera pas mis en œuvre comme il était prévu le 15 mai». Le ministre devrait consulter le Conseil supérieur des bibliothèques «dans les prochains jours».

Jacques Renard  
directeur général  
de l'établissement public  
de la BdF

Jacques Renard, directeur de l'administration générale du ministère de la culture, a été nommé directeur général de l'établissement public de la Bibliothèque de France (BdF). Membre à deux reprises du cabinet de Jack Lang, il devient ainsi numéro deux de la BdF après Dominique Jamet. Il succède à Jean-Ludovic Silicani, récemment nommé directeur de cabinet de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

(Né en 1949 à Neuilly-sur-Seine, ancien élève de l'ENA, Jacques Renard a été membre du cabinet de Jack Lang au ministère de la culture de 1982 à 1986, où il était conseiller technique chargé des questions de théâtre et de musique puis directeur de cabinet. Il est ensuite nommé délégué adjoint aux arts plastiques. En mai 1988, il retrouve le cabinet de Jack Lang comme directeur adjoint jusqu'en novembre 1991. Il avait été nommé en octobre dernier directeur de l'administration générale du ministère de la culture, où il succédait déjà à Jean-Ludovic Silicani. Il est l'auteur d'un essai, *L'Élan culturel*.)

## THÉÂTRE

Un festival de créations «sans frontières». - Le seizième festival «Perspectives sans frontières», centré cette année sur le jeune théâtre français, se tiendra du 15 au 23 mai. Des représentations (y compris de théâtre visuel et de théâtre de rue), des spectacles de danse (Maguy Marin), des récitals de chanson seront donnés dans l'ensemble de la région Sarre-Lorraine-Luxembourg. Un projet franco-allemand donnera lieu à une double production d'une même pièce, dans une mise en scène de Studin Théâtre du CRDC de Nantes et dans une mise en scène de la Musiktheater de Sarrebruck. Deux créations sont en outre prévues. Celle de *Léone*, après du compositeur Philippe Mion sur un livret de Philippe Minyana. Et une chorégraphie de Karine Saporta, *L'Impur*, sur des musiques et des textes d'Erwin Schulhoff. Renseignements à Sarrebruck : 19-49-681-39-74-23.

que révèle quelques excellentes chansons (*Bags Under Our Eyes*, *Lucky Find*) et une reprise de *Hey Bulldog* des Beatles qui remplit les deux fonctions que l'on attend de l'exercice : remettre à jour une chanson qui n'a jamais cessé de trotter dans les têtes sans que jamais on l'entende nulle part, et lui apporter une lumière nouvelle, que sur l'original. Comme d'habitude, les chansons d'*Instant Trouble* sont écrites en anglais. Le mot important est ici «écrites». Au pis, les textes de Frandol maintiennent le cliché rock avec l'assurance d'un vieux routier. Au mieux, ils trouvent toujours dans la langue anglaise des failles où glisser un sens inattendu, sans jamais prendre de libertés avec ses canons.

Musiciens d'ici et maintenant, les Roadrunners n'ont dû vivre au rythme de la vie du rock en France, de l'absence de salles au début des années 80 à la crise du marché du disque en passant par l'écroulement des labels indépendants. Depuis 1989, ils ont accroché leur destinée discographique à la maison Boncherie Productions, qui a publié leurs quatre derniers albums, dont le plus récent *Instant Trouble*. Produit par l'Américain Jeff Eyrich (comme ses deux prédécesseurs, l'impeccable *Bizarre Rendez-vous* et l'excellent *Beep Show* enregistré en public), *Instant Trouble* ne fait pas preuve de charme instantané qui caractérisait jusqu'ici la musique de Frandol. Le son est plus dur, plus saturé, les mélodies moins évidentes (moins réussies, par moment, tout simplement). Pourtant, à l'usage, ce dis-

que révèle quelques excellentes chansons (*Bags Under Our Eyes*, *Lucky Find*) et une reprise de *Hey Bulldog* des Beatles qui remplit les deux fonctions que l'on attend de l'exercice : remettre à jour une chanson qui n'a jamais cessé de trotter dans les têtes sans que jamais on l'entende nulle part, et lui apporter une lumière nouvelle, que sur l'original. Comme d'habitude, les chansons d'*Instant Trouble* sont écrites en anglais. Le mot important est ici «écrites». Au pis, les textes de Frandol maintiennent le cliché rock avec l'assurance d'un vieux routier. Au mieux, ils trouvent toujours dans la langue anglaise des failles où glisser un sens inattendu, sans jamais prendre de libertés avec ses canons.

THOMAS SOTINEL

► Avec Mike Rimbaud, le 12 mai à 20 h 30 au Passage du Nord-Ouest, 13, Faubourg-Montmartre, Paris 9. Tél. : 47-70-81-47.

► Discographie : *Instant Trouble* (1993), *Beep Show* (1992), *Bizarre Rendez-vous* (1991), Boncherie Productions, distribution FNAC Music.

**DANSE**  
THÉÂTRE  
PARIS  
DE LA VILLE

**SANKAI JUKU**

DU 21 AU 28 MAI A 20H30  
création mondiale

DU 1<sup>er</sup> AU 5 JUIN A 20H30  
Graine de cumquat

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Rozon et Coullier présentent



**Renard**

AU PALAIS DES CONGRÈS  
DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE

**EUROPE 1**

**2**  
France

LOCATION  
PALAIS DES CONGRÈS - FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES - GALERIES LAFAYETTE  
PAR TEL 40 68 00 05 ET MINITEL 3615 PALAIS

wea

ROZON

MUSIC

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

appartements  
ventes

1<sup>er</sup> arrdt  
Paris 1<sup>er</sup>, E. Marcal,  
2 P., 38 m<sup>2</sup>, calorif., elev.  
POTENTIEL, 890 000 F  
NEOL. URGENT, 40-20-65-65

Paris 1<sup>er</sup>, rue St-Henri  
2 P., chaudière, charbon, rust.  
clair, 60 m<sup>2</sup>, Tulleries  
595 000 F  
40-20-65-65, AFFAIRE

13<sup>ar</sup> arrdt  
PARIS 13<sup>e</sup> GODELINS  
Dans immeuble de standing,  
appartement 3 pièces, beaux  
chambres, prix : 895 000 F  
CABINET COULIN  
48-90-44-90 - 48-63-36-72

92  
Hauts-de-Seine  
BOULOGNE - Roin et Danube  
3 P., 50 m<sup>2</sup>, 2 s. de bain, cuisine  
880 000 F, 43-20-77-47

bureaux  
Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 43-65-17-60

appartements  
achats

Rech. URGENT, 100 à 120 m<sup>2</sup>  
PARIS 13<sup>e</sup>, 5 P., 7 s. de bain,  
15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395,







## ÉCONOMIE

Le nouveau plan de restructuration de la sidérurgie communautaire

## Trop d'acier

L'adoption d'un programme de restructuration de la sidérurgie communautaire est désormais subordonnée aux efforts que voudront bien entreprendre les Allemands, mais davantage encore les Espagnols et les Italiens. C'est ce qu'on a pu vérifier, le samedi dernier, lors de la réunion à Bruxelles des ministres de l'industrie des Douze. Les réductions de capacités de production proposées par Madrid, Rome et Bonn, qui ont prévu d'élaborer financièrement leurs sidérurgies, sont jugées insuffisantes par la Commission.

Le plan allemand de restructuration d'Ekostahl, en ex-RDA, par ailleurs très rigoureux en termes de suppressions d'emplois, prévoit l'installation d'un train de laminés à chaud, alors que la Communauté est largement excédentaire. Bruxelles réclame sa révision.

S'agissant des Espagnols, les tractations durent depuis six mois, et il est difficile d'imaginer que des décisions douloureuses soient prises avant les élections législatives de juin. Compte tenu de leur intention de créer une nouvelle mini-acierie à Sestao, au Pays basque (projet dont la Commission conteste d'ailleurs le bien-fondé), les réductions nettes de capacités prévues ne dépassent pas 1,4 million de tonnes. La Commission réclame 1 million de tonnes de plus.

En ce qui concerne les Italiens, la sauvegarde d'Ilva, la sidérurgie publique en voie de privatisation, s'analyse comme une remise de dettes de 4 millions d'euros (1 euro vaut 6,50 francs), une somme à peu près égale aux aides d'État que prévoit le plan espagnol, à cette différence près que, dans ce dernier cas, le concours ainsi consenti inclut le plan social, ce qui n'est pas le cas dans le projet italien. Selon les premières évaluations de la Commission, les réductions de capacités opérées par l'iva devraient se situer autour de 3 millions de tonnes et inclure la fermeture d'un des deux trains de Tarente. Or, en l'état actuel des choses, le plan italien ne prévoit pratiquement pas de nouvelles réductions de capacités.

Sur ce point, Karel Van Miert, le commissaire européen responsable de la concurrence, s'est montré très ferme. « Il est incohérent et indéfendable de réclamer des fermetures à des entreprises qui ne bénéficient d'aucune aide, alors que d'autres, en recevant un concours financier, peuvent remettre en cause l'équilibre recherché entre l'offre et la demande », a-t-il déclaré. Un conseil des ministres extraordinaire consacré aux problèmes des sidérurgies bénéficiera d'aides publiques se déclinant fin juillet ou début août. Il s'annonce plutôt difficile.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## L'Europe doit s'orienter vers une gestion plus offensive de ses échanges

nous déclare Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor

Patron d'Usinor, le groupe de pression des principaux sidérurgistes européens à Bruxelles, Francis Mer est l'un des quatre acteurs les plus importants du nouveau plan de restructuration de la sidérurgie communautaire. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG du groupe public Usinor-Sacilor tire un bilan contrasté de l'action de la Commission sur le dossier acier. Pour M. Mer, « le libéralisme est une façon de gérer une économie parmi d'autres. Et la doctrine du libre-échange est loin d'être valable tout le temps, partout, avec tout le monde ». Il estime aussi, dans le même registre, que l'Europe doit s'orienter vers une version plus offensive.

Francis Mer n'ira pas chez Thomson. Quand la rumeur parisienne du prochain départ du PDG du groupe de défense et d'électronique, en lieu et place d'Alain Guémez (en même lieu un ancien jeune tueur de chez Saint-Gobain), le patron d'Usinor-Sacilor, amusé, cite... Gérard Longuet, son nouveau ministre de tutelle : « Le patron d'Usinor-Sacilor a encore beaucoup à faire dans l'acier ».

Et il est vrai que le travail ne manque pas. Si le sidérurgiste public français n'a pas à engager de restructurations dramatiques, grâce aux efforts d'assainissement effectués au milieu des années 80, la crise de l'acier ne l'épargne pas : 8 000 suppressions d'emplois (sur un effectif de plus de 50 000, salariés) sont programmées sur les trois ans qui viennent.

Et l'exercice 1992 s'est soldé par 2,4 milliards de francs de pertes. Surtout, le groupe, qui en l'espace de cinq ans s'est hissé au premier rang de la sidérurgie européenne — dont il s'est jamais caché vouloir être l'un des pôles fédérateurs — redoute qu'à la faveur de la crise actuelle le monde de l'acier ne

renoue avec ses vieux démons : course aux aides nationales, dont la sidérurgie française a su largement profiter par le passé, ou maintien de surcapacités de production.

« La sidérurgie reste aujourd'hui, avec la chimie, et dans une moindre mesure l'automobile, l'une des rares industries où les concentrations d'effectifs sont élevées. La restructuration d'une unité de 5 000 personnes ne pèse pas du même poids que cinquante restructurations éparses sur des unités de 100 personnes », souligne M. Mer. Le président d'Usinor juge aujourd'hui « peu probable » l'adoption du programme communautaire de restructuration de la sidérurgie, comme prévu, fin septembre. « Il n'y a pas pire calendrier que celui auquel nous sommes confrontés », affirme-t-il. L'Espagne et l'Italie, dans la Commission, exigent de sérieuses réductions de capacités, tant des élections générales, pour la première en juin, pour la seconde en septembre.

## Des clubs de sidérurgistes

Les autres volets du programme d'assainissement progressent davantage. La Communauté a décidé de débloquer 250 millions d'euros (environ 1,6 milliard de francs) supplémentaires sur trois ans, en sus des 210 millions de dotations habituelles, pour financer les réductions d'effectifs. Reste la question du démantèlement des sidérurgies qui acceptent de diminuer leurs capacités. « Un dédommagement individuel », explique M. Mer, car dans l'acier le coût de sortie est au moins aussi élevé que celui d'entrée.

La Commission de Bruxelles vient d'accepter, dans son principe, le mécanisme de financement que lui proposait Eurifer. Le schéma, présenté lors du conseil des ministres de l'industrie des Douze, mardi 4 mai, prévoit « la création de clubs de sidérurgistes, des sortes de groupements d'intérêt économique, qui emprunteront à la CEEA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et distribue-

ront des primes à ceux dont les installations doivent fermer ». Le nombre de ces clubs, leur composition, l'importance des sommes n'ont pas été fixés. « Tout dépend encore des négociations sur les réductions de capacités », mais, selon M. Mer, on peut déjà imaginer que trois groupes de ce type devraient être constitués : dans les produits plats, les plaques et les poutrelles.

Concernant la politique commerciale de Bruxelles, le patron d'Usinor se dit « satisfait » du compromis passé par la Commission avec la République tchèque et la Slovaquie. Bruxelles a finalement retenu le principe de contingents tarifaires sur un certain nombre de produits dont les exportations avaient explosé en 1992.

Pour M. Mer, l'accord avec les Tchèques et les Slovaques n'a rien à voir avec un quelconque diktat de sidérurgistes riches, cherchant avant tout à se protéger. « De tels accords rejoignent les intérêts des industriels des pays d'Europe centrale. Ils sont désormais assurés de pouvoir vendre, sans droits de douane, pour des quantités préalablement fixées et qui progressent chaque année, leurs produits aux conditions normales de marché. Les ventes à des prix de dumping n'enrichissent que les traders ».

L'Europe s'orienterait-elle vers le « managed trade » à l'américaine, la gestion plus maîtrisée de ses échanges ? « C'est une bonne chose. Le libre-échange est certainement à long terme la meilleure façon d'écarter les acteurs économiques à faire le maximum d'efforts. Aujourd'hui, compte tenu de la situation économique dégradée et des risques de déstabilisation sociale qui en découlent, il faut mettre la pédale douce ! Le libéralisme a fait la fortune de l'Europe entre des pays qui partaient tous en même temps, avec les mêmes chances et qui se sont fait la courte échelle. Ce n'est pas l'unique façon de gérer une économie. Il faut aussi savoir quand il est valable et applicable de façon universelle ».

CAROLINE MONNOT

La réforme du statut de l'institut d'émission à l'ordre du jour du conseil des ministres

## La Banque de France n'aura pas une totale indépendance

La réforme du statut de la Banque de France devait être présentée lundi 10 mai au conseil des ministres par le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry. Le texte pourrait encore subir d'importantes modifications lors de son examen au Parlement. Le projet du gouvernement accorde à l'institut d'émission une indépendance — ou autonomie, selon l'expression de M. Balladur — moins grande que celle envisagée par l'UDF avant les élections.

Chose promise, chose due. La réforme de la Banque de France figurait tout en haut de l'agenda de M. Balladur. Elle devait être présentée lundi 10 mai au conseil des ministres, en même temps que le collectif budgétaire. Cette réforme sera certainement l'occasion de longues discussions au Parlement. Une partie du RPR, dont le président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, comme la gauche de l'échiquier politique, reste hostile au principe consistant à rendre l'institut d'émission indépendant, ou autonome, à l'égard du gouvernement.

Le projet, dans sa version de lundi, est finalement assez différent de celui conçu juste avant les élections par des experts de l'UDF, dont Alain Lamassoure, aujourd'hui ministre des affaires européennes. L'objectif est bien sûr le même : il s'agit, en rendant l'institut d'émission seul responsable et garant des décisions de politique monétaire (quantité de monnaie en circulation, fixation des taux d'intérêt...) de l'affranchir de la tutelle du gouvernement, et donc de donner une plus grande crédibilité à la monnaie française. La valeur du franc sera en effet garantie par des experts que leur statut mettra à l'abri des pressions politiques. La plupart des études monétaires que, sur une longue période, les Banques centrales indépendantes des gouvernements ont plus de succès dans la lutte contre l'inflation, le cas allemand étant le meilleur exemple.

Présentant le projet devant le Conseil d'État, qui l'examinera prochainement, le premier ministre Edouard Balladur a rappelé jeudi 6 mai que la Banque « détermine et met en œuvre la politique monétaire

dans le but d'assurer la stabilité de la monnaie. Elle vient au soutien de la politique économique générale sans porter préjudice à l'objectif fondamental qui consiste à assurer la stabilité des prix ». L'expression « au soutien de » vise sans nul doute à rendre le texte compatible avec l'article 20 de la Constitution qui stipule que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ».

Sur deux points au moins, le projet pourrait être source de confusion. D'une part, le projet de M. Alphandéry, conçu sous le regard attentif de M. Balladur, prévoit la création d'une nouvelle instance : le conseil de politique monétaire. Celui-ci, composé de neuf membres (y compris le gouverneur et le sous-gouverneur, nommés pour six ans en conseil des ministres), est chargé de définir les actions destinées à assurer la stabilité de la monnaie et se réunit une fois par mois. Les six experts seront nommés pour un mandat unique de neuf ans par le gouvernement, à partir d'une liste présentée par six instances de l'État (Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'État, Conseil économique et social, Cour des comptes, Cour de cassation).

## Isoler

## la politique monétaire

Une instance élargie, baptisée conseil général (comme dans les statuts actuels, ou conseil d'administration), et comprenant en plus des six experts, du gouverneur et des sous-gouverneurs, un représentant du gouvernement et un membre élu par le personnel de la Banque, sera chargée d'administrer les activités générales de la Banque de France. En choisissant d'isoler ainsi la fonction de définition de la politique monétaire, les autres activités de la Banque de France, le projet du gouvernement se distingue de celui de l'UDF, et de la plupart des statuts des Banques centrales étrangères. « L'existence de deux conseils distincts ne nous paraît guère », soulignent récemment un responsable allemand.

D'autre part, le texte de l'UDF prévoit la suppression totale et simple d'un « conseil » représentant l'État et participant aux réunions du conseil général. Dans le nouveau projet, le censeur existera toujours, notamment parce que l'État demeure actionnaire à 100 % de la banque. Dans son discours, M. Balladur a déclaré que le censeur assistera aux réunions de ce que l'on appellera, dans une société anonyme de droit commun, le conseil d'administration. « Ce dernier devra naturellement maîtriser les coûts, améliorer l'organisation et effectuer aux différentes activités de l'établissement tous les moyens nécessaires », a-t-il rappelé. Mais selon certaines critiques, l'existence d'un censeur, même ainsi justifiée, peut limiter l'indépendance de l'institut.

Une série d'autres points suscite des interrogations. Le gouvernement a tranché depuis longtemps en faveur du maintien du contrôle prudentiel des banques auprès de l'institution de la rue de La Voilée, par le biais de la commission bancaire. Mais la réforme pourrait être l'occasion d'une redéfinition des contours de ce contrôle, tandis que certains ont proposé un financement direct de la commission par les cotisations des établissements bancaires.

D'autre part, le personnel de la banque redoute la disparition des activités « périphériques », notamment commerciale, ce qui ferait peser des menaces sur l'emploi des 16 500 employés de la banque. A cet égard, le principe d'un gel de l'ouverture de nouveaux comptes auprès de la banque paraît acquis, tandis que l'avenir d'autres branches d'activités plus importantes (impression et entretien des billets, relations avec les entreprises...) sera défini ultérieurement, par des conventions attachées au nouveau statut.

Consentant de ces interrogations, M. Balladur a lui-même déclaré : « Il est légitime de s'interroger dans des débats démocratiques. Ces débats sont un peu vains ». Il est effectivement beaucoup trop tôt pour évaluer la réforme de la Banque de France, et ce pour trois raisons : d'une part, les amendements apportés au texte lors de son passage à l'Assemblée pourraient modifier de façon importante son contenu. Partant de là, il est impossible de prédire la réaction des instituts étrangers et des marchés financiers. Enfin, dans ce domaine, la pratique est extrêmement importante. Le projet de loi tel qu'il est présenté aujourd'hui laisse à l'appréciation de la Commission et du Parlement des points de passage entre le gouvernement et la banque. L'usage qui sera fait des liens subsistant — censeur, désignation des conseillers à partir d'une liste — peut être très varié. Lorsque M. Balladur déclare que « les responsabilités de chacun sont claires », il s'avance peut-être encore un peu.

FRANÇOISE LAZARE

En raison du développement de la carte à puce

## La fraude par carte bancaire a reculé de 22 % en 1992

La fraude par carte bancaire a reculé de 22 % l'an dernier en France. Selon le groupement d'intérêt économique (GIE) Cartes bancaires, qui se félicite d'un tel résultat, le préjudice se monte à 533 millions de francs. Il atteignait 683 millions en 1991 et 705 millions de francs en 1990. Une baisse considérable, car le volume des paiements par carte bancaire n'a cessé d'augmenter. Il a atteint 475 milliards de francs en 1992.

Pour les promoteurs de la carte bancaire, la réduction sensible des fraudes tient essentiellement à la diffusion de plus en plus importante de la carte à puce. La totalité des 21 millions de cartes bancaires en circulation en France étaient équipées d'une puce électronique à la fin de l'année 1992. La procédure de contrôle du code secret chez les commerçants a rendu pour partie inutilisables les cartes volées ou perdues, sans leur code. L'utilisation des cartes dérobées a d'ailleurs diminué de 29 % l'an dernier.

En revanche, la fraude par contrefaçon et falsification ne s'est réduite que de 7 %. Le GIE Cartes bancaires explique notamment par le fait que, au début de l'an dernier, la moitié des cartes en circulation ne comportaient pas de puce et fonctionnaient uniquement avec les pistes magnétiques situées au dos. Une piste magnétique qui continue à être systématiquement utilisée dans les distributeurs de billets, afin notamment qu'ils soient accessibles aux possesseurs de carte étrangère. La puce est ainsi inutile dans les billetteries et hors de l'Hexagone.

Car les banques françaises ont joué un rôle de franc-tireur en étant les premières à généraliser la carte à puce depuis avril 1990. En Norvège, en Belgique, en Suisse et en Espagne des expériences ont eu cours, mais rien ne garantissait que cette technique soit adoptée. Une

technique parfois sévèrement critiquée par des banquiers français eux-mêmes, qui ont jugé le coût exorbitant et surtout disproportionné avec les gains obtenus dans la lutte contre la fraude. Les investissements réalisés depuis plus de huit ans se chiffrent en milliards de francs — sans que le GIE veuille être plus précis — et seraient finalement payés par les consommateurs.

Par ailleurs, considérée aujourd'hui comme inviolable, la technique de la carte à puce finira un jour ou l'autre par être maîtrisée par les falsificateurs. Introduite en France en 1971, la piste magnétique était alors considérée comme une panacée de sécurité : elle a fini par devenir totalement inefficace quinze ans plus tard.

## La lutte de l'épée et du bouchier

L'énigme imprimée sur les cartes de crédit afin de rendre plus difficile leur imitation ne serait plus aujourd'hui un obstacle infranchissable. Une illustration de la lutte éternelle entre l'épée et le bouchier. Mais il n'y a pas que les banquiers à se plaindre parfois de la carte à puce. Les utilisateurs le font bien plus fréquemment, alors que les puces dites de première génération (entre 140 et 200 opérations) ont la fâcheuse habitude de cesser de fonctionner bien avant la limite de validité de la carte, qui est de deux ans. Le titulaire de la carte est alors condamné à faire renouveler sa carte ou sa puce. Selon les banques, les puces plus récentes auraient une durée de vie bien supérieure, de l'ordre de 300 à 400 opérations. Or la multiplication des commerces et des services équipés pour ce type de paiement incite le possesseur d'une carte à s'en servir souvent. Les possesseurs de carte ont l'impression d'une lutte sans fin entre la capacité de leur puce et leur goût pour ce moyen de paiement simple et pratique.

E. L.

## EN BREF

Les mécaniciens au sol demandent la démission du président d'Air France. — Le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC) a appelé au ministre des transports et au premier ministre afin que soit mis fin aux fonctions du président d'Air France, Bernard Attali. Cette demande intervient à la suite d'une réunion, vendredi 7 mai, de M. Attali avec l'ensemble des organisations syndicales, au cours de laquelle il leur a annoncé notamment sa décision de retarder le versement d'une prime complémentaire. Cette mesure, qui concerne l'ensemble du personnel, pèserait selon la direction d'accroître de 350 millions de francs la capacité d'autofinancement de la compagnie en 1993 et de réduire les charges financières de l'année.

Perturbation du trafic SNCF dans la région de Strasbourg. — Le trafic de la SNCF était fortement perturbé lundi 10 mai dans la région Alsace par une grève déclenchée à l'initiative des syndicats CFDT-CGT-CFV. Ce mouvement doit se poursuivre jusqu'au mercredi 12 mai inclus. L'intersyndicale, qui avait déposé un préavis

de grève, proteste contre la suppression d'un train réservé au personnel reliant chaque jour Sarrebourg et Strasbourg, matin et soir.

Un nouveau directeur général à la FNSEA. — Yves Salomon, cinquante-deux ans, a été nommé jeudi 6 mai directeur général de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) en remplacement de Georges-Pierre Malpel. Diplômé de HEC et ancien élève de l'ENA, Yves Salomon a travaillé successivement chez Pechiney, aux Brasseries et chez Fagor. Son épouse dirige une exploitation betteravière dans l'Alsace.

Jacques de Larosière membre de l'Institut. — Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a été élu, lundi 3 mai, à l'Académie des sciences morales et politiques en remplacement du cardinal de Lubac, qui occupait ce siège depuis 1958, et en a été élu en septembre 1991. M. de Larosière, âgé de soixante-trois ans, est à la tête de la Banque de France depuis 1987. Inspecteur général des finances, il avait été entre 1978 et 1987 directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

Centenaire du palais de la Bourse de Madrid. — La Bourse de Madrid a fêté, vendredi 5 mai, ses cent ans de présence dans le palais de la place de la Lealtad. Auparavant, la Bourse madrilène, qui a plus de cent soixante ans d'existence, avait été tout à tour installée dans un hôpital, deux couvents et même dans le local d'un cirque. A la fin du siècle dernier, vingt-huit sociétés représentant 1 milliard de pesetas de volume d'affaires annuel étaient cotées. Actuellement, quatre cent soixante-dix sociétés sont inscrites et les transactions annuelles dépassent les 3 500 milliards de pesetas (161 milliards de francs).

Le Monde  
PUBLICITE  
FINANCIERE  
Renseignements : 46-62-72-67

PRÉVOYANCE DES SALAIRES NON FONCTIONNAIRES  
DES OFFICES PUBLICS D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION

## AVIS D'APPEL A PROPOSITIONS

La FÉDÉRATION NATIONALE DES OPHLM (Offices Publics d'Habitat à Loyer Modéré) ET OPAC (Offices Publics d'Aménagement et de Construction) lance un appel à propositions en vue de la conclusion d'un ACCORD-CADRE NATIONAL sur le régime de prévoyance des salariés non fonctionnaires des OPAC.

Cet appel à propositions s'adresse aux organismes de prévoyance et sociétés d'assurance, parmi lesquels la Fédération sélectionne le candidat retenu pour la conclusion de l'accord. Le dossier sera adressé SUR DEMANDE à tout soumissionnaire. Les demandes seront reçues à :

Fédération nationale des OPHLM et OPAC  
14, rue Lord-Byron - 75008 PARIS

Le dossier d'offres complètes devra être retourné à la Fédération au plus tard le 26 mai 1993 (date de la poste).

CREDINTER

CIC



## ÉCONOMIE

Les principales mesures d'actualisation du budget présentées par le premier ministre

### 5 milliards de francs pour le logement

Le gouvernement va consacrer 5 milliards de francs à la relance du logement, apportant ainsi un soutien non négligeable au bâtiment, plongé dans une crise historique. Des mesures fiscales sont prévues pour relancer le locatif privé, un coup de pouce sera donné en faveur de l'accession à la propriété et aux HLM.

Le gouvernement prend le problème du bâtiment à bras-le-corps. Comme promis, un vigoureux plan de relance du logement devait être dévoilé, lundi 10 mai, par le premier ministre Edouard Balladur. Pas moins de 5 milliards de francs vont lui être consacrés, l'objectif étant de faire remonter le plus rapidement possible à 300 000 au moins le rythme annuel des mises en chantier de logements neufs, tombé actuellement sur plancher le plus bas (250 000).

La relance est organisée autour de trois grands axes : le locatif privé, l'accession à la propriété, le locatif social (les HLM). Le neuf comme l'ancien sont concernés, avec un accent sur le second.

« Il faut reconstruire une nouvelle génération de bailleurs privés », déclarait lors de ses premières rencontres avec la presse le nouveau ministre du logement, Hervé de Charette. Le plan de relance comporte donc un important volet en leur faveur et consacre officiellement leur mission sociale. Ils devraient être particulièrement sensibles à deux mesures réclamées de longue date par leurs représentants : l'accroissement de la déduction forfaitaire sur leurs revenus fonciers, d'une part ; la possibilité de déduire de l'ensemble de leurs revenus leur déficit foncier, d'autre part.

Le taux de la déduction forfaitaire sera ainsi porté de 8 % à 10 %. Néanmoins, le coût élevé de cette mesure - 300 à 330 millions de francs par point de hausse - n'a pas permis de remonter à 15 %, comme de 1990, les mêmes raisons - ainsi que les risques d'évasion fiscale que l'administration lui prête - ont conduit les pouvoirs publics à limiter la seconde : la déduction du déficit foncier sera plafonnée à 50 000 francs par an. Le ministre du logement n'a pas réussi, *in extremis*, à obtenir une concession supplémentaire du budget : les bailleurs ne pourront pas inclure dans ces 50 000 francs les intérêts d'emprunts souscrits pour acheter un logement destiné à la location. La mesure favorisera donc les travaux effectués dans le parc existant.

Ces limites orientent cette disposition vers les petits bailleurs, et ils sont légion. Selon les estimations (1), 87 % du parc locatif privé appartient à des particuliers, et deux propriétaires sur trois ne possèdent qu'un seul logement. Il était urgent de les conforter : le matri-



quage fiscal dont ils ont été l'objet ces dernières années, les multiples tracasseries auxquelles ils se heurtent et la concurrence de placements infiniment plus rémunérateurs les ont amenés à se désengager massivement de l'immobilier. Conséquence : le parc locatif privé se réduit dans des proportions inquiétantes - de 35 000 à 100 000 unités par an, selon les sources - déséquilibrant dangereusement l'ensemble du marché du logement.

Deuxième volet du plan : l'accession à la propriété. « Je rêve d'une France de propriétaires », déclarait il y a quelques jours Hervé de Charette à *Paris-Match*. Le gouvernement a donc décidé de faire un geste en leur faveur. Les logements neufs qui seraient achetés entre le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et le 1<sup>er</sup> juillet 1994 bénéficieraient d'une exonération des droits de succession dans la limite de 300 000 francs si le donateur l'occupe pendant cinq ans. Cette mesure spectaculaire permettrait de résorber une partie de stock de logements neufs (100 000 unités, soit vingt mois de vente), qui hypothèque le redémarrage de la construction en France, pèse sur les comptes des promoteurs et sur la santé des banques.

#### Servir les PAP

Toujours dans ce chapitre, un geste est fait en faveur de l'accession sociale : le nombre de prêts aidés à la propriété (les PAP) sera accru de 20 000. Leur taux sera abaissé un peu en dessous de 8 % (le dernier chiffre évoqué est de 7,7 %), mesure indispensable au dire des professionnels. Là aussi, il semblerait que le gouvernement ait décidé à la dernière minute de majorer les plafonds de ressources permettant d'avoir accès aux PAP - ils sont actuellement trop bas : 50 000 francs en Île-de-France, 40 000 ailleurs.

Ces dispositions permettraient de « sauver » les PAP en butte à l'hostilité de Berry, dont le nombre (35 000 aujourd'hui) n'a cessé de diminuer au fil des ans. Elles seront partiellement appréciées par les constructeurs de maisons individuelles qui traversent une crise sans précédent : en 1992, le nombre de maisons construites (130 900) est tombé en dessous du niveau de 1965 (le Monde du 6 avril).

Dernier levier que le ministre veut utiliser pour relancer l'activité : les HLM. Onze mille prêts locatifs aidés (PLA) viendront s'ajouter aux 90 000 prévus cette année. Le ministre estime que ce moyen d'action sera rapide et il s'est promis de suivre son application personnellement, *via* un « comité de pilotage » qu'il présidera : « Je ne suis pas prêt à perdre des mois à cause des procédures », déclarait-il récemment. La construction de HLM supplémentaires permettra de doter une bouffée d'oxygène à ce secteur sur lequel convergent les demandes des ménages les moins riches, qui ont de plus en plus de mal à trouver un toit dans le parc locatif privé et à acheter leur logement.

Trois mesures, moins spectaculaires, sont toutefois oisibles : l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) - qui aide les travaux effectués par les bailleurs les moins riches - verra ses moyens accrus de 300 millions de francs. Les primes à l'amélioration de l'habitat (pour les propriétaires occupants modestes) seront également augmentées de 200 millions. Enfin, une enveloppe de 100 millions de francs sera consacrée à l'hébergement temporaire des sans-abri. Le ministre - qui a tenu à rendre visite à l'abbé Pierre dès sa nomination - se préoccupe tout particulièrement de ce dossier, trop souvent traité dans l'urgence lors des premiers grands froids. Des pistes sont actuellement explo-

rées pour tenter d'apporter des réponses à ce problème particulièrement difficile, en collaboration avec les associations, déjà actives sur le terrain.

Jouant sur les deux registres de l'habitat existant et du neuf, plus ciblé sur les classes moyennes et basses que sur les grands investisseurs, le nouveau plan-logement s'une incontestable cohérence. Comme il l'avait promis lors de la campagne électorale, le gouvernement fait un gros effort pour aider le secteur à repartir et, ainsi que l'a fait remarquer récemment Hervé de Charette, « chaque franc consacré au logement et au bâtiment sera pris ailleurs ». L'enjeu est de taille : 50 000 emplois sont menacés en 1993 dans le bâtiment après 30 000 perdus en 1992. Dans leur effort, les pouvoirs publics seront aidés par la décade des tsux d'intérêt. Leur niveau élevé combiné à la désinflation entrave si gravement l'accession à la propriété (le Monde du 13 avril) qu'une baisse radicale est indispensable pour accompagner toute relance.

On peut pourtant se demander si, malgré ces efforts, les Français retrouveront le goût de la pierre : la montée du chômage et sa diffusion parmi les cadres, les efforts qui seront demandés au pays pour rétablir les comptes publics... tout converge pour les détourner d'un investissement qui, par définition, s'inscrit dans la durée. Hervé de Charette nage à contre-courant.

FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) Claude Tuffin dans l'Observateur de l'immobilier de décembre 1992.

### Le gouvernement veut attirer l'épargne vers la Bourse

Comme l'avait indiqué à plusieurs reprises Edmond Alphandery, ministre de l'économie, le collectif budgétaire devrait comprendre deux mesures visant à favoriser l'épargne longue en actions et indirectement les privatisations. Vieille doléance des boursiers, cette fois en partie satisfaite, l'impôt de Bourse devrait être supprimé pour les petits ordres, et donc pour les particuliers. Toujours pour attirer l'épargne vers les actions, un petit coup de pouce fiscal va encourager le transfert des sommes placées en sicav monétaires vers un PEA (plan d'épargne en actions). Les plus-values de cession des sicav monétaires, imposées à 18,7 % au-delà du seuil annuel de cession de 159 000 francs, seraient détaxées en cas de transfert des fonds sur un PEA conservé pendant au moins cinq ans.

Si l'impôt de Bourse (qui rapporte environ 2 milliards de francs par an au budget de l'Etat) est appelé à terme à disparaître, les transactions boursières ne seront pas pour autant détaxées. Elles resteront imposées mais un abattement forfaitaire de 150 francs devra exclure les petits ordres. Il coùtera 540 millions de francs au budget de l'Etat. L'intention est claire, faire revenir vers la Bourse les particuliers qui avaient suivi massivement les privatisations « Balladur » de 1986 et 1987, mais avaient fini par fuir les placements en actions, échoués notamment par le krach d'octobre 1987.

Mais les professionnels de la Bourse réclament avant tout et depuis de nombreuses années la disparition des taxes sur les transactions importantes. Le droit de timbre sur les « gros » ordres les met dans une situation de concurrence défavorable vis-à-vis de la place de Londres actions et indirectement les privatisations. Vieille doléance des boursiers, cette fois en partie satisfaite, l'impôt de Bourse devrait être supprimé pour les petits ordres, et donc pour les particuliers. Toujours pour attirer l'épargne vers les actions, un petit coup de pouce fiscal va encourager le transfert des sommes placées en sicav monétaires vers un PEA (plan d'épargne en actions). Les plus-values de cession des sicav monétaires, imposées à 18,7 % au-delà du seuil annuel de cession de 159 000 francs, seraient détaxées en cas de transfert des fonds sur un PEA conservé pendant au moins cinq ans.

La détaxation des plus-values réalisées sur des sicav monétaires si les sommes sont transférées vers un PEA a également valeur de symbole. Il s'agit d'un signal transmis aux investisseurs, aux banquiers et aux financiers, qui devraient fonctionner d'autant mieux que la baisse des taux d'intérêt va rendre peu à peu les placements monétaires moins attrayants. D'ailleurs, le gouvernement ne modifie pas la fiscalité même des sicav court terme. Une mesure réclamée pourtant à cor et à cri par bon nombre de financiers.

Il n'est pourtant pas sûr que M. Alphandery ne finisse pas par modifier sa doctrine. Car il s'agit d'une première étape dont le coût ne dépassera pas 300 millions, et le ministre de l'économie a dit clairement qu'il compte aller plus loin dans la loi de finances pour 1994, discutée en septembre, afin d'inciter une partie des 1 200 milliards de francs investis en placements monétaires à se reporter sur les marchés d'actions et d'obligations. Un glissement d'épargne considérable. Le transfert de seulement 10 % des sommes placées en sicav monétaires vers la Bourse permettrait de réaliser largement le programme de privatisations prévu pour les deux à trois prochaines années.

ERIC LESER

Du projet Veil de 1977 au projet Veil de 1993

### Onze « plans d'urgence » en seize ans pour la Sécurité sociale

Du plan d'économies que Simone Veil lança en 1977 lorsqu'elle était ministre de la santé de Raymond Barre au dispositif qu'il lui faudra, dans les prochaines semaines, mettre en œuvre en tant que ministre des affaires sociales d'Edouard Balladur, onze « plans de redressement » de la Sécurité sociale auront été programmés.

Après les mesures du plan Durafor intervenues en janvier 1978 (réajustement de 0,25 point des cotisations retraite et maladie des salariés comme des entreprises pour faire face à un déficit de 10 milliards de francs), le plan Veil de novembre 1977 impose une nouvelle potion amère. Il comporte un nouveau relèvement des cotisations (le prélevement au profit de l'assurance-maladie est partiellement délégué) et la réduction du taux de prise en charge des médicaments dits « de confort » (fortifiants, laxatifs...) de 70 % à 40 %, ainsi que la création d'un forfait hospitalier de 20 francs par jour. L'objectif était de combler un nouveau déficit proche de 10 milliards de francs en 1977. Malgré la revalorisation de la cotisation d'assurance-vieillesse, ce dispositif montre rapidement ses limites et, en juillet 1978, Jacques Barrot décide d'augmenter la cotisation déléguée d'assurance-maladie des salariés et la cotisation vieillesse. Il décide aussi de faire scutiller par les retraités une cotisation d'assurance-maladie. La tentative de créer un ticket modérateur d'ordre public encadrant les remboursements des mutuelles est un échec.

Deux ans plus tard, Nicole Questiaux, ministre des affaires sociales du gouvernement de Pierre Mauroy, augmente la cotisation maladie des entreprises, rétablit celle imposée aux salariés en 1979 (mais qui avait été supprimée quelque temps avant l'élection présidentielle de 1981) et double la taxe sur les primes d'assurance-automobile. Pourtant, les comptes de la « Sécu » continuent de dériver, et Pierre Bérégovoy, successeur de M<sup>me</sup> Questiaux avenue de Ségur, doit répercuter dès 1982 le plan de rigueur. Une contribution de

1 % sur le revenu imposable est mise en place, le forfait hospitalier est étendu, les taxes sur le tabac comme sur l'alcool sont augmentées et un prélèvement est instauré sur la publicité pharmaceutique. De plus, les pensions de retraite sont désormais indexées sur les salaires nets au lieu des salaires bruts. En 1983, il impose une « remise conventionnelle » aux pharmaciens et décide de mesures d'économies de 1 milliard de francs sur le budget des hôpitaux.

A l'approche des élections législatives, le prélevement de 1 % est supprimé (au 1<sup>er</sup> janvier 1985), mais Georgine Dufoux décide de ne plus rembourser qu'à 40 % (au lieu de 70 %) les spécialités pharmaceutiques et harmonise la date de paiement des allocations familiales, ce qui amène certaines caisses à décaler le paiement des prestations : onze mois en 1985 et treize en 1986.

#### « Bis repetita »

Revenu au gouvernement, la droite rétablit le taux de 0,4 % le « 1 % Delors » et revalorise de 0,7 point la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés. En décembre 1988, le plan Séguin décide que seuls les soins directement liés à une maladie longue seront pris en charge à 100 %. Comme l'explique alors Philippe Séguin, le rhume de cerveau du diabétique ne sera plus remboursé intégralement. Mais ces mesures impopulaires, auxquelles s'ajoute l'indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires nets, ne permettent pas de remonter le pente du déficit. *Bis repetita* en mai 1987 : le gouvernement Chirac augmente respectivement de 0,4 point et de 0,2 point la cotisation d'assurance-maladie et celle d'assurance-vieillesse des salariés, impose un prélevement de 1 % sur les revenus du capital et accroit la taxe sur le tabac.

En 1988, le gouvernement Rocard atténue quelque peu le plan Séguin et limite la rémunération des pharmaciens. Mais, faute d'avoir réagi à temps, Claude Evén doit parer au plus pressé. En 1990-1991, il

dérèglemente les anti-esthétiques et s'attaque aux dérapages qui se confirment dans les cliniques privées (celles du forfait selle d'opération) comme chez les biologistes et les radiologues dont les honoraires de prix sont revus. Malgré la croissance des rentrées de cotisations que permet la situation économique, la dérive se poursuit. En juin 1992, le gouvernement Cresson « oublie » le CSG, dont la création, l'année précédente, avait été compensée par la suppression ou la baisse d'autres prélèvements. La cotisation d'assurance-maladie des actifs est revalorisée de 0,9 point, et le forfait hospitalier passe de 33 à 50 francs.

L'inventaire est impressionnant. Du 1977 à 1993, seront intervenus onze plans gouvernementaux comportant des mesures d'économie et/ou des hausses de cotisations, soit un total des dix-huit mois en moyenne (non corrigée des variations saisonnières...). Au total, la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés est passée de 3,25 % en 1978 à 7,6 % en 1991, et la cotisation d'assurance-maladie est aujourd'hui 8,8 % contre 5,5 % en 1980, sans oublier la création de la CSG prélevée sur tous les revenus. Si le montant moyen des retraites a augmenté de 86 %, en francs constants, entre 1972 et 1991 (le Monde l'Economie du 18 mars), la Sécurité sociale, qui assurait le remboursement de 76,5 % des soins médicaux en 1980 n'en rembourse plus que 74 % en 1990, le pourcentage des dépenses directement supporté par les malades pesant de 15,6 % à 19 % dans le même temps.

Quant aux plaidoyers officiels en faveur d'une réforme des structures de la « Sécu », ils garnissent les étagères ministérielles. Huit sont intervenus depuis 1987, du rapport des sages présenté à l'issue des Etats généraux de la Sécurité sociale au rapport Brunhes de 1992 sur les retraites en passant par le Livre blanc de Michel Rocard...

JEAN-MICHEL NORMAND

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CREDINTER

#### La Sicav des Cinq Continents

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1992 :

Actif net au 31.12.1992 : F 236 501 321.

Valeur liquidative au 23.04.1993 : F 461,51.

Performance du 31.12.1992 au 23.04.1993 : + 6,00 %.

Dividende : F 13,19 net assorti d'un avoir fiscal qui sera défini à la date de détachement le 3 mai 1993 (instruction fiscale 4 K 1-93 du 4 mars 1993).

Remploi du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 13 août 1993.

Le Président Pierre LATROBE a déclaré : L'exercice 1992 a été difficile, marqué par une croissance économique mondiale médiocre. La reprise attendue s'avère modeste aux États-Unis, bien que soutenue par une forte baisse des taux d'intérêt. La croissance des pays de l'OCDE est très faible et l'inflation semble maîtrisée. L'Europe est devenue tributaire de la politique monétaire allemande mais le maintien de taux d'intérêt élevés pèse aujourd'hui sur la croissance.

Dans ce contexte, l'année 1993 pourrait être marquée par une baisse des taux d'intérêt tant en France qu'en Allemagne ce qui se révélerait favorable aux marchés boursiers et pourrait amener un certain nombre d'investisseurs à s'intéresser de nouveau au marché des actions. Tout ceci laisse à penser que CREDINTER devrait conforter ses résultats au cours des prochains mois en poursuivant une politique active de diversification géographique et monétaire.

AGO du 27.04.93



Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC



## VIE DES ENTREPRISES

Renonçant à la diversification

## Fiat veut tout vendre, sauf son activité automobile

Quand on dit Fiat, on pense automobile. Et pourtant Fiat Auto ne réalise que 46 % du chiffre d'affaires du groupe italien et contribue négativement à ses résultats. En 1992, l'automobile porte la responsabilité de la faiblesse des bénéfices de Fiat Spa, de l'ordre de 500 milliards de lire (1,8 milliard de francs), en chute libre depuis 1989.

TURIN

de notre envoyée spéciale

Des moteurs d'avion aux grands magasins La Rinascente, en passant par la compagnie d'assurance Toro et le journal *La Stampa*, on trouve de tout dans le conglomerat de Giovanni Agnelli. Mais aujourd'hui ce grand groupe diversifié cède à la mode ambiante du recentrage. Hors l'automobile (et activités connexes), tout est à vendre. Corso Marconi, au siège turinois du groupe. Dans quelques mois ou dans quelques années, quand on dira Fiat, on pensera automobile, mais ce sera alors à juste raison.

Face à la dégradation de ses résultats dans l'automobile, Fiat avait le choix entre deux voies : celle d'un recentrage sur l'auto (pour y consacrer l'ensemble de ses forces) ou celle de la diversification (qui permettait de compenser les fluctuations du secteur automobile par des activités à cycle court). Stratégie suivie par Volvo par exemple (avec le groupe agroalimentaire Procordia), par Daimler Benz ou encore General Motors. En allant jusqu'au bout, la firme turinoise pouvait même envisager de se désengager partiellement de ce secteur. Cette éventualité n'a cessé d'alimenter les rumeurs. Ces derniers mois, la presse italienne affirmait qu'une alliance était scellée avec Renault. Propos démentis par les intéressés.

Et pour cause : la stratégie du groupe est à l'opposé d'un désengagement de l'automobile. De 1992 à 1999, Fiat Auto investira 40 000 milliards de lire (15 milliards de francs). Autofinancement et emprunts y suffiront pas. Les Fiat Avio (moteurs d'avion et turbines à gaz), Ferroviaria (ferro-

viaire), SNIA (défense, espace, chimie, etc.), Rinascente (grande distribution), Toro (assurance) serviront à boucler le plan.

Les synergies financières ou industrielles ne sont plus suffisantes pour justifier leur maintien dans le périmètre du groupe, en revanche le produit de leur vente sera le bienvenu. « Ces entreprises, très rentables, ont une valeur globale de plusieurs milliers de milliards de lire », explique Umberto Quadri, responsable de la diversification industrielle. Dans quel ordre et à quelle échéance seront-elles cédées ? « Nous ne sommes pas pressés. Le timing sera fonction des opportunités », répond calmement cet homme, conscient qu'il doit scier la branche sur laquelle il est assis !

## Les grands moyens

Pour redresser l'automobile, Fiat doit en effet employer les grands moyens. Depuis 1989, année où le constructeur italien était à son apogée, sa position n'a cessé de se dégrader. De premier constructeur européen (ex-aequo avec Volkswagen), il est passé à la quatrième place. Sa part de marché s'est effritée passant de 15 % à 11,9 %. Sur son marché national, la chute est encore plus rapide. Sa pénétration est passée de 60 % à moins de 45 %, faisant ainsi mentir Giovanni Agnelli, qui affirmait il y a moins d'un an (*Le Monde* du 17 juin 1992) qu'il ne descendrait pas en dessous de 46 %.

Les causes de cet effondrement sont multiples. Aux erreurs d'appréciation propres au groupe, se sont ajoutées les difficultés liées à la mauvaise santé du secteur automobile en Europe, d'une part, et à celles du « système italien » dans son ensemble, d'autre part. Pas facile d'être compétitif, dans un pays où le prix des télécommunications est de 25 % supérieur à celui du pays voisin et celui de l'électricité 13 % plus cher ; où, en raison du système complexe d'indexation automatique, les hausses de salaires ont atteint 8 % par an depuis 1987. En outre, dans la dégringolade généralisée des marchés européens, l'Italie (marché de prédilection pour Fiat) a été lourdement frappée : les immatriculations y ont baissé de 10 % en 1992. Les concurrents du constructeur italien

se seraient, d'autre part, livrés à une impitoyable guerre des prix, à laquelle Fiat n'aurait pas voulu participer, perdant ainsi des parts de marché.

Mais ces phénomènes externes à Fiat n'expliquent pas tout. Sur son segment de prédilection, celui des petites voitures, Fiat a aussi pâti de ce pouvoir de concurrence que des modèles vieillissent. La Uno, lancée en 1983, a souffert de la concurrence de la Clio de Renault, de la Fiesta de Ford ou de la Polo de Volkswagen. L'image de mauvaise qualité de Fiat lui colle à la peau ; on lui reproche aussi la trop grande uniformité de ses modèles. Autant d'erreurs que de nombreux experts attribuent au différentiel qui oppose l'administrateur délégué Cesare Romiti au patron de l'automobile Vittorio Ghidella et qui aboutit à l'éviction de ce dernier en 1988.

Pour redresser la barre, Fiat est aujourd'hui prête à employer les grands moyens. L'ambition pourrait se faire sentir à très court terme. La dévaluation de la lire lui donne déjà un sérieux coup de pouce. Ensuite, les nouveaux modèles tant attendus sortent ou vont bientôt sortir des chaînes. La Cinquecento, dont le lancement avait été contrarié par la grève de l'usine polonoise où elle est assemblée, se fabrique à pleine cadence : 200 000 exemplaires en seront produits en 1993. Le successeur de la Uno sera présenté en septembre. Son lancement commercial débutera dès le mois de novembre. En 1996, l'ensemble de la gamme aura été renouvelée, affirme-t-on à Turin.

## Différencier les marques

Parallèlement, Fiat a complètement modifié son organisation : au niveau de la conception, de la fabrication, de la vente et de la logistique. Depuis juillet dernier, un client italien, s'il n'est pas livré le jour prévu, peut exiger d'être remboursé ou d'obtenir une voiture de remplacement. Ce système sera étendu à la France cette année. « Le groupe va investir 1 milliard de francs pour renforcer son réseau », affirme Clemente Signorini, numéro deux de Fiat Auto. La nouvelle organisation commerciale en fin d'année ne sera plus seulement fonction des quantités vendues, mais aussi de la qualité de service rendu au client.

Dans les usines, quatre niveaux hiérarchiques ont été supprimés. Les techniciens, ingénieurs et employés administratifs ont été transférés sur les lieux mêmes de production pour raccourcir les circuits de décision et donc réduire les délais et les coûts. Les vieilles usines ont été fermées, et des bâtiments ultramodernes sont en

terre dans le Mezzogiorno, à Meli et Pratola-Serra, avec un personnel plus jeune et mieux formé. Pour permettre une production « juste à temps », les fournisseurs ont été regroupés à proximité des usines.

Pour accentuer la différenciation entre ses trois marques principales (Alfa Romeo, Fiat et Lancia), sans perdre d'économies d'échelle, les parties communes ne seront plus les parties visibles (comme précédemment), mais les pièces mécaniques. Les proportions des pièces de carrosserie des modèles construits sur une même plateforme (la Tipo, la Tempra, l'Alfa 155, la Lancia Delta, la Lancia Delta Coupé) varieront. En revanche, la distribution sera regroupée. En Grande-Bretagne, certains concessionnaires vendent sur un même lieu des Alfa, des Fiat ou des Lancia. Ce système devrait progressivement se généraliser aux autres pays européens.

Enfin, « trois choix stratégiques nous différencieront des autres constructeurs », affirme M. Signorini. Premier choix : « La présence dans quelques niches de marché comme les voitures sportives et les coupés ». Fiat peut y exceller grâce à la présence en Italie de « carrossiers extérieurs très flexibles, capables de produire de petits volumes à faible coût ». Les deux autres choix sont géographiques. Fiat veut profiter de ses positions dans les pays méditerranéens, en Turquie en particulier, « qui devrait devenir un marché important », affirme M. Signorini. Même chose pour les pays de l'Est.

Ces projets lui donnent confiance en l'avenir. Il estime que le plan de marché de Fiat pourrait à nouveau dépasser les 50 % en Italie et table en outre sur un redressement du marché européen. « Il faut résister lui à dix mois encore ».

En 1980, Fiat avait déjà dû surmonter une des plus graves crises de son histoire. Neuf ans plus tard, la firme avait redressé la barre au point de se retrouver en tête du peloton des constructeurs européens. Or, de l'avis de tous les observateurs, la crise actuelle est infiniment moins grave que celle de la précédente décennie, où le point de se retrouver en tête du peloton des constructeurs européens était difficile le redressement d'un groupe, par ailleurs lourdement endetté.

Fiat pourrait donc remonter la pente beaucoup plus vite... mais aussi continuer de plonger sans avoir alors de parachute (difficile à vendre), si ses nouveaux modèles ne rencontrent pas le succès. Entre ces deux avenir, la Bourse a tranché : le cours de Fiat s'envole depuis trois mois.

ANNIE KAHN

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 mai  
Nouvel accès de faiblesse

Après avoir déjà lourdement chuté vendredi, la Bourse de Paris attendait avec inquiétude lundi 10 mai, l'annonce de la reprise-midi du collectif budgétaire assésé à un plan « Balleur ». Du côté, le volume de transactions était particulièrement faible, même pour un début de semaine, et l'indice CAC 40 qui cédait 0,48 % à l'ouverture ne cessait ensuite d'accroître ses pertes pour se retrouver un peu en milieu de journée. En début d'après-midi, le CAC 40 abandonnait encore 0,78 % à 1 883,93 points. Selon les opérateurs, l'indice a ainsi enregistré un seul de résistance qui se situe autour des 1 875 points.

Selon les boursiers, les dispositions fiscales attendues en faveur de la Bourse, avec notamment la quasi-suppression de l'impôt de Bourse pour les particuliers ne parviennent même pas à soutenir la cote. « Elle est jugée insuffisante face aux mesures d'austérité qui ne peuvent qu'aggraver la récession. La Bourse se sent déprimée, il n'y a plus aucun support », explique un gérant.

Les valeurs françaises sont également affectées par la poursuite de ventes émanant d'investisseurs étrangers et notamment britanniques. « Ils continuent à purger leurs portefeuilles », indique un opérateur.

Du côté des valeurs, l'annonce du dépôt de bilan de l'assureur denois Hérès pèse néanmoins peu sur les cotes de l'IAAP qui cède 1,5 %. L'assureur public a déjà provisionné dans ses comptes 1992 l'ensemble de ses participations. A noter, par ailleurs, les repêches de 3,2 % de la SOGA, de 2,2 % de la Paribas et de 2 % d'Euro Disney. Peu de hausses, à l'exception notamment de Moulinex qui gagne 1,8 % et de La Rochette qui progresse de 1,6 %.

TOKYO, 10 mai

Après avoir été victime de prises de bénéfices, samedi dernier, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant lundi 10 mai pour atteindre ses plus hauts niveaux depuis treize mois. L'indice Nikkei a gagné en fin de séance 243,35 points, soit 1,2 %, pour terminer à 21 054,71 points.

La Bourse de Tokyo avait pourtant commencé la journée en baisse puis a regagné du terrain en fin de journée grâce à des achats sélectifs de valeurs liées à l'indice. Les investis-

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice général de base 100 : 31 décembre 1992

	30-4-93	7-5-93
Valeur franc, à rev. variable	107,3	107,5
Valeur étrangère	108,1	108,6
Valeur industrielle	118,4	118,7
Ind. de consommation	108,8	107,1
Ind. de services	108,8	107,1
Ind. de construction	108,8	107,1
Ind. de commerce	108,8	107,1
Ind. de transport	108,8	107,1
Ind. de communication	108,8	107,1
Ind. de culture	108,8	107,1
Ind. de loisirs	108,8	107,1
Ind. de santé	108,8	107,1
Ind. de sécurité	108,8	107,1
Ind. de défense	108,8	107,1
Ind. de justice	108,8	107,1
Ind. de religion	108,8	107,1
Ind. de sport	108,8	107,1
Ind. de tourisme	108,8	107,1
Ind. de culture	108,8	107,1
Ind. de loisirs	108,8	107,1
Ind. de santé	108,8	107,1
Ind. de sécurité	108,8	107,1
Ind. de défense	108,8	107,1
Ind. de justice	108,8	107,1
Ind. de religion	108,8	107,1
Ind. de sport	108,8	107,1
Ind. de tourisme	108,8	107,1

Base 100 en 1949

Valeur franc, à rev. variable

Valeur étrangère

Base 100 en 1972

Valeur franc, à rev. variable

Valeur étrangère

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	30-4-93	7-5-93
Indice général	521,1	520,8
Ind. de base	521,1	520,8
Ind. de consommation	521,1	520,8
Ind. de services	521,1	520,8
Ind. de construction	521,1	520,8
Ind. de commerce	521,1	520,8
Ind. de transport	521,1	520,8
Ind. de communication	521,1	520,8
Ind. de culture	521,1	520,8
Ind. de loisirs	521,1	520,8
Ind. de santé	521,1	520,8
Ind. de sécurité	521,1	520,8
Ind. de défense	521,1	520,8
Ind. de justice	521,1	520,8
Ind. de religion	521,1	520,8
Ind. de sport	521,1	520,8
Ind. de tourisme	521,1	520,8

TOKYO, 10 mai

Au plus haut

Après avoir été victime de prises de bénéfices, samedi dernier, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant lundi 10 mai pour atteindre ses plus hauts niveaux depuis treize mois. L'indice Nikkei a gagné en fin de séance 243,35 points, soit 1,2 %, pour terminer à 21 054,71 points.

La Bourse de Tokyo avait pourtant commencé la journée en baisse puis a regagné du terrain en fin de journée grâce à des achats sélectifs de valeurs liées à l'indice. Les investis-

VALEURS	Cours de 2 mai	Cours de 10 mai
Alcatel	1 380	1 380
Banque	1 400	1 410
Bois	1 400	1 410
Chemins	1 400	1 410
Electricité	1 400	1 410
Industrie	1 400	1 410
Services	1 400	1 410
Sociétés	1 400	1 410
Transport	1 400	1 410
Assurances	1 400	1 410
Ind. de base	1 400	1 410
Ind. de consommation	1 400	1 410
Ind. de services	1 400	1 410
Ind. de construction	1 400	1 410
Ind. de commerce	1 400	1 410
Ind. de transport	1 400	1 410
Ind. de communication	1 400	1 410
Ind. de culture	1 400	1 410
Ind. de loisirs	1 400	1 410
Ind. de santé	1 400	1 410
Ind. de sécurité	1 400	1 410
Ind. de défense	1 400	1 410
Ind. de justice	1 400	1 410
Ind. de religion	1 400	1 410
Ind. de sport	1 400	1 410
Ind. de tourisme	1 400	1 410

## CHANGES

Dollar : 5,368 F ↑

Le dollar s'inscrit en légère hausse lundi 10 mai, à 5,368 francs contre 5,3125 francs vendredi, au cours indicatif de la Banque de France. Le franc était ferme, la devise allemande s'échangeant à 3,37 francs contre 3,3713 francs vendredi.

	7 mai	10 mai
FRANCOFRONT	7 mai	10 mai
Dollar (en DM)	1,5870	1,5850
TOKYO	7 mai	10 mai
Dollar (en yen)	160,10	160,27

MARCHÉ MONÉTAIRE	
Paris (10 ans)	8 376 - 8 376 %

## BOURSES

6 mai 7 mai

(SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC

Indice CAC 40

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Indice général

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs

30 valeurs

Mines d'or

Fonds d'Etat

FRANCOFRONT

Dax

TOKYO

Nikkei Dow Jones

Indice général

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RACHATS

o Amex acquiert la première agence de voyages scandinave. — La division voyages d'American Express, Travel Related Services (TRS) numéro un mondial de la distribution de voyages (près de 7 milliards de dollars d'activité) rachète Nyman and Schultz, la première agence de voyages scandinave, pour environ 610 millions de francs. Il s'agit de la plus importante acquisition jamais faite par Amex dans ce domaine. Elle marque la volonté de croissance du groupe en Europe. Nyman and Schultz a été employé 1 680 personnes dans 200 bureaux en Suède, Norvège et Grande-Bretagne. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de francs en 1992.

o Comatec et Rénosol (nettoyage industriel) achètent une société belge. — Les sociétés Comatec et Rénosol (Compagnie générale des eaux), spécialisées dans le nettoyage industriel, ont annoncé avoir pris une participation de 80 % — susceptible de passer à 100 % — dans la société tchèque Test. Installée à Prague, cette entreprise réalise un chiffre d'affaires annuel de 19 millions de couronnes (environ 3,6 millions de francs). Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. Comatec et Rénosol travaillent surtout pour les transports urbains, les musées et les sites industriels. Leur chiffre d'affaires total est de 800 millions de francs.

## NÉGOCIATION

o Northern Telecom négocie avec Bosch. — Le géant canadien des télécommunications Northern Tele-

com est en quête de nouvelles alliances européennes. « Je suis moyen » de faire des progrès significatifs sur le marché européen des télécoms, a indiqué, mardi 4 mai, son directeur général Jean Monty. M. Monty a confirmé que son groupe négocierait avec l'allemand Bosch pour une alliance dans les systèmes de transmission. L'opération envisagée pourrait avoir une portée comparable aux accords passés avec Matra Communication en juillet 1992, qui ont permis au Canadien de prendre 20 % de cette filiale de Matra-Hachette, avec une option sur 19 % supplémentaires d'ici à 1995. Northern Telecom avait déjà acquis la société britannique STC, en 1991.

## PRODUIT

o La Poste crée une filiale, Dynapost, pour le courrier des entreprises. — La Poste va créer une nouvelle filiale, Dynapost, spécialisée dans le traitement du courrier pour les entreprises. Dynapost propose aux entreprises d'antider leur service courrier et de les conseiller dans son organisation. Elle peut intervenir, ponctuellement ou de manière indéfinie, pour prendre en charge tout ou partie du service courrier de l'entreprise. La Poste affirme croire beaucoup au développement de cette activité de « facilities management » pour le courrier qui fonctionnent, de façon expérimentale, depuis deux ans. Dynapost disposerait ainsi de quelque 650 clients. Parmi les plus importants figurent Shell, Rank Xerox, la Caisse nationale du Crédit agricole. L'objectif est de réaliser 25 millions de francs de chiffre d'affaires en 1993.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale de SOVAC, réunie le 6 mai 1993 sous la présidence de M. Michel DAVY, a approuvé les comptes de l'exercice 1992 qui lui ont été présentés par le directeur.

## Comptes consolidés

Les produits d'exploitation s'élevaient à 8 234 MF en 1992 contre 8 173 MF en 1991 ; le produit net d'exploitation bancaire s'élevait à 2 961 MF contre 2 947 MF et le résultat brut d'exploitation à 1 489 MF contre 1 428 MF.

Le résultat d'exploitation net consolidé s'élevait :

- part des tiers exclus, à 438 MF, au progression de 12 % par rapport à 1991 ;

- part des tiers incluses, à 463 MF (+ 5 %).

Le résultat net consolidé total s'élevait :

- part des tiers exclus, à 461 MF (+ 20 %) ;

- part des tiers incluses, à 486 MF (+ 12 %).

Après répartition, les capitaux propres consolidés atteignent, à fin 1992, 5 154 MF (part des tiers exclus) contre 4 747 MF à fin 1991.

## Résultat social de SOVAC

Le bénéfice net de SOVAC ressort, pour 1992, à 652 MF contre 973 MF pour 1991 ; il inclut les éléments hors exploitation pour 151 MF (contre 822 MF en 1991, ayant résulté essentiellement de la restructuration du patrimoine immobilier du groupe), étant observé que les éléments hors exploitation, lorsqu'ils correspondent à des plus-values internes, sont éliminés dans les comptes consolidés.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net par action de 34,50 F, assorti d'un impôt d'impôt payé au Trésor (avoirs fiscaux) de 17,25 F, contre, pour l'exercice précédent, un dividende net de 31 F assorti d'un avoir fiscal de 15,50 F.

La distribution nette globale, qui concerne les 4 200 000 actions composant le capital social, s'élève ainsi à 144,9 MF, en progression de 11,3 % par rapport à l'exercice précédent ; elle correspond à 33 % du bénéfice net d'exploitation consolidé, part des tiers exclus.

Le dividende est mis en paiement à compter du 13 mai 1993. Le solde du bénéfice de l'exercice a été porté aux comptes de réserves et report à nouveau.

En réponse aux questions posées, André WORMSER, Président du conseil de direction, a notamment indiqué que l'activité des trois premiers mois de l'exercice 1993 a été marquée par le climat économique morose qui a prévalu au cours de cette période, mais que la hausse rapide des taux permet d'espérer une reprise progressive de la demande.

Par ailleurs, les tendances favorables relatives à l'assainissement des encours se sont poursuivies et ont continué d'exercer un effet positif sur l'évolution des résultats du premier trimestre.



Le Conseil d'Administration du GFF, réuni le 5 mai 1993 sous la présidence de Claude GIRAUD, a adopté un plan de refinancement par ses actionnaires à hauteur de 750 millions de francs. Dans ce cadre il est prévu de procéder à une réduction de capital imposée par le résultat fortement déficitaire de l'exercice 1992 suivie d'une augmentation immédiate de 550 millions. La réalisation de cette recapitalisation va de pair avec un réaménagement de la dette en cours de négociation. Ce dispositif permettra au GFF de surmonter les difficultés liées à la crise de l'immobilier.

Ce plan a recueilli l'accord des administrateurs et sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires.



550 200 1000

# MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Mardi 11 mai 1993 25

## BOURSE DE PARIS DU 10 MAI

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel									
COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.
5400 C.N.E.S.	5400	1020	1021	+1	+0.10	280 Ford Motor	287.70	287.70	287.70
1040 E.U.P.	1040	1020	1021	+1	+0.10	44 Peugeot	52.20	52.20	52.20
917 C.N.P.	917	1020	1021	+1	+0.10	1200 Renault	13.80	13.80	13.80
1050 Renault T.P.	1050	1020	1021	+1	+0.10	500 S.A. El. Ind.	500	500	500
1060 Renault T.P.	1060	1020	1021	+1	+0.10	200 S.A. El. Ind.	200	200	200
675 A.D.C.	675	1020	1021	+1	+0.10	300 S.A. El. Ind.	300	300	300
676 A.D.C.	676	1020	1021	+1	+0.10	400 S.A. El. Ind.	400	400	400
677 A.D.C.	677	1020	1021	+1	+0.10	500 S.A. El. Ind.	500	500	500
678 A.D.C.	678	1020	1021	+1	+0.10	600 S.A. El. Ind.	600	600	600
679 A.D.C.	679	1020	1021	+1	+0.10	700 S.A. El. Ind.	700	700	700
680 A.D.C.	680	1020	1021	+1	+0.10	800 S.A. El. Ind.	800	800	800
681 A.D.C.	681	1020	1021	+1	+0.10	900 S.A. El. Ind.	900	900	900
682 A.D.C.	682	1020	1021	+1	+0.10	1000 S.A. El. Ind.	1000	1000	1000
683 A.D.C.	683	1020	1021	+1	+0.10	1100 S.A. El. Ind.	1100	1100	1100
684 A.D.C.	684	1020	1021	+1	+0.10	1200 S.A. El. Ind.	1200	1200	1200
685 A.D.C.	685	1020	1021	+1	+0.10	1300 S.A. El. Ind.	1300	1300	1300
686 A.D.C.	686	1020	1021	+1	+0.10	1400 S.A. El. Ind.	1400	1400	1400
687 A.D.C.	687	1020	1021	+1	+0.10	1500 S.A. El. Ind.	1500	1500	1500
688 A.D.C.	688	1020	1021	+1	+0.10	1600 S.A. El. Ind.	1600	1600	1600
689 A.D.C.	689	1020	1021	+1	+0.10	1700 S.A. El. Ind.	1700	1700	1700
690 A.D.C.	690	1020	1021	+1	+0.10	1800 S.A. El. Ind.	1800	1800	1800
691 A.D.C.	691	1020	1021	+1	+0.10	1900 S.A. El. Ind.	1900	1900	1900
692 A.D.C.	692	1020	1021	+1	+0.10	2000 S.A. El. Ind.	2000	2000	2000
693 A.D.C.	693	1020	1021	+1	+0.10	2100 S.A. El. Ind.	2100	2100	2100
694 A.D.C.	694	1020	1021	+1	+0.10	2200 S.A. El. Ind.	2200	2200	2200
695 A.D.C.	695	1020	1021	+1	+0.10	2300 S.A. El. Ind.	2300	2300	2300
696 A.D.C.	696	1020	1021	+1	+0.10	2400 S.A. El. Ind.	2400	2400	2400
697 A.D.C.	697	1020	1021	+1	+0.10	2500 S.A. El. Ind.	2500	2500	2500
698 A.D.C.	698	1020	1021	+1	+0.10	2600 S.A. El. Ind.	2600	2600	2600
699 A.D.C.	699	1020	1021	+1	+0.10	2700 S.A. El. Ind.	2700	2700	2700
700 A.D.C.	700	1020	1021	+1	+0.10	2800 S.A. El. Ind.	2800	2800	2800
701 A.D.C.	701	1020	1021	+1	+0.10	2900 S.A. El. Ind.	2900	2900	2900
702 A.D.C.	702	1020	1021	+1	+0.10	3000 S.A. El. Ind.	3000	3000	3000
703 A.D.C.	703	1020	1021	+1	+0.10	3100 S.A. El. Ind.	3100	3100	3100
704 A.D.C.	704	1020	1021	+1	+0.10	3200 S.A. El. Ind.	3200	3200	3200
705 A.D.C.	705	1020	1021	+1	+0.10	3300 S.A. El. Ind.	3300	3300	3300
706 A.D.C.	706	1020	1021	+1	+0.10	3400 S.A. El. Ind.	3400	3400	3400
707 A.D.C.	707	1020	1021	+1	+0.10	3500 S.A. El. Ind.	3500	3500	3500
708 A.D.C.	708	1020	1021	+1	+0.10	3600 S.A. El. Ind.	3600	3600	3600
709 A.D.C.	709	1020	1021	+1	+0.10	3700 S.A. El. Ind.	3700	3700	3700
710 A.D.C.	710	1020	1021	+1	+0.10	3800 S.A. El. Ind.	3800	3800	3800
711 A.D.C.	711	1020	1021	+1	+0.10	3900 S.A. El. Ind.	3900	3900	3900
712 A.D.C.	712	1020	1021	+1	+0.10	4000 S.A. El. Ind.	4000	4000	4000
713 A.D.C.	713	1020	1021	+1	+0.10	4100 S.A. El. Ind.	4100	4100	4100
714 A.D.C.	714	1020	1021	+1	+0.10	4200 S.A. El. Ind.	4200	4200	4200
715 A.D.C.	715	1020	1021	+1	+0.10	4300 S.A. El. Ind.	4300	4300	4300
716 A.D.C.	716	1020	1021	+1	+0.10	4400 S.A. El. Ind.	4400	4400	4400
717 A.D.C.	717	1020	1021	+1	+0.10	4500 S.A. El. Ind.	4500	4500	4500
718 A.D.C.	718	1020	1021	+1	+0.10	4600 S.A. El. Ind.	4600	4600	4600
719 A.D.C.	719	1020	1021	+1	+0.10	4700 S.A. El. Ind.	4700	4700	4700
720 A.D.C.	720	1020	1021	+1	+0.10	4800 S.A. El. Ind.	4800	4800	4800
721 A.D.C.	721	1020	1021	+1	+0.10	4900 S.A. El. Ind.	4900	4900	4900
722 A.D.C.	722	1020	1021	+1	+0.10	5000 S.A. El. Ind.	5000	5000	5000
723 A.D.C.	723	1020	1021	+1	+0.10	5100 S.A. El. Ind.	5100	5100	5100
724 A.D.C.	724	1020	1021	+1	+0.10	5200 S.A. El. Ind.	5200	5200	5200
725 A.D.C.	725	1020	1021	+1	+0.10	5300 S.A. El. Ind.	5300	5300	5300
726 A.D.C.	726	1020	1021	+1	+0.10	5400 S.A. El. Ind.	5400	5400	5400
727 A.D.C.	727	1020	1021	+1	+0.10	5500 S.A. El. Ind.	5500	5500	5500
728 A.D.C.	728	1020	1021	+1	+0.10	5600 S.A. El. Ind.	5600	5600	5600
729 A.D.C.	729	1020	1021	+1	+0.10	5700 S.A. El. Ind.	5700	5700	5700
730 A.D.C.	730	1020	1021	+1	+0.10	5800 S.A. El. Ind.	5800	5800	5800
731 A.D.C.	731	1020	1021	+1	+0.10	5900 S.A. El. Ind.	5900	5900	5900
732 A.D.C.	732	1020	1021	+1	+0.10	6000 S.A. El. Ind.	6000	6000	6000
733 A.D.C.	733	1020	1021	+1	+0.10	6100 S.A. El. Ind.	6100	6100	6100
734 A.D.C.	734	1020	1021	+1	+0.10	6200 S.A. El. Ind.	6200	6200	6200
735 A.D.C.	735	1020	1021	+1	+0.10	6300 S.A. El. Ind.	6300	6300	6300
736 A.D.C.	736	1020	1021	+1	+0.10	6400 S.A. El. Ind.	6400	6400	6400
737 A.D.C.	737	1020	1021	+1	+0.10	6500 S.A. El. Ind.	6500	6500	6500
738 A.D.C.	738	1020	1021	+1	+0.10	6600 S.A. El. Ind.	6600	6600	6600
739 A.D.C.	739	1020	1021	+1	+0.10	6700 S.A. El. Ind.	6700	6700	6700
740 A.D.C.	740	1020	1021	+1	+0.10	6800 S.A. El. Ind.	6800	6800	6800
741 A.D.C.	741	1020	1021	+1	+0.10	6900 S.A. El. Ind.	6900	6900	6900
742 A.D.C.	742	1020	1021	+1	+0.10	7000 S.A. El. Ind.	7000	7000	7000
743 A.D.C.	743	1020	1021	+1	+0.10	7100 S.A. El. Ind.	7100	7100	7100
744 A.D.C.	744	1020	1021	+1	+0.10	7200 S.A. El. Ind.	7200	7200	7200
745 A.D.C.	745	1020	1021	+1	+0.10	7300 S.A. El. Ind.	7300	7300	7300
746 A.D.C.	746	1020	1021	+1	+0.10	7400 S.A. El. Ind.	7400	7400	7400
747 A.D.C.	747	1020	1021	+1	+0.10	7500 S.A. El. Ind.	7500	7500	7500
748 A.D.C.	748	1020	1021	+1	+0.10	7600 S.A. El. Ind.	7600	7600	7600
749 A.D.C.	749	1020	1021	+1	+0.10	7700 S.A. El. Ind.	7700	7700	7700
750 A.D.C.	750	1020	1021	+1	+0.10	7800 S.A. El. Ind.	7800	7800	7800
751 A.D.C.	751	1020	1021	+1	+0.10	7900 S.A. El. Ind.	7900	7900	7900
752 A.D.C.	752	1020	1021	+1	+0.10	8000 S.A. El. Ind.	8000	8000	8000
753 A.D.C.	753	1020	1021	+1	+0.10	8100 S.A. El. Ind.	8100	8100	8100
754 A.D.C.	754	1020	1021	+1	+0.10	8200 S.A. El. Ind.	8200	8200	8200
755 A.D.C.	755	1020	1021	+1	+0.10	8300 S.A. El. Ind.	8300	8300	8300
756 A.D.C.	756	1020	1021	+1	+0.10	8400 S.A. El. Ind.	8400	8400	8400
757 A.D.C.	757	1020	1021	+1	+0.10	8500 S.A. El. Ind.	8500	8500	8500
758 A.D.C.	758	1020	1021	+1	+0.10	8600 S.A. El. Ind.	8600	8600	8600
759 A.D.C.	759	1020	1021	+1	+0.10	8700 S.A. El. Ind.	8700	8700	8700
760 A.D.C.	760	1020	1021	+1	+0.10	8800 S.A. El. Ind.	8800	8800	8800
761 A.D.C.	761	1020	1021	+1	+0.10	8900 S.A. El. Ind.	8900	8900	8900
762 A.D.C.	762	1020	1021	+1	+0.10	9000 S.A. El. Ind.	9000	9000	9000
763 A.D.C.	763	1020	1021	+1	+0.10	9100 S.A. El. Ind.	9100	9100	9100
764 A.D.C.	764	1020	1021	+1	+0.10	9200 S.A. El. Ind.	9200	9200	9200
765 A.D.C.	765	1020	1021	+1	+0.10	9300 S.A. El. Ind.	9300	9300	9300
766 A.D.C.	766	1020	1021	+1	+0.10	9400 S.A. El. Ind.	9400	9400	9400
767 A.D.C.	767	1020	1021	+1	+0.10	9500 S.A. El. Ind.	9500	9500	9500
768 A.D.C.	768	1020	1021	+1	+0.10	9600 S.A. El. Ind.	9600	9600	9600
769 A.D.C.	769	1020	1021	+1	+0.10	9700 S.A. El. Ind.	9700	9700	9700
770 A.D.C.	770	1020	1021	+1	+0.10	9800 S.A. El. Ind.	9800	9800	9800
771 A.D.C.	771	1020	1021	+1	+0.10	9900 S.A. El. Ind.	9900	9900	9900
772 A.D.C.	772	1020	1021	+1	+0.10	10000 S.A. El. Ind.	10000	10000	10000

### Comptant (sélection)

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Fidélité	328 90	330	Étrangères			Rodière IW	194 30	183 80
Emp. 5,75% 7/84	100	5 10	F.I.P.P.	97	97	A.E.G.	480	480	Rodière	314	315 10
10,00% 7/84	100 20	7 33	Foncière	600	598	Alcatel	430	430	Saipem	5 05	5 05
Emp. 6,75% 13,4% 8/3	103 17	5 14	Foncière (M)	380	379	Alcatel SA	430	430	Saipem Group	22 48	22 48
10,25% mars 86	108 10	6 15	France L.A.R.D.	498	498	Alcatel SA	430	430	SKF Antidustrol	89 10	58 05
DAT 10% 5/12/87	115 38	5 10	France SA L.R.D.	1071	880	Alcatel	430	430	Tecnolec Inc	253 10	253 10
DAT 9,5% 12/1987	112 16	4 10	France S.A.L.R.D.	2053	2053	Alcatel	430	430	Tony Inc	30 60	30
DAT 8,5% 7/1986	106 56	2 08	Genève	680	570	Asahi Kasei	104 80	104 80	West Bend Comm	0 20	0 20
PFF 11,25% 85	109 56	5 10	Genève	302	302	Banco Popular S.A.	289 40	289 40			
CFF 10,50% nov 90	115 34	1 97	Genève	500	420	B.R.G. Belgium Ind.	289 40	289 40			
CH 10% 10/92	104 86	1 97	Grande Victoire	901	901	Cal. Pacific	83	83	Hors-cote		
CHB Bepac 5000F	100 06	3 07	G.T.I. (Transport)	427	427	Chevy Corp	218	221	Sigco Hydro Energy	330	330
CHB Bepac 5000F	100 20	3 07	Immatriculé	442	439	C.I.R.	3 40	3 40	C.I.R. Organizer	7	7
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Commerzbank	933	944	C.E.H. Organiser	650	650
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Dow Chemical	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442	439	Environ	292	292	Environ	77 50	77 50
CH 10% 5000F	100 06	3 07	Immatriculé	442							



## COMMUNICATION

Après le suicide de Pierre Bérégovoy

## Les dirigeants politiques restent partagés sur la responsabilité des médias

Une semaine après le suicide de Pierre Bérégovoy, la polémique s'est poursuivie durant le week-end sur la dégré de responsabilité des médias.

Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, qui était, dimanche 9 mai, l'invité de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1, en compagnie de l'abbé Pierre, s'est demandé : « Pourquoi, un jour, dans ce pays critique les journalistes et les juges ? On peut critiquer toutes les professions mais pas ces deux-là, a-t-il estimé. Est-ce qu'on pourra demander qu'il y ait plus de recherche vers un code de déontologie et de morale qui honorerait notre pays ? »

L'abbé Pierre, lui, a fait allusion au prêt accordé à Pierre Bérégovoy par Roger-Francis Pelat en disant : « Ce qui doit être appris dans la presse et chez les juges, c'est de chercher la preuve avant de parler et de ne pas présenter quelque chose qui puisse avoir une interprétation douteuse, ce qui pouvait être le cas à cause du prêt. Pas plus le juge que le journaliste n'a le droit de jeter le soupçon avant d'avoir une certitude qu'il justifie. »

Jean Glavany, porte-parole du Parti socialiste, a fait écho, le même jour, au « Forum RMC/Express » à l'argumentation de Roland Dumas, l'ancien ministre des affaires étrangères, en mettant en cause « un petit groupe » de juges et d'éditorialistes. « Les journalistes font, dans leur immense majorité, sérieusement, honnêtement, professionnellement leur travail, a-t-il dit. Mais on sait qu'il y en a un certain nombre qui sont friands de mises en cause personnelles. Il y a des juges qui, dans leur immense majorité, font honnêtement, rigoureusement leur travail, et puis il y en a quel-

ques-uns qui font des règlements de compte et essaient de s'ériger en juges, dénonçant même parfois la loi républicaine. » Se refusant à citer des noms, Jean Glavany a poursuivi : « Tout le monde sait qu'un nombre limité de journalistes fréquentent beaucoup les cabinets de ces juges et font marcher, y compris dans leurs cabinets, la machine à photocopier, et cela ne s'arrête pas là. »

## « Une presse qui se comporte bien »

Bernard Stasi, vice-président du CDS, qui participait à « L'heure de vérité », sur France 2, n'a pas eu le sentiment qu'il y ait eu un acharnement particulier contre Pierre Bérégovoy. La presse française est beaucoup moins agressive, méchante et cruelle que celle d'autres pays, a-t-il souligné, ce qui ne veut pas dire que les journalistes ne doivent pas s'interroger. Il a toutefois ajouté : « Les journalistes ne doivent pas se comporter comme des procureurs (...) et la justice ne doit pas être faite sur la place publique, sinon elle devient très vite un lynchage. »

Quant à Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui s'exprimait devant le « Grand Jury RTL-Le Monde », il a notamment déclaré : « Face au drame que représente le suicide de Pierre Bérégovoy, la seule attitude digne est le silence et le recueillement. (...) Ceux qui ont voulu (...) commenter, (...) juger (...) chercher à donner un sens à un geste dont nous ignorons les raisons, ont, à mon avis, fait fausse route. Rappelons-nous cette phrase de Soljenitsyne : « Donner un sens à ce qui n'en a pas, voilà l'ultime outrage. » Un certain nombre d'hommes politiques ont voulu util-

ser cet événement et se retourner contre la presse et contre les juges. Je pense qu'ils ont eu tort. Et d'abord parce que l'opinion publique est beaucoup plus sage qu'elle ne paraît : elle n'a très bien compris que la plupart du temps, ces hommes politiques cherchaient à se défendre eux-mêmes. La presse française est une presse qui se comporte bien, et certainement mieux que des presses étrangères où des presses qui existaient avant la guerre, qui attendaient à la dignité des personnes. Quand la presse française fait des enquêtes sur la vie publique des hommes politiques, sur leurs gestes publics, elle ne fait que son devoir. »

Le syndicat FO des journalistes de l'audiovisuel : « Indécents ». Le syndicat FO des journalistes de l'audiovisuel a réagi aux commentaires sur les causes du suicide de Pierre Bérégovoy en déclarant notamment : « Il est parfaitement indécents et immoral que des élus et jusqu'au plus haut sommet de l'Etat aient utilisé cette mort volontaire, qui a bouleversé la France, pour jeter l'ensemble des journalistes en pâture à l'opinion publique (...) aussi bien pour régler des comptes personnels que pour de basses manœuvres politiciennes. Il y a là un sordide détournement d'émotion, presque un vol de dépouille (...). Certes, la presse n'est pas parfaite, les journalistes ne sont pas tous irréprochables, pas tous vraiment objectifs (...) mais il n'y a pas plus de malhonnêtetés et de rancunes que chez les politiciens (...). Dans l'affaire du prêt Pelat, les médias ont pour la plupart montré une grande retenue sinon une grande discrétion. Pierre Bérégovoy méritait mieux que cette lamentable polémique et que cette indigne récupération. »

## POINT DE VUE

## Pour un audit du secteur public de l'audiovisuel

par Ladislav Poniatowski

Il est grand temps qu'un constat objectif de la situation vienne apporter un peu de sérénité au débat sur le secteur public audiovisuel.

En effet, l'opinion publique assiste depuis quelques jours à une multiplication de communiqués, déclarations, conférences de presse et petites phrases sur ce secteur. Or, le télévisionnisme est un sujet important, je dirais même majeur pour le bon fonctionnement de la démocratie, pour la défense et la promotion de la création française et européenne, dans la vie quotidienne des Français. Chacun d'entre nous le sent et le sait bien. Mais on s'étonne d'autant plus d'entendre, sur un sujet réputé, selon les spécialistes, consensuel, des propos aussi contradictoires, pour ne pas dire excessifs.

Pour les uns, qui ne craignent pas l'autosatisfaction et le mimétisme Coué, tout va pour le mieux, qu'il s'agisse de l'audience, de la satisfaction des publics, de la qualité des programmes ou de la situation financière des sociétés de programme de télévision. Pour d'autres, qui pratiquent la critique sans nuance, systématique, le service public a été dévoyé par une politique de chaînes commerciales d'Etat, à la recherche de l'audience

maximale, par tous les moyens et à tout prix, et l'apparent redressement financier n'a pu être assuré que par un effort exceptionnel de l'Etat et grâce également à la disparition de la Cinq dans des conditions qui restent peu glorieuses pour la France.

Il est temps de faire le point, de dire la vérité aux Français, sans complaisance et sans parti pris, avec un souci de transparence et d'efficacité. Car, comme les travaux menés dans le cadre des états généraux de la communication l'ont bien démontré, l'objectif n'est pas de détruire ce qui a été fait, mais d'améliorer de façon progressive et pragmatique notre télévision publique.

## Un contrat objectif

Encore faut-il que celle-ci se distingue de la télévision commerciale, ce qui suppose, comme le premier ministre l'a rappelé dans son discours d'investiture, que ses missions soient clairement définies par l'Etat et que les responsables de ces sociétés respectent ensuite les orientations arrêtées par les représentants de la volonté nationale et par le gouvernement qui en est issu. Ce qui ne veut pas dire,

comme des esprits mal intentionnés pourraient le faire croire, que les « politiques » vont s'occuper du choix de chaque programme ou de la désignation de chaque collaborateur.

Le ministre de la communication, répondant à la volonté du premier ministre et de sa majorité, va très prochainement annoncer les mesures qu'il entend prendre pour clarifier les missions et améliorer l'organisation et le mode de fonctionnement du secteur public. Les réflexions et suggestions des experts auxquels il pourra être fait appel sont certes très utiles et pourront servir de base aux débats qui s'engageront prochainement au Parlement, mais elles le seront d'autant plus si elles s'appuient sur un contrat objectif, confié à une ou plusieurs personnalités extérieures ayant une expérience de la gestion des programmes de télévision ainsi que de l'analyse de la situation comptable, financière et sociale du secteur public télévisuel (y compris ARTE). Les problèmes de Radio France ne doivent pas pour autant être négligés mais pourront faire l'objet d'une étude spécifique dans un cadre plus large (réglementation des radios).

Telles est la proposition que je fais au ministre de la communication et aux présidents des commissions des finances et des affaires culturelles des deux assemblées. Les présidents de France 2, France 3, d'ARTE et les personnalités de ces sociétés comprendront, j'en suis certain, qu'un tel « audit » concernant les comptes et la gestion d'une part, l'évaluation des besoins d'autre part ne peut que les aider dans la réalisation des objectifs ambitieux qu'ils se sont fixés et dans leur volonté commune d'optimiser l'emploi des ressources qui leur sont affectées. Dans un contexte de clarté et de sérénité, ils pourront enfin mieux répondre aux aspirations multiples des téléspectateurs tout en contribuant au développement de la création française et européenne.

► Ladislav Poniatowski est porte-parole du Parti républicain.

## EN BREF

► M. Chirac : « La presse écrite en danger de mort ». Dans un éditorial publié, cette semaine, par l'hebdomadaire l'Essor du Limousin, Jacques Chirac affirme : « La presse écrite est en danger de mort. Des aides sont nécessaires dans un premier temps et elles seront, semble-t-il, accordées. Le président du RPR ajoute : « Il faudra aller plus loin. Il faudra s'interroger sur les conditions de fabrication et de diffusion de notre presse (...) et réconcilier les Français avec la lecture. Il y va, et ce n'est pas excessif de le dire, de la culture de notre peuple. »

► M. Toubon prêt à se battre pour l'exception culturelle. — Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, paraît bien décidé à faire admettre aux Américains la spécificité des œuvres

audiovisuelles dans les négociations du GATT. « Ce que nous appelons l'exception culturelle », a-t-il déclaré dans un entretien publié par le Journal du dimanche début 9 mai. « Chaque Etat doit pouvoir rester libre de défendre son identité culturelle en prenant les mesures qu'il juge appropriées dans le domaine de la production, de la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles, a déclaré le ministre. C'est le cas des fameux « quotas », qui signifient simplement qu'on ne peut imposer aux téléspectateurs européens 100 % ou 80 % d'images américaines. Il en va de la préservation d'une liberté élémentaire », a souligné M. Toubon, en se déclarant prêt à se battre « jusqu'au bout pour cela » et pour préserver aussi « la notion d'auteur et le droit moral qu'elle implique. »

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Figeac. Paris. Cayenne.

Olivier PUAUX et Agnès, née Lafourcade, font part de la naissance de

Juliette,

le 3 mai 1993.

Laurent et Bertrand ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère

Vincent,

le samedi 17 avril 1993, à Ajaccio.

Nadia et Marcel RENOUF, 4, avenue de Paris, 20000 Ajaccio.

## Décès

— Yvonne Chapelle, ses enfants et petits-enfants,

Pierre et Nicole Appellange, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Ellette APPALLANGE, institutrice honoraire, survenu le 6 mai 1993, à Sarlat.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Carfax, le 7 mai 1993.

Chemin des Monges, 24200 Sarlat, 34, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

— Adrienne et François de CHATEAUBODEAU, ses parents, Christelle, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Camille,

le 4 mai 1993.

Les obsèques seront célébrées le mardi 11 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, à Paris-4.

Ni fleurs ni couronnes.

— M. et M<sup>me</sup> Paul Bounin, M<sup>me</sup> Jeanne Cabon, Le docteur et M<sup>me</sup> Christian Salomon, ses enfants,

Jacques et Olympia, Olivier, Christine, Pascal et Nathalie, Dominique, François, Fabrice, Catherine, Alain, Joëlle, Brigitte, ses petits-enfants,

M<sup>me</sup> Marcel Roche, sa sœur,

Et toute sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marcel CHÈNE,

née Hélène Gorge, survenu le 8 mai 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste d'Alberville (Savoie), le jeudi 13 mai, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« J'ai vécu de vous attendre, mon cœur était le bruit de vos pas. »

2, rue Marcel-Benoît, 38000 Grenoble.

— M. et M<sup>me</sup> Martin Lacroix, M<sup>me</sup> Catherine Firmin-Didot, M. Hubert Lacroix, M. Romain Lacroix, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mérand GUEVARA,

née Guinness,

survenu le 6 mai 1993.

Les obsèques seront célébrées le mardi 11 mai, dans l'intimité.

— C'est avec tristesse que

Bernard,

son épouse, Emmanuel, Bertrand, Patrick, Dominique, Jean-Michel, ses fils,

Leurs épouses,

Ses neufs petits-enfants,

Sa famille,

Et ses amis,

font part du décès de

Simone PERNET,

épouse Bea,

dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 mai 1993, à 16 heures, en l'église de Perrusson (Indre-et-Loire).

Ni fleurs ni couronnes.

## Communications diverses

— Concert pour les écoles et les églises d'Egypte. — Le patriarche copte d'Alexandrie patronne le concert qui aura lieu le 15 mai, à 20 h 30, à Sainte-Clotilde (23 bis, rue Las-Cases, Paris), au profit des établissements démunis en Egypte. Concert donné par le Jeune Orchestre symphonique du Conservatoire de Paris, sous la direction de M. Joubert, avec M. Taddéi à l'orgue. Au programme : Bach, Tournemire, Haendel et un chant copte. De 100 F à 150 F. Location : FNAC et 3615 FNAC, Virgin, Cityrama, ou tél. : (1) 46-05-31-62.

— Mardi 18 mai 1993, 20 h 30 : « La messianité dans la pensée juive », animée par Yves Derai (Tribune juive). Avec Yacov Blum (Joubertville), Gérard Hadad (psychanalyste), Christophe Boursseiller (écrivain), Franklin Rausky (universitaire). Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-5<sup>e</sup>. Téléphone : 43-51-75-47.

## Soutenances de thèses

— M. Jacques Bertoglio-Matte présente ses travaux en vue de l'obtention du diplôme de philosophie, « L'analyse des recherches », le mercredi 12 mai 1993, à 11 h 30, salle des thèses, niveau 2, faculté de médecine Paris-Sud, 63, rue Gabriel-Péri, 94276 Le Kremlin-Bicêtre Cedex, sur le sujet suivant : « Régulation des cellules cytotoxiques par les interleukines ».

— Le mercredi 12 mai 1993, à 14 h 30, M. Philippe Gouberville soutiendra une thèse de doctorat à l'université Louis-Pasteur à Strasbourg : « Analyse systématique d'une situation hydrologique complexe. Procédure multimodale appliquée au bassin versant de la Douve et aux marais de l'Estuaire Coteau ». Institut de géologie, amphithéâtre 2.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

à 10 heures au plus tard

au siège du journal,

15, rue Faguet, 75013 Paris

Tél. : 206 800 F

Télécopieur : 45-08-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 105 F

Thèses : 90 F

Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en lettres minuscules et italiques. Minimum 18 lignes.

RESULTATS OFFICIELS	
1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>
3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
5 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>
9 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>
11 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>
13 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>
15 <sup>e</sup>	16 <sup>e</sup>
17 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>
19 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>
21 <sup>e</sup>	22 <sup>e</sup>
23 <sup>e</sup>	24 <sup>e</sup>
25 <sup>e</sup>	26 <sup>e</sup>
27 <sup>e</sup>	28 <sup>e</sup>
29 <sup>e</sup>	30 <sup>e</sup>
31 <sup>e</sup>	32 <sup>e</sup>
33 <sup>e</sup>	34 <sup>e</sup>
35 <sup>e</sup>	36 <sup>e</sup>
37 <sup>e</sup>	38 <sup>e</sup>
39 <sup>e</sup>	40 <sup>e</sup>
41 <sup>e</sup>	42 <sup>e</sup>
43 <sup>e</sup>	44 <sup>e</sup>
45 <sup>e</sup>	46 <sup>e</sup>
47 <sup>e</sup>	48 <sup>e</sup>
49 <sup>e</sup>	50 <sup>e</sup>
51 <sup>e</sup>	52 <sup>e</sup>
53 <sup>e</sup>	54 <sup>e</sup>
55 <sup>e</sup>	56 <sup>e</sup>
57 <sup>e</sup>	58 <sup>e</sup>
59 <sup>e</sup>	60 <sup>e</sup>
61 <sup>e</sup>	62 <sup>e</sup>
63 <sup>e</sup>	64 <sup>e</sup>
65 <sup>e</sup>	66 <sup>e</sup>
67 <sup>e</sup>	68 <sup>e</sup>
69 <sup>e</sup>	70 <sup>e</sup>
71 <sup>e</sup>	72 <sup>e</sup>
73 <sup>e</sup>	74 <sup>e</sup>
75 <sup>e</sup>	76 <sup>e</sup>
77 <sup>e</sup>	78 <sup>e</sup>
79 <sup>e</sup>	80 <sup>e</sup>
81 <sup>e</sup>	82 <sup>e</sup>
83 <sup>e</sup>	84 <sup>e</sup>
85 <sup>e</sup>	86 <sup>e</sup>
87 <sup>e</sup>	88 <sup>e</sup>
89 <sup>e</sup>	90 <sup>e</sup>
91 <sup>e</sup>	92 <sup>e</sup>
93 <sup>e</sup>	94 <sup>e</sup>
95 <sup>e</sup>	96 <sup>e</sup>
97 <sup>e</sup>	98 <sup>e</sup>
99 <sup>e</sup>	100 <sup>e</sup>

Le Monde

En vente chez votre marchand de journaux

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93







Le discours-programme du ministre de l'intérieur devant les commissaires de police

## «Entre le laxisme et l'Etat policier, il y a l'Etat républicain»

déclare Charles Pasqua

Dans un discours prononcé, lundi 10 mai, devant six cents commissaires de police au palais du CNIT de la Défense (Hauts-de-Seine), M. Charles Pasqua a longuement exposé, pour la première fois, sa conception des missions de la police nationale. «Entre le laxisme et l'Etat policier, il y a tout simplement l'Etat républicain», a notamment déclaré le ministre de l'intérieur, en énumérant les «réformes de la loi» déjà annoncées par le gouvernement (le Monde du 15 et du 16 avril). Mais M. Pasqua a surtout insisté sur les responsabilités de la police nationale et de sa hiérarchie vis-à-vis des attentes du public, estimant que «la police doit être exemplaire» dans sa déontologie et mettant en garde les commissaires de police, qui auront «à répondre des erreurs et des fautes qui pourront être commises».

S'il n'a pas fondamentalement changé d'objectif, M. Pasqua a changé de méthode. Le discours-programme qu'il a délivré devant près d'un tiers du corps des commissaires de police surprend plus par le ton que par le fond. Démagogie et flatterie en sont exclues : c'est un message d'autorité que le ministre de l'intérieur a voulu faire passer à la hiérarchie d'une institution qu'il juge, en privé, délabrée et désorganisée. «La société française attend de nous que nous lui rendions la paix civile, a-t-il d'abord déclaré. Elle souffre depuis trop longtemps des conséquences

d'une politique qui n'a jamais su, quelles qu'aient été les qualités des hommes, les déclarations d'intention, s'affranchir d'une suspicion quasi idéologique sur la légitimité même de la mission de sécurité».

Pour que la sécurité devienne «un enjeu partagé dans toutes les fractions de l'opinion publique», M. Pasqua estime que «la première des conditions est d'inscrire strictement notre action dans le cadre des valeurs républicaines, des textes constitutionnels et législatifs, et dans celui des conventions internationales ratifiées par la France». «Il nous faut revenir à une conception simple et claire de la loi qui dit, sans artifice et sans faux-fuyant, ce que veut le peuple français en ce qui concerne ses libertés et sa sécurité, a-t-il ajouté. Mais quand la loi n'est pas adaptée à la situation qu'elle doit régir - c'est le cas, par exemple, pour les contrôles d'identité - il faut en changer. Changer la loi pour changer le droit, telle est la seule manière démocratique de procéder. (...) Le respect et quand il le faut, la réforme de la loi telle sera ma seule démarche. Les textes que vous aurez à faire respecter seront tous le résultat du vote de la représentation nationale. Je n'entends pas agir par voie de ces circuits plus ou moins occultes qui, trop souvent, combinent l'absence ou les lacunes des lois».

«Naturellement, a continué le ministre de l'intérieur, la loi qui fixe l'étendue des droits et des obligations de tous les acteurs de la vie sociale, de la police comme des citoyens, doit être respectée par tous. Aux personnes qui la transgressent, je promets une répression sans faille. Aux fonctionnaires de police qui s'en affranchissent, j'annonce des sanctions d'une extrême fermeté. La police doit être exemplaire. Elle ne peut exiger des autres l'application

de la loi que si elle est elle-même exempte de tout reproche».

C'est ainsi qu'il a évoqué la Convention européenne des droits de l'homme, qui énonce, «notamment, le droit des étrangers qui vivent régulièrement sur notre sol à mener une vie familiale normale». Aussi a-t-il précisé que son action en matière d'immigration visait à «lutter avec détermination contre toutes les fraudes qui se dissimulent parfois sous l'invocation des plus grands principes». «Nous respectons pleinement les principes fondamentaux du droit d'asile, a-t-il affirmé. La France a été de tout temps une terre d'asile. Mais nous ne lui devons pas de l'être, nous le devons à nous-mêmes, et nous le devons à ceux qui nous demandent d'asile, qui mettent en péril ce droit fondamental. L'abus du droit d'asile tue l'asile».

### La hiérarchie rappelée à ses responsabilités

«Entre le laxisme et l'Etat policier, il y a tout simplement l'Etat républicain», a conclu M. Pasqua pour résumer sa philosophie de l'action policière. Il a énuméré les principaux projets de loi destinés à offrir à celle-ci «un cadre juridique renforcé», qu'il s'agisse des «contrôles d'identité à caractère préventif, qui doivent être rendus possibles dans toute la mesure des principes constitutionnels», de «la maîtrise des migrations» et des «conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France», d'un véritable statut du regroupement familial, d'une nouvelle législation sur le droit d'asile ou, enfin, d'un plan d'action contre le travail clandestin. Plus tard, M. Pasqua compte proposer au gouvernement des textes sur la drogue, espérant une politique commune aux pays de la Communauté européenne, ou sur le problème des mineurs, qui prennent une part croissante dans les infractions.

Mais le véritable refrain de ce discours fut l'exigence déontologique, assortie d'une ferme mise en garde aux commissaires de police. «Je veux vous demander d'exercer pleinement vos responsabilités dans le domaine de la déontologie», déclara M. Pasqua. J'entends restaurer votre autorité, mais j'entends, en contrepartie, que vous soyez pleinement conscients de l'exemplarité que je veux voir, de nouveau, reconnue à la

police nationale. Revenant sur les récentes «bavures» policières, il a ajouté : «Cette situation ne saurait être considérée comme une fatalité liée à l'exercice, de plus en plus difficile, des missions de police. L'écoulement des cas d'espèce fait apparaître qu'à l'évidence, certains de ces policiers se sont affranchis (...) des dispositions du code pénal et de celles du code de déontologie».

Estimant que le code de déontologie de la police nationale reste «une abstraction juridique, un concept lointain», M. Pasqua a présenté aux commissaires le petit livret dont seront désormais dotés tous les policiers et où sont repris tous les articles de ce code, édité en mars 1986, traitant des rapports avec le public. Confirmant qu'un autre organisme, sans plus de précision, remplacera le Conseil supérieur de l'activité de la police qu'il vient de supprimer (le Monde du 9-10 mai), M. Pasqua a poursuivi à l'adresse des commissaires : «Je souhaite rendre à la hiérarchie ses priorités mais aussi ses responsabilités. (...) Vous aurez les moyens d'exercer votre commandement. Il va de soi que cela signifie que vous aurez aussi à répondre des erreurs et des fautes qui pourront être commises. (...) Vous êtes d'abord des «patrons» qui devez être capables de montrer l'exemple. (...) Vous devez vous-mêmes participer à l'action de vos collaborateurs sur le terrain».

Le ministre de l'intérieur a terminé son discours en insistant, d'une part, sur l'objectif de «qualité du service public de la police» - «l'accroissement de l'importance toute particulière de l'accueil du public dans la rue, dans les services et tout d'abord dans les commissariats» - et, d'autre part, sur la nécessité de «suspendre toutes les réformes de structure, mal préparées, mal comprises et donc mal acceptées» - dont notamment la départementalisation de la police nationale qui a eu «pour seul effet d'introduire plus d'incohérence et de confusion». Après avoir promis de préciser fin mai ses orientations en la matière, M. Pasqua a conclu en citant Albert Camus et l'un des personnages de sa pièce les Justes : «J'ai choisi d'être policier pour vivre au centre des choses».

E. P.

Présentées au conseil des ministres

## Les mesures du collectif budgétaire

Le collectif budgétaire que M. Balladur devait présenter au conseil des ministres lundi 10 mai comporte les dispositions générales suivantes :

• **Contribution sociale généralisée** : Le taux de la CSG sera porté de 1,1 % à 2,4 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Seule la hausse de 1,3 point sera déductible du revenu imposable. L'avantage fiscal correspondant étant plafonné à 3 000 francs pour un célibataire (6 000 francs pour un couple).

• **Taxe intérieure sur les produits pétroliers** : relèvement de 28 centimes par litre.

• **Exemple** : L'Etat prendra en charge les cotisations d'allocations familiales versées par les entreprises sur les rémunérations inférieures à 2 fois le SMIC, afin de favoriser l'embauche de salariés sans qualification.

• **Logement** : Plusieurs mesures fiscales sont prévues pour un montant de 5 milliards, dont la déduction du déficit foncier de l'ensemble des revenus des bailleurs jusqu'à 50 000 francs, une exonération des droits de succession dans la limite de 300 000 francs pour ceux qui achèteront des logements neufs pendant une période donnée. 20 000 PAP (prêts aidés à la propriété) et 11 000 PLA (prêts locatifs aidés) supplémentaires seront également débloqués et 100 millions de francs sont prévus pour les sans-abri (lire page 23 l'article de Françoise Vuyss).

• **Entreprises** : La règle du décalage d'un mois de la TVA est supprimée. Les sommes dues à ce titre par l'Etat aux PME seront intégralement remboursées. Les autres entreprises bénéficieront d'une créance remboursable en vingt ans. D'autre part, les droits de mutation sur cession de fonds de commerce seront allégés, de même que sera facilitée la transmission des entreprises. Les agriculteurs quant à eux se verront octroyer près de 2 milliards de francs (le Monde du 9 et 10 mai).

• **Réforme des retraites** : Le gouvernement va amorcer une réforme du calcul des retraites de base, après discussion avec les partenaires sociaux. La durée de cotisation exigée sera augmentée d'un trimestre par an (de 150 trimestres aujourd'hui à 160 trimestres en 2004, par exemple) alors que le

calcul de la pension s'effectuera progressivement non plus sur les dix meilleures années mais sur une durée plus longue.

• **Assurance-maladie** : Un plan d'économies de 25 milliards de francs en 1994 sur les dépenses de santé est en préparation. Il comprendra une hausse du forfait hospitalier et la baisse de certains remboursements.

• **Epargne** : Un abattement de 150 francs sera accordé sur l'impôt de Bourse pour les particuliers. Un avantage fiscal (exonération des plus-values) sera accordé aux épargnants qui transféreront des sommes de 500 000 francs vers des plans d'épargne en actions (lire page 23 l'article d'Eric Leseur).

## La Côte d'Azur compte la plus forte proportion de femmes enceintes séropositives

Selon une étude menée publiquement samedi 8 mai au cours du deuxième symposium «Sida et reproduction» qui avait lieu à Nice, la plus forte proportion de femmes enceintes infectées par le virus du sida est observée, en France, sur la Côte d'Azur : 9,2 pour 1 000 des femmes enceintes sont en effet séropositives dans cette région, contre 4,3 pour 1 000 en région parisienne et 4,2 pour 1 000 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon d'autres données rendues publiques au cours de ce congrès, il y avait chaque année en France environ 1 500 femmes enceintes séropositives. Deux sur trois choisissent de mener leur grossesse à terme et plus de deux cent enfants séropositifs naissent chaque année en France.

Ces nouvelles données ne manquent pas de relancer le débat sur la nécessité d'instaurer un dépistage obligatoire du sida pour les femmes enceintes. «Un tel dépistage obligatoire est nécessaire» a pour sa part déclaré, au cours du congrès, le professeur Jean-Yves Gillet, chef du service de gynécologie et de médecine de la reproduction au CHU de Nice.

## EN BREF

■ **Mieux aider le Sud** : précision. - A la suite d'une erreur, nous avons omis de faire figurer la liste des premiers signataires de la Lettre ouverte à Edouard Balladur lancée par l'association Mieux aider le Sud (le Monde du 6 mai). Ce texte a été signé par les personnes suivantes : Elisabeth Badinter, Ph. Blime, Sylvie Brunel, Jean-Denis, Bernard Esambert, André Fontaine, Françoise Giroud, Jacques Julliard, René Lenoir, Jean Oron, Jean-François Revel, Marc Ullmann, membres fondateurs. Cet événement signé ce texte : Jean-François Beyer, Claude Ervin, François Froment-Meurice, Jean-Paul Fuchs, Anne de Lattre, Monique Pelletier, P. Victoria, Pierre-André Wiltzer, ainsi que six ONG.

■ **Manifestation de pacifistes** sur le plateau d'Albion. - Trois mille personnes environ, qui répondaient à l'appel du Mouvement de la paix, se sont rassemblées, dimanche 9 mai, sur le plateau d'Albion (Vaucluse), où est basée une partie des missiles français, afin de demander que «la France ne reprenne pas ses essais nucléaires en juillet prochain».

■ **EQUATEUR** : au moins seize morts dans un glissement de terrain. - Un glissement de terrain survenu dans la zone minière de Nambija, dans la province de Zamora Chinchipe, à 500 km au sud de Quito, a causé, dimanche 9 mai, une partie d'un village, faisant au moins seize morts et soixante-douze disparus. (AFP.)

## SOMMAIRE

<b>DÉBATS</b>	Musiques : Ruf Wessels à la Cigale 19
Entretien avec Romila Thapar... 2	
<b>ETRANGER</b>	
La guerre en ex-Yougoslavie... 3	
Afrique du Sud : le président de Klerk met en garde l'extrême droite blanche... 5	
Djibouti : la réélection du président Gouled est contestée par l'opposition... 6	
Algérie : le président Kefi confirme l'organisation d'un référendum... 6	
Cambodge : les Khmers rouges prêts à tout pour saboter les élections... 6	
<b>POLITIQUE</b>	
Le débat sur les premières mesures du gouvernement... 7	
Les hommages à Jeanne d'Arc... 8	
La grande Rte des «euroverts» 8	
<b>SOCIÉTÉ</b>	
Environnement : Michel Barnier veut privilégier l'éducation et la formation à l'écologie... 10	
Education : la martingale des stratégies... 10	
Des sénateurs présentent une proposition de loi sur l'aide aux personnes âgées dépendantes... 11	
<b>SPORTS</b>	
Automobilisme : Alain Prost remporte le Grand Prix de Formule 1 d'Espagne... 12	
Basket-ball : Pau-Orthez retrouve l'élan lors de la finale du championnat de France... 13	
<b>SCIENCES • MÉDECINE</b>	
Mouvement de plaques en Asie • Les soubresauts de la fusion froide... 17 et 18	
<b>CULTURE</b>	
La mort du chorégraphe américain Alwin Nikolais... 19	
<b>ÉCONOMIE</b>	
Sidérurgie : un entretien avec Francis Mer, PDG d'Usinor-Sacilor... 22	
La réforme du statut de la Banque de France... 22	
Les principales mesures d'actualisation du budget... 23	
<b>COMMUNICATION</b>	
Après le suicide de Pierre Bérégovoy, les dirigeants politiques restent partagés sur la responsabilité des médias... 26	
Point de vue : pour un audit du secteur public de l'audiovisuel par Ladislas Farkas... 26	
<b>L'ÉCONOMIE</b>	
Danemark : eu royaume secret de Lego • Légende : indétectable Macarone • Jeux d'entreprises à des fins de formation • La Banque de France blâme l'indépendance... 29 à 38	
<b>Services</b>	
Abonnements... 2	
Annonces classées... 20	
Cartes... 26	
Loto, Loto sport... 18 et 26	
Marchés financiers... 24 et 25	
Météorologie... 27	
Mots croisés... 11	
Radio-télévision... 27	
Spectacles... 21	
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économie» folioté 29 à 38	
Le numéro de «Monde» daté 9-10 mai 1993 a été tiré à 478 064 exemplaires.	

## Demain dans «le Monde»

### «Initiatives» : contre la fatalité du chômage

Quand tout va mal, reste l'espoir. Contre les idées reçues, des situations jugées perdues se redressent. Des hommes démontrent que rien n'est inéluctable. Des exemples à suivre.

### POINT : la CSG, un impôt au secours de la Sécurité sociale

Après de nombreuses hésitations, le gouvernement va augmenter le taux de la CSG (contribution sociale généralisée) au 1<sup>er</sup> juillet pour assurer le redressement des comptes de la Sécurité sociale, parallèlement à une augmentation de certaines taxes et avant une série de mesures d'économies.

## LE MONDE diplomatique

Mai 1993

- **AFRIQUE** : Un dossier spécial de huit pages. Combats pour une renaissance, par Ignacio Ramonet. - Du «pacte colonial» au choc des indépendances, par Philippe Leymarie. - Géopolitique du continent (P.L.). Les trois plates de l'économie, par Christian de Brie. - Le Cap-Vert, terre d'exil, par Bernard Degianni. - Découverte de l'Etat et risques de la «transition démocratique», par Achille Mbembe. - Quand l'essor du secteur informel se nourrit des acquis du passé, par Catherine Coquery-Vidrovitch. - Explosif mélange de la croissance urbaine et de la régression des services publics, par Adérito Alain Sanchez. - La nouvelle société civile est déjà là, par Colette Braeckman. - Double réussite du Botswana, par Charles Marvey. - La femme, source inépuisable de richesses, par Anna Cassam. - Sous l'œil des caméras, métaphore d'un rite, par Carlos Pardo.
- **EX-YOUGOSLAVIE** : La force et les haines en Bosnie, par Paul-Marie de la Gorce.
- **SALVADOR** : Crimes et vérité
- **CAUCASE** : Coûteux succès arméniens, par Tamara Dragadze.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1993

### SPECIAL EXAMENS DERNIER ETAT DU MONDE

L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'Etats dépendants après trois ans de coalition. L'Asie Pacifique est devenue le nouvel atelier du monde. Il faut compter avec l'Asie orientale. Aux Etats-Unis, on commence à mesurer l'effet Clinton. Les différences Nord-Sud persistent.

### DERNIER ETAT DE LA FRANCE

La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Pourtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs.

Au sommaire des Clés de l'Info : montée des mouvements intégristes dans les pays musulmans, la crise institutionnelle en Russie, les formations de droite en France, l'hyperinflation au Brésil, le blanchiment de l'argent sale, la faillite du système politique italien, le Printemps de Bourges, la déontologie des journalistes, mai 68.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F



# Le Monde

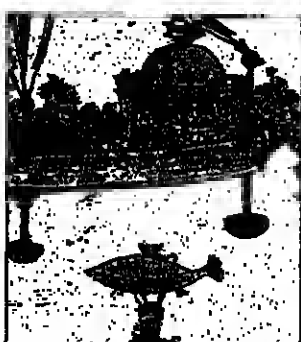
## Les « cancrs » du RMI



Il y a de fortes disparités régionales dans le traitement des titulaires du revenu minimum d'insertion. L'île-de-France et le pourtour méditerranéen font nettement moins pour la réinsertion des RMIstes que le reste du pays.

page 31

## Dossier : la prospective



« Regard sur l'avenir destiné à éclairer l'action présente », la prospective – les Américains parlent plutôt de futurologie – est une discipline déjà ancienne, avec ses méthodes, ses chercheurs, ses traditions nationales.

page 34

## La Banque de France bientôt indépendante



Alors que le gouvernement présente son projet sur l'autonomie de la Banque de France, Klaus Reah souligne les dangers d'une indépendance mal comprise. Charles Wyplosz, lui, pense que la Banque doit aussi gérer les taux de change.

page 37

## MODE D'EMPLOI

Logement : L'invasion des terrasses. Humour, par José Doyère. Récession. La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon. ECU. Livres : L'impudence de la raison, une critique de la Présomption facile, de Friedrich Hayek. Notes de lecture. Agenda. **PERSPECTIVES** 31 à 36 Maroc : la rive européenne. Développement : Aide-t-il, la Sahel l'aidera. Indestructible Mecano. **CONJONCTURE** 38 Indicateur, l'emploi : Pénurie de revenus. Région, le Maghreb : Privatisation en cours. Pays, la Libye : Assouplissement relatif. Secteur, le tourisme : Concentration.

# L'ÉCONOMIE

## À-côtés

### Jeux d'entreprises

Trivial Pursuit, Monopoly ou jeux de l'oie sont de plus en plus utilisés dans le monde de l'entreprise à des fins de formation

« **A**VANCEZ jusqu'à la case clients-fournisseurs et répondez à la question pour jouer. » Afin de devenir des « champions de la qualité », près de cinq mille personnes du groupe Anchan ont participé à des séances de formation par le jeu depuis 1986.

Chez Elf-Aquitaine, l'initiation à la stratégie d'une centaine de cadres passe par Petrol X : à la conquête de nouveaux marchés, des équipes responsables de firmes pétrolières fictives se battent pour conquérir le monde pendant trois jours à l'aide du jeu géant.

Ailleurs, on accumule des pièces de Lego pour apprendre à gérer des stocks. Des méthodes qui gagnent du terrain et qui sont à l'origine de Ludimat-Expo, le premier salon international du jeu et des outils ludiques dans la formation pour adultes, qui vient de se dérouler à Paris.

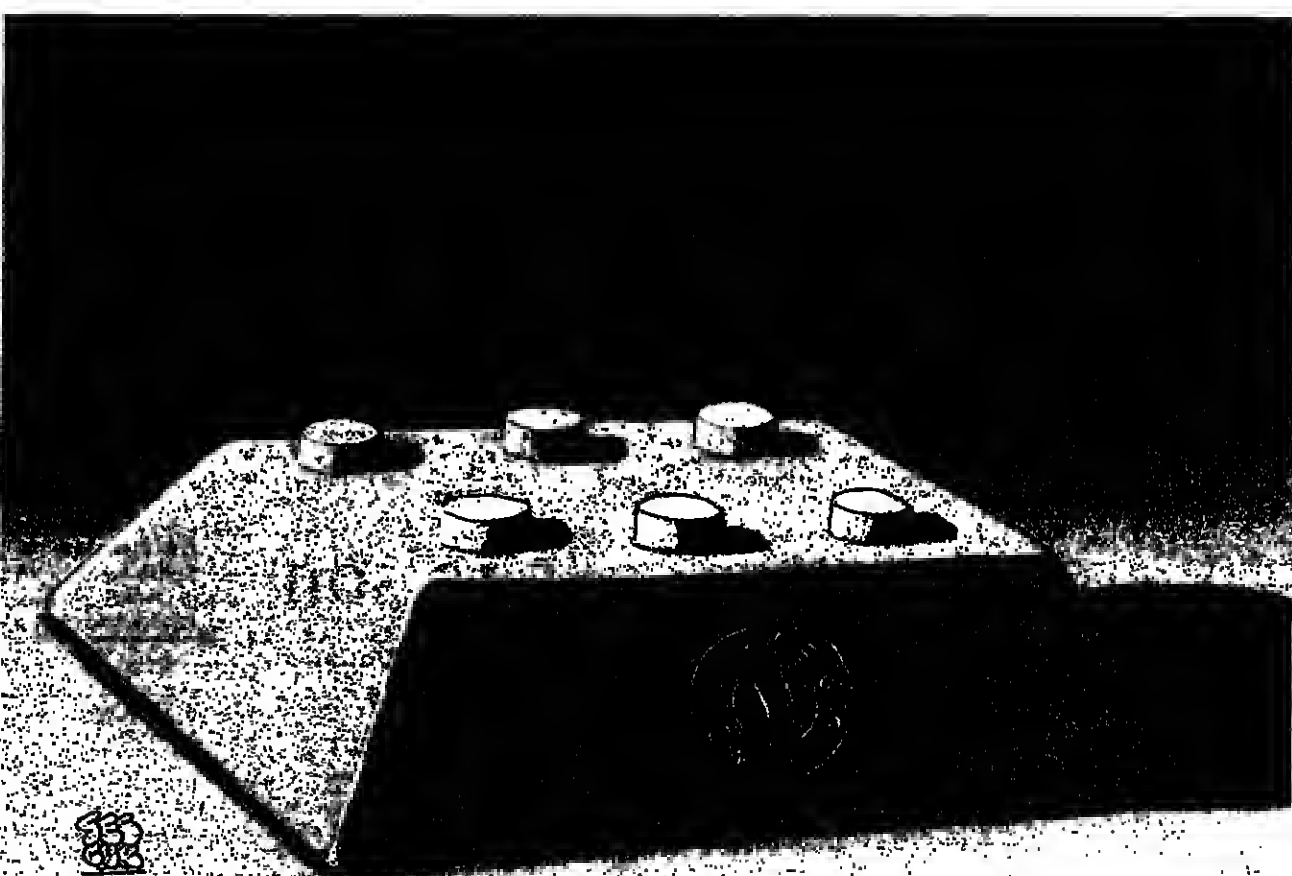
En réalité, ce sont les économistes Jean-Marie Albertini et Jean-Jacques Ballan qui, les premiers, dans les années 70, ont adapté le jeu au monde de l'entreprise.

Dans leur sillage aujourd'hui, vingt-cinq à trente sociétés en France se sont spécialisées dans ce mode d'apprentissage ludique qui permet de rompre avec les cours magistraux.

Thibault Romain  
Lire la suite page 36

## DANEMARK

### Au royaume secret de Lego



Ses briquettes sont connues et vendues dans cent trente-cinq pays, mais Lego reste une société familiale, opaque, concentrée sur son Danemark d'origine. Le seul européen présent parmi les leaders mondiaux du jouet fabrique toujours l'essentiel de ses produits à Billund. Le groupe ne craint pas de s'attaquer aux plus grands : prochaine étape, le développement de parcs de loisirs à l'étranger. Seule ombre au tableau : un nouveau « non » danois à Maastricht, qui obligerait Lego à implanter des usines ailleurs dans la CEE.

Lire page 35 l'enquête de Christian Chartier

## TUNISIE

### Le trop bon élève du FMI

Après des années de croissance « à la chinoise », le petit pays du Maghreb aborde une passe plus difficile. Ses industriels redoutent l'ouverture à la concurrence étrangère, et les privatisations piétinent

de notre envoyé spécial

D'UN côté, une Algérie embourbée dans des problèmes sans fin ; de l'autre, une Libye fantasque et délabrée malgré ses pétrodollars. Le constat sante aux yeux : la petite Tunisie tire mieux son épingle du jeu que ses deux voisins arabes. Non d'un point de vue politique. La Tunisie du président Ben Ali, le successeur de Habib Bourguiba depuis le « coup d'Etat médical » de novembre 1987, embastille sans scrupule les islamistes, muselle la presse et ne tolère pas l'ombre d'une opposition.

Mais l'économie se moque de ce déficit démocratique. Sur cette frange de la Méditerranée, la Tunisie affiche une bonne santé rare. De menus faits l'illustrent : la rareté des mendicants dans les rues de la capitale, la prolifération des panneaux publicitaires... Un chiffre la résume : celui de la croissance économique. Au cours des trois dernières années elle a atteint 6,6 % en moyenne, dopée il est vrai par une succession de récoltes agricoles miraculeuses.

Exception faite du chômage, qui touche 15 % de la population active, les autres indi-

cateurs confirment le diagnostic. La hausse des prix est modérée (4 % prévus cette année), les finances publiques assainies et des millions de touristes – dont certains habitués de la Yougoslavie – ont retrouvé le chemin des plages tunisiennes. Entre 1991, l'année noire à cause de la guerre du Golfe, et 1992, les recettes touristiques encaissées par Tunis ont crû de moitié.

**PLAN D'AJUSTEMENT** • Pour ce diplomate maghrébin, vieux routier de la vie politique tunisienne, la cause est entendue : « Fondamentalement, explique-t-il, la réussite de la Tunisie est à porter au crédit de Bourguiba. Dès la fin des années 50, il a compris qu'il fallait tourner le dos au monde arabe et au statut de la femme qu'il véhiculait, mener une politique de régulation des naissances, et favoriser l'émergence d'une classe moyenne. » Le fait est que, près de quarante ans après son indépendance, la Tunisie, à l'inverse de l'Algérie, ignore le problème du logement. Et les inégalités sociales y sont beaucoup moins aiguës qu'au Maroc, même si, de l'avis des syndicats, elles ont tendance à augmenter. « De tous les pays arabes, c'est la Tunisie qui a la classe moyenne la plus développée », note

le gouverneur de la banque centrale de Tunisie, Beji Hamda.

Quant à la régulation des naissances, sa réussite est remarquable. De 3 % en 1966, le taux de croissance démographique a été ramené à 1,9 % à la fin des années 1980. Résultat, la population augmente trois fois moins vite que la richesse du pays.

Même si les causes sont multiples, l'interdiction du mariage avant l'âge de dix-sept ans, la vente de contraceptifs et leur publicité, légale dès 1961, la libéralisation de l'avortement quatre ans plus tard ne sont pas étrangers à ce résultat. Ni l'Égypte, ni le Maroc ou l'Algérie ne font aussi bien, il s'en faut.

Les « aînées Bourguiba », ce fut aussi celles d'une économie bâtie sur un secteur public hypertruffé, un recours à l'endettement et les facilités tirées des trois « rentes » de la Tunisie – les phosphates, le tourisme et le pétrole, lequel a représenté un temps près de la moitié des exportations en dépit d'une production modeste.

Jean-Pierre Tuquoi

Lire la suite page 32

## orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Niveau d'études 92-93 : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_  
Je désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparateur en UEA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Cycles de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Gestion, Commercial en Pharmacie
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Assistants de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Itinéraire, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Communication par le Volant	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Océanographie
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire
<input type="checkbox"/> Délégué Médical	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques

Adresser ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO



MODE D'EMPLOI

LOGEMENT

L'invasion des termites

Les petits insectes qui mangent le bois infestent progressivement tout le territoire français. Pour les maisons, un danger trop sous-estimé qui coûte cher à enrayer

PARQUETS, escaliers, charpentes... ils font feu de tout bois ! Petits insectes blanchâtres vivant en colonies, les termites se nourrissent de la cellulose contenue dans le bois, le papier, le textile... A l'abri de la lumière, ils y creusent avec leurs mandibules de minuscules galeries, laissant intacte la surface, si bien qu'on n'y voit ni trou ni sciure. Jusqu'au jour où les boiseries évidées tombent en poussière, où la charpente s'effondre. Les constructions traditionnelles, où le bois est largement employé, sont les plus menacées, mais d'autres matériaux pouvant abriter ces redoutables insectes, beaucoup de maisons individuelles, voire des immeubles, peuvent être victimes de leur appétit.

Débarqués à Bordeaux il y a plus de deux siècles, en provenance des régions équatoriales, les termites ont peu à peu infesté la Charente-Maritime, la Gironde et les Landes et se sont propagés, depuis quarante ans, sur la façade atlantique et méditerranéenne, remuant la vallée du Rhône jusqu'à la région lyonnaise. Selon le Centre technique du bois et de l'ameublement (CTBA), 50 départements sont aujourd'hui infestés, contre 16 en 1953. Paris n'est pas épargné : treize arrondissements sont touchés, en particulier les 5<sup>e</sup> (la Sorbonne est infestée), 6<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>.

Le fléau est tel que les collectivités locales commencent à prêter main forte aux particuliers, à l'image de deux villes pionnières : Arles, où le budget anti-termites atteint déjà 600 000 francs, et Créteil, qui affirme avoir englouti 3 millions de francs depuis 1989. En Loire-Atlantique, le conseil général s'engage à prendre en charge 40 % des frais de traitement si les communes acceptent d'en supporter 10 %. Ces mesures vont dans le sens de ce que préconise l'Association des villes pour la lutte contre les insectes xylophages et les termites en particulier, qui regroupe 22 communes dont Paris, Marseille, Nantes. Celle-ci déplore aussi qu'aucune assurance ne couvre le risque « termites ». Le phénomène n'est même pas considéré comme « catastrophe naturelle ».

Or barrer la route aux termites coûte cher. La seule solution consiste à injecter des « barrières chimiques » dans le sol autour des maisons, un cocktail malheureusement aussi dangereux pour les nappes phréatiques que pour les insectes. Tous les bois et les murs, de la cave jusqu'au dernier étage infesté, doivent en outre être traités. Le coût de l'opération oscille entre



30 000 et 50 000 francs pour une maison et avoisine 20 000 francs pour un appartement.

Un marché pour les entreprises spécialisées que le CTBA évalue à 270 millions de francs par an. Un créneau qui suscite des appétits parfois plus nocifs encore que ceux des termites ! Pour séparer le bon grain de l'ivraie, le CTBA, outre le certificat de garantie accordé à certains produits, délivre aux spécialistes du traitement un agrément professionnel baptisé CTBA+ : sur 200 entreprises, 37 ont reçu l'estampille.

Un label indispensable pour prétendre à la déduction fiscale accordée par l'arrêté du 20 août 1992 à tout contribuable qui aura fait préventivement traiter ses charpentes contre les

xylophages. Pour prévenir la propagation du phénomène, quelques villes (Maisons-Alfort dès 1985, Bordeaux, Angoulême...) et préfectures (Charente-Maritime, Vendée, Deux-Sèvres) ont pris des arrêtés prévoyant généralement trois dispositions : interdiction de transporter du bois ou tout matériau termité (l'utilisation de gravats infestés pour remblayer l'autoroute de l'Est et « contaminé » Maisons-Alfort) ; obligation de traiter les sols avant construction ; obligation, enfin, de « faire état de l'infestation par une transaction immobilière une attestation établie par un spécialiste décrivant l'état parasitaire de l'immeuble ou du terrain ».

Cette précaution n'a apparemment pas mis fin aux abus. Pour preuve, la « ruse » dont a été victime en 1990 l'acquéreur d'une résidence secondaire en Charente-Maritime, payée 550 000 francs. L'« attestation parasitaire », émanant de l'établissement Lortillou (dément agréé par le CTBA), précisait notamment : « Nous avons constaté des dégâts causés par des termites sans activité apparente. » Comme si les parasites agissaient au grand jour !

L'acheteur s'est aperçu quelques mois plus tard que sa maison était infestée de termites. La contre-expertise établie par la société Sublimm, labellisée elle aussi, conclut à une « infestation généralisée de la maison », ajoutant que « l'importance des dégâts démontre que l'activité du termité y existe depuis longtemps et qu'elle ne s'est jamais interrompue ».

L'ambiguïté et le caractère spéculatif d'une attestation sont-ils constitutifs d'un vice caché ? C'est toute la question. En tout cas, dans un arrêt d'avril 1990, la cour d'appel d'Alençon-Provence a confirmé le jugement du tribunal de grande instance de Tarn-et-Aragon qui avait prononcé la résolution de la vente d'une maison, au motif que la présence de termites constitue un vice caché.

Philippe Baverel

HUMEUR • par Josée Doyère

Récession

COMME les haruspices scrutent, aux temps lointains de Rome, les entrailles des volailles pour deviner la volonté des dieux, nos modèmes augures scrutent les indices, signes abstraits des activités humaines, synthèses statistiques censées indiquer de quoi demain sera fait. On apprend ainsi que la reprise est « officielle » en Grande-Bretagne, que le récession se confirme en France et en Allemagne, et qu'après quelques jours d'optimisme, les derniers indicateurs publiés outre-Atlantique sont porteurs d'inquiétude.

Il y a des mois, maintenant, que chaque jour, dans nos journaux, dans nos télévisions, on entend parler de la « reprise », qui n'est pas pour aujourd'hui, carter nan, mais peut-être pour demain, pas pour le trimestre en cours, mais pour le fin de l'année... pour le début de l'année prochaine, puis pour le printemps, puis pour l'automne... Le moins qu'on puisse dire, c'est que les fameux indices ne sont guère précis. Pas plus précis, en fait, que les horoscopes que les astrologues fournissent aux princes, au Moyen Âge.

Un temps, notre attention a été focalisée sur les taux d'intérêt, les taux allemands en particulier, qui n'en finissent pas de faire espérer leur baisse. Et l'on attendait, crispé, chaque réunion du jeudi de la Bundesbank, soupirant sans y croire que le si indépendant Institut d'émission allemand allait enfin prendre en considération non plus seulement l'intérêt de son pays, mais celui du monde occidental.

tel tout entier. La Bube, enfin, se décide-t-elle à les baisser, ces fameux taux, que le baïssa était illico jugée insuffisante, et trop tardive...

Les Etats-Unis pourtant, avaient baissé les leurs, de taux, une bonne dizaine de fois, sans effet probant. Pourquoi diable panse-t-on que la décade des taux allemands, même suivie dans la plupart des pays européens, allait changer quelque chose ?

Pourtant on y a cru, moi la première. Aujourd'hui, on ouvre les yeux, ou du moins on essaye. En Allemagne, en France, c'est la crise. Et pour appeler un chat un chat, c'est la récession. On s'en doutait un peu. Mais à force d'essayer de se convaincre que la pire n'est pas vraiment sûre, on ne parle pas ouvertement de récession, mais de « croissance négative », comme si la seule mot de « croissance », même flanqué de l'adjectif « négative » pouvait masquer la réalité. Et la réalité, c'est qu'en temps de récession le chômage ne peut que croître, dans l'Hexagone comme outre-Rhin. Le hideux chômage avec son cortège d'angoisses, de malheurs, de vies gâchées, de souffrances, de familles déchirées...

Je ne sais quels indices vont demain nous préoccuper, nous permettre d'escompter, d'attendre, en proie aux supputations, aux calculs, aux démonstrations de ceux qui savent... J'ai comme une idée qu'ils vont avoir du mal à me convaincre du sérieux de leurs analyses. A moins qu'ils ne se surimposent d'une boule de cristal... ou qu'ils ne fassent tourner les tables.

NOTE DE LECTURE

L'ECONOMIE DE LA FRANCE SOUS LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE de Jean-Pierre Vesperini. Economica, 414 pages, 195 F.

Un ouvrage de référence. Il porte sur la politique économique des gouvernements qui se sont succédés sous la V<sup>e</sup> République de 1958 à 1988. Le plan est très simple : analyse des faits, des mesures prises et des résultats. Voici les périodes considérées : stabilisation dans l'expansion depuis la fondation de la V<sup>e</sup> République (1958-1968) ; crise de mai 1968 et mise en œuvre du plan de redressement (1968-1970) ; ralentissement de la croissance et lutte contre l'inflation (1970-1973) ; premier choc pétrolier et rupture de la croissance (1973-1975) ; relance de l'activité économique (1975-1980) ; expérience socialiste

(1981-1986) ; cohabitation (1986-1988).

Notre auteur s'est efforcé de rester très mesuré dans ses jugements, préférant - on lui en sait gré - laisser parler les multiples tableaux de chiffres. Deux remarques cependant. Jean-Pierre Vesperini est trop indulgent pour le plan Fourcade qui avait pour but de répondre au premier choc pétrolier.

On a fait beaucoup plus payer les industriels que les consommateurs par souci de ménager l'opinion. Erreur de manœuvre qui nous a coûté cher. Dans sa conclusion qui jette un pont entre les deux cohabitations, Jean-Pierre Vesperini reste un peu trop « classique » sur les remèdes contre le chômage, s'il voit bien l'ambiguïté du processus d'unification monétaire selon la lecture que l'on fait du traité de Maastricht.

P. D.

AGENDA

MARDI 11 MAI. Paris. Colloque à l'initiative de Charles Descombes, sénateur de l'Isère et sous le haut patronage de René Monory, président du Sénat, sur le thème : « Transports et aménagement du territoire » (Séant). Bruxelles. Réunion au niveau ministériel entre la CEE et le Conseil de coopération des Etats du Golfe.

MERCREDI 12 MAI. Paris. Assurances-chômage. Réunion entre le patronat et les syndicats sur la situation de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture).

JEUDI 13 MAI. Strasbourg. « Grand rassemblement des retraités » placé sous l'égide de la CES (Confédération européenne des syndicats). Paris. Visite officielle de Ernest Shookan, président du Conseil national de transition et chef du gouvernement du Nigeria. A l'occasion de cette visite, le Centre français du commerce extérieur (CFCE) organise une rencontre dans ses locaux, 10, avenue

d'Iéna, Paris-16<sup>e</sup>, le vendredi 14 mai, de 9 heures à 11 heures. Tél. : 40-73-37-72 (jusqu'à 15 mai).

VENREDI 14 MAI. Velle (Danemark). Réunion informelle des ministres chargés du marché unique de la CEE (jusqu'au 15 mai).

Précision : les aides aux familles. - Dans le dossier sur « la politique familiale » (Le Monde de l'économie du 3 mai), pour évaluer la « réduction du coût de l'enfant » par les aides aux familles, on a rapporté ces deux aides au coût d'entretien des enfants, calculé par l'INSEE en 1983 et actualisé. Ainsi, pour un smicard (gagnant 4 335 francs) le coût de deux enfants serait de 4 156 francs. Les prestations moyennes pour deux enfants (le ménage n'est pas impossible) s'élèvent à 1 779 francs, ce qui représente près de 45 % du coût de l'enfant.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE  
Renseignements :  
46-62-72-67

LA COTE DES MOTS

ECU

Le Petit Larousse 1993 entérine dans le partie « noms communs », avec pour entrée la graphie *écu*, l'unité de compte de la Communauté européenne. On retrouve donc là le phénomène de transformation d'un signe ou d'un acronyme en nom commun - voir laser, radar, sida, sica, etc. - puisque notre mot découle de l'European Currency Unit...

Mais le Petit Larousse et les lexicographes ajoutent-ils, entre parenthèses : « On écrit aussi *ECU* ». C'est d'ailleurs remonter le débat à une alternative opposent les deux orthographes les plus usitées, tandis que d'autres versions surgissent ici ou là : *E.C.U.* (levé ou sens accent aigu sur le E), *Ecu* (avec une majuscule initiale, accentué ou non, et, éventuellement, un *s* final ou pluriel), *des écus*, donc - redonne vie au nom d'une ancienne monnaie française : l'*écu*, ainsi baptisé parce qu'à l'origine il se présentait, sur une de ses faces, un *écu* - un bouclier (en latin : *scutum*) - aux armes du royaume de France. D'abord en or, lorsque Saint Louis le fit frapper, l'*écu* devint ensuite une monnaie d'argent sous Louis XIII. Dans le langage populaire, le mot est longtemps resté synonyme de richesse, de fortune, d'économies.

Le nouvel avatar (au sens propre) d'*écu*, en tant qu'unité européenne commune, ne saurait chagriner les amis espagnols et portugais, ou italiens, puisque nos voisins usèrent - et les Portugais usent encore - respectivement de l'*escudo* et du *scudo*. Qu'on ne nous accuse donc pas de chauvinisme !

Jean-Pierre Colignon

LIVRES

L'impuissance de la raison

Pour Hayek, puisque les mystères du marché nous dépassent, ne feignons pas de les organiser. Son libéralisme est une critique de la raison économique

LA PRESOMPTION FATALE Les erreurs du socialisme de Friedrich Hayek. PUF, coll. « Libre-échange », 340 pages, 195 F.

La question « Quoi de neuf ? » Dali répondait : « Vélasquez ». Hayek, n'en doutons pas, aurait répondu : « Adam Smith ». Quoi de neuf depuis la « main invisible », ce merveilleux principe d'organisation ? Merveilleux : entrecroisés inexplicables. La « présomption fatale » des socialistes fut d'imaginer que la raison pouvait dépasser la sédimentation sélective et patiente (cent cinquante mille ans, peut-être, suggère Hayek) à construire la civilisation pacifique du marché.

Hayek n'est pas tueur. Pas tendre pour Rousseau, dont les idées sont une « déception verbale », pour Keynes, qui, hélas, « ne méconnaissait pas seulement la philosophie mais aussi l'économie », pour Polanyi, qui énonça quelques « absurdités ». Passons sur les « aveuglements » d'Aristote, les « discours animistes » de Monod, et les bavardages des « fournisseurs d'idées de seconde main qui, ayant grappillé quelques rumeurs dans les parages de la science, s'autoproclament représentants de la pensée moderne », au premier rang desquels, juste devant les sociobiologistes, l'enlève H. G. Wells.

C'est un texte vif, méchant, de critique et de culture, mais un texte important, qui sera aussi, malheureusement, un testament. Hayek mérite plus qu'il ne démontre, mais son immense culture lui donne la légitimité de pratiquer cette économie philosophique au marteau. Pourtant, cet aristocrate est un conservateur dont le « conservatisme est entièrement limité à la morale », et un agnostique qui respecte la religion. Dieu ? S'il admet « ne pas savoir ce

que ce mot est censé signifier », les interprétations anthropomorphiques lui sont insupportables, car elles sont « le produit d'une surestimation arrogante des capacités d'un esprit du type de l'homme ». Le leitmotiv du livre est dans cette phrase. Pourquoi le laisser-faire ? Parce que la raison est insuffisante, faible et prétentieuse. Hayek s'avoue lui-même s'être trompé dans sa jeunesse. N'hésitez pas à dire qu'il roie largement ce pour quoi on lui donna le prix Nobel, ses travaux du début du siècle sur le capital et l'intérêt, dans le fil de la grande école autrichienne d'étude du capital : ses conceptions rationalistes - « qui me semblaient en être un bon moyen d'échapper aux superstitions de toutes sortes [...] - étaient elles-mêmes des superstitions ».

Laissons faire, dit donc Hayek, car nous savons toujours moins que le marché, qui dit, par les prix, ce que nous savons pas : les certitudes et les incertitudes des autres. L'échange a permis, au-delà du petit groupe où les hommes sont à portée de voix, « l'ordre étendu... processus spontané, fruit d'une conformation non intentionnelle à certaines pratiques traditionnelles, et de sélection globalement morale ». La sélection évolutive de quatre sous-ensembles fondamentaux de la morale - le langage, le droit, les marchés et l'argent - définit un processus d'auto-organisation inconsciente. Comment ? C'est en principe l'objet du livre, mais le livre ne peut que constater : ces règles morales sont.

Hayek n'est guère géné. Car si la production autonome de la morale et de la tradition autorise de « nous adapter à des situations et des circonstances excédant de beaucoup nos capacités rationnelles », on comprend qu'une certaine impuissance analytique soit justifiée. Paradoxe de cette forte

analyse fondée sur sa faiblesse ! Hayek est donc sceptique, c'est un euphémisme, sur les capacités analytiques de l'économie. On lui saura gré de jeter aux orties, et sans ménagement, la phrase stupide de Keynes, « dans le long terme nous serons morts ». La macro-économie ? « Quelques probabilités vagues... Proches de la pratique de la magie... » Mais de la micro-économie engluée dans la vénération d'une rationalité simpliste. Hayek se garde pas non plus grand chose, et surtout pas ce qui pourrait fonder la supériorité d'une décision collective, comme le fameux « dilemme du prisonnier », « Vanité fatale » du plan et du calcul.

Dans ce livre, où l'on voyage de Carthage à Corinthe et de Monod à Piaget ou Einstein, le lecteur sera fasciné par sa patience à démontrer tout positivisme et constructivisme économique pour faire apparaître la spontanéité des choses.

Mais si « l'ordre étendu » - disons le capitalisme, Hayek ne désigne pas le mot - est destiné à s'étendre encore, qu'est-ce qui nous permet de dire que cet ordre est la forme la plus achevée de la civilisation ? La réponse est dans l'avant-dernier chapitre : la population. Cinq milliards d'hommes, voilà la preuve. Des hommes plus nombreux et vivant plus longtemps. « La vie n'a pas d'autres but qu'elle-même. » Et Hayek l'agnosticisme de conclure sur le « Croisez et multipliez » de la Genèse qui ouvrirait son livre.

Critique du socialisme ? Non. Du rationalisme, au nom de la réflexion, et du positivisme, au nom des faits. Dans ce livre si riche, dont la traduction est remarquable, de lecture facile, sans nuances mais pleins d'humour, où le mot « société » s'volontairement été banni, on ne regrettera qu'un absent : le temps.

Bernard Maris



PERSPECTIVES

PAUVRETÉ

# Les « cancrs » du RMI

Services sociaux débordés, élus réticents, manque de solidarité locale : l'Île-de-France et la région méditerranéenne « insèrent » plus mal les bénéficiaires. Des difficultés aggravées par la récession

L'INSERTION par le travail n'a jamais été le point fort du revenu minimum d'insertion (RMI). A la fin de l'année 1992, un tiers seulement des bénéficiaires pouvaient ainsi se prévaloir d'une activité professionnelle ou même d'une formation. De plus, on constatait de fortes disparités d'un département à l'autre (l'insertion relevant en effet de la responsabilité des conseils généraux) : en Île-de-France et sur le pourtour méditerranéen (1) un « RMiste » sur sept, en moyenne — contre un sur quatre dans le reste de l'Hexagone — bénéficie d'un contrat emploi-solidarité, d'un contrat de retour à l'emploi, ou d'actions de formation. Alors que ces trois formules représentent l'essentiel des possibilités offertes aux RMistes.

Si, dans les Alpes-Maritimes ou la Corse du Sud, cette discordance peut s'expliquer par des réalités sociales et politiques particulières — un certain électoralisme et une certaine perversion du système par une partie des bénéficiaires eux-mêmes, peu soucieux d'insertion professionnelle, les autres départements « mauvais élèves » du RMI concentrent souvent les mêmes problèmes : population RMiste nombreuse, avant tout victime de la crise et de plus en plus désocialisée, acteurs débordés et désarmés, marché du travail trop exigeant et maintenant déprimé.

**SENSIBILITÉ** • D'autres départements présentent certes les mêmes caractéristiques, mais ils s'en sont mieux sortis grâce à leur expérience dans la prise en charge des personnes en difficulté et à une sensibilité aiguë des élus aux difficultés soulevées par le RMI (le Monde du 13 septembre 1991).

Si en Seine-Saint-Denis, comme dans les Bouches-du-Rhône ou les Hauts-de-Seine, depuis quatre ans, peu de « contrats d'insertion » ont été signés, cela « traduit l'absence d'accompagnement social

des bénéficiaires, selon Christine Normand, chargée de mission dans les Bouches-du-Rhône. Faute d'un suivi individualisé par les services sociaux, les tentatives d'insertion dans une activité professionnelle ou dans une formation sont souvent vouées à l'échec.

Cette carence s'explique. A Marseille comme dans les zones fortement urbanisées de la région parisienne, la tâche est particulièrement difficile. « Nous sommes en présence de personnes transplantées, très volatiles », indique Christine Normand : dans les Bouches-du-Rhône, la population des bénéficiaires s'est renouvelée de moitié en 1992.

**ISOLÉS** • Même son de cloche en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine, par exemple, où 70 % des allocataires sont des isolés, jusque-là inconnus des services sociaux. « Ces personnes sont très difficiles à suivre, confirme Jacques Eyboullet, détaché par l'ANPE dans les Hauts-de-Seine : elles vont et viennent entre le RMI et des petits boulots déclarés ou non déclarés... » Dans ce département sont inscrits, notamment, quelque 900 « sans domicile fixe » domiciliés à la Maison de Nanterre. « Il ne faut pas se leurrer sur le degré d'employabilité des bénéficiaires », pour Jacques Eyboullet, dans les Hauts-de-Seine, 30 % seulement sont aptes à une insertion professionnelle.

Cette situation a aggravé le décalage des travailleurs sociaux censés accueillir les bénéficiaires du RMI et les aiguillier. Cheilles ouvrières du dispositif, les travailleurs sociaux des municipalités des départements ont, comme ailleurs, été submergés par la masse des dossiers. 10 000 dans les Hauts-de-Seine, 16 000 en Seine-Saint-Denis, 30 000 dans les Bouches-du-Rhône. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions, comme le Nord-Pas-de-Calais, ils n'ont pas été secondés par des associations susceptibles de prendre en charge les nouveaux allocataires. Leur désarroi s'est durement exprimé dans les grèves et les manifestations de l'automne 1991.

Les conseils généraux des Bouches-du-Rhône et des Hauts-de-Seine tentent aujourd'hui de résorber cet engorgement des services sociaux. Le premier en permettant, pour la première fois, à des associations d'instruire et de traiter des dossiers. Le second en rendant plus efficaces les « cellules d'appui », créées pour les assistants sociaux à proposer des solutions aux RMistes. « Certains maires les avaient transformées en réunions mondaines de quarante personnes, se souvient Jacques Eyboullet. Mieux vaut de petites équipes de sept ou huit professionnels qui se partagent les dossiers. » Telle sera en tout cas la vocation des futurs groupes communaux d'insertion mis en place dans les Hauts-de-Seine.

**INVESTIES** • La mise au point d'un contrat d'insertion avec un allocataire ne constitue pas une simple formalité : « Pour apporter une solution à toutes les difficultés d'un allocataire, il faut y consacrer de trois à dix-huit heures en moyenne », estime Joëlle Desbordes, chargée de l'insertion au conseil général des Hauts-de-Seine. A condition de déjà bien maîtriser toutes les arcanes du dispositif tant dans les domaines sociaux que professionnels.

Or, sur les 300 assistants sociales des Hauts-de-Seine concernées par le RMI, seule une cinquantaine se sont réellement investies dans l'insertion, estime Joëlle Desbordes. De plus, la notion même de contrat se heurte toujours aux habitudes de travail des assistants sociales. « Elles ont peur de se faire juger lors de l'examen du contrat par une commission locale d'insertion qui, ici, apparaît trop éloignée de leurs contraintes, explique-t-elle, et de surcroît, elles redoutent d'engager les RMistes dans une démarche qui, si elle n'aboutit pas, risque d'entraîner la suppression de leur allocation. »

Les services sociaux ne sont pas seuls en cause. La signature des contrats est encore freinée par les maires et les deux présidents de



conseils généraux communistes (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) : pour eux, l'insertion professionnelle par le RMI contribue trop souvent « à tirer le coût du travail vers le bas ». Cette position de principe tend toutefois à évoluer :

« Si le conseil général de Seine-Saint-Denis demeure toujours aussi vigilant sur la qualité des formations et des insertions que nous proposons et qui doivent tendre vers un emploi stable, il a progressivement compris que, pour les RMistes, une démarche

professionnelle ne peut pas aboutir sans un traitement social », constate, par exemple, Nicole Dubois, détachée par l'ANPE en Seine-Saint-Denis.

**RÉSEAUX** • Ces améliorations « en amont » ne résolvent pas les problèmes d'insertion « en aval ». Dans la région parisienne, notamment, il n'existe de pas de « bassin d'emploi » géographiquement délimité. Pas de solidarités locales, pas ou peu de ces « réseaux » qui facilitent le placement. Les opérations de chantier-école, par exemple, se bâtissent encore essentiellement de bouche à oreille.

Pour les contrats emploi-solidarité (CES), les administrations sont saturées et les autres employeurs potentiels se montrent de plus en plus exigeants sur les compétences des candidats. Le conseil général des Hauts-de-Seine, qui mettait ainsi à la disposition des associations trois cents CES entièrement financés, n'a ainsi pu placer qu'une soixantaine de personnes.

Aujourd'hui ces difficultés sont aggravées par la récession économi-

que. « Réinsérer les allocataires, s'interroge ainsi Nicole Dubois, au, mais dans quoi ? Comment crée-t-on de l'emploi alors que toutes les entreprises en suppriment ? Ne sommes nous pas en train de nous planter en continuant de baser l'identité sociale de ces bénéficiaires sur un emploi qui se dérobe ? »

Au moment où le nombre d'allocataires augmente sensiblement (de près de 20 % en 1992) et où les sorties du RMI sont ralenties par la récession économique, les difficultés perceptibles dans ces départements ne donnent-elles pas un avant-goût des limites d'un dispositif confronté à un traitement de masse ? On peut le craindre : « Cela revient de plus en plus à déplacer une montagne avec une petite cuillère », résume Nicole Dubois.

Valérie Devillechabrolle

(1) Les dix départements affichant les plus mauvais résultats sont : Corse du Sud, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Alpes-Maritimes, Var, Essonne, Val-d'Oise, Bouches-du-Rhône et Yvelines.

## Des contrats à dominante professionnelle

Le contenu des contrats d'insertion signés par quelque 260 000 allocataires du RMI (soit 45 % des bénéficiaires) s'est peu modifié entre 1989 et 1992. Selon les enquêtes menées par le service des statistiques du ministère des affaires sociales, près de 60 % de ces contrats évaluent une action d'insertion professionnelle tandis que plus de 40 % concernent des mesures tendant à l'autonomie sociale des bénéficiaires.

Dans le domaine professionnel, près de la moitié des contrats proposent aux bénéficiaires une « activité d'insertion » ou un quasi-emploi. La formule du contrat emploi-solidarité (CES) se développe : en 1992, elle figurait dans un contrat d'insertion à dominante professionnelle sur cinq. Alors que le nombre des contrats proposant une formation a tendance à se réduire (9 % des allocataires en 1992 contre 11,4 % en 1990), ceux orientant les bénéficiaires vers l'entreprise augmentent (24,7 % des contrats éligibles contre 23,6 %). Reste que la majorité de ces derniers se limitent à proposer aux RMistes... de rechercher un emploi.

Si les actions visant à améliorer l'autonomie sociale des bénéficiaires ont tendance à diminuer, notamment celles qui concernent la lutte contre l'illettrisme et l'aide aux démarches quotidiennes, le nombre de contrats proposant aux allocataires d'effectuer un bilan social augmente. Près de 17 % des allocataires régissent des problèmes de santé.

V. D.

"L'Homme, une formidable pensée et quatre membres œuvrant en totale harmonie."

Victor Hugo

Demandez donc au président d'El.Fi ce qu'il en pense. A l'image de l'être humain, dont le dynamisme repose sur l'équilibre entre pensées et actions, la force de l'entreprise réside en bonne part dans sa capacité à développer des savoir-faire complémentaires de façon cohérente. Ainsi, en matière de financements de l'entreprise, il est fréquent de devoir associer plusieurs métiers pour construire un montage spécifique. C'est pour cela que le Groupe Crédit National est structuré en quatre métiers complémentaires de la finance, qui fonctionnent en synergie autour d'un interlocuteur unique : interventions en fonds propres, prêts à long terme, financements immobiliers, ou encore opérations de marchés de capitaux. Grâce à cette organisation nouvelle, le Crédit National a pu, non seulement concevoir le montage du rachat par El.Fi de Thomson-Electroménager, mais aussi participer à tous les besoins de financement de l'opération. Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



PERSPECTIVES

MAROC

# Le rêve européen

Pour confirmer son décollage économique encore fragile, le Maroc espère renforcer ses liens avec la CEE. Il devra aussi atténuer un malaise social qui s'exacerbe à la veille des élections prévues pour le 25 juin

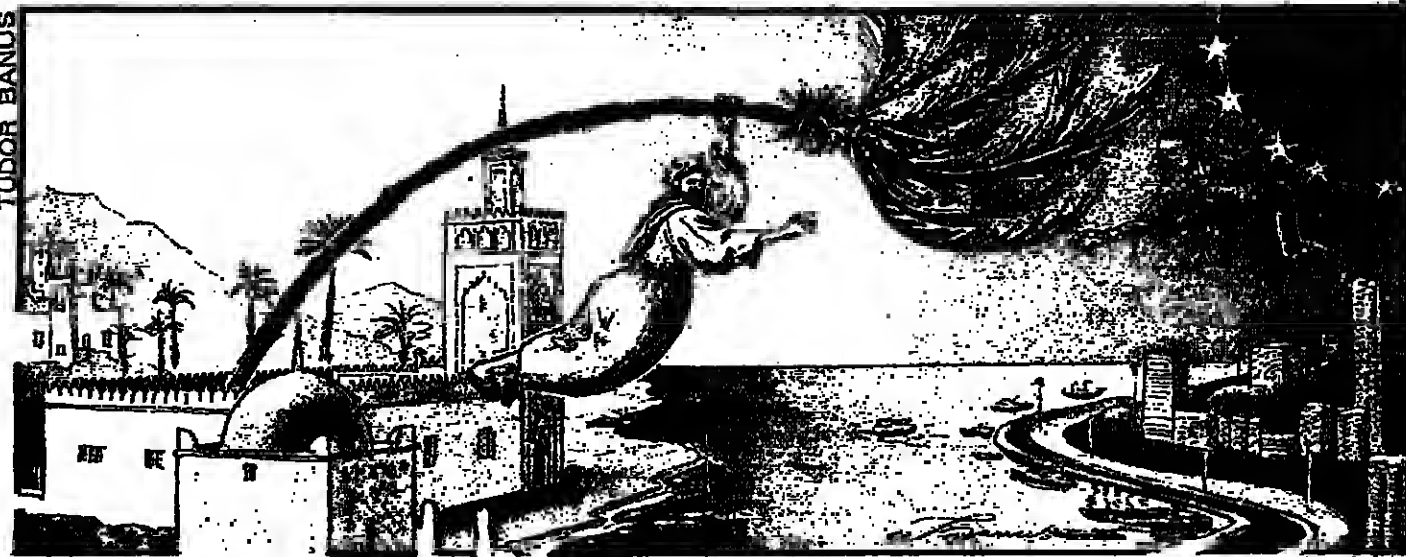
**S**UR le boulevard de la Car-niche, à Casablanca, le premier McDonald's du Maroc, ouvert en décembre, ne désemplit pas. Attablés en terrasse face à l'Atlantique, les enfants de la nouvelle bourgeoisie prospère du quartier résidentiel d'Anfa viennent en Mercedes ou en Golf profiter des snirs déjà durs. Le Maroc s'apprête à sortir du programme d'ajustement structurel lancé il y a dix ans sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI). Un programme conduit à coups de dévaluations et de restrictions budgétaires.

Le coût social des dix années d'ajustement est élevé pour une grande partie de la population. Mais les équilibres macro-économiques sont rétablis. Le taux de croissance est remonté à 5 % l'an en moyenne depuis 1988, tandis que l'inflation a été ramenée à 5,5 % en 1992, d'après le ministère des finances. Le produit intérieur brut (PIB) a franchi le seuil des 1 000 dollars par habitant. Il n'a cessé d'augmenter depuis 1987.

Jusqu'en 1992, l'an dernier, la croissance est redevenue négative, essentiellement à cause de la sécheresse, qui sévit pour la deuxième année consécutive alors que la moitié de la population vit encore de l'agriculture. Les exportations d'agrumes ont diminué, tandis que les importations de céréales ont augmenté. Résultat : le déficit du commerce extérieur s'est creusé, atteignant 28 milliards de dirhams (17 milliards de francs) en 1992.

**ÉQUILIBRE** • L'économie marocaine retomberait-elle dans les errements des années 70 ? « Certainement pas ! » répondent en chœur les experts du FMI et de la Commission européenne, qui ne tarissent pas d'éloges sur le redressement du pays. « Le Maroc est en plein décollage, comme la Tunisie », affirme Philippe Jurgensen, directeur de la Caisse française de développement. Grâce aux délocalisations des entreprises européennes, dans le secteur textile notamment, le pays s'est doté d'un tissu industriel au cours de la dernière décennie. Les industries manufacturières ont formé 18 % du PIB en 1991.

Les PME sont nombreuses au Maroc. Beaucoup font partie du secteur informel, utilisant travail au noir et bas salaires. Mais ces petites entreprises ont créé des emplois qui permettent au pays d'encaisser tant bien que mal la sécheresse actuelle. C'est un atout non négligeable, car le Maroc est confronté au chômage des jeunes.



Et deux Marocains sur trois n'ont pas de vingt-cinq ans... Le chômage atteint officiellement 17,5 % de la population active urbaine. Non rémunéré, il est difficile à recenser et probablement sous-évalué.

Fait rare sur le continent africain, les finances publiques ont retrouvé l'équilibre. « Le service de la dette n'absorbe plus que 35 % des recettes en devises en 1992, contre 60 % en 1985 », se réjouit Mohammed Sagan, directeur de cabinet du ministre des finances. La dette (21 milliards de dollars en 1993) pèse encore lourdement sur les comptes de

Signe de confiance, les investissements étrangers augmentent. Ils ont atteint près de 3 milliards de francs en 1992 et permis de combler le déficit de la balance des paiements, ramené à 1,8 % du PIB. Deuxième source de devises, devant les phosphates et l'agro-alimentaire, le tourisme a retrouvé son niveau d'avant la crise du Golfe. La première ressource en devises reste le transfert de fonds des 1,8 million de ressortissants marocains à l'étranger, en hausse de 8 % en 1992.

Confiant en son économie, le gouvernement a lancé un vaste programme de privatisation. Sixante-quatre entreprises publiques doivent être vendues au privé. La Bourse de Casablanca est réactivée. Le 22 janvier, la convertibilité courante du dirham (pour les opérations commerciales) est venue couronner le redressement financier.

**RENOUVEAU** • Le royaume relève la tête. Les grands projets architecturaux se multiplient. La construction par Bouygues de la monumentale mosquée Hassan II sur le front de mer de Casablanca à peine terminée, voici venu le temps du « Casablanca World Trade Center ». Deux tours jumeaux de 110 mètres de haut dessinées par Ricardo Bofill et Elie Mauryal seront élevées au centre de la capitale économique, désormais peuplée de six millions d'habitants.

Le renouveau marocain se traduit aussi par la manie de la puissance de l'Omnium nord-africain (ONA), fleuron industriel du Maroc, dont 18,18 % du capital appartient en propre au roi Hassan II. Ancien comptoir de Paris en Afrique du Nord sous le

protectorat, le conglomérat, présidé par le gendre du roi, est boulimique. Présent dans l'agroalimentaire, les mines, la banque (Banque commerciale du Maroc), l'assurance, l'immobilier, les télécommunications (avec Alcatel et IBM), la radio (Radio Méditerranée internationale) et la télévision (chaîne cryptée 2M 1), l'ONA a réalisé près de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1992.

Rabat souhaite-t-il développer ses échanges avec l'Afrique ? L'ONA rachète au mois de février la troisième société française de négoce avec le continent, Optorg. La communication est-elle considérée par le Palais comme un secteur d'avenir ? L'ONA tente, en mars, de prendre le contrôle de Radio-Monte-Carlo, avec la bénédiction des pouvoirs publics français. En vain cette fois, les journalistes de la station s'étant émus de passer sous le contrôle d'un pays « peu respectueux de la liberté de la presse ».

Peu importe. Le vieux rêve de Hassan II est en train de se réaliser. A défaut d'entrer dans la CEE, Rabat conclura aux alentours de 1995 un accord d'association avec la Communauté européenne qui l'amènera à l'Europe. Les négociations seront difficiles sur l'agriculture. Mais pour les autres produits, un accord de libre-échange devrait être signé dans deux ans. Les termes du marché sont clairs. L'Europe cède la stabilité sur son flanc sud, au moment où l'islamisme menace de gagner l'ensemble du Maghreb. Les Douze souhaitent plus précisément endiguer le commerce de la drogue et l'immigration clandestine via le détroit de Gibraltar. Rabat s'est engagé,

de son côté, à lutter contre la culture du cannabis en consacrant 12 milliards de francs au développement du Rif, et demande à Bruxelles d'investir autant dans ce programme.

**TENSIONS** • D'une manière plus générale, Rabat veut obtenir des Européens un vrai partenariat, à même d'attirer les investissements étrangers. « Nous ne sommes qu'à 14 kilomètres de l'Europe. Les deux tiers de nos échanges se font avec les pays de la Communauté. Il serait juste que nous devenions des partenaires à part entière ! » plaide Hassan Abouyoub, le jeune ministre du commerce extérieur et du tourisme. Preuve de la dépendance de l'économie marocaine à l'égard de la CEE, l'industrie du vêtement souffre du ralentissement économique en Europe. Elle pâtit aussi de la concurrence nouvelle des pays d'Europe de l'Est et d'Asie. Il faut donc diversifier l'industrie.

Le Maroc, Mexique de l'Europe ? « Le détroit de Gibraltar est notre Rio Grande ! » lance Michel Albert, président des AGF et

administrateur de l'ONA. L'économie marocaine s'amare à celle des États-Unis avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Comme le Mexique, le pétrole en moins, le Maroc doit faire face à des déséquilibres sociaux. L'exode rural s'accroît, provoquant la formation de bidonvilles autour de Casablanca et d'Agadir. « La politique de développement rural est un échec ! Au lieu de construire des infrastructures dans les régions pauvres, on a bâti de superbes maisons de fonction autour des préfectures ! » dénonce Mohammed Elyazghi, premier secrétaire adjoint de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition).

La sécheresse actuelle fait ressurgir les mécontentements profonds liés au déficit social du système marocain. Une demi-douzaine de professions (enseignants, cheminots, postiers) se sont mises en grève en février et mars, suivies par les salariés du privé. Selon les responsables de la Confédération démocratique du travail (CDT), « 2 000 ouvriers du textile » ont débrayé à la mi-mars. La CDT est le syndicat de Nubir El Amanul, condamné à deux ans de prison ferme pour diffamation après avoir évoqué la « corruption » des autorités dans une interview au quotidien espagnol *El País* en 1992. Quand la cour d'appel de Rabat a confirmé, le 28 janvier, sa condamnation, le secrétaire général de la CDT est devenu le symbole des « petits ».

Pour calmer les esprits, le roi Hassan II a annoncé le 27 mars, pendant la fête du trône, un plan « anti-sécheresse d'urgence » de 6 milliards de dirhams (3,6 milliards de francs). Ce programme de grands travaux (construction de routes, de bâtiments sociaux...) doit « procurer du travail à 300 000 personnes en 1993 ».

Cela suffira-t-il à apaiser les tensions ? A la veille des élections législatives à nouveau reportées au 25 juin, les syndicats réclament une hausse des salaires et le respect des droits syndicaux. « Nous ne pouvons pas augmenter les salaires si nous voulons être compétitifs », répond Abderrahmane Bennani-Smiries, président de la Confédération générale économique marocaine, le syndicat patronal. Le SMIC est à 1 400 dirhams (640 francs) par mois. A Casablanca, le loyer d'un appartement de trois pièces s'élève à 2 500 dirhams (1 500 francs) par mois.

Philippe Alaric

## Chiffres-clés

Population : 26 millions  
Superficie : 447 000 kilomètres carrés (non inclus le Sahara occidental)  
Taux de croissance démographique : 3,5 (taux brut de natalité, 1990)  
PNB par tête : 1 000 dollars  
Croissance économique : - 3 % (1992)

TUNISIE

# Le trop bon élève du FMI

Suite de la page 29

L'édifice avait fière allure : dix ans de suite, entre 1975 et 1985, la croissance annuelle du PIB par tête d'habitant a dépassé 3 %. Il ne s'en est pas moins effondré en 1986, en même temps que les cours du pétrole brut. « Nous nous sommes retrouvés avec des caisses vides. On avait de quoi payer une semaine d'importations, pas plus », se souvient un ministre de l'époque. La suite était inévitable. Ce fut la mise en œuvre d'un « programme d'ajustement structurel » sous l'égide du FMI. Réduction des déficits publics, désengagement de l'État, libération des prix et du crédit, ouverture au commerce mondial avec, en corollaire, une dévaluation « compétitive » de la monnaie... La recette - standard - est connue. Depuis juillet 1986, la Tunisie applique avec obstination et brio. Tant et si bien qu'en fin d'année dernière, le président Ben Ali a pu promettre pour 1993 la convertibilité du dinar, la monnaie nationale, tandis que, fin avril, le Parlement tunisien votait une loi levant les ultimes contrôles de change sur les transferts de capitaux par les investisseurs étrangers.

Seul raté du plan d'ajustement, volontiers admis par les dirigeants : le programme de privatisation. Une quarantaine de semi-publiques ont à ce jour quitté le giron de l'État. « La privatisation prend du retard », constate le patron des patrons tunisiens, Hédi Jilani. Le plus amer face à cette lenteur est Mohamed Salah M'haidi, président d'une Bourse des valeurs dont la renaissance dépend des privatisations, seule façon d'alimenter un marché étriqué par le manque d'affaires. En attendant les lendemains qui chantent, coincée entre les rues Garibaldi et Kemal-Ataturk, la Bourse de la capitale et sa demi-

**Chiffres-clés**  
Population : 8,3 millions (1992, provisoire)  
Superficie : 164 150 km<sup>2</sup>  
Taux de croissance démographique : 1,90  
PNB par tête d'hab. : 1 650 dollars (1992)  
Croissance économique : 8,6 % (1992)

dozaine de golden boys végètent à quelques centaines de mètres du « Tunis de l'an 2000 ». Les bars du PMU alentours drainent davantage de parieurs qu'elle.

**FRAGILITÉ** • Tout ne serait donc qu'affaire de temps et de patience. Déjà membre de « la crème du tiers-monde », selon l'expression du patron d'une entreprise textile, la Tunisie et ses 8,3 millions d'habitants, promet l'équipe dirigeante, sera bientôt tirée d'affaire moyennant quelques ultimes ajustements. La perspective est séduisante, le tableau prometteur, mais de l'avis même du ministre du plan et du développement régional, Mustapha Kamel Nabli, « tout le moins prématuré ». « 1993 et 1994 seront des années difficiles. L'heure de vérité approche », confie-t-il.

Pessimisme déplacé ? Lucidité louable plutôt. Car, derrière la croissance économique « à la chinoise », des craquements de mauvais augure commencent à se faire entendre. Le plus inquiétant touche à la balance commerciale, dont le déficit a crû de moitié entre 1991 et 1992 sous l'effet conjugué d'un tassement des exportations et d'une envolée des

importations. Explication partielle : l'abondance de la récolte d'olives dans les pays de l'Europe du Sud a empêché la Tunisie d'écouler une production record. Mais les chiffres montrent surtout

**Derrière une croissance économique « à la chinoise », des craquements de mauvais augure commencent à se faire entendre.**

que les industriels tunisiens avec leurs produits souvent de médiocre qualité ou trop chers - notamment le textile bas de gamme - se font tailler des croupières sur les marchés européens tandis que l'afflux de produits étrangers en Tunisie se révèle douloureux.

Le secteur textile-cuir (le tiers des exportations tunisiennes de biens et services hors énergie) illustre bien les limites actuelles de l'industrie tunisienne. Les perfor-

mances de cette branche, qui travaille pour l'essentiel à partir de matières premières importées, reposent en effet moins sur une mécanisation accrue - les investissements sont à la traîne depuis 1991 - que sur l'emploi d'une main-d'œuvre bon marché. Ce qu'elle est de moins en moins comparée, au Maroc ou à certains pays asiatiques, en dépit des 48 heures hebdomadaires de travail des salariés du secteur. De là la multiplication des fermetures d'usines textiles ces derniers mois. « C'est vrai que s'intégrer au commerce mondial a un coût », reconnaît le numéro un de l'organisation patronale, l'Utica. La Tunisie, pronostique Hédi Jilani, va perdre dans cette cure d'assainissement « 10 % à 15 % de son tissu industriel ». Ensuite, promet-il, viendra le temps de la reconquête.

A moins qu'entre-temps le remède n'ait tué le patient. C'est ce que craignent, sans oser le proclamer ouvertement, nombre de patrons. Et non des moindres. « La Tunisie est devenue plus FMI que le FMI », se plaint le président d'une importante banque privée. Alors que ce pays a eu la sagesse d'étaler dans le temps la libération

des prix, il veut s'ouvrir du jour au lendemain à la concurrence mondiale. Nos entreprises n'y résisteront pas. » Et certains patrons de préconiser, qui une nouvelle dévaluation compétitive du dinar, qui une réorientation des échanges en délaissant l'Europe (elle accueille près de 80 % des exportations tunisiennes) au profit des pays du Maghreb (7 %).

Peu de chance que le gouvernement - nu plutôt la petite équipe de technocrates qui, au palais présidentiel de Carthage, détermine la politique économique - remette en cause l'objectif du VII<sup>e</sup> plan de développement (1992-1996) : construire « une économie plus diversifiée, ouverte et compétitive ». Encore faut-il en avoir les moyens. Confrontée à un fléau inépuisable des investissements industriels - au profil d'un secteur touristique menacé de surdimensionnement - à un moment où le pays ne peut s'offrir le luxe d'accroître son endettement, le pari de la modernisation repose entre les seules mains des investisseurs étrangers. Jusqu'ici, ils ne se bauculent guère en Tunisie.

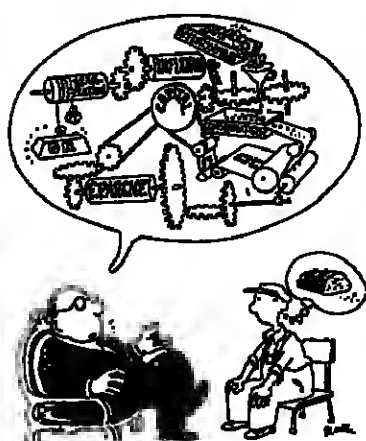
Jean-Pierre Tuquoi







# La prospective



D'ici à 2010, les progrès de la productivité pourraient entraîner, à activité constante, la suppression d'un tiers des emplois de bureau dans les pays développés; de nouvelles techniques de décontamination (les «bactéries mangeuses de plutonium») pourraient limiter les conséquences environnementales d'éventuels accidents nucléaires; le Japon sera confronté à un phénomène massif de vieillissement démographique qui pèsera sur son dynamisme. Ces conjectures ne sont pas le produit d'une imagination trop fertile: elles sont inscrites dans les tendances qu'étudient jour après jour, à travers le monde, les économistes, technologues et autres spécialistes des études de long terme pour le compte des gouvernements et des entreprises.

Dans une époque d'accélération du changement technique et social, il est en effet nécessaire de voir loin et large pour éclairer l'action présente, comme le notait déjà le philosophe Gaston Berger à la fin des années 50. Mais si la prospective bénéficie d'une audience croissante, son contenu, son histoire, ses méthodes restent encore mal connus du grand public.

Ce «regard sur l'avenir destiné à éclairer l'action présente» (Michel Godet) présente six caractéristiques essentielles: vision longue, globalité, volontarisme, rationalité, prise en compte d'éléments qualitatifs autant que de données chiffrées, pluralité des futurs possibles — qui fondent sa spécificité par rapport à la prévision, à la divination ou à la littérature d'anticipation.

Mais son influence et ses orientations sont très diverses selon les pays. Il existe ainsi au Japon une forte sensibilité aux questions de long terme, ouvrant à la prospective un large champ d'activités, qui contraste avec le «court-termisme» des firmes américaines. En France, pays de grande tradition prospective, on a insisté, beaucoup plus qu'ailleurs, sur la pluridisciplinarité et la mise au point de méthodes susceptibles de prendre en compte la diversité des futurs possibles. Quant à l'influence prospective scandinave, ses orientations sont assez éloignées de la problématique gestionnaire et productiviste qui caractérise souvent les travaux venus d'Asie.

Dossier réalisé par Fabrice Hatem

## Quels sont ses antécédents?

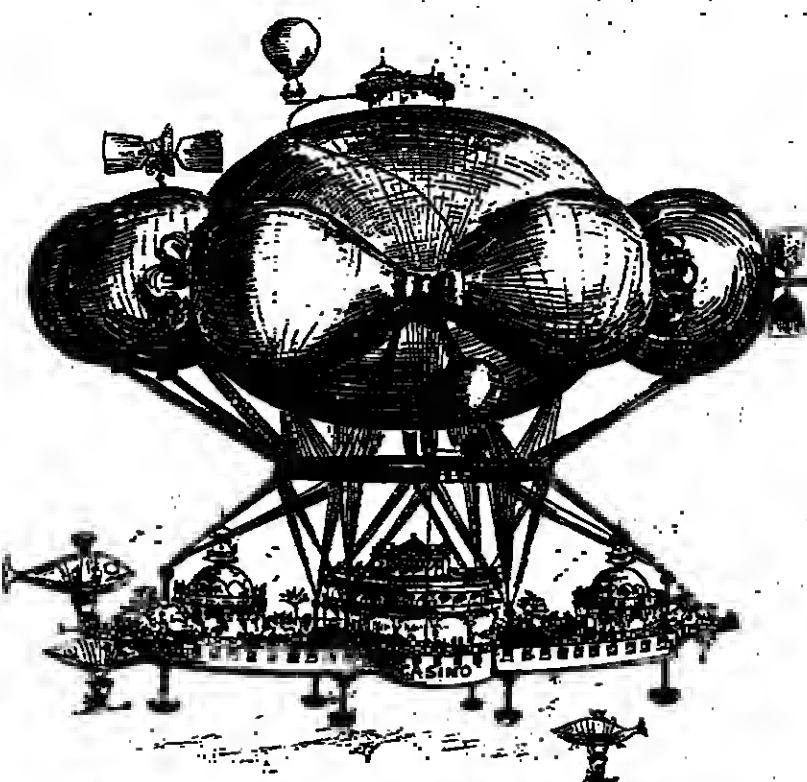
L'histoire des représentations de l'avenir est aussi ancienne que celle des religions. Mais c'est dans le monde industrialisé que, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la littérature d'anticipation prend son essor (voir Bernard Cazes, 1986). Impacts du progrès scientifique sur les modes de vie, urbanisme et guerre de l'avenir passionnent alors les lecteurs du *Lady Home Journal* ou du *Magasin d'éducation*. Jules Verne, Albert Robida, Tony Mullin, Maurice Spronck et bien d'autres s'y livrent à des essais littéraires où l'imagination l'emporte largement sur la méthode. Ainsi Robida nous décrit-il dans *La Vie aux XX<sup>e</sup> siècles* (1883) un Paris de 1950 au ciel encombré de dirigeables et de maisons volantes en carton-pâte. Les tours de Notre-Dame ont été transformées en plates-formes d'embarquement aérien. Les appartements sont peuplés d'automates électriques qui ont remplacé le personnel de maison. L'usage du «téléphonoscope» (mélange de télévision, de téléphone et de vidéotransmission) s'est généralisé. L'utilisation de «wagons-obus» ultrarapides permet au Parisien d'aller acheter son café au Brésil dans la matinée.

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, un genre plus sérieux apparaît: il ne s'agit plus seulement de distraire, mais aussi d'informer et de faire réfléchir. L'Américain Charles Steinmetz décrit ainsi en 1915 dans un article du *Lady Home Journal* les conséquences d'un développement généralisé de l'électricité: automatisation, hausse de la productivité, augmentation du temps de loisir, essor des équipements ménagers et du téléphone, hausse de la pollution urbaine sont quelques-unes des perspectives ouvertes. Quant au romancier Herbert George Wells, convaincu de la nécessité d'explorer, rationnellement, les tendances de l'avenir pour éclairer les décisions politiques, il s'essaye, dans *Anticipations* (1902), à une prévision des moyens de transport du futur. Il anticipe correctement le remarquable développement de l'automobile, d'usage plus simple que le train et plus sûr que la bicyclette, mais sous-estime les perspectives d'application civile des «plus lourds que l'air».

## Comment s'est-elle développée?

Si l'on excepte quelques initiatives présidentielles américaines dans l'entre-deux-guerres, c'est après 1945 que la prospective apparaît comme une discipline à part entière, avec ses chercheurs, ses méthodes, ses institutions. Aux Etats-Unis, le premier «think-tank», la Rand Corporation, créée en 1946, analyse pour le compte du Pentagone l'évolution des techniques d'armement, avant d'élargir ses investigations au domaine de la géostratégie. Puis viennent les universitaires. La *Commission de l'an 2000*, animée par Daniel Bell, annonce en 1967 le passage vers une future «société postindustrielle»: montée du tertiaire et des cols blancs, rôle croissant de la recherche et de la formation, essor des techniques de l'information, automatisation des tâches, avènement d'une société des loisirs en sont les composants. Les initiatives se multiplient également en Europe à la même époque: comité pour les trente prochaines années en Angleterre; en France, travaux du Plan (avec, dès 1965, le rapport *Reflexions pour 1985*), de la Datar sur l'aménagement du territoire et du Centre d'études prospectives de Gaston Berger. Ce dernier est d'ailleurs le créateur du néologisme «prospective» qu'il opposait à «rétrospective».

Mais le modèle de développement des «trente glorieuses» est contesté. En 1971, la publication par le Club de Rome du rapport «Halte à la croissance» a un immense retentissement. Selon les auteurs, la poursuite indéfinie de la croissance démographique et industrielle, sur une planète aux ressources limitées, pourrait conduire, au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, à une catastrophe écologique et humaine majeure. Les débats passionnés qui suivent la sortie du rapport donnent à la réflexion prospective une impulsion considérable. Les grandes organisations internationales (ONU, IIA, OCDE avec le rapport *Interfuturs*) réalisent à leur tour, au cours des années 70, de nombreux travaux sur le long terme, tandis que les initiatives nationales se multiplient dans les pays développés, donnant lieu à des rapports célèbres: Le Japon en route vers le XXI<sup>e</sup> siècle (1978), La Suède dans le grand marché mondial (1978), et, aux Etats-Unis, *Global 2000* (1980). Après un certain ralentissement au cours des années 80 — la crise économique conduisant à privilégier les urgences immédiates — la prospective retrouve au début des années 90 un second souffle, lié notamment à la conscience de menaces écologiques globales (voir le rapport ONU «Our Common Future», 1987).



«LE NUAGE-PALACE» (A. NORDAN) EN QUAND NOS GRANDS-PÈRES IMAGINAIENT L'AN 2000. DE GUILLEMETTE RAGINE, NATHAN

## TROIS ENJEUX MAJEURS A LONG TERME

Globalisation. Le rapport du Plan, *Entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*, souligne déjà le caractère multiforme — à la fois économique, politique et culturel — d'un mouvement ancien de mondialisation qui aujourd'hui s'accroît, bousculant les identités nationales et les légitimités étatiques. La tendance va s'amplifier, estimant la plupart des futurologues, même si l'Américain Michael Marien souligne les freins potentiels: maintien des écarts entre nations riches et pauvres, crispations régionalistes, inefficacité des institutions internationales. Mais quel sens, dans le nouvel ordre mondial en gestation, le rôle des multinationales, des Etats, des organismes supranationaux?

Ricardo Petrella pronostique un rôle croissant des multinationales, «seules organisations susceptibles d'assurer la meilleure gestion des ressources disponibles au niveau planétaire». Marien va jusqu'à leur prédire un rôle politique, en envisageant, pour l'an 2010, la mise en place d'un directeur mondial par une douzaine de mégafirmes. Alvin Toffler prévoit au contraire un retour vers les petites structures locales, mieux adaptées aux exigences de l'économie «relationnelle» du XXI<sup>e</sup> siècle que les mastodontes issus de l'ère industrielle.

Quant aux Etats nationaux, leur perte probable de pouvoir et d'autonomie s'efforcera-t-elle au profit de grandes organisations supranationales? L'idée fait son chemin: Robert Fossard, dans *Le Monde du XXI<sup>e</sup> siècle* (1990), défend l'idée d'une délégation élargie des pouvoirs vers des agences internationales dans les domaines où le niveau étatique n'est plus adapté à la nature de l'enjeu, comme la protection de l'environnement.

Enfin, les incertitudes sur la future hiérarchie des nations ont été remarquablement résumées par les quatre scénarios mondiaux à l'horizon 2100 récemment élaborés par le bureau du Plan néerlandais (*Scanning the Future*, 1992): domination du couple nippo-américain; dynamisme européen et déclin américain accentués; fragmentation et marginalisation du Sud; croissance équilibrée et rattrapage accéléré des pays en développement. Rendez-vous dans vingt ans.

Progrès technique. Plus que jamais, nos futurologues s'intéressent au changement technique et à ses conséquences sociales. Thierry Gaudin nous promet ainsi, dans *2100, récit du prochain siècle* (1990), scénario hardi d'anticipation, la grue volante, le téléphone cellulaire, la

domotique/bureautique généralisée pour 2020; en 2060, l'habitat transportable par dirigeable, l'agriculture «hors sol», les villes artificielles sur les océans, le scooter aérien et le tourisme dans l'espace; enfin, pour 2100, la création d'être vivants de synthèse, la condensation des rêves, la télépathie artificielle, la disponibilité de sources d'énergie inépuisables, l'exploitation minière de la Lune et des planètes proches, enfin la préparation de la sortie du système solaire.

D'autres futurologues se sont efforcés de ramener les évolutions techniques en cours à quelques tendances fondamentales. L'idée la plus fréquemment évoquée, inspirée des travaux de Joseph Schumpeter, de Christopher Freeman et de Bertrand Gilles, est celle de la transition entre deux systèmes sociotechniques. C'était déjà la thèse de l'école américaine de la «société postindustrielle», qui a fait l'objet de mises à jour régulières. Jacques Robin (*Changer d'ère*, 1989) annonce ainsi le passage de l'ère «énergétique» à l'ère «informationnelle», tandis qu'Alvin Toffler, parmi d'autres, affirme dans *Les Nouveaux Pouvoirs* (1991), que la maîtrise du savoir constituera demain la source essentielle du pouvoir. La vieille société «matérielle-machiste», centralisée, industrialiste et uniformisante, céderait donc la place, dans les pays développés, à des types d'organisation plus ouverts, décentralisés, pluralistes, réactifs et innovants. «Du forisme au fujitisme», pour reprendre l'expression de Kenney et Florida.

Écologie. «Si les tendances actuelles se maintiennent, le monde de l'an 2000 sera plus surpeuplé, plus pollué (...) et plus exposé à des bouleversements que le monde d'aujourd'hui»: la phrase liminaire du rapport américain *Global 2000* (1980) résume la gravité supposée de la crise écologique à venir, diagnostic alarmiste repris par des publications plus récentes, comme *Our Common Future*. La tendance nouvelle consiste à chercher les voies d'un «développement durable», susceptible de concilier croissance et environnement, en préservant la base de ressources naturelles nécessaires au bien-être des générations futures. Dans *Saving the Planet* (1992), le Worldwatch institut a tracé les axes de cet «écodéveloppement»: énergies renouvelables, écotoxes, récupération des déchets, préservation des sols et de la biodiversité, priorité aux transports en commun. Ambitieux programme qui confine parfois, au dogmatisme et à l'iréalisme.

## BIBLIOGRAPHIE

■ *L'Histoire des futurs*, de B. Cazes, Seghers, 1986 (très complet).

■ *Quand nos grands-pères imaginaient l'an 2000*, de G. Racine, Nathan, 1991 (une lecture distrayante).

■ *De l'anticipation à l'action*, de M. Godet, Dunod, 1992 (très précis et très documenté).

■ *The Art of the Long View*, de P. Schwartz, Doubleday-Lutney, 1991 (très accessible).

■ *Les Travailleurs du futur*, de A. Battie, Seghers, 1986 (très vivant, malheureusement un peu ancien).

■ *On Alternative Ways of Studying the Future*, de K. Dahl, A. S. Reistad, 1991 (un guide fort utile).

■ *Studies for the XXI<sup>e</sup> Century*, de J.M. Garret et alii, UNESCO, Future-Oriented Study Program, 1991 (sur les travaux étrangers).

■ *Entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*, CGP, La Découverte/La Documentation française, 1990 (sur la France).

■ *Interfuturs: pour une maîtrise du raisonnement et une gestion de l'imprévisible*, OCDE, 1979. Jacques Lesourne en a tiré les *Mille Sentiers de l'avenir*, Seghers, 1981.

■ *Our Common Future*, rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Oxford University Press, 1987 (sur les problèmes environnementaux).

■ *La Prospective*, de Jacques Lesourne, in *Encyclopédie économique*, Economica, 1990.

Revue à consulter:

■ *Futuribles*, 55, rue de Varenne, Paris.

■ *Futures*, Butterworth-Heinemann, Londres.

## Quels sont les organismes?

La plupart des grandes institutions internationales ont une réflexion sur le long terme. L'ONU, à travers ses agences spécialisées (PNUF, PNUD...), est très active sur les questions d'environnement et de développement (Plan bleu pour la Méditerranée, travaux sur le changement climatique global...). Ses projections démographiques font autorité. L'UNESCO a lancé un programme de recherche sur l'avenir de la science, de la culture et de l'éducation. L'OCDE a mis en place un forum sur l'avenir économique à long terme des pays développés. La CEE, dans le cadre, entre autres, du programme Fast, a réalisé d'importants travaux sur l'impact social du progrès technique et sur la mondialisation.

Les organisations non gouvernementales sont également très actives, dans une optique souvent plus contestataire. A Washington, le Worldwatch Institute dénonce chaque année, dans son rapport *l'Etat de la planète*, les impasses d'un modèle de développement fondé, selon lui, sur le gaspillage des ressources naturelles et l'urbanisation incontrôlée. L'institut pour les études du XXI<sup>e</sup> siècle cherche à favoriser la pratique prospective dans les pays en développement. Enfin, dans le domaine géopolitique, l'institut d'études stratégiques de Londres et le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) conduisent une veille permanente sur les dépenses militaires, les conflits existants et potentiels, etc.

Au niveau national, quatre types d'organismes mènent des études sur le long terme: des institutions publiques chargées d'éclairer la décision politique (Office of Technological Assessment aux Etats-Unis, Economic Planning Agency au Japon, Plan en France); des universités (Lund en Suède, Conservatoire national des arts et métiers en France, université du Sussex en Angleterre); des institutions indépendantes à but non lucratif (Institut pour les études du futur en Suède, Futuribles et sa prestigieuse revue en France, Policy Study Institute en Grande-Bretagne...); des organismes de conseil privés (Stanford Research Institute aux Etats-Unis, Nomma Research Institute au Japon, GERPA, et BIPE en France...); enfin de grandes entreprises: industries de base (Lafarge-Coppée...), transports (SNCF, RATP) et bien sûr énergie (Shell, Elf, EDF...).

## Quelles sont les méthodes?

Le prospectiviste est confronté à une triple difficulté: il doit d'abord à la fois le probable et le souhaitable, intégrer les éléments les plus divers, enfin résumer l'indéfinie diversité des futurs possibles en un petit nombre de scénarios à la fois cohérents, vraisemblables et pertinents.

Les méthodes dites «d'experts», comme l'Abaque de Regnier ou les enquêtes Delphi, permettent le recueil et le traitement systématique d'opinions sur la probabilité d'occurrence ou la date de réalisation d'un événement donné. Les analyses dites «systémiques» (analyse structurelle, impacts croisés, arbres de décision) aident à identifier les variables les plus importantes et/ou les plus incertaines, à dégager les liens de causalité entre les événements susceptibles de se produire, et à évaluer la probabilité des différents scénarios envisageables. Cette approche quelque peu mécanique peut être utilement complétée par une analyse du jeu des acteurs visant à l'identification des conflits et alliances potentiels, et pour laquelle des méthodes spécifiques ont été notamment développées par le CNAM sous la direction de Michel Godet (Mator, tables des pouvoirs...).

L'utilisation des outils peut être coordonnée dans le cadre d'une démarche générale, appelée «méthode des scénarios» par l'école française de prospective. Après avoir défini le système étudié, décrit son évolution passée et sa situation actuelle, identifié les «variables-clés» et analysé les jeux d'acteurs, repéré les tendances lourdes et les faits porteurs d'avenir, on débouche sur quelques questions essentielles, également appelées «dimensions d'incertitude». Celles-ci sont alors combinées de manière à définir les scénarios les plus probables ou les plus significatifs. Enfin intervient l'écriture du scénario, et son chiffrage éventuel. A ce stade, le recours aux modèles de prévision et de simulation peut s'avérer utile. Les «futurologues» américains leur accordent une importance plus grande que les «prospectivistes» français, plus sensibles aux variables qualitatives.

Tous ces instruments ne font pas de la prospective une discipline scientifique. Leur principal mérite consiste à introduire un peu d'ordre et de méthode dans la description de l'avenir. Il s'agit de s'assurer qu'aucun élément important n'a été oublié, de stimuler le débat et le dialogue, de dépasser les idées reçues. C'est, comme le dit Peter Schwartz, l'«art» du prospectiviste qui fera la différence.



# PERSPECTIVES

DANEMARK

## Au royaume secret de Lego

Une firme familiale danoise, fermée, centralisée mais cosmopolite, s'applique depuis trois générations à perfectionner les petites briques aujourd'hui vendues dans le monde entier



BILLUND (Danemark), de notre envoyé spécial

**S**ILS ont une âme, la Belle au bois dormant et Astérix doivent avoir aussi une fierté. Alors, pour ne pas trop la blesser, on n'avancera qu'avec une infinie prudence que le château patissier de Marne-la-Vallée, où le premier a élu domicile, et que le rocher de la forêt de Plailly, sur lequel le second s'est perché, ne souffrent pas la comparaison avec le château de Windsor. Ce site baigné par la Tamise, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Londres, servira prochainement de décor à un parc d'attractions familial qui pourrait bien faire grandir de plaisir Plinko et Idéfix. Le contrat a été signé en décembre dernier, la préparation bat actuellement son plein, les travaux d'aménagement commenceront l'an prochain et l'inauguration est prévue au printemps 1996.

A cette date, le groupe installé à Windsor aura qui, de la Californie on de la Virginie, hébergera un second parc avant la fin du siècle; ainsi que de l'implantation probable d'un troisième parc « dans une partie très centrale de l'Europe, tel le triangle Allemagne-Suisse-France », affirme Christian Majaard, vice-président de Lego.

« **JOUEBIEN.** » La compagnie danoise - Lego est une contraction du danois « leg godt », qui signifie « joue bien » - est décidée à investir 1,2 milliard de couronnes (1 milliard de francs), d'ici à l'an 2000, dans ce qui reste, pour l'heure, une « activité annexe », mais qui ressemble fort à une offensive. « Nous avons besoin d'appuyer nos ventes dans les trois régions », dit-il, « l'approche physique, par le canal des points de vente, la publicité et la promotion (campagnes et collectes), voire la production de fictions audiovisuelles (mais notre produit s'y prête difficilement), enfin, la communication par le biais du family entertainment : c'est la raison du développement des parcs », explique Christian Majaard.

Pourtant, lui-même admet ne pas savoir si « une entreprise qui,

telle Lego, se développe fructueusement, a besoin ou non » d'une telle diversification. En réalité, il le sait parfaitement... mais il l'exprime différemment : « Ne parlons pas de diversification, mais de prolongement : notre concept de parc est dérivé d'un produit, dont il est la vitrine, et d'un esprit, qu'il nous sert à propager : la créativité, l'écobérance et les valeurs de qualité et de sécurité ».

Tout se passe ici comme si Lego, une fois de plus, cherchait à exploiter un filon découvert presque par hasard. Selon la légende maison, son fondateur, Ole Kirk Kristiansen, un menuisier-charpentier de Billund (Jutland), contrainct par la crise des années 30 à chercher son salut dans la fabrication d'échelles, de tables à repasser, puis de jouets et de jouets en bois, « ignorait que Lego signifie en latin l'étude ou l'assemblage » (1). Hasard bienheureux en tout cas, pour quelqu'un qui devait inventer, en 1948, la célèbre brique à tenons aplatis, en s'inspirant d'un jeu de pièces à empiler produit par la firme britannique Kildicraft et en profitant du « boom » de l'industrie du plastique. Cette brique est à la base d'une collection comptant aujourd'hui 1 610 éléments différents pour 4 programmes de produits (Duplo, Lego System, Lego Technics et Lego Dacta).

« **OPAKE.** » Bon sang ne sachant mentir, son fils, Godfred, est la double bonne idée de « systématiser » le produit, en rendant les boîtes de jeux complémentaires (1955), et de doter la cavité des briquettes de cylindres évidés, facilitant ainsi leur enclenchement et multipliant les possibilités d'assemblage (1958). La saga internationale pouvait commencer.

En un petit quart de siècle, Lego est devenu une marque célèbre dans le monde entier, tout en restant un groupe familial aux structures opaques, fédérant 40 sociétés, dont plus de la moitié sont des filiales de commercialisation nationales (Lego France a été établie en 1959), et vivant quasiment en autarcie. A l'exception des granulés de plastique, fournis

par les chimistes allemand Bayer et néerlandais DSM, et de quelques petites pièces électriques, le groupe fabrique tout lui-même dans trois usines principales (au Danemark et en Suisse), y compris ses moules (trois usines d'outillage en Allemagne et en Suisse).

Appelé à diriger le groupe en 1979, le petit-fils du fondateur, Kjeld Kirk Kristiansen (le K du patronyme étant dû à une erreur du préposé à l'état civil) parait, lui aussi, vouloir rationaliser l'héritage de la génération précédente (voir l'entretien ci-dessous). L'attention du groupe se porte aujourd'hui plus que jamais sur l'idée des parcs d'attractions, née comme un simple expédient au milieu des années 60. Il s'agissait alors de décharger les usines, trop fréquemment visitées par des

point d'arrivée de nombre de visiteurs du parc Legoland. Ils furent très précisément 1 873 315 en 1992 (40 % de Danois, 30 % d'Allemands et de Scandinaves, et 30 % d'autres nationalités), année du record d'entrées en une seule journée, celle du 28 juillet, avec 27 648 billets.

« **PROFITABLE.** » Prévu pour 250 000 visiteurs, mais pris d'assaut par deux fois et demie plus d'amateurs des sa première année de fonctionnement, et constamment agrandi, Legoland s'apprête à fêter son vingt-cinquième anniversaire, le 7 juin prochain. Sur un bilan à faire pâlir d'envie les gestionnaires de biens des parcs européens : « C'est une affaire profitable », assure, modeste, Christian Majaard ; elle ne dégage pas une montagne d'argent, mais assez pour que l'on se dise qu'il est intéressant d'investir dans cette activité ».

D'où l'envie d'exporter le concept, renforcée sans doute par la percée des jeux vidéo made in Japan : « Ce ne sont pas des concurrents directs, mais ils mettent à l'épreuve notre capacité au renouvellement », précise Peter Ambeck-Madsen, le porte-parole du groupe, qui ne veut pas verser dans le même travers que « Mecano : oublier de développer de nouveaux produits et de vivre avec son temps ».

La compagnie danoise veille donc à rester en mouvement constant. Bon an, mal an, le tiers des quelque 300 boîtes de jeux des gammes Duplo, System et Technics est renouvelé, par changement partiel de leur contenu, introduction de nouveaux modèles, ou lancement de thèmes neufs. 1992 a ainsi vu la genèse de Paradisa, un « pays subtropical coloré dans des tons pastel modernes, censé séduire les fillettes de six-sept ans qui ont tendance à délaisser les briquettes pour les poupées Barbie. C'est la première fois que Lego commercialise un produit « féminin » après l'échec de la série Scaulo (bijoux à construire soi-même), retirée de la vente en 1981, deux ans seulement après sa mise en place.

« **ÉDUCATIF.** » La création d'une chaîne de parcs d'attractions est la seconde expression, peut-être symbolique des années 90, de cette stratégie empirique du « qui n'avance pas recule » : « Marching in keeping on marching », dit Kjeld Kirk Kristiansen.

Mais Lego, naturellement, ne fait rien pour le seul plaisir de faire. Si le parc de Windsor est bien, comme celui de Billund, les enfants de deux à quatre ans pour « câbler » un Miniand (des monuments ou des sites célèbres reproduits à l'échelle en briques Lego) pour attraction principale, l'accent y sera plus mis que jusqu'à présent sur « l'aspect éducatif du Lego » : « Il y aura des « salles de classe » - qui ne s'appelleront pas ainsi - pour accueillir par exemple des visites scolaires diadactiques », annonce Christian Majaard. Et de souligner que, dans la foulée du programme Dacta développé pour les garderies et les établissements scolaires, « la deuxième cible de Lego est là : les enfants avec leur professeur, après les enfants avec leurs parents ».

Une façon de tester in vivo sur le marché britannique, le troisième en importance pour Lego, après l'allemand et l'américain et avant le français (classement 1992), l'étalement des ventes, qui restent dominées par la grande marée (50 % du chiffre d'affaires) des mois de novembre et décembre ? Le parc américain semble plutôt destiné à offrir à Lego une vitrine sur un marché très concurrentiel : les parcs de loisirs font partie de la culture américaine. Mais Lego n'aime pas faire les choses à la hâte et sans préparation. Le parc de Windsor, le premier installé hors des frontières danoises, va permettre à ses dirigeants d'expérimenter la formule à l'exportation, sans avoir à voyager incessamment entre l'Europe et les États-Unis.

“Legoland c'est une affaire profitable elle ne dégage pas une montagne d'argent mais assez pour que l'on se dise qu'il est intéressant d'investir dans cette activité.”

groupes d'écoliers ou des associations, en exposant en plein air les maquettes construites par la styliste maison. « Un couple de personnes âgées vendait les billets et du café », rapporte Annette Bonde, du service de presse de ce qui s'appelle depuis 1968 Legoland et s'étend désormais sur 120 000 m<sup>2</sup>, sans pied du tarmac de l'aéroport de Billund... construit par Lego avant d'être offert à la commune ».

A Billund, 5 400 habitants, il y a Lego - qui emploie 20 % de la population - et puis... rien. La petite ville ne figure pas toujours sur les atlas mais son aéroport est le second du pays, avec près de 200 000 passagers par an. C'est le point de départ des vols charters danois, le centre d'un cercle en sein duquel vit le tiers de la population du royaume, et surtout... le

Béni des dieux de l'intuition depuis sa fondation, Lego a visiblement appris à ne rien laisser au hasard : le groupe mène son expansion internationale avec une prudence doublée du souci de ne pas perdre son âme. Le fait que le département juridique, chargé de la défense des brevets et de la protection de la propriété industrielle, emploie cinq fois plus de personnes que celui du licensing (dix contre deux) est sans doute le meilleur symbole d'une firme atypique. Mono et autoproductrice, ne connaissant d'autre croissance qu'« interne » et s'autofinanciant à 100 %, Lego est une société familiale et... épatrice. « Nous ne sortons pas le drapeau danois » : la formule revient comme un leitmotiv à Billund ; on se moque comme d'une guigne - ou l'on fait bien semblant - du poids du groupe dans la balance commerciale ou touristique du pays. L'homme ludens est universel.

Christian Chartier

(1) En réalité, comme l'indique le classique Gaffiot, Lego signifie plutôt « ramasser », « recueillir », et par extension, « élire », ce dernier sens étant bien entendu le plus fréquent.

## Un groupe rentable

Lego, entièrement détenu par les descendants du fondateur (son fils Godfred, âgé de soixante-deux ans, qui vient d'annoncer son retrait de la présidence du conseil d'administration ; ses deux petits-enfants, dont le président exécutif Kjeld Kirk Kristiansen, et leurs propres enfants), ne publie que des résultats partiels. Ces derniers concernent la structure mère Lego A/S Group, qui chapeaute 15 des 40 sociétés du groupe et emploie les trois quarts de ses salariés (5002 sur 7810).

Lego A/S Group a enregistré en 1992 un chiffre d'affaires net de 4,7 milliards de couronnes danoises (un peu moins de 4,1 milliards de francs), en hausse de 8 % seulement, contre 14 % en 1991. Mais ce ralentissement n'a pas affecté la rentabilité de Lego A/S, qui a dégagé un bénéfice avant impôts de 635 millions de couronnes (environ 552 millions de francs), supérieur de 20 % à celui de 1991, grâce à « la baisse du prix des matières premières et à la maîtrise des coûts de production ». Le bénéfice net a progressé encore davantage (30 %), atteignant 448 millions de couronnes (environ 390 millions de francs) grâce à une réduction des impôts danois.

Présent dans 135 pays et 60 000 points de vente sur les cinq continents, Lego a accru

en 1992 sa part du marché mondial des jouets, confirmant sa place « au milieu de la liste des dix plus grands fabricants du monde ». Une liste sur laquelle il est le seul à défendre les couleurs de l'Europe.

Sur le plan commercial, le groupe a connu l'an dernier une « croissance modérée », considérée comme « idéale », les capacités de production ayant été « mises sous pression » les années précédentes. Les ventes aux distributeurs et détaillants (selling out) ont globalement augmenté de quelque 8 %, après 14 % en 1991 et 15 % en 1990. L'Europe, premier marché, n'a connu qu'une hausse de 4 % (11 % en 1991), alors qu'en Amérique du Nord les ventes ont progressé de 16 % (soit moins qu'en 1991, notamment aux États-Unis), de 15 % au Japon (comme l'année précédente) et qu'elles ont fait un bond spectaculaire de 23 % « outre-mer » (entre autres en Corée du Sud et en Afrique du Sud), contre 5 % en 1991.

Les ventes au public par les distributeurs et détaillants (selling out) ont également suivi une courbe ascendante : + 9 % en Europe (+ 8 % en 1991), + 18 % en Amérique du Nord, + 12 % au Japon (+ 17 % en 1991) et + 29 % « outre-mer » (contre... + 3 %).

Ch. C.

## Les soucis de l'héritier

BILLUND de notre envoyé spécial

« **J'ai grandi avec la compagnie et son produit.** » Dans la bouche de Kjeld Kirk Kristiansen, président exécutif du groupe Lego depuis 1979, le propos n'est pas de convenance : il veut tout simplement biographier.

Le garçonnet sage qui, sur une photo publicitaire des années 50, joue avec deux fillettes à assembler des briquettes, c'est lui, le petit-fils du fondateur. Lui qui, « né [en 1947] avec le plastique », selon le raccourci de son porte-parole, a souvent eu la primeur des éléments de construction sortis des ateliers de Billund, et notamment de l'apparition de cylindres dans la cavité des briquettes, à partir de 1958. Lui, dont la croissance a été parallèle à celle de la marque et de son assortiment (le roue en 1968, Duplo en 1988, etc.). Lui qui a fait ses études supérieures à l'IMD de Lausanne, où Lego parraine depuis 1990 une chaire « d'international business dynamics ». Lui, enfin, qui n'a jamais connu d'autre employeur que son père ou... lui-même.

Est-ce la gêne de devoir aux hasards de la généalogie ce qu'il appelle lui-même « une position unique » ? Le sang danois qui coule dans ses veines et la culture du profil bas - « Small is fine », lâche-t-il - qui paraît en découler ? Ou le souvenir de ses premiers pas précautionneux dans les traces des parents et grands-parents qui ont écrit l'histoire de l'entre-

prise ? Toujours est-il que Kjeld Kirk Kristiansen se garde de jouer à « Monsieur Lego », et d'incarner avec exubérance le succès du groupe. Son physique presque frêle symbolise son aversion pour l'ostentation, et on le croirait volontiers timide si la lueur juvénile du regard et la tranquille cordialité du ton ne laissent parler quelques gouttes d'assurance.

Il n'est pas sûr, cependant, de l'issue du référendum européen du 18 mai. « Considérant la faible marge du « non », le 2 juin 1992, tout est possible », dit-il prudemment ; mais « nos politiciens ont négocié l'accord d'Edimbourg, et comme je suis optimiste, je crois à la victoire du « oui » ».

Le problème est qu'il s'attendait déjà à ce résultat l'an dernier, et qu'il l'a été, à l'époque, « surprise ». Un conseil de direction du groupe, réuni en toute hâte dès le 3 juin, décidait, pour « prendre le temps d'y voir plus clair », de suspendre un investissement d'environ 300 millions de couronnes (environ 260 millions de francs) portant sur la construction, dans la berceau de Billund, d'une nouvelle usine et d'un centre de formation.

Aujourd'hui, Lego sait ce qu'il fera dans tous les cas de figure la 19 mai au matin. Si le « oui » à Maastricht l'emporte, le groupe ira de l'avant et annoncera la construction des deux bâtiments prévus à Billund. Si le « non » triomphe une nouvelle fois, il « envisagera l'extension de ses capacités de production dans un pays plus stable de la CEE ». Ce serait un tournant,

une « déviation importante », Lego n'ayant pas, en effet, de centre de fabrication de jeux dans l'Europe communautaire ailleurs qu'au Danemark (l'usine allemande de Hohenwestedt est une unité d'outillage).

Certes, admet son président, la réitération du refus danois n'entraînera pas la fin du marché unique, ni la fermeture des frontières, ni la taxation des produits « made in Denmark ». Mais « une période d'incertitude s'ouvre et le risque d'un isolement croissant du pays s'aggrave ». La crainte de Lego est moins de perdre des avantages économiques qu'un droit à la parole à Bruxelles et des « leviers d'influence, pour discuter de la standardisation industrielle, de l'harmonisation des brevets ou d'une directive sur la sécurité des jouets ».

Le groupe ne serait-il pas, en l'occurrence, victime de sa stratégie, fondée sur la concentration de la production à Billund, d'où proviennent les éléments de 297 des 403 boîtes de jeux actuellement disponibles ? Alors que 98 % des ventes ont lieu en dehors du Danemark et que « l'Europe représente entre 60 % et... au moins 60 % de nos ventes », se reprend Kjeld Kirk Kristiansen, avisant le regard étonné de son porte-parole. Le credo de Lego est « l'Europe, marché intérieur » n'a pas besoin d'autre justification : « C'est en Europe que Lego a trouvé hier ses premiers utilisateurs, qui sont aujourd'hui parents ou grands-parents. » Traduire : acheteurs.

Ch. C.

## eslsca

### ADMISSIONS SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

#### Date des épreuves :

- 1<sup>re</sup> année (1 session) 6 et 7 juillet 1993  
Inscription avant le : 15 juin
- 2<sup>e</sup> année (2 sessions) 8 et 9 juillet 1993  
23 et 24 septembre 1993  
Inscription avant le : 15 juin (1<sup>re</sup> session)  
4 septembre (2<sup>e</sup> session)

#### Renseignements - Inscriptions

École Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées  
1, rue Bougainville, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-51-52-53.  
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur - Fondé en 1949  
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale.



## PERSPECTIVES

LÉGENDE

## Indestructible Meccano

Les fanatiques des lattes d'acier ont pris des rides  
mais leur jeu d'assemblage préféré a retrouvé un second souffle

QUE nos grands-parents se rassurent : le vénérable Meccano, pionnier des jeux de construction, résiste au géant de plastique Lego, même s'il revient de loin. Inventé en 1901 par un père de famille de Liverpool, Frank Hornby, ce

jouet traditionnel a construit son succès à partir des années 20 auprès des bricoleurs en culotte courte.

En 1916, *Meccano Magazine* annonçait 1 million d'adeptes du tournois et des lattes de métal, mais la frénésie ne faisait que

commencer. Jusque dans les années 50, la firme Hornby répand ses coffrets numérotés dans le monde entier et traverse un demi-siècle d'histoire. Si les Soviétiques utilisent le jeu comme support pédagogique durant l'entre-deux-guerres et si les nazis en modifient l'emballage pour remplacer le garçon brun par un jeune Aryen, le concept, lui, continue de faire des adeptes.

Dans les années 60, les ventes commencent à stagner, les usines de Liverpool et de Calais changent plusieurs fois de mains avant d'être rachetées par Kenner Parker. Cette multinationale américaine décide, en décembre 1979, de fermer l'usine de fabrication de Liverpool pour ne conserver que celle de Calais.

**REPRENEUR** • Face à la montée en puissance des premiers jeux électroniques, notamment, la firme américaine cédera la PME de Calais en 1985 à un ancien trader en produits alimentaires, Marc Rebido. Meccano ne dégage plus alors que 5 millions de francs de chiffre d'affaires, et son catalogue ne compte plus qu'une demi-douzaine de produits. Cependant, la marque est déposée dans cent trente pays et le nouveau représentant compte bien se servir de la notoriété de sa PME pour relancer la machine.

Motorisation des coffrets, conception assistée par ordinateur donnent une image moderne au design année 60 des structures métalliques. Le chiffre d'affaires reprend de l'embouppoint. De 5 millions de francs en 1985, il passe à 65 millions en 1988. La tentative de diversification autour

des jeux de construction prend de l'ampleur. Une ligne de vêtements et de chaussures au label Meccano fleurit dans les rayons.

Mais, dès 1989, changement de cap. Dominique Duvauchelle, le nouveau PDG de Meccano, ne croit pas à cette politique de

France, affichait une moyenne d'âge de cinquante ans et son vétéran avait, lui, quatre-vingt-quatre ans. La PME française va donc tenter d'inverser la tendance et de renouer avec un public de jeunes.

De nouvelles gammes sont lancées. La plaque d'acier trouée bleu et jaune est complétée par des couleurs blanc et rouge.

Des boîtes à thème font leur apparition avec de nouveaux emballages. Cette cure de jouvence s'accompagne d'efforts à l'exportation. Entre 1988 et 1992, la société propulse de 20 % à 80 % de ses ventes à l'étranger. D'abord en Europe, puis aux Etats-Unis, après le rachat d'Erector, et en Australie.

L'Asie est désormais le territoire de conquête désigné par Meccano. Pendant ce temps, le nombre de boîtes vendues passe

de 400 000 à 1,5 million de coffrets et le chiffre d'affaires atteint, en 1992, 150 millions de francs.

En France, Meccano détient désormais près de 26 % du marché des jeux d'assemblage face aux 74 % détenus par le leader Lego. Référencé par Toys'R'Us aux Etats-Unis depuis cette année, Dominique Duvauchelle vise déjà la barre des 400 millions de francs de chiffre d'affaires. Sûr d'avoir renoué avec les jeunes consommateurs, il n'exclut pas pour ce faire « l'effet génération » qui, d'après lui, donne un avantage à son jeu, car « les pères sont fiers d'offrir un jeu à leur fils auquel leur grand-père jouait déjà ». Il compte aussi sur le fait qu'en période de crise les gens aiment revenir aux valeurs sûres et durables.

Thibault Romain

“Les pères sont fiers d'offrir un jeu à leur fils auquel leur grand-père jouait déjà.”

labellisation. Selon lui, « à cette époque, il fallait impérativement retrouver le produit et l'exporter démontage ». Le club des Amis du Meccano, qui rassemblait un demi-millier de Meccano-fans en

## Jeux d'entreprises

Suite de la page 29

Les buts recherchés ? Impliquer davantage la caisse d'un supermarché, par exemple, dans la connaissance des mécanismes de l'entreprise, développer l'esprit d'équipe, apprendre à placer ou à épargner avec plaisir. Selon une étude réalisée par des élèves de l'université Paris-X-Dauphine, le poids économique de ce nouveau secteur de la formation basé sur le jeu représenterait près de 150 millions de francs. Cette estimation du chiffre d'affaires global de cette activité est loin d'atteindre encore le succès rencontré par les jeux pour adultes en

Allemagne ou dans les pays anglosaxons. Pourtant, la demande existe, et les concepteurs de jeux pour entreprises sont optimistes.

« Entre 1983 et 1992, nous sommes passés de 100 000 francs à 3 millions de francs de chiffre d'affaires et notre expansion devrait continuer », explique Corinne Jayat, directrice générale de la société Arkos. Un constat partagé par d'autres concepteurs de jeux comme la Ceneco ou Alain Renault Communication. L'évolution marquante en ce domaine depuis quelques années semble venir de la demande. Les jeux classiques cèdent peu à peu la place aux jeux sur mesure. Réalisés

pour le compte d'une seule entreprise ou d'un groupe, ces jeux ciblés sont vendus entre 100 000 et 300 000 francs pièce. Yoplat, la SNCF, Total ou EDF, des références sur lesquelles s'appuient ces professionnels du jeu pédagogique pour asseoir une notoriété croissante. Pourtant, certains formateurs dans les allées de Ludimat Expo reconnaissent qu'il faut prendre garde aux « phénomènes de mode », d'autres réagissent sur le décalage avec la réalité que les jeux peuvent engendrer ainsi que sur l'image infantile qu'ils véhiculent.

T. R.

Le Monde  
EDITIONS

REVUE D'ECONOMIE FINANCIÈRE  
NUMÉRO HORS SÉRIE

LA CAISSE DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS,  
175 ANS

1. Une histoire de confiance : l'histoire, au fil des siècles, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de son rôle social et de son évolution.
2. La confiance en question aujourd'hui : Les principaux responsables de la vie financière témoignent de l'importance de ces valeurs et de leur adaptation nécessaire.
3. Finance et confiance, une urgence : Comment penser la finance, l'argent, la confiance au milieu de tant d'excès ? Les points de vue de philosophes, de sociologues, de théologiens sur les questions éthiques qui guident les pratiques de la finance.

Un document exceptionnel, 670 pages, 198 F.

EN VENTE, EN LIBRAIRIE

## LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI

Le Monde des  
DEBATS

Le Monde

Les infirmières  
malades  
de leur métierSupprimer  
les départements ?Le Chili  
dans l'ombre  
de PinochetLES INFIRMIÈRES  
MALADES  
DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu, traversé des conflits qui les opposent aux médecins, à l'administration. Elles ont du mal à faire comprendre la relation particulière qu'elles entretiennent avec les malades, la souffrance, la mort. Trois d'entre elles nous apportent leurs témoignages. Une responsable de l'assistance publique et un oncologue chef de service leur répondent. Un écrivain.

Michel ONFRAY, raconte  
les infirmières qui l'ont soigné.SUPPRIMER  
LE DÉPARTEMENT ?

Il y a en France de très nombreux niveaux d'administration : faut-il supprimer celui qui, à l'heure de l'Europe, paraît le plus anachronique : le département ? Les points de vue de deux « adversaires » du département, Pierre MAZEAUD et Georges FRÈCHE ; d'un de ses « défenseurs », Jacques BARROT.

LE CHILI  
DANS L'OMBRE  
DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent ; physiquement, avec un rôle diminué, mais surtout dans les esprits et dans les mœurs. Des entretiens exclusifs avec le général PINOCHET et avec Isabel ALLENDE.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS



Le débat sur l'indépendance de la banque centrale

# Changer les mentalités ou s'abstenir

par KLAUS REEH (\*)

A quoi sert la stabilité monétaire ? A garantir la pérennité des contrats entre agents économiques. C'est la pierre angulaire d'une véritable économie de marché. Il est aujourd'hui communément admis que l'indépendance de la banque centrale permet d'assurer la stabilité monétaire qui, autrement, serait menacée en permanence par l'imprudence des gouvernements soumis à la pression électorale. Mais, à vouloir placer l'objectif de stabilité monétaire en dehors des procédures démocratiques, on s'expose à une critique justifiée : celle de donner un pouvoir exorbitant à des technocrates sans contrôle. L'indépendance de la banque centrale décrétée sans précautions et au mépris des réalités économiques et politiques risquerait en effet d'être antidémocratique.

Toutefois, on peut rendre cette indépendance démocratique en respectant quatre conditions. Premièrement, la stabilité monétaire doit être le seul objectif de la banque ; si on lui confie d'autres missions (par exemple la tutelle du secteur bancaire), on l'expose à des conflits d'intérêts qui doivent normalement être tranchés par le Parlement. Deuxièmement, il faut un système financier digne de ce nom, capable d'emprunter à court terme et de prêter à long terme en assumant seul les risques. Troisièmement, le corps social doit avoir une forte préférence pour la stabilité monétaire, ce qui permet à la banque centrale d'exercer sa mission même en cas de conflits d'intérêts mineurs. Quatrièmement, le peuple souverain, à travers ses institutions représentatives, doit pouvoir revenir sur l'indépendance en changeant la loi si surgissent des conflits d'intérêts tels que l'ordre économique tout entier est bouleversé.

L'indépendance suppose certes des dispositions légales et organisationnelles pour assurer sa légitimité démocratique. Toutefois, le concept d'indépendance de la banque centrale est fondamentalement politique et non juridique. La Cour européenne de justice, par exemple, n'aurait aucune difficulté à décider que la Banque de France est indépendante si telle était la loi. Mais les marchés financiers pourraient en juger autrement, car l'indépendance est en réalité une pratique politique.

Pour que l'indépendance existe dans les faits, il faut que le conseil de la banque soit composé de personnes aux biographies diverses mais liées entre elles par le sens de leur responsabilité collective. Si le conseil devait consister en factions hostiles (faucons et colombes, apparatchiks et indépendants, régulateurs et libéraux), un tel lien ne pourrait être tissé. Si le conseil devait regrouper des talents trop homogènes (par exemple des énarques), les saines discussions seraient absentes. Si les membres du conseil étaient issus de groupes de pression, on pourrait craindre toutes les collusions.

## Partenaire de l'analyse

Autant de cas qui rendraient sans valeur l'indépendance formelle de la banque. Les marchés ne seraient pas longs à sentir l'échec et à refuser toute baisse des taux d'intérêt. Ce n'est que si le rapport de force entre minorité et majorité au sein du conseil était susceptible de changer que l'indépendance deviendrait effective et obtiendrait l'approbation des marchés.

L'indépendance d'une banque centrale n'existe pas dans l'absolu. C'est le résultat des relations entre la banque et toutes les organisations dont dépend la stabilité monétaire. L'indépendance suppose la prudence des autorités budgétaires et la capacité des parlements sociaux à résoudre leurs conflits sans illusion monétaire. Dans le cas contraire, la banque, le gouvernement et les partenaires sociaux ne peuvent pas établir leurs relations sur la base d'un intérêt commun. Une Banque de France indépendante essayant de maintenir toute seule le cap de la stabilité monétaire serait tout simplement débordée. Les marchés ne tarderaient pas à s'en rendre compte et à réagir en conséquence.

Une banque centrale effectivement indépendante doit donc être avant tout un partenaire de l'analyse et du débat public. Son atout propre doit être sa capacité à communiquer avec les autres organisations et avec le public en général. Seul un conseil de banque central ayant acquis une telle capacité peut conquérir, maintenir et exploiter son indépendance au fil des années. Bien se servir des instruments de politique monétaire est relativement simple ; bien communiquer est un art. Une banque centrale qui jouerait la confrontation systématique non seulement perdrait vite – et à juste titre – son indépendance, elle courrait à l'échec. Seule une banque centrale sachant obtenir un large soutien et atténuer les critiques envers sa politique peut recevoir l'aval du marché.

Une Banque de France indépendante qui essaierait d'agir selon ses convictions, mais sans consensus général, ne pourrait pas compter sur l'approbation des marchés, même si elle était dans le vrai. Avec son indépendance toute neuve, la Banque de France ne sera pas en mesure d'obtenir seule une détente des taux d'intérêt, en particulier des taux

Le projet d'indépendance de la Banque de France devait être examiné lundi 10 mai lors d'un conseil des ministres exceptionnel. Mais, estime Klaus Reeh, un observateur allemand, la loi ne suffit pas à rendre effective l'indépendance d'une banque centrale. Dans le cas français, à moins d'un changement radical des mentalités, il serait peut-être plus sage de s'abstenir. Car l'indépendance mal comprise pourrait renforcer la méfiance des marchés et aboutir en fin de compte à une remontée des taux d'intérêt. Pour sa part, Charles Wyplosz affirme que l'économie française a tout à gagner à l'autonomie de la banque centrale, qu'il s'agisse de la monnaie, de l'inflation ou de la croissance. Mais encore faut-il aller jusqu'au bout de la logique et donner également à la banque la gestion quotidienne des taux de change.



NICOLAS GUILBERT

longs. La crédibilité ne se fabrique pas – surtout en légiférant – elle se gagne jour après jour.

La véritable indépendance n'est rien de moins qu'une réforme monétaire complète, même si elle est graduelle et peu visible. Elle implique un tel changement d'attitude que – quels que soient les bénéfices qu'on peut en attendre sur le long terme – les incertitudes sont inévitables durant la période de transition. C'est toute l'économie française qui devra adopter de nouveaux comportements, et sans répétition générale. Si la Banque de France n'est pas dotée d'un conseil crédible, si elle est prise dans des conflits d'intérêts, coincée entre le Trésor et les grandes banques publiques, ou si elle ne parvient pas à faire passer son message, la réaction des marchés sera telle que le différentiel de taux d'intérêt avec les autres pays pourrait même s'élargir dans un premier temps.

## Spéculation

Avec une Banque de France indépendante, le système monétaire européen connaîtrait aussi des mutations. Certes, il ne déja entre eux plusieurs instituts d'émission indépendants, mais qui dépendent en fait de la Bundesbank. L'intention, dans le cas de la Banque de France, est tout à l'opposé. Savoir s'il y a de la place pour deux banques indépendantes dans un SME toujours ancré au deustchemark, c'est la question à un million d'eus.

La Bundesbank a beaucoup souffert ces dernières années en termes de crédibilité, ayant perdu à la fois sur la réunification monétaire interallemande et sur l'union économique et monétaire. Ce serait un nouveau coup pour elle et le rôle du deustchemark comme monnaie de référence du SME et l'avantage correspondant en matière de taux d'intérêt seraient menacés. Tout en affirmant n'avoir jamais recherché cette position dominante, la Bundesbank ne peut plus se permettre de laisser le mark le perdre, pour des raisons liées à la fois à la compétitivité allemande et à la nécessité de garder la haute main sur le processus de la monnaie unique.

La seule autre banque centrale européenne véritablement indépendante est celle de Suisse. Bien que ne faisant pas partie du SME, elle en est un membre tacite, et utilise son indépendance pour maintenir la stabilité interne et externe de sa monnaie. Reste à savoir si une Banque de France indépendante saura faire aussi bien. Elle sera vraisemblablement aussi impatiente que les autorités actuelles de voir reconnues les performances de l'économie française. Mais les performances d'aujourd'hui comptent moins que celles qui sont anticipées pour demain, lesquelles risquent d'être handicapées par l'impudence d'aujourd'hui... L'espoir que la Banque de France indépendante incitera la Bundesbank à abaisser ses taux à court terme pourrait ne se réaliser qu'après que le SME aura trouvé un nouvel équilibre (et après quelques heurts avec les marchés). Des merges de fluctuation plus étroites entre les monnaies du SME ne seraient d'aucun secours pour parvenir à cet équilibre.

Le gouvernement britannique s'est trompé en faisant entrer le livre dans le SME au mauvais moment, au mauvais cours et pour les mauvaises raisons. Les conséquences sont connues. Sans une

parfaite compréhension du sens et de l'utilité de l'indépendance de la banque centrale, on court un grand risque de l'octroyer au mauvais moment, avec les mauvais impératifs de taux d'intérêt et avec des arrière-pensées.

Cependant, si seule la loi devait changer, le gouvernement français pourrait faire preuve d'une meilleure compréhension de l'indépendance de la banque centrale en se rendant compte que ce n'est pas le moment d'entamer une réforme monétaire, même graduelle, alors qu'une réforme de fond est programmée pour 1999 au plus tard. Les marchés, en attendant, vont devoir tester la conception française de l'indépendance, et ils n'ont qu'un seul moyen à leur disposition : la spéculation.

Ne serait-il pas préférable de couper l'herbe sous le pied aux spéculateurs en donnant une définition claire de l'indépendance à la française ? Peut-être pas, après tout : la Bundesbank pourrait y trouver matière à conforter ses vieilles suspensions. Pour sortir de ce dilemme, le gouvernement français a déjà indiqué la direction en parlant non plus d'indépendance, mais d'autonomie. Est-ce à dire qu'il e d'avance renoncé à venir à bout du différentiel de taux d'intérêt à long terme ?

(\*) Fonctionnaire européen de nationalité allemande détaché auprès du Commissariat général du Plan à Paris, il s'exprime ici en son nom propre.

# Encore un effort

par CHARLES WYPLOSZ (\*)

Ce qui va sans dire dans de nombreux pays représente en France un changement fondamental. Comment confier un instrument aussi symbolique de l'identité nationale à des personnalités qui opèrent à l'abri des regards indiscrets ? Que l'on se rassure. Là où la banque centrale est indépendante, la monnaie est solide, l'inflation faible, et ce sans effets nuisibles pour la croissance économique. S'il est un élément 100 % positif du traité de Maastricht, c'est bien celui-là. En vérité, le vrai risque c'est que la Banque de France ne soit pas assez indépendante.

Il y a deux bonnes raisons d'enlever aux politiques le contrôle de la monnaie. Toutes deux sont basées sur une loi d'airain, mille fois vérifiée, jamais démentie : l'inflation est toujours, à terme de deux à cinq ans, le résultat d'une création monétaire trop rapide. La première raison, donc, c'est qu'il est parfois trop tentant de faire tourner la planche à billets pour financer les déficits publics. Personne ne s'en rend vraiment compte à temps, et lorsqu'on s'en aperçoit, il est trop tard : l'inflation est devenue un problème bien difficile à maîtriser.

La seconde raison, c'est que la manipulation des taux d'intérêt, l'autre aspect de la politique monétaire, offre des avantages à court terme que l'on regrette ensuite. L'Italie et la Grande-Bretagne dansent sur ce refrain aujourd'hui. D'ici deux, trois ou quatre ans, ces deux pays seront en proie à la montée de l'inflation et devront se résigner, encore une fois, à une dure cure d'austérité. La vie politique est telle que la long terme est souvent sacrifiée aux proches échéances électorales. Retirer le contrôle de la banque centrale aux politiques, c'est placer la monnaie en dehors des querelles politiques. Où est la mal ?

## Ne pas faire les choses à moitié

Seulement, si l'on est déjà prêt à franchir ce pas salutaire, autant ne pas faire les choses à moitié. Or il semble que les nouveaux statuts en gestation prévoient que le gouvernement garde le contrôle du taux de change. Or taux de change et monnaie sont indissociables : qui contrôle l'un contrôle l'autre. On le sait bien en France : depuis que le franc est ancré au mark allemand, la France a effectivement perdu le contrôle de sa monnaie. Tout simplement parce que, pour maintenir le taux de change, il faut savoir restreindre les capitaux, en leur offrant un taux d'intérêt adéquat, et donc la bonne dose de liquidité monétaire. Que le gouvernement décide de changer la parité du franc, et c'est toute la politique monétaire qui bascule. Exactement ce qui s'est passé en septembre dernier en Italie et en Grande-Bretagne.

Il est vrai qu'en Allemagne ou dans le traité de Maastricht le régime du taux de change est attribué au gouvernement. C'est à lui que revient la signature d'accords internationaux tels que le SME ou, jadis, Bretton-Woods. Rien de plus normal. Il en va tout autrement pour la gestion quotidienne du taux de change. Si le gouvernement se garde le pouvoir de dicter sa volonté à la Banque de France, il pourra exiger une dévaluation, ce qui n'est jamais qu'un relâchement de la politique monétaire avec son corollaire, l'inflation à terme.

Rien dans le traité de Maastricht n'exigeait que la Banque de France devienne indépendante dès cette année. On pouvait attendre 1997. Pourquoi avoir devancé l'appel ? Pour une excellente raison : pour sauver le franc. Ce n'est pas un hasard si les attaques violentes contre le franc ont cessé lorsque, vers la fin du mois de janvier, plusieurs dirigeants de la majorité et de l'opposition de l'époque ont tenu les mêmes propos publics : la banque sera indépendante tout de suite après les élections. Les marchés avaient attaqué le franc parce qu'ils se demandaient ce que la future majorité ferait (l'ombre de Padoa-Schioppa et de Séguin planait). La promesse d'indépendance a été bien comprise ; désormais, le franc ne dépendrait plus des aléas politiques. Les marchés comprendront vite ce que recèle le nouveau statut de la Banque de France. Que le taux de change reste soumis au gouvernement, et les attaques reprendront. Encore un effort pour sauver le franc, définitivement.

(\*) Professeur d'économie à l'INSEAD.

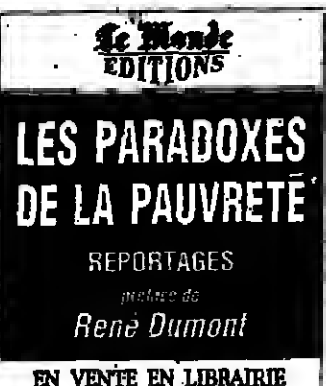
## LES ADMISSIONS PARALLÈLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE



Vous désirez poursuivre vos études dans une école de commerce dynamique, dont le diplôme est visé par l'Eto, l'ISC vous propose :

- ♦ Entrée en 1<sup>re</sup> année : titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion-commerce...) ou d'un BTS
- ♦ Entrée en 2<sup>e</sup> année : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise
- ♦ EPREUVES D'ADMISSION : Tests - Entretiens - Oral d'anglais
- En 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> année (2 sessions) : • 1<sup>re</sup> session, 21 ou 22 juillet 1993  
• 2<sup>e</sup> session, 7 septembre 1993
- ♦ Date de clôture des inscriptions : 30 juin 1993

22 boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS  
Téléphone : (1) 40.53.99.99 - Télécopie : (1) 40.53.98.98





## CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi  
Pénurie de revenus

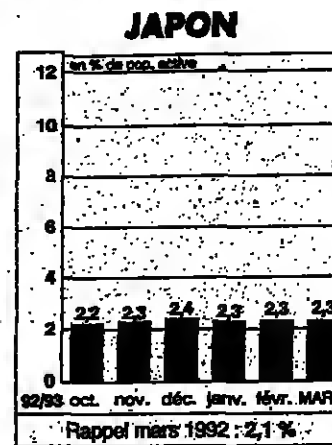
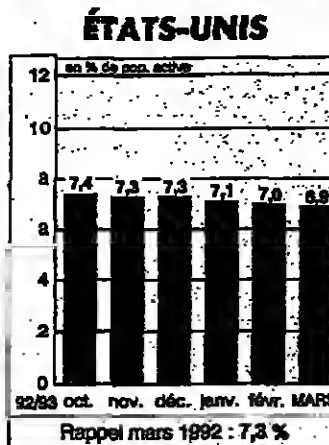
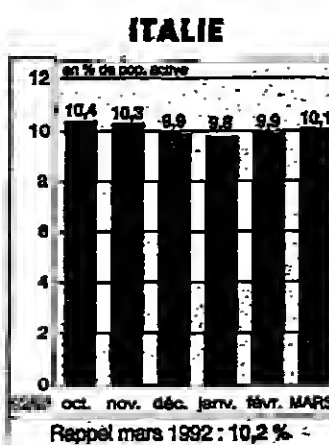
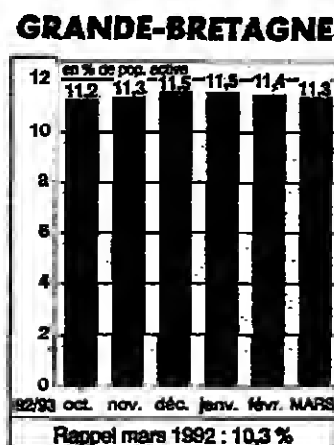
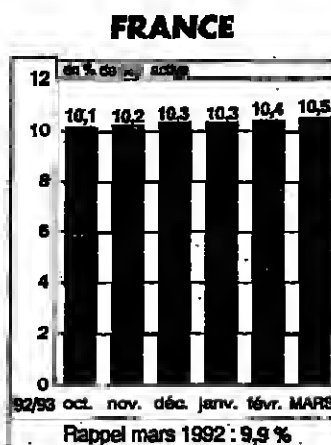
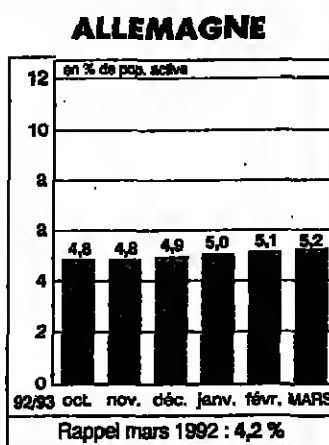
**R**ESTRICTIONS salariales, alourdissement de la fiscalité indirecte, créations d'emplois insuffisantes aux Etats-Unis, baisse marquée des effectifs en Europe continentale : les potentialités de reprise de la consommation privée dans le courant de 1993 s'évaluent au vu des perspectives d'évolution du pouvoir d'achat des ménages européens et américains.

Aux Etats-Unis, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (ensemble des ressources, nettes d'impôts et de cotisations sociales) a augmenté de 2,2 % l'an dernier, ce qui a permis à la consommation privée de progresser d'autant, soit très faiblement pour une année de reprise. L'emploi augmentant peu et la hausse des rémunérations couvrant tout juste celle des prix, les gains de pouvoir d'achat des ménages escom-

ptés pour cette année sont aussi minces. Les dépenses de consommation risquent par conséquent de ne s'accroître que lentement encore, prolongeant sans doute la léthargie de l'économie pour une année supplémentaire. En Allemagne occidentale, des réductions importantes des effectifs et

des hausses de salaires inférieures, en moyenne, à l'inflation, entraîneront des pertes significatives de revenus. A moins de réduire leur effort d'épargne, les ménages ne pourront équilibrer leur budget que par une diminution de leurs dépenses.

En France, les perspectives ne sont guère différentes. Le gain de pouvoir d'achat du revenu disponible obtenu en 1992 ne devrait pas se prolonger cette année, ce qui devrait provoquer un repli marqué des dépenses des ménages par rapport à l'an dernier. Après avoir augmenté de 1,7 % en 1992, la consommation pourrait ainsi s'accroître de moins de 1 % en 1993. Ce qui, à son tour, réduira les chances de rétablissement rapide de l'activité des entreprises... et donc de l'emploi.



Taux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

## RÉGION • Le Maghreb

## Privatisations en cours

**L**a loi de finances marocaine de 1993 a été établie sur la base d'une hypothèse de croissance annuelle de 6,5 %. Mais les prévisions récentes conduisent à réviser cette perspective. Les plus optimistes retiennent un taux de 2,5 %. Si ce chiffre devait se confirmer, il signifierait, pour le début de la décennie, une croissance moyenne nettement inférieure à celle des six années qui ont suivi la mise en place du plan d'ajustement structurel (1,7 % contre 4,4 %).

Due en grande partie à des facteurs « exogènes » — environnement international, conditions climatiques —, cette contre-performance n'en reste pas moins préoccupante pour un pays où l'année 1993 est considérée comme une année-charnière. Avec la sortie du cycle des réajustements, la fin des programmes soutenus par le FMI, le retour sur le marché financier international et la convertibilité des opérations courantes, l'économie marocaine franchit cette année une étape. Etape traduite dans la loi de finances : après des années d'austérité, la relance de l'activité par la progression des investissements publics et le soutien de l'investissement privé est otable, même si elle reste modérée. Etape marquée aussi par une attention plus grande portée aux réformes micro-économiques et sectorielles. Après avoir accordé la priorité au rétablissement des équilibres macro-économiques, le Maroc compte s'atteler aux réformes touchant directement les entreprises.

C'est dans ce cadre qu'une nouvelle impulsion est donnée au programme de privatisation. Les privatisations sont conçues comme une composante du développement de l'initiative privée dont le gouvernement marocain attend une relance de la croissance et de l'emploi. Le désengagement de l'Etat des activités productives non stratégiques devrait aussi lui permettre de consacrer davantage de ressources à son domaine propre, celui des infrastructures et du développement social.

Annoncé en 1988, le programme de privatisation marocain n'a réellement démarré qu'en 1992 et n'a concerné jusque-là qu'un petit nombre d'entreprises d'intérêt national. Il s'agit maintenant pour le Maroc d'accélérer le processus et d'attirer la participation des investisseurs étrangers. La bonne progression des investissements directs au Maroc en 1992 est à cet égard encourageante. Le programme actuel de privatisation qui devrait se dérouler sur trois ans concerne 75 entreprises de l'industrie et des services et 37 établissements hôteliers, au total, 40 000 salariés (voir page 00 nos reportages sur la Tunisie et le Maroc).

La Tunisie est plus avancée que le Maroc dans l'expérience de la privatisation. Celle-ci s'est heurtée à des difficultés auxquelles sera confronté aussi le programme marocain. Démarrées en 1987 et soutenues par différents programmes d'assistance internatio-

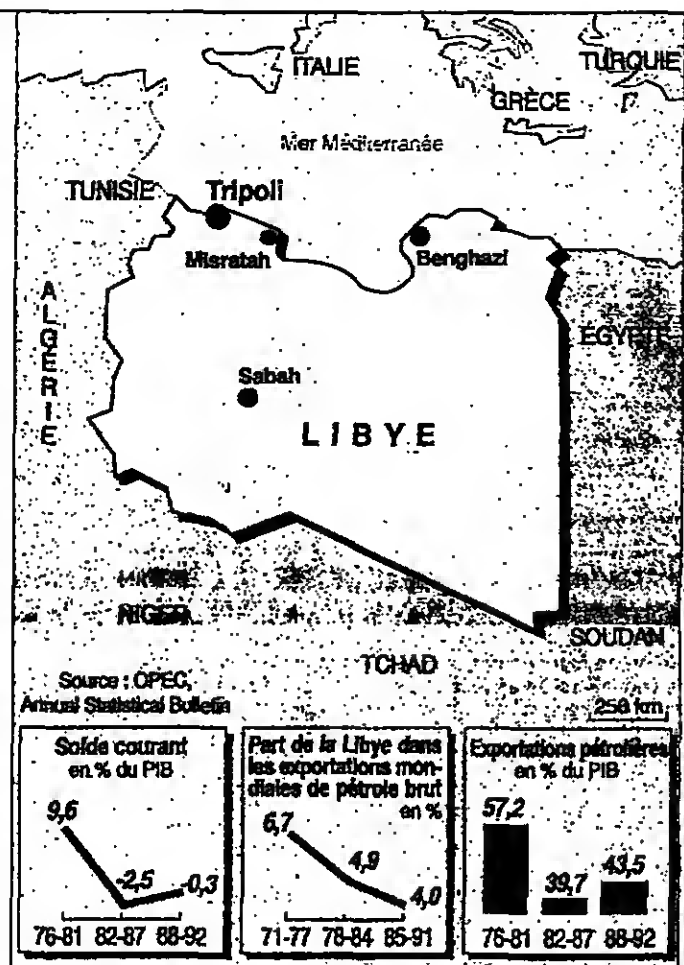
nale, les privatisations tunisiennes avaient concerné à la mi-1992 treize-huit entreprises de l'hôtellerie, du textile et du bâtiment. Sur un effectif de 12 500 salariés, 7 000 ont conservé leur emploi dans les entreprises privatisées. L'administration tunisienne estime cependant que le bilan en termes d'emploi est positif, les entreprises privatisées ayant par la suite réembauché. Ce problème de l'emploi reste un obstacle sérieux à la poursuite des privatisations, et l'un des enjeux principaux de la restructuration qui doit rendre ces entreprises suffisamment rentables pour intéresser les repreneurs. La commission technique de restructuration a estimé qu'environ 20 % des entreprises privatisables avaient des sureffectifs (environ 30 000 personnes).

L'autre principale difficulté est de parvenir à mobiliser l'épargne pour le rachat des entreprises alors que les marchés financiers sont insuffisamment développés. On compte sur le programme de réactivation de la Bourse de Tunis pour faciliter la nouvelle phase de privatisation. Ces difficultés sociales et financières expliquent l'essoufflement des privatisations à partir de 1990, une fois effectuées les opérations les plus faciles de cession d'entreprises de petite taille.

Pour cette raison, les privatisations n'ont contribué que de façon marginale à la réduction de la part du secteur public dans l'activité des entreprises. C'est davantage la différence de dynamisme des deux secteurs qui explique qu'à partir de 1988 les investissements du secteur privé aient commencé à dépasser ceux des entreprises publiques. Les avantages financiers et économiques à court terme des privatisations ne sont pas à la mesure de la présentation qui en est faite.

En Algérie, la volonté de ne pas recourir au réajustement et de poursuivre une politique de développement conduit à limiter les crédits commerciaux et les emprunts à court terme. Dans ces conditions, le plan annuel retient l'hypothèse d'une réduction de 2 % du volume des importations et d'une stagnation de l'activité industrielle. Les privatisations, dont le principe n'est pas exclu par le gouvernement de Belaid Abdesslam, ne sont plus d'actualité. Les fonds consacrés à l'assainissement financier des entreprises et le gel des salaires annoncé en mars dernier devraient soulager les entreprises du secteur public, mais on est loin d'une restructuration véritable de ce secteur. Dans le même temps, les rapports entre le gouvernement et les représentants des dirigeants du secteur privé se tendent. Ces derniers se plaignent d'une discrimination qui s'exercerait à leur encontre, particulièrement dans l'accès aux importations et aux financements extérieurs. Leur confrontation avec Belaid Abdesslam se porte de plus en plus nettement sur le terrain politique.

Agnès Chevallier  
chercheur au CEPII



## PAYS • La Libye

## Assouplissement relatif

**L**e Conseil de sécurité des Nations unies a décidé le 8 avril dernier de maintenir en l'état les sanctions adoptées à l'encontre de la Libye un an plus tôt, en dépit de la position américaine favorable à leur renforcement. Ces sanctions interdisent les ventes d'armes et le trafic aérien avec la Libye, mais n'affectent ni les exportations pétrolières du pays ni l'essentiel de ses importations, qui s'effectuent par bateau. Aussi les observateurs occidentaux considèrent-ils comme largement au-dessus de la réalité l'estimation du coût de ces sanctions donnée par les autorités libyennes (2,4 milliards de dollars). Cependant, ces mesures ont accéléré l'inflation et la dépréciation du dinar libyen : l'écart entre le cours officiel et celui du marché parallèle serait actuellement de l'ordre de 1 à 6.

Sur le plan interne, les dispositions prises l'an passé s'inscrivent dans la voie ouverte à partir de 1987. Cette date marque en effet une jolification importante de la politique économique libyenne.

L'indépendance à l'égard des ressources pétrolières et une distribution égalitaire des revenus ont constitué les deux objectifs centraux du projet économique libyen depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi. L'interventionnisme massif de l'Etat et la suppression des sources de l'accumulation privée de richesses devaient permettre d'y parvenir. L'abolition du salariat — les salariés devenant des « associés » —, l'interdiction des loyers, la suppression des intermé-

diaires non productifs, à commencer par le commerce privé, ont constitué les mesures les plus radicales adoptées à la fin des années 70. La chute des revenus pétroliers des années 80 a rapidement révélé la non-viabilité d'un système qui avait entravé la diversification et reposait sur une main-d'œuvre étrangère très nombreuse. L'expulsion de plus de la moitié des 560 000 travailleurs étrangers présents en Libye en 1983 a affecté des pans entiers de l'économie. Les difficultés ont conduit à un certain assouplissement de la doctrine économique. Le petit commerce privé a été autorisé, l'artisanat encouragé et les privatisations envisagées. En septembre 1992, la loi n° 9 a fixé le cadre des activités du secteur privé et des privatisations.

La volonté de supprimer tous les pouvoirs intermédiaires, de faire un pas de plus dans l'instauration du pouvoir direct des masses (*Jamahiriyah*), s'est manifestée dans la mise en place d'un nouveau découpage administratif en 1 500 communes disposant de l'autonomie financière et de gestion des services publics. Le colonel Kadhafi a également présenté le projet de distribuer directement à la population libyenne la moitié des revenus pétroliers du pays et de réduire en conséquence les responsabilités de l'Etat, notamment dans les domaines de l'enseignement et de la santé. Deux grands hôpitaux de Tripoli ont déjà été privatisés au bénéfice de leur personnel.

A. C.

## SECTEUR • Le tourisme

## Concentrations

**L**e tourisme mondial est reparti de l'écart en 1992 malgré la récession. Avec 476 millions, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a progressé de 4,6 % en 1992, effaçant le recul de 1 % provoqué par la guerre du Golfe en 1991. Les recettes du tourisme ont augmenté de 6,8 %, comme en 1991, pour atteindre 279 millions de dollars (1 534 millions de francs). La France, notamment, a bien tiré son épingle du jeu, restant le deuxième pays en termes de recettes touristiques, devant l'Espagne et l'Italie, et le premier pays d'accueil pour la deuxième année consécutive.

Une amélioration que l'on retrouve dans les résultats des entreprises. Premier voyageur français (mais onzième européen), Nouvelles Frontières a dégagé l'an passé 160,6 millions de francs de bénéfices, soit une hausse de 42 %, pour un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. Le Club Méditerranée, premier groupe de tourisme français et sixième européen, a dégagé un bénéfice du même ordre, mais pour un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs environ.

A long terme, les perspectives de croissance sont rassurantes : selon une enquête de l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre des touristes voyageant à l'étranger atteindrait 935 millions en 2010, soit un doublement du marché touristique en vingt ans. Toutefois sur la décennie 90, la croissance des activités touristiques serait plus lente : 3,2 % par an en moyenne sur la période 1990-1995, 4,4 % de 1995 à l'an 2000. Si l'Europe et l'Amérique du Nord vont continuer de perdre des parts de marché, notamment au profit de l'Asie du Sud et du Sud-Est (voir graphique), elles resteront les destinations privilégiées, comme aujourd'hui.

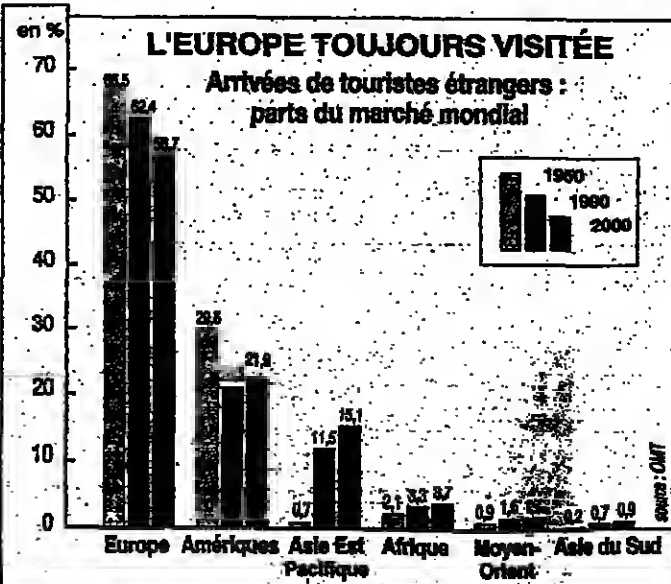
Mais cette croissance devrait être accompagnée dans les dix ans à venir d'une mutation de l'industrie touristique, qui n'a pas encore opéré « sa mue capitaliste ». Selon Antoine Cachin, secrétaire général du Club Med, « elle sera très fortement structurée par les grands opérateurs d'aujourd'hui ». Ceux-ci, organisateurs ou distributeurs de voyages, hôteliers, compagnies

aériennes, ont déjà commencé un double mouvement de mondialisation et de concentration, horizontale et verticale, vers l'amont ou vers l'aval, en même temps qu'ils s'efforcent de suivre la segmentation de la demande par une politique de marques spécialisées.

Ainsi Nouvelles Frontières et le Club Méditerranée ont pris des participations dans des compagnies de charters : Corsair pour la première, Air Liberté pour le second, qui a trouvé cette participation dans la corbeille des clubs Aquarius, repris en 1991.

Côté compagnies aériennes, Air France a formé en janvier 1993 un nouvel opérateur de voyages baptisé Jet Tours, dont elle détient la majorité, en fusionnant sa filiale Solair (regroupant les marques Jet Tours, Jumbo et Eldorado) avec son concurrent SFTA (marques Chorus Tours, Touring, Cruise, Kappa Club). AOM (oci d'Air Outre-mer et de Minerve), de son côté, puis le 15 avril dernier une participation de 50 % dans le voyageur TODI, actionnaire majoritaire des sociétés Voyage Air VPS/Sirocco et Mooring. Côté hôteliers, Accor, premier groupe mondial, par son OPA sur la Compagnie internationale des wagons-lits, a mis la main sur le premier réseau européen de voyages d'affaires, Wagons-Lits Travel.

Alain Beauve-Méry



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

La volonté de l'importation

Mon Tour et moi on voit la comme ça



مركز من الامم

«Initiatives» : contre la fatalité du chômage

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15018 - 7 F

MERCREDI 12 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BRUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Les Croates eux aussi...

UN cessez-le-feu conclu entre les chefs des communautés musulmanes et croates de Bosnie-Herzégovine a permis de ralentir, mardi 11 mai, les combats entre les forces de ces deux communautés à Mostar, cité historique déjà terriblement endommagée lors des affrontements qui avaient permis, il y a près d'un an, aux Croates et aux musulmans de bouter les unités serbes hors de la ville. Selon des «cassques bleus» stationnés sur place, les affrontements de dimanche et lundi ont encore donné lieu à des scènes de «purification ethnique» devenues tragiquement «ordinaires» dans la région. Les observateurs de l'ONU ont rapporté que plusieurs centaines de personnes ont été rafistolées par les forces croates, pour être rassemblées dans un stade de Mostar, avant d'être emmenées en autocar dans une usine d'une agglomération voisine.

«La guerre entre Serbes et musulmans, c'est la demi-finale. La finale, elle, se jouera entre Croates et musulmans». Cette réflexion, on pouvait l'entendre dès octobre dernier à Sarajevo, à l'occasion des premiers heurts sanglants entre les forces des deux communautés bosniaques, en principe alliées face à l'agresseur serbe. Depuis l'autonomie, les différends n'ont fait que s'empêcher entre Croates et musulmans, alors que les dirigeants des deux populations ont approuvé et signé le plan de paix international de Cyrus Vance et David Owen.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Car ce plan de paix n'a fait que creuser encore un peu plus le fossé entre ces deux communautés, dont les dirigeants ont des conceptions radicalement opposées de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Les Croates veulent un Etat confédéral le plus largement décentralisé, nombre d'entre eux militent même ouvertement pour un rattachement pur et simple à la Croatie des provinces où ils sont majoritaires. A l'inverse, les musulmans prônent l'établissement d'un Etat le plus centralisé possible.

Or, en découplant la Bosnie-Herzégovine en régions autonomes selon des critères ethniques, la communauté internationale a, indéniablement, favorisé les Croates. Il ne restait plus à ces derniers qu'à faire du zèle dans l'application du plan et afficher un grand «légalisme international», sans léiner sur la brutalité, pour adjoindre des forces musulmanes présentes dans leurs zones qu'elles se soumettent ou se replient ailleurs. C'est ce qui s'est passé, avec tous les excès que l'on a pu noter sur le terrain : tueries, villages incendiés, populations chassées de leur terre.

La Croatie a elle-même, au profit de la «purification ethnique» pratiquée par les Serbes et hébergée aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de réfugiés bosniaques. On peut donc s'étonner qu'elle se fasse complice des forces croates de Bosnie-Herzégovine dans leurs opérations anti-musulmanes, ne serait-ce que par le soutien matériel que la région du président Franjo Tudjman leur apporte. Quant à la communauté internationale, son attitude est, une fois de plus, d'une remarquable singulière. Car, à l'exception d'une condamnation de pure forme du Conseil de sécurité, on est loin, aujourd'hui, du tollé qu'avait soulevé, en janvier dernier, l'offensive lancée par l'armée de Croatie pour récupérer un peu de son propre territoire.

Lire les articles de FLORENCE HARTMANN et de PHILIPPE LEMAITRE pages 4 et 6

M0147 - 0512 0 - 7.00 F



La présentation du collectif budgétaire et le débat parlementaire sur la réforme du code de la nationalité

## La volonté de réduire les déficits publics l'emporte sur le souci de relance

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres réuni exceptionnellement, lundi 10 mai, son «programme de redressement économique et social» ainsi que le projet de loi réformant le statut de la Banque de France. Le plan d'Edouard Balladur pour réduire le déficit budgétaire et apurer les déficits des régimes de protection sociale (maladie et retraite) s'accompagne de mesures de soutien aux entreprises, pour favoriser la création d'emplois, qui bénéficieront

essentiellement aux PME. Si le patronat - notamment celui du bâtiment et du logement - est globalement satisfait des projets du gouvernement, les syndicats ouvriers émettent de sérieuses réserves sur l'évolution du pouvoir d'achat des ménages. La volonté de réduire les déficits publics l'emporte sur le souci de relance. Le projet de réforme des statuts de la Banque de France a pour objectif de les mettre en conformité avec le traité de Maastricht.

Pour limiter le déficit budgétaire à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997, rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale et réformer le régime des retraites, le plan du gouvernement comporte deux grandes parties : l'une qui a pour but d'assainir les comptes publics, l'autre qui a pour ambition de soutenir l'activité et donc les créations d'emplois. L'effort supplémentaire demandé aux Français (essentiellement aux ménages) atteint 67 milliards de francs en année pleine. Le dispositif de redressement inclut des économies budgétaires (21,5 milliards de francs), une augmentation des taxes sur les carburants (28 centimes par litre) et sur l'alcool, une augmentation de la contribution sociale généralisée (qui passe de 1,1 % à 2,4 %, une partie de l'augmentation étant déductible) ; il suggère un allongement jusqu'à quarante années de cotisation pour la constitution des retraites et la modification de leur calcul, et la préparation d'un plan de 30 milliards d'économies sur les dépenses d'assurance-maladie. Le plan de soutien à l'activité comprend des aides au bâtiment et aux travaux publics, aux PME et aux agriculteurs.

## Remèdes à risques

par Michel Noblecourt

Même si le choc a été amorti par l'annonce préalable de la plupart des mesures, «l'ambitieux programme de redressement» présenté par Edouard Balladur, lundi 10 mai, le jour du douzième anniversaire de la première élection de François Mitterrand, est bel et bien un rude remède. C'est aussi, comme l'a indiqué le premier ministre, «une première étape», celle de l'urgence de l'assainissement. Plutôt que d'écouter ceux qui lui conseillaient de laisser filer

des déficits déjà astronomiques - au risque, en accroissant l'endettement, de mettre en péril la santé du franc et donc de freiner la baisse des taux d'intérêt, - M. Balladur a préféré frapper fort en élargissant l'envoie des déficits du budget de l'Etat et des régimes sociaux. Une exigence de rigueur qui est dictée aussi par la perspective ouverte par le traité de Maastricht sur l'union économique et monétaire. Cette médecine sévère fait porter l'essentiel de l'effort sur les ménages.

Lire la suite page 18

## Les députés limitent le droit du sol

Les députés devaient examiner, mardi 11 mai, la proposition de loi réformant le code de la nationalité déjà votée par le Sénat en 1990. Le gouvernement ne souhaite pas voir amendé un texte qui exige des enfants nés en France de parents étrangers qu'ils manifestent la volonté de devenir français. L'opposition appelle à manifester contre une réforme qui risque, selon elle, d'alimenter la xénophobie.

par Philippe Bernard

Qui peut devenir français et à quelles conditions ? Pour leur premier grand débat législatif, les députés issus de la vague électorale de mars s'attaquent à une question ambitieuse et controversée. Le débat sur le renforcement de l'identité française n'est pas nouveau, mais la triple crise économique, urbaine et politique qui le relance aujourd'hui lui donne une acuité particulière, propice aux dérapages.

Réformer quelques articles du code de la nationalité ou remettre pas en cause les fondements de ce qui relie les Français.

Lire la suite et nos informations page 8



Lire également

- Le texte intégral de la conférence de presse de M. Balladur
  - Le détail du collectif budgétaire et du plan de soutien à l'activité économique
  - Une grande-messe financière per FRANÇOIS RENARD
  - Traitement de choc per ALAIN VERNHOLES
  - Députés et sénateurs de la majorité manifestent une satisfaction mesurée per CLAIRE BLANDIN
  - Les réactions
  - POINT : La contribution sociale généralisée
  - Les nouveaux statuts de la Banque de France per FRANÇOISE LAZARE
- Pages 14 à 20

## Une encyclique du pape sur la morale

Annulée depuis 1987, l'encyclique de Jean-Paul II sur les fondements de la morale de l'Eglise catholique, intitulée *Splendor Veritatis* («Splendeur de la vérité») est sur le point de paraître à Rome. Le texte fait l'objet d'ultimes mises au point rendues nécessaires par les critiques de l'opinion sur les positions de l'Eglise touchant à la prévention du sida ou à la fécondation in vitro.

Lire page 24

L'article d'HENRI TINCQ

## Azerbaïdjan : les fruits amers de l'indépendance

Défait sur le front arménien et déçu par la Turquie, le seul Etat musulman de l'ex-URSS qui ait boudé la CEI s'interroge sur son choix

BAKOU

de notre envoyée spéciale

L'Azerbaïdjan, pays en guerre «non déclarée», vit depuis plus d'un mois - depuis le dernier en date de ses reculs face aux Arméniens - sous «régime d'état d'urgence» : couvre-feu et censure des médias. Il y a deux ans encore, c'étaient les troupes soviétiques qui l'imposaient - après leur entrée sanglante dans Bakou. Aujourd'hui, c'est le nouveau pouvoir indépendant, dont la police militaire (*harbi polisi*, dit-on en azéri, c'est-à-dire en turc) dresse quelque barrière dans la capitale, d'apparence calme par ailleurs.

La grande esplanade face à la Caspienne - où, depuis 1988, les meetings ont rythmé l'histoire, inachevée, de la «sortie d'empire» du pays - reste vide aujourd'hui. Dix camions d'aide humanitaire y attendent un départ pour l'ouest du pays, où campe le gros des nouveaux réfugiés de la guerre du Karabakh : ce sont ceux de l'Iran, où vivent au moins 8 millions d'Azéris, plus qu'en Azerbaïdjan même. Le regard triste allant des camions aux barrières, Zaour sou-

pire : «Nous sommes devenus le pays des imbéciles, dirigés par de nouveaux bolcheviks». Zaour est azéri et il a voté pour le président du Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA), qui accède au pouvoir il y a un an. Ce mouvement, qui promettait gloire, indépendance, démocratie et victoire contre les Arméniens, a été lancé par quelques intellectuels anti-communistes, mais le gros des troupes était recruté très loin de l'intelligentsia. Désormais, Zaour, comme la majorité de la population - de l'aveu même des dirigeants du Front - ne lui fait plus confiance. Et il répète le nouveau leitmotiv des Azerbaïdjanais : «Seul Aliyev pourrait faire quelque chose».

Gueïdar Aliyev, c'est l'ex-homme fort du pays, l'ex-«ami» de Brejnev, formé dans le sillage du KGB, qui sut faire de l'Azerbaïdjan, dans les années 70, une des «vitrines» de l'URSS. Qu'il soit devenu celui qu'on attend, car tout va mal pourrait donc se comprendre, surtout après le retour de quelques-uns de ses ex-collègues à la tête d'autres Républiques, comme la Géorgie. Mais Aliyev, à qui chacun reconnaît certes de fortes capaci-

tés, est un homme âgé, marqué, resté de 1987 à 1991 à l'écart de la politique. Et sa nouvelle popularité semble traduire d'abord la profondeur de la crise de la société azéri.

On murmure à Bakou qu'un chiffre accablant a été déposé sur le bureau présidentiel : depuis le début du réveil démocratique, qui a malheureusement coïncidé ici, comme en Arménie, avec le conflit du Karabakh, 68 % des cadres auraient quitté le pays, pour la Russie ou l'Occident. Il s'agit de l'élite urbaine et «russifiée», qui fut «cosmopolite» avant les pogroms anti-arméniens et la fuite des rescapés, suivis du départ de la majorité des juifs, de beaucoup de Russes et même d'Azéris. Ceux qui ont pris les places libres, avec généralement pour seul vantage leur carte du FPA, n'ont guère eu d'autre ressource que de développer la solide tradition de leurs prédécesseurs, celle de toutes les zones méridionales de l'ex-URSS : les pots-de-vin.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3

Mon Matra et moi, on voit la vie comme ça.

MATRA COMMUNICATION

Voir page 14, 15



## DÉBATS

Démocratie

## Un entretien avec François Furet

«La discussion du totalitarisme communiste est le grand préalable aux retrouvailles intellectuelles des deux parties de l'Europe»

Les ministères de la culture et des affaires étrangères organisent depuis 1991 un programme de colloques intitulé «Tocqueville et le démocratisme». Ces colloques se tiennent dans les pays de l'Est dès que l'un ou l'autre des grandes œuvres de Tocqueville y est traduite ou republiée. Ils réunissent des intellectuels d'Europe centrale et orientale et des Français, dont François Furet, historien et directeur d'études à l'EHESS, à qui Evelynne Pissier, directrice du livre et de la lecture, sur le point de quitter son poste, en a confié la responsabilité scientifique.

«Vous allez animer, la semaine prochaine à Cracovie, les travaux d'un colloque sur «les religions et les mouvements démocratiques à partir de l'approche tocquevillienne». Il s'agit du 6<sup>e</sup> colloque de cette série. Pourquoi avoir choisi Tocqueville comme centre de ces rencontres entre des intellectuels français et des intellectuels de l'univers ex-communistes ?

— En fait, le choix n'est pas venu de moi, mais d'Evelynne Pissier, qui a pris l'initiative de ces réunions et qui les a organisées dans le souci d'offrir aux intellectuels de l'Est un cadre de dialogue rigoureux, ouvert sur l'actualité, et ancré dans la durée. Il ne me paraissait pas difficile de justifier la pertinence d'une telle proposition. Son originalité tranchait sur tant de colloques d'un jour. C'est pourquoi j'ai accepté. Tocqueville, en effet, est un penseur de la démocratie, au sens le plus général du terme : le monde de l'égalité entre les hommes, et l'acquiescement, l'angoisse même qui traverse ses livres tient à ce que la démocratie, condition de l'homme moderne, ouvre la voie soit à des sociétés où le citoyen est libre, soit à des sociétés où l'Etat est tout-puissant. Il ne faut pas pour autant en faire un penseur du totalitarisme, ou un prophète. Mais enfin, les problèmes qu'il a posés, et la manière si originale dont il les a jamais présents à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où vient de faire faillite l'ambition de construire un monde social post-démocratique, ou postbourgeois. Il n'est que de regarder la vogue de la pensée de Tocqueville en France, pour comprendre à l'avance sa résonance dans l'Europe ex-communiste.

«En plus, Tocqueville est un auteur comparatiste, dont la pensée procède constamment par mise en parallèle de plusieurs histoires nationales ou de plusieurs sociétés : Etats-Unis, France, Angleterre, Allemagne aussi, à la fin de sa vie. Il ne peut être enfermé dans une seule discipline, mais mêle au contraire droit, histoire, sociologie, philosophie, science politique. Penseur politique écrivain sur plusieurs partitions, il ouvre un vaste champ au débat sur la société

moderne, qu'il s'agisse des mœurs, des institutions, des lois, des rapports sociaux, du religieux, du national, etc. La Démocratie en Amérique, dont chacun sait que le titre cache une étude qui déborde le cas américain, est probablement aujourd'hui un des livres les plus universels par les questions qu'il pose.

«Cela étant dit, il serait bien évidemment absurde de limiter à Tocqueville le cadre de ces échanges. La Démocratie en Amérique nous a servi de prétexte et de point de départ. Nos interlocuteurs des différents pays de l'Europe ex-communiste attendaient moins de ces rencontres des discussions inédites entre spécialistes de Tocqueville telle Françoise Mélonio que des échanges plus généraux où la situation de chacun d'entre eux n'a cessé d'affleurer. Les délégations françaises rassemblaient d'ailleurs à côté de spécialistes de Tocqueville, des gens qui ont réfléchi sur la démocratie à partir d'autres textes ou d'autres approches, comme Luc Ferry, Pierre Hassner, Paul Thibaud ou Philippe Raynaud.

«Ailleurs la situation est différente»

— Dans quelle mesure peut-on avoir un langage commun avec l'Est, après tant et tant d'années où les sciences sociales ont été pratiquement frappées d'interdiction ?

— Tous ces pays ne sont pas dans la même situation. C'est en Russie que les dégâts sont les plus grands, parce que pendant trois générations, les étudiants, et par suite, les professeurs ont été privés des livres classiques. La sortie du communisme s'y accompagne parfois d'une lecture un peu sauvage d'auteurs ultra-libéraux plus récents — Hayek et Nozick par exemple, — qui tend à simplifier les problèmes et les contradictions qui naissent des rapports entre capitalisme et démocratie. J'ai encore dans l'oreille les admonestations de Claude Lefort à nos amis russes sur la fragilité des droits individuels, faute de procédures destinées à les garantir, et de principes «formels» comme la séparation des pouvoirs.

«Ailleurs, la situation est différente. La Pologne n'a jamais été coupée complètement de l'Occident, notamment de la France. En Tchécoslovaquie, en Hongrie plus encore, la tradition de l'édition allemande existe encore, affaiblie mais pas morte. A Novi-Sad, dans l'ex-Yugoslavie, où nous étions à la veille de l'éclatement de la guerre civile, la question nationale n'a cessé de peser sur nos débats, guidés par un grand «Tocquevillien» serbe, Stjepan Marko. En Roumanie, qui vient juste après dans l'ordre du malheur, l'attachement à la culture et à la langue française est touchant ; il peut être une des bases d'une renaissance intellectuelle, dont bien des germes existent. Le secrétaire d'Etat à la culture, M. Horvath, nous a

accueillis en citant les articles qu'il avait pu écrire, en 1989, dans des revues confidentielles sur nos débats du Bicentenaire.

«Nous avons d'ailleurs essayé de varier l'ordre du jour de ces rencontres en fonction des situations et des intérêts particuliers de nos interlocuteurs : en mettant par exemple l'accent, à Moscou, sur le problème des rapports entre société civile et Etat ; à Bucarest, sur le poids de l'ancien régime et de la révolution dans les difficultés à établir un régime démocratique ; à Sofia, sur la place des intellectuels et des hommes de lettres dans les situations révolutionnaires ; ou demain, à Cracovie, sur la question des relations entre christianisme et démocratie. Nous avons l'habitude d'établir en commun avec nos partenaires la liste des rapports présentés à chacune de ces rencontres, de façon à tenir compte de leurs souhaits. Nous nous y adaptons de notre mieux.

«Comment définiriez-vous ce qu'on entend commun, dans les questions traitées, ces différentes rencontres ?

— La question omniprésente est bien sûr celle du totalitarisme communiste, dont tous nos interlocuteurs s'occupent : c'est une expérience spécifique à l'Europe orientale et centre-orientale en général, même si ce totalitarisme a pris des formes différentes selon les nations concernées, les traditions préexistantes, les résistances offertes. A cette question l'œuvre de Tocqueville n'offre par définition pas de réponse directe. Mais on a pu, à partir d'elle, analyser la tradition socialiste européenne (notamment en 1848), le rapport de la culture révolutionnaire française, telle qu'il l'a décrite, avec l'esprit du bolchevisme, ou le rôle de la passion égalitaire dans les mésaventures de la liberté au XX<sup>e</sup> siècle. Sans parler de ces fameux chapitres qui terminent le deuxième volume sur le sombre pronostic d'un despotisme généra-

lisé, plus ou moins inséparable du cours de la démocratie moderne. Despotisme «doux», il est vrai, selon Tocqueville, alors que ceux du XX<sup>e</sup> siècle n'ont pas eu ce caractère...

«Une belle idée»

«Avec ou sans Tocqueville, la discussion du totalitarisme communiste apparaît comme le grand préalable aux retrouvailles intellectuelles des deux parties d'Europe qui ont été séparées depuis la fin de la guerre. Car elle seule rend ou rendra possible une prise de conscience commune à deux ensembles de nations qui ont eu depuis un demi-siècle et plus encore pour l'ex-Union soviétique des expériences historiques différentes. Après tout, l'idée communiste est une invention occidentale, dont les nations de l'Europe de l'est ont fait les frais. Ce ne devrait pas être si difficile pour les intellectuels de l'Ouest — et nous autres Français en particulier — d'accepter aujourd'hui d'en faire l'inventaire critique, dans un débat avec ceux qui en ont connu l'expérimentation in vivo. Comme on sait, cet inventaire n'est pas forcément drôle, mais il est la condition d'un dialogue retrouvé avec «l'autre Europe», et de la formation d'une conscience véritablement européenne.

«Et après Cracovie ?

— Après Novi-Sad, Prague, Bucarest, Sofia, Moscou et Cracovie, pourquoi pas Budapest et Zagreb, si la traduction est prête. Mais Evelynne Pissier avait aussi le projet de terminer la chaîne des colloques par une grande rencontre à Paris réunissant l'ensemble des délégations. C'est évidemment une belle idée.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

Diplomatie

## La France et les pays arabes

par Antoine Basbous

LES pays arabes ont très favorablement accueilli le retour de la droite au pouvoir en France. Du Golfe à l'Atlantique, l'image d'une «France gaullienne» rassure davantage que celle des socialistes, réputés «proches d'Israël». Pourtant, cette perception n'est pas forcément justifiée. Avant d'aller rendre en Israël en mars 1982, François Mitterrand avait réservé à l'Arabie saoudite sa première visite d'Etat. Il fut aussi le premier parmi ses pairs européens à recevoir Arafat, après avoir tiré l'OLP de ses mauvais pas militaires à Beyrouth en 1982 et à Tripoli en 1983.

Les pays arabes sont des partenaires essentiels de la France dans les domaines économique, politique, de la sécurité et de l'immigration. Or, ces pays ne font plus front commun autour d'une «cause centrale» unique, celle de la Palestine. Chaque Etat doit gérer désormais de multiples préoccupations, spécifiques ou communes. Les Arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), sous la houlette de l'Arabie saoudite, s'intéressent avant toute chose à leur sécurité.

Un nouveau plan Marshall

Cette sécurité exige d'abord qu'ils se prémunissent contre toute nouvelle menace extérieure, grâce à des alliances nommées avec l'Occident, et renforcement de leur protection intérieure et à l'encadrement «e leurs intégrités». A leurs part, deux dangers subsistent : celui de Saddam Hussein qui a pu assister à la valse des dirigeants de la planète, de Gorbatchev à Bush, de M. Thatcher à Shamir. Mais leur souci majeur, c'est le réarmement de l'Iran, pays toujours désireux d'exporter sa révolution et dont le modèle intégriste a fait des émules. Le Soudan, quoique sunnite, applique la Charia à la lettre. Les intégristes risquent de faire vaciller les pouvoirs algériens et

egyptien. Ils sont bien implantés en Jordanie, chez les Palestiniens, au Liban et au Koweït.

Deuxième cercle de pays arabes : les pays limitrophes d'Israël. Ceux-ci tentent — notamment la Jordanie et la Syrie — de parvenir à des arrangements de paix avec l'Etat hébreu sans pour autant risquer un désaveu ou un renversement par leur opposition intégriste. Comment ne pas noter l'évolution fulgurante des peuples de la région ? Leur perception de l'Etat hébreu n'est plus «diabolisée». Même les chefs des intégristes palestiniens, égyptiens, soudanais et libanais ont récemment reconnu Israël. La paix sera l'aboutissement normal d'un processus psychologiquement bien engagé, malgré la rage des ultras de tous bords. Israël, de son côté, a fini par reconnaître l'entité palestinienne en cours de gestation.

La France et l'Europe, qui n'ont pu être parmi les initiateurs du processus de paix, devraient retrouver la place qui leur revient et être associés à un nouveau «plan Marshall» pour le Proche-Orient. La France trouvera sans doute le mode d'emploi pour réanimer l'amitié qui l'a toujours liée au Liban. Ce pays est réduit au rang d'une préfecture syrienne, opération facilitée par les déchéances de sa communauté chrétienne et par le laisser-faire américain qui a sacrifié le pays du Cèdre pour obtenir la participation de Damas à la croisade anti-Saddam.

Le troisième cercle arabe, celui de l'Afrique du Nord, est, plus que tout autre, livré à l'assaut de l'intégrisme : le Soudan est conquis, l'Egypte et l'Algérie sont menacées, la Tunisie a résisté au choc, le Maroc consolide sa stabilité et son relatif développement économique. La mise au ban des nations de la Libye, pour cause de terrorisme international, incite le bouillonnant colonel Kadhafi à la retenue.

Ce monde arabe quasiment éclaté présente pour la France des enjeux stratégiques de premier ordre.

1. — La sécurité et l'abondance de l'approvisionnement du monde en pétrole, ainsi qu'une participation active aux efforts de défense des pays amis, notamment ceux du Golfe. La France a prouvé qu'elle était dans ce domaine un partenaire fiable.

2. — Une politique de développement économique concertée notamment avec les pays qui lui sont les plus proches. Elle contribuera à freiner la vague d'immigration vers l'Hexagone, à accroître le niveau de vie des populations locales et à couper l'herbe sous les pieds des intégristes.

3. — Une plus grande ouverture du marché français aux capitaux arabes. Après le scandale de la BCCI et les ennemis d'illuminées personnalités du Golfe aux Etats-Unis, après la dépression subie par la livre, la France est mieux placée pour attirer les réserves du Golfe estimées à quelque 400 milliards de francs français. Pour cela, il lui faut aller à la rencontre des capitaux en mettant en avant les atouts d'un franc fort et ceux des privatisations à venir.

► Directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Mémoires

## Laxismes d'Etat

par Pierre Hunt

Il fut un temps où la République défendait farouchement sa respectabilité et où l'Etat, sans être impénétrable, se défendait laconiquement. Ce temps est bien révolu. Déjà M<sup>e</sup> Giroud et M. Decaux nous avaient ouvert les portes du conseil des ministres. Ils avaient l'excuse d'être des écrivains de passage bien que la réserve d'un Malmoult eût pu les inspirer. Et l'on n'imaginait guère qu'ils aient eu à connaître des secrets d'Etat.

Il en va autrement pour ceux qui, par nature ou par fonction, se consacrent au service de l'Etat dont ils deviennent alors les «secrétaires infidèles» dans la mesure où ils utilisent ce qui ne leur appartient pas. M. Huchon, à peine sorti de la rue de Valenciennes, nous décrit les jours tranquilles de M. Rocard à Matignon, durant lesquels les clans s'affrontent pour le pouvoir, dont la France n'est plus que la toile de

fond. Voici plus grave : M. Jacques Attali nous livre tous les secrets de l'Elysée, dans un *Vérbatim* qui expose sans vergogne documents et confidentiels que seuls l'appartenance au plus étroit cercle du pouvoir peuvent de détenir. Or le premier, directeur de cabinet du premier ministre, est un administrateur des finances. Le second, «conseiller spécial» du président Mitterrand, est membre du Conseil d'Etat. Ni l'un ni l'autre n'ont occupé leur fonction au titre d'un mandat politique ou électif.

Le souci de transparence si souvent invoqué de nos jours n'implique pas le «débaillement» des informations confidentielles à l'occasion d'une séance de service public. Moins encore il autorise la révélation des agissements ou des opinions intimes des responsables de l'Etat, l'utilisation de documents ou notes confidentielles concernant les affaires de la France ou sa position internationale. Ce «corpus»

appartient collectivement à la nation et son exploitation est soumise à des règles qui paraissent bien ignorées de nos auteurs. Qu'est devenue la loi spéciale sur les archives de M. Giscard d'Estaing avait fait voter en 1979 ? Il est permis de douter que ces indiscrétions ou divulgations même autorisées (mais par qui ?) servent les intérêts de notre pays et soient du goût de nos partenaires.

N'y a-t-il pas confusion entre le service public et la politique, entre le journalisme et l'histoire ? De tels procédés doivent-ils être l'œuvre de ceux qui ont pour mission de servir l'Etat avec la protection de statut qui en résulte ? En 1960, de Gaulle déclarait devant le Conseil d'Etat : «Rien n'est capital que la légitimité, les institutions et le fonctionnement de l'Etat».

En aucune façon, l'Etat ne doit être trahi par ses siens.

► Ambassadeur de France (ancien porte-parole de l'Elysée).

## Le Monde de l'éducation

DOSSIER EXCLUSIF

LA PHILO AU BAC  
390 SUJETS POUR RÉVISER

En rassemblant la totalité des sujets de philosophie proposés au bac depuis cinq ans, le Monde de l'éducation met à la disposition des candidats un outil exceptionnel pour l'entraînement personnel à l'épreuve. Avec une liste des sujets par notions, et des conseils pour la dissertation.

## ● HISTOIRE-GÉO : LE CHOC DE L'ACTUALITÉ

Comment sont enseignées l'histoire et la géographie de l'Europe, après l'effondrement des deux blocs.

## ● LIVRES ET LOISIRS POUR VOS ENFANTS

La sélection mensuelle du Monde de l'éducation.

## ● LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES PROFESSIONNALISÉS

Ces filières, qui préparent au diplôme d'ingénieur-maître, attirent un nombre croissant d'étudiants. Mais le recrutement d'enseignants issus des milieux professionnels s'avère difficile.

NUMÉRO DE MAI 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaur, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde sur (1) 40-65-25-33

Commissariat paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Impression :  
« Le Monde »  
12, rue M. Gaspard  
94352 Ivry Cedex

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lescaur  
Directeur général adjoint :  
Jean-Louis Gaudin  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin, Philippe Dupuis,  
Isabelle Tardieu  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-62-72-72  
Tél. : 40-62-72-72  
Tél. : 40-62-72-72  
de la SARL Le Monde et de l'Agence France Presse SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ASO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Tél. : 251.311 F

ABONNEMENTS  
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-30-10 (du 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	EUROPE CENTRALE ET OCCIDENTALE	AUTRES PAYS
1 an	1 030 F	1 120 F	1 500 F
6 mois	530 F	580 F	750 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif  
sur demande. Pour souscrire,  
renvoyer ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus.

« LE MONDE » (USPS) est publié daily by  
1985 par le LE MONDE, 1, Place Hubert-Beuve-  
Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class  
post at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.  
POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, P.O.  
Box 1514, Champlain, N.Y. 12919-1514.  
For the electronic edition, see USA.  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 230 Pacific  
Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2303 USA

Changements d'adresse des abonnés ou  
provident : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en  
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01

PP-Paris RP



# ÉTRANGER

ITALIE : le voyage du pape en Sicile

## Jean-Paul II chez les victimes et les bourreaux

La visite du pape en Sicile s'est achevée, lundi 10 mai, par une visite aux détenus de la prison de Melasapina. Les acteurs de la lutte anti-Mafia se sentent confortés par la fermeté des propos de Jean-Paul II contre les membres de l'honorable Société.

CALTANISSETTA

de notre envoyé spécial

La Sicile, le jour « après »... La vénération d'Jean-Paul II contre la Mafia, la veille à Agrigento, est encore dans tous les esprits, ce lundi 10 mai, à Caltanissetta. Dans les petites rues qui montent à l'assaut de la vieille cité, règne l'atmosphère fébrile des grandes mobilisations.

J'ai eu revivre hier l'appel historique de Paul VI aux Brigades rouges en 1978, en entendant le pape interpellé directement les mafieux pour les inciter à se convertir. Je crois que nous venons de franchir un pas, irréversible, y compris pour l'Eglise qui, après avoir appelé, ne pourra plus entretenir certaines ambiguïtés, mais devra au contraire s'engager sans réserve. A l'instar de Palermo, le père Jean-Baptiste Sordani, une des figures locales de la lutte anti-Mafia, ne s'en cache pas. Jean-Paul II l'a impressionné. Sans doute n'est-il pas le seul, la venue du juge Borsellino a envoyé des remerciements et le président de la région, en venge, sa « l'effort

galvanisateur de la colère du Christ ».

Redonnant cours au même élan d'enthousiasme et d'indignation qui l'a emporté la veille, Jean-Paul II, improvisant devant les 16 000 personnes rassemblées dans le stade, au milieu des chœurs et des chants, a parlé de « la valeur prophétique de la musique » pour donner à la Sicile le message d'« harmonie » dont elle a tant besoin. En l'entendant lancer un nouvel appel contre « les faux idéaux, la drogue, les gains et les succès faciles », les habitants de Caltanissetta ont pu oublier un moment que leur ville, qui a survécu aux tourmentes grecques, aux épidémies sarasines ou normandes, se laisse peu à peu asphyxier sous les tentacules de la piovra mafieuse : records de chômage, de corruption, d'illégalité.

Ce dernier a valu à la ville de rester dix mois sans conseil municipal. Record enfin de criminalité qui a jeté en prison il y a six mois, lors de « l'opération Léopard », près de 200 personnes en une nuit. Une opération, déclenchée par les révélations du « rapin » Leonardo Messina de San-Cataldo, et qui a abouti au suicide d'un entrepreneur et d'un avocat.

Le pape est allé jusqu'au bout du voyage, accompagnant victimes et bourreaux pour tant de la raprocher. Ainsi, avant de s'entretenir brièvement avec la veuve et les sœurs des juges Borsellino et Falcone, a-t-il rendu,

pour parler de réchât et d'espérance, « cette plante qui pousse même dans les lieux les plus désolés », dans la petite chapelle surchauffée, au cœur de la prison de Melasapina, où l'attendaient 200 détenus.

Parmi eux, beaucoup aiment « tombés » lors de « l'opération Léopard ». Il y avait aussi près de quatre-vingts mafieux, dont certains sous haute surveillance, noyés dur de la « malavita » auxquels il s'était si vivement adressé. Dialogue difficile, impossible ? Peut-être. De fait, mentent à la visite, un détenu avait écrit aux journaux locaux pour dénoncer ces faux « rapins » qui accusent « des innocents par pure haine personnelle ».

Pourtant, pour accueillir Jean-Paul II, parmi les applaudissements qui résonnaient étrangement, Giovanni Piccolo, condamné à dix-sept ans de prison pour avoir tué à coups de hache deux jeunes gens, avait su trouver les mots nécessaires : « La souffrance est une terrible compagne qui n'abandonne que la souffrance ». « Il a répondu à Jean-Paul II, ajoutant : « La vraie bonheur disparaît dans le monde, car souvent les hommes ne veulent pas en payer le prix. (...) Nous sommes allés dans les espaces intermédiaires, mais nous avons perdu la chemin de nos consciences ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : délicate cohabitation

## Divergences sur la politique étrangère entre le président Havel et son premier ministre

Le débat sur la guerre en Bosnie a mis en lumière les divergences qui opposent le président Vaclav Havel et le premier ministre Vaclav Klaus dans le choix de politique étrangère de la République tchèque. Les positions respectives sur le conflit et sur la rôle que peut jouer Prague dans un éventuel règlement illustrent deux visions contradictoires de leur pays dans le concert des nations. La presse et certains intellectuels se sont également engagés dans le débat, chacun prenant position pour ou contre le président.

PRAGUE

de notre correspondant

M. Havel a adopté, depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, une ligne dure envers les Serbes, qu'il considère comme responsables des événements en Bosnie. Il a même apporté son soutien, lors de son voyage à Washington, à l'inauguration du Musée de l'Holocauste, le mois dernier, à l'idée de bombardements par des avions de l'OTAN des forces serbes en Bosnie. M. Havel avait d'ailleurs comparé l'attitude du monde occidental face à la guerre en Bosnie à celle de la France et de la Grande-Bretagne à l'égard de la Tchécoslo-

vaquie en 1938, lors des accords de Munich. M. Klaus tient un discours plus réservé, refusant « les lectures simplistes et idéologiques du conflit bosniaque ». « Je n'aurais pas séparé les bons des méchants parce que les uns seraient communistes ou post-communistes et les autres non communistes », a-t-il récemment déclaré. Son cabinet s'est opposé à l'envoi en Bosnie de militaires pour combattre, même sous le drapeau de l'ONU. Il a seulement accepté de fournir une aide humanitaire.

Approche moraliste ou commerciale ?

Les « deux Vaclav » se retrouvent ainsi en compétition pour arrêter la ligne de la diplomatie tchèque, dont le conflit bosniaque constitue un test. M. Havel, l'intellectuel dissident et démocrate, espérait pouvoir continuer à peser sur la politique extérieure du pays, comme il le faisait à la tête de la Tchécoslovaquie. Cette prérogative était même une condition à sa candidature à la présidence tchèque. Or, l'étroitesse de sa marge de manœuvre ne peut que renforcer ses craintes initiales sur une cooptation de la diplomatie avec Vaclav Klaus.

Désireux de faire de son pays l'un des défenseurs de la liberté et de la démocratie dans le monde, M. Havel a toujours pris position en faveur des droits de l'homme, quel que soit le pays où ils étaient bafoués (Tibet, Cuba, Palestine, Yougoslavie...). Le président, à qui

l'entourage de M. Klaus reproche une approche « moraliste » et « idéologique », a également mis un point d'honneur à participer aux forums internationaux (CSCE, ONU, groupe de Visegrád, projet de Confédération européenne), au grand dam du pragmatisme M. Klaus, qui entend privilégier les « relations bilatérales » avec les pays voisins et la CEE.

Les deux hommes ont aussi l'habitude de se contredire sur l'affaire de l'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945. M. Havel mettant l'accent sur la nécessité de « s'excuser », M. Klaus parlant de « la possibilité d'indemniser les victimes juives du nazisme ». De plus, le chef du gouvernement, qui prend rarement position sur des événements étrangers, sauf pour critiquer la « bureaucratie européenne », le « protectionnisme de la CEE » ou le « train de vie de la BERD », n'a pas l'intention de lui céder un pouce de pouvoir supplémentaire et refuse de penser à un « message » que Prague devrait faire passer à l'Europe et au monde.

Son refus de grandeur et sa conception « utilitaire » et « commerciale » de la politique étrangère, comme la qualification des proches de M. Havel, jouissent du soutien d'une opinion publique frileuse, qui, selon les sondages, désapprouve les positions trop engagées du président. Et est opposé à 69 % à une participation militaire tchèque au conflit bosniaque.

MARTIN PLICHTA

## Azerbaïdjan : les fruits amers de l'indépendance

Suite de la première page

Les militaires ne font pas exception. Les tarifs pour échapper à la mobilisation, réservés majoritairement aux classes d'âge, sont couverts de tous, et les pures-succès des « héros » militaires supérieurs azéris n'arrivent pas les trafics d'influence, d'armes, de quotas d'exportation du pétrole ou du caviar, etc. Les besoins de l'armée, saignent néanmoins à blanc les fonds du jeune Etat et perturbent toute activité. Un nouveau directeur du restaurant d'un hôtel pour investisseurs étrangers a démissionné au bout de quinze jours : des commandes venaient régulièrement lui parvenir, « contre pay », ses stocks de denrées pour nourrir les troupes.

« Comme des bolcheviks », s'indigne Zaur, qui qualifie de « nouveau Beria » un jeune ministre de l'Intérieur, Iskandar Gamidov. Celui-ci, escorté de ses gardes qu'il baptise « Loups gris », en référence au vieux rêve panturquiste, avait pris l'habitude de cosser personnellement les journalistes qui l'irritaient. Il fut renvoyé fin avril, non pas tant à cause de ses méthodes qu'à la suite d'injures grossières proférées publiquement envers Turghat Ozal, le défunt président de la Turquie qui avait refusé de promettre, lors de son ultime visite à Bakou, toute l'aide qu'espérait l'Azerbaïdjan.

L'après-Kelbadjar

En outre, aux mécontents « naturels » - ceux qui ont perdu pouvoir et privilèges et ceux qui souffrent comme ailleurs de l'inflation - s'ajoutent les minorités nationales (plus de 30 % de la population, entre Russes, Lezguins, Kurdes, Talyches, etc.) et les nouveaux partis d'opposition, formés par plusieurs ex-dirigeants du FFA ayant quitté un œuvre qui prend l'eau. Ce qui fait que les accusations d'autoritarisme brouillent, et surtout d'incompétence, fusent de partout à l'égard de l'équipe au pouvoir.

Jusqu'à l'an dernier, chaque recel face aux Arméniens était exploité par le Front populaire contre les dirigeants communistes : quatre d'entre eux ont ainsi perdu successivement leurs postes. Cette fois-ci, le président Aboulfaz Elchibey, élu en juin dernier, lors de la « première élection libre » du pays, a tenu bon. La défaite a eu, au contraire, pour la première fois, renversé le pays autour de son dirigeant, critiqueable mais légitime, et non suspect de trahison. Pourtant, chacun se demande : pour combien de temps ?

Il reste en effet à organiser de nouvelles élections législatives. Or M. Elchibey les a régulièrement repoussées, officiellement pour concentrer les efforts sur la défense du territoire. En effet, l'été dernier,

une offensive militaire fut couronnée de quelques succès, grâce à une reprise en main énergique des unités azérides disparates et rivales qui agissaient sur le front, ainsi qu'à la faveur de la cession d'armement fournie par la Russie, qui partageait

alors entre les Républiques quelques dépouilles de l'URSS et espérait encore que l'Azerbaïdjan finirait par rejoindre la CEI... Mais, prisonnier à la fois de ses promesses électorales et de ses convictions, « sans doute aussi poussé par la Turquie - et, surtout, par les compagnies pétrolières (BP et Amoco) qui se préparaient à investir en Azerbaïdjan », le président Elchibey, suivi par le Milli Medjlis (une Assemblée réduite qui a remplacé le vieux Parlement), confirmant à l'automne son refus d'intégrer les nouvelles instances de coordination de Moscou, militaires notamment, l'Arménie, elle, se gardait bien d'en faire autant et préparait sa contre-offensive, avec au moins - la bienveillance de la Russie. Lancée en février, elle s'est poursuivie jusqu'à la prise de Kelbadjar, le 2 avril.

Les réactions de Bakou ont alors été à la mesure du désarroi de ses dirigeants : l'un répondait à une offre de médiation des militaires russes, l'autre allait à l'ONU et, pendant qu'un troisième jurait qu'il n'y aurait pas de négociations tant que Kelbadjar ne serait pas rendu, M. Elchibey rencontra, à Ankara, son homologue arménien, Levon Ter-Petrosian, et annonçait l'établissement entre eux d'un « téléphone rouge ». Les mauvaises langues ont aussitôt relevé que l'an dernier, quand la situation était moins accablante pour lui, M. Elchibey avait publiquement refusé, à Istanbul, de serrer la main de M. Ter-Petrosian...

Puis consigne semble avoir été donnée aux médias azéris de cesser d'attribuer la déroute de Kelbadjar à l'aide accordée par la Russie aux Arméniens. Celle-ci n'est bien sûr pas prouvée, du moins en ce qui concerne une aide sanctionnée par Moscou aux opérations

militaires. En revanche, on sut vite à Bakou qu'il n'y eut pas, à proprement parler, de combats, mais une retraite pure et simple de quelques unités azérides, on préparait à l'affrontement.

Mais la consigne avait un objectif relevant d'une autre constatation : il fallait cesser de conforter la population dans l'idée que seul un retour dans le giron de Moscou - ou, tout au moins, plus de souplesse à l'égard des Russes - pouvait sauver le pays. Car la popula-

rité d'Aliev prouve aussi que les Azerbaïdjanais, déçus du peu de répondant des Turcs, se disent qu'ils pourraient eux aussi continuer à jouer la carte russe, comme le faisaient leurs dirigeants communistes du temps de l'URSS. Après le poids de l'Azerbaïdjan, avec son pétrole, vaut bien pour Moscou - de plus en plus enclin à la « Realpolitik », comme le prouvent ses militaires en Asie centrale - celui d'une Arménie pauvre et enclavée, qui n'a, elle, guère le choix de ses alliés.

Queidat Aliev lui-même évite bien sûr de prendre position. Il se contente de créer un parti, baptisé non sans paradoxe Nouvel Azerbaïdjan, et de « régner » dans son fief du Nakhitchevan, petite enclave colorée entre Arménie, Turquie et Iran. Il a su la préserver de la guerre et de la famine en négociant avec tous ces voisins à la fois, quitte à se faire accuser de contribuer aux échecs militaires azéris, en empêchant l'ouverture chez lui d'un second front contre l'Arménie. Qu'il soit malgré cela devenu l'homme providentiel du pays en dit long, aussi, sur la lassitude de la population face à la guerre, lassitude qui ne peut guère s'exprimer autrement.

Le président Elchibey, en tout cas, semble l'avoir compris. Dans des déclarations au quotidien libéral de Moscou, *Nevaystimo* Gazeta, il affirme que Kelbadjar « n'a pas élargi les perspectives de paix », car, dit-il, cette victoire des Arméniens conforte la position modérée du président Ter-Petrosian face à son opposition « expansionniste ». Et, dans la foulée, il donne son accord au plan américano-turco-russe de reprise des négociations, en évoquant la nécessité de garantir, avec l'aide de forces d'interposition, les « droits natio-

naux et civiques » des Arméniens du Haut-Karabakh. C'est un langage plus souple que celui d'avant Kelbadjar, et les Arméniens peuvent espérer avoir gagné un pari risqué, lancé avec leur offensive. A condition que les oppositions à M. Elchibey, où les appétits de pouvoir sont vifs, continuent d'éviter toute surenchère sur le Haut-Karabakh, ce qui sera difficile à l'approche des élections, promises maintenant pour octobre. Et à condition aussi que tout reste calme dans l'ouest du pays autour de Glandja, où stationnent encore des parachutistes russes, ceux que Moscou voudrait voir assurer un rôle d'interposition, notamment à Kelbadjar. Le président Elchibey avait exigé qu'ils se retirent avant le 2 avril, après qu'un chef de guerre local, prouvé général, eut tenté d'organiser un putsch avec leur concours. Or ces parachutistes sont toujours là, le général n'a pas été saisi, et les députés du vieux Parlement ont tenté, début mai, de s'y réunir pour élire Aliev à leur tête - mais le quorum ne fut pas atteint.

« Celui qui dirige le pays est celui qui saura plaire à Moscou » : cette réflexion, parfois avec colère, termine le plus souvent les discussions, ces jours-ci, sur ce bord de la Caspienne.

SOPHIE SHIHAB



RUSSIE

## M. Skokov, secrétaire du conseil de sécurité, a été limogé

MOSCOU

de notre correspondant

La purge, ou plus exactement la « politique des cadres plus résolu », annoncée par Boris Eltsine au lendemain du référendum, commence à se traduire dans les faits. La présidence russe a ainsi confirmé, mardi 11 mai, le limogage du secrétaire du conseil de sécurité Iouri Skokov, en principe « appelé à d'autres fonctions ». Personnage discret, sinon secret, M. Skokov coordonnait les activités d'un organisme lui-même entouré d'un certain mystère. Créé en avril 1992, le conseil réunissait les principaux représentants de l'exécutif et jouait, sur les grands problèmes intérieurs et extérieurs, un rôle consultatif auprès de M. Eltsine, qui le préside. M. Skokov, âgé de cinquante-quatre ans, était issu du « complexe militaro-industriel » et considéré comme l'un des représentants de « l'élite bureaucratique ».

Cet homme de l'ombre, jusque là considéré comme un fidèle de M. Eltsine, avait fait sensation le 20 mars dernier lorsqu'il avait refusé d'approuver le décret par lequel M. Eltsine s'attribuait des pouvoirs

exceptionnels. L'initiative de M. Eltsine avait également suscité l'opposition du vice-président Rouskov, du président du Parlement et de celui de la Cour constitutionnelle. Mais c'est le refus d'obtempérer manifesté par M. Skokov qui avait ébranlé l'étendue du malaise. M. Skokov était alors intervenu devant le Parlement et, tout en évitant de critiquer directement M. Eltsine, avait affirmé que la Russie souffrait d'un mal plus profond qu'une simple crise de pouvoir : il s'agit, avait-il expliqué, d'une véritable « crise de l'Etat ». Sept semaines plus tard, il a donc payé son insubordination. Les « radicaux » de l'entourage d'Eltsine y trouveront satisfaction, d'autant qu'un autre « bureaucrate », Iouri Petrov, avait été remplacé en janvier à la tête de l'administration du président par un transfuge « libéral » du Parlement, Sergueï Filatov. Le limogage de M. Skokov ne signifie pourtant pas forcément que M. Eltsine renonce à la composante « conservatrice » de sa politique, mais il constitue un clair aveu de sa volonté de se sentir liés par une allégeance personnelle au président.

JAN KRAUZE

A LIRE CE MOIS-CI

**L'AFFAIRE JEAN MOULIN**

Cinquante ans, après son arrestation à Caluire en juin 1943, la question est posée : Jean Moulin était-il un agent soviétique ? Elle divise profondément les historiens. Stéphane Courtois, qui a consulté les archives de Moscou, ouvre le débat dans L'HISTOIRE.

**DOSSIER: LA REPUBLIQUE ET LA CORRUPTION**

avec Jean Tulard et Pierre Rosanvallon

**L'HISTOIRE**

**L'AFFAIRE JEAN MOULIN**

N° 166 • MAI 1993 • EN KIOSQUE • 34 F



## EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et le rejet par les Européens de l'approche américaine fondée

## Les Douze misent sur Belgrade pour imposer leur plan de paix

Amener, vaillamment, les Serbes de Bosnie à avaliser le plan de paix Vance-Owen, en s'appuyant sur la volonté manifestée par Slobodan Milosevic de ne plus fournir d'armes, de pétrole et d'équipements aux troupes de Redovno Karadzic. Pendant le même temps, sanctionner, pour l'instant avec les moyens du bord, les « zones de sécurité » définies par la résolution 824 du Conseil de sécurité des Nations unies. Telle est, au moins pour les semaines à venir, la stratégie sur laquelle se sont mis d'accord les ministres des affaires des Douze, réunis, lundi 10 mai, à Bruxelles.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La stratégie des Douze continue à être fondée sur la recherche de la paix et la mise en œuvre du plan Vance-Owen, même si elle devrait impliquer, pour être pleinement efficace, un déploiement important

de troupes au sol afin de protéger les zones de sécurité et, si possible, le concours d'unités américaines et russes. Les Douze ont ainsi confirmé leur désaveu de la stratégie de force – levée de l'embargo sur les armes au profit des musulmans de Bosnie, frappes aériennes – qui avait la préférence des Américains.

Leur joker aujourd'hui s'appelle Milosevic. Alain Juppé, le ministre français des affaires étrangères, constate qu'en dépit du scepticisme souvent exprimé les sanctions, rendues par la résolution 820, et qu'applique maintenant la communauté internationale, ont eu de l'effet, et d'abord, selon lui, celui d'amener M. Milosevic à décider le blocage de la frontière entre les territoires occupés par des Serbes en Bosnie et la Serbie elle-même.

« Je ne place pas les relations avec les Serbes sur le plan de la confiance, mais sur celui du rapport de force. Avec les sanctions, il s'est passé quelque chose et, au moins au niveau du discours, leur comportement a changé. Tout en étant conscients des possibilités de double jeu, nous allons prendre au mot les autorités de Belgrade et nous allons leur proposer d'envoyer des observa-

teurs pour contrôler l'embargo à la frontière serbo-bosnienne. La démarche devrait être effective dans les jours à venir.

L'indépendance, un caractère prioritaire, même si, avec la sanction des zones de sécurité votée par l'ONU, elle prend une dimension nouvelle. Comment assurer la protection et l'approvisionnement de celles-ci? M. Juppé, après avoir rendu hommage au général Philippe Morillon, le commandant de la FORPRON en Bosnie, qui, dit-il, fait au mieux avec les moyens dont il dispose pour donner un tour concret à la résolution du Conseil de sécurité, estime que c'est là le point faible de la politique communautaire.

Les quelques forces canadiennes ou ukrainiennes déployées à Srebrenica et à Zepa seraient bien en peine s'ils étaient attaqués. C'est vrai aussi des bataillons français de Sarajevo et de Bihac. Mais, fait remarquer M. Juppé, si l'attitude de Belgrade a vraiment changé, il devrait en résulter une certaine asphyxie des unités combattantes de M. Karadzic. « Nous ne sommes pas dans une phase d'aggravation de ce conflit et nous devrions donc

pouvoir nous contenter d'un système relativement léger de protection », note le ministre des affaires étrangères.

Au jour  
le jour

C'est pour conforter la situation dans ces zones de sécurité que les Français, appuyés par leurs partenaires, et en particulier par les Anglais – Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, s'est exprimé sur ce point avec beaucoup de netteté, invitent les Etats-Unis, la Russie et d'autres à y déployer un minimum de troupes. « Si les Américains, les Français, les Anglais, les Russes, les Canadiens sont présents, on y regardera à deux fois avant de les agresser; l'apport de 5 000 Russes et Américains changerait radicalement les données du problème », note M. Juppé.

Les Américains demeurent réticents et, de surcroît, ils émettent d'avis, un certain nombre de problèmes tenant aux modalités d'exécution de l'opération devraient encore être résolus. La France ne veut apparemment pas entendre parler d'une opération

parement conduite par l'OTAN. « Ce sont des opérations de maintien de la paix qui impliquent la supervision d'un représentant spécial du secrétaire général de l'ONU », remarque M. Juppé, qui revendique, dans le cas où l'entreprise prendrait l'ampleur, un commandement pour les Français. « C'est peut-être dans ce contexte-là que nous pourrions accroître notre effort », ajoute-t-il.

Combien de temps les Européens entendent-ils tester ainsi la volonté de calmer le jeu exprimée par M. Milosevic? Il n'y a pas de réponse claire à ce sujet. Lord Owen, qui semble convaincu qu'un nombre croissant de Serbes sont favorables à la mise en œuvre de son plan, se montre confiant et explique qu'il faudra agir au jour le jour, en fonction de la situation sur le terrain. On explique que les consultations se poursuivent avec les Américains, bien sûr dans une excellente ambiance, mais personne n'indique comment on réagira, du côté européen, dans l'hypothèse où Washington persisterait à refuser d'envoyer des hommes pour protéger les zones de sécurité.

Les Douze se sont montrés préoccupés par les agressions et exas-

tions commises par les forces croates, en particulier dans la région de Mostar. La « troïka communautaire » – des représentants du Royaume-Uni, du Danemark et de la Belgique – ira le faire savoir au président Tudjman. « On interprète mal le plan de paix, explique Lord Owen, il est fait pour favoriser le retour des réfugiés et, dans la province maintenant troublée, la coopération entre Croates et Musulmans. A Travnik, il est essentiel que le pouvoir soit partagé. Je ne suis pas prêt à laisser faire la force. »

Quant à la situation, toujours fragile, en Macédoine et au Kosovo, « nous souhaitons l'intensification de la présence internationale », résume M. Juppé. En Macédoine, où stationnent déjà des « casques bleus », cela ne pose pas de problèmes majeurs, mais il en est différemment au Kosovo, peuplé en très grande majorité d'Albanais, mais sous pouvoir serbe. Le dégel des relations avec M. Milosevic pourrait l'inciter à y accueillir un plus grand nombre d'observateurs.

PHILIPPE LEMAITRE

Suivant l'avis de membres influents du Congrès

## Washington s'accorde un nouveau délai de réflexion sur une action militaire en Bosnie

Les Etats-Unis se sont accordés un délai de réflexion avant toute décision concernant une éventuelle action militaire en Bosnie. Ce délai répond aux vœux des Européens, mais aussi à celui de membres influents du Congrès, comme le démocrate Lee Hamilton.

WASHINGTON  
de notre envoyée spéciale

Lee Hamilton, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, devait rencontrer le président Clinton, mardi 11 mai, avec d'autres membres influents du Congrès, pour discuter de la situation en Bosnie et du résultat des dernières démarches de la diplomatie américaine en Europe. Ce démocrate de l'Indiana est d'autant plus écouté qu'il a la Maison Blanche que ses positions reflètent assez bien l'état d'esprit de nombreux élus, ces derniers jours du mois.

Convaincu que les menaces peu-

vent encore avoir un impact à court terme, Lee Hamilton est, « pour le moment », opposé à l'idée de les mettre immédiatement à exécution en lançant des attaques aériennes contre les positions serbes de Bosnie; il n'est pas non plus en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes à destination des musulmans. Il entend camper sur ces positions si Belgrade applique réellement les sanctions promises contre les Serbes de Bosnie et si le cessez-le-feu tient entre Serbes et Musulmans.

« Les dernières attaques menées par les Croates n'arrangent rien », a-t-il reconnu lundi devant un groupe de journalistes européens, tout en doutant – à raison – que la majorité de ses compatriotes fassent une distinction entre les différents agresseurs dans cette situation très compliquée. Mais, dans l'éventualité où les Serbes de Bosnie profiteraient des tergiversations occidentales pour mener des actions d'envergure, il appuierait l'idée d'une opération militaire concertée.

« Un club de généraux à la retraite »

« Nous vivons des moments cruciaux et nous devons ajuster nos politiques au jour le jour. En tout état de cause, Washington n'agira pas unilatéralement, sans l'appui des alliés (Français et Anglais notamment) [...]. Si les Etats-Unis ne veulent pas se voir reprocher de riposter à l'agression serbe en y mettant les moyens nécessaires, soit une force totale d'au moins 400 000 hommes. Certes, rares sont ceux qui n'ont pas de critiques à formuler à l'encontre du plan Vance-Owen, mais personne n'a mieux à offrir », constate-t-il. Reste à obtenir l'acceptation de ce plan par les Serbes de Bosnie, un miracle auquel on ne croit guère, à

quelques jours du référendum qui doit se tenir samedi et dimanche.

« L'avenir de l'OTAN »

Cette acceptation serait suivie de l'envoi d'une force multinationale de paix dont les opérations seraient contrôlées par l'OTAN, qui trouverait là une occasion de démontrer sa nouvelle raison d'être.

« La préoccupation numéro un des Etats-Unis à l'égard de l'Europe occidentale, avant même les réfugiés serbo-bosniens, c'est l'avenir de l'OTAN », assure M. Hamilton. Plusieurs responsables de l'admini-

stration Clinton lui font écho. « Ou bien l'OTAN fait la preuve qu'elle peut et doit remplir ce type de mission, ou bien elle devient un club de généraux à la retraite », entendent à Washington, même dans les couloirs du Pentagone.

Et M. Hamilton de conclure, après avoir évoqué le rythme pressé et futur d'envoi des troupes américaines en Europe : « Le moment va venir où le commandement de l'OTAN ne sera plus américain; ce commandement doit évoluer vers une forme plus accentuée de partenariat ».

MARTINE JACOT

## DIAGONALES

TETOV (Macédoine)... mai 1993.

Cinquante mille Musulmans de Bosnie ont trouvé refuge en Macédoine. Vingt mille sont hébergés dans des familles; trente mille sont logés dans des camps entretenus par le gouvernement de Skopje.

Bounetz est un de ces camps. C'est un ancien camp de vacances, à trente kilomètres au-dessus de Tetovo, non loin des frontières du Kosovo et de l'Albanie. Des névés s'apprêtent entre les forêts aux arêtes vives (nous sommes à 1 200 mètres). Une clôture barbelée entoure des pentes douces pour débuts à ski. Des ordures brillent autour des poubelles débordantes. Du linge pend aux balcons des trois blockhaus bruts de coffrage, d'un futurisme funéraire comme les régimes communistes en avaient le secret.

Quatre mille rescapés de Bosnie se sont succédé là depuis un an. Les plus chanceux ont réussi à poursuivre leur exil vers l'Allemagne, la Scandinavie, l'Espagne. Certains enfants de Bounetz se retrouvent orphelins, sans nouvelles. La France, soit dit en passant, n'a guère brillé par son hospitalité. Les mesures en préparation pour fermer plus hermétiquement les frontières risquent de ne pas améliorer notre réputation sur ce point.

Sept cents personnes séjournent actuellement à Bounetz, dans des studios rudimentaires, prévus pour quatre fois moins. On s'entasse à quatre ou six par chambre. Mieux que rien! Mieux que l'errance dans les forêts de Bosnie!

La plupart des familles arrivant de Srebrenica, quelques-unes de Tuzla et de Skelani. Les circonstances de leur départ se ressemblent. Les parents insistent pour raconter à nouveau leur calvaire, sans se douter qu'en France ces récits commencent à lasser.

Début mai 1992, en pleine nuit, des miliciens ont surgi, parmi lesquels des voisins serbes qui fraternisaient la veille, tout en cachant chez eux uniformes, armes et plans fratricides. Les hommes ont été séparés des femmes et des enfants. Les récalcitrants ont été égorgés sur place. Le feu a été mis aux maisons, aux écoles, aux mosquées, méthodiquement. On a signalé des vols. Les Bosniaques se sont enfuis dans les bois. Les survivants ont été

## Grandir à Bounetz

évacués de force. La plupart ont été déposés par des bus serbes à la frontière macédoine, comme des colis, sans que les autorités de Skopje aient été seulement prévenues.

Les réfugiés de Bounetz savent gré à ces autorités de leur accueil. Ils en connaissent la caractéristique humanitaire, puisque aucun lien ethnique ou linguistique n'existait entre les deux régions avant l'explosion de l'ancienne Yougoslavie. Le vice-président du Parlement macédonien, Xheladin Murati, nous a confirmé l'esprit de ces dispositions générales, non sans faire remarquer qu'elles s'ajoutent aux difficultés économiques du pays, injustement frappé par l'embargo de l'ONU. Le député républicain la terrible évidence que « si les Serbes touchaient au Kosovo, la solidarité inter-albanaise jouerait à plein » et qu'« un conflit en Macédoine s'étendrait à tous les Balkans ».

Les adultes du camp éprouvent de la gêne à dépendre de la charité de leurs hôtes. Du fait du chômage ambiant, il n'est pas question qu'ils travaillent en ville. Leur désespoir est forcé de se priver de dignité à leurs propres yeux, de remède au déracinement, de dérivatif au manque de perspectives d'avenir, et d'un minimum d'argent de poche, pour les médicaments, par exemple. (Si les responsables de l'aide internationale s'interrogent sur les urgences, en voilà une!)

A côté du chevrin et de l'angoisse qu'expriment les parents, les 210 enfants de trois à quinze ans respirent une incroyable gaieté à vivre. Une alimentation convenable et l'altitude leur ont fait des visages d'écoliers en vacances de neige. En un an, le camp a déjà compté dix naissances, contre cinq décès. Contrairement à ce que Kadare dit des bidonvilles d'Albanie, ici « il n'est pas difficile d'être un enfant ».

C'est à peine si les dessins affichés aux murs de la salle de fortune gardent le souvenir des violences subies l'an passé, si le nom de

## Zepa ville-fantôme

Des milliers de personnes ont fui dans les montagnes l'envahissement musulman de Zepa, que l'artillerie serbe a transformée en véritable ville-fantôme. Selon un porte-parole de la Force de protection de l'ONU (FORPRON), le commandant Barry Frewer, il ne reste sur place qu'une cinquantaine de personnes, et toutes les maisons sont endommagées. « Il y a eu des combats violents, des pillages intensifs et les gens se sont enfuis dans les montagnes », a-t-il dit.

Un communiqué publié ultérieurement, par l'ONU, lundi 10 mai, précise que quelques deux cents civils bloqués par des troupes d'artillerie devraient être évacués immédiatement. Les premiers témoignages faisaient état d'une dizaine de cadavres découverts dans une mosquée et de deux blessés graves dans

un grenier. Ces informations proviennent d'observateurs militaires de l'ONU qui ont atteint Zepa dimanche après avoir été bloqués pendant plusieurs jours par les Serbes. Ils devaient transformer la localité en « zone protégée ».

Zepa, l'une des trois seules enclaves musulmanes de cette région orientale n'aurait pas totalement tombée aux mains des Serbes, était calme lorsque les observateurs de l'ONU y sont arrivés dimanche 9 mai, jour de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu apparemment respecté. Environ 200 personnes vivaient à Zepa avant la guerre, mais les réfugiés musulmans fuyant d'autres zones conquises par les Serbes avaient récemment porté la population à au moins 30 000 habitants. (Routier.)

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

Tito, écrit en lettres d'or sur un panneau, suggère une nostalgie des simulacres d'antenne permis naguère par la glaciation communiste, et si rôda, dans les couloirs obscurs, l'odeur éternelle des lieux publics, des salles d'attente, des choses qui ne vous appartiennent pas. Pour l'essentiel, on peut grandir à Bounetz! Mais qu'est-ce que grandir sans projet?

Au soir de notre visite, l'institutrice bédouine n'a fait répéter aux élèves un spectacle joyeux comme il s'en donne en fin d'année dans toutes les classes de pays en paix. Tandis qu'après récitation et mines un petit garçon de cinq ans chantait, d'une voix étouffée gutturale et brisée, une vieille complainte évoquant Sarajevo, à fendre l'âme, et que les parents se cachèrent pour pleurer, la maîtresse m'a demandé tout bas :

« Vous croyez que nous reverrons la Bosnie? »

Que répondre? Qu'à Paris, les nouveaux gouvernements et les intellectuels va-t-en-guerre ont mis une sourdine à leurs impatiences de l'hiver dernier, qu'on attend dire de plus en plus : « Laissons ces sauvages s'étripier; laissons-les à leurs férociétés ethniques, que l'ONU se débrouille...? »

Au fait : qu'aurions-nous pensé des Américains, et qu'aurions-nous pensé les Américains d'eux-mêmes, si, en 1942, ils avaient abandonné Français, Italiens et Allemands à ce qui devait aussi ressembler, vu d'outre-Atlantique, à des « cruautés tribales »? Se lever les mains de ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie, ne serait-ce pas admettre que l'Europe n'a pas mérité les cimetières alliés de Normandie, avec leurs soldats de vingt ans venus de l'autre bout du Nouveau Monde, sans mandat de l'ONU encore à naître, et alignés, dans ce bocage inconnu, pour une question de principe?

L'institutrice de Bounetz a maîtresse, d'un regard presque dur :

« Quand rentrerons-nous chez nous, vous avez une idée? »

Devant ce regard, réponses évasives et vœux émus ne suffisent plus. Parler des « french doctors », de l'humanitaire tricolore, de nos cinq mille « casques bleus »? Il ne restait qu'à baisser les yeux.

MODE MASCULINE  
On ne trouve pas de soldes  
au Dépôt  
des Grandes Marques  
Vente aux particuliers

Les griffes les plus prestigieuses  
des couturiers français et italiens  
(dont on ne peut citer les noms)  
Les collections printemps-été 93  
au prix du dégriffé.

du 38 au 64  
atelier de retouches

ouvert  
du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures  
D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)  
Métro Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millau »



## EUROPE

ALLEMAGNE : en vue des élections de l'automne 1994

### Trois candidats briguent la succession de Björn Engholm pour affronter le chancelier Kohl

Une semaine après la démission de son président, Björn Engholm, la direction provisoire du Parti social-démocrate a conclu, lundi 10 mai, une série de réunions de crise en annonçant la convocation anticipée en septembre d'un congrès qui devrait élire son successeur.

D'ici là, une procédure de consultation des 900 000 adhérents du parti doit être organisée, selon des modalités encore à définir, pour désigner le candidat à la chancellerie qui affrontera Helmut Kohl lors des élections législatives de l'automne 1994.

BERLIN

de notre correspondant

Rendue publique par Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui assume la présidence intérimaire du SPD jusqu'au congrès, cette décision devrait permettre au parti de reprendre un peu son souffle après l'empoi gnage que l'ouverture de la succession a suscitée parmi ses jeunes loups. Le petit monde de la politique bonoise s'est délecté

toute la semaine du choc des candidatures à la direction du parti, déclenché par le jeune ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Schröder.

Avant même la décision officielle de M. Engholm de démissionner de toutes ses fonctions pour une sombre affaire politique dans son fief du Schleswig-Holstein (le Monde du 5 mai), M. Schröder avait fait savoir qu'il était candidat à la présidence du parti et à la candidature à la chancellerie.

Partisan d'une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts à la tête du gouvernement fédéral, soutenu à la fois par l'aile gauche du SPD et ceux qui aspirent à voir de nouveau un "battant" à la tête de la social-démocratie, M. Schröder n'ignorait pas que sa seule chance était de prendre tout le monde de vitesse.

Il s'est fait contre par un autre représentant de la jeune génération, le ministre-président de Rhénanie-Palatinat, Rudolf Scharping, un pragmatique qui s'était fait remarquer, lors des discussions à propos du pacte de solidarité avec l'est de l'Allemagne, par ses capacités de négociateur.

Les femmes du parti d'ont pas voulu demeurer en reste. Renate Schmidt, présidente du SPD de Bavière, qui affrontera l'année pro-

chaine une droite bavaroise affaiblie, a fait savoir qu'elle accepterait d'être candidate à la chancellerie; la bouillante Heidi Wiersma-Zeil, de Hesse, soutenue par une fédération de gauche, torse quant à elle la présidence. Malgré sa discrétion, un retour d'Oskar Lafontaine sur le devant de la scène politique, d'où il avait disparu après son échec lors des législatives de 1990, n'est pas exclu non plus.

#### Élections imprévues à Hambourg

Grâce à la médiation de Johannes Rau, ancien candidat lui-même à la chancellerie, la direction du parti a choisi de ne pas bousculer les échéances. L'avancement de deux mois de la date du congrès, (initialement prévue pour novembre), ou l'avantage de permettre au parti de régler la question de sa direction avant les élections régionales imprévues qui auront lieu à l'automne à Hambourg. Le tribunal constitutionnel régional vient en effet de prononcer l'annulation du scrutin de 1991 pour vice de forme dans la ville hanseatique, où le SPD défendra sa majorité absolue.

Ce délai devrait permettre de redonner un peu de contour à un parti qui, sous la présidence de M. Engholm, était loin d'avoir

réussi à donner une image très cohérente. Les grands débats auxquels se sont trouvés confrontés les sociaux-démocrates, la réforme du droit d'asile politique, les interventions extérieures de l'armée, la reconstruction de l'Est, ont fait apparaître de profondes divisions et la nécessité d'accroître la mntion d'une formation politique qui a en du mal à digérer le choc économique et social de la réunification. Les efforts de M. Engholm et du chef du groupe parlementaire, Hans Ulrich Klose, pour tenter de faire évoluer le SPD en douceur ont donné l'impression d'une absence de direction claire et d'un parti se laissant dicter sa conduite par le chancelier Kohl.

HENRI DE BRESSON

ALBANIE : un journaliste remis en liberté. - Le rédacteur en chef du journal indépendant albanois *Koha e Jone*, Aleksandar Krackaj, a été remis en liberté après trente-cinq jours d'assignation à résidence, à-t-on appris lundi 10 mai auprès du journal. Il avait été accusé d'avoir publié une "fausse information" sur des mouvements de blindés albanais en direction du Kosovo. - (AFP)

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### Comptes consolidés de l'exercice 1992

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Guy Dejonan, a examiné, dans sa séance du 7 mai 1993, les comptes consolidés de la Compagnie Générale des Eaux.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 143,4 milliards de francs, contre 134,9 milliards, en hausse de 6,3 %. Cette progression a été obtenue malgré la stabilité constatée dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. La croissance du chiffre d'affaires est en effet restée soutenue dans les domaines de la distribution d'eau (augmentation des redevances perçues pour le compte des collectivités et incluses dans les factures, développement commercial en France et à l'étranger), de l'énergie thermique (expansion internationale et diversification), de la propreté (en particulier dans le traitement des déchets spéciaux et toxiques), ainsi que dans le radiotéléphone, la santé et d'autres services collectifs (notamment les transports).

A l'étranger, le chiffre d'affaires a atteint 38,7 milliards de francs, contre 36,5 milliards en 1991. A cours constant des devises étrangères, il aurait été de 40,3 milliards de francs. Dans ce total de 1992, la part de l'Europe est de 27,5 milliards de francs, dont 10,1 milliards en Grande-Bretagne, 8,9 milliards en Allemagne, 2,8 milliards en Belgique, 2,3 milliards en Espagne, ainsi que près d'un milliard dans les pays d'Europe de l'Est. Le chiffre d'affaires réalisé en Amérique du Nord s'est élevé à 5,2 milliards de francs, (+12,1 %), avec, en particulier, le développement de la production d'énergie électrique.

Le résultat d'exploitation s'est établi à 5,95 milliards de francs, en augmentation de 6,9 %. La progression des secteurs eau, énergie thermique, production d'électricité et propreté a été satisfaisante. Les résultats du bâtiment et des travaux publics, ainsi que ceux des entreprises de travaux hydrauliques et électriques, ont diminué par suite de la détérioration de la conjoncture en Europe. Dans le secteur immobilier, les résultats déficitaires ont été compensés, en grande partie, par des profits de promotion. Après frais financiers et provisions, le résultat courant a été, à 3,8 milliards de francs, d'un niveau voisin de celui atteint l'année précédente. Le résultat exceptionnel, négatif de 94,4 millions de francs avant amortissement des survalues, comprend des plus-values de cession d'actifs et enregistre des coûts de restructuration des secteurs du BTP et de la construction de maisons individuelles, ainsi que diverses pertes et provisions immobilières.

Après imputation de la part des minoritaires, notamment de celle qui est prise en compte au titre des résultats des groupes Seer et San, le résultat net consolidé (part du groupe) s'est élevé à 2 906,5 millions de francs, en progression de 11,2 %.

Les investissements industriels ont été de 13 milliards de francs, après 11,5 milliards de francs en 1991 : 3,5 milliards dans le domaine de l'eau, 2,8 milliards dans le secteur de l'énergie (dont 900 millions engagés en fin d'année pour la construction de la centrale américaine d'Indépendance), 1 milliard dans celui de la propreté, 1,8 milliard dans le bâtiment et les travaux publics, 1,1 milliard dans la communication (dont 600 millions pour le radiotéléphone) et 2,8 milliards dans les autres activités du Groupe (dont la santé et le stationnement). Le montant des investissements financiers a été de 3,4 milliards de francs (dont 1,7 milliard à l'étranger), contre 8,5 milliards de francs en 1991.

La marge brute d'autofinancement, comprenant les plus-values de cession d'actifs, a atteint 10,8 milliards de francs, en croissance de 17,3 %, tandis que la capacité d'autofinancement a été portée à 9,35 milliards de francs (+9,2 %). Cette bonne progression de l'autofinancement ainsi que les cessions d'actifs et l'augmentation de capital du mois de juillet, ont permis de financer les investissements de l'année sans prélèvement sur les fonds de roulement.

Pour 1993, les premières prévisions font état d'une stabilité du chiffre d'affaires, compte tenu du recul de l'aménagement urbain et de l'immobilier et du maintien ou d'un léger repli de l'activité des entreprises de travaux. Les autres secteurs du Groupe (distribution d'eau, énergie, propreté, communication, santé, services collectifs) pourraient poursuivre leur développement. Bien qu'aucun indice d'amélioration prochaine de la conjoncture ne soit actuellement perceptible, les mesures déjà prises ou actuellement envisagées par la Compagnie laissent espérer une certaine progression du bénéfice net consolidé du Groupe, mais aucune prévision précise ne peut être faite actuellement à ce sujet.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

sur l'usage de la force

### Les pressions de M. Milosevic inquiètent peu les Serbes de Bosnie

Belgrade semble déterminé à accentuer la pression sur ses alliés de Bosnie. Outre l'embargo économique et pétrolier décrété, jeudi 8 mai, par la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), Belgrade a décidé de refuser l'hospitalité aux dirigeants serbes bosniaques. Ces mesures ne semblaient toutefois guère inquiéter les Serbes de Bosnie qui, pourtant, dépendent presque complètement de l'aide yougoslave.

BELGRADE

de notre correspondant

En dépit de ces gestes, dictés par les sanctions renforcées auxquelles la Yougoslavie est soumise depuis le 26 avril, il est encore trop tôt pour parler de renouement de Belgrade. Les dirigeants serbes n'ont certes changé de tactique, mais restent à savoir quels sont leurs véritables objectifs. Lorsque Slobodan Milosevic avait, en janvier 1992, arraché aux Serbes de Croatie la signature du plan de paix conçu par Cyrus Vance, c'était en vue de geler la situation sur le terrain et de conserver ses conquêtes territoriales en Croatie. On exhorte aujourd'hui les Serbes de Bosnie à signer à leur tour un plan qui, comme l'a dit le président yougoslave Dobrica Cosic, leur permet "d'obtenir dans la paix ce qu'ils ont commencé à réaliser pendant la guerre". Jusqu'au 26 avril, il est vrai, les dirigeants de Belgrade étaient persuadés de pouvoir parvenir à leurs objectifs par la guerre.

Le changement d'attitude de Belgrade à l'égard de l'opposition en Serbie. Devant les difficultés qu'éprouve la Yougoslavie à maintenir l'effort de guerre, l'opposition avait salué les efforts de M. Milosevic pour obtenir une signature "d'un plan Vance-Owen". Elle avait même accepté les sanctions imposées aux Serbes de Bosnie, tout en pensant qu'elles ne deviendraient jamais effectives. Aussi, lorsque Belgrade a décidé dimanche son "interdiction" aux dirigeants serbes de Bosnie l'entrée en Yougoslavie, l'opposition n'a pas caché son désaccord. Elle reproche à M. Milosevic d'avoir recouru aux mêmes méthodes que celles dont Belgrade est victime, plutôt qu'à des arguments tangibles pour convaincre les Serbes de Bosnie.

Après avoir été reboulé dimanche par les autorités frontalières yougoslaves, le chef serbe bosniaque Radovan Karadzic a déclaré lundi à Pale qu'il "poursuivrait sa politique, quelles que soient les mesures prises par Belgrade". Selon les di-

gnos de la "République" serbe de Bosnie, l'interdiction des concurrences tout. Toutefois, un responsable du ministère yougoslave de l'Intérieur a affirmé lundi à Belgrade que cet ordre d'émancipation de son ministère et qu'il doutait de son authenticité.

Lorsque la Yougoslavie a décidé des sanctions contre les Serbes de Bosnie, elle a précisé qu'elle "ne tolérerait plus que certains dirigeants serbes bosniaques vivent confortablement à Belgrade alors qu'ils offrent à leur peuple une politique de sacrifices et de pauvreté". M. Karadzic et ses proches collaborateurs passaient jusqu'à présent plus de la moitié de leur temps à Belgrade où ils logeaient à l'hôtel Intercontinental.

#### Luxueuses villégiatures

Certains dirigeants de la "République" autoproclamée ont acquis des appartements dans le centre où ils ont installé leur famille. Le quotidien *Borba* a affirmé également mardi que la fille de M. Karadzic, Sonja, était depuis peu propriétaire d'une villa dans le quartier le plus chic de Belgrade. C'est là que se trouve la luxueuse villa Bosna, que les Serbes bosniaques s'étaient appropriée au début de la guerre pour y organiser, loin des zones de combat, leurs réunions de travail.

Les dirigeants serbes bosniaques n'en ont pas moins soumis à leur contrôle, en treize mois de guerre, 70 % des territoires de Bosnie-Herzégovine, qu'ils n'entendent pas rétrocéder. "Si nous signons le plan Vance-Owen, la moitié des Serbes de Bosnie se retrouveront dans des provinces musulmanes ou croates et l'autre moitié sera éparpillée dans des enclaves semblables au Haut-Karabagh", dit Radovan Karadzic, et "le non (soutiendra au référendum) des 15 et 16 mai".

La mise en application de l'embargo cinq jours avant le référendum ne devrait pas avoir d'effet sur le vote. Pourtant, lundi, des journalistes ont pu constater à la frontière que le trafic routier avait considérablement diminué. A Zvornik notamment, où une centaine de camions passaient chaque jour du côté bosniaque, les véhicules se comptaient lundi sur les doigts d'une main. A la frontière avec le Monténégro, le contrôle semblait encore plus strict. Mais, tant que l'embargo n'englobe pas les régions de Croatie sous contrôle serbe et que les camions continuent à transiter par la Bosnie pour ravitailler Knin ou Okucani, les mesures de représailles de Belgrade n'inquiéteront pas les Serbes bosniaques.

FLORENCE HARTMANN

#### EN BREF

AFGHANISTAN : dans combats à Kaboul. - Plus de 150 personnes ont été admises, dimanche 9 et lundi 10 mai, dans les hôpitaux de Kaboul après les affrontements les plus durs, dans la "capitale", depuis la conclusion, le 7 mai, d'un pacte entre factions afghanes. Les combats ont opposé le Jihad-islami (sonnite, soutenu par l'Arabie saoudite, allié au président Rabbani et au ministre de la défense Ahmed Shah Massoud) et le Wahdard (chite, soutenu par l'Iran, allié au premier ministre intégriste Gulbuddin Hekmatyar). Lundi, MM. Rabbani et Hekmatyar ont eu à Jalalabad leur dixième journée de discussions sur la formation d'un nouveau gouvernement. - (Reuters)

CAMBODGE : le prince Sihanouk exhorte les Khmers à cesser les violences et à participer aux élections. - Le prince Sihanouk a exhorté, lundi 10 mai, ses compatriotes à "mettre fin à tout acte de violence", et à participer aux prochaines élections. D'autre part, selon l'ONU, les Khmers rouges ont lancé lundi une nouvelle attaque contre les forces du régime de Phnom-Penh. Samedi, des "brets bleus", ripostant contre une attaque khmère rouge, ont, pour la première fois, tué deux maquisards. Enfin, l'Australie a décidé d'envoyer en renfort au Cambodge cent soldats et six hélicoptères pour renforcer la protection des troupes de l'ONU. - (AFP, UPI)

CORÉE DU SUD : violents affrontements entre étudiants et policiers à Kwangju. - De violents affrontements entre forces de l'ordre et étudiants ont fait près de

quatre-vingts blessés, lundi 10 mai dans la soirée, autour de l'université de Kwangju, dans le sud du pays. Les manifestants entendaient commémorer la mort d'un étudiant contestataire il y a quatre ans, décapité, selon eux, sous la torture. Il s'agit de la manifestation la plus violente depuis l'arrivée au pouvoir, en février dernier, du président Kim Young-sam. - (AFP, Reuters)

GABON : Jules Bourdis-Ogougnendé candidat à la présidence de la République. - Jules Bourdis-Ogougnendé a annoncé, lundi 10 mai, sa candidature à l'élection présidentielle de décembre prochain. Membre du Parti démocratique gabonais (PDG, ex-parti unique) jusqu'à sa démission le 27 janvier 1993, il a également démissionné le 23 avril dernier de son poste de président de l'Assemblée nationale. M. Bourdis-Ogougnendé est le troisième candidat déclaré, après Pierre Claver Maganga-Moussavou, président du Parti social-démocrate (PSD, opposition), et Alexandre Sambat, ancien ambassadeur du Gabon aux Etats-Unis. - (AFP)

KIRGHIZISTAN : sortie de la zone rouble. - Le som devait commencer, lundi 10 mai, à remplacer le rouble au Kirghizistan, première ex-république soviétique d'Asie centrale, et une des plus démunies, à quitter la zone rouble pour échapper à l'inflation. Cette décision, qui peut être lourde de conséquences pour la région, a poussé les chefs d'Etat de la CEI à avancer au 14 mai leur sommet prévu pour le 26 à Moscou. - (AFP)

poser leur plan de

Grandir Boun





Il sait tout, Il voit tout, Il peut tout vous dire  
sur toutes les entreprises, seulement  
Il est moins facile à consulter qu'Euridile.

## LE NOUVEAU 36 17 EURIDILE, C'EST TOUT LE REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE

Identification des entreprises. N° de registre du commerce, adresse, siège, forme juridique, activité, dirigeants, ancienneté, capital social, établissements secondaires. Informations financières. Grandes masses du bilan, soldes intermédiaires de gestion, les ratios d'analyse financière comparés aux ratios médians du secteur d'activité de l'entreprise. Possibilité de surveillance.



Sur votre demande, une information suivie sur les entreprises de votre choix.

Plusieurs portes d'accès. Recherche d'une entreprise par son activité, son volume d'affaire, son secteur ou même par le nom de ses dirigeants. Minitel 36 17 Euridile.



...MATIE  
...debat sur l'univ  
...droits de l'homme  
...AMERIQUE  
...TESTIMONI A l'import



## DIPLOMATIE

A quelques semaines de la conférence des Nations unies à Vienne

### Le vieux débat sur l'universalité des droits de l'homme resurgit

Peut-il y avoir des conceptions différentes des droits de l'homme? A quelques semaines de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui rassemblera, du 24 au 25 juin, à Vienne, sous l'égide des Nations unies, des représentants de 181 pays, le comité préparatoire, qui s'est réuni à Genève sous la présidence de M. Habib Matar (Maroc), du 19 avril au 2 mai, a eu bien des difficultés à s'entendre sur cette question.

SURVE

de notre correspondant

La conférence de Vienne sera la première du genre depuis celle qui avait eu lieu à Tel-Aviv en 1968, donc encore sous le signe du chaos. C'est de la part de l'Arabie saoudite, qui s'est opposée à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Etat koweïtien a cherché, en effet, ces dernières années, à faire accepter, au moins à égalité avec cette déclaration, les prescriptions de la charia islamique. Il a cependant fait quelques pas en arrière à la réunion de Genève, conformément au rapprochement qu'il tente d'acquiescer avec l'Occident depuis quelque temps.

En revanche, une opposition bouillonnante et par moments vengeresse est venue d'Etats arabiques tels que la Syrie - rejointe par des pays latino-américains (Colombie, Cuba) et Mexique en 1993 - pour se déclarer soucieux de se protéger contre «toute ingérence étrangère et hostile» notamment à la création, sur proposition des Etats-Unis, d'un poste de haut-commissaire pour les



droits de l'homme (comme il en existe un pour les réfugiés). Certains intervenants ont même reproché aux textes de base à vocation universelle d'être «d'inspiration occidentale». Même si cela n'est pas faux, ils ont été adoptés et ratifiés (de même que les conventions humanitaires de la Croix-Rouge internationale) par la quasi-unanimité des pays de la planète.

On a entendu des orateurs déclarer que les droits socio-économiques des masses l'emportent sur les droits et libertés des personnes et dénoncer les «atteintes à la souveraineté» nationale, thèmes naguère systématiquement brandis par les membres de l'ex-bloc soviétique, de même que par toutes les dictatures militaires pour masquer les violations des droits de l'homme dont ils étaient coutumiers. Les Etats africains, d'abord sur la réserve, entraînés ensuite par le Kenya et le

Nigeria, et convaincus par le projet de document final qu'avait préparé M. Ibrahim Fall (Sénégal), se sont ralliés aux positions des «universalistes», de même que des pays latino-américains tels que le Brésil, le Costa-Rica et le Venezuela, ce qui a contribué à faire pencher la balance dans le sens des principes fondamentaux internationaux reconnus. Cependant, sur de nombreux paragraphes du document préparé par M. Fall, et qui sera présenté à Vienne, l'accord n'a pu s'établir. Il est vrai que la tâche est immense, tant les aspects abordés sont nombreux : renforcement de la démocratie, droit au développement, lutte contre l'extrême pauvreté, lutte contre toutes les formes de racisme, égalité entre les sexes, droits des minorités, etc.

ISABELLE VICHNIAC

## PROCHE-ORIENT

Les négociations israélo-arabes à Washington

### Les Palestiniens expriment leur mauvaise humeur

Les Palestiniens ont décidé, lundi 10 mai, de réduire de quatre à trois le nombre de leurs délégués aux négociations bilatérales de paix avec Israël, qui ont repris à Washington depuis le 27 avril. Ils entendent ainsi protester contre la politique de répression menée dans les territoires occupés et contre le fait que, selon eux, Israël et les Etats-Unis n'ont pas tenu certaines promesses.

Les pourparlers de Washington se poursuivent avec difficulté, alors que cette semaine était censée, sinon aboutir déjà à une déclaration commune de principes, comme l'auraient souhaité les Américains, du moins permettre de progresser davantage, après les discussions substantielles de la semaine dernière. Car ce n'est pas avec trois personnes que peuvent fonctionner des groupes de travail traitant de questions aussi délicates que celles du contrôle de la terre et de l'eau, ou celle de l'autogouvernement palestinien durant la période intermédiaire de cinq ans prévue pour les territoires occupés, avant un accord sur leur statut définitif.

C'est la direction de l'OLP à Tunis qui a décidé durant le week-end, estimant insuffisante la décision de suspendre la participation palestinienne au seul groupe de travail sur les droits de l'homme (le Monde du 7 mai). L'organisation de Yasser Arafat ne pouvait en effet, sans se disqualifier aux yeux des Palestiniens, continuer de négocier, alors que les conditions de vie de la population de Cisjordanie et de Gaza continuent de se détériorer. D'autant que, selon les Palestiniens, l'Etat juif s'était engagé à accélérer le retour des quelque quatre cents Palestiniens islamistes déportés

en décembre dernier vers le Liban et à accepter le retour d'autres expulsés de plus longue date. Des promesses auraient également été obtenues sur l'allègement au moins du bouclage des territoires occupés, en vigueur depuis la fin mars. Or le conseil des ministres israélien a reconduit dimanche cette mesure.

En revanche, Israël a annoncé lundi que vingt-cinq des quatre cents Palestiniens pourraient retourner rapidement dans leurs foyers. Ce nombre s'ajoute aux cent un déjà autorisés à rentrer chez eux depuis février dernier. «Pour que leur décision ait un sens, il faudrait doubler ou tripler le nombre», a déclaré M. Haneen Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne.

Trésorerie à plat

Mais il n'y a vraisemblablement pas que cela. Dans un message, lundi, à la population des territoires occupés, M. Arafat a estimé que la détérioration de la situation économique dans les territoires occupés était «un élément d'une guerre à laquelle participent certains Arabes pour nous mettre à terre». Il faisait de toute évidence allusion au refus de l'Arabie saoudite, à ce stade, de reprendre l'aide financière annuelle de quelque 85 millions de dollars à l'OLP, suspendue lors de la crise du Golfe.

Selon des sources bien informées, Riyad suggère de financer des projets de développement dans les territoires, sur la base d'études de faisabilité établies par les habitants de ces régions.

Cela n'arrange pas l'OLP, dont la trésorerie est presque à plat et qui, outre des projets de développement, entretient des familles cotées en Cisjordanie et à Gaza et a ses propres canaux de financement d'activités plus ou moins publiques. La coupe des territoires

équivalait en outre, à ses yeux, à faire le jeu d'Israël et à saper sa propre légitimité.

Toutefois, les Palestiniens devaient répondre cette semaine par des contre-propositions à un projet de déclaration de principes commune que les Israéliens leur avaient remis jeudi dernier.

Le document israélien évoque, pour la première fois par écrit, l'intention du gouvernement de M. Rabin de transférer au «Conseil exécutif palestinien», qui sera l'autorité suprême en Cisjordanie et dans la bande de Gaza durant la période intermédiaire, des «pouvoirs exécutifs et judiciaires» et des «pouvoirs législatifs dans le cadre des responsabilités qui lui sont transférées».

Autre originalité, il se réfère à ces territoires comme à une «unité territoriale unique» et prévoit des «élections libres générales et directes». Il dispose également que les deux phases de la négociation sont «embouées», mais que seule la seconde phase - sur le statut final des territoires - sera fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, ayant trait au retrait israélien.

MOUNIA NAÏM

EGYPTE : trois policiers tués lors d'accrochages avec des islamistes. - Lors d'un accrochage dans la ville de Badari, dans la province d'Assiout, en Haute-Egypte, un officier de police a été tué et cinq personnes, dont un extrémiste musulman, ont été blessées lundi 10 mai. La veille, lors de trois attaques différentes, des activistes islamistes avaient tué deux policiers et blessé un troisième dans la ville de Qousiah, au nord d'Assiout. La police avait accusé l'organisation clandestine intégriste Djamaa Islamiya de ces attentats. - (AFP)

## AMÉRIQUES

PARAGUAY : candidat du parti de l'ancienne dictature

### Juan Carlos Wasmosy a remporté l'élection présidentielle

Les premiers résultats officiels des élections générales paraguayennes, largement apparues la victoire de Juan Carlos Wasmosy, du parti «colorado» qui, avec près de 40 % des suffrages, distança de plus de dix points ses rivaux de l'opposition. Domingo Laino du Parti libéral radical authentique, et Guillermo Caballero Vargas, du mouvement indépendant Rencontre nationale.

ASUNCION

de notre envoyé spécial

Un surprenant dénouement est venu mettre fin à la confusion qui avait suivi le déroulement des élections paraguayennes : le candidat du parti Colorado (au pouvoir depuis quarante ans), Juan Carlos Wasmosy, semble d'ores et déjà assuré de succéder, le 15 août prochain, à l'actuel président, le général Andrés Rodríguez. Une victoire inattendue alors que les principaux sondages effectués depuis deux mois plaçaient en tête les deux candidats de l'opposition, Guillermo Caballero Vargas et Domingo Laino.

Peu de temps après la clôture du scrutin, dans la soirée de dimanche, les trois principaux prétendants se déclaraient encore assurés de l'emporter. Aux premières heures de la matinée de lundi, le succès du candidat officiel était cependant reconnu par les principaux observateurs et organes de presse, même si MM. Caballero Vargas et Laino refusent pour l'instant de reconnaître leur défaite tant que l'ensemble des bulletins de vote n'auront pas été dépouillés.

Le résultat de ce scrutin, qui ne sera officiellement que dans une semaine environ, apparaît déjà comme un écarton décisif pour le général Rodríguez, auteur du coup d'Etat de 1989 contre le général Gustavo Stroessner. D'abord parce que ces élections, les premières réellement libres dans le pays depuis près d'un demi-siècle, se sont déroulées sans incidents majeurs si l'on excepte l'attentat

contre une chaîne de télévision proche des partis d'opposition, les «étranges» difficultés techniques rencontrées par l'organisme de surveillance internationale Saka (transparence, en guaraní, et la fermeture des frontières décrétée à la veille de la consultation.

En dépit de ces problèmes, les observateurs étrangers, qu'il s'agisse des fonctionnaires de l'OEA ou de l'ancien président américain Jimmy Carter, ont été unanimes pour souligner le bon déroulement de la consultation. Le secrétaire général de l'OEA, M. João Baena Soares, estimait dans un communiqué que les irrégularités constatées n'étaient pas

suffisamment graves ou généralisées pour mettre en question la validité du scrutin.

Le changement dans la continuité

Le général Rodríguez est parvenu à faire élire l'homme qu'il avait choisi pour lui succéder. La tâche n'avait déjà pas été aisée au sein du parti Colorado, où un affrontement violent - sur fonds d'accusation de fraude - avait opposé Juan Carlos Wasmosy à l'ancien ministre des affaires étrangères du général Stroessner, Luis María Argana, et alors que la population paraguayenne semblait

### Un «homme fort» démocratiquement élu

ASUNCION

de notre envoyé spécial

L'accession de Juan Carlos Wasmosy à la magistrature suprême constitue sans nul doute pour lui-même une surprise, que rien dans son parcours ne laissait prévoir. Cet ingénieur de cinquante-quatre ans, né à Asuncion, marié et père de cinq enfants, est avant tout un homme d'affaires dont l'entreprise a connu une grande expansion au moment de la construction du barrage d'Itaipu, à la frontière paraguayenne-brésilienne.

Spécialiste des problèmes hydroélectriques, sa compétence et celle de sa société lui avaient valu d'être placé à la tête d'un consortium d'entreprises paraguayennes employant au total plus de douze mille personnes. Parallèlement à ses activités industrielles, comme il est courant au Paraguay, le futur président possédait plusieurs élevages, ainsi que des plantations de soja et de coton.

Après des études primaires

et secondaires au collège San José, tenu par des prêtres français, Juan Carlos Wasmosy a obtenu à l'Université nationale un diplôme d'ingénieur civil en 1962. Pendant longtemps il n'a manifesté aucune attirance pour la politique. Il n'a fait qu'un bref et récent passage au gouvernement, comme ministre de l'intégration du général Andrés Rodríguez. Sa détermination et sa force de caractère lui ont cependant permis de s'imposer face à son rival Luis María Argana après une lutte partiellement extrêmement violente.

Quelques semaines avant son élection, il confiait déjà n'avoir «aucun doute sur sa victoire», en dépit de sondages plutôt défavorables. Ses proches estiment qu'il ne sera «pas une marionnette, ni dans les mains des militaires, ni dans celles du parti». Un peu comme si le futur chef de l'Etat apparaissait comme un nouvel «homme fort», élu, cette fois, démocratiquement.

D. H.-G.

## A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les étudiants noirs suspendent leur grève à l'appel de l'ANC

La plupart des étudiants noirs ont repris les cours, lundi 10 mai, à l'appel du Congrès national africain (ANC), après une semaine de boycottage pour protester contre le prix trop élevé des droits d'inscription aux examens. Une organisation étudiante de gauche a cependant affirmé que le mouvement de protestation reprendrait si le gouvernement ne supprimait pas ces droits.

Le mouvement de protestation des étudiants a été marqué par des pillages, des incendies et de violents affrontements avec la police. Les dégâts sont estimés à plusieurs millions de rands. Un soldat blanc a été tué dans une cité noire proche de Johannesburg, à la suite d'une manifestation. L'ANC avait appelé dimanche les étudiants à mettre fin à leur mouvement. En 1976, des manifestations d'étudiants s'étaient soldées par un millier de morts, dont 441 tués par la police.

Par ailleurs, le syndicat blanc des mineurs, fort de 25 000 adhérents, a réclaté lundi, la création d'un Etat strictement blanc, fondé sur l'appartenance ethnique, s'inspirant du plan des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie. - (AFP, Reuters)

ÉQUATEUR

De 200 à 300 personnes victimes d'un glissement de terrain

Le bilan du glissement de terrain qui a enseveli, dimanche 8 mai, tout un quartier de Nambija, dans une zone minière à 500 kilomètres au sud de Quito, s'est alourdi. La catastrophe aurait fait entre 200 et 300 victimes, selon la défense civile et l'armée équatorienne. C'est terrible, c'est un des pires drames que nous ayons jamais vécus, a rapporté un témoin à la télévision locale.

Quelque 15 000 tonnes de pierre et de rochers ont enseveli dimanche vers 13 h 30, heure

locale (18 h 30 GMT), le quartier Las Brisas de Nambija, dans la province de Zamora Chinchipe. Entre 400 et 500 personnes habitaient ce quartier. Quelque 30 000 personnes vivent dans la région de Nambija.

Le travail des équipes de secours a été sérieusement retardé, le village étant situé dans une zone particulièrement difficile d'accès et dépourvue d'électricité. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

SOMALIE

Violent réquisitoire d'un chef de clan contre les «casques bleus» belges

Le général Mohamed Farah Aidi, l'un des principaux chefs de clan, a accusé, lundi 10 mai, l'armée belge d'avoir tué soixante Somaliens, le semaine dernière, au cours d'affrontements à Kisimayo. Un porte-parole de l'armée belge a déclaré que ces combats n'avaient fait que vingt morts et a accusé, en retour, le général Aidi de vouloir lancer une campagne de propagande. Selon ce dernier, qui a décidé de mener une enquête, des «casques bleus» belges auraient attaqué des réfugiés dans ce port du sud de la Somalie et les auraient tués au mépris des droits de l'homme. L'ONU n'a pas donné de bilan des victimes de ces combats mais a confirmé qu'il y avait eu des morts dans des affrontements entre les soldats belges et environ 200 partisans du chef Omar Djans, un allié du général Aidi à Kisimayo.

Le général Aidi avait déjà accusé les «casques bleus» de viols, de tortures et de harcèlements dans plusieurs villages, notamment à Kisimayo, dont Omar Djans et son rival Mohammed Said Hersi, dit «Morgan», se disputent le contrôle. - (AFP, Reuters)

TOGO : l'opposition refuse de participer aux prochaines élections présidentielle et législatives. - Le Collectif de l'opposition togolaise (COD-2), en exil, a réitéré, lundi 10 mai, son refus de participer à l'élection présidentielle du 20 juin (avec un éventuel second tour le 4 juillet) ainsi qu'aux législatives du 18 juillet et du 1<sup>er</sup> août. - (AFP)



## POLITIQUE

En dépit de l'opposition d'associations, de syndicats et de partis de gauche

## Les députés commencent à examiner la proposition de réforme du code de la nationalité

Les députés devaient commencer, mardi 11 mai après-midi, l'examen de la proposition de loi de réforme du code de la nationalité déjà votée par le Sénat en 1990. Pierre Mazeaud, président de la commission des lois, et Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, devaient prendre la parole les premiers pour défendre la réforme. Pour l'opposition, Jean-Pierre Michel, député (PS) de Haute-Saône, devait défendre la question préalable, selon laquelle il n'y a pas matière à débattre.

Les opposants à la réforme se sont mobilisés,

lund 10 mai, en soulignant les risques de relance de la xénophobie liés à l'adoption du texte. La commission nationale consultative des droits de l'homme, placée auprès du premier ministre, a adopté lundi un texte rappelant qu'« il est absolument essentiel de veiller à ce que les mesures envisagées ne puissent dans leur lettre comme dans leur esprit accroître le sentiment de méfiance et entraîner une attitude discriminatoire envers les jeunes nés et vivant sur notre sol ». Yves Jouffé, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, qui souhaitait que la com-

mission consultative adopte « une position tranchée contre cette réforme et dise que le texte est inopportuniste », a démissionné de cette instance. « Il n'y a aucune raison de modifier une législation vieille de près d'un siècle et qui n'a pas montré sa nocivité », a commenté M. Jouffé.

L'opposition à la réforme du code de la nationalité s'est ensuite manifestée dans les rues de Paris, où 4 000 personnes ont défilé, entre la place de la Bastille et celle de la Nation, sous les bannières du Parti communiste, du Mouvement contre le racisme et

pour l'amitié entre les peuples (MRAP), du Mouvement des citoyens, de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière et de la Fédération anarchiste. Derrière le slogan « Né en France, donc Français ! », les manifestants ont pris pour cible le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, et réclamé le maintien de la législation actuelle. De nombreuses associations, partis politiques et syndicats appelaient à un rassemblement de protestation, mardi 11 mai à 18 h 30, devant l'Assemblée nationale.

## Le droit du sol limité

Suite de la première page

Français qui, comme le rappelle avec humour Fernand Braudel, sont tous des fils d'immigrés, à l'échelle des siècles et des millénaires (1). Néanmoins, le débat sur la nationalité peut amorcer un mouvement plus vaste de réflexion à l'égard de l'étranger.

Si son coût financier est presque nul, la réforme du code de la nationalité a un poids symbolique fort. La priorité qui lui est donnée est un signe adressé par le gouvernement aux millions d'électeurs qui ont permis le retour triomphal de la droite et à ceux pour qui insécurité, immigration et nationalité sont les composantes d'un même malaise urbain et social.

Lors de la première cohabitation, sous la pression du Front national, le gouvernement Chirac avait cherché à remettre en cause radicalement le *ius soli* (droit du sol), qui fait de la naissance sur le territoire français l'un des critères d'attribution de la nationalité. La fronde des jeunes les plus touchés et la mobilisation de la gauche avaient eu raison. En 1987, de cette réforme préparée par M. Chalandon, alors garde des sceaux.

La situation a changé depuis. La droite dispose d'une majorité écrasante sans le Front national, tandis que la gauche, largement envahie par le rattachement en matière d'immigration, est encore sous le choc de la déroute. Et les arcanes du code de la nationalité, connus seulement de quelques juristes spécialisés voilà sept ans, s'étaient à présent dans les médias.

Le texte qu'examinent les députés est très éloigné, par l'esprit comme par la lettre, du projet initial de 1986. Le départ en est une proposition de loi reprenant certaines des suggestions

modérées de la commission Marceau-Long qui, en 1988, avaient permis au gouvernement de se sortir du guépion en organisant un débat public exemplaire sur les conditions d'acquisition de la nationalité. Rédigée par Pierre Mazeaud, actuel président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, cette proposition avait été d'abord présentée par M. Pasqua au Sénat, qui l'avait adoptée, presque en catimini, en 1990.

Pour l'essentiel, il s'agit d'exiger des enfants nés en France de parents étrangers qu'ils manifestent, explicitement et personnellement, entre seize et vingt et un ans, leur souhait de devenir français (2). Aujourd'hui, ces enfants d'immigrés acquièrent à dix-huit ans, sans formalité, la nationalité française, s'ils ne l'ont pas formellement déclinée à condition de résider en France depuis cinq ans au moins et de ne pas avoir fait l'objet de certaines condamnations.

## Une voie d'intégration

Cette réforme, qui traduit le souhait d'Edouard Balladur que « nul ne puisse devenir français à l'improviste, sans l'avoir su ni voulu » (3), s'accompagne de deux nouveautés, introduites, elles aussi, par la commission Marceau-Long en 1988 : d'une part, les parents étrangers d'un enfant mineur né en France ne pourront plus, si la proposition de loi est votée, demander la nationalité pour lui ; d'autre part, un étranger devra attendre une, voire deux années, au lieu de six mois, pour obtenir la nationalité après son mariage avec un ressortissant français.

Le premier ministre a fait connaître son souhait de voir préservés l'équilibre

et la modération de ces dispositions issues du débat de 1987-1988. Certains élus, particulièrement au Parti républicain, préconisent pourtant une radicalisation du texte. Ils n'ont apparemment pas oublié les attaques contre le *ius soli* menées en 1991 par Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il brandissait la menace d'une « invasion » des immigrés.

Au-delà du cin d'œil à l'opinion et du plaisir de l'obéissance de la majorité, le débat sur la nationalité repose publiquement la question de l'intégration à la France des enfants d'étrangers nés sur son sol. Depuis 1989, ces derniers peuvent devenir français si leurs parents le demandent lorsqu'ils sont mineurs, et le deviennent systématiquement à leur majorité s'ils résident en France. Le critère de la naissance en France (*ius soli*), ajouté à celui de la résidence de longue durée, vaut certificat républicain d'intégration à la nation.

Ainsi étaient devenus français les enfants des travailleurs immigrés belges, italiens, polonais. Sont concernés à présent les enfants d'Espagnols, de Portugais, de Marocains, de Tunisiens et d'Africains. En 1991, ils ont été 23 500 à acquiescer ainsi la nationalité française à leur majorité, tandis que 13 300 de leurs cadets mineurs ont acquis la nationalité par une démarche de leurs parents. Nés en France, élevés et scolarisés en France, ayant toujours vécu en France pour la plupart, ces jeunes ne sont pas des immigrés.

Même révisés à la nationalité française, ils y restent, grossissant seulement les statistiques des étrangers. Il convient donc de dissocier absolument le débat qui va s'ouvrir de celui sur les flux d'immigration. Les lois sur la nationalité ne commandent pas l'ouverture des frontières ou les conditions de séjour des étrangers. L'exemple de l'Allemagne, dont le code de la nationalité est le plus restrictif d'Europe, mais qui a dû faire face à l'afflux, en 1992, de 500 000 étrangers demandeurs d'asile, contre 29 000 en France où la loi est plus libérale, suffit à le montrer.

Entre nationalité et immigration, des

passerelles existent à la marge, puisque l'acquisition de la nationalité est la meilleure protection contre les incertitudes du statut d'étranger, en particulier l'expulsion. Donner naissance à un enfant sur le sol français constitue aujourd'hui une protection efficace pour des parents en situation illégale. Les parents qui, de plus en plus nombreux, demandent la nationalité pour leurs enfants mineurs le font parfois avec l'intention de se protéger eux-mêmes puisque le parent étranger d'un enfant français obtient un titre de séjour et ne peut être expulsé. Ils ne pourront plus le faire si la réforme est votée.

Les enfants d'Algériens, au poids symbolique particulièrement fort dans le débat sur l'intégration, ne sont pas concernés par cette proposition de loi. Nés en France de parents eux-mêmes nés en Algérie, alors française, ils sont considérés, par une disposition de la loi non remise en cause, comme des Français de naissance, dont ils nourissent le flux à raison de quelque 20 000 naissances par an. Paradoxe à l'heure de l'Europe, mais fruit de l'héritage colonial, les enfants de Portugais et d'Espagnols auront, comme ceux de Marocains, de Tunisiens et d'Africains, un obstacle de plus à franchir que les enfants d'Algériens.

## Une démarche dissuasive

Demander à un jeune étranger qu'il manifeste, dans des formes simples, la volonté de devenir français peut apparaître comme une mesure de bon sens. Lui permettre d'effectuer cette démarche dès seize ans, sans l'autorisation de ses parents, est de nature à encourager l'expression autonome. Actuellement, aucun seul mariage formellement et de passage, et beaucoup de jeunes issus de l'immigration ignorent qu'ils sont de nationalité française, ce qui ne contribue guère à valoriser les attributs et les servitudes de cette situation. Les situations de « double nationalité » compliquent encore la perception de leur statut.

Mais alors qu'aucune démarche n'est exigée aujourd'hui, la réforme suppose qu'un formulaire spécial soit rempli à l'occasion d'une démarche administrative dans une préfecture, une mairie, un commissariat de police ou un bureau du service national, et transmis au juge d'instruction. Cette exigence nouvelle pourrait se révéler dissuasive et susciter, en tout état de cause, un travail administratif supplémentaire. Mais les effets réels de la réforme dépendront largement des efforts d'information sur les nouvelles démarches et de l'attitude des employés des guichets.

La commission Marceau-Long avait suggéré d'exiger des administrations qu'elles sollicitent systématiquement les jeunes concernés. Rien de tel n'est prévu dans la proposition de loi. D'autres distorsions risquent de surgir : des jeunes laisseront passer le délai impératif pour demander la nationalité à un âge — entre seize et vingt et un ans — où l'abstentionnisme civique, le chômage et le désespoir social sont largement répandus. Les parents d'enfants étrangers qui ne pourront plus être français avant seize ans ne seront plus protégés et pourraient être expulsés. Les enfants à venir ne pourront plus devenir français avant seize ans alors que leurs aînés le sont déjà.

Au-delà de ces embûches nouvelles, l'enjeu immédiat et durable de la réforme du code de la nationalité est le regard que porte la société sur les centaines de milliers de jeunes d'origine étrangère. Quelles que soient leurs nationalités et leur origine, ces jeunes ont de peupler la République l'homme un signe de défiance et une injustice supplémentaire à leur égard et de réagir à leur manière.

Depuis la Révolution, l'expression de la volonté personnelle dans l'acquisition de la nationalité n'a pas cessé de décliner au profit des critères de la naissance en France (*ius soli*) et de la résidence. Un enfant d'étranger né et scolarisé jusqu'à seize ans en France serait-il moins français que ses camarades nés de parents français ? La proposition de loi introduit ce doute à un moment où les tensions xénophobes exigent, d'abord, une réponse volontariste en matière d'emploi, de sécurité publique et d'action sociale.

Dès lors, la réforme même modérée du code de la nationalité est-elle, comme l'affirme le gouvernement, le meilleur moyen de contrer la contagion des slogans xénophobes du Front national ? Ou n'est-elle que le premier des gages donnés à une opinion tentée de voir dans l'étranger la cause de tous ses maux ? Le geste nouveau exigé des futurs Français peut avoir une valeur symbolique et pédagogique. Mais la réforme de la nationalité ne peut tenir lieu de politique d'intégration. Elle en souligne précisément l'urgence.

PHILIPPE BERNARD

(1) L'identité de la France. Les hommes et les choses, de Fernand Braudel, Arthaud-Flammation, 1986. Les travaux de Michèle Tribalat, chercheuse à l'INED, publiés en 1991, ont établi que dix millions de Français, soit près d'un sur cinq, ont aujourd'hui un parent ou un grand-parent étranger.

(2) 57 % des Français se déclarent opposés à la suppression de « la nationalité française automatique à dix-huit ans pour les enfants nés de parents étrangers », point central du projet actuel, dans un sondage réalisé du 23 au 25 février dernier par la Sofres pour Libération.

(3) Dictionnaire de la réforme, d'Edouard Balladur, Fayard, 1992.

La Pastoral des migrants de l'Eglise catholique critique la réforme du code de la nationalité. — Le service national de la Pastoral des migrants, présidé par Mgr Pierre Jonckheere, évêque de Saint-Etienne, estime que « la loi de la réforme de la loi de la nationalité est la première réponse aux questions graves de notre société n'est pas digne des efforts faits pour un « vivre ensemble » porteur d'avenir ». Dans une lettre aux présidents des groupes parlementaires, ces organismes de l'épiscopat français estiment que la réforme, si elle exige une expression de volonté de la part des jeunes étrangers, doit mentionner aussi « la volonté de la France qu'ils se reconnaissent comme Français ».

Th. B.

Ouvrant la IX<sup>e</sup> Conférence des cours constitutionnelles européennes

## M. Mitterrand souhaite que « les détenteurs d'un pouvoir » n'en abusent pas contre les droits des citoyens

Une centaine de députés des cours constitutionnelles représentant près de trente pays sont réunis à Paris, du 10 au 12 mai, à l'invitation de Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel. Ouvrant cette rencontre, François Mitterrand les a invités à veiller à ce que « les détenteurs d'un pouvoir ne soient jamais tentés d'en abuser » contre les droits fondamentaux des citoyens. Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a rappelé ses réserves devant la prééminence du droit européen.

La France a découvert les vertus du contrôle de la constitutionnalité des lois en 1958. Ce qui, au départ, ne paraissait qu'un accessoire dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République est devenu, un de ses éléments essentiels. Ce sage principe, qui interdit à la majorité politique du moment d'imposer sa volonté hors de toutes normes, est respecté depuis longtemps aux Etats-Unis. Il n'a véritablement vu le jour en Europe que lorsque l'Australie, l'Allemagne et l'Italie se sont dotées de régimes démocratiques en lendemain de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui ce sont les pays qui sortent de la dictature communiste qui s'en dotent à leur tour, recherchant auprès de leurs voisins plus expérimentés de précieux conseils.

Le Conseil constitutionnel français, qui a progressivement rattrapé

le grand retard qu'il avait sur ses homologues des autres pays européens, joue ainsi un rôle important de « conseil en ingénierie constitutionnelle ». Que la IX<sup>e</sup> Conférence des cours constitutionnelles se tienne à Paris est une reconnaissance de ce rôle, alors qu'il n'a adhéré qu'en 1987 à cette institution créée en 1972. La participation à cette réunion, qui a commencé lundi 10 mai et s'achève mercredi 12, est particulièrement importante : en plus des délégués des onze cours existantes (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, Suisse, Turquie) sont aussi représentées celles de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, de Lituanie, de Roumanie, de Russie, de Slovaquie, de Slovénie, ainsi que celles de pays ayant des cours suprêmes dotées de compétences constitutionnelles (Luxembourg, Irlande, Islande, Norvège) et des observateurs de cours non dotées de ces compétences et des institutions juridictionnelles européennes (Cour européenne des droits de l'homme, Commission européenne des droits de l'homme, Cour de justice des communautés européennes).

En inaugurant, lundi, les travaux de cette conférence, François Mitterrand a rappelé à la centaine de participants qu'ils se devaient « d'intervenir comme un pouvoir indépendant et de veiller à ce que les détenteurs d'un pouvoir, qui ne trouvent sa légitimité que dans la délégation que lui consentent à titre précaire les citoyens, ne soient

jamais tentés d'en abuser contre leurs droits fondamentaux ». Dispartant sur « l'Etat de droit », le président de la République a assuré que c'était celui « où chacun, du plus modeste au plus puissant, voit son droit garanti contre tout arbitraire, celui du pouvoir ou de l'administration, un Etat soumis à la loi et qui sache faire respecter celle-ci ». M. Mitterrand a aussi souligné son souhait de voir approuver la réforme constitutionnelle qu'il a proposée, afin que chaque justiciable puisse saisir le Conseil constitutionnel s'il estime qu'une loi, qui lui est appliquée, porte « atteinte à ses droits fondamentaux ».

## M. Séguin : la souveraineté nationale

Au cours de trois jours de travaux à huis clos, les participants vont rechercher s'il existe une concurrence ou une complémentarité dans la protection des droits de l'homme entre les cours constitutionnelles nationales et les organes européens, chargés eux aussi d'en surveiller le respect par les Etats signataires de conventions internationales. Il s'agira d'élaborer un rapport introductif préparé, en partant de contributions nationales, par Jacques Robert, professeur de droit et membre du Conseil constitutionnel.

En recevant les participants à déjeuner, avant qu'ils ne se soient aussi par le président du Sénat puis par le maire de Paris, Philippe Séguin, président de l'Assemblée

nationale, est entré dans le vif du sujet. Il s'est, en effet, plaint qu'en France « aucun contrôle de constitutionnalité ne soit exercé sur ce qu'il est convenu d'appeler le droit communautaire dérivé », c'est-à-dire les règlements européens, qui sont directement applicables dans les pays membres de la Communauté européenne. Il a mis en cause la jurisprudence de la Cour de justice des communautés qui « a décidé que certaines directives, qui, pourtant, doivent théoriquement être intégrées dans le droit national par des lois et des décrets, devaient être aussi d'application directe. Il a surtout critiqué ceux de ses arrêts qui ont « affirmé le principe selon lequel la norme communautaire devrait s'appliquer alors même qu'elle serait contraire à la règle constitutionnelle ».

Si les héros des opposants au traité de Maastricht ont convenu que « le risque est fort minime » qu'il soit ainsi porté atteinte aux droits de l'homme, il a fait remarquer que certains droits fondamentaux sont reconnus par une Constitution sans l'être par la convention européenne des droits de l'homme. M. Séguin a surtout demandé ce qui se passerait si des actes communautaires « portaient atteinte à la souveraineté nationale ». La discussion des délégués des cours constitutionnelles n'est pas que théorique. Elle ne peut pas s'enclaver des débats nationaux.

Th. B.

## Les nouvelles dispositions

## L'expression d'une volonté de devenir français

Examinée rapidement par la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui ne lui a consacré que trois séances, la proposition de loi rédigée par Pierre Mazeaud (RPR) en 1989, reprise au Sénat par la droite sous l'impulsion de Charles Pasqua, président du groupe RPR, et votée sans examen préalable par cette assemblée en 1990, est *grosso modo* la traduction juridique d'une partie des propositions faites en 1988 par la commission de la nationalité présidée par Marceau Long, seule personnalité auditionnée par les députés.

Ce texte, tel qu'il a été amendé par la commission des lois, apporte six modifications essentielles à la législation actuelle.

1. Les enfants nés en France de parents étrangers ne deviennent plus français à dix-huit ans sans formalité, mais doivent manifester leur volonté de devenir français, entre seize et vingt et un ans. Cette volonté peut être exprimée soit, devant le juge d'instruction, soit, à l'occasion d'une démarche administrative dans une mairie, une préfecture, un commissariat de police ou un bureau du service national au moment de la demande de certificat de nationalité valant manifestation de volonté.

2. Les parents étrangers d'enfants nés en France ne peuvent plus demander la nationalité française pour leurs enfants mineurs. Actuellement, cette démarche peut traduire soit une volonté d'intégration, soit le souci de se protéger contre l'expulsion.

3. Il peut être fait obstacle, après dix-huit ans, à cette forme d'acquisition de la nationalité pour cause de condamnation pénale. L'étranger, majeur perd en effet le droit de demander la nationalité, reconnu à partir de seize ans, s'il a fait l'objet d'une condamnation pour crime contre la sûreté de l'Etat ou à six mois de prison ferme pour certains crimes et délits (proxénétisme, trafic de stupéfiants, coups mortels, auxquels les députés ont joint les atteintes à la personne d'un mineur), d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière. Cette dernière restriction n'apparaissait pas dans le rapport Marceau Long. Une interdiction du territoire pour usage ou trafic de drogue empêche l'acquisition de la nationalité.

4. Après le mariage avec un ressortissant français, l'étranger doit attendre deux ans pour acquiescer la nationalité française. Depuis 1984, ce délai d'attente est de six mois ; entre 1973 et 1984, la déclaration de nationalité pouvait être soumise immédiatement après le mariage. En cas de naissance « avant ou après le mariage d'un enfant dans la filiation est établie à l'égard des deux conjoints », ce délai est supprimé.

5. Les enfants nés en France de parents eux-mêmes nés dans d'anciennes colonies ou territoires d'outre-mer français avant leur accession à l'indépendance ne sont plus français à la naissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 (et non 1995 comme le proposait la commission Marceau Long).

6. Les jeunes gens ayant une double nationalité, qui résident habituellement en France, font leur service national en France. Cet amendement est symbolique dans la mesure où son application est liée à la renégociation des conventions franco-algérienne et franco-israélienne qui permettent actuellement aux jeunes de choisir entre les deux pays pour accomplir leurs obligations militaires.



## SOCIÉTÉ

Réunie en congrès à Aubervilliers

### La Ligue des droits de l'homme dénonce les projets législatifs du gouvernement

Lors de son 73<sup>e</sup> congrès, qui n'est tenu du 7 au 9 mai à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), la Ligue des droits de l'homme, présidée par Madeleine Rébérioux, a estimé que les projets de réforme du gouvernement en matière de code de la nationalité, de statut des étrangers, de droit d'asile, de contrôles d'identité et de procédure pénale constituaient « une remise en cause des droits et des libertés d'un ampleur et d'une gravité exceptionnelle ».

Pour ce congrès qui avait lieu au lendemain du triomphe de la droite lors des élections législatives, la Ligue des droits de l'homme (LDH) avait choisi de se réunir à Aubervilliers, au cœur de la banlieue parisienne. A l'heure du chômage et de la détresse sociale, elle entendait souligner la son attachement symbolique à la notion de « citoyenneté sociale ». « La Ligue pourrait certes continuer à défendre les individus, les enfants, les étrangers, les demandeurs d'asile, mais sa compréhension de la société où nous vivons, ses interventions elles-mêmes en seraient gravement appauvries, soulignait la présidente,

Madeleine Rébérioux. (...) C'est la crise du travail qui est aujourd'hui en cause. (...) Pour saper la République dualiste qui se met en place, pour proscrire les domaines nouveaux de la citoyenneté — la ville et le logement, les jeunes, les femmes, les étrangers, — les décombrés de l'emploi ne sont que ruine et deuil. A nous de réfléchir à des formes nouvelles de gestion de la vie sociale susceptibles de promouvoir la portée civique du travail. »

Dans ce domaine complexe qui mêle à la fois les libertés individuelles, le statut des étrangers et le droit à la ville et au logement, la Ligue refusait d'emblée de « participer à un espace public apaisé ni l'emporterait la quête du consensus », selon le mot de M<sup>me</sup> Rébérioux.

#### « La gauche nous a déçus »

Dès l'ouverture des débats, la LDH prenait donc clairement position contre les premiers projets législatifs du gouvernement : réforme du code de la nationalité (1), statut des étrangers, exercice du droit d'asile, contrôles d'identité et code de procédure pénale. Tous ces projets, estime la Ligue, « constituent une régression de l'état de droit et renforcent l'ex-

clusion, au risque de favoriser l'expression du désespoir de tous ceux qui en sont les victimes ».

L'actualité immédiate se chargeait de nourrir cette défiance : en plein débat, alors que les députés présents dans la salle prenaient tour à tour la parole, Yves Joffa, ancien président de la LDH et conseiller d'Etat en service extraordinaire, interrompait subitement les discussions pour donner lecture d'une dépêche de l'Agence France Presse. « Le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale, dont Henri Leclerc et moi étions membres, vient d'être supprimé par Charles Pasqua, notait-il. Le décret est paru au Journal officiel sans même que nous soyons prévenus. Ce Conseil devait être un témoin, il était là pour vérifier que la force publique n'était pas déshonorée. » « Ils sont allés vite », soupirait simplement M<sup>me</sup> Rébérioux.

L'abandon des projets « liberticides » de la droite ne suscitait cependant aucune nostalgie rétrospective à l'égard des socialistes. A l'heure de la réforme du code de procédure pénale et de la mise en accusation des magistrats par de nombreux hommes politiques, la LDH, qui avait choisi de consacrer une après-midi de débats à la justice, dressait un sévère bilan de la

politique judiciaire de la gauche. « Nous ne sommes pas là pour donner des leçons mais pour tirer les leçons de cette expérience », expliquait M<sup>me</sup> Henri Leclerc, vice-président de la LDH. La loi du marché imposait peut-être la rigueur, mais qu'est-ce qui empêchait le gouvernement de faire progresser la justice pénale et les libertés ? Or le bilan est maigre. Le nouveau code pénal comprend quelques acquis, mais il est plus sévère que l'ancien, et les conclusions de la commission Delmas-Marty sur la réforme de la procédure pénale ont été jetées aux orties. Nous savons toutefois la différence entre la gauche et la droite : la gauche nous a déçus alors que la droite fait ce que nous attendons d'elle. Il nous faut donc maintenant continuer le combat, y compris avec ceux qui n'ont pas tenu leurs promesses. »

ANNE CHEMIN

(1) La Ligue des droits de l'homme et plusieurs organisations antiracistes et de défense des libertés — le MRAP, SOS-Racisme et le collectif « Tout pas déçu » (3, cité de la Roquette, 75011 Paris, tél. : 49-29-95-87) — appellent à un rassemblement contre la réforme du code de la nationalité devant l'Assemblée nationale, mardi 11 mai en fin d'après-midi.

## ÉDUCATION

Le congé de l'Ascension

### Des enseignants sur le pont !

Avant d'offrir un cadeau, il n'est pas inutile de s'assurer que ceux à qui on le destine sont en mesure de l'accepter. Pour avoir nubié cette règle simple, André Rasseinat s'est semé quelque perturbation dans le monde de l'éducation.

En décidant d'accorder aux fonctionnaires un jour de congé le vendredi 21 mai, ou l'après-midi du jeudi de l'Ascension, afin de leur permettre de faire le pont jusqu'au lundi 24 mai, le ministre de la fonction publique a tout simplement nubié deux détails. D'une part, le calendrier des examens et concours de l'éducation nationale, organisé de longue date et qui mobilise bon nombre de professeurs et de personnels administratifs, prévoit un certain nombre d'épreuves les vendredis 21 mai et samedi 22 mai.

C'est notamment le cas des concours des écoles normales supérieures (Ulm-Sèvres, Cochen, Lyon, Fontenay-Saint-Cloud, soit quelque deux mille candidats), ainsi que des trax de plusieurs brevets de techniciens supérieurs et du brevet professionnel d'assurance, soit des centaines de

candidats supplémentaires. Le second problème tient au fait qu'une bonne partie des personnels de l'éducation nationale travaillent également le samedi matin. Leur accord de la seule journée du vendredi 21 mai les aurait obligés à faire enurs le samedi 22 au matin et leur aurait donc fait perdre le bénéfice du pont de quatre jours, et dans bien des cas de cinq jours si l'an y ajoute le mercredi 20 mai.

Une telle avenie est finalement apparemment impensable au ministre de l'éducation nationale. Après mûre réflexion, il a décidé, mardi 11 mai, d'accorder aux personnels de l'éducation nationale le même avantage qu'eux autres fonctionnaires. Les écoles, collèges et lycées seront donc fermés les 21 et 22 mai et les enseignants (et les élèves) en vacances. En revanche, le ministère maintient les examens et concours prévus ces deux jours-là. Il y a de quoi dissuader les valeureux, déjà peu nombreux, pour la surveillance des examens...

G. C.

En France et en Belgique

### « Macadam Journal » vendu à la criée par les « sans domicile fixe »

Des dizaines de « sans domicile fixe » (SDF), sélectionnés par l'Armée du salut et d'autres associations caritatives, devaient sillonner les rues de Paris, mardi 11 mai, en proposant à la criée *Macadam Journal*. Sur le prix de vente de 10 francs par numéro, chaque vendeur devrait toucher 8 francs, le reste revenant à l'éditeur. « Il ne s'agit pas de charité mais de dignité (...) Ce projet devrait permettre aux SDF de s'impliquer dans un projet qui les concerne », indique l'éditorial de cette nouvelle publication.

C'est Jacques Chamut, le patron d'une société belge spécialisée dans la communication d'entreprise, Tramway SA, qui a eu l'idée de lancer simultanément *Macadam Journal* en France et en Belgique, après avoir constaté le succès de *Street News* (Nouvelles de la rue) à New-York, de *The Sheet* (la Feuille) à San Francisco et surtout de *The Big Issue* (le Grand problème) à

London. Vendu 50 pence (environ quatre francs) par 700 à 800 SDF, *The Big Issue*, lancé il y a un an et demi à l'initiative d'une entreprise de cosmétiques et de divers sponsors, vend aujourd'hui entre 30 000 et 120 000 exemplaires selon les numéros et envisage de passer du rythme hebdomadaire au rythme hebdomadaire. *Macadam Journal* a été tiré à 100 000 exemplaires, 70 % de la production étant prévue pour Paris puis les grandes villes françaises et le reste pour la Belgique (Bruxelles, Namur, Charleroi). En vingt-quatre pages au format tabloïd, ce journal réalisé par une équipe franco-belge et qui s'adresse à un public de 20-35 ans, propose des entretiens avec Marc Blondel (FO) et Laurette Onkslynk (ex-ministre belge de l'intégration sociale), un point sur le RMI, des articles sur la télévision, des adresses de « restaurants pas chers », etc.

## EN BREF

■ Au moins 141 morts dans un incendie en Thaïlande. — Un incendie a ravagé, lundi 10 mai, une usine de fabrication de poupées, dans la banlieue de Bangkok (Thaïlande). Le bilan s'élève à au moins 141 morts et plus de 400 blessés. Quarante corps ont été retrouvés dans les débris. Plusieurs des 4 000 personnes qui travaillaient dans cette usine ont sauté du quatrième étage pour tenter d'échapper au sinistre provoqué, semble-t-il, par un court-circuit. Selon des témoins, les flammes se sont très vite propagées dans les toitures où était stockée une grande quantité de matières synthétiques. — (AFP.)

■ Attentats en Corse. — L'ex-FLNC (Canal historique) a revendiqué, lundi 10 mai, trois des six attentats à l'explosif commis dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 mai en Corse. Ces attentats, qui n'ont fait aucune victime, vissent notamment la sous-préfecture de Sartène (Corse-du-Sud) et des villas de deux conseillers municipaux (PS) de Bastia, Laurent Croce et Henri Zuccarelli. En Corse-du-Sud, trois autres attentats ont été commis contre des villas situées sur le territoire de la commune de Cotti-Chiavari, dans le golfe d'Ajaccio. L'Union du peuple corse (UPC, nationalistes modérés) a condamné les attentats, tout en réaffirmant son combat « contre la fraude électorale institutionnalisée à Bastia depuis plusieurs années ».

■ Première escale d'un bateau de guerre français en Nouvelle-Zélande depuis l'affaire Greenpeace. — Le bâtiment de transport léger

*Jacques-Cartier* est arrivé, lundi 10 mai, à Auckland, marquant la reprise des échanges entre les marines française et néo-zélandaise depuis l'affaire Greenpeace en 1985, lorsque les services spéciaux français coulèrent, à Auckland, un bateau du mouvement écologiste qui s'opposait aux essais nucléaires en Polynésie. L'arrivée du *Jacques-Cartier*, basé en Nouvelle-Calédonie, n'a suscité aucune protestation. Le bâtiment restera à Auckland jusqu'au vendredi 14 mai. La frégate néo-zélandaise *Canterbury* et le pétrolier-ravitailleur *Endeavour* devraient faire escale à Tasson cet été. — (AFP.)

■ AUTOMOBILISME : Jean Todt quitte Peugeot pour Ferrari. — Jean Todt, directeur des activités sportives du groupe PSA, Peugeot-Citroën, quittera ses fonctions le 30 juin, après les 24 Heures du Mans. Il rejoindra Ferrari, qui poursuit la restructuration de son écurie de formule 1 après l'arrivée du nouveau directeur technique John Barnard.

■ MONTAGNE : mort d'un guide. — Un guide de haute montagne âgé de vingt-neuf ans, qui pratiquait le « surf-extreme » à 3 700 mètres d'altitude, est mort, lundi 10 mai, dans le massif du Mont-Blanc, sur la face nord de l'aiguille du Plan (Haute-Savoie). Accompagné de quatre surfeurs, l'homme, dont l'identité n'a pas été communiquée, est passé sur une pique à vent — qui s'est décrochée et l'a précipité dans une chute de plus de 1 000 mètres.

# Vos données sont un filon que nous vous aidons à exploiter.



Aujourd'hui, l'entreprise la plus compétitive est celle qui est la mieux informée sur ses clients. Pour autant, plus votre entreprise est grande, plus il vous est difficile d'analyser les messages de données transactionnelles brutes qu'elle recueille chaque jour mais à exploiter pas toujours au mieux.

Avec NCR, il est maintenant possible d'exploiter le filon que représentent vos données. Imaginez, par exemple, le bénéfice que réalisent un hypermarché en détectant une augmentation soudaine des ventes sur un article, juste à temps pour effectuer un

réassort. Ou une compagnie de transport ferroviaire capable de gérer l'ensemble du trafic voyageurs pour optimiser les tarifs et le taux de remplissage des trains et mieux répondre ainsi à l'attente des voyageurs.

Nos systèmes ont le pouvoir d'extraire de vos données ce qui est vital pour votre entreprise : grâce au traitement massivement parallèle. Une centaine de processeurs Intel 486<sup>®</sup> explorent

simultanément une centaine de parties différentes de la base de données et trouvent en quelques secondes la réponse que vous cherchez. S'il se produit un changement significatif

dans le volume des transactions traitées, dans le niveau des stocks, ou dans le comportement des usagers, vous en êtes le premier informé. Et vous pouvez agir en conséquence.

Nos systèmes ont également prouvé leur supériorité dans de nombreuses entreprises pour lesquelles l'information est vitale : compagnies aériennes, banques et sociétés de crédit, compagnies d'assurances ou chaînes d'hypermarchés.

Nous en sommes à notre quatrième génération de systèmes, avec dix ans d'expérience dans l'application du traitement massivement parallèle à

l'informatique de gestion. Mais ce n'est qu'une des facettes de nos compétences.

La fusion d'AT&T et de NCR a donné naissance à un groupe spécialisé dans les systèmes d'information d'un nouveau type. Elle vous offre les technologies dont les entreprises d'aujourd'hui ont besoin pour les accompagner dans le prochain millénaire. Pour tout renseignement complémentaire, contactez NCR, Nathalie Beaumont, tél. 49.03.27.75.



La libre-informatique ? Pour maîtriser le changement.



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

### La colère du professeur Roux

Il semble bien difficile de mettre une date en face de chaque progrès du savoir. Mais le docteur Garretta situe précisément « une erreur », alors que le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, s'arrête à la date de la circulaire du 20 juin 1983 pour fustiger les centres de transfusion, les médecins prescripteurs et les cabinets ministériels.

« A quelles dates les prévenus ont-ils eu connaissance : 1. du caractère mortifère des lots contaminés ; 2. de l'efficacité des produits chauffés ; 3. du premier test qui aurait pu être utilisé ? » Cette question en trois volets, posée par M. Lecoq, conseil d'un hémodialecte contaminé par le virus du sida, vaudrait résumer en quelques mots simples le dossier soumis à la 13<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris. Trois dates suffisent, mais la réponse ne sera pas donnée. D'ailleurs pouvait-elle être fournie ? A ce stade de l'audience, il apparaît que c'est plutôt cette dernière interrogation qui constitue le cœur du débat.

Pour le docteur Jean-Pierre Allein, le triple questionnement de M. Lecoq est révélateur : « La seule fois qu'elle puisse être posée montre une simplification outrancière. La simple formulation montre le problème des cas avérés qui ne connaissent rien à la science. On n'apprend pas ce genre de choses à une date précise. Les choses se font progressivement. Il y a une maturation scientifique... » Aussi

un dialogue de sourds s'instaure-t-il entre les prévenus et les avocats des victimes qui présentent leurs questions en les faisant suivre d'affirmations et d'arguments de plaidoirie péremptoire. Pendant quelques instants, le débat judiciaire dépeçait, comme il le légitime, la colère des victimes écartées de la procédure. Mais le président André Cardini a exigé que les interventions se limitent aux seules questions posées sans commentaires.

C'est le docteur Allein qui est le plus souvent interrogé. Ainsi, en décembre 1984, il a conseillé à un jeune hémodialecte qu'il hébergeait de jeter les produits non chauffés qu'il s'était lui-même procurés. Et quand le jeune homme lui a quand même utilisé le produit VIII chauffé. Cui, répond simplement le médecin à M. Holleux, il était toujours séro-négatif et devait donc recevoir des produits chauffés. M. Nathalie Boudierade s'adresse au mode de transmission de l'hépatite C, ce qui lui vaut notamment cette réponse du docteur Garretta : « Tous les produits chauffés étaient contaminés par l'hépatite C et tout le monde le savait. On estimait que le risque était acceptable et, pour la santé, c'était la même chose. » L'interrogatoire se poursuit et, quand les questions sont maladroites, les docteurs Garretta et Allein se font distraits : « Je peux expliquer, monsieur le président ? »

Ancien directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux est moins technique. Son discours est celui d'un fonction-

naire et il s'abrite derrière la circulaire qu'il a diffusée le 20 juin 1983 et dans laquelle il demandait que les donneurs « à risque » soient écartés des collectes de sang. « Est-ce que cette circulaire-là n'aurait pas dû être signée par un ministre ? » étonne le professeur Roux. On m'a traité de réclame. J'ai reçu des lettres de diplomates africains et de représentants d'homosexuels. Les médecins me téléphonaient pour me dire qu'il était inadmissible que l'on s'ingère dans un acte médical.

#### L'attitude des cabinets ministériels

La circulaire a été diversement interprétée dans les centres de transfusion. Certains l'ont appliquée, d'autres l'ont fait avec laxisme, d'autres pas du tout, remarque le professeur Roux. Mais son emport n'est pas d'ordre de la morale. Les centres de transfusion en général avaient cette réticence à accepter de faire un véritable interrogatoire médical des donneurs, une réticence à sélectionner, et il y avait cette attente des tests. Mais son emport n'est pas d'ordre de la morale. Les centres de transfusion en général avaient cette réticence à accepter de faire un véritable interrogatoire médical des donneurs, une réticence à sélectionner, et il y avait cette attente des tests. Mais son emport n'est pas d'ordre de la morale. Les centres de transfusion en général avaient cette réticence à accepter de faire un véritable interrogatoire médical des donneurs, une réticence à sélectionner, et il y avait cette attente des tests.

En d'autres termes, le profes-

seur Roux estime qu'il ne pouvait rien faire de mieux. « Il fallait renforcer la sélection des donneurs et accélérer les mesures pour la mise en place du dépistage et du chauffage. » N'aurait-il pas fallu, comme le pense aujourd'hui le docteur Garretta, interdire les transfusions de sang ? A ce moment-là, personne n'a proposé la solution, estime le professeur Roux. On avait fait pression pour limiter l'usage des concentrés. Mais les donneurs se sont entêtés dans ce traitement. Ils se sont enfermés dans un système. Et puis le remplacement par quoi ? Les cryoprécipités ? Il fallait deux mois pour reconstruire les stocks.

La défense du professeur Roux ressemble plutôt à une attaque en règle contre les médecins spécialistes de l'hémodialecte, les cabinets ministériels et les ministres eux-mêmes. Une attitude déjà observée chez le docteur Garretta, qui fiant cependant à préciser : « J'ai du mal à me faire comprendre. Mon objet n'est pas de dire : c'est pas moi, c'est l'autre. Ce n'est pas sûr de dire : ce que j'ai fait, je l'ai fait dans un contexte international, mais il n'y a pas eu de faute. » Le président Cardini s'étonne : « Quand même ! Fin avril 1985, vous aviez la certitude que le chauffage inactivait le virus. » Michel Garretta prend une inspiration et répond : « Ça, c'est fin avril. On y viendra. Si je ne suis pas sûr fin avril, eh bien, on le dira et on me sanctionnera. Mais on constate qu'à cette époque tout le monde a fait la même chose. »

MAURICE PEYROT

Les développements de l'affaire Pierre Botton

### La société grenobloise Kis et le financement des campagnes de Michel Noir

Le maire de Lyon, Michel Noir, s'est rendu, lundi 10 mai, pour la quatrième fois, dans le cabinet du juge Philippe Courroye, chargé du dossier Pierre Botton. Il s'est expliqué durant plus de trois heures sur les éléments qui ont justifié sa mise en examen, le 29 mars, pour « recel d'abus de biens sociaux ». La première audition sur le fond de M. Noir avait elle-même duré trois heures, vendredi 30 avril, de 9 h 30 à 12 h 30. Le beau-père de Pierre Botton, d'abord entendu comme témoin le 5 février, est devenu, sur la base des révélations de son gendre, qui le désigne comme le principal bénéficiaire de ses jongleries financières, le deuxième personnage central de cette ténébreuse affaire. Les enquêteurs s'intéressent notamment à une liste d'entreprises ayant contribué, selon M. Botton, au financement des campagnes électorales de M. Noir, parmi lesquelles la société grenobloise Kis.

#### LYON

de notre bureau régional

Le juge Courroye et une équipe du SRPJ de Lyon ont eu beau effectuer, lundi 3 et mardi 4 mai, une « descente » à Cannes (Alpes-Maritimes) dont les objectifs sont restés jusqu'ici mystérieux (même si la fameuse villa Helen Roc, déjà perquisitionnée à l'automne, a dû constituer un passage obligé), Lyon reste, pour l'heure, l'épicentre d'une affaire qui pourrait « irriguer » d'autres sites rhodaniens. La situation délicate du maire de Lyon - dont Pierre Botton affirme avoir été le mécène, le mentor, parfois le phototum - est aussi la conséquence d'une série d'éléments matériels, récemment mis au jour, qui devraient emmener la justice à s'intéresser aux sources de financement de sa campagne électorale pour les municipales de 1989.

Ancien directeur de campagne de son beau-père, Pierre Botton a déjà révélé les grandes lignes de ce financement en rendant public un projet de « convention de remboursement », rédigé de la main de Michel Noir (le Monde du 13 mars) mais que celui-ci présente toujours comme la simple trace écrite des « revendications défrayées » de son gendre. Dans une annexe 2 à ce projet de convention, plus récemment versée au dossier (le Monde du 17 avril), M. Noir recensait les « recettes encaissées par Pierre Botton en lieu et place de M. Noir en 1988 ». Cette annexe manuscrite, sur du papier à en-tête de Michel Noir, consiste en une liste de huit entreprises - désignées soigneusement par leurs initiales et celles de leurs dirigeants - qui auraient globalement versé 5,73 millions de francs. Une mystérieuse mention fait suite à cette liste : « Ces frais de transformation d'une partie [sic] sont évalués à 5 % soit 293 000 francs. »

#### « Monsieur C. de K » pour 900 000 francs

Or, certains rapprochements permettent de percer une partie de l'énigme alphabétique concernant ces huit entreprises. Le « Monsieur C. de K » qui figure sur la première ligne manuscrite, en face d'une somme de 900 000 francs, a en effet toutes les chances d'être Serge Crasnianski, PDG de l'entreprise grenobloise Kis, que Pierre Botton dit avoir mis en contact avec Michel Noir, alors ministre du commerce extérieur, en 1987.

Le 29 septembre 1987, le ministre adressait en effet à M. Crasnianski une lettre (le Monde du 11-12 avril) dont M. Botton a conservé une copie et dont voici les termes : « Comme vous le savez, M. Alain Carignon avait attiré mon attention sur les difficultés rencontrées par votre société dans le cadre d'une procédure Codex [aide aux entreprises françaises investissant à l'étranger]. Après avoir personnellement étudié votre dossier avec mes services, il est apparu que vos engagements de dépenses et d'investissements étaient très en deçà de ceux que vous vous étiez engagés à accomplir. Dans ces conditions, mes services étaient fondés à vous réclamer le remboursement du Codex qui vous a été versé, soit 15 millions de francs. » Et, M. Noir de conclure : « Cela étant, prenant en considération les efforts effectués par votre société, il a été décidé de limiter à 5 millions de

francs les sommes que vous devez reverser au Trésor public. »

Le fait que Pierre Botton ait conservé la copie de cette lettre dans ses archives laisse présager des interrogations sur le sens d'une bienveillance ministérielle tellement peu argumentée. Mais une « lecture » plus explicite n'a pas tardé à être donnée par M. Botton au cours d'une de ses auditions : à la suite de cet abandon de créance de 10 millions de francs, consenti au nom du gouvernement français, M. Botton affirme que M. Noir lui a demandé « d'aller réclamer » 1 million de francs à M. Crasnianski. Courant 1987, il aurait ainsi établi, sur du papier à son gendre, portant deux adresses différentes, deux factures antidatées, de 118 600 francs et 782 760 francs TTC, correspondant à deux « études fantômes » aux intitulés fantaisistes et adressées à la société Kis, qui les aurait réglées par deux chèques.

#### Les réponses de l'avocat du dirigeant de Kis

On observera, comme les enquêteurs n'ont pas manqué de le faire, que le total de ces deux factures, soit 901 360 francs, correspond assez précisément aux 900 000 francs répertoriés par M. Noir pour le « C. de K ». Reste toutefois à découvrir quels industriels se cachent encore derrière les initiales « J. de S », « M. de B » ou « K. de B » qui auraient, respectivement, versé à Pierre Botton « en lieu et place de M. Noir » 1 million de francs, pour les deux premiers, et 1,7 million de francs pour le troisième.

Serge Crasnianski, qui a été dernièrement coté dans par les policiers de la section financière du SRPJ de Lyon, se refuse à tout commentaire personnel. Mais son avocat parisien, M. Jean-Pierre Versini-Campinchi, a bien voulu nous fournir quelques explications qui contredisent partiellement les graves affirmations de M. Botton. « M. Crasnianski n'a pas payé M. Botton pour ça », affirme d'entrée l'avocat pour lequel la lettre ministérielle incriminée, faisant pourtant clairement état d'un abandon de créance de 10 millions de francs, ne correspondait dans les faits qu'à un « suris à paiement » de 5 millions de francs. « Outre que le ministre - qui avait reçu mon client comme un solliciteur, entre deux portes - n'avait aucun pouvoir pour accorder de telles remises, décidées en commission, ajoute M. Versini-Campinchi, cette affaire n'a été réglée qu'en 1992, sous le ministre de Dominique Strauss-Kahn. Ses services ont estimé, cinq ans plus tard, que les conditions de non-remboursement étaient effectivement remplies. »

Toutefois, le conseil du dirigeant de Kis - une entreprise qui avait traversé une situation industrielle dramatique après une expérience d'investissements aux Etats-Unis désastreuse - admet que M. Botton s'était fait payer, toujours en 1987, près de 1 million de francs pour des prestations, certes « assez fantasmagoriques », mais qui n'auraient « rien à voir » avec la mission de M. Noir. Mais, insiste l'avocat de M. Crasnianski, tout rapprochement accusateur des deux démarches relevait, à ses yeux, de « l'invention bottonienne ».

ROBERT BELLERET

Au tribunal de grande instance de Nancy

### M. Le Pen peut-il être traité de « fils spirituel de Hitler » ?

#### NANCY

de notre correspondante

Affirmer publiquement que Jean-Marie Le Pen est « le fils spirituel de Hitler » constitue-t-il une injure à l'égard du président du Front national ? Telle est, en substance, la question posée lundi 10 mai à la chambre civile du tribunal de grande instance de Nancy, présidée par Guy Dory. M. Le Pen assignait pour injure, devant le tribunal de grande instance de Nancy, Paul-Elie Lévy, qui, le 15 janvier 1992, lors d'une manifestation rassemblant huit mille personnes dans les rues de Nancy, l'avait publiquement décrit comme « le fils spirituel de Hitler, Mussolini et Pétain ».

Réclamant 100 000 francs au titre du préjudice moral, Jean-Marie Le Pen était représenté par M. Bruno Vallas. Celui-ci a estimé que les éléments constitutifs de l'injure, y compris la volonté de nuire, étaient rassemblés afin « de faire disparaître le tribun de l'échiquier politique, de le diaboliser. Entre injure et calomnie, il y a un fossé. Personne ne saurait se réclamer d'être le fils spirituel de Hitler ».

Les défenseurs de M. Lévy, M. Gérard Michel et Henri Leclerc, ont développé la thèse selon laquelle ce dernier s'était exprimé dans le cadre d'une campagne électorale, au nom des associations rassemblées au sein du CAFAR (col-

lectif antifasciste et antiraciste, constitué pour protester contre la venue de M. Le Pen). Ces propos, selon M. Michel, s'inscrivent dans le cadre de la libre critique en matière politique. Il a ajouté à l'adresse du tribunal : « Les juges n'ont pas à dire l'Histoire, ni à faire de politique, mais je vous demande aujourd'hui de dire que j'ai le droit de dire que Le Pen est le fils spirituel de Hitler. » Il a réclaté 50 000 francs pour procédure abusive.

De son côté, M. Henri Leclerc a repris la formule de M. Lévy : « Il y a dans M. Le Pen, quelque chose de commun avec l'idéologie national-socialiste, quelque chose d'identique, une parenté dans le comportement, l'attitude vis-à-vis des Juifs, dans la volonté d'exclusion. » Il a demandé au tribunal de refuser au président du Front national « ce brevet de moralité qu'il venait chercher en justice ».

Le jugement a été mis en délibéré au 14 juin.

MONIQUE RAUX

## POLICE

### M. Ballardur appelle les policiers au respect des droits de l'homme

« La défense des droits de l'homme doit être votre préoccupation constante », a déclaré le premier ministre Edouard Balladur, lundi 10 mai à la Défense (Hauts-de-Seine), devant les six cents commissaires de police réunis à l'initiative du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua (le Monde du 11 mai). La police « ne doit pas être accusée de porter à peu près que ce soit attente à la dignité, à la liberté et à l'égalité des citoyens », a insisté le premier ministre, qui a demandé aux chefs de service de « veiller » à ce que leurs subordonnés « agissent constamment en fonction de cette exigence. Parallèlement à cette action dans le cadre des droits de l'homme, M. Ballardur a rappelé aux commissaires que leur travail « doit être facilité » : l'adoption prochaine de la réforme du code de la nationalité, du reste sur les contrôles d'identité, ainsi que la modification du code de procédure pénale constitueront, aux yeux du gouvernement, des « moyens juridiques » qui permettront aux policiers « d'exercer une action plus efficace ».

« Rien n'entravera ma volonté de poursuivre contre la délinquance, contre le crime, une lutte implacable et sans merci », a déclaré Charles Pasqua, lundi 10 mai, alors qu'il présidait la cérémonie d'obsèques du policier tué à Paris dans la nuit du 5 au 6 mai à Paris (le Monde du 6 et du 8 mai). S'exprimant dans la cour d'honneur de la préfecture de police de Paris, le ministre de l'Intérieur a cependant rappelé aux policiers que « leurs missions impliquent en permanence le strict respect des droits de l'homme et des valeurs de la République » qu'il leur a demandé de concilier avec la lutte contre la délinquance. « C'est dans l'équilibre difficile mais indispensable entre ces deux impératifs que se reconnaît une démocratie », a-t-il insisté. Revenant sur les circonstances de la mort du brigadier-chef Michel Faenel, fustigé par une voiture volée au bord de laquelle se trouvait « un individu déjà connu des services de police », M. Pasqua a déclaré qu'il demanderait, « contre ceux qui portent atteinte à la vie des policiers, l'application rigoureuse et totale des lois de la République ».

Aux obsèques du brigadier-chef tué à Paris

### Charles Pasqua demande « l'application rigoureuse et totale des lois de la République »

« Un syndicat critique la suppression du Conseil supérieur de la police... Regrettant que le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale « n'ait pas bénéficié des moyens et du temps nécessaires pour démontrer son utilité », le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire chez les inspecteurs, s'est déclaré « favorable à la création d'une haute autorité indépendante placée auprès du premier ministre, capable de se prononcer sur tout problème concernant ou mettant en cause l'ensemble des services concourant à la sécurité intérieure (police nationale, gendarmerie, douanes, finances, police municipale, etc) ». Le SNAPC, qui avait saisi le Conseil supérieur à propos du fonctionnement du commissariat parisien des Grandes Carrières, où un mineur Mallen avait été tué par un inspecteur le 6 avril, demande au ministre de l'Intérieur de se prononcer sur cette proposition.

**NOUVEAU**

**LE PREMIER JOURNAL DES DROITS DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS**

*Au nom des*

**LOIS**

LE MEDIATEUR PUBLIC

Pour mieux connaître vos droits et mieux les défendre

Chaque mois, chez votre marchand de journaux 18Fr.

Christian Fechner.



Le bon

La Poste et...  
Développement...  
Quelques...  
D'après de...  
Surprises?



## CULTURE

CINÉMA

### Christian Fechner, l'inconnu illustre

Le plus éclectique des producteurs français (des Charlots à « Camille Claudel ») signe sa première mise en scène : « le Bâtard de Dieu »

L'invitation était mystérieuse. Trouvez-vous, à 16 heures, demain, aux studios d'Epinay, près de Paris. Demandez le grand plateau. On tournait donc un film. Quel film ? Le Bâtard de Dieu. De qui ? De Christian Fechner. D'accord, mais qui le mettait en scène ? Christian Fechner. Surprise. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'homme le plus secret du cinéma, le producteur français le plus éclectique, s'était donné à son « passage de l'autre côté du miroir », comme il dit, aucune publicité tapageuse. Des metteurs en scène qui deviennent producteurs, ça se voit tous les jours, le contraire ne s'était jamais fait en France.

Une fois posée la porte du grand plateau, la surprise se confirmait. On entrait dans un couvent. Pas un morceau de couvent, un entier, avec son vaste cloître voûté, sa chapelle, son scriptorium, et, couronné de tous côtés, très affairés, des dizaines de jeunes moines, solidement tondus. Pour son premier film, Fechner n'avait pas choisi la modestie décontractée d'une comédie intimiste, non, il s'était lancé dans le grand bain de la super-production, en costumes, le film de cape et d'épée, mais plus proche de Capitaine Fracasse que de la Marquise des Anges. L'histoire torturée et haletante d'un gars au nez de bois, le roman d'apprentissage d'un bâtard défiguré pour qu'on ne découvre pas sa noble origine, galopant à la rencontre de son destin sur les routes boueuses d'un Grand Siècle vu à travers ses petites gens.

On n'est pas à Versailles, on est du côté des saboteurs et des goliards, des saltimbanques et des ribaudes, des galériens et des pèlerins. Justement, Fechner n'avait pas choisi la modestie décontractée d'une comédie intimiste, non, il s'était lancé dans le grand bain de la super-production, en costumes, le film de cape et d'épée, mais plus proche de Capitaine Fracasse que de la Marquise des Anges. L'histoire torturée et haletante d'un gars au nez de bois, le roman d'apprentissage d'un bâtard défiguré pour qu'on ne découvre pas sa noble origine, galopant à la rencontre de son destin sur les routes boueuses d'un Grand Siècle vu à travers ses petites gens.

#### Chanceux chronique

Christian Fechner, fils d'un aristocrate autrichien qui avait dû fuir l'Anschluss, a quarante-neuf ans et déjà quelques vies derrière lui. Il a vécu dans les années 60 à l'ascension du chanteur Antoine, dirigé l'Alcazar, racheté le Grand Guignol, créé une radio libre aux Antilles, possédé les studios de Boulogne, produit Johnny Hallyday à la télévision, a connu au cinéma des hauts mirifiques et des bas cabalistes, assumés toujours avec une saine dose de panache. Et une journée, il a vendu quinze ans de travail, son catalogue, pour une somme de 500 millions de francs, dit-on. Il dit, lui, que son clan c'est celui des artistes, depuis toujours, depuis ses débuts sur scène, comme musicien. Il avait dix ans, et c'était sa Florida d'Agnes.

Comment a-t-il vécu son réajustement douanier ? des Amants du Pont-Neuf de Louis Carax ? « Le problème pour moi n'était pas que cela réussisse ou pas. Seulement, si cela avait réussi, cela serait devenu une faulxuse histoire cinématographique, une histoire pour tant de jeunes cinéastes qui n'auraient plus eu peur de leurs rêves. Faire un énorme bidon, c'est à la portée de n'importe qui, ce que j'ai mal vécu pour ma part, c'est cet egoïsme, cet égoïsme de Carax, ce qu'il avait dû être. J'ai révisé 60 millions dans l'affaire, et j'en ai perdu 20. Ce serait indécent de dire que ce n'est rien, mais l'argent, ce n'est évidemment pas le plus grave... »

Ce qui est grave pour Fechner, c'est ce vague décalé dont on s'obstine à entourer ses entreprises, cette étiquette injuste de « Charlots » millénaires, de chanceux chronique : « J'ai démarré avec les Charlots, par hasard. Mon frère faisait partie du groupe, j'avais vingt-cinq ans, on se faisait rire et ça faisait rire des millions de gens. Il faut s'excuser ? Et puis j'ai produit Pierre Richard, de Funès, Lino Ventura, Belmondo, pourquoi ? Mais parce que j'étais fan de ces gens-là. Il faut s'excuser ? »

Christian Fechner, qui avoue sa fascination pour le comique, les comiques (« la vie comique, c'est le don suprême, c'est injuste, comme la beauté »), fait remarquer que le succès s'explique, se justifie toujours « après ». Mais, que, lorsqu'il a produit L'île ou la Cuisine, par exemple, Louis de Funès relevait à peine d'un infarctus, et qu'aucune compe-



Bernard Haller.

gnie d'assurances n'avait voulu donner son aval, et encore que, lorsqu'il investit 30 millions de francs en 1983 dans Marche à l'ombre, ce n'était, avant de devenir un triomphe, que la première réalisation d'un metteur en scène débutant, Michel Blanc. Que, enfin, lorsqu'il s'est engagé dans Camille Claudel, il y avait près de dix ans qu'Isabelle Adjani se battait pour trouver un financement... Pourquoi, aujourd'hui, ce Bâtard de Dieu ? « J'attendais une nouvelle aventure, mais je ne savais pas laquelle. J'ai lu par hasard un livre de Michel Folco, Dieu et nous seuls pouvons, les tribulations-picaresques d'une dynastie de bourgeois. Je déteste les bourgeois, l'idée même de bourgeois. Mais le livre avait dit quelque chose, j'ai appelé l'auteur, lui ai proposé de travailler à une adaptation pour le cinéma. Et, presque sans en avoir l'intention, j'ai commencé à travailler avec lui. On écrit chacun

de son côté, un an pour aboutir au scénario final, il ne me faisait pas de cadeau, m'envoyait des notes : « Ce que j'ai reçu de vous hier est accablant, lamentable. » Quand il s'est agi de trouver un metteur en scène, ceux qui auraient pu être intéressés, Annaud, Rappeneau, pourquoi pas Besson, étaient évidemment occupés. J'ai commencé à laisser s'insérer en moi l'idée que je pourrais m'y mettre. Je n'avais jamais eu de fanatisme de metteur en scène, jamais. Et je savais que, si je le lançais, je n'aurais aucune indulgence à attendre, ni de moi-même ni des autres. Je me suis fait passer une audition, un pré-tournage de quelques scènes, pour être sûr que j'en avais vraiment envie. J'en avais vraiment envie. »

Christian Fechner dit encore qu'il ne s'est occupé d'aucune facilité (mais environ 100 millions de francs de budget), qu'il a choisi délibérément de s'engager aucune

vedette, mais des acteurs de forte personnalité, des comédiens que le cinéma français oublie ou sous-emploie (Bernard Haller, juge hallucinant, Henri Genès, truculent prélat, Ticky Holgado, geôlier compatissant, Zouz, sorcière magnifique) et qu'il a trouvé son Juste (Pierre-Olivier Mornas, à peine sorti du Conservatoire) parmi ce coté ciquante postulant. Se sent-il proche de son héros ? « Oui, j'aime ce vilain petit canard qui devient un cygne, j'aime sa capacité de ne jamais abdiquer. Et je m'identifie à sa volonté de s'en sortir. Il veut être marin. Il y a toujours quelque chose qui vous empêche d'être marin. »

DANIEL HEYMANN

Le Bâtard de Dieu sortira fin septembre. Le roman de Michel Folco, dont le film est tiré, Dieu et nous seuls pouvons, est édité par le Seuil, coll. « Points ».

MUSIQUES

### Johnny Clegg, musicien en Afrique du Sud

Rencontre avec le Zoulou blanc, citoyen et « homme d'argent »

Jeans noirs, tee-shirt noir, ceinture et chaussures noires, Johnny Clegg n'arbore plus les tenues baroques qu'il affectionnait à ses débuts. Le chanteur est en France pour la promotion de Heat, Dust and Dreams, son nouvel album. Le visage s'est émacié mais les boucles de ses cheveux noirs tombent toujours sur le front. Les grands yeux bleus, sans cesse en mouvement, ont gardé leur éclat. Johnny Clegg n'a pas changé, il a mûri.

L'inactivité lui pesait. « Je suis un homme d'argent », lance-t-il, avec un sourire amusé, sur un ton volontairement provocateur, en précisant aussitôt qu'il est « heureux de travailler, après trois ans de calme, presque plat. J'ai des journées remplies, je dépense de l'énergie. Tout est énergie, sans énergie, on ne fait rien », affirme-t-il, préemptoire, et se tressaillant sur le canapé de son salon. Johnny Clegg et Savuka, son groupe depuis 1986, c'étaient rien produit depuis Cruel, Crazy and Beautiful World (Monde cruel, fou et beau), sorti en 1990.

Johnny Clegg a consacré du temps à son fils Jesse, qui aura cinq ans le 25 juillet, et à son épouse Jennifer, qu'il a aidée à lancer une marque de prêt-à-porter féminin, en Afrique du Sud. La famille compte beaucoup pour ce voyageur impénitent que les tournées tirent d'un bout à l'autre de la planète. Mais il ne perd jamais de vue la situation en Afrique du Sud. Il sait de très près l'actualité politique et l'évolution des négociations.

#### Engagé dans un combat humaniste

« Nous sommes sur le fil du rasoir, et nous avons un grave problème avec l'extrême droite blanche », estime-t-il. « Les Blancs ont compris. Ils ne sont pas farouchement opposés à l'instauration d'un gouvernement noir, mais ils sont préoccupés par la façon dont la transition va se passer et par l'impasse question posée par le droit des minorités. Mais la France à l'extrême droite de la communauté est définitivement contre tout pouvoir noir. Ils sont opposés à toute négociation sur ce sujet, mais ils savent aussi qu'ils ne sont qu'une minorité au sein de leur minorité », explique-t-il, considérant que « cette situation est grosse de tous les dangers ». Johnny Clegg a fait des choix.

Sans être un éminent militant politique, il est engagé depuis longtemps dans un combat humaniste fondé sur la tolérance, le respect mutuel et l'avènement d'une démocratie raciale. Car le Zoulou blanc, qui voit les couleurs, ignore volontairement les clivages raciaux et ethniques.

Ses amis sont d'abord ses amis et les Sud-Africains des Sud-Africains. Il a été profondément bouleversé par l'assassinat de Chris Hani, le secrétaire général du Parti communiste (SACP), tué devant son domicile, le 10 avril, par un extrémiste blanc, d'origine polonaise, lié au Parti conservateur (CP) et aux mouvements néonazis. « J'ai reporté le lancement de mon disque d'une dizaine de jours pour pouvoir assister aux obsèques de Chris Hani », explique-t-il en rappelant le souvenir de David Webster, un blanc progressiste assassiné par les services secrets sud-africains, en 1989. « Je ne connaissais quasiment pas Chris Hani, mais le personnage m'impressionnait, dit-il, et je pleure encore aujourd'hui David Webster. Il avait été mon professeur d'anthropologie à l'université du Witwatersrand, et nous étions devenus amis. C'est lui qui m'avait encouragé à approfondir ma connaissance de la culture zouloue. »

Cette connaissance est celle du docteur en anthropologie que Clegg est devenu sur les instances de sa mère. Mais surtout celle de l'adolescent en rupture de ban qui a trouvé une nouvelle famille, une nouvelle culture chez les travailleurs noirs migrants, qui à un temps rejeté son éducation et arrêté de parler l'anglais. Sur ce parcours, la rencontre principale fut celle de Siphon Mkhumbi, « un dieu de la guitare », qui signait les jardins des Blancs pour gagner sa vie. C'est avec lui que Johnny Clegg monta son premier groupe, Juluka (la sueur du bœuf, en zoulou), et connaît ses premiers succès.

Depuis, Siphon Mkhumbi, très attaché aux valeurs zouloues, est retourné chez lui pour s'occuper de ses épouses et des terres de son père. C'était en 1985, cinq ans avant la libération de Nelson Mandela et l'annonce de la démocratisation du pays. Et Johnny Clegg a connu le succès international avec Savuka, son nouveau groupe, puis une passe difficile avec le semi-échec commercial de Cruel, Crazy and Beautiful World.

En octobre prochain, lors de la tournée française, dont le coup d'envoi sera donné au Zénith de Paris, Johnny Clegg fera le point de ce parcours étonnant qui a contribué à mettre l'Afrique du Sud sur le planisphère musical.

FREDÉRIC FRITSCHER

Heat, Dust and Dreams, 1 CD EMU 758 755, critique parue dans le supplément « Arts et spectacles » du 6 mai.

Le nouvel album de Nirvana retarde. Le trio américain Nirvana ne publiera pas dans l'immédiat l'album enregistré avec le producteur Steve Albini. Selon le Chicago Tribune, Geoff Records, la compagnie discographique du groupe, aurait trouvé le disque « impubliable » parce que trop violent. Pendant l'enregistrement, le groupe avait à plusieurs reprises manifesté son intention de réaliser un album « anticommercial » après le succès gigantesque de Nevermind, leur premier disque pour Geffen, qui s'est vendu à plus de quatre millions d'exemplaires aux États-Unis et a marqué l'apparition au grand jour du rock grunge. Pour l'instant, il semblait que le groupe ait accepté de réenregistrer certains titres ou de les remixer.

PHOTO

### Le bonheur en chambre noire

Avec son travail sur le couple, la photographe Florence Chevallier change de cap

ROUEN

de notre envoyé spécial

Florence Chevallier se serait-elle assagie ? Cette photographe faisait partie, avec Jean-Claude Béteguet et Yves Trémoir, du groupe Noir limite, dont le manifeste de 1986 était pour le moins expérimental et radical : « Crever la surface du corps, crever la surface, crever le corps ». Usant de l'autoportrait, les trois membres turbulents ont aussi donné quelques expositions autour du au, du corps et de la mort, qui ont suscité, enthousiasme, choqué, au point d'être parfois censurées.

Le groupe Noir limite a été dissous en avril dernier. Chacun des trois membres poursuit sa route. Celle de Florence Chevallier n'a pris un tournant prononcé, véritablement éducatif si l'on en juge par l'exposition intitulée « Le Bonheur » qui est présentée par le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) à l'École des beaux-arts de Rouen. Succès garanti.

Même si elle était la plus « glorieuse » du groupe, Florence Chevallier, comme ses acolytes, se souciait peu du public ou cherchait surtout à le provoquer par des images que beaucoup jugeaient « inesthétiques ». Disons qu'elle le prend aujourd'hui dans le sens du poil. Chacun y trouvera en effet mille raisons de s'identifier aux personnages. Que voit-on ? Un couple, toujours le même (Florence Chevallier et son mari), dans des poses stéréotypées, chez eux, au jardin, dans leur chambre, au pique-nique, en vacances. Elle est parfois nue, lui reste toujours habillé.

Au-delà de quelques gestes attentionnés, les protagonistes ne se regardent jamais. Il s'agit de la plus souvent et semblait plongée dans une profonde solitude. L'homme esquive parfois un sourire absent, la femme le visage dur et parfois tragique. La lumière, une incroyable lumière, amplifiée par des jeux de miroirs dont Florence Chevallier a le secret,

vient découper au scalpel ces visages qui suent l'ennui et la mélancolie. Au-delà des personnages, il y a le cadre : plus que le bonheur, ce sont les espaces du bonheur qui intéressent Florence Chevallier, chacun bien identifié par des couleurs spécifiques. La plage blanche, les hautes herbes vertes, les fleurs jaunes, la chambre noire.

Voilà des images qui devraient réconcilier avec la photographie un public déboussolé par tant d'expositions sinistres, formelles ou sèches, sans générosité aucune. Ici, les scènes sont drôles, les couleurs habiles, les personnages captivants. Les formats carrés sont bounis de références au cinéma, art qui a toujours passionné Florence Chevallier : les films hollywoodiens, mais aussi David Lynch, Antonioni, Cassavetes. Références au roman-photo, à la photo de mode ou de nature morte, à la peinture d'Edward Hooper.

C'est également un travail sensuel, pervers, que l'on aura vite fait de

cataloguer d'« autobiographique ». Ou bien un travail sociologique sur le couple des années 90. Et fait, « Le Bonheur » se situe dans la continuité de l'œuvre de Florence Chevallier. Outre l'autoportrait, la photographe a toujours mêlé ce qui lui est proche à une imagerie de fiction pure.

MICHEL GUERRIN

« Le Bonheur », de Florence Chevallier, Ecole des Beaux-Arts de Rouen, 186, rue Martainville, 76000 Rouen. Tél. : 35-71-35-49. Jusqu'au 31 mai.

L'exposition sera ensuite présentée à Vitry (préfecture des Bénédictins, du 1<sup>er</sup> au 24 octobre), au Havre (Théâtre de l'Hôtel du Ville, du 6 novembre au 3 décembre), et à Villanfranca-sur-Saône (Espaces arts plastiques, du 13 janvier au 12 mars 1994).

Le livre précédé d'un texte de Bernard Lamarque-Vedel, FRAC Haute-Normandie/Éditions de la Différence, 86 p., 198 F.

La Poste et les centres d'affaires peuvent compter sur la protection ultra-légère des enveloppes en TYVEK. Qui le fabrique?

DuPont de Nemours. Surpris?

DU PONT

Tous les jours de nos vies

\*Marque déposée de DuPont de Nemours



## CULTURE

## ARTS

## Le testament Barnes

La collection d'un milliardaire excentrique  
est exposée à Washington  
Elle sera à Paris à l'automne

WASHINGTON

Correspondance

Albert Barnes aimait, dit-on, à se déguiser en gardien dans sa galerie de Merion, près de Philadelphie. Un peu et un balai à la main, il déambulait incognito parmi les Matisse, les Renoir, les Cézanne et autres chefs-d'œuvre de son immense collection (800 toiles sans compter les tapisseries, sculptures, meubles, etc.) pour entendre les commentaires des rares visiteurs, admis seulement en 1961, et sur la base de deux jours et demi par semaine (le Monde du 28 novembre 1992).

Serait-il heureux ou embarrassé aujourd'hui (il est mort à soixante-neuf ans en 1951) d'entendre les cris d'admiration des premiers amateurs d'art qui se pressaient, la semaine dernière dans la National Gallery, à Washington, première étape d'une exposition (1) qui se déplacera à Paris, à Tokyo et à Philadelphie. Déjà, plus de 20 000 billets ont été vendus, et il faut s'inscrire à l'avance pour être admis ou bien payer 2 dollars pour les obtenir directement par une agence.

Mais l'excentrique collectionneur aurait été satisfait d'entendre les clameurs de quelques disciples, défilant avec des pancartes devant le musée, distribuant des tracts enflammés pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une « prostitution », un détournement de la vocation éducative de la collection. La Fondation Barnes, dirigée depuis 1990 par Richard H. Glanton, un lawyer de la Lincoln University, vénérable établissement noir du comté de Chester, compte employer les 7 à 8 millions de dollars attendus de l'exposition pour rénover les installations vétustes de Merion.

« Une honte nationale... », « une exploitation... », ces pancartes exprimaient bien le mécontentement des protestataires qui ne manquent pas de rappeler le refus de Barnes de vendre ni même de prêter ses tableaux, destinés, selon lui, à « éduquer et non pas à distraire les dilettantes ». Le collectionneur ajoutait : « Ce n'est pas en se promenant sans but dans les galeries qu'on peut apprécier les œuvres d'art, pas plus qu'on apprend la chirurgie en visitant les hôpitaux ».

En dehors de ces protestations, bruyantes mais limitées, plusieurs critiques ont exprimé leur désaccord, notamment, la présentation des œuvres. A Merion, les tableaux (2) de différents artistes peignant à des époques différentes étaient juxtaposés, du sol au plafond, dans un savant désordre, au milieu d'objets divers. Ainsi pouvait-on admirer — difficilement, la qualité de l'éclairage était défectueuse — un Matisse encadré par un Giorgione et un Titoret, voire un Guardi à côté d'une fourche de Pen-

nsylvanie. La National Gallery n'a pas repris cet accrochage « dans l'intérêt du grand public ». Le Washington Times regrette cette initiative en déclarant que la collection soit ainsi « sortie de son contexte intellectuel et imaginaire pour être présentée selon les normes habituelles des musées. Contre lesquelles Barnes a lutté toute sa vie », note le journal, jugeant en outre « scandaleux » que dans un but de rentabilité la National Gallery n'ait songé qu'à organiser ainsi « une œuvre de ses énormes expositions... ». Le Wall Street Journal regrette, lui aussi, qu'un « excès baroque ait cédé la place à l'hygiène moderniste... Il y a quelque chose de froid dans cette exposition qui a tout, sauf la magnifique excentricité d'Albert Barnes ».

Le New York Times estime également que l'exposition trahit l'esprit de Barnes et il ajoute qu'une fois terminée la rénovation de Merion « il serait dommage de trop changer la présentation des œuvres exposées, aussi étrange qu'elle puisse être... ». Le journal ne manque pas de citer quelques jugements préemptifs tirés d'un ouvrage de Barnes, publié dans les années 20. Pour Barnes, rappelle le New York Times avec aigreur, « Raphaël, Delacroix, Turner sont des « artistes de seconde et troisième catégorie », Hals « manque d'originalité », Watteau est « superficiel », Manet « cherche à épater », Titien est « académique et banal », le cubisme est un « fiasco ». Ces citations permettent au journal de mieux déplorer l'abandon des Renoir (pourrait, seuls 18 des 180 Renoir de la collection sont exposés) : « Des murs et des murs de Renoir, tel est le principal défaut de l'exposition... Les meilleurs Renoir sont là, mais c'est encore trop ».

M. Carter-Brown, directeur de la National Gallery, résume ces critiques : « L'exposition honore davantage l'esprit de Barnes qu'un respect strict de son testament. Après avoir subi les assauts de l'establishment artistique de son temps, il aurait exulté devant l'accueil du public des années 90, admis gratuitement à visiter sa collection ». Quarante-deux ans après sa mort, Barnes continue d'agiter les esprits et d'entretenir les controverses.

HENRI PIERRE

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Les ethnies qui composent la République ivoirienne se sont donné rendez-vous à Genève (1). Chacune d'entre elles est représentée par quelques éléments de sa production artistique. Les Wés se reconnaissent à leurs masques dérivés de cornes, de poils et de surnuages, qui bésitent entre le fantastique et le grotesque. Les Gourous, leurs voisins, sont à l'avec des pièces élégantes aux formes d'écailles, bannissant les animaux, à la patine nictueuse. Les masques dans entrentrent leurs bouches vultueuses sur de cruelles incisives métalliques. Un masque dioula noir téléphonique — un chef-d'œuvre abstrait — se pavane avec une insolente corne blanche myde d'un bien discret. Les Sénoufos sont en nombre : grande statue maternelle, masques métalliques, dont le plus curieux est en aluminium, beanie-caméléon aux babines retroussées, divinités de poche avec leurs colliers coniques. Les Bété, autre puissante ethnie, montrent leur maîtrise des formes bien connue, qu'il s'agisse de statuettes à l'équilibre parfait, de cette porte ornée de deux poissons ou subtil errandi ou de ce masque double, gris charbonneux, dont le rouge vermillon éclate à lavers les craquelures de l'une des figures. Un joyau de la sculpture ivoirienne, un peuple de la lagune, orné de perles de lait, ferme la marche.

## Des influences difficiles à démentir

Cette anthologie soignée présente rend implicitement hommage aux artistes ivoiriens, si cet adjectif a une signification. Les ethnies ignorent la géographie coloniale des frontières dessinées par l'Europe (on trouve des Dans au Liberia, et des Sénoufos au Burkina-Faso). Leurs langues ont parfois leurs sources dans un pays voisin (le beulé appartient au groupe akan, mais est chevronné de l'une des figures). Les influences réciproques sont nombreuses, et difficiles à démentir, dans tous les domaines : économiques, religieux ou esthé-

## Cérémonies secrètes

Le Musée Barbier-Mueller présente en Suisse  
une centaine de chefs-d'œuvre africains

que. Enfin l'islam, le colonialisme et la modernité ont bouleversé et bouleversent encore ces sociétés villageoises qui pratiquent pourtant encore largement des cultes anciens sous-tendus par des formes traditionnelles : celles qui sont présentées à Genève. « L'art pour l'art n'existe pas en Afrique. La beauté d'un objet rituel est partie intégrante de sa fonction et concourt à son efficacité », avoue Jean-Paul Barbier, responsable du musée. Mais nous refusons le reproche fait par certains ethnologues de trahir un masque africain parce que nous présentons le seul visage de bois alors

que le masque se compose aussi de son costume, de son discours et de sa chorégraphie ».

Gilbert Bochet, qui étudie dans le volumineux catalogue de l'exposition, la société initiatique du Para, chez les Sénoufos, réclame une « optique à double foyer, plaçant l'objet africain à la fois au regard de notre esthétique et dans le sens de son propre contexte ». L'activité africaine la plus proche de notre conception de l'art, indigène, est sans doute la cérémonie qui réunit les acteurs d'un tableau : personnages costumés, masqués, ostentation des statuettes, intervention

d'orchestres et de danses, mais aussi le peuple spectateur ». Si les cérémonies, secrètes ou non, sont encore souvent bien vivaces, la qualité du « matériel » cérémoniel va s'amorçissant. La pression « commerciale » gèrera-t-elle la main des artistes, pressés de livrer aux touristes une production de second choix ? La disparition des « belles pièces » destinées à alimenter le marché de l'art joue-t-elle un rôle dans cette baisse évidente de qualité ?

Le marché de l'art n'est d'ailleurs pas le seul coupable. Au nom de la lutte contre l'« obscurantisme », la Guinée de Sekou Touré a organisé des autodafés, tristement célèbres, où des milliers d'« objets de culte » ont disparu. Ces catastrophes culturelles se produisent régulièrement à des échelles moins grandes, ici ou là. Au début des années 50, l'apparition d'une religion nouvelle, issue de l'islam, le massé, a provoqué, en pays sénoufo, des destructions massives. Une grande partie de la sculpture sénoufo a disparu à ce moment-là. Une rescapée, grande statue féminine récupérée sur un tas d'ordures, est présentée à Genève. Elle fait aujourd'hui partie de la collection Barbier-Mueller.

EMMANUEL DE ROUX

Musée Barbier-Mueller, 10, rue Jean-Calvin (vieille ville). Tous les jours de 11 heures à 17 heures, jusqu'au 30 septembre. Tél. : 19-41-22-312-02-70.

Arts de la Côte d'Ivoire, 2 volumes, 12 auteurs, 660 pages, 760 illustrations, 580 francs suisses.

(1) Les quinze ethnies de la Côte d'Ivoire sont divisées en quatre grands groupes linguistiques : les Gours (Sénoufo, Bété, les Mandés (dioula, dan, gour), les Krou (Wé, Bété), les Akans (Bété, dan, akro).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5037

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

## HORIZONTALEMENT

1. Une plante vivante au poil. — 2. Ordre donné au matin. — 3. Le petit bain. — 4. Peut être formée de verdure. Baisé par celui qui se couche. — 5. Point de départ. Pas cru quand il est tendre. — 6. Un danger pour le bâtiment. Donne des motifs. — 7. Peut faire partie du superflu. Le premier sur le turf. — 8. Objet susceptible de flotter. — 9. Qui ne se laisse pas toucher. D'une contrée antique. — 10. Grande pluie. La moitié de rien. — 11. Un petit bout de femme. Bien exprimé.

## VERTICALEMENT

1. Peut avoir le cœur sur la main. Une boude sur un plateau. — 2. Qui n'arrête pas de tourner. Un grand succès. — 3. Parties de campagne. Son ouverture est appréciée par ceux qui aiment le grand air. — 4. Peut être heureux comme Ulysse. Est souvent sur la planche. — 5. Souvent cloué sur un fauteuil. Peut être pêché dans un étang. — 6. Ciroué à l'étranger. Qui peuvent courir. — 7. Nom d'un chien. On y dénuait des fiens. — 8. Est plus violente qu'une bise. — 9. Peut encore dévorer des yeux. Pas présentable.

## Solution du problème n° 6036

## Horizontalement

1. Rebouteur. — 2. Epaulante. — 3. Sas. — 4. Ou. Ruines. — 5. Quatre. — 6. Rd. Ruines. — 7. Assiette. — 8. Ob. Est. — 9. L'rotes. — 10. Elites. — 11. Sées. Bun.

## Verticalement

1. Respirable. — 2. Epaulée. — 3. Basse. Sotie. — 4. Ou. Rhoth. — 5. Uluque. Tee. — 6. Té. Luit. Es. — 7. Enreims. — 8. Ut. Nées. Nu. — 9. Restes. Tain.

GUY BROUTY

**A PARTIR DU 13 MAI**  
**BOUFFES PARISIENS**

ASSOCIATION NOUVELLE DU FESTIVAL D'ARJOU & J.C.R. THÉÂTRE

50 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

**JEAN-PAUL FARRÉ**

dans

**l'Avare de Molière**

Mise en scène : **JEAN-LUC MOREAU**  
Scénographie : **CHARLIE MANGEL**  
Lumières : **ROBERTO VENTURI**  
Costumes : **PASCALE BORDET**

**ANNICK BLANCHETTEAU**  
**DAVID BREGCOURT** **FRANÇOIS BRUNET**  
**PATRICK FORSTER-DELMAS**  
**JEAN-FRANÇOIS GARREAU**  
**REMY KIRCH** **ALEXANDRA LEMASSON**  
**LAURENT MONTAGNER**  
**MARTINE MONGERMONT**  
**JEAN-YVES ROAN**  
**PHILIPPE UCHAN**

**EUROPE 1 LOC 12 96 60 24**

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Centre Cultural Portugal Jard 13 mai 20 h 45 (s. Valentin)	Jorge CHAMINE Beyron Marie-Françoise BISQUET SCHUBERT MALHER - TURINA du 18 et 19 siècle (s. Valentin)
CONCERTS Dimanche 18 mai 20 heures (s. Valentin)	J. ROZE prod. Gérard POULET Violon Jean-Claude PENNETIER MOZART - RAVEL SCHUBERT
OPÉRA COMIQUE Lundi 17 mai 20 heures (s. Valentin)	PRO MUSICIS A la découverte de la jeune génération Stéphane JUIT Piano Jeffrey STYKES MOZART - BACH ROUSSEL - FRANCK
Salle GAVEAU Lundi 24 mai 20 h 30 (s. Valentin)	J.-M. FOURNIER Prod. LUCIA POPP IRWIN GAGE Piano PROKOFIEV BARTOK - STRAUSS
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 1 <sup>er</sup> juin 20 h 30 18-22-40-50 40 à 250 F (s. Valentin)	Quatuor ANTON TCHAIKOVSKI Médard Sté HENNESSY

Demain notre supplément  
**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01  
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

**STUDIO A PARIS (5°)**  
289-303, R. St-Jacques (bt. 295, rue St-Jacques). Bat. A - 1<sup>er</sup> ét.  
HALL - S.E.J. S.-de-bas - Rangement - C.A.V.E. au 2<sup>nd</sup> sous-sol  
M. A PX : 500 000 F S'adr. M. E. BOISSEL  
9, bd St-Germain, PARIS-5° - Tél. : 43-73-48-38

**LOGEMENT A PARIS (10°)**  
2-18, rue J.-Molton - 1-17, rue St-Marthe - 216-218, rue St-Maur (bt. 5  
rue St-Marthe) au 2<sup>nd</sup> ét. Pte entr. cat. 2 P.CES s/vec  
M. A PX : 80 000 F S'adr. M. E. BOISSEL  
9, bd St-Germain, PARIS-5° - Tél. : 43-73-48-38

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, 4, bd du Palais  
le JEUDI 27 MAI 1993, à 14 h 30  
**LOCAL COMMERCIAL**  
PARIS-11° - 108, rue Jean-Pierre-Timband  
au rez-de-chaussée du bâtiment A et une C.A.V.E. au sous-sol  
Mise à prix : 200 000 F  
S'adresser pour renseignements à SCP CHAIGNE & associés, avocats à  
Paris, demeurant 22, rue Boissière, 75116 PARIS. Tél. : 47-55-83-82.  
Au Greffe du tribunal de gde inst. de Paris  
où le cahier des charges est déposé.

Cabinet de la SCP Xavier SOLON, Nicole RIBEYRE-NUZUM, avocats  
19, rue Sainte-Sophie, 75000 VERSAILLES - Tél. : 39-50-01-69  
VENUE SUR SURENCHÈRE  
au Palais de Justice de VERSAILLES (78), 3, place André-Mignot  
le MERCREDI 26 MAI 1993, à 9 h 30  
**IMMEUBLE A USAGE COMMERCIAL**  
divisé en deux parties formant le lot n° 1 du lotissement à usage d'activité  
commerciale, sur un terrain sis à  
RAMBOUILLET (Yvelines) - 79, rue La Louvière  
- dans la première partie, est exploitée un commerce de chaussures, d'une  
surface de ce lot de 380 m² env. et d'une réserve de 122,32 m² louée aux  
chaussures ANDRÉ à compter du 1-04-90 (loyer annuel : 287 144 F TTC)  
- la deuxième partie composée d'une surface de vente de 820 m² env. et  
d'une réserve de 190,43 m², louée à la C. INTERNATIONALE DE  
TEXTILE à compter du 1-4-90 (loyer annuel : 577 589 F TTC)  
**MISE A PRIX : 5 555 000 F**  
Pour visiter s'adresser à M. PELLE, huissier à Rambouillet. Tél. : 34-83-00-24.



سكز امان لامل

AGENDA

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHARLOT

MERCREDI

Hommage à Frank Borzage : Je vous ai toujours aimé (1945, v.o. traduction simultanée par casque, de Frank Borzage, 19 h ; Smiling Through (1941, v.o. s.t.f., de Frank Borzage, 21 h).

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

J. M. Straub et D. Huillet : Ordet (1955, v.o. s.t.f., de Carl Theodor Dreyer, 18 h ; Le Mort d'Empédocle (1988, v.o. s.t.f., de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, 21 h).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Les Cinémas du Canada : Le Chénal (1980, v.o. s.t.f., de Claude Jutra, 14 h 30 ; Affaire Bronzovik (1978, v.o. s.t.f., de Robert Aved et André Leduc, One Man (1978, v.o. s.t.f., de Robin Swicord, 17 h 30 ; Les Animaux malades de la fable (1944, v.o. s.t.f., de George Dunning, Le Cœur de village (1949, v.o. s.t.f., de Paul Gury, 20 h 30).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

MERCREDI

Les Septantes, première partie : mai 58 ; L'Après-89 : Bande annonce : Le fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, Paris, 27 avril 1989 (1989) de Maurice Dugowson, 18 h 30 ; Carte blanche à Cocteau (1941) d'un collectif, 18 h 30 ; L'ère des chaises : Gérard Philou, Pierre et Paul (1969) de René Allio, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSARIE (Ind. v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

AGAGUK (Fr.-Can. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-48) ; 36-65-70-74 ; 36-65-70-75 ; 36-65-70-76 ; 36-65-70-77 ; 36-65-70-78 ; 36-65-70-79 ; 36-65-70-80 ; 36-65-70-81 ; 36-65-70-82 ; 36-65-70-83 ; 36-65-70-84 ; 36-65-70-85 ; 36-65-70-86 ; 36-65-70-87 ; 36-65-70-88 ; 36-65-70-89 ; 36-65-70-90 ; 36-65-70-91 ; 36-65-70-92 ; 36-65-70-93 ; 36-65-70-94 ; 36-65-70-95 ; 36-65-70-96 ; 36-65-70-97 ; 36-65-70-98 ; 36-65-70-99 ; 36-65-70-100 ; 36-65-70-101 ; 36-65-70-102 ; 36-65-70-103 ; 36-65-70-104 ; 36-65-70-105 ; 36-65-70-106 ; 36-65-70-107 ; 36-65-70-108 ; 36-65-70-109 ; 36-65-70-110 ; 36-65-70-111 ; 36-65-70-112 ; 36-65-70-113 ; 36-65-70-114 ; 36-65-70-115 ; 36-65-70-116 ; 36-65-70-117 ; 36-65-70-118 ; 36-65-70-119 ; 36-65-70-120 ; 36-65-70-121 ; 36-65-70-122 ; 36-65-70-123 ; 36-65-70-124 ; 36-65-70-125 ; 36-65-70-126 ; 36-65-70-127 ; 36-65-70-128 ; 36-65-70-129 ; 36-65-70-130 ; 36-65-70-131 ; 36-65-70-132 ; 36-65-70-133 ; 36-65-70-134 ; 36-65-70-135 ; 36-65-70-136 ; 36-65-70-137 ; 36-65-70-138 ; 36-65-70-139 ; 36-65-70-140 ; 36-65-70-141 ; 36-65-70-142 ; 36-65-70-143 ; 36-65-70-144 ; 36-65-70-145 ; 36-65-70-146 ; 36-65-70-147 ; 36-65-70-148 ; 36-65-70-149 ; 36-65-70-150 ; 36-65-70-151 ; 36-65-70-152 ; 36-65-70-153 ; 36-65-70-154 ; 36-65-70-155 ; 36-65-70-156 ; 36-65-70-157 ; 36-65-70-158 ; 36-65-70-159 ; 36-65-70-160 ; 36-65-70-161 ; 36-65-70-162 ; 36-65-70-163 ; 36-65-70-164 ; 36-65-70-165 ; 36-65-70-166 ; 36-65-70-167 ; 36-65-70-168 ; 36-65-70-169 ; 36-65-70-170 ; 36-65-70-171 ; 36-65-70-172 ; 36-65-70-173 ; 36-65-70-174 ; 36-65-70-175 ; 36-65-70-176 ; 36-65-70-177 ; 36-65-70-178 ; 36-65-70-179 ; 36-65-70-180 ; 36-65-70-181 ; 36-65-70-182 ; 36-65-70-183 ; 36-65-70-184 ; 36-65-70-185 ; 36-65-70-186 ; 36-65-70-187 ; 36-65-70-188 ; 36-65-70-189 ; 36-65-70-190 ; 36-65-70-191 ; 36-65-70-192 ; 36-65-70-193 ; 36-65-70-194 ; 36-65-70-195 ; 36-65-70-196 ; 36-65-70-197 ; 36-65-70-198 ; 36-65-70-199 ; 36-65-70-200 ; 36-65-70-201 ; 36-65-70-202 ; 36-65-70-203 ; 36-65-70-204 ; 36-65-70-205 ; 36-65-70-206 ; 36-65-70-207 ; 36-65-70-208 ; 36-65-70-209 ; 36-65-70-210 ; 36-65-70-211 ; 36-65-70-212 ; 36-65-70-213 ; 36-65-70-214 ; 36-65-70-215 ; 36-65-70-216 ; 36-65-70-217 ; 36-65-70-218 ; 36-65-70-219 ; 36-65-70-220 ; 36-65-70-221 ; 36-65-70-222 ; 36-65-70-223 ; 36-65-70-224 ; 36-65-70-225 ; 36-65-70-226 ; 36-65-70-227 ; 36-65-70-228 ; 36-65-70-229 ; 36-65-70-230 ; 36-65-70-231 ; 36-65-70-232 ; 36-65-70-233 ; 36-65-70-234 ; 36-65-70-235 ; 36-65-70-236 ; 36-65-70-237 ; 36-65-70-238 ; 36-65-70-239 ; 36-65-70-240 ; 36-65-70-241 ; 36-65-70-242 ; 36-65-70-243 ; 36-65-70-244 ; 36-65-70-245 ; 36-65-70-246 ; 36-65-70-247 ; 36-65-70-248 ; 36-65-70-249 ; 36-65-70-250 ; 36-65-70-251 ; 36-65-70-252 ; 36-65-70-253 ; 36-65-70-254 ; 36-65-70-255 ; 36-65-70-256 ; 36-65-70-257 ; 36-65-70-258 ; 36-65-70-259 ; 36-65-70-260 ; 36-65-70-261 ; 36-65-70-262 ; 36-65-70-263 ; 36-65-70-264 ; 36-65-70-265 ; 36-65-70-266 ; 36-65-70-267 ; 36-65-70-268 ; 36-65-70-269 ; 36-65-70-270 ; 36-65-70-271 ; 36-65-70-272 ; 36-65-70-273 ; 36-65-70-274 ; 36-65-70-275 ; 36-65-70-276 ; 36-65-70-277 ; 36-65-70-278 ; 36-65-70-279 ; 36-65-70-280 ; 36-65-70-281 ; 36-65-70-282 ; 36-65-70-283 ; 36-65-70-284 ; 36-65-70-285 ; 36-65-70-286 ; 36-65-70-287 ; 36-65-70-288 ; 36-65-70-289 ; 36-65-70-290 ; 36-65-70-291 ; 36-65-70-292 ; 36-65-70-293 ; 36-65-70-294 ; 36-65-70-295 ; 36-65-70-296 ; 36-65-70-297 ; 36-65-70-298 ; 36-65-70-299 ; 36-65-70-300 ; 36-65-70-301 ; 36-65-70-302 ; 36-65-70-303 ; 36-65-70-304 ; 36-65-70-305 ; 36-65-70-306 ; 36-65-70-307 ; 36-65-70-308 ; 36-65-70-309 ; 36-65-70-310 ; 36-65-70-311 ; 36-65-70-312 ; 36-65-70-313 ; 36-65-70-314 ; 36-65-70-315 ; 36-65-70-316 ; 36-65-70-317 ; 36-65-70-318 ; 36-65-70-319 ; 36-65-70-320 ; 36-65-70-321 ; 36-65-70-322 ; 36-65-70-323 ; 36-65-70-324 ; 36-65-70-325 ; 36-65-70-326 ; 36-65-70-327 ; 36-65-70-328 ; 36-65-70-329 ; 36-65-70-330 ; 36-65-70-331 ; 36-65-70-332 ; 36-65-70-333 ; 36-65-70-334 ; 36-65-70-335 ; 36-65-70-336 ; 36-65-70-337 ; 36-65-70-338 ; 36-65-70-339 ; 36-65-70-340 ; 36-65-70-341 ; 36-65-70-342 ; 36-65-70-343 ; 36-65-70-344 ; 36-65-70-345 ; 36-65-70-346 ; 36-65-70-347 ; 36-65-70-348 ; 36-65-70-349 ; 36-65-70-350 ; 36-65-70-351 ; 36-65-70-352 ; 36-65-70-353 ; 36-65-70-354 ; 36-65-70-355 ; 36-65-70-356 ; 36-65-70-357 ; 36-65-70-358 ; 36-65-70-359 ; 36-65-70-360 ; 36-65-70-361 ; 36-65-70-362 ; 36-65-70-363 ; 36-65-70-364 ; 36-65-70-365 ; 36-65-70-366 ; 36-65-70-367 ; 36-65-70-368 ; 36-65-70-369 ; 36-65-70-370 ; 36-65-70-371 ; 36-65-70-372 ; 36-65-70-373 ; 36-65-70-374 ; 36-65-70-375 ; 36-65-70-376 ; 36-65-70-377 ; 36-65-70-378 ; 36-65-70-379 ; 36-65-70-380 ; 36-65-70-381 ; 36-65-70-382 ; 36-65-70-383 ; 36-65-70-384 ; 36-65-70-385 ; 36-65-70-386 ; 36-65-70-387 ; 36-65-70-388 ; 36-65-70-389 ; 36-65-70-390 ; 36-65-70-391 ; 36-65-70-392 ; 36-65-70-393 ; 36-65-70-394 ; 36-65-70-395 ; 36-65-70-396 ; 36-65-70-397 ; 36-65-70-398 ; 36-65-70-399 ; 36-65-70-400 ; 36-65-70-401 ; 36-65-70-402 ; 36-65-70-403 ; 36-65-70-404 ; 36-65-70-405 ; 36-65-70-406 ; 36-65-70-407 ; 36-65-70-408 ; 36-65-70-409 ; 36-65-70-410 ; 36-65-70-411 ; 36-65-70-412 ; 36-65-70-413 ; 36-65-70-414 ; 36-65-70-415 ; 36-65-70-416 ; 36-65-70-417 ; 36-65-70-418 ; 36-65-70-419 ; 36-65-70-420 ; 36-65-70-421 ; 36-65-70-422 ; 36-65-70-423 ; 36-65-70-424 ; 36-65-70-425 ; 36-65-70-426 ; 36-65-70-427 ; 36-65-70-428 ; 36-65-70-429 ; 36-65-70-430 ; 36-65-70-431 ; 36-65-70-432 ; 36-65-70-433 ; 36-65-70-434 ; 36-65-70-435 ; 36-65-70-436 ; 36-65-70-437 ; 36-65-70-438 ; 36-65-70-439 ; 36-65-70-440 ; 36-65-70-441 ; 36-65-70-442 ; 36-65-70-443 ; 36-65-70-444 ; 36-65-70-445 ; 36-65-70-446 ; 36-65-70-447 ; 36-65-70-448 ; 36-65-70-449 ; 36-65-70-450 ; 36-65-70-451 ; 36-65-70-452 ; 36-65-70-453 ; 36-65-70-454 ; 36-65-70-455 ; 36-65-70-456 ; 36-65-70-457 ; 36-65-70-458 ; 36-65-70-459 ; 36-65-70-460 ; 36-65-70-461 ; 36-65-70-462 ; 36-65-70-463 ; 36-65-70-464 ; 36-65-70-465 ; 36-65-70-466 ; 36-65-70-467 ; 36-65-70-468 ; 36-65-70-469 ; 36-65-70-470 ; 36-65-70-471 ; 36-65-70-472 ; 36-65-70-473 ; 36-65-70-474 ; 36-65-70-475 ; 36-65-70-476 ; 36-65-70-477 ; 36-65-70-478 ; 36-65-70-479 ; 36-65-70-480 ; 36-65-70-481 ; 36-65-70-482 ; 36-65-70-483 ; 36-65-70-484 ; 36-65-70-485 ; 36-65-70-486 ; 36-65-70-487 ; 36-65-70-488 ; 36-65-70-489 ; 36-65-70-490 ; 36-65-70-491 ; 36-65-70-492 ; 36-65-70-493 ; 36-65-70-494 ; 36-65-70-495 ; 36-65-70-496 ; 36-65-70-497 ; 36-65-70-498 ; 36-65-70-499 ; 36-65-70-500 ; 36-65-70-501 ; 36-65-70-502 ; 36-65-70-503 ; 36-65-70-504 ; 36-65-70-505 ; 36-65-70-506 ; 36-65-70-507 ; 36-65-70-508 ; 36-65-70-509 ; 36-65-70-510 ; 36-65-70-511 ; 36-65-70-512 ; 36-65-70-513 ; 36-65-70-514 ; 36-65-70-515 ; 36-65-70-516 ; 36-65-70-517 ; 36-65-70-518 ; 36-65-70-519 ; 36-65-70-520 ; 36-65-70-521 ; 36-65-70-522 ; 36-65-70-523 ; 36-65-70-524 ; 36-65-70-525 ; 36-65-70-526 ; 36-65-70-527 ; 36-65-70-528 ; 36-65-70-529 ; 36-65-70-530 ; 36-65-70-531 ; 36-65-70-532 ; 36-65-70-533 ; 36-65-70-534 ; 36-65-70-535 ; 36-65-70-536 ; 36-65-70-537 ; 36-65-70-538 ; 36-65-70-539 ; 36-65-70-540 ; 36-65-70-541 ; 36-65-70-542 ; 36-65-70-543 ; 36-65-70-544 ; 36-65-70-545 ; 36-65-70-546 ; 36-65-70-547 ; 36-65-70-548 ; 36-65-70-549 ; 36-65-70-550 ; 36-65-70-551 ; 36-65-70-552 ; 36-65-70-553 ; 36-65-70-554 ; 36-65-70-555 ; 36-65-70-556 ; 36-65-70-557 ; 36-65-70-558 ; 36-65-70-559 ; 36-65-70-560 ; 36-65-70-561 ; 36-65-70-562 ; 36-65-70-563 ; 36-65-70-564 ; 36-65-70-565 ; 36-65-70-566 ; 36-65-70-567 ; 36-65-70-568 ; 36-65-70-569 ; 36-65-70-570 ; 36-65-70-571 ; 36-65-70-572 ; 36-65-70-573 ; 36-65-70-574 ; 36-65-70-575 ; 36-65-70-576 ; 36-65-70-577 ; 36-65-70-578 ; 36-65-70-579 ; 36-65-70-580 ; 36-65-70-581 ; 36-65-70-582 ; 36-65-70-583 ; 36-65-70-584 ; 36-65-70-585 ; 36-65-70-586 ; 36-65-70-587 ; 36-65-70-588 ; 36-65-70-589 ; 36-65-70-590 ; 36-65-70-591 ; 36-65-70-592 ; 36-65-70-593 ; 36-65-70-594 ; 36-65-70-595 ; 36-65-70-596 ; 36-65-70-597 ; 36-65-70-598 ; 36-65-70-599 ; 36-65-70-600 ; 36-65-70-601 ; 36-65-70-602 ; 36-65-70-603 ; 36-65-70-604 ; 36-65-70-605 ; 36-65-70-606 ; 36-65-70-607 ; 36-65-70-608 ; 36-65-70-609 ; 36-65-70-610 ; 36-65-70-611 ; 36-65-70-612 ; 36-65-70-613 ; 36-65-70-614 ; 36-65-70-615 ; 36-65-70-616 ; 36-65-70-617 ; 36-65-70-618 ; 36-65-70-619 ; 36-65-70-620 ; 36-65-70-621 ; 36-65-70-622 ; 36-65-70-623 ; 36-65-70-624 ; 36-65-70-625 ; 36-65-70-626 ; 36-65-70-627 ; 36-65-70-628 ; 36-65-70-629 ; 36-65-70-630 ; 36-65-70-631 ; 36-65-70-632 ; 36-65-70-633 ; 36-65-70-634 ; 36-65-70-635 ; 36-65-70-636 ; 36-65-70-637 ; 36-65-70-638 ; 36-65-70-639 ; 36-65-70-640 ; 36-65-70-641 ; 36-65-70-642 ; 36-65-70-643 ; 36-65-70-644 ; 36-65-70-645 ; 36-65-70-646 ; 36-65-70-647 ; 36-65-70-648 ; 36-65-70-649 ; 36-65-70-650 ; 36-65-70-651 ; 36-65-70-652 ; 36-65-70-653 ; 36-65-70-654 ; 36-65-70-655 ; 36-65-70-656 ; 36-65-70-657 ; 36-65-70-658 ; 36-65-70-659 ; 36-65-70-660 ; 36-65-70-661 ; 36-65-70-662 ; 36-65-70-663 ; 36-65-70-664 ; 36-65-70-665 ; 36-65-70-666 ; 36-65-70-667 ; 36-65-70-668 ; 36-65-70-669 ; 36-65-70-670 ; 36-65-70-671 ; 36-65-70-672 ; 36-65-70-673 ; 36-65-70-674 ; 36-65-70-675 ; 36-65-70-676 ; 36-65-70-677 ; 36-65-70-678 ; 36-65-70-679 ; 36-65-70-680 ; 36-65-70-681 ; 36-65-70-682 ; 36-65-70-683 ; 36-65-70-684 ; 36-65-70-685 ; 36-65-70-686 ; 36-65-70-687 ; 36-65-70-688 ; 36-65-70-689 ; 36-65-70-690 ; 36-65-70-691 ; 36-65-70-692 ; 36-65-70-693 ; 36-65-70-694 ; 36-65-70-695 ; 36-65-70-696 ; 36-65-70-697 ; 36-65-70-698 ; 36-65-70-699 ; 36-65-70-700 ; 36-65-70-701 ; 36-65-70-702 ; 36-65-70-703 ; 36-65-70-704 ; 36-65-70-705 ; 36-65-70-706 ; 36-65-70-707 ; 36-65-70-708 ; 36-65-70-709 ; 36-65-70-710 ; 36-65-70-711 ; 36-65-70-712 ; 36-65-70-713 ; 36-65-70-714 ; 36-65-70-715 ; 36-65-70-716 ; 36-65-70-717 ; 36-65-70-718 ; 36-65-70-719 ; 36-65-70-720 ; 36-65-70-721 ; 36-65-70-722 ; 36-65-70-723 ; 36-65-70-724 ; 36-65-70-725 ; 36-65-70-726 ; 36-65-70-727 ; 36-65-70-728 ; 36-65-70-729 ; 36-65-70-730 ; 36-65-70-731 ; 36-65-70-732 ; 36-65-70-733 ; 36-65-70-734 ; 36-65-70-735 ; 36-65-70-736 ; 36-65-70-737 ; 36-65-70-738 ; 36-65-70-739 ; 36-65-70-740 ; 36-65-70-741 ; 36-65-70-742 ; 36-65-70-743 ; 36-65-70-744 ; 36-65-70-745 ; 36-65-70-746 ; 36-65-70-747 ; 36-65-70-748 ; 36-65-70-749 ; 36-65-70-750 ; 36-65-70-751 ; 36-65-70-752 ; 36-65-70-753 ; 36-65-70-754 ; 36-65-70-755 ; 36-65-70-756 ; 36-65-70-757 ; 36-65-70-758 ; 36-65-70-759 ; 36-65-70-760 ; 36-65-70-761 ; 36-65-70-762 ; 36-65-70-763 ; 36-65-70-764 ; 36-65-70-765 ; 36-65-70-766 ; 36-65-70-767 ; 36-65-70-768 ; 36-65-70-769 ; 36-65-70-770 ; 36-65-70-771 ; 36-65-70-772 ; 36-65-70-773 ; 36-65-70-774 ; 36-65-70-775 ; 36-65-70-776 ; 36-65-70-777 ; 36-65-70-778 ; 36-65-70-779 ; 36-65-70-780 ; 36-65-70-781 ; 36-65-70-782 ; 36-65-70-783 ; 36-65-70-784 ; 36-65-70-785 ; 36-65-70-786 ; 36-65-70-787 ; 36-65-70-788 ; 36-65-70-789 ; 36-65-70-790 ; 36-65-70-791 ; 36-65-70-792 ; 36-65-70-793 ; 36-65-70-794 ; 36-65-70-795 ; 36-65-70-796 ; 36-65-70-797 ; 36-65-70-798 ; 36-65-70-799 ; 36-65-70-800 ; 36-65-70-801 ; 36-65-70-802 ; 36-65-70-803 ; 36-65-70-804 ; 36-65-70-805 ; 36-65-70-806 ; 36-65-70-807 ; 36-65-70-808 ; 36-65-70-809 ; 36-65-70-810 ; 36-65-70-811 ; 36-65-70-812 ; 36-65-70-813 ; 36-65-70-814 ; 36-65-70-815 ; 36-65-70-816 ; 36-65-70-817 ; 36-65-70-818 ; 36-65-70-819 ; 36-65-70-820 ; 36-65-70-821 ; 36-65-70-822 ; 36-65-70-823 ; 36-65-70-824 ; 36-65-70-825 ; 36-65-70-826 ; 36-65-70-827 ; 36-65-70-828 ; 36-65-70-829 ; 36-65-70-830 ; 36-65-70-831 ; 36-65-70-832 ; 36-65-70-833 ; 36-65-70-834 ; 36-65-70-835 ; 36-65-70-836 ; 36-65-70-837 ; 36-65-70-838 ; 36-65-70-839 ; 36-65-70-840 ; 36-65-70-841 ; 36-65-70-842 ; 36-65-70-843 ; 36-65-70-844 ; 36-65-70-845 ; 36-65-70-846 ; 36-65-70-847 ; 36-65-70-848 ; 36-65-70-849 ; 36-65-70-850 ; 36-65-70-851 ; 36-65-70-852 ; 36-65-70-853 ; 36-65-70-854 ; 36-65-70-855 ; 36-65-70-856 ; 36-65-70



## LE PLAN DE M. BALLADUR

## « L'effort de tous doit être concentré »

## Une grand-messe financière

La première grand-messe financière du nouveau gouvernement eut lieu le lundi 10 mai au Centre de conférences de l'événement Kléber à Paris (16<sup>e</sup>), consacré devant la presse par Édouard Balladur, le premier ministre, entouré de « poids lourds » de son équipe : MM. Alphandéry et Sarkozy pour l'économie et le budget, bien entendu, mais aussi Mme Veil pour les mesures sociales, M. Pécqueur pour l'intérieur et l'aménagement du territoire, M. Méhaignerie pour la justice,

déductibilité totale constituerait « un avantage hors de proportions pour les revenus élevés ». Y a-t-il jamais eu une minorité, même de droite, pour défendre les revenus élevés, ces péchés, ces gâteaux ? La cause paraît donc être entendue, mais, de toute façon, M. Balladur concède : « Nous sommes en démocratie. »

Dans le foulée, le premier ministre se donne même les gants de qualifier de « très aimable » une autre question piège :

DU WHISKY POUR AVALER LA CSG,  
TAS LES MOYENS!!



dont le budget est préservé, et même M. Léotard pour la défense, dont certaines dépenses sont rognées.

Le premier ministre s'est dirigé vers un pupitre sur lequel reposait le texte de son « programme de redressement économique et social ».

D'un ton grave et égal, il a commencé par décrire « une situation de l'emploi et des finances publiques exceptionnellement difficile », parlant de près de 4,5 millions de personnes sans travail stable, et résumant les conclusions du rapport Raynaud sur le déficit de l'Etat et des comptes sociaux. M. Balladur s'est animé un peu pour énoncer solennellement qu'il n'est pas possible d'attendre davantage et, néanmoins qu'il va marquer dans les semaines qui viennent, « l'importance de ces déficits est la seule véritable menace qui pèse sur la protection sociale, et sur son existence même ». Comme si, par avance, il voulait conjurer un augure reproché, celui de vouloir remettre en cause les acquis sociaux.

A suivi alors la description de l'effort de redressement, réduction des dépenses, levée de recettes nouvelles, puis des trois volets du programme de soutien à l'économie : telence du bâtiment, mesures pour les entreprises et aides à l'agriculture. Puis viendront les réformes du régime des retraites, « trop longtemps différées », et l'amélioration des dépenses de santé.

Ce faisant, le Premier ministre n'a jamais mis en cause notamment ou indirectement son prédécesseur, se bornant au constat et aux remèdes. Surtout élégance, ou extrême habileté ?

Cette égalité de ton, M. Balladur, après l'exposé technique de M. Sarkozy, ministre du budget, a continué à en faire preuve pour répondre aux questions des journalistes, guère égrésives, comme si ces derniers, à l'image du pays, étaient anéantisés par le rudesse de la médecine éminemment administrée. Il aura répondu à tout, sans véritable contradictoire. Les conséquences du relèvement de la CSG sur l'emploi ? « Peut-être. J'évalue au départ une préférence pour l'augmentation de la TVA, mais il m'a été démontré que le relèvement de la CSG avait moins d'effets sur l'inflation et sur l'activité économique. » Et, sur ce sujet, de conclure péremptoirement : « Impossible de laisser les déficits dériver ainsi ! » Une question piège ? Quelle sera la réaction du Parlement sur le problème de la déductibilité totale ou partielle de la CSG ? Réponse par un argument de justice sociale, impartiale dans la conjoncture actuelle : le

relèvement de la CSG est-il temporaire ? Sous-entendu : il sera bien difficile de renoncer plus tard à un si bel accroissement de recettes. « Habituellement, personne n'y croit. Mais je rappelle que, de 1986 à 1988, j'ai réalisé plus de cent milliards de francs de baisse d'impôt », a-t-il dit. M. Balladur ne fait aucune promesse, n'énonce aucun calendrier pour la suppression de la CSG, impôt auquel il s'est vigoureusement opposé lors de l'adoption de celle-ci en 1990. De toute façon, il faudra attendre que le mouvement de retour à la confiance produise ses effets, et peut-être, commencera-t-il à se manifester au dernier trimestre de l'année.

La prudence, donc, toujours la prudence dans le discours, comme pour le calendrier des privatisations : pas avant septembre, sans précision particulière sur l'identité des firmes rendues au public. Quant à l'usage des fonds ainsi recueillis, le premier ministre rappelle qu'en 1987-1988 le produit des privatisations avait, pour les deux tiers, été utilisé pour désendetter l'Etat et que le tiers restant avait été consacré à doter des entreprises publiques. Cette fois-ci, à la nécessité absolue de désendetter l'Etat s'ajoutent probablement de nouvelles priorités, les « besoins sociaux » pour la ville par exemple.

## Coupons déficits, dérives impies

Ultime chausse-trappe, celle des rapports du premier ministre avec le président de la République. Très à l'aise, M. Balladur estime que chacune des deux parties fait bien son travail, jusqu'à présent du moins. D'ailleurs, si rien ne filtre des débats au conseil des ministres, personne ne peut en faire état. Mais aussitôt, fuse une question : M. Mitterrand a-t-il émis des réserves sur le nouveau statut de la Banque de France. Sans doute, esquisse M. Balladur : « La France a ratifié le traité de l'Union européenne (dit de Maastricht) qui prévoit des étapes pour l'indépendance des banques centrales. » Celle-ci est-elle possible avant l'entrée en vigueur de ce traité ?

Ainsi, Édouard Balladur a-t-il ménagé ses relations avec le Tout-Puissant, tout en énonçant paternellement ses nouvelles, dont le liste des péchés est bien longue : coupables déficits, dérives impies. Pour votre pénitence, vous aurez un relèvement de la CSG, vingt-huit centimes sur le prix de l'essence et une taxe plus forte sur l'alcool, qui fera le plus grand bien à votre santé. Ainsi soit-il.

FRANÇOIS RENARD

Voici le texte intégral de la déclaration faite par M. Balladur, lundi 10 mai, à l'ouverture de sa conférence de presse :

La France est aujourd'hui dans une situation particulièrement difficile. Certes, elle est profondément insérée dans l'économie internationale et subit les conséquences du ralentissement de la croissance mondiale. Mais le redressement économique du pays et la garantie, voire la survie, de la protection sociale, passent aussi par des mesures nationales, dont certaines ont été longtemps différées.

J'aurais bien évidemment préféré conduire l'action de réforme et de redressement dans une situation plus favorable. Cependant, les difficultés démontrent, s'il en était encore besoin, qu'il est urgent d'agir pour éviter que la dégradation ne devienne irréversible. Elle menacerait alors, de manière irréversible, la protection sociale et la vitalité économique de notre pays.

Aujourd'hui, la situation de l'emploi et des finances publiques est d'une exceptionnelle gravité. Trois éléments illustrent cette situation :

— Le niveau réel du chômage et de l'exclusion est, il faut le souligner, très élevé. Il y avait, fin mars, plus de 3 millions de chômeurs inscrits à l'ANPE. En réalité, le nombre véritable de personnes sans travail stable approche 4,5 millions si l'on pense à tous ceux qui sont en stages de formation, en contrats emploi-solidarité, en temps partiel ou aux contrats à durée indéterminée.

— L'économie française est sans vigueur. Comme celle de ses principaux partenaires européens, elle connaît aujourd'hui la stagnation. Il est probable que le PIB aura à nouveau reculé au cours du premier trimestre 1993, après le repli enregistré en dernier trimestre 1992. Compte tenu de ce mauvais début d'année, le PIB marchand sera en recul de 0,4 % en 1993. Ces chiffres sont très éloignés de l'hypothèse de croissance de 2,6 % qui avait été retenue dans la loi de finances pour 1993.

— L'investissement est également orienté à la baisse : les industriels prévoient un recul de l'investissement de l'ordre de 11 % dans l'enquête menée par l'INSEE en avril ; l'investissement immobilier est au plus bas. Si rien n'était mis en œuvre, le nombre de logements mis en chantier serait inférieur à 250 000 cette année. Il était supérieur à 300 000 en 1988.

Compte tenu des mauvaises performances actuelles de l'économie, le chômage risque donc de continuer à augmenter d'ici à la fin de l'année. Pour autant, certains éléments de la conjoncture peuvent laisser espérer que l'économie française atteigne un point bas : la reprise est engagée chez nos partenaires anglo-saxons ; les taux d'intérêt, notamment à court terme, ont fortement diminué.

— Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se conjugu

gué avec une ampleur de déficits publics sans précédent. La commission présidée par le procureur général Raynaud l'a confirmé dans son rapport : les déficits de l'Etat, de la Sécurité sociale et de l'UNEDIC représenteraient en 1993 plus de 410 milliards de francs, soit 5,8 % du PIB, si rien n'était fait pour les corriger.

Cette dérive s'est accélérée depuis 1990 : le déficit de l'Etat a plus que triplé en trois ans. Il est aujourd'hui supérieur au montant total de l'impôt sur le revenu. La dette de l'Etat a crû de 40 % depuis 1988 pour atteindre près d'un tiers de la production nationale. Enfin, une partie des dépenses prévues pour 1993 n'ont pas été financées : tel est le cas, par exemple, de certaines mesures en faveur de l'emploi, comme les contrats emploi-solidarité.

Il n'est pas possible d'attendre davantage

Il est donc indispensable de mettre dès à présent en œuvre un effort de redressement qui fera appel à tous. Il n'est pas possible d'attendre davantage.

Différer le redressement conduirait à perdre la maîtrise des finances publiques et remettrait en cause l'ensemble de notre protection sociale. La croissance exponentielle du déficit et de l'endettement risque de priver la France de toute marge de manœuvre, notam-

ment pour poursuivre la baisse des taux d'intérêt que nous avons engagée. Or, celle-ci est essentielle pour l'activité de nos entreprises et la sauvegarde de l'emploi.

Soul l'arrêt de la croissance des déficits permettra de stimuler, d'accompagner et de rendre plus dynamique la reprise de l'activité. C'est la seule voie qui permettra d'alléger les charges qui pèsent sur notre économie et la pérennité dans la compétition internationale.

La situation économique empêche toutefois d'assoir les finances publiques aussi rapidement qu'il serait souhaitable. Il faut, en effet, à la fois réamorcer la croissance sans différer le réajustement des finances publiques par un effort de rigueur sur les dépenses ; contenir l'inflation, qui pénalise toujours les plus faibles ; accepter des hausses limitées et, le cas échéant, réversibles des prélèvements obligatoires pour sauver notre protection sociale. Ces mesures devront être réexaminées lorsque le redressement de la croissance et l'effet des économies de dépenses auront produit leur plein effet. Il faut, enfin, ne pas entraver la baisse des taux d'intérêt, aujourd'hui largement engagée, tout en confortant la confiance dans le franc.

Aussi le redressement passe-t-il par des mesures difficiles, que nous avons voulues, et - j'espère que

## Mon Matra et moi : la vie co



LOOK 300  
— DESIGN INNOVANT — PORTÉE 300 km  
— ANTENNE SOUPLE  
— LATITUDE 300  
— PORTÉE 300 km — 10 MEGAOHERTZ  
— AMPLITUDE  
— PORTÉE 300 km — 10 MEGAOHERTZ  
— HAUT-PARLEUR  
— INTERFACÉ PAR MICROPROCESSEUR



MA  
COM



## ET LA PRESENTATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE sur l'objectif de redressement», déclare le premier ministre

nous y serons parvenus - équilibre réparti.

Pour l'Etat: un effort d'économie est indispensable pour amorcer une décade de déficit prévisionnel. Tous les domaines d'intervention de l'Etat contribuent à la réduction des dépenses à hauteur de leurs moyens disponibles. Toutefois, certaines priorités de l'action gouvernementale ont été préservées: il en est ainsi notamment du fonctionnement de la justice et de la police, de la politique de la ville et de l'aménagement du territoire.

Les ministres participent eux-mêmes à cet effort de réduction du train de vie de l'Etat, avec une diminution de 10 % de leur rémunération pour une durée d'un an. De même, les fonctionnaires devront, comme c'est le cas dans les entreprises lorsqu'elles sont en difficulté, contribuer, par une moindre augmentation de leurs revenus, au financement de ce plan de soutien de l'emploi.

Le collectif budgétaire ne prévoit pour eux, à part l'augmentation de 1,8 % de février 1993, aucune augmentation supplémentaire de salaires d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1994. En revanche, les engagements pris par l'Etat, notamment dans le cadre des accords Durafor-Jospin, seront respectés en 1993.

Ces réductions de dépenses permettront d'arrêter la croissance du déficit de l'Etat à un niveau inférieur à 4,5 % du PIB et libéreront les moyens d'un plan de soutien à

l'économie pour développer l'emploi. Cette action s'inscrit dans la durée. Un projet de loi quinquennale de redressement des finances publiques sera transmis pour avis au Conseil économique et social dès cette semaine. Il prévoit de limiter à 2,5 % du PIB en 1997 le déficit budgétaire de l'Etat, grâce notamment à un encadrement pluriannuel des dépenses. Celles-ci devront croître moins vite que les prix.

Pour la protection sociale: l'importance des déficits, je tiens à le dire, est la seule véritable menace qui pèse sur la protection sociale. A terme, elle en menace la nature et l'existence même. Il n'est plus envisageable d'attendre encore davantage pour entamer le redressement. Les déficits sociaux cumulés devraient en effet représenter à la fin de l'année pris d'un mois de prestations.

Or, l'effet des économies sera nécessairement progressif. Il faut donc, à court terme, qu'un effort partagé par tous soit demandé aux Français. Le relèvement de la contribution sociale généralisée de 1,1 % à 2,4 % s'applique à tous les revenus et n'handicape pas l'emploi. C'est, les circonstances économiques étant ce qu'elles sont, la voie économiquement la moins pénalisante et socialement la mieux répartie.

Toutefois, à la différence des précédents plans de redressement de la Sécurité sociale, de véritables mesures structurelles seront adop-

tées. Ainsi, un fonds de solidarité sera créé par une loi, pour reprendre la dette cumulée de la Sécurité sociale et prendre en charge certaines dépenses de solidarité.

Qu'il soit pour l'Etat ou la Sécurité sociale, l'effort demandé est équitablement réparti. Le choix de la CSG est, dans les circonstances actuelles, celui qui est apparu le plus juste. La TVA ou les cotisations sociales auraient davantage touché les personnes à revenu modeste. Ainsi, la CSG s'applique aux revenus du capital mais ne touche pas les chômeurs ou les retraités les plus modestes. Le plafonnement de la déductibilité de la CSG permet de rendre encore plus équitable ce mode de prélèvement.

L'effort est également réparti car il profite avant tout aux plus démunis. Sauver la protection sociale, financer les contrats emploi-solidarité, qui ne l'étaient pas depuis le mois d'août, lutter pour l'emploi, c'est concentrer tous les efforts sur ceux de nos concitoyens qui sont les moins favorisés.

### Garantir la pérennité de la protection sociale

Notre volonté d'entamer au plus tôt le combat du redressement de l'économie pour l'emploi et pour garantir la pérennité de la protection sociale est de nature à rendre espoir à tous les Français.

Le programme de soutien de l'activité, de l'investissement et de l'emploi comprend trois volets:

D'abord, près de 10 milliards de francs seront consacrés à des actions pour le bâtiment et le logement, les travaux publics et l'environnement. L'effort exceptionnel fait pour le logement concerne aussi bien le parc locatif privé, dont la fiscalité sera renouée, que l'accès à la propriété et le logement social. De même, le plan comporte des aides au redémarrage des travaux de réhabilitation, essentiels pour l'emploi des entreprises artisanales. Les travaux publics bénéficieront d'un effort important d'accélération des programmes prévus dans le cadre des contrats de plan. Des actions seront également entreprises en faveur de l'environnement.

Le second volet vise à donner aux entreprises les moyens de se développer et de créer de nouveaux emplois. Cette volonté se traduira d'abord par l'allègement des charges des entreprises qui pèsent sur l'emploi, grâce à la baisse des cotisations familiales supportées par les entreprises. Ainsi sera réalisée une première étape de la budgétisation des allocations familiales. Elle permettra d'abaisser le coût du travail et donc d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises pour l'emploi. Cette budgétisation concerne la totalité de la cotisation due au titre des salariés rémunérés au niveau du SMIC et jusqu'à 10 % au-dessus. Elle portera sur 50 % de la cotisation pour toutes les rémunérations situées entre 10 % et 20 % au-des-

sus du SMIC. Cette mesure, d'ores et déjà prise en compte dans le collectif, sera intégrée dans un projet de loi sur l'emploi déposé très prochainement.

Ensuite, l'assainissement des finances des entreprises pour faciliter leur développement sera rendu possible par la suppression définitive du décalage d'un mois de la TVA qui profitera immédiatement à deux millions de petites entreprises.

En outre, le collectif prévoit un ensemble de mesures budgétaires et fiscales en faveur des PME. Un fonds sera créé auprès de la SOFARIS pour garantir des prêts de trésorerie aux entreprises en difficulté. Les transmissions d'entreprises verront leur taxation allégée.

Le troisième volet concerne un plan d'actions prioritaires pour l'agriculture. Plus de 1 milliard et demi de francs seront consacrés à l'allègement des charges financières et fiscales des agriculteurs. Ces mesures, discutées le 7 mai dernier avec les organisations professionnelles, feront l'objet d'amendements au collectif.

### La réforme des régimes de retraites

Au-delà des mesures d'urgence que j'ai déjà évoquées, deux réformes seront très prochainement entreprises:

Il s'agit d'abord de la réforme des régimes de retraite, qui a été trop longtemps différée. Le sujet est connu de tous. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre, cette réforme essentielle. A cette fin, un projet de loi sera déposé dès la session de printemps. Son contenu, qui a déjà fait l'objet de nombreuses concertations, comprendra l'indexation des retraites sur les prix au cours des cinq prochaines années et la création d'un fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale.

Ce fonds, financé par le produit de l'augmentation de la contribution sociale généralisée, prendra à sa charge d'une part les dépenses de solidarité, actuellement financées par les régimes de vieillesse, et d'autre part le service de la dette cumulée du régime général. Ainsi seront réunies les conditions du retour à l'équilibre de la protection sociale.

Par ailleurs, des négociations seront engagées avec les organisations professionnelles et syndicales. Elles auront pour objet de débattre de l'allongement progressif de dix à vingt-cinq ans des périodes de référence, pour le calcul des retraites et l'allongement progressif des durées de cotisation de trente-sept ans et demi jusqu'à quarante. Compte tenu des résultats des discussions, les décrets nécessaires interviendront.

Il s'agit ensuite d'améliorer la maîtrise des dépenses de santé. Afin que cette action se traduise durablement par un meilleur contrôle des coûts, une concertation préalable approfondie avec les professionnels de santé est indispensable. Elle sera engagée très rapidement par Madame le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales et de la ville.

Personne ne l'ignore: il est urgent d'enrayer la dérive des dépenses de santé. L'objectif est d'atteindre un montant de 30 milliards d'économies d'ici à la fin de 1994.

Ainsi le programme de redressement économique et social comprend-il trois principaux volets:

1. L'examen du collectif budgétaire et du contenu du projet de loi

quinquennale sur les finances publiques qui seront débattus au cours de la session de printemps.

2. La présentation en conseil des ministres du 26 mai de deux projets de loi, l'un portant sur l'emploi et prévoyant la réduction du coût de travail sur les bas salaires, l'autre portant sur la protection sociale et prévoyant la création d'un fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale. Ce volet sera complété avant l'été par des décrets sur les régimes de retraite.

3. Simultanément, c'est le troisième volet, une concertation avec les professions de santé, qui sera engagée par Madame le ministre d'Etat. Elle permettra d'établir avant fin juin un programme d'économies et de prendre à cet effet les mesures juridiques nécessaires.

Ce programme sera traduit dans un projet de loi sur le financement du système de santé qui, j'espère, sera déposé au cours de cette session parlementaire.

L'ensemble de ce dispositif est caractérisé par l'esprit de réforme. Réforme de l'Etat, en assainissant les finances publiques, réforme de la protection sociale, réforme de nos structures économiques avec l'allègement des charges sur les bas salaires et, je dois le rappeler, réforme de la Banque de France qui a été présentée au conseil des ministres aujourd'hui. Cette dernière réforme répond à la fois à un objectif national et à un objectif européen. Un objectif national tout d'abord, car l'autonomie du conseil de la politique monétaire permettra de conforter la baisse des taux d'intérêt. Un objectif européen ensuite, car ce ratifiant le traité de l'Union européenne, la France a souscrit au principe de l'autonomie des banques centrales.

### Ne pas laisser s'établir une impression de morosité

Permettez-moi, mesdames et messieurs, d'ajouter quelques mots, en conclusion.

Qu'on ne se méprenne pas. C'est un ambitieux programme de redressement qui commence avec ce collectif budgétaire. Trois idées claires guident l'action du gouvernement. La première, c'est qu'il faut à la France des finances publiques assainies, à moyen terme. La deuxième, c'est qu'il faut apporter à l'économie un soutien actif, pour l'emploi. La troisième, c'est qu'il faut que cet effort soit équitablement réparti entre tous.

Le collectif budgétaire dont je viens de vous présenter les grands traits est la première étape. Aux mesures d'urgence, rapidement mises en œuvre, succéderont des mesures dont les effets porteront sur plusieurs années.

Il s'agit pour moi de préparer l'avenir. Je n'ai pas le droit de laisser s'établir une impression de morosité, de laisser gagner un esprit de résignation, voire de découragement. C'est pourquoi, malgré une conjoncture peu favorable, ce programme pose les premières pierres d'un redressement durable. J'en appelle aux efforts de tous, à la volonté de tous.

L'effort de tous, du gouvernement, de l'administration, des entreprises, des salariés doit être concentré sur l'objectif de redressement. Je veillerai personnellement à ce que les décisions prises soient mises en œuvre rapidement. Les Français nous ont fait confiance: placés à la tête du gouvernement, j'entends ce pas le découvrir, je ferai tout pour leur rendre l'espoir.

Au journal de TF1

### «Faut-il que Pierre Bérégovoy ait été malheureux!»

Interrogé lundi 10 mai, au journal de TF1, sur le suicide de Pierre Bérégovoy, son prédécesseur à Matignon, et sur les polémiques qui l'ont suivi, M. Balladur a déclaré: «M. Pierre Bérégovoy (...) était un homme qui paraissait tellement solide, tellement assuré de ses convictions et de ses certitudes. Pour en arriver là où il en est arrivé, faut-il qu'il ait été malheureux?» A propos des attaques dirigées contre son prédécesseur, M. Balladur a indiqué: «S'agissent des milieux politiques, elles n'ont pas dépassé, je crois, ce qui est d'usage dans les controverses politiques.»

«Je n'ai nulla envie à propos de cet événement tragique de ressusciter ou de susciter une nouvelle polémique contre qui que ce soit, a ajouté le premier ministre. M. Pierre Bérégovoy a disparu dans des conditions tout à fait tragiques. Il a fallu que son malheur fût profond pour qu'il en arrive là. N'en parlons plus, si j'ose dire, mais pensons-y pour éviter, que de pareils événements ne se reproduisent, et, les uns et les autres,astreignons-nous à un peu de réserve et un peu de retenue dans les échanges publics. La démocratie ne pourra qu'y trouver son compte, et le respect d'autrui aussi.»

## LOOK DE MATRA LE TELEPHONE SANS FIL AUX COULEURS DE MA VIE

MOI, J'AI ADOPTÉ LE LOOK, MODERNE ET COLORÉ, MAIS IL Y A AUSSI LE LATITUDE ET L'AMPLITUDE, LES CHICS ET CLASSIQUES DE LA GAMME. PERFORMANTS ET ESTHÉTIQUES, ILS NOUS FONT DÉCOUVRIR LE GOÛT DE LA LIBERTÉ.

**GAGNEZ UNE TWINGO**  
ET 500 MONTRES AVEC LES  
TÉLÉPHONES SANS FIL MATRA  
Une clé-jeu numérotée se trouve  
sur les emballages porteurs de la promotion:  
la clé de la Twingo!

**MATRA**  
COMMUNICATION

Matra et on voit la vie comme ça.





## LE PLAN DE M. BALLADUR

On lira ci-dessous et page 17 le détail des mesures présentées par M. Balladur, le premier ministre, lors du conseil des ministres du lundi 10 mai. Ce « programme de redressement économique et social » comprend pour l'essentiel un collectif budgétaire (ou loi de finances rectificative pour 1993) dont l'examen est prévu à l'Assemblée nationale pour le 25 mai. L'horizon de ce plan

s'étend jusqu'à 1997. Il vise avant tout à réduire le déficit budgétaire et à apurer les comptes des régimes de protection sociale.

L'effort supplémentaire demandé aux Français atteint 67 milliards de francs en année pleine. Le redressement porte sur les finances de l'Etat grâce à des économies budgétaires et à l'augmentation des taxes sur les carburants ainsi que sur

l'alcool. La contribution sociale généralisée (CSG) passe, de 1,1 % à 2,4 %, le 1,3 % d'augmentation étant déductible mais avec un plafonnement. Le plan Balladur prévoit encore une réforme du régime des retraites (grâce à l'allongement progressif des annuités de cotisation) et un freinage des dépenses d'assurance-maladie.

Une partie des prélèvements fiscaux et sociaux

opérés sur les ménages est redistribuée aux entreprises. Cette redistribution constitue un plan de soutien à l'activité économique : aide au bâtiment et aux travaux publics, aux agriculteurs ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises (allègement des charges patronales d'allocations familiales, suppression du décalage d'un mois du remboursement de TVA notamment).

## Assainir les comptes

Equilibre de la loi de finances (en millions de francs)

Opérations à caractère définitif	Loi de finances initiale 1992	Loi de finances initiale 1993	Projet de loi de finances rectificative 1993	Loi de finances 1993 après collectif budgétaire de mai 1993
<b>A. Charges à caractère définitif</b>				
1. Dette publique...	166 663	177 782	20 030	197 812
2. Budgets civils...	914 795	946 410	21 470	967 980
Fonctionnement (titres II & III)	453 098	482 582	-3 565	479 417
Interventions (titre IV), dont :	372 063	374 712	22 333	397 065
- interventions sociales	165 729	167 560	9 459	177 019
- interventions économiques	106 341	100 311	14 343	115 154
- autres interventions	99 993	106 841	-1 449	104 892
Equipelement (titres V & VI)	89 634	88 816	2 683	91 499
3. Comptes d'affectation spéciale	15 224	32 145	0	32 145
4. Défense	240 398	245 642	-6 201	239 441
<b>Total des charges à caractère définitif</b>	<b>1 337 080</b>	<b>1 462 079</b>	<b>35 299</b>	<b>1 437 378</b>
<b>B. Recettes à caractère définitif</b>				
	1 260 076	1 245 184	-111 366	1 133 818
<b>Solde des opérations à caractère définitif</b>	<b>-77 004</b>	<b>-116 895</b>	<b>-146 665</b>	<b>-303 560</b>
<b>Solde des opérations à caractère temporaire</b>	<b>-12 932</b>	<b>-8 522</b>	<b>-4 850</b>	<b>-13 372</b>
<b>Solde de la loi de finances</b>	<b>-89 936</b>	<b>-125 417</b>	<b>-151 515</b>	<b>-316 932</b>

Les recettes du projet de loi de finances rectificative pour 1993

	Exécution 1992	Loi de finances initiale 1993	Revisions de la loi de finances initiale	Moins nouvelles	Recettes révisées
<b>Impôt sur le revenu</b>	307 137	325 010	-15 910		309 100
Impôt sur les sociétés	135 943	153 305	-18 305		135 000
Autres impôts directs	106 140	107 227	-2 927		104 300
Eurégime et timbre	78 537	85 885	-7 385		77 530
Produits des domaines	130 493	138 716	-5 316	-770	137 460
Taxe sur la valeur ajoutée	654 338	704 077	-58 877	810	646 010
pour mémoire : TVA nette	519 688	555 577	-50 377	810	506 010
Autres impôts indirects	41 237	45 617	-2 917	600	43 300
<b>Recettes fiscales brutes</b>	<b>1 453 725</b>	<b>1 559 837</b>	<b>-112 037</b>	<b>6 900</b>	<b>1 211 590</b>
<b>Remboursements et dégrèvements</b>	<b>-238 244</b>	<b>-238 696</b>	<b>-4 454</b>		<b>-243 150</b>
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat</b>	<b>-219 830</b>	<b>-237 473</b>			<b>-237 437</b>
<b>Recettes fiscales nettes</b>	<b>995 651</b>	<b>1 083 668</b>	<b>-116 491</b>	<b>6 900</b>	<b>974 077</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>165 418</b>	<b>129 248</b>	<b>-1 775</b>		<b>127 472</b>
dont recettes d'ordre	16 608	7 910	5 971		13 881
<b>Recettes totales du budget général</b>	<b>1 161 069</b>	<b>1 212 916</b>	<b>-118 266</b>	<b>6 900</b>	<b>1 101 550</b>
hors recettes d'ordre	1 144 453	1 205 006	-124 237	6 900	1 087 669

## Réduire le déficit budgétaire

Compte tenu d'une sous-estimation des dépenses (inscrites dans la loi de finances initiale de 1993) évaluée à 44 milliards de francs et d'une surévaluation des recettes de 124 milliards de francs, le déficit budgétaire aurait atteint 333,2 milliards de francs contre 163,4 milliards de francs prévus dans la loi de finances initiale. Un tel déficit aurait entraîné, selon les calculs fournis par le ministère du budget, un allongement de 24 milliards de francs en 1994 de la charge de la dette, soit environ 70 % des recettes supplémentaires attendues l'année prochaine (à législation fiscale inchangée).

Pour commencer à endiguer une pareille dérive, le ministre du budget a décidé de donner dès cette année un premier gage de la volonté du gouvernement de redresser les comptes budgétaires, un redressement qui s'étendra sur cinq ans. Le déficit prévisible de 1993 sera ainsi réduit de 16,3 milliards de francs et ramené à

316,9 milliards de francs. Cette réduction est obtenue de deux façons : par le prélèvement d'une partie (7,7 milliards de francs) des trausses de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) et des taxes sur les alcools ; par l'affectation à cette réduction d'une partie (8,6 milliards de francs) des 21,5 milliards de francs d'économies budgétaires.

Les 21,5 milliards de francs d'économies budgétaires sont envisagés de la façon suivante : 7,9 milliards sur des crédits d'équipement ; 1,9 milliard sur des crédits de fonctionnement courants des administrations ; 1,2 milliard sur les rémunérations des fonctionnaires ; 2,6 milliards sur des crédits d'intervention ; 5 milliards correspondant au premier acompte d'une subvention à la Sécurité sociale envisagée par le précédent gouvernement et qui avaient été gagés par des annulations de crédits ; 2,9 milliards de francs d'économies diverses.

Déficits budgétaires (en milliards de francs)

	Prévisions en loi de finances initiale	Révisé	En % du PIB
1984	-125,80	-146,18	-3,35
1985	-140,19	-153,29	-3,26
1986	-145,34	-141,09	-2,78
1987	-129,29	-120,06	-2,25
1988	-114,98	-114,70	-2,00
1989	-100,54	-100,39	-1,83
1990	-90,17	-93,15	-1,43
1991	-80,69	-131,75	-1,95
1992	-89,19	-226,38	-3,24
1993	-163,42	-316,98	-4,42

(\*) Solde inscrit dans le collectif budgétaire.

Prélèvements obligatoires (en pourcentage du PIB)

	1988	1989	1990	1991	1992
<b>Impôts hors Sécurité sociale</b>	24,1	23,8	23,7	23,7	23,0
dont :					
- Etat	16,7	16,6	16,3	15,9	15,2
- Collectivités locales	5,9	5,9	6,1	6,3	6,3
- CEE	1,2	1,1	0,9	1,2	1,1
- Prélèvements sociaux	19,8	19,9	20,1	20,5	20,7
<b>Total P.O.</b>	<b>43,8</b>	<b>43,7</b>	<b>43,7</b>	<b>44,1</b>	<b>43,7</b>

## Traitement de choc

par Alain Verholes

SUREMENT courageux, probablement téméraire, peut-être imprudent. Le double plan d'assainissement financier et de soutien à l'activité économique rendu public lundi 10 mai par M. Balladur ne manque pas d'engourdir. Ajoutant à des sacrifices immédiats la perspective d'une rigueur de longue haleine, le premier ministre se propose tout à la fois de rééquilibrer d'ici à la fin de l'année prochaine notre système de protection sociale en même temps qu'il annonce des réformes en profondeur des régimes de retraite et d'assurance-maladie tout en nous promettant de réduire à presque rien (2,5 % du PIB) le déficit budgétaire d'ici à 1997.

Il y a certainement pas mal de courage dans les mesures annoncées aux Français en ce début de semaine. Difficile en effet d'augmenter les prélèvements fiscaux et sociaux au rythme de presque 70 milliards de francs l'an sans prendre de gros risques politiques. La CSG dont on ne sait toujours pas si elle est un véritable impôt - le Conseil d'Etat avait plutôt répondu par la négative - mais dont l'impopularité semble assurée, sera sensiblement accrue à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Passant du taux de 1,1 % à celui de 2,4 % sur l'ensemble des revenus, elle ponctionnera une cinquantaine de milliards de francs en année pleine sur les ménages. Une autre mesure va faire grimper les dantes : la hausse de 28 centimes par litre de la zone intérieure sur les produits pétroliers avec en pourcentage une augmentation plus forte sur le gazole qui risque de provoquer la fureur des transporteurs routiers. Là encore le prélèvement est important, atteignant 17,6 milliards de francs l'an avec la hausse des taxes sur les alcools (2 milliards). Nous en sommes à 87,5 milliards de francs de ponction fiscale sur une année. Même si on peut avancer l'idée qu'une partie de cette somme (une

treizaine de milliards) est redistribuée aux entreprises (TVA, charges sociales réduites...). Le chiffre est trop important (il représente 1 % ou 0,5 % du produit national selon que l'on comptabilise ou non les mesures entreprises) pour n'être pas douloureusement ressenti par les Français, même si la CSG est relativement indolore puisque, pour les salariés, prélevée automatiquement à la source, c'est-à-dire sur la feuille de paie. Il n'empêche qu'au rythme de 4 milliards de francs par mois, ce nouvel impôt sur le revenu qui n'est pas encore affiché sa véritable identité va peser lourd sur les revenus des ménages. Même si M. Balladur a finalement accepté de rendre la CSG partiellement déductible du revenu imposable - ce qui allègera l'impôt sur le revenu payé l'année prochaine de quelque 8,5 milliards de francs, - on doit lui reconnaître le mérite de n'avoir pas cédé à la facilité.

Il s'agit de cent fois plus aisé pour le premier ministre d'augmenter la TVA de 1,4 point par exemple, portant le taux de 18,6 % à 20 % tout rond, ce qui aurait rapporté 45 milliards de francs l'an à l'Etat. Une mesure réversible de surcroît. Le risque politique était là très faible, les impôts sur la consommation étant réputés indolores. D'autant que, dans le climat de déprime actuel et de concurrence acharnée sur les prix, les commerçants n'eussent peut-être pas complètement réprouvé la hausse de la TVA, préférant comprimer leurs marges bénéficiaires plutôt que de perdre des ventes.

Malgré le premier ministre, qui n'a jamais caché sa préférence pour cette solution et semble au fond de lui-même rester sur ses positions, s'est rangé aux arguments économiques qui veulent qu'une hausse de la TVA accélère la hausse des prix. C'est sérieux-nous devenons si le taux d'inflation en France avait retrouvé le taux d'inflation allemand alors qu'il est actuellement sensiblement infé-

rieur ? Peut-être notre bonne image de marque sur les marchés des changes (voyez comme le franc est maintenant solide) en est-elle tellement souffert que la baisse des taux d'intérêt s'en fût trouvée stoppée. Peut-être.

M. Balladur n'a en tous les cas pas voulu résister à de piteux arguments, ce qui est gage de cohérence : une grande partie de sa politique économique n'est-elle pas basée sur l'idée que des taux d'intérêt élevés étranglent l'activité et qu'il importe avant tout de les faire baisser ?

## Les causes profondes

Courageux est également l'engagement de s'attaquer en profondeur aux causes des déséquilibres de la Sécurité sociale, à savoir les déficits des régimes vieillesse et maladie. Là encore, des sacrifices vont devoir être faits. M. Barre déclarait récemment que le pays avait à revenir un jour ou l'autre sur certains aspects « loucheurs » des avantages sociaux qui sont les siens. Ce jour semble venu, mais que se passera-t-il dans un an quand les réformes mises en œuvre seront mieux pesées et appréciées ?

Difficile d'assurer que tout se passera bien même si, d'une certaine façon, M. Balladur laisse perçoir l'idée que certaines mesures pourront être abandonnées le moment venu quand les équilibres financiers de la Sécurité sociale auront été rétablis. Encore que ces demi-promesses, si elles peuvent consoler une baisse de la CSG (M. Bérégovoy avait supprimé le prélèvement social de 1 % en 1984), ne ramèneront pas en cause des mesures de longue haleine comme l'allongement des durées de cotisation ou le calcul des pensions sur le nombre d'années de travail.

Il y a donc, en plus du courage, de la ténacité dans le plan qui vient de nous être présenté. Une ténacité

qui peut s'expliquer par le souci de régler le plus vite possible - en vue des échéances présidentielles - des problèmes qui apparaissent maintenant incontournables et pourraient empoisonner une campagne électorale.

Il y a peut-être enfin de l'imprudence à donner la priorité à l'assainissement financier sur la relance économique. Non pas dans l'absolu, car un grand pays industriel dont le monnaie est livrée quotidiennement sur les marchés ne peut se permettre de vivre longtemps avec des déficits importants. Mais l'économie française traverse une mauvaise passe, due en partie aux difficultés allemandes. Une mauvaise passe également due à la faiblesse de la demande des ménages (on achète peu) et des entreprises (on investit peu). A la base de cet entêtement, un réel manque de confiance dans l'avenir. Les 12,9 milliards de francs de réserves pour 1993 du plan de soutien à l'emploi, au logement, aux PME-PMI, au STP (20,5 milliards en 1994) seront-ils suffisants pour combattre les tendances à la récession, une récession dont M. Balladur s'a lui-même reconnu la réalité ? Certaines mesures apparaissent avérées, comme celles qui concernent le logement. D'autres le sont moins, notamment le remboursement de TVA aux entreprises, dont personne ne sait si l'argent profitera à des firmes en difficulté de trésorerie.

Une disposition du collectif budgétaire est révélatrice : M. Sarkozy, ministre du budget, a préféré annoncer une réduction du déficit budgétaire de 16,3 milliards de francs de cette année (réduction calculée par rapport à une dérive estimée au vu du rapport Raynaud) plutôt que d'ajouter les 11 milliards de francs de TVA remboursable aux entreprises dans la comptabilisation du plan de relance. Le choix n'était pas de présentation puisque la mesure de remboursement de TVA retenue

en février par le précédent gouvernement (mesure qui s'applique déjà mais n'avait pas été financée et donc est venue grossir le déficit dont fait maintenant état le ministre du budget) va se substituer une autre mesure pour la TVA de même coût budgétaire. La décision finale retenue est significative, semble-t-il, d'une certaine priorité donnée à l'assainissement sur d'autres considérations, de relance notamment.

On peut craindre que l'activité économique ne se détériore davantage lorsque seront mieux connues les mesures du plan Balladur, qui de surcroît tente d'encourager l'épargne longue à un moment où il faudrait ramener la consommation. Il sera intéressant de ce point de vue de voir si M. Alphandéry va donner suite à ses projets d'encouragement à l'épargne longue. D'une certaine façon, le plan d'assainissement des finances publiques et sociales vient à contre-courant de la conjoncture, même s'il est probablement indispensable eu égard à la gravité des déficits de la Sécurité sociale. Beaucoup va se jouer maintenant sur la confiance et les anticipations que feront les uns et les autres. De ce point de vue, la cohérence d'ensemble du plan Balladur, qui apporte des lumières sur les cinq et même dix prochaines années, est un élément positif important.

Peut-être eût-il été préférable, pour faire pencher la balance dans le bon sens, d'étaler davantage dans le temps les mesures qui viennent de nous être annoncées, notamment les mesures fiscales. A charge d'accélérer certains économies de dépenses. Une méthode pratiquée par Bill Clinton aux Etats-Unis et Helmut Kohl en Allemagne, qui, tous deux, ont annoncé des augmentations d'impôts. Applicables un peu plus tard.

## Attirer l'épargne vers la Bourse

Afin de « réorienter l'épargne vers les placements productifs » et de faciliter ainsi les futures privatisations, le collectif budgétaire comporte deux mesures fiscales visant à inciter les particuliers à investir en actions.

Tout d'abord, les petites opérations boursières réalisées pour l'essentiel par des particuliers seront exonérées de l'impôt de Bourse. Chaque transaction réalisée à compter du 24 mai bénéficiera d'un abattement de 150 francs. Rappelons que le droit de timbre sur les transactions en valeurs mobilières est fixé à 3 % pour la fraction de chaque opération inférieure ou égale à 1 million de francs et à 1,5 % au-delà. Ainsi, les ordres d'achats ou de ventes de titres n'excédant pas 50 000 francs échapperont à l'impôt de Bourse. Il en coûtera environ 300 millions de francs au budget de l'Etat.

Autre mesure, annoncée de plus longue date par le ministre de l'Economie, Edmond Alphandéry : l'exonération de taxation des plus-values des sommes transférées de sicav de capitalisation monétaires ou obligataires vers un plan d'épargne en actions (PEA) conservé au moins cinq ans. Au-delà de 163 000 francs de cession annuelle, les plus-values réalisées sur des sicav monétaires sont imposées à 18,1 %, y compris les prélèvements sociaux. Elles échapperont à l'impôt si elles sont transférées vers un PEA à compter de la date de publication de la loi et jusqu'au 31 décembre. Il en coûtera environ 300 millions de francs au budget.

## Carburants : plus 28 centimes par litre

La taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP) sera majorée uniformément de 28 centimes par litre, « afin de conserver l'écart actuel de taxation en francs entre ces produits ». En fait, le pourcentage d'augmentation de la TIPP sur le super plombé (+ 8,57 % sur 2,27 francs par litre, soit les 28 centimes) est plus élevé que sur le super sans plomb (9,63 % sur 2,90 francs) et, surtout, que sur le gazole (+ 16 % sur 1,74 franc). S'il est exact que l'écart de taxation en francs entre les produits pétroliers est maintenant plus cher, le super plombé, aux dépens du super sans plomb, et, surtout, du gazole, dont le prix se rapproche lentement de celui de l'essence. Pour faire passer la pilule, le gouvernement rappelle que le prix du super plombé d'avril 1993 sera inférieur de 16 centimes par litre à celui de 1989, en francs constants (corrigés de l'inflation), la progression du prix du gazole n'étant que de 10 centimes par litre, toujours en francs constants. « Progression sans commune mesure avec l'augmentation des coûts d'infrastructure et d'environnement du transport routier ».

La majoration de 8,57 % sera applicable, également, aux autres produits pétroliers, fioul domestique, fioul lourd et gaz naturel. Ces mesures, qui entreront en vigueur le 12 juillet prochain, rapporteront 7 milliards de francs en 1993.

Le Monde  
12 mai 1993  
L'HISTOIRE  
AU JOUR LE JOUR



# ET LA PRÉSENTATION DU COLLECTIF BUDGÉTAIRE

## Des mesures sociales pour le long terme

La CSG à 2,4 % - A compter du 1<sup>er</sup> juillet, la contribution sociale généralisée sera portée de 1,1 % à 2,4 % sur l'ensemble des revenus. Cette mesure, qui rapportera 25 milliards de francs en 1993 et 50 milliards en 1994, sera versée à un fonds de solidarité vieillesse qui regroupera les dépenses de retraite non liées au versement d'une cotisation (minimum vieillesse, droits à la retraite des émigrés, majorations pour enfants, périodes de service national). Ce fonds recevra également des ressources budgétaires afin d'apurer les déficits antérieurs accumulés par la Sécurité sociale (40 milliards de francs). Seule, l'augmentation de 1,3 point de la CSG pourra être déduite des revenus imposables.

Afin d'assurer une juste répartition de l'effort demandé, le montant déductible de la CSG sera plafonné à 3 000 francs pour un célibataire et à 6 000 francs pour un couple (voir tableau). Cette disposition, qui devrait exonérer quelque 350 000 contribuables de l'impôt sur le revenu, représente un manque à gagner de 8,5 milliards de francs pour l'Etat. En revanche, « les gains et les revenus qui bénéficient d'un taux d'imposition favorable (prélèvements libéraux et taux proportionnels sur les plus-values) » ne seront pas déductibles. A condition de ne pas être imposables, les personnes qui perçoivent une indemnité de chômage ou une pension d'invalidité et les retraités (dont 60 % ne sont pas imposables) seront exonérés de CSG (lire page 20 notre dossier sur la contribution sociale généralisée).

Le régime des retraites va être réformé. - Un projet de loi sur les retraites sera examiné par le Parlement dès la session de printemps. Il s'agira d'allonger progressivement la durée de cotisation et les périodes de référence servant au calcul des retraites, mais aussi de confirmer l'indexation des pensions sur l'indice national des prix. Parmi les hypothèses avancées par le gouvernement figure le

passage progressif de 150 (37 années et demie) à 160 trimestres (40 années) de cotisation pour obtenir une retraite de base à taux plein. Dès 1994, on passerait à 151 trimestres avant de fixer la référence à 152 trimestres en 1995, et ainsi de suite. La période de référence (actuellement, les dix meilleures années) pourrait être elle aussi augmentée peu à peu (jusqu'à vingt meilleures années).

Des économies sur l'assurance-maladie. - Des mesures d'économies « s'imposent immédiatement » dans le secteur des dépenses d'assurance-maladie, dont la croissance de près de 5 % en volume et par an n'est pas uniquement justifiée par les nécessités de la protection sanitaire. Le gouvernement précise que ces mesures « seront mises en œuvre très rapidement » et que, « parallèlement, il engagera une concertation avec les représentants des professions médicales pour définir les mesures structurelles de maîtrise des dépenses de santé à moyen terme ». Selon toute probabilité, le forfait hospitalier devrait être augmenté et les remboursements devraient être revus à la baisse (un forfait de 10 francs non remboursable par ardonnance a été évoqué).

Ces dispositions, mises en œuvre « pour préserver les acquis sociaux », doivent permettre de rééquilibrer le régime général de la Sécurité sociale en 1994 (tendanciellement, le déficit 1993 est de l'ordre de 60 milliards de francs et celui de 1994 atteindrait 80 milliards). « L'objectif que se fixe le gouvernement sur le moyen terme est clairement de parvenir à l'équilibre financier de nos régimes de protection sociale sans hausse de cotisation supplémentaire », indique l'Hotel Matignon, qui estime que « lorsque le rythme de croissance sera plus élevé, il devra être exploité pour diminuer les cotisations sociales ».

L'impact de la CSG sur les ménages

Salaires bruts annuels	CSG supplémentaire	Allègement d'impôt sur le revenu lié à la déductibilité en % de l'impôt
● Contribuables célibataires		
70 000 F	+ 865	- 19,36
150 000 F	+ 1 853	- 3,10
300 000 F	+ 3 705	- 1,57
1 000 000 F	+ 12 350	- 0,52
● Contribuables mariés sans enfants		
150 000 F	+ 1 853	- 3,45
200 000 F	+ 2 470	- 2,96
400 000 F	+ 4 940	- 2,37
1 000 000 F	+ 12 350	- 1,25
● Contribuables mariés avec deux enfants		
150 000 F	+ 1 853	- 16,2
200 000 F	+ 2 470	- 4,02
400 000 F	+ 4 940	- 3,06
1 000 000 F	+ 12 350	- 1,38

## Alcools : des droits majorés de 16 %

Les droits de consommation sur les alcools, restés inchangés depuis 1987, seront relevés uniformément de 16 %, sauf sur les vins. Le tarif passera de 300 francs à 350 francs par hectolitre de produit pour les vins doux naturels et les vins de liqueur, soit 0,50 franc de hausse par litre. Il sera porté de 1 200 francs à 1 400 francs par hectolitre d'alcool pur contenu pour les autres produits intermédiaires (porto, pinot et autres « vins marqués » à 20 % d'alcool environ), soit 0,40 franc de plus.

Pour les alcools, une bouteille de rhum à 50 % supportera 3,60 francs de plus (de 4 495 francs à 5 215 francs par hectolitre d'alcool pur), les droits pour les autres produits étant portés de 7 810 francs à 9 060 francs : pour un litre de boisson anisée à 45 %, le droit passera donc de 35,14 francs à 40,77 francs, soit une augmentation de 5,63 francs.

Ces mesures, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993, rapporteront 710 millions de francs en 1993, le double en année pleine.

Le rappel des promesses électorales est parfois cruel. Seul Philippe Séguin sort indemne de l'exercice. Au sein d'une opposition qui a toujours fait de la baisse des prélèvements obligatoires un thème de campagne, le député des Vosges était bien isolé lorsque, le 9 février, il plaçait pour une augmentation de la CSG, la taxation « des le premier franc » des revenus des sciv monétaires et un relèvement de la TVA.

Ironie de l'histoire, c'est son ancien compère Charles Pasqua qui s'était chargé de le rappeler à l'ordre. L'ancien président du groupe RPR du Sénat avait en effet qualifié, le 8 mars, de « complètement libérés » ceux qui au sein de l'opposition d'alors présentaient un allègement des prélèvements. M. Pasqua avait au contraire estimé « indispensable de diminuer les impôts et les charges si l'on veut créer des emplois ».

## Un plan de 12,6 milliards de francs pour les entreprises

Jugeant « très graves » les difficultés qu'affrontent aujourd'hui les petites et moyennes entreprises, le gouvernement a décidé d'inclure, dans sa loi de finances rectificative, une série de mesures destinées à améliorer les trésoreries et à prévenir les défaillances. Selon les estimations du ministère de l'économie, ce sont ainsi 12,6 milliards de francs supplémentaires qui sont consacrés aux entreprises, dont 7,1 milliards pour les seules PME - PMI.

Suppression de la règle de décalage d'un mois du remboursement de la TVA à compter du 1<sup>er</sup> juillet. - C'est la mesure la plus spectaculaire. Elle répond à une vieille et inlassable requête des organisations patronales. Ces dernières ont, en effet, toujours dénoncé un mécanisme, unique en Europe, par lequel les entreprises se trouvaient dans l'obligation d'avancer de l'argent à l'Etat. Selon cette règle, les entreprises ne pouvaient déduire la TVA supportée sur leurs achats de biens et services qu'un mois après s'en être acquittées. Ce principe avait été assoupli par un décret du 28 janvier 1993 qui diminuait de 10 % le montant de la TVA décalée. L'effort a été jugé « insuffisant » par le gouvernement actuel, qui a décidé de supprimer totalement cette règle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1993. Cette disposition concerne toutes les entreprises - petites et grandes - redevables de la taxe sur la valeur ajoutée. Toutefois, les PME obtiennent un traitement de faveur pour le remboursement des sommes dues.

Le texte prévoit en effet de rembourser immédiatement les créances déduites sur l'Etat au titre de la TVA aux entreprises imposables sur forfait ou sous régime simplifié, ainsi qu'à celles imposées au régime normal mais dont le montant décalé de TVA déductible est inférieur à 10 000 francs.

Les services du ministère de l'économie ont estimé à deux millions le nombre d'entreprises susceptibles de bénéficier d'une telle mesure, soit 82 % des entreprises redevables de la TVA. Pour les autres, le procédé est plus complexe, et un peu moins avantageux. Ces entreprises recevront en contrepartie de leurs créances sur l'Etat des titres de trésorerie remboursés à 4,5 % et remboursés au plus tard dans vingt ans. Au total, le nouveau dispositif représente un allègement fiscal de 11 milliards de francs (dont 5,5 milliards pour les

## Soutenir l'activité

### Cinquante mille emplois espérés dans le bâtiment

Plongé dans une crise sans précédent, le bâtiment fait l'objet d'une attention toute particulière de la part du gouvernement qui lui consacrera 5,3 milliards de francs supplémentaires en 1993 et 1994 dans le but de susciter la création de plus de 50 000 emplois directs.

Relancer l'accession sociale à la propriété. - 20 000 PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) supplémentaires sont prévus, ce qui portera leur nombre à 55 000 en 1993. Leur taux passe de 8,97 % à 7,7 % et les plafonds de ressources sont relevés de 5 % en Ile-de-France.

Un programme pour les HLM. - Côté HLM, un programme supplémentaire de 11 000 prêts locatifs aidés (PLA) est décidé, portant leur nombre à plus de 100 000 en 1993. Sur ces 11 000 PLA, 3 000 seront des logements locatifs d'insertion réservés aux allocataires du RMI (revenu minimum d'insertion) et aux ménages très modestes.

Les PAP et PLA supplémentaires coûteront 2,3 milliards de francs. En outre, le gouvernement promet « l'engagement rapide » de 20 000 à 30 000 prêts locatifs intermédiaires (PLI).

La rénovation des logements. - Pour inciter à la rénovation de 25 000 logements supplémentaires, les propriétaires occupants disposant de ressources limitées verront les datations destinées à la prime d'amélioration de l'habitat (PAIH) majorées de 200 millions et les bailleurs pourront bénéficier de 300 millions supplémentaires attribués à l'ANAH (Agence nationale d'amélioration de l'habitat).

Aide aux SDF. - Une enveloppe de 100 millions sera consacrée aux personnes sans domicile fixe afin de mettre en œuvre des structures d'hébergement adaptées (logements temporaires ou logements passagers).

Constructions dans les DOM-TOM. - Environ cinq cents logements supplémentaires seront construits dans les DOM-TOM, les premiers bénéficiant de 84 millions de francs de plus et les seconds de 16 millions (via le Fonds d'investissement pour le développement économique et social ou FIDES).

Au total, ces actions mobiliseront 3 milliards de francs en 1993.

A ces sommes s'ajouteront des mesures fiscales totalisant 2,3 mil-

liards de francs, budgétés en 1994 :

Les logements neufs. - Pour résorber le stock de logements neufs, il est prévu que les personnes qui achèteront avant le 1<sup>er</sup> juillet 1994 un logement neuf pour en faire leur résidence principale ne le louer comme résidence principale pendant cinq ans bénéficieront soit d'une exonération de droits de mutation ou de donation dans la limite de 300 000 F par part (ce qui revient à doubler l'abattement en faveur des enfants), soit, s'ils le vendent, d'une exonération de droits de mutation à titre onéreux dans la limite de 600 000 F (le prix moyen des logements neufs).

Deux mesures sont destinées à améliorer la rentabilité du logement locatif :

1) Le taux de la déduction forfaitaire pratiquée par les bailleurs sur leurs revenus fonciers pour leurs frais de gestion, primes d'assurance et amortissement d'immeuble sera porté de 8 % à 10 % et ce, dès l'imposition de leurs revenus 1993. Cette mesure coûtera 660 millions de francs.

2) Les bailleurs qui loueront pendant au moins six ans leur logement pourront déduire leur déficit foncier de leur revenu global dans une limite annuelle de 50 000 francs. La fraction du déficit provenant des intérêts d'emprunts ne sera pas prise en compte dans ce chiffre mais restera sous le régime actuel (c'est-à-dire qu'ils restent imposables sur les revenus fonciers des 5 années suivantes). Cette disposition - qui encadre les dépenses payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 - s'appliquera également aux SCPI (sociétés civiles de placement immobilier) d'habitation. Son coût est estimé à 1,3 milliard.

Rabaissement du plafond de réduction d'impôt pour les propriétaires occupants. - Enfin, le plan de la réduction d'impôt dont bénéficient les propriétaires occupants pour les dépenses de grosses réparations, d'isolation thermique et d'amélioration est relevé de 25 %. Il passe de 8 000 à 10 000 F pour un célibataire et de 16 000 à 20 000 F pour un couple marié. Le coût de cette mesure - qui s'appliquera aux dépenses payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 - est estimé à 400 millions.

## Une enveloppe importante pour l'agriculture

Les paysans sont parmi les principaux bénéficiaires des mesures gouvernementales (le Monde daté 9-10 mai) puisque une somme de 1,5 milliard de francs leur est accordée. A cette enveloppe s'ajoutent 400 millions de francs de la loi de finances 1993 qui étaient bloqués et qui sont dégelés, notamment pour accroître les fonds disponibles pour les offices interprofessionnels par produits (vin, fruits, viande, lait...).

La dotation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent est majorée de 20 %, et le dispositif des prêts bonifiés de consolidation est renforcé (100 millions). Le plafond de déduction pour investissement est relevé, ce qui se traduira, à partir

de 1994, par un allègement de charges de 700 millions. D'autres mesures sont prévues pour améliorer les préretraites des exploitants spécialisés dans des productions comme le porc ou la volaille à l'intérieur d'« ateliers intensifs ». L'augmentation immédiate de la prime à l'herbe (passant de 120 à 200 F par hectare), pour aider les éleveurs de bovins, coûtera 210 millions de francs.

La mesure la plus importante est le démantèlement, dès cette année, de la part départementale de l'impôt foncier non bâti, qui se traduit pour les agriculteurs par un équivalent-subsidiation de 800 millions de francs.

## Un effort en faveur des travaux publics

Un effort de 2,65 milliards de francs est décidé essentiellement pour les routes et les transports collectifs. Cette somme comprend deux volets : 2,05 milliards de crédits budgétaires dont 1,15 milliard est inscrit dans le collectif et 0,6 milliard d'opérations financées par des établissements publics ou des sociétés d'économie mixte.

900 millions de francs d'autorisations de programme (600 millions en crédits de paiement), qui étaient gelés, sont débloqués pour l'exécution des contrats de plan dans le domaine des transports collectifs urbains. Le budget des routes est abondé de 800 millions de francs dont 100 millions dans les départements d'outre-mer. Un effort similaire est demandé aux conseils régionaux.

Les sociétés d'autoroutes vont lancer 600 millions d'emprunts

supplémentaires pour accélérer plusieurs chantiers dans l'Ouest, en Bourgogne et entre Amiens et le nord de Paris.

Enfin 150 millions de francs sont destinés à aider les collectivités locales qui investissent.

Par leur effet d'entraînement, ces injections de crédits publics devraient permettre, selon le gouvernement, d'engager 4 milliards de francs de travaux.

Le dispositif en faveur des travaux publics contient un chapitre spécial consacré à l'amélioration de l'environnement, qui fait apparaître une enveloppe de 700 millions de francs. Les agences de l'eau dégageront notamment 300 millions pour accélérer leurs programmes d'assainissement et EDF va donner une impulsion nouvelle à son programme d'enfouissement des lignes électriques.

## Lors de la campagne électorale

### Le RPR et l'UDF avaient promis un allègement de la pression fiscale

Les dirigeants de droite n'avaient cessé de marteler cette promesse de campagne. Dès le 16 novembre, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy pour le RPR, François Bayrou et Alain Madelin pour l'UDF assuraient que le programme de l'opposition conduisait à « baisser les impôts et les charges sociales pour renforcer les incitations à produire ».

#### M. Balladur était resté prudent

Le 16 février, Valéry Giscard d'Estaing affirmait qu'« à chaque fois que l'on augmente une charge sur un impôt, on augmente automatiquement le chômage ». « Il est donc exclu de les augmenter, pas plus que la CSG », ajoutait le président de l'UDF, tandis que M. Juppé promettait, le même jour : « Nous ferons tout pour éviter d'augmenter la CSG. » Jacques Chirac n'avait pas été en reste. Il

qualifiait, le 19 février, d'« erreur économique » toute mesure alourdissant les impôts et répétait, le 16 mars, qu'il était « impératif et urgent d'alléger les prélèvements obligatoires ».

Edouard Balladur avait été plus nuancé. « Nous n'éviterons pas la hausse d'un certain nombre d'impôts indirects », avait-il prévenu, le 19 mars, ajoutant que « des mesures urgentes seront nécessaires » afin notamment de résorber le déficit des régimes sociaux. C'est cette même prudence qui caractérisait M. Balladur, le 26 octobre, lorsque, détaillant les projets du RPR sur la réforme de l'impôt sur le revenu - abaissement du taux marginal de 56,8 % à 50 % et réduction du nombre de tranches du barème de treize à quatre ou cinq - il précisait qu'il était « inutile de promettre de le faire rapidement » car « la promesse ne serait pas tenue ».



## LES RÉACTIONS

## Députés et sénateurs de la majorité manifestent une satisfaction mesurée

A l'issue des auditions du ministre du budget, Nicolas Sarkozy, venu présenter le collectif budgétaire devant leurs commissions des finances respectives, députés et sénateurs de la majorité ont exprimé une satisfaction mesurée, teintée parfois de scepticisme quant aux chances de relance contenues dans le plan gouvernemental. Si tous ont admis le principe d'une augmentation de la CSG, pourtant contraire à leurs opinions originales, ils sont en revanche partagés sur sa déductibilité de l'impôt sur le revenu.

« Plan rigoureux », selon Philippe Auberger (RPR, Yonne), rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale. « Bonne copie, plan raisonnable et courageux », selon Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne), son homologue du Sénat. Lundi 10 mai, en fin d'après-midi, le ton était à la satisfaction, mais sans enthousiasme excessif, chez les élus de la majorité venus écouter le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, qui présentait devant les commissions des finances de l'As-

semblée nationale et du Sénat le plan de redressement approuvé en conseil des ministres le jour même. « Un effort sérieux est fait pour stopper les déficits », soulignait Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances du Sénat. Un certain nombre de mesures vont « dans le bon sens », estimait de son côté le secrétaire général du Parti républicain et député UDF du Pas-de-Calais, Philippe Vasseur.

## Des divergences se sont fait jour

Seuls les élus de l'opposition mettaient un peu de vivacité dans cette ambiance mesurée. « Ce n'est pas la purge, c'est l'essorage. Plus sec que cela pour les ménages et les familles, ce sera difficilement possible », affirmait le député communiste de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Brard. Quant à l'ancien ministre socialiste de la défense, député et maire de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, il ironisait sur un plan qui relevait « plus de la magie et de la médecine de Molière que de la science économique ».

Peu surpris dans l'ensemble par des mesures déjà largement dévoilées, plusieurs députés de la majorité ont surtout donné l'impression de rester sur leur faim. « Derrière le

traitement de choc, y a-t-il une volonté de changement fondamentale ? » s'interrogeait Jean-Jacques Descamps (UDF, Indre-et-Loire). « Ce n'est qu'un premier volet, attendons la suite », constatait Charles de Courson (UDF, Marne). Certains n'étaient peut-être pas loin de penser, comme Jean-Pierre Soisson (République et Liberté, Yonne), qu'il y avait de « nombreux éléments de continuité » entre les politiques de Pierre Bérégovoy et d'Edouard Balladur.

Le plan annoncé aura-t-il un effet positif sur la situation économique ? Philippe Auberger s'est fait l'interprète de cette interrogation en demandant à Nicolas Sarkozy quelles seraient les incidences du collectif sur la croissance et l'emploi, mais n'a pas obtenu de réponse définitive. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), président de la commission des finances, a, quant à lui, suggéré que l'allègement des charges sociales ne valait pas pour autant engagement d'embauche de la part des entreprises. Dans le même esprit, au Sénat, Jean Arthuis a souligné que l'on « complexifie l'allègement des charges des entreprises pour entraver le processus d'écoulement de l'emploi » vers les pays à main-d'œuvre bon marché. Le sénateur centriste propose de financer ces allègements par une

augmentation de la TVA qui « touche les produits importés et les productions nationales ».

Bien que l'audition de Nicolas Sarkozy n'ait pas donné lieu à débat, des divergences se sont fait jour parmi les différentes composantes de la majorité sur la CSG (contribution sociale généralisée). Si tous ont accepté, bon gré mal gré, devant les arguments d'équité sociale et d'absence d'incidence inflationniste, l'augmentation de cette contribution qu'ils avaient rejetée dès sa création, les députés UDF et RPR se divisent sur sa déductibilité de l'impôt sur le revenu. Consensus, Philippe Vasseur considérait que la formule retenue était « une solution médiane qui devait satisfaire l'ensemble de la majorité ».

Pas si sûr ! Dès sa sortie de la commission des finances, Jacques Barrot se déclarait prêt à « faire une contre-proposition » qui tiendrait la non-deductibilité de la CSG à un aménagement de l'impôt sur le revenu. Car, quelle que soit la complexité de la formule actuellement proposée, personne n'envisageait une augmentation de la CSG sans déductibilité.

CLAIRE BLANDIN

## Dans le patronat

Le CNPF (Conseil national du patronat français) estime que le plan de redressement présenté par le gouvernement « rassemble des mesures susceptibles de restaurer la confiance des chefs d'entreprise et de ralentir la détérioration de l'emploi ». Jugant le plan « sérieux et cohérent », il ajoute que « plusieurs mesures jugées indispensables par les entreprises, notamment les PME, pour réactiver l'économie, ont été retenues : la suppression du décalage d'un mois de la TVA, la relance du BTP et l'amorce de la budgétisation des allocations familiales ».

La CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) : « La potion est amère, certes », estime Lucien Rabuyet, son président, mais « il fallait immédiatement une politique de

rigueur pour stopper le désastre économique actuel ». Jugant satisfaisantes les mesures en faveur des entreprises, M. Rebuffel estime qu'en freinant la disparition des entreprises elles « sont bonnes pour sauvegarder l'emploi existant » et pour « tenter également d'en créer de nouveaux ».

L'UPA (Union professionnelle artisanale) voit dans les mesures gouvernementales « un premier pas insuffisant », même si elles sont de « nature à encourager les entreprises artisanales à maintenir et développer l'emploi ». Mais elle estime, toutefois, « impératif » d'augmenter le seuil en dessous duquel les salaires mensuels seront exonérés de cotisations familiales patronales ainsi que de réformer « l'assiette de la CSG des non-salariés dans un souci d'équité ».

## Dans les syndicats

La CGT a appelé « les salariés, les retraités et les chômeurs qui vont supporter l'essentiel de l'addition » à « une grande journée de grèves et de manifestations », jeudi 27 mai, en riposte aux mesures annoncées par Edouard Balladur. « C'est une remise en cause des acquis sociaux », a estimé Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, qui dénonce « une formidable opération de transfert des salaires vers la finance ».

La CFDT relève que « les aides fiscales, l'allègement des charges sociales, notamment sur les prestations familiales, ne peuvent prendre la forme d'un chèque en blanc aux entreprises sans contrepartie exigente pour l'emploi ». La CFDT demande à l'Etat d'impulser l'ouverture de négociations dans les branches et les entreprises.

Force ouvrière observe que ce plan « risque de se traduire par une accentuation du ralentissement économique, donc une aggravation du chômage ». « Ce que les salariés actifs, chômeurs et retraités vont payer va diminuer leur pouvoir d'achat, donc la consommation ».

La CFTC regrette que « ne pas trouver, dans le plan d'urgence gouvernemental, la répartition équilibrée des efforts que le monde du travail était en droit d'attendre après la table ronde du 23 avril », car « il allège les charges des entreprises et aggrave celles des salariés, sans garantie réelle pour l'emploi ».

La CFV-CGC juge « courageux » le dispositif d'Edouard Balladur, mais redoute que ce dernier « n'ait pas un impact suffisamment fort pour sortir le pays de la récession ». Paul Marchelli, son président, qui se déclare « optimiste à moyen et à long terme, dénonce toutefois « le manque de clarté à la parole donnée » par le gouvernement en ce qui concerne le relèvement de la CSG.

La FSU (Fédération syndicale unitaire pour l'enseignement, née d'une scission de la FEN) estime que « la gravité des enjeux exigeait une forte mobilisation » qui « devrait inclure un arrêt national du travail » s'il était « très largement unitaire ».

La CSE (Confédération des syndicats libres) espère que « les sacrifices consentis auront un effet rapide sur l'emploi, eu égard aux avantages substantiels accordés aux entreprises ».

## Dans les milieux professionnels

## Le bâtiment

La FNB (Fédération nationale du bâtiment) qui applaudit au plan gouvernemental : « Un ensemble cohérent allant dans le sens du dispositif demandé depuis longtemps ».

La CAFEB (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) : « Dans un contexte de baisse des taux d'intérêt, le plan gouvernemental et les mesures spécifiques en faveur des petites entreprises devraient consolider l'emploi dans le bâtiment ».

L'UNEP (Union nationale de la propriété immobilière) : « Un premier pas, dans le bon sens », selon son président, Philippe Pelletier. Le gouvernement a pris conscience que « l'existence d'un parc locatif privé actif et dynamique est l'une des priorités pour assurer le logement de tous ».

La CNAB (Confédération nationale des administrateurs de biens) « accueille favorablement » le plan et parle de « la prise de conscience de la nécessité de mobiliser le parc locatif privé, pour satisfaire les besoins en logement ».

La FNAIM (Fédération nationale de l'immobilier) va dans le même sens, mais déplore que les exonérations de droits de mutation ne concernent que le neuf.

## Les détaillants en carburants

Le SNDC (Syndicat national des détaillants en carburants) estime que « l'augmentation de la taxe sur les carburants est sans doute nécessaire si elle entre dans le cadre d'une politique globale de relance de l'économie nationale ». Mais ce projet « doit être assorti de mesures supplémentaires visant à garantir les intérêts des professionnels de la vente des carburants ». Le SNDC estime que si des mesures ne sont pas prises rapidement, la profession pourrait perdre plus de dix mille emplois avant la fin de l'année.

## Remèdes à risques

Suite de la première page

Toute la difficulté de ce plan drastique est qu'il intervient alors que l'économie française est en récession et que le gouvernement lui-même, comme divers instituts de conjoncture, prévoit, pour la première fois depuis 1975, un recul du produit intérieur brut marchand de 0,4 % en 1993, ce chiffre intégrant les effets du plan Balladur. Les risques sont donc à la fois économiques, politiques et sociaux.

Le risque économique d'abord. Mécaniquement, la forte majoration de la contribution sociale généralisée (CSG) va avoir un effet récessif. Elle va opérer une lourde ponction sur les revenus des ménages, à laquelle va s'ajouter le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Le risque est d'autant plus grand que la consommation apparaît comme le seul véritable espoir pour la croissance en 1993, les experts tablent sur une hausse de 1,1 % (contre 1,5 % en 1992), alors même que la progression du pouvoir d'achat devait être ramenée de 1,5 % à 1 %. On voit mal comment l'impact de cette majoration de la CSG pourrait ne pas être négatif sur la croissance alors que, dans un climat de récession et donc de hausse du chômage, les ménages peuvent être conduits à consommer avec parcimonie et à constituer une épargne de précaution.

Reste à savoir dans quelle mesure le mini-plan de salut à l'activité et le ballon d'oxygène accordé aux entreprises permettront à ces dernières, si, comme on peut le penser, la baisse des taux d'intérêt continue, de poursuivre leur développement et surtout d'investir. M. Balladur parle là aussi sur le retour de la confiance. Mais les perspectives demeurent sombres, les investissements des entreprises risquant de diminuer de nouveau de 3,7 % cette année. Comment relancer la machine si la demande est atone, les carnets de commande plats et si les entreprises françaises sont confrontées à des partenaires qui, en Europe continentale et d'abord en Allemagne, sont aussi en récession ?

## Etats d'âme

L'autre risque est politique. Après avoir soigneusement pris son temps et avant d'autres étapes, M. Balladur a posé « les premières pierres d'un redressement durable » en courant le danger, même si la solidarité affichée de toutes parts ne le rend pas immédiat, d'indisposer plusieurs composantes de sa puissante majorité. L'urgence réguera dans un premier temps les états d'âme. Mais gare au réveil de ceux-ci si le programme de redressement annoncé n'apporte pas les résultats espérés ! Le courant « populiste » du RPR restera-t-il alors de marbre, au moment où on lui fait avaler une forte majoration – certes déductible du revenu imposable – d'une CSG honnie et longtemps combattue avant de

mettre en œuvre sur les retraites des réformes contenues dans le Livre blanc publié par le gouvernement de Michel Rocard ?

Les partenaires du RPR ne seront pas moins vigilants sur l'efficacité des remèdes choisis, veillant à ce qu'ils ne se révèlent pas pires que le mal que l'on entend combattre. Il suffit de se rappeler la réponse de Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, au Figaro du 11 mars qui l'interrogeait sur une éventuelle hausse des prélèvements obligatoires : « Il est exclu de les augmenter. Pour une raison simple : toute augmentation des recettes fiscales se traduira par une augmentation du chômage. Je vous laisse à penser ce que serait l'état d'esprit de l'opinion publique s'il apparaissait, à l'automne, que les décisions prises par la nouvelle majorité entraînaient l'augmentation du chômage ».

Le risque politique rejoint ici le risque social. Alors que M. Balladur ponctionne lourdement les revenus des ménages, il annonce toute une série de mesures importantes pour les entreprises : prise en charge par l'Etat des cotisations familiales pour les salariés compris entre 1 et 1,1 fois le SMIC, suppression du décalage d'un mois pour le remboursement de la TVA, aides à la trésorerie des PME-PMI et crédits supplémentaires de restructuration industrielle.

## Le recours aux licenciements

En allégeant les ébarges des entreprises, le gouvernement entend favoriser l'embauche de salariés peu qualifiés. Mais si la production, en particulier manufacturière, baisse et si l'investissement poursuit son recul, même s'il est moindre qu'en 1992, on voit mal les entreprises, dans un contexte européen de récession, créer un nombre significatif d'emplois salariés. Une perspective qui a toutes les chances d'être mal accueillie par les syndicats. Le « pacte pour l'emploi » annoncé dans le projet de l'Union pour la France leur laissait espérer que les mesures en faveur des entreprises seraient accompagnées, en contrepartie,

d'une plus grande incitation à la création d'emplois. Le pas sera-t-il franchi dans une deuxième étape ?

Le seul véritable espoir de M. Balladur sur ce point est que les entreprises, en reconstruisant progressivement leurs marges et en se redressant, arrêtent de recourir trop fréquemment aux licenciements. « Les réductions d'emplois », avait déclaré le premier ministre dans son discours de politique générale, ne sont que le dernier remède, à laquelle les chefs d'entreprise ne doivent se résigner qu'après que toutes les autres voies aient été explorées. Un appel particulièrement entendu par le patronat de la métallurgie, qui notait, dans son dernier bulletin, que « les licenciements ne doivent intervenir qu'en dernier recours » et précisaient le chômage partiel et la flexibilité... M. Balladur pourra au moins renouveler sa mise en garde, en s'appuyant justement sur ses mesures en faveur des entreprises. Mais cela sera-t-il suffisant ?

La récession laisse craindre une nouvelle aggravation du chômage. Le ministre du travail lui-même parlait récemment de 150 000 à 200 000 chômeurs supplémentaires en fin d'année. D'autres experts sont plus pessimistes encore. Or, c'est dans une large mesure plus dans la lutte contre le chômage que dans la réduction des déficits que l'opinion attend des résultats. M. Balladur devra se livrer à un sérieux travail de pédagogie pour conjurer l'inquiétude des salariés et d'autres catégories d'assurés sociaux devant l'embauchement persistant du sous-emploi, alors même qu'ils paient une large partie de la facture des déficits publics et sociaux : majoration d'une CSG dont ils sont les plus gros contributeurs, gel des augmentations générales pour les fonctionnaires, rigueur salariale accrue dans les entreprises, plan d'économies sur les dépenses de santé, réforme des retraites allongeant la durée des cotisations...

Le plus grand risque est qu'à ces inquiétudes s'ajoute un sentiment d'injustice générant de frustrations, de tensions, voire d'explosions. Au-delà de l'équilibre budgétaire et de cette « première étape », M. Balladur devra, dans les prochains mois, veiller tout particulièrement à la préservation de l'équilibre social. Sans le maintien duquel tout redressement est voué à l'échec.

MICHEL NOBLECOURT

**LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET**

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent. Des entretiens exclusifs avec le général Pinochet et avec Isabel Allende.

Numéro de mai 1993 - 30 F

Le Monde ARTS et SPECTACLES



## ET LE PLAN DE M. BALLADUR

La réforme de l'institut d'émission

### Le premier objectif de la Banque de France sera la stabilité des prix

La stabilité des prix sera la mission fondamentale de la Banque de France, pour laquelle de nouveaux statuts ont été conçus par le gouvernement, et présentés en conseil des ministres lundi 10 mai.

La philosophie générale du texte — rompre les liens entre la banque centrale et le gouvernement, afin de donner des gages de stabilité à la valeur du franc — est exposée dans l'article premier du projet de loi. Dans les statuts actuels, qui datent de 1973, « la Banque de France est l'institution qui, dans le cadre de la politique économique et financière de la nation, reçoit de l'Etat la mission générale de veiller sur la monnaie et le crédit (...), elle contribue à la préparation et participe à la mise en œuvre de la politique monétaire arrêtée par le gouvernement ». La subordination de l'institution de la rue de la Vierge au gouvernement est très clairement exprimée. Dans les nouveaux

statuts, la Banque « définit et met en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix. Elle accomplit sa mission dans le cadre de la politique générale du gouvernement ».

La rédaction de cet article premier était particulièrement délicate, puisque l'article 20 de la Constitution stipule que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». La Banque de France ne doit donc pas être perçue comme une institution indépendante du gouvernement. François Mitterrand n'a d'ailleurs pas manqué de souligner les risques d'inconstitutionnalité liés à cette disposition (lire l'article de Thierry Bréhier). Cependant, l'article premier des nouveaux statuts est très proche de ceux définis par le traité de Maastricht à propos du système européen de banques centrales (SEBC) prévu pour la troisième étape de l'Union économique et monétaire (UEM) de la CEE (en 1997 au plus tôt). « L'objectif principal du SEBC est de

maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté (...) », stipule l'article 105 du traité.

S'il ne fait pas de référence directe à l'UEM, le projet de réforme du statut de la Banque de France s'inscrit tout à fait dans son esprit et l'institut d'émission devrait ressembler prochainement à la plupart des autres banques centrales européennes jugées indépendantes des gouvernements. La grande différence réside dans la constitution d'un conseil de politique monétaire, né de la scission du traditionnel conseil général. Fidèle à ce conseil, qui délibère uniquement de la politique monétaire, laissant les questions d'administration de la banque — qui reste détenue par l'Etat à 100 % — au conseil général, est chère à M. Alphonse. Le « censeur » du gouvernement, qui participe aux réunions du conseil général, n'est pas admis au

conseil de politique monétaire, afin de laisser toute indépendance à l'institution pour définir le niveau des taux d'intérêt ou fixer les autres variables de la politique monétaire.

Comme prévu, le gouvernement reste maître de la détermination du régime de change. Le conseil de politique monétaire ne pourra donc en aucun cas statuer sur un éventuel changement de parité du franc. La Banque régularisera les rapports entre le franc et les autres monnaies « dans le cadre des orientations générales données par le gouvernement » et non plus dans celui des « instructions du ministre de l'économie ». Quant au contrôle prudentiel des banques traditionnelles exercé par la Banque, il reste globalement inchangé. La commission bancaire attachée à la Banque de France sera simplement dotée d'une véritable existence juridique.

FRANÇOISE LAZARE

### La déductibilité de la CSG : un risque constitutionnel

Il faut toujours faire attention à ce que l'on signe. Edouard Balladur va peut-être le mesurer à ses dépens. Dans son combat contre la CSG, inventée par Michel Rocard, la droite avait fait appel au Conseil constitutionnel. Or, celui-ci, en lui donnant tort, avait mis en avant une analyse qui pourrait peser lourd dans la bataille qui va s'engager sur le délit de la déductibilité de cette contribution sociale généralisée.

Parmi les nombreux arguments soulevés dans la saisine rédigée par les députés de l'opposition d'Alors, et dont le premier signataire était M. Balladur lui-même, il en est un qui pourrait bien gêner le premier ministre d'aujourd'hui. Faisant référence à l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, qui indique que la contribution de chacun aux charges publiques « doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leur faculté », ce texte de la droite affirmait : « Le principe de progressivité des impositions sur le revenu répond à cette exigence, puisqu'il vise à ce que les plus gros revenus soient imposés plus lourdement que les faibles. Mais le taux fixe de la contribution sociale généralisée va à l'encontre de ce principe, puisque la contribution sociale généralisée pèsera aussi lourd sur cha-

que l'on signe. Edouard Balladur va peut-être le mesurer à ses dépens. Dans son combat contre la CSG, inventée par Michel Rocard, la droite avait fait appel au Conseil constitutionnel. Or, celui-ci, en lui donnant tort, avait mis en avant une analyse qui pourrait peser lourd dans la bataille qui va s'engager sur le délit de la déductibilité de cette contribution sociale généralisée.

Quelle sera la position du Conseil, s'il est saisi, face à la déductibilité partielle retenue par M. Balladur ? En tout cas, il ne sera certainement pas sensible aux menaces de Philippe Aubergier, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a affirmé, lundi, que « le Conseil constitutionnel ne passera pas ses droits, surtout s'il s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme », pour déclarer la déductibilité inconstitutionnelle. Ce député RPR a dû oublier le texte de 1990, dont il était, aussi, l'un des signataires.

Th. B.

### Création d'un conseil de la politique monétaire

Le conseil des ministres du 10 mai a adopté un projet de réforme du statut de la Banque de France dont on lira ci-dessous les principales dispositions.

• Missions fondamentales. — La Banque de France définit et met en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix. Elle accomplit sa mission dans le cadre de la politique économique générale du gouvernement.

Dans l'exercice de ces attributions, la Banque de France, en la personne de son gouverneur, de ses sous-gouverneurs ou d'un membre quelconque du conseil de la politique monétaire, ne peut ni solliciter ni accepter des instructions du gouvernement ou de toute autre personne.

Le gouvernement détermine le régime de change et la parité du

franc. Pour le compte de l'Etat et dans le cadre des orientations générales de la politique de change fixées par le ministre chargé de l'économie et des finances, la Banque de France régularise les rapports entre le franc et les devises étrangères.

A cet effet, la Banque de France définit et gère les réserves de change de l'Etat en or et en devises. Ces réserves sont inscrites à l'actif de son bilan (...).

Il est interdit à la Banque de France d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publique (...).

La Banque de France mène toute action en vue du bon fonctionnement des systèmes de paiement.

La Banque de France est une

institution dont le capital est détenu directement par l'Etat (...).

• Le conseil de la politique monétaire. — Le conseil surveille l'évolution de la masse monétaire.

Dans l'exercice de ces attributions, le conseil définit les opérations auxquelles procède la Banque de France dans le cadre de la politique monétaire, d'émission, de prêt ou d'emprunt, d'acompte, de prise ou de mise en pension de créances et d'émission de bons portant intérêt.

Il définit également les obligations que la politique monétaire peut conduire à imposer aux établissements de crédit, et notamment l'assiette et les taux des réserves obligatoires, qui, le cas échéant, s'appliquent dans le cadre de la réglementation bancaire (...).

Le conseil de la politique monétaire est composé de sept membres : le gouverneur et les deux sous-gouverneurs de la Banque de France, six membres choisis en fonction de leurs compétences dans le domaine économique et monétaire.

Ces six membres sont nommés par décret en conseil des ministres pour une durée de neuf ans, sous réserve des dispositions des deux derniers alinéas du présent article.

Ils sont choisis sur une liste, comprenant un nombre de membres triple de celui des membres à désigner, qui est établie conjointement par le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, le vice-président du Conseil d'Etat, le président du Conseil économique et social, le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes. Ils ne peuvent avoir plus de soixante-cinq ans à la date à laquelle ils sont inscrits sur cette liste (...).

Le mandat des membres n'est pas renouvelable (...).

Le conseil de la politique monétaire se réunit sur convocation de son président au moins une fois par mois. Le gouverneur est tenu de le convoquer dans les quarante-huit heures sur la demande de la majorité de ses membres (...). La validité des délibérations du conseil de la politique monétaire est subordonnée à la présence d'au moins les deux tiers des membres en fonction (...). Les décisions se prennent à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le ministre chargé de l'économie et des finances, ou son représentant, peut participer sans voix délibérative aux séances du conseil de la politique monétaire. Il peut soumettre toute proposition de décision à la délibération du conseil (...).

Les fonctions du gouverneur, des sous-gouverneurs et des autres membres du conseil de la politique monétaire sont exclusivement de toute autre activité professionnelle publique ou privée, rémunérée ou non, à l'exception, le cas échéant, après accord du conseil de la politique monétaire, d'activités d'enseignement ou de fonctions exercées au sein d'organismes internationaux. Ils ne peuvent exercer de mandats électifs (...).

• Le conseil général. — La Banque de France est administrée par un conseil général. Ce conseil délibère notamment sur l'emploi des fonds propres et sur les questions relatives à la gestion des activités de la Banque autres que celles qui

se rattachent directement aux missions définies à l'article 1<sup>er</sup> (...).

Le conseil général comprend les membres du conseil de la politique monétaire et un représentant des salariés de la Banque de France (...).

Un censeur et son suppléant, nommés par le ministre chargé de l'économie et des finances, assistent aux séances du conseil général. Ils peuvent soumettre des propositions de décision à la délibération du conseil.

Les décisions adoptées par le conseil général sont définitives, à moins que le censeur ou son représentant n'y ait fait opposition (...).

• Le gouverneur et les sous-gouverneurs. — Le gouverneur protège le conseil de la politique monétaire et le conseil général de la Banque de France (...).

Le gouverneur et les deux sous-gouverneurs sont nommés par décret en conseil des ministres pour une durée de six ans. La limite d'âge applicable à l'exercice de ces fonctions est fixée à soixante-cinq ans (...).

• Autres activités. — L'Etat peut demander à la Banque de France de fournir des prestations, pour son compte ou pour le compte de tiers. Ces prestations sont rémunérées afin de couvrir les coûts engagés par la Banque (...).

La Banque de France est seule habilitée à émettre les billets reçus comme monnaie légale sur le territoire de la France métropolitaine (...).

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, lundi 10 mai, au palais de l'Elysée, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de ces travaux, un communiqué a été publié par le service de presse du premier ministre, dont voici les principaux extraits :

• Banque de France (Le Monde du 11 mai et lire ci-contre)  
• Loi de finances rectificative (Le Monde du 11 mai et lire pages 14 à 20)  
• Les négociations du GATT

Le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté une communication sur les négociations du cycle de l'Uruguay.

La France est le quatrième exportateur mondial. Elle est aussi le deuxième exportateur de produits agricoles et de services.

Elle est favorable au libre-échange et souhaite que les négociations engagées au sein du GATT débouchent sur un accord.

Un tel accord ne pourra être conclu qu'après une négociation globale et sur la base de résultats équilibrés, qu'il s'agisse des produits agricoles ou des autres biens et services. Les signataires du GATT devront aussi clairement renoncer à leurs pratiques unilatérales. Or, les

#### Progressive car non déductible

Cette difficulté constitutionnelle, parmi d'autres, n'avait pas échappé à Michel Rocard. Celui qui était alors son directeur de cabinet, Jean-Paul Huchon, a expliqué, dimanche 9 mai, sur Radio-J, que le gouvernement, avant de rédiger son texte, avait consulté des constitutionnalistes. Ce fut avec profit, puisque le Conseil constitutionnel lui a donné entièrement raison dans sa décision du 28 décembre 1990.

En répondant à la critique sur l'incapacité de cette contribution, le Conseil n'a pas nié la nécessité d'une certaine progressivité, mais il a fait remarquer que la CSG, telle qu'elle était alors créée, allait permettre « l'alignement à due concurrence des prélèvements affectés à la Sécurité sociale », et que « ces prélèvements se caractérisent par une prépondérance de cotisations qui ne sont ni assises sur l'ensemble des revenus ni soumises à une règle de progressivité ». Cette condition mise à la constitutionnalité de la CSG est une première alerte pour le gouvernement actuel, puisque, formellement, l'augmentation qu'il prévoit n'est pas liée à une diminution des cotisations sociales existantes.

Un deuxième élément mis en avant par le Conseil peut être encore plus inquiétant pour ceux qui se battent pour la déductibilité de la CSG. Le Conseil avait considéré, en effet, qu'« en outre, la différence des cotisations sociales, les contributions sociales ne sont pas déductibles de l'impôt sur le revenu, dont les taux sont progressifs ». C'est donc la non-déductibilité qui la rend en partie progressive. Ce constat avait permis à un commentateur de la jurisprudence constitutionnelle, Loïc Philip, dans la semaine 5 de la Revue française de droit constitutionnel, d'affirmer que la loi de finances de 1991

#### En 1990

La droite avait voté une motion de censure contre les propositions de Michel Rocard

Le 19 novembre 1990, la motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par la droite et soutenue par les communistes contre la création de la contribution sociale généralisée échoua de cinq voix. Sans aucune exception, les députés que l'on retrouve aujourd'hui dans le gouvernement d'Edouard Balladur, à commencer par le premier ministre, votent cette motion contre la CSG, qui dénonce « la complexité du dispositif proposé, ainsi que le mode d'affectation retenue, qui « sont de nature à mettre en doute l'efficacité de ce nouveau mode de financement de la protection sociale, particulièrement en ce qui concerne les retraites ».

Au cours de la discussion, Bernard Pons, président du groupe RPR, affirme que « la CSG est injuste, inéquitable et inopportune ». « Votre texte est le symbole d'une politique à bout de souffle, d'un socialisme sans imagination, empêtré dans ses contradictions, vous êtes le gouvernement de l'immobilisme, et votre projet, que vous prétendez nouveau, en est la démonstration éclatante », ajoute le député RPR de Paris. Adrien Zeller, ouvrier du groupe centriste, moque la « carence sociale globale ». « Traiter de l'avenir de la protection sociale est une tâche ardue d'ambitions et pour tous les gouvernements une leçon de modestie ; encore mieux vaut-il risquer l'impopularité en cherchant le vrai que chercher à bon compte en reculant et en contournant l'obstacle », ajoute M. Zeller. Charles Lemoine, président du groupe UDF, affirme que « la CSG est l'illustration [d'une] politique à la fois conservatrice et brouillonne ».

Dans les semaines qui précèdent le débat, Philippe Séguin, favorable à ce que le produit de la CSG soit versé intégralement à la Caisse nationale d'allocation familiale, dénonce « la version Rocard de la CSG », qui « est à jeter à la poubelle ». « La CSG était une grande idée, que Michel Rocard a dénaturée par aveuglement ou courtoisie », ajoute M. Séguin. Dans un point de vue au Monde, Alain Juppé dénonce « deux défauts rédhibitoires ». « D'abord, rien ne nous garantit qu'elle n'entraîne pas le poids total des prélèvements obligatoires », explique-t-il. Deuxième défaut rédhibitoire de la CSG : le gouvernement demande aux Français de payer sans leur dire comment nous éviterons la catastrophe que tous les experts prédisent à notre assurance-vieillesse (...). Au lieu de faire preuve de courage et de prévoyance, le gouvernement se borne à créer un impôt de plus. » Après son échec à l'Assemblée nationale, la droite saisit le Conseil constitutionnel, qui déclare la CSG conforme à la Constitution le 28 décembre 1990.

### Mise en garde présidentielle

L'indépendance de la Banque de France est-elle, dans l'immédiat, compatible avec la Constitution ? Le président de la République a mis en garde le gouvernement, lors du conseil des ministres, sur la réponse à apporter à cette question.

L'article 20 de la Constitution indique, en effet, que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Le Parlement peut-il alors, sans violer la Loi fondamentale, restreindre cette prérogative en transférant à un organisme indépendant le soin de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire de la France ? C'est la question que pose François Mitterrand. Le Conseil constitutionnel n'a pas encore eu l'occasion d'apporter des éléments de réponse, si ce n'est en indiquant, le 9 avril 1992, lors de son analyse du traité de Maastricht, que la « politique monétaire » et la « politique de change » étaient des éléments « conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale » dont la France ne pouvait pas se priver sans autorisation du pouvoir constituant. Mais il n'a pas formellement dit que cette prérogative étatique ne pouvait être exercée que par le gouvernement et par le Parlement.

La question ne se pose que dans le court terme, car pour l'avenir elle est déjà réglée. Le traité de Maastricht prévoit que les banques centrales des Etats membres de la Communauté européenne devront être indépendantes des pouvoirs politiques. Les procédures conduisant à cette indépendance devront être entamées dans la deuxième phase de la mise en place de l'Union économique et monétaire — phase qui débutera le 1<sup>er</sup> janvier 1994 — afin qu'elle soit totale lors de la troisième phase qui doit commencer au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1999. C'est notamment pour permettre ce transfert

de souveraineté que la Constitution a été modifiée en juin 1992, mais le texte alors voté prévoit que ce transfert n'est possible que « selon les modalités prévues par le traité sur l'Union européenne ».

#### Avant l'heure de Maastricht

L'indépendance de la Banque de France est donc parfaitement possible dans le cadre de l'application du traité de Maastricht, mais celui-ci n'est pas encore mis en œuvre puisque tous ses signataires ne l'ont pas ratifié. De plus, il ne prévoit pas cette indépendance avant 1994. Est-elle donc constitutionnellement possible plus tôt ?

Le président de la République parait en douter. Sans que son intervention ait revêtu un caractère égrésif, il a souligné son entourage, le porte-parole de l'Elysée a expliqué que M. Mitterrand avait « rappelé que le projet de loi [présenté] pourrait être mis en cause s'il n'était pas conforme à la Constitution telle qu'elle a été révisée pour tenir compte du traité de Maastricht sur l'union économique et monétaire et à l'avis déjà exprimé le 9 avril 1992 par le Conseil constitutionnel ». M. Balladur, lors de sa conférence de presse, a reconnu que c'était « une affaire assez délicate au plan juridique » car « il ne peut s'agir pour le gouvernement de renoncer à un pouvoir que lui confère la Constitution sans lui conférer la Constitution sans lui conférer un traité international ».

Pour lui, la question est de savoir si l'on peut mettre en œuvre les dispositions nécessaires quelques mois, ou même davantage, avant que ce traité soit applicable. Pour l'instant, cette mise en garde présidentielle n'est pas un avertissement à la nouvelle cohabitation.

Th. B.

**AMBLINN**  
Partez avec le spécialiste!  
IRLANDE : 2530 F\*  
ECOSSE : 2980 F\*  
(\* Prix à cartables dates)  
Téléphone Renseignements : 1 43 96 91 01  
ou 15 code AMBLINN et dans toutes les agences de voyage



# POINT / LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

## Un outil fiscal pour demain

Après de nombreuses hésitations, le gouvernement a décidé d'augmenter le taux de la CSG (contribution sociale généralisée) pour assurer le redressement des comptes de la Sécurité sociale, parallèlement à une augmentation de certaines taxes et avant une série de mesures d'économies. Instaurée en 1991 par Michel Rocard, la CSG ouvre la voie à une modernisation du financement de la protection sociale qui pèse excessivement sur la masse salariale - et, donc, sur l'emploi - alors que les autres pays industrialisés recourent davantage à la fiscalité directe, plus neutre et plus égalitaire. La

CSG, qui est un impôt prélevé à la source sur tous les types de revenus (salaires, capital, propriété, retraites et allocations chômage imposables), présente l'avantage de l'efficacité. Elle passera de 1,1 % à 2,4 % le 1<sup>er</sup> juillet, ce qui rapportera 25 milliards de francs en 1993 et 50 milliards en 1994 dans les caisses de la Sécurité sociale.

Toutefois, la CSG n'est pas un instrument parfait. Non déductible de la fiscalité sur le revenu, elle fait payer un impôt sur l'impôt. En revanche, la rendre déductible avantagerait les hauts revenus par rapport aux bas

salaires non assujettis à la fiscalité directe. Le gouvernement avait à se livrer à de délicats arbitrages, sachant qu'aucune solution technique n'est exempte d'inconvénients. Malgré tout, la CSG peut devenir l'outil fiscal de demain. Non seulement parce que le financement de la protection sociale imposera inévitablement des recettes supplémentaires mais aussi parce que son assise large est en phase avec l'évolution de la répartition des richesses. Contrairement à l'impôt sur le revenu qui perturbe aujourd'hui l'application de la CSG mais que cette dernière pourrait bien progressivement supplanter.

## Moderniser, égaliser, renflouer

La «Sécu» garantit à tous ceux qui vivent en France une protection sociale généralisée : droit à la retraite, prise en charge des dépenses de santé et allocations familiales. Or, le financement de la protection sociale est largement déséquilibré. En effet, il pèse essentiellement sur les revenus liés à l'exercice d'une activité professionnelle, alors que les rémunérations liées à la propriété ou au capital emmènent les revenus sociaux, tels que les retraites, par exemple, sont moins sollicités. C'est ce constat qui est à l'origine de l'introduction de la CSG, en 1991. Le jeu des comparaisons internationales confirme cette analyse. En 1989, les cotisations représentaient en moyenne 66 % de l'ensemble des dépenses de protection sociale dans la Communauté européenne, contre 80 % en France.

Actuellement, 70 % des ressources du seul régime général de la Sécurité sociale proviennent de cotisations prélevées sur les seuls revenus d'activité (les salaires, pour l'essentiel), dont la part dans le partage de la richesse nationale a cessé de baisser au cours des dernières années. En outre, la part des cotisations directement supportées par les salariés est passée de 25 % à 35 % du total au cours des années 80, alors que les cotisations des employeurs sont restées prépondérantes (64 %) mais ont été légèrement réduites.

Mise en évidence depuis fort longtemps, la nécessité d'élargir les recettes de la Sécurité sociale et d'introduire une plus grande fiscalité n'a véritablement abouti qu'en 1990, avec la mise au point de la contribution sociale généralisée. Entrée en application le 1<sup>er</sup> février 1991, cet impôt ne représente pourtant qu'une toute petite part - pas plus de 4 % - des ressources. Alors que l'ensemble des recettes de la

«Sécu» a représenté, en 1992, 1 007 milliards de francs, la CSG, prélevée au taux de 1,1 %, a rapporté la même année 40,369 milliards de francs. Sur cette somme, 32 milliards proviennent des salaires et 2,4 milliards des revenus du capital, alors que le reste est imputable aux revenus sociaux et aux rémunérations déclarées par les travailleurs indépendants.

### Jeux de vases communicants

Instrument de justice sociale permettant de mieux répartir les charges entre les diverses sources de revenus, la CSG a été instaurée par le gouvernement de Michel Rocard non sans certaines précautions. Simultanément, la cotisation salariale d'assurance-vieillesse des salariés a été réduite et le prélèvement «exceptionnel» de 0,4 % sur les revenus imposables supprimé. Un abattement forfaitaire mensuel de 42 F fut également consenti. Au terme de ces jeux de vases communicants, un ménage avec un salaire et deux enfants disposant d'un revenu mensuel ne dépassant pas 16 200 F aura bénéficié d'un gain de pouvoir d'achat (entre 150 F et 500 F) en 1992.

Pourtant, la CSG n'est jamais véritablement parvenue à emporter l'adhésion des Français, alors que sa philosophie générale paraissait faire l'unanimité dans la classe politique et parmi les partenaires sociaux. Plusieurs raisons expliquent cette déception. La première tient à son caractère fiscal. Quel qu'il soit, un nouvel impôt n'est jamais apprécié, même - et peut-être surtout - lorsque son produit est destiné à financer des dépenses clairement identifiées (celles de la Sécurité sociale, en l'occurrence). En 1990, d'aucuns ont

haussé les épaules, comparant la CSG à la vignette automobile, qui, créée dans les années 50, aurait dû exclusivement financer le minimum vieillesse. Un procès d'intention sur le thème : «Aujourd'hui, il s'agit de payer pour la Sécu, demain on augmentera la CSG pour lui faire supporter d'autres dépenses publiques» était inévitable, même si le besoin de financement de la protection sociale est suffisamment endémique pour que le produit de la contribution sociale généralisée y soit durablement affecté. Mais cela ne suffit pas à expliquer cette mauvaise réputation.

En second lieu, c'est la non-déductibilité de la CSG qui a décaliné les critiques. Bien que prélevée à la source, cette contribution ne peut, en effet, être déduite des revenus. On paye donc un impôt sur l'impôt, contrairement à une cotisation sociale classique. A contrario, ouvrir la possibilité de déduire la CSG aurait privé le budget de quelque 6 milliards de francs de recettes chaque année. De surcroît, cette option aurait avantagé les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu, alors que les salariés, qui ne le paient pas, n'auraient bénéficié d'aucune compensation.

### Impopularité originelle

En définitive, seule l'augmentation de 1,3 point de la CSG au 1<sup>er</sup> juillet sera déductible pour un montant plafonné à 3 000 F pour un célibataire (soit un salaire brut annuel de 242 915 F) et à 6 000 F pour un couple (485 830 F de salaire annuel). Quant aux revenus qui bénéficient d'un taux d'imposition forfaitaire favorable (prélèvements libéraux et taux proportionnel sur les plus-values), ils ne seront pas déductibles. Néanmoins, il en résultera au total

8,5 milliards de pertes de recettes fiscales. Enfin, certains ont vivement reproché à la CSG d'avoir pénalisé les retraités (à condition, toutefois, qu'ils soient assujettis à l'impôt sur le revenu), alors que la mise à contribution des bénéficiaires d'une indemnité de chômage (dans la mesure où ils seraient, eux aussi, imposables) n'a guère suscité de réactions. A cet égard, ce nouvel impôt a brisé un tabou en prenant acte de l'élévation du niveau de vie des ménages de retraités.

Malgré son impopularité originelle, la CSG dispose d'atouts qui ont fini par convaincre Edouard Balladur. Elle ne comporte pas de risque inflationniste, alors qu'une augmentation de la TVA présente l'inconvénient de se répercuter sur les prix et, par conséquent, de menacer la stabilité du franc.

De reste, cette assiette élargie lui confère un avantage plus prosaïque mais décisif : pour un effet psychologique à peu près équivalent, la CSG rapporte beaucoup plus ! Augmenter d'un point la contribution sociale généralisée procure 37 milliards de francs en année pleine, alors qu'un relèvement comparable de la TVA représente 30 milliards, contre 18 milliards pour la cotisation d'assurance-maladie (21 milliards si les retraités sont encouragés) et 16 milliards pour la cotisation d'assurance-vieillesse. Compte tenu de l'ampleur du déficit de la Sécurité sociale - 40 milliards en cumulé l'an passé, 60 milliards pour l'exercice 1993 - et de la nécessité d'agir rapidement, on comprend que ces chiffres aient fait réfléchir le nouveau gouvernement, dont certains responsables, et non des moindres, penchaient plutôt en faveur d'un recours à la TVA.

## A pas lents et comptés

Laborieusement élaborée par le gouvernement Rocard et adoptée d'extrême justesse par l'Assemblée nationale, la CSG constitue un premier pas vers l'élargissement du financement de la protection sociale. Avant elle, les projets s'étaient pas manqués. Mais ils n'avaient que partiellement abouti.

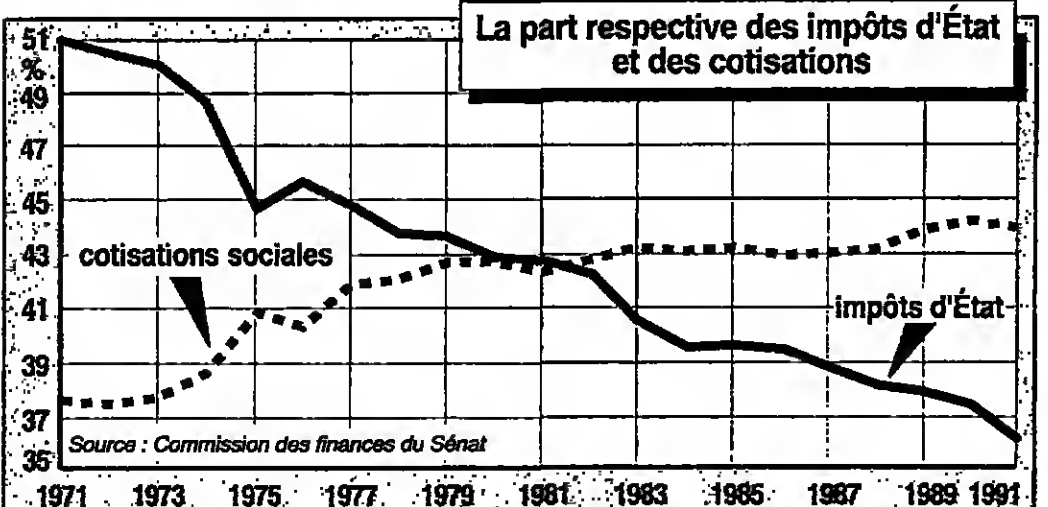
Spécificité française, la primauté accordée aux cotisations sociales (acquittées par l'employeur et le salarié) n'a pas tardé à engendrer des critiques. Théo Braun - futur ministre délégué chargé des personnes âgées dans le gouvernement Rocard - propose, dès 1951, devant le Conseil économique et social, de regarder de plus près le modèle britannique (mais au point par lord Beveridge pendant la seconde guerre mondiale) qui repose sur un financement fiscalisé. En pesant sur la masse salariale, la «Sécu» à la française» de 1945 décourage l'emploi, affirme déjà M. Braun. Entre 1958 et 1961, le III<sup>e</sup> Plan suggère en vain de transférer «une partie des prestations sociales sur un financement soit par l'impôt direct, soit par l'élévation des taux de TVA sur les besoins non essentiels».

Moins radicalement, les V<sup>e</sup> (1966-1970) et VI<sup>e</sup> Plans (1971-1975) recommandent un déplaçonnement partiel des cotisations qui, prélevées sur une partie des rémunérations, déviassent les bas salaires. Progressivement appliqué, le déplaçonnement de la cotisation d'assurance-maladie ne sera intégralement achevé qu'en 1983, alors qu'il faudra attendre 1991 pour que la contribution des entreprises aux caisses d'allocation familiales soit, elle aussi, calculée sur l'intégralité du salaire. Par contre, la cotisation d'assurance-vieillesse des actifs est, aujourd'hui encore, prélevée en dessous du plafond de la sécurité sociale (12 360 francs par mois). Parallèlement s'est dessinée une fiscalisation

partielle avec la prise en charge de certaines prestations par le budget de l'Etat (allocation aux adultes handicapés, minimum vieillesse) et l'affectation de taxes (sur le tabac, l'alcool, les assurances) au profit de la Sécurité sociale. Mais les dépenses vont toujours plus vite et il faut sans cesse relever les cotisations (elles seront relevées à sept reprises entre 1977 et 1991). Peu à peu cette spirale fait resurgir le débat sur la diversification du mode de financement.

En 1981, une note du commissaire au Plan souligne la nécessité d'atténuer l'effet dépressif des cotisations et de mettre à contribution les revenus de remplacement (notamment les retraites). En 1983, Jacques Delors prépare son plan de rigueur et propose une mesure allant dans ce sens. Le «1 % Delors», dont l'existence sera mouvementée - il est supprimé au 1<sup>er</sup> janvier 1985 sur les salaires et maintenu sur le revenu des actions et obligations avant d'être rétabli en 1986 au taux de 0,4 % - ne sera pourtant qu'un essai de CSG. Celle-ci verra finalement le jour en 1991. Adoptée au terme de deux années de discussions serrées entre Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, alors ministre des finances, et malgré le dépôt d'une motion de censure repoussée à l'extrême, la CSG ne rapportera pourtant pas un franc supplémentaire à la «Sécu» en raison de la suppression simultanée d'autres prélèvements.

Pas disposée à affronter une nouvelle fois la coalition bécotrice RPR-UDF-PCF qui avait failli renverser le gouvernement de son prédécesseur, Edith Cresson ignore la CSG. En juin 1991, elle préfère relever de 0,9 point la cotisation d'assurance-maladie. Alors qu'on la croyait délaissée par la gauche et combattue par la droite, la contribution sociale généralisée tient sa revanche. Au prix, il est vrai, de sa déductibilité, partie, du revenu imposable.



Alors qu'au début des années 70 la part des impôts était sensiblement plus élevée que celle des cotisations sociales, la proportion s'est, par la suite, progressivement inversée. Or les cotisations pèsent sur les revenus professionnels et l'emploi alors que la fiscalité indirecte pèse sur la consommation et que la fiscalité directe est prélevée sur les revenus. L'introduction de la CSG, qui est un impôt direct, vise à amorcer un réajustement de son impact (40 milliards de francs, soit 4 % des recettes de la Sécurité sociale) est encore très limité.

## Un cocktail détonant

Migraine assurée. Ministres et experts gouvernementaux ont multiplié les hypothèses et examiné le problème sous tous les angles possibles, mais ils sont inévitablement revenus à la même conclusion. Quelle que soit l'option choisie - déductibilité, non-déductibilité ou déductibilité partielle du revenu imposable - l'augmentation de la CSG suscite des protestations, multiplie les difficultés d'application et engendre des pertes en ligne. Cette situation inextricable n'est pas imputable à la nature de la contribution sociale généralisée mais à l'ombre de la fiscalité directe qui perturbe toute innovation. Plutôt que d'instaurer le procès de la CSG, il vaut mieux s'interroger sur les effets pervers de l'impôt sur le revenu tel qu'il existe aujourd'hui.

En raison de sa forte progressivité et de sa faible assiette (à la suite des allègements successifs intervenus ces dernières années, notamment entre 1986 et 1988, à peine plus d'un foyer fiscal sur deux y est désormais assujéti), l'impôt sur le revenu est déséquilibré. A tel point que sa confrontation avec la CSG produit un cocktail fiscal tout à fait détonant. Pour s'en convaincre, il suffit de passer en revue les choix qui s'offraient au gouvernement.

### Dispositifs intermédiaires

Le premier est celui de la non-déductibilité de la CSG, en vigueur depuis 1991. Certes, ceux qui sont assujettis à l'IRPP paient un impôt sur l'impôt mais, dans le cas contraire, ils verraient leur fiscalité directe baisser. Un avantage d'autant plus palpable que leur revenu est élevé. La non-déductibilité permet aussi à l'Etat de réaliser une bonne affaire. En répercutant la CSG sur le revenu imposable, il engendre un surplus de rentrées fiscales de quelque 4 milliards de francs en année pleine. En 1990, l'engagement avait été pris d'utiliser cette plus-value pour financer une prestation au profit des personnes âgées dépendantes. Une promesse vite oubliée par Michel Charasse, ministre du budget.

Autre possibilité : déduire la CSG. Dans ce cas, les ménages imposables sont soulagés car ils ne sont plus astreints à payer l'IRPP sur des sommes qu'ils ont versées à la Sécurité sociale. Mais les choses, alors, se compliquent : les ménages modestes, qui ne paient pas cet impôt, s'acquittent de la CSG sans aucune compensation. En outre, l'Etat n'y trouve pas son

compte. Un point de CSG déductible, c'est 6 à 7 milliards perdus pour le budget sous forme de manque à gagner. Les syndicats les plus ouverts aux innovations (CFDT, CFE-CGC, CFTC) sont favorables à la déductibilité avec un abattement forfaitaire à la base.

Aucune des deux solutions n'apparaissant vraiment satisfaisante, plusieurs dispositifs intermédiaires étaient à l'étude. Au sein de la majorité, on a voulu couper la poire en deux en permettant de ne déduire que la hausse prochaine de la CSG, le prélèvement actuel de 1,1 % devant toujours figurer dans le revenu imposable. Cette option, qui ne fait qu'atténuer les effets de la non-déductibilité, introduit un élément supplémentaire de complexité pour les services du personnel des entreprises et les URSSAF chargées de collecter la CSG sur les revenus professionnels. Elle s'accompagne d'un plafonnement de l'avantage fiscal que représente la déductibilité.

In fine, ce sont des critères politiques davantage que des arbitrages purement techniques qui ont déterminé l'attitude du gouvernement.

Dossier réalisé par JEAN-MICHEL NORMAND

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE 46-62-72-67

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenzi, Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 49-60-30-10

## Le casse-tête du prélèvement

Prélevée depuis le 1<sup>er</sup> février 1991 - initialement retenue, la date du 1<sup>er</sup> janvier a été repoussée en raison de nombreuses difficultés techniques, ce qui a entraîné une perte de recettes de 700 millions de francs -, la contribution sociale généralisée a encore accru la complexité du mode de calcul des prélèvements sociaux.

La principale différence entre les cotisations et la CSG est que cette dernière encadre toutes les formes de revenus (salaires, primes d'octroiement, avantages en nature, retraites imposables). En outre, elle s'est accompagnée d'une baisse de 1,05 point de la cotisation salariale d'assurance-vieillesse, d'un abattement de 5 % au titre des frais professionnels (la contribution c'est, en effet, calculée que sur 95 % des revenus) et d'une remise forfaitaire de 42 francs destinée à atténuer les effets de la non-déductibilité et à placer les fonctionnaires, dont la cotisation

d'assurance-vieillesse est déplaçonnée, sur un pied d'égalité avec le privé. Et ce n'est pas tout.

Lors de l'instauration de la CSG, la cotisation patronale pour les allocations familiales a été diminuée de 1,6 point et, simultanément, est apparue une nouvelle cotisation-vieillesse déplaçonnée de 1,6 %. Encore faut-il ajouter les multiples statuts particuliers dont il faut tenir compte (salariés à temps partiel, rémunération par plusieurs employeurs, travailleurs frontaliers).

Entreprises, organismes de protection sociale - au premier rang desquels les 105 URSSAF - de même que le Trésor, qui prélève la CSG sur les revenus du capital, doivent donc les prochaines semaines remettre l'ouvrage sur le métier et modifier de nouveaux leurs systèmes informatiques. D'autant qu'une déduction partielle de revenu imposable est introduite.



## ÉCONOMIE

### INDUSTRIE

Un code éthique pour le numéro 1 de l'automobile italienne

#### Fiat fait son autocritique

Fiat, dont neuf dirigeants sont déjà inculpés, a décidé de collaborer avec la justice et publié un code éthique ordonnant ses relations avec les politiques et les administrations.

ROME

de notre correspondante

C'est un conseil d'administration très particulier, une grande première, qui s'est tenu, ce mardi 11 mai, au siège de la Fiat, à Turin. Contrairement à l'ordre du jour prévu, Giovanni Agnelli, le propriétaire et président de Fiat, ne devait pas présenter les résultats de son groupe. Ce conseil d'administration devait être entièrement consacré à l'éthique du monde de l'entreprise en général, et à celui du groupe en particulier.

Au menu de cette assemblée, préparée par un groupe de juristes internationaux, dont Fazio Grande Stevens, le conseiller attitré de l'entreprise, à la demande expresse de Gianni Agnelli et de l'administrateur délégué, Cesare Romiti : la création d'un véritable « code éthique », inspiré de ceux en vigueur dans des multinationales américaines comme IBM ou General Electric. Pas vraiment une création, en vérité, car depuis deux ans Fiat s'est dotée d'un certain nombre de règlements concernant l'activité et les intérêts économiques des employés en dehors de l'entreprise, mais cette fois il s'agit de rassembler les maillons du filet. Fiat se veut irréprochable : toute pression, y compris celles qui viendraient d'administrations publiques étrangères, à l'occasion de ventes, doivent être signalées ; création d'instances de surveillance, véritables « comités de garantie » au niveau des sociétés confiant chaque secteur, etc.

A l'origine de ce désir de grand nettoyage : une révélation presque historique de la commission de coordination du groupe le 13 avril. Un « sommet » auquel participaient, outre Gianni et Umberto Agnelli, plus d'une trentaine de « top managers ». L'Avvocato, qui, cinq jours plus tôt, avait écrit à son conseiller Fazio Grande Stevens pour lui demander de jeter les bases du fameux « code éthique », expliquait d'un ton ferme : « Notre entreprise a dû affronter des moments très difficiles : l'après-guerre, le terrorisme, l'endettement financier, mais la phase que nous traversons est la plus critique. Nous devons absolument en sortir ». Cette phase critique, qui a fait s'écrouler en large partie tout l'entrelacs pervers des liens politico-économiques sous-tendant le pouvoir italien et alimentant les causes des partis tout puissants, a un nom : « main pulite » ou « les mains propres ». Un surnom ironique qui désigne la gigantesque affaire de pots-de-vin partie de Milan et qui a mis à nu les faiblesses de tout un système.

Pour Fiat, les ennus commencent il y a un an, le 7 mai. Est arrêté Enzo Papi, de la Cogefar, pour des dessous-de-table concernant le métro de Milan et la construction de certains hôpitaux en Lombardie. Dans nos colonnes, Gianni Agnelli, perplexé, déclare : « J'attends que les juges finissent leur travail ; après nous prendrons des décisions ». Mais très vite, en juillet, vient le tour de l'administrateur délégué de la Fiat Ferroviaria Savignino, Giancarlo Corra. Après quelques mois de répit, les choses deviennent très sérieuses. Partent en février 1993 les mandats d'arrêt contre Francesco Paolo Mattioli, numéro trois et directeur financier du groupe, et contre Antonio Moccia, administrateur délégué de la Toro Assicurazioni, un des joyaux de l'empire Agnelli. Motifs de ces arrestations qui font grand bruit : violation de la loi sur le financement des partis et « corruption ». L'administrateur délégué de Fiat, Cesare Romiti, a à peine le temps de demander à l'avocat du groupe d'évaluer les premiers dégâts et d'envisager une ligne de défense que le juge milanais Di Pietro et son équipe frappent au plus haut de l'état-major du groupe. Sont touchés Giorgio Garuzzo, chef du secteur industriel ; Massimo Aimezzi, responsable financier d'Iveco ; Paolo Torricelli, administrateur délégué de Fiat Avio, et Mauro Bertini, également de Fiat Avio, sans compter Riccardo Ruggeri, administrateur délégué de Fiat New Holland.

Cette fois, il s'agit non plus de limiter la casse mais de prendre les devants. Une entreprise « phare » comme Fiat, qui a fait la pari de construire au Mezzogiorno et se sent touchée par la crise du secteur automobile (le Monde du 11 mai), ne peut rester les bras croisés. Le 17 avril à Venise, lors d'une réunion des petits entrepreneurs de la Confindustria, parmi les dornes et les velours carmagnols de l'Opéra La Fenice, Gianni Agnelli, seul en scène, prononce un discours qui n'est pas loin du coup de théâtre :

en substance, l'Avvocato reconnaît que son groupe « a commis des erreurs » et qu'il faut y faire face, mais aussi qu'il va pleinement collaborer avec la justice pour assainir le groupe et donner l'exemple. Sans nourrir la thèse d'un « complot des juges », explique-t-il, il s'agit de ne pas laisser ceux qui par « démagogie » tentent de proposer à leur avantage « un système économique encore moins libéral et plus populiste que celui que nous avons ».

Désormais, la machine est en route et Cesare Romiti se rend spontanément chez le juge Di Pietro à Milan : il y plaidera plus la « mauvaise évaluation » de la corruption qu'il ne niera la corruption elle-même. Lors d'une deuxième rencontre, le 24 avril, l'administrateur délégué de la Fiat remet au magistrat un véritable « mémorial » d'une vingtaine de textes, plus trois additifs. Qu'y a-t-il dans ce « mémorial » ? Outre la description complète de l'archipel des sociétés et des actionnaires du groupe Fiat et une précision sur les responsabilités de chaque dirigeant, déjà tout l'annuaire des irrégularités commises, fruit des confessions « internes » recueillies lors de la réunion du 13 avril à la fin de laquelle M. Romiti a demandé aux dirigeants de collaborer, dans l'intérêt du groupe et pour atténuer leur éventuelles responsabilités personnelles.

L'équipe de Di Pietro non seulement y voit la confirmation des enquêtes en cours, mais y découvre des nouveautés : Ugo Montevocchi, par exemple, de la Fiat Engineering, révèle des pots-de-vin payés pour des hôpitaux à la Démocratie-chrétienne et au PSI ; Raffaele Palieri, ex-administrateur de la Telettra, parle de ceux versés à la compagnie de téléphones d'Etat et Lovorno Bastan, du métro de Rome. Au total, comme l'explique encore M. Romiti, faisant valoir qu'il n'a pas lui-même attendu la justice pour dénoncer le système (dans un discours très dur en 1991, il avait attaqué la classe politique, évoquant l'idée d'une « alternance » toujours possible dans une démocratie), « le code éthique » ne concernait que les secteurs traitant avec les entreprises et les pouvoirs publics.

#### Avouer une bonne fois

Cette collaboration de Fiat a-t-elle fait des émules ? Sans doute, car, pour ne prendre qu'un secteur particulièrement « gangrené », celui des télécommunications, il semble que des confessions en chaîne aient suivi la démarche de Cesare Romiti. Alors, pourquoi avoir tellement attendu ? Gianni Agnelli s'en est expliqué auprès du Monde : « Il y a un an, je pensais sincèrement que le cas de M. Papi et de la Cogefar étaient isolés, qu'il y en avait peut-être un ou deux autres mais pas plus. Quand je me suis rendu compte que c'était plus grave que je ne croyais, j'ai pensé que, lorsqu'un dirigeant est coupable ou responsable de quelque chose, il doit le dire, l'avouer une bonne fois et coopérer, d'où ce grand discours que j'ai prononcé à Venise. Maintenant il faut remettre les choses à leur place, le pourcentage de Fiat touché ne concerne pas tout à fait 4 % du chiffre d'affaires, seulement les contrats passés avec l'administration publique. Ce qui veut dire que l'entreprise est saine à 96 % et se bat sur le marché ».

Fiat a-t-elle cherché à donner un exemple tout en collaborant pour assainir la justice ? « Avouer, c'est donner l'exemple et - aussi et surtout - se rendre utile pour l'avenir, car il faudra à présent une véritable reconstruction du pays, politique et morale. Et Fiat, cette institution qui existe, l'espère, bien après moi, aura un rôle à jouer. D'où l'intérêt de ce code de conduite que je juge indispensable. Nous ne sommes pas les premiers à l'avoir fait. Chez Lockheed, je crois à la suite de leurs ennus, ils ont fait de même ».

Et l'Avvocato de conclure : « Si je me sens coupable dans toute cette affaire, c'est de ne pas avoir fait plus tôt ce que nous sommes en train de faire, d'avoir sous-évalué en quelque sorte la situation. » Où sont vraiment les responsabilités chez les hommes politiques et les industriels ? « Il faut attendre les procès et on verra. Je dirais plutôt que c'était l'ambivalence, le système de corruption publique de toutes ces dernières années qui explique cela. C'est pourquoi j'ai voulu tout de suite et d'un seul coup assainir le groupe. La bataille de l'automobile me semble au moins, sinon plus importante que la bataille judiciaire et, pour la mener, nous avons besoin de toute notre équipe. Il n'était pas question de découvrir de nouvelles mauvaises surprises en cours de route... »

M.-C. D.

### ÉTRANGER

Alors qu'un compromis se dessine à la Maison Blanche à propos de la taxe sur l'énergie

#### M. Clinton affronte la défiance des milieux d'affaires

S'adressant à des milliers de personnes rassemblées, lundi 10 mai, à Cleveland (Ohio), Bill Clinton a affirmé que son programme de réduction du déficit budgétaire avait contribué à faire baisser fortement les taux d'intérêt et à injecter l'équivalent de 100 milliards de dollars dans le circuit économique. Le président américain a entrepris des déplacements dans le pays afin de vanter les mérites de son action.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après avoir longtemps tenu en suspicion le candidat démocrate à la Maison Blanche, assimilé à un « Carter-bis » qui n'aurait pas su se débarrasser des habits usés de son parti, les milieux d'affaires américains avaient, dans l'ensemble, réservé un accueil plutôt favorable au nouveau président et salué la fermeté qu'il avait manifestée à propos de la nécessité de réduire, de façon drastique, le déficit budgétaire de l'Etat. Mais les atterrissements de Bill Clinton, notamment à propos des nouveaux impôts qu'il entend lever, et ses hésitations relatives au programme de réforme du système de

santé (dont la publication est repoussée de jour en jour), liés à l'impression que le président est incapable de se concentrer sur les véritables urgences - économiques - du moment, ont eu raison de leur patience.

« Depuis l'élection de M. Clinton, rien ne s'est produit, sinon un accroissement des incertitudes », indignent notamment Robert Allen, le président d'ATT, à l'occasion de la réunion du Business Council regroupant les PDG des cinquante entreprises figurant au fameux classement du magazine Fortune. « Dans un premier temps, les Américains étaient prêts à faire des sacrifices, maintenant, le temps a passé, et ils ne savent plus quoi penser », affirmait un autre participant.

Ces propos, recueillis au hasard de cette réunion, reflètent un sentiment général : en outre, l'indice mesurant de confiance des milieux d'affaires, établi par Cahners Economics, lequel a perdu à la fin avril près des deux tiers de la forte hausse constatée depuis la mi-février, lorsque le président américain avait énoncé les grandes lignes de son programme économique. De ce plan, articulé autour d'une réduction des dépenses gouvernementales et d'une forte augmentation des impôts, les milieux d'affaires ne semblent plus retenir que le second volet et, surtout, l'alourdissement prévisible de la fiscalité applicable aux sociétés.

Saisissant la balle au bond, la Chambre de commerce américaine, qui s'était contentée d'observer une grande réserve lors de la visite de courtoisie que M. Clinton avait bien voulu lui rendre, peu après son investiture, a décidé de passer à l'offensive. Le 10 mai, elle a fait savoir qu'elle allait lancer le poids de ses deux cents mille adhérents dans la bataille pour faire reporter à la fois le projet de l'administration de relever de 34 % à 36 % l'impôt sur les sociétés et celui d'instaurer une taxe sur l'énergie.

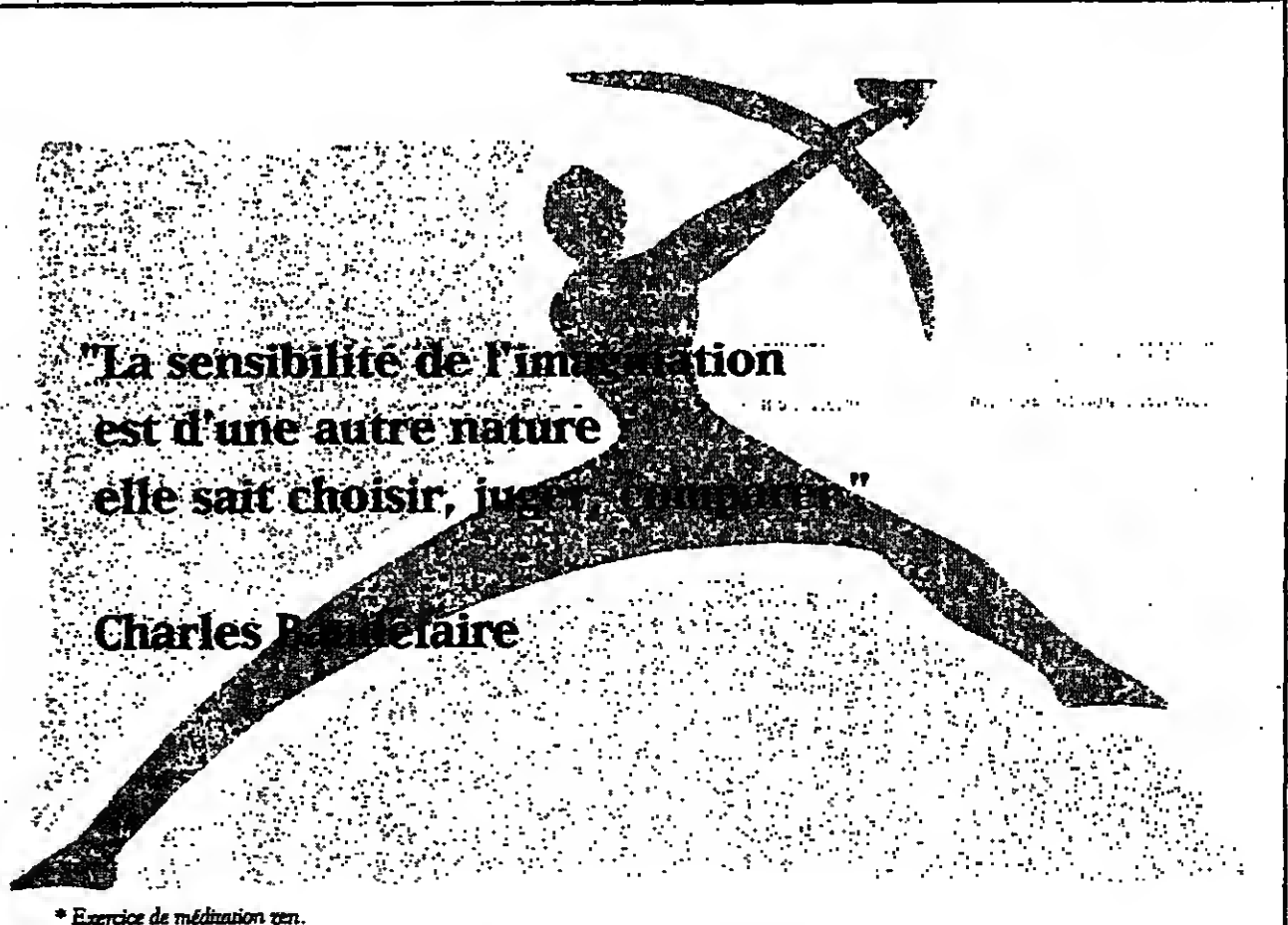
Sur ce dernier point, qui constitue l'un des chapitres importants du « plan Clinton », au même titre que le crédit d'impôt à l'investissement, lui aussi en butte à l'hostilité du Congrès (qui lui préférerait des allègements fiscaux pour les PME), le président a déjà indiqué qu'il était prêt à un compromis pour sauver son texte. Celui-ci prévoyait l'instauration d'une taxe dite BTU (British Thermal Unit), initialement applicable à toutes les formes d'énergie (y compris, bien sûr, l'essence) et qui devrait rapporter une vingtaine de milliards de dollars par an au budget fédéral. L'administration avait déjà exempté de l'application de cette taxe le charbon et le coke destiné à la sidérurgie, l'éthanol, pour satisfaire les paysans, et le kérosène, afin de ne pas pénaliser davantage une industrie aéronautique qui est au plus mal. La

controverse porte maintenant sur la désignation de l'organisme chargé de prélever cette taxe et sur le moment où elle devra être calculée.

Du côté des milieux financiers, où l'un suit de près ces péripéties fiscales et énergétiques, l'agacement est également de mise. Wall Street, qui n'a pas caché, dès le départ, les doutes que lui inspirait la politique économique de l'ancien gouverneur de l'Arkansas, craint que les nouveaux impôts ne viennent casser une reprise encore balbutiante, et les détenteurs d'actions continuent... à voter républicain.

Sur le marché obligataire, moins politisé et plutôt acquis au « programme Clinton », un changement important est intervenu ces derniers jours. Alors que les taux d'intérêt à long terme étaient en chute libre depuis le mois de novembre 1992 (après l'élection du nouveau président) jusqu'à atteindre un plus-bas de 6,79 % pour les bons du Trésor à trente ans (le baromètre du marché) en avril dernier, ces taux ont opéré à présent une remontée modérée. Les spécialistes attribuent ce retournement, plus marqué après l'échec de M. Clinton pour faire adopter son premier mini-plan de relance de 16 milliards de dollars, au mois d'avril, aux doutes sur la capacité du président à faire voter les réductions du déficit budgétaire promises.

SERGE MARTI



\* Exercice de méditation zen.

Demandez donc au responsable financier de Kenzo ce qu'il

en pense. En matière de montages financiers, le savoir-faire et les connaissances

techniques sont indispensables, mais pas toujours suffisants : au Crédit National, nous

demandons aussi à nos spécialistes de marchés de capitaux ou d'interventions en fonds

propres, comme à nos spécialistes des prêts, de savoir imaginer et inventer pour créer des

solutions sur mesure. Une exigence d'autant plus importante, quand on est chargé de minimiser

le coût d'un passif. C'est pour profiter de cet état d'esprit que Kenzo nous a confié depuis

1990 la gestion active d'une part de sa dette. Pour tout renseignement : Groupe Crédit

National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.

GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.







## BOURSE DE PARIS DU 11 MAI

**Cours relevés à 13 h 30**

Compan-  
ies

VALUES

Cum.  
period.

Pre-  
mier  
cous

Der-  
rier  
cous

%  
+/-

5620

C.N.E. 3%

5560

5620

5620

-0.54

5620

BLP. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

916

916

905

-1.08

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

1026

1026

.....

5620

Ch. Lys. T.P.

1026

<

Comptant

(sélection)

SICAV

(sélection)

10/5

VALEURS	% du portefeuille	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Rechant	VALEURS	Émission	Rechant
<b>Obligations</b>			Fenielle 320 340 E.M.A.C.I. 2389 2390 Fenielle (Ext.) 589 590 Fenielle 380 France C.A.L.D. 498 GAT 10,5% 92/00 110 70 GAT 9,9% 72/1997 112 08 GAT 9,9% 11/99 107 83 PTT 11,2% 85 108 01 CF 10,25% 92/95 116 80 10,0% 10 1979 ..... CHS 10,05% 5000 100 05 CHS 10,05% 5000 100 20 CHS 10,05%														

Applications Hydr.	1950	1950	Pars Offshore	200	100	Reuter	310	310	94	94	Muscatil diff.	14992	14992	SAX	458 01	471 06
Alcan	336	339 30	Perforation	200	70				97 08	94 46	New Court Terme	104265	104265	SAI	1132 00	1132 00
Alcan	012	012	Pipe Haisland	700	190						New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1222	1222
B.H.P. Corp.	175	175	Powder	256	286				70 14 22	70 14 22	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1176 35	1194 23
B.H.P. Interoil	380	380	Promotion C.D.	494	478 30				21 171	205 37	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Midland	2220	2220	Public	675	675				121 171	121 171	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Midland Interoil	1400	1400	Roadwork	159	159				114 05	114 05	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Midland Interoil	1400	1400	Roadwork	159	159				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
B.T.P.	31 80	32 80	S.A.C.E.R.	630	630				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Cambridge	820	750	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Carbone Lignite	304	304	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Carbone Lignite	304	304	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
C.B.C.	370	369	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
C.E.G.F. (Frig.)	552	552	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital	1378 30	1378 30
Compagnie Bary	338	338	S.A.F.A.A.	210	210				1482 07	1482 07	New Court Terme	31367	31367	Superior Capital		

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL  <b>36-15</b>  TAPEZ LE MONDE		Marché à terme international de France MATIF Cotation du 10 mai 1993			
COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 11/5	COURS DES BILLETS achat    vente		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.			COURS 11/5	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 93 410		CAC 40 A TERME Volume : 20 472
					Or fin (100 en barre).....			81500	82000				
Euros Unis (1 USD).....					Or fin (en lingots).....			61700	81560				
Ecu.....					Napoleons (200).....			351	355				
Allemagne (100 DM).....					Pièce Fr (10 fr).....			384	.....				
Belgique (100 fr).....					Pièce Suisse (20 fr).....			351	359				
Pays-Bas (100 fl.).....					Pièce Latine (20 fr).....			388	390				
Italie (1000 lire).....					Souverain.....			441	446				
Danemark (100 kr.).....					Pièce 20 dollars.....			2400	2360				
Grande-Bretagne (1 £).....					Pièce 10 dollars.....			1380	1370				
Suisse (100 francs).....					Pièce 6 dollars.....			790	.....				
Suède (100 kr.).....					Pièce 50 pesetas.....			2290	2300				
Norvège (100 kr.).....					Pièce 10 florins.....			363	368				
Autriche (100 sch.).....													
Espagne (100 pes.).....													
Portugal (100 esc.).....													
Canada (1 \$ can.).....													



## RELIGIONS

Vingt-cinq ans après «*Humanae vitae*»

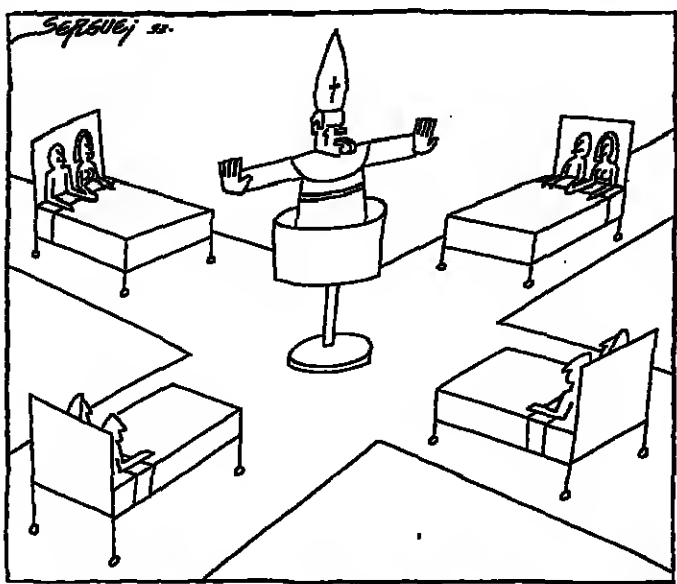
## Le pape publiera avant l'été une encyclique réaffirmant les principes de la morale catholique

Dans quelques semaines, Jean-Paul II va publier une encyclique, du nom de *Splendor veritatis* (*Splendeur de la vérité*), réaffirmant les grands principes de la morale de l'Eglise catholique, en matière sexuelle notamment. Comme on l'a vu récemment à propos de la prévention du sida, les prises de position de l'Eglise en matière morale font l'objet de critiques nombreuses (1), auxquelles vient de faire écho un article remarqué de la revue *Etudes* dans sa livraison de mai. Cette nouvelle encyclique était en préparation depuis six ans.

Vingt-cinq ans après la publication par Paul VI, en juillet 1968, de l'encyclique *Humanae vitae* sur la contraception, source d'une incompréhension qui n'a cessé de croître entre l'Eglise catholique et une partie de l'opinion publique, Jean-Paul II s'apprête à rendre officiel un autre document, cette fois sur les fondements de la morale sexuelle et conjugale.

Annancée dès 1987 à l'occasion du bicentenaire de la mort d'un célèbre théologien moraliste, saint Alphonsse de Liguori, et retardée à plusieurs reprises, cette encyclique *Splendor veritatis* fait l'objet d'ultimes corrections. Un moment prévu pour la Pentecôte (30 mai), elle devrait, en fait, paraître «*avant le mois de juillet*», dit-on dans l'entourage du pape, «*au plus tard à la rentrée de septembre*».

Il s'agit d'un document «*essentiellement technique*», ajoute-t-on, et surtout destiné aux évêques, «*gardiens*» de la foi. Ces précautions, jointes aux reports successifs depuis six ans, traduisent le soin et l'embarras des rédacteurs d'un texte qui toise à une matière devenue explosive. Depuis la polémique d'*Humanae vitae*, le pape s'a fait que croire, en effet, pour



une Eglise qui s'estime victime de malentendus, voire de campagnes d'opinion, comme l'ont montré des polémiques récentes sur le préservatif ou sur le viol des femmes en Bosnie.

A l'heure du sida, des bébés-éprouvettes et des manipulations génétiques, le pape entend donc réaffirmer les soubassements philosophiques, anthropologiques et théologiques des positions éthiques de l'Eglise. La plupart sont connues et figurent même en bonne place dans le nouveau *Catechisme universel* publié en décembre 1992. Mais elles méritent des prolongements et des explications.

Outre le malentendu avec l'opinion, l'autre justification d'un tel document est liée aux tourments observés dans les pays de l'Est. Si le pontificat de Jean-Paul II, entré dans sa quinzième année, a semblé identifié jusqu'en 1989 au combat pour la liberté de pays soumis à des dictatures, notamment commu-

nistes, le pape se montre, depuis, inquiet sur l'usage fait de cette liberté et déterminé par la défense d'une certaine conception de la «*vérité*». C'est ce que souligne le titre de l'encyclique à venir. A cette réflexion, il a convié aussi, le jour des Rameaux, les jeunes catholiques du monde entier qui vont le rejoindre au sommet de la Colonne de la Liberté à Denver (Colorado), aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans le pays considéré comme l'épicentre culturel de toutes les «*dérives*» de l'idée de liberté.

Un article critique des «*Etudes*»

Sur un tel thème, on n'attend bieu sûr aucun renouveau ni même un assouplissement des positions de Jean-Paul II. Sa vision de la liberté et de la vérité n'a rien à voir avec l'*«image de Père Fouettard»* qui lui est donnée dans les médias, assure l'un de ses proches.

Elle est liée à «*une méditation quotidienne sur sa mission, sur le sens de l'homme et de son salut*». Et si le divorce entre la morale de l'Eglise et l'opinion n'est pas contesté, il est insupportable, dit-on à Rome, d'une crise globale de la société, en mal de valeurs et de références incontestables.

Le débat n'en est pas moins ouvert, y compris au Vatican, comme le montre la lenteur inhabituelle de publication d'une telle encyclique. A une conception qui intègre les données de la culture et de l'anthropologie modernes s'oppose une morale purement objective et normative. A cet égard, la revue *Etudes* vient de publier un article courageux de son rédacteur en chef, le Père Jean-Yves Calvez, qui s'étonne du décalage entre la «*morale sociale*» de l'Eglise, qui distingue «*les niveaux, les critères et les orientations*», et sa «*morale sexuelle*», qui ne retient que «*le langage des normes, de la licéité et de l'illégitimité*».

Si le caractère «*personnel*» de la relation sexuelle peut en partie justifier la différence des deux discours, la question est de savoir, écrit le responsable de la revue jésuite, si la sexualité, précisément «*parce que la personnalité est davantage impliquée, ne doit pas être, plus qu'un autre, le lieu d'un renvoi à la conscience éclairée*». Et, ajoutant que l'opinion est réceptive aux positions de l'Eglise quand, comme dans le domaine politique ou social, «*demeure ouvert le champ de l'application au sein de situations particulières*», le Père Calvez conclut : «*Ne peut-on espérer que, sans qu'il soit besoin de renoncer aux principes proprement dits, le même accueil puisse être fait un jour à des énoncés de style plus semblable en matière de morale sexuelle ?*» Vous pensez ?

HENRI TINCO

(1) Le nouveau *Catechisme* veut-il tuer l'Église ? Sous ce titre vient de sortir un ouvrage critique d'André Benoît. Chez Michel Lafont, 212 p., 98 F.

## CARNET DU Monde

## Naissances

Isabelle DURUFLÉ et Jean-Marc LE BUGLE, Vieux, sont heureux de faire part de la naissance de Gustave, le 29 avril 1993.

Maxime LELEU-GALLAND est heureux de faire part de la naissance de son petit frère, Victorien, Alexandre, Honoré, à Senlis, le 29 avril 1993.

Eve SEEBOLD-GALLAND, Patrick LELEU, L'Ermitage, 60810 Branneuse.

## Mariages

M. et M<sup>me</sup> Michel FAURE, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre RIOUX, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Emmanuelle et Rémy, célébré le 8 mai 1993, en l'église Notre-Dame de Versailles.

17, rue Sainte-Sophie, 78000 Versailles, 25, rue Demérémont, 75018 Paris.

## Décès

François LIARD a quitté les siens le 24 avril 1993, à l'âge de trente-trois ans.

«*Si les religions diffèrent, personne n'est étranger. Le jardinier o des fleurs de toutes les couleurs dans son jardin.*» Bédél, poète afghan.

De la part de tous ses amis afghans, De Médecins du monde Et de Solidarités.

Une messe sera célébrée par le Père Serge de Beaureneuil, en la crypte du couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>, métro Ternes, le jeudi 13 mai, à 18 h 30.

## La famille, Les amis de

Michel ARNAUD, auteur dramatique, traducteur, ont la grande tristesse de faire part de son décès, survenu le 8 mai 1993.

Genia Courtada, 38, rue de Verneuil, 75007 Paris.

Le président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I), Les membres du bureau, Le directeur de l'UFR de pharmacie, Et l'ensemble des personnels, ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur André BOUCHERLE, ancien doyen de la faculté de pharmacie.

Lyon.

Le président Et les membres du bureau de l'Association des internes et anciens internes en pharmacie des hôpitaux de Lyon, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BRUDON, pharmacien, ancien interne des hôpitaux de Lyon, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, président du conseil national de l'Ordre des pharmaciens,

survenu accidentellement le 6 mai 1993.

Alger, Paris.

M<sup>me</sup> Robert DERRIDA, M<sup>me</sup> Claude Chouraqui-Derrida, Les docteurs Jean et Sabine Derrida, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Chouraqui et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Franck Chouraqui et leur fille, Les familles Derrida, Benafche, Ayoun et Blum, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert DERRIDA,

survenu le 9 mai 1993, dans sa quarante-troisième année.

Les obsèques ont lieu ce mardi 11 mai, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

Région parisienne principale.

4, rue de Rémusat, 75016 Paris, 63 bis, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

Cécile et Isabelle Durazzo et leurs enfants, James Coxon, Donatella Durazzo et leurs enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Michelangelo DURAZZO, photographe,

le 26 avril 1993, à Cassin.

Une messe sera dite en sa mémoire le lundi 17 mai 1993, à 17 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>, dans la chapelle de la Vierge.

On nous prie d'annoncer le décès de

Berthold GOLDMAN, président honoraire de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (Paris-II),

survenu le 28 avril 1993.

A la demande du défunt, l'incinération a lieu dans l'intimité le 4 mai.

## Remerciements

M. et M<sup>me</sup> Robert Ansel, M. et M<sup>me</sup> Henri Ansel, très touchés par les témoignages de sympathie manifestés lors du décès de

Erik ANSEL, remercient tous ceux qui ont pris part à leur chagrin.

## Anniversaires

Il y a neuf ans, André BLONDEAU disparaissait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Communications diverses

«*Faut-il lire Yechoyahou Leibovitz ?*», avec David Banon et Gérard Haddad, mercredi 12 mai 1993, à 20 h 30, à l'Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère, Paris-6<sup>e</sup>.

Cercle Amical-Arbeiter-Ring, 52, rue René-Boulanger, Paris-10<sup>e</sup>, jeudi 13 mai 1993, à 20 h 30, soirée thématique : «*L'Amérique du temps de Scholem Aleichem* », avec Elise Marienstras, Nadia Dehan, Jacques Mandelbaum.

Jeu 13 mai 1993, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-9<sup>e</sup>, conférence-débat avec Lily Scher, «*La femme juive : l'inséparable* ». Renseignements : 42-71-66-19.

«*Volat aetas*» (Cleron, Tascalan, 1-76).

Stéphane DION, artiste inconnu.

## COMMUNICATION

La coopération entre les Douze dans le domaine des images

## Les Britanniques bloquent toujours l'accord sur la télévision à écran large

BRUXELLES (Communauté européenne) de notre correspondant

Les Britanniques n'ont toujours pas donné leur feu vert à un plan d'action dont l'objet, essentiellement en finançant la production de programmes, serait de favoriser la commercialisation de télévisions au nouveau format 16/9, et de redonner ainsi confiance aux industriels. Ceux-ci, à savoir Thomson et Philips, maîtrisent parfaitement la technologie de l'écran large, mais ont arrêté leurs chaînes de production, faute de clients. Ces derniers ne prendront, suffisamment nombreux, la décision d'acheter les nouveaux récepteurs que si ça vaut le coup, autrement dit s'il existe des programmes. D'où l'importance du plan de soutien que contiennent à appuyer les onze autres Etats membres.

Cependant, par rapport à leur précédente session en décembre, les positions se sont rapprochées lors de la réunion que les ministres de l'industrie ont tenue, lundi 10 mai, à Bruxelles, au point que le ministre danois, qui présidait les travaux, s'est dit tout à fait confiant de parvenir à une conclusion lors du prochain rendez-vous ministériel, le 16 juin.

Il faut dire que les Onze, confrontés à une évolution déjà en cours, ont consenti un effort important pour rendre le plan acceptable par les Anglais. A l'origine son objectif était de favoriser la pénétration sur le marché de la norme européenne de télévision à haute définition, HD-MAC (mise au point, avec notamment les crédits du programme européen Eureka, par Philips et Thomson) et, pendant une phase transitoire, de la norme intermédiaire D2 MAC. Pour étayer l'opération, une directive communautaire adoptée fin 1991 indiquait que les nouveaux services diffusés par satellite ou par câble devaient, à partir de 1995, être obligatoirement transmis en D2 MAC.

Depuis lors, les Anglais, appuyés par une majorité de chaînes de télévision, ont conduit une cam-

pagne contre cette stratégie visant à imposer dans la Communauté une norme exclusive. Ils font notamment valoir que la télévision américaine, mise 80 points aux Etats-Unis (Thomson et Philips participent d'ailleurs à l'exercice par le biais de leurs filiales américaines), sera bientôt commercialisée, rendant obsolète la filière MAC.

Les Onze, majoritairement sensibles à ces arguments, viennent, en fait, de leur donner raison. Il est acquis que la directive de 1991 sera modifiée : les télédiffuseurs seront libres de faire appel à la norme qu'ils souhaitent. Le soutien financier pris en charge par le budget européen n'aura pas pour objectif de faire enfoncer le couteau D2 MAC, mais servira à développer la vente des récepteurs 16/9. Enfin les Douze sont d'accord pour réfléchir sur les moyens de favoriser, de façon concertée, l'arrivée de la norme numérique sur le Vieux Continent. La Commission européenne fera des propositions dans ce sens au cours du second semestre.

Il reste, et ce n'est pas une mince affaire, à s'entendre sur l'importance des crédits qui seront consacrés par la CEE au plan d'action. La Commission avait proposé initialement 800 millions d'euros (1 euro = 6,60 F). En décembre, les Onze, appuyés par la Commission, avaient rétréci le champ d'application du plan et ramené ce budget à 500 millions d'euros. Encore beaucoup trop pour les Britanniques ! Lundi, les Onze ont proposé 280 millions d'euros sur trois ans et demi, étant entendu que les producteurs de programmes et les télédiffuseurs, qui seront les bénéficiaires de l'opération, devront consentir un effort analogue. Les Anglais, quoiqu'à eux, suggèrent 150 millions d'euros... «*Nous renonçons à imposer une filière artificielle, en matière de norme, nous adoptons désormais une attitude très prudente*», a commenté Gérard Longuet, le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.

Ph. L.

Deux chroniques sur la défaite des socialistes

## La télé-vérité au service de la politique

Il arrive que la télévision rende la politique belle à regarder. Si cela tient du miracle, c'est une raison supplémentaire pour ne pas rater les deux émissions qui proposent TF1, le mercredi 12 mai, à 22 h 45, et France 2, le mercredi 26 mai, vers 22 h 15. Ces deux œuvres ont un thème commun, la débâcle électorale des socialistes, mais elles sortent avec bonheur de l'ordinaire documentaire, chacune sur un registre différent, parce qu'elles jettent sur les acteurs un regard d'autant plus expressif que l'intensité du moment supprime le filtre de la convenance qui altère trop souvent les relations de la caméra avec ceux qu'elle observe.

Comme si elle voulait faire une sorte de pied de nez à ceux qui ne supportent pas le voyeurisme de ses *reality-shows*, Pascale Breugnot, la directrice des magazines et documentaires de TF1, présente «*La gauche s'en va*», le reportage de Jean-François Delassus sur la fin de l'idylle entre la France et les socialistes, comme «*le reality-show du départ de la gauche*». On entre en effet dans l'intimité de la campagne électorale d'un ministre d'Etat, de deux énarques, et de deux hommes de terrain, on partage leurs espoirs, leurs déceptions, leurs amertumes et c'est un beau moment de télé-vérité. Mais l'artifice et le show en moins, bien que plusieurs séquences de cette chronique de trois semaines de tournage valent les meilleurs moments de quelques plateaux de variétés.

La SFP prévoit un déficit réduit à 179 millions de francs en 1992. La Société française de production (SFP) s'apprête à annoncer un déficit de 179 millions de francs pour 1992 pour un chiffre d'affaires de 781 millions de francs. Ses pertes étaient de 196 millions en 1991 pour un chiffre d'affaires de 797 millions de francs. Ces résultats sont, selon un porte-parole de la SFP, «*conformes aux prévisions*».

Surtout quand c'est Jack Lang qui est en scène. Jack le «*pro*», qui sait si bien conseiller au caméraman de changer d'angle. Jack l'évangéliste, qui demande aux Français de «*s'aimer les uns les autres*». Jack le charmeur qui sait le persuader les journalistes locaux de refaire leurs prises de son parce qu'il ne saurait y avoir, à son sujet, à Blois, entre deux tours, de ballastage «*déformable*». Jack le maître qui fait mine d'ignorer l'existence du micro quand il accuse en privé Laurent Fabius et Michel Rocard d'avoir empêché la réforme d'un mode de scrutin «*déguisé*» et dénonce les «*petits calculs*» de ses «*amis*». ... Jack qui sera le seul du lot, au soir du second tour, à faire partie des «*derniers des Mohicans*».

## Des sacs poubelle, vert

Frédérique Bredin aura beau choisir du papier «*plus blanc*» pour ses bulletins de vote, afin de «*symboliser quelque chose de mieux*», les électeurs de Seine-Maritime, contrairement aux jeunes basketteurs de Fécamp, ne la laisseront pas gagner. Désenparée, elle trouvera «*ignoble*» le sort réservé aux siens par le pays et ses partisans s'en prendront à la «*télévision de marche*» Battu à Montbéliard, Guy Bache, emportera dans des sacs poubelle verts les reliques de quinze années de députation. Avant d'aller pointer à l'ANPE, il regrettera que les responsables de son parti «*aient oublié que, dans le socialisme, on*

s'occupe d'abord des plus petits...» Défait à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Alain Néri, ex-député «*au cœur d'or*», essaiera, devant ses militants, de camoufler ses larmes sous un brin d'illusion : «*Si le «*Tonton*» il fait le boulot, dans dix-huit mois il dissout l'Assemblée et alors...*» Vaincu en Corrèze, François Hollande conseillera à ses collègues d'efficher de garder «*la tête haute*» et fera semblant de se consoler avec la victoire de sa femme, Ségolène Royal, dans les Deux-Sèvres.

Furtivement, au hasard d'un meeting, on apercevra Pierre Bérégovoy et on entendra Michel Rocard rendre hommage à cet homme «*beaucoup plus sensible qu'il n'aime à le montrer*». On verra aussi Laurent Fabius, in fine, éjecté de la direction du parti par le même Michel Rocard, voué à la solitude, dressant la liste de ses fidèles avant d'acquiescer un sourire : «*déjà, j'ai quarante-six ans...*» Tout cela raconté avec tellement d'authenticité presque affectueuse, malgré les clins d'œil du montage, qu'on se dira que, si la télévision finit plus souvent la politique avec ce détachement, elle susciterait peut-être des vocations.

On retrouvera Ségolène Royal le 26 mai sur France 2, dans une superbe «*chronique de l'alternance*», vue de l'Elysée, cette fois, et on la verra même pleurer. Mais, chut ! c'est une autre histoire... ALAIN ROLLAT

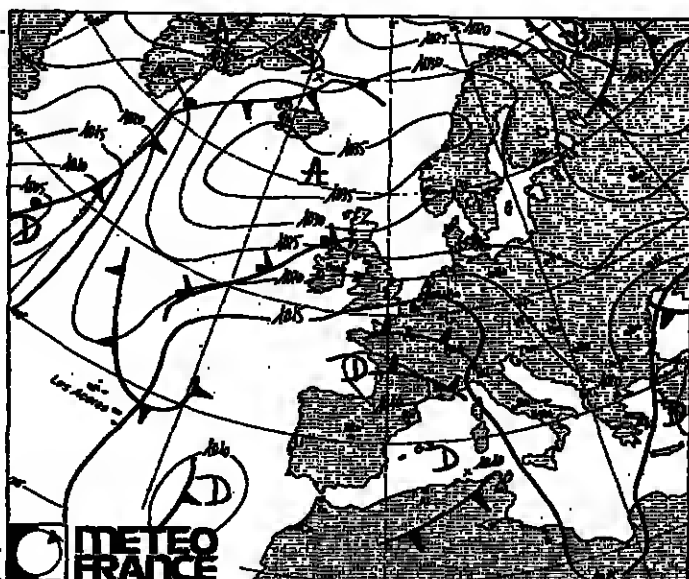
Le plan social qui prévoit plus de trois cents suppressions de postes devrait être réalisé à la fin de l'année et le déménagement du très onéreux siège des Buites-Chaumont devrait avoir lieu en octobre. Le retour à l'équilibre est envisagé pour 1994. Les deux principales filiales de la SFP, SFP Production et SFP Vidéo, sont d'ores et déjà en situation d'équilibre.

MM. Arnaud et Delorme chargés de préparer le désengagement de l'Etat français du capital de Radio-Monte-Carlo. Le gouvernement envisage de désigner deux experts pour préparer la vente des parts de la Sofrad, société d'Etat française, dans Radio-Monte-Carlo. Jean-Loup Arnaud, conseiller-maître à la Cour des comptes, et Guy Delorme, inspecteur général des finances, seront chargés de superviser l'opération.

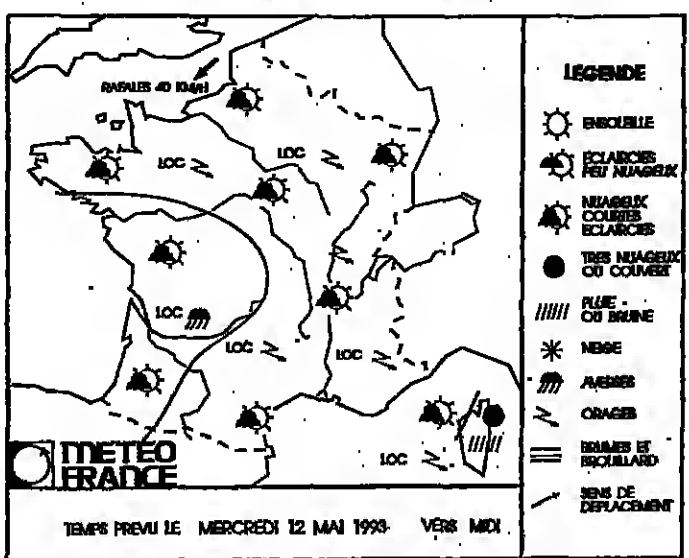


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 MAI À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 12 MAI 1993

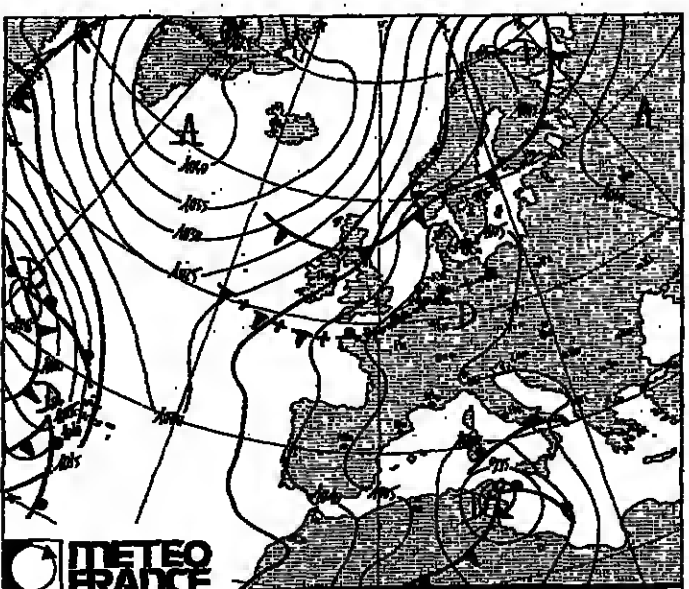


Mercredi : nuageux et orageux. La température sera homogène sur l'ensemble du pays : le matin, le ciel sera nuageux, avec quelques rares ondées éparses ; l'après-midi, les nuages deviendront menaçants, et des averses et des orages se déclencheront à partir de la mi-journée. Quelques rayons de soleil arriveront cependant à se glisser de temps en temps.

Les températures resteront très douces : les minimales seront le plus souvent comprises entre 11 et 13 degrés (mais jusqu'à 15 degrés sur le littoral méditerranéen), et les maximales entre 16 et 17 degrés sur les côtes de la Manche, et entre 20 et 23 degrés partout ailleurs.

Il soufflera un vent de nord-est modéré sur les côtes de la Manche ; ailleurs, le vent sera faible, de direction variable.

PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-5-1993 à 18 heures TUC et le 11-5-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			ÉTRANGER			MÉTÉO		
ALGER	26	15 C	STRASBOURG	26	13 N	MADRID	21	0 C
BARCELONE	26	15 C	TOULOUSE	26	13 C	MARSEILLE	26	13 D
BORDEAUX	26	15 C	TOURS	26	13 C	MEXICO	22	11 N
BRETAGNE	26	15 C				MILAN	24	14 P
BRUXELLES	26	15 C				MONTREAL	19	12 D
CADIX	26	15 C				MOSCOW	24	10 D
CARLISLE	26	15 C				NEW DELHI	36	25 D
CHERBOURG	26	15 C				NEW YORK	21	13 N
CHERBOURG-VIR	26	15 C				PALMA	24	13 C
COLOGNE	26	15 C				PARIS	27	17 C
DUBLIN	26	15 C				RIO DE JANEIRO	24	14 D
GENÈVE	26	15 C				ROME	24	14 N
LIMES	26	15 C				BRUXELLES	26	13 D
LIVRE	26	15 C				BUDAPESTE	26	13 C
MARSEILLE	26	15 C				COVINTON	26	13 D
NANTES	26	15 C				DALLAS	26	13 C
NICE	26	15 C				GENÈVE	26	13 C
PARIS-MONTRE	26	15 C				LYON	26	13 C
PAU	26	15 C				MADRID	21	0 C
PERPIGNAN	26	15 C				MILAN	24	14 P
PORTO-VELEZ	26	15 C				MONTREAL	19	12 D
RENNES	26	15 C				MOSCOW	24	10 D
ST-ETIENNE	26	15 C				NEW DELHI	36	25 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ARTS et SPECTACLES

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Assassinats

COMME convenu, la période de deuil passée, le «Bébête Show» était de retour. Avec une patamelle condescendante, Jean Roucas tampa d'abord François Mitterrand pour son discours de Nevers : «Si vous reprochez aux autres d'être agressifs, pourquoi en faire autant ?» Laurent Fabius passa par là, essuyant quelques tasses, puis, pour des raisons obscures il est caricaturé en femme de ménage. Il marmonne quelque chose à propos des images et des mots qui tuent, en une phrase qui reprend les accusations formulées par lui, la semaine dernière, dans nos colonnes, au lende-

main de la mort de Pierre Bérégovoy. Le malheureux ! Le même Roucas lui envoyait à la figure «les deux mille hémophiles contaminés», qui n'avaient été tués, eux, ni par des images ni par des mots. En une réplique, en une seconde, aux yeux de millions de personnes, Laurent Fabius fut donc désigné assassin. Sans précautions, sans nuances, sans procès : c'est lui qui avait tué.

Nul ne peut prétendre savoir ce que Laurent Fabius doit exactement se reprocher dans l'affaire du sang. On ne le saura pas tant qu'il n'aura pas été jugé, si tant est qu'il doive l'être un jour. Il est possible qu'il ait tout tant pour ne pas l'être, qu'il ne s'y soit résigné qu'après, il est

exact qu'il est encore vivant, à la différence des victimes hémophiles, et l'intérêt que l'on peut porter à son sort ne doit pas faire oublier tant de morts, qui réclament justice. Mais il demeure que ce soir-là, sans aucune justification d'actualité, pour le plaisir fugace d'une vengeance, on fit de Laurent Fabius un assassin.

Ce n'était ni la première fois ni sans doute la dernière. On n'a encore souvent de Laurent Fabius assassin de deux mille hémophiles. Il faut bien prendre, après tout, les sujets de plaisanterie où ils sont. Les parents des victimes auront encore souvent le plaisir de voir le drame de leur vie servir de prétexte aux règlements de comptes des humoristes de TF 1.

On avait cru comprendre que le choc du suicide de Pierre Bérégovoy avait conduit les seigneurs de l'humour à s'interroger sur la nécessité de l'acharnement gratuit. On imaginait même qu'un petit grain de sable, peut-être, avait pu s'introduire dans ce jeu mystérieux et inexplicable qu'est la conscience des machinistes du «Bébête Show». On se trompait. Le «Bébête Show» est une machine sans conscience. Un train aveugle qui gronde sans fin dans la nuit, dans le vacarme mécanique des rires enregistrés.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 11 mai

- TF 1**
- 20.25 Sport : Football. Quart de finale de la Coupe de France : Saint-Etienne-Marseille. A 20.30, Coup d'envoi ; A 21.15, Mi-temps et Tiro ; 21.30, 2<sup>e</sup> mi-temps.
- 22.25 Magazine : D'après la nuit. La voyance.
- 1.00 Magazine : Le Club de l'enjeu. Invités : André Lamy-Lang, de Paris ; Patrick Ricard, de Pernod-Ricard ; Bernard Maniglier, de Compagnie France ; Gérard Bianchin (Dix proverbes pour vous enrichir).
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : Le Grand Carnaval. Film français d'Alexandre Arcady (1983).
- 23.10 Magazine : Bas les masques. Mon nom en haut de l'affiche.
- 0.25 Journal et Météo.
- 0.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 20.45 Série : L'Ami Meupassant. Aux champs, d'Hervé Baslé.
- 21.50 ► Planète chaude. La Une. 1. Le Long du fil Bravo, Journal et Météo.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.15 Téléfilm : Les cloches aussi font pleurer. De Reinhard Hauff (1<sup>re</sup> partie).
- 0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : La Belle Histoire. Film français de Claude Lelouch (1992).
- 23.55 Flash d'informations.
- 0.05 Cinéma : Céline. Film français de Jean-Claude Brisseau (1992).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : Cirque. Soirée proposée par Jacques Melaterra.
- 20.45 Cinéma : Trapèze. Film américain de Carol Reed (1956).
- 22.30 Documentaire : Henri Dantès, dompteur. D'Eric Sandrin.
- 22.55 Documentaire : Traditions et nouveau cirque. De Régine Abadie.
- 23.50 Documentaire : Le Cirque sous les minarets. En Asie centrale, un jeune cavalier rêve de devenir artiste de cirque.
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Le Retour de Tom Sawyer. De Paul Krasny.
- 22.25 Série : Mission impossible. L'Espion.
- 23.25 Série : Destination danger.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Musique : Flashback.

- FRANCE-CULTURE**
- 21.30 Actes de vigilance. Avec Armando Valladares, Emile Mallet, Charif El Choubassi, Féréydoun Hoveyda, Xiao Qiang, Abed Assel, Elias Frey...
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les chômeurs : le peuple de l'abîme. 1. La fin d'un monde.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec notre collaborateur Francis Marmontel (la Mémoire du chien).
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 30 avril à Radio-France) : Trio pour piano, violon et violoncelle, de Ravel ; Sonate pour flûte, hautbois, clarinette et piano, de Milhaud ; Rhapsodie pour deux flûtes, clarinette et piano, d'Honegger ; Sonatine pour flûte, violoncelle et harpe, de Ravel ; Sérénade pour flûte, violon, alto, violoncelle et harpe op. 30, de Roussel.
- 22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gorenfeld. Gidon Soud, soprano ; Paul Cabanel, ténor ; José Luciani, baryton ; Roger Bourdin, baryton ; Janine Michaux, soprano. Œuvres de Gounod, Massenet.
- 23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano en si bémol majeur K 454, de Mozart ; Quatuor à cordes n° 2 en la mineur op. 51 n° 2, de Brahms ; Carnaval de Vienne op. 26, de Schumann.
- 0.33 L'Heure bleue.

## Mercredi 12 mai

- TF 1**
- 14.35 Club Dorothée.
- 17.50 Série : Premiers baisers.
- 18.20 Série : Héloïse et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
- 19.45 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.15).
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Hommage à John Wayne, en présence de sa femme, Pilar, et de leur fille, Helana. Avec Patricia Kasa, Amanda Lear, Claude Barzotti, Daniel Gachard, Dorothée.
- 22.45 Reportage : La gauche s'en va... Le rallye-show du départ de la gauche.
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.30 Série : Les Enquêtes de Remington Steele
- FRANCE 2**
- 15.20 Variétés : La Chance aux chansons. Michèle Torr et les chansons populaires des bals de France.
- 16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.45 Feuilletton : Beaumanoir.
- 17.10 Magazine : Giga.
- 19.30 Journal.
- 20.10 Sport : Football. Finale de la Coupe des coupes, en direct de Wembley : Parme-Anvers ; A 21.00, Mi-temps, Journal des courses et Météo ; A 21.15, 2<sup>e</sup> mi-temps.
- 22.05 Sport : Basket. Finale du championnat de France (4<sup>e</sup> match) : Pau-Orthez-CSP Limoges.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Magazine : Le Cercle de minuit. Invités : Hanne Schygulla, Michel Le Bris, Jean-Paul Kauffmann, Tardi.
- FRANCE 3**
- 14.43 Le Magazine du Sénat.
- 14.58 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
- 16.40 Les Minikeums.
- 17.28 Magazine : Fractales. Dossier : les vols artificiels. Invité : Jean-Claude Carrière, scénariste.
- 17.58 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Une autre mer, de Claudio Magris.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 19.09 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hugo d'été (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 ► La Marche du siècle. Magazine présenté par Jean-Marie Cavado. Petits voleurs ont bien tourné, l'exemple de François Truffaut. Invité : Robert Lachet, ami d'enfance de François Truffaut ;

- Claude Vega, artiste de music-hall ; Serge Toubiana, directeur des Cahiers du cinéma ; José Giovanni, écrivain, cinéaste ; Philippe Duillet, auteur de bandes dessinées ; André Levert (le dernier cavalier avec Jésus-Christ) ; Sylvie Helfinger ; François Martineau (Fripous, gueux et loubards).
- 22.25 Journal et Météo.
- 23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.
- CANAL PLUS**
- 15.35 Téléfilm : La Vie en suspens. De Glenn Jordan.
- 17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.).
- 17.55 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
- 18.00 Canaille peluche en Tunisie.
- En clair jusqu'à 21.00
- 18.30 Ça cartoon.
- 18.60 Le Top.
- 19.15 Magazine : BVP. Barfée vérifiée la pub.
- 19.20 Flash d'informations.
- 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. A Cannes.
- 20.30 La Journal du cinéma. Invités : Chiara Mastroianni, Marthe Villalonga, Bérénice, Louis Malle.
- 21.00 Cinéma : Un baiser avant de mourir. Film américain de James Dearden (1991).
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Surprises.
- 22.45 Sport : Football. Bulgarie-Israël. Match de la Coupe du monde 1994, en différé.
- 0.25 Le Journal du hard.
- 0.30 Cinéma : Couples infidèles. Film français, classé X, de Michel Ricard (1991).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Mégamix (rediff.).
- 17.55 Chronique : La Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
- 18.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. Barney Bush/Emmanuel Pédier.
- 19.30 Documentaire : Destruction d'un paysage fluvial. L'Achéloos, une tragédie grecque, de Thomas Schütze-Wistrup.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Téléfilm : Hugo Wolf. De Norbert Boerz.
- 21.40 Musique : Dietrich Fischer-Dieskau. Le grand baryton allemand interprète le cycle intégral des Mönche Lieder, de Hugo Wolf.
- 23.00 Documentaire :

- UFA, 75 ans de cinéma. De Harun Bismiri (90 min).
- M 6**
- 15.25 Magazine : Fréquentstar. William Sheller.
- 16.30 Magazine : Noubia. Chris Isack, Little Bob, Bruce Springsteen.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 18.00 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Magazine : Ecolo 6 (et à 0.50).
- 20.45 Téléfilm : L'île de la passion. De Marvin J. Chomsky.
- 22.35 Téléfilm : Danger... séducteur ! D'Arthur Allan Seidman.
- 0.10 Magazine : Venus.
- 0.40 Informations : Six minutes première heure.
- 0.55 Magazine : Noubia.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. Poésie francophone.
- 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves (5).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les chômeurs : le peuple de l'abîme. 2. Les gagnants sont des fabricants de perdants.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jérôme Peignot (Un printemps à Pékin).
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 8 décembre 1991 lors du Festival de musique ancienne de Herve) : Symphonie n° 10 en sol majeur, de J. A. Benda ; Symphonie en la mineur, de Zelenka ; Concerto pour flûte, cordes et basse continue en mi mineur, de F. Benda ; Symphonie en ré mineur, de Vivaldi, par La Stagione Ensemble.
- 21.50 Concert (donné le 14 avril salle Gaveaux) : Œuvres de Stockhausen, Henza, Dallapiccola, Jolivet, par le Chœur de Radio-France, dir. Dominique My.
- 23.09 Ainsi la nuit. Quatuor pour piano et cordes n° 1 en ut mineur op. 15, de Faure ; Sonate pour piano en si mineur, de Liszt ; Salve Regina, de Pergolesi.
- 0.33 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : le trio de Claude Barthélemy, guitariste, avec Jean-Luc Pontieux, basse, Manuel Denizet, batterie. La rétrospective : Claude Barthélemy.







# Le Monde

## INITIATIVES

### Contre la fatalité du chômage

Des situations et des hommes démontrent que tout n'est pas perdu. Même quand tout paraît inéluctable, des expériences redonnent espoir

« Il n'y a pas de fatalité au chômage », entend-on répéter, ces dernières semaines, au plus haut niveau du gouvernement. Mais le credo serait-il si nouveau ? Personne n'a jamais vraiment baissé les bras devant l'aggravation de la situation de l'emploi, sauf à considérer que seuls les résultats obtenus doivent apporter la confirmation d'une volonté politique forte. Ce serait aussi ignorer la multitude des initiatives prises, à tous les niveaux, y compris individuels, pour tenter de trouver des réponses adaptées, apporter des solutions, et réussir, localement, à enclencher des dynamiques... Résister à la fatalité, c'est également découvrir — ou redécouvrir — que, contrairement aux tentatives souvent observées, des événements peuvent se produire qui prouvent que tout n'est pas nécessairement perdu. Autrement dit, qu'il peut y avoir des exceptions à la règle, même dans les situations les plus compromises a priori. Et, donc, qu'il est possible de réagir.

Par exemple, que ne dit-on pas à propos du risque, mortel pour l'emploi, que constitue le processus irréversible de la délocalisation ? Des industries de main-d'œuvre, le textile notamment, mais aussi le cuir, sont amenées à transférer une partie de plus en plus importante de leur activité à l'étranger, simplement pour survivre. Or, si ce mouvement est bien réel, des révisions ont également lieu en sens inverse.

A Romans, trois des derniers fabricants de chaussures pour femmes, spécialisés dans le luxe, tentent de freiner un exode qui pourrait signifier la perte définitive du savoir-faire technique local. Il y va de la capacité d'un bassin d'emploi à disposer, à terme, d'un personnel qualifié. Plus directement, ils se sont aperçus que, pour la gamme moyenne de leurs produits, le recours à des sous-traitants éloignés se traduisait par des délais de livraison allongés et, surtout, par une moindre qualité, souvent préjudiciable. Pour être davantage « réactifs » et améliorer leurs capacités, pour le réassort, ils ont joué la carte de la flexibilité et de la production assistée par ordinateur dans une nouvelle unité.

Plus exemplaire encore est la démonstration fournie par cet entrepreneur d'origine algérienne qui, depuis dix ans, dans l'Indre essentiellement,

ne cesse de créer de l'emploi dans la confection, secteur sinistré s'il en est. La raison de ce succès qui fait des envieux dans la profession ? Un équipement en machines ultra-modernes, des ouvrières polyvalentes et capables de s'adapter aux commandes, puis une série de solutions qui dépendent de l'initiative d'un chef d'entreprise aux aguets. Là encore, la qualité du travail et les délais deviennent des atouts qui ont permis le retour en France de travaux qui étaient auparavant confiés à un atelier marocain. Dans le milieu de la mode, qui suppose de suivre au plus près les emballements de la clientèle, les commerçants sont de plus en plus sensibles à l'argument. N'a-t-on pas retrouvé des mérites au Sentier, symbole caricatural d'un « juste à temps » d'un autre âge ?

Même avec des résultats discutables, chaque cas n'étant pas parfait, il arrive que des expériences tendent à coïncider à des idées reçues ou obligent à nuancer un bilan. Dans le Trégor, le groupe téléphonique Alcatel-CIT a supprimé beaucoup d'emplois, principalement d'ouvriers peu qualifiés. Puis il a recruté ou amené sur place, en moins grand nombre il est vrai, du personnel mieux formé et

payé, dont des techniciens. Certes, le déficit en main-d'œuvre demeure. Mais, grâce à l'apport de ce pouvoir d'achat, il semble que l'économie locale ait trouvé un deuxième souffle, ailleurs. Des commerces se sont ouverts, des entreprises artisanales sont apparues. De même, plus probante, l'histoire de Thomson qui se dégage d'une activité et la transmet par essaimage à une nouvelle entité. Geris prouve que l'emploi peut se substituer efficacement à la technologie. Là où il y avait des outils sophistiqués, et du déficit, on trouve des hommes qui travaillent mieux, pour moins cher, et une entreprise profitable.

Est-ce toujours baisser les bras devant la fatalité ? Le groupe Bull, à Angers, a supprimé 1 700 emplois en moins de dix ans. Mais, à partir de 1989, il s'est associé à d'autres partenaires pour créer une mission locale qui a participé à la création de 450 emplois. Bico sûr, si cela ne compose pas, il est tout de même intéressant de voir qu'un industriel se mobilise pour récupérer une partie de ce qu'il détruit. Parce qu'il commence à anticiper par rapport à ses propres décisions, il peut amortir les chocs et tisser avec les PME/PMI de la région un réseau efficace.

PAREILLEMENT, il est significatif que le sursaut du développement local soit mené, en Poitou-Charentes, par un syndicaliste CFDT, France Joubert, dont tout le monde, depuis le président du conseil régional jusqu'aux patrons, loue l'abnégation. Pas question pour lui de pratiquer la « récupération » sous sa bannière. Non, il souhaite rassembler, veut permettre le travail de tous les acteurs responsables de la région au nom d'un seul objectif, l'emploi. En multipliant les structures, Avenir ou l'APER, il est parvenu à entraîner des individus (des chômeurs), des entreprises et des agriculteurs dans une démarche de gestion prévisionnelle, il a su trouver des méthodes pour favoriser des groupements d'employeurs en zone rurale, etc. Parce qu'il a su dépasser les habitudes cloisonnées, il obtient des résultats concrets. Et ça marche, contre toute attente, parce que sans fatalisme.

Alain Lebaube

■ Du cuir et de l'habileté  
Le retour des chaussures  
par Liliane Delwasse

■ Au cœur du développement local  
Aider à la création d'emplois, même si on doit licencier  
par Olivier Piot

■ Quand la machine a tort  
Une politique d'essaimage  
par Marie-Béatrice Baudet page 28

■ Révolution culturelle en Poitou-Charentes  
Syndicat et patronat s'unissent contre l'exclusion  
par Marie-Claude Beffredor

■ Le sursaut du Trégor  
La survie du triangle Tréguier, Lannion et Guingamp  
par Francine Abizovic

■ Taiwan-sur-Indre  
Création d'emplois dans la confection  
par Catherine Leroy page 29

TRIBUNE  
□ Une alliance pour l'expansion,  
par André Gréjebine et Gérard Vanderpette

ÉCHOS, STAGES

page 30

## Ingénieurs,

la recherche  
vous parle  
en dernière page...



France Telecom  
CNET

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
IUA  
SAN FRANCISCO  
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

**MBA** Master of Business Administration  
for International Management

■ Filière d'admission 3<sup>e</sup> cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.  
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

**DOCTORATE** of Business Administration  
for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.  
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

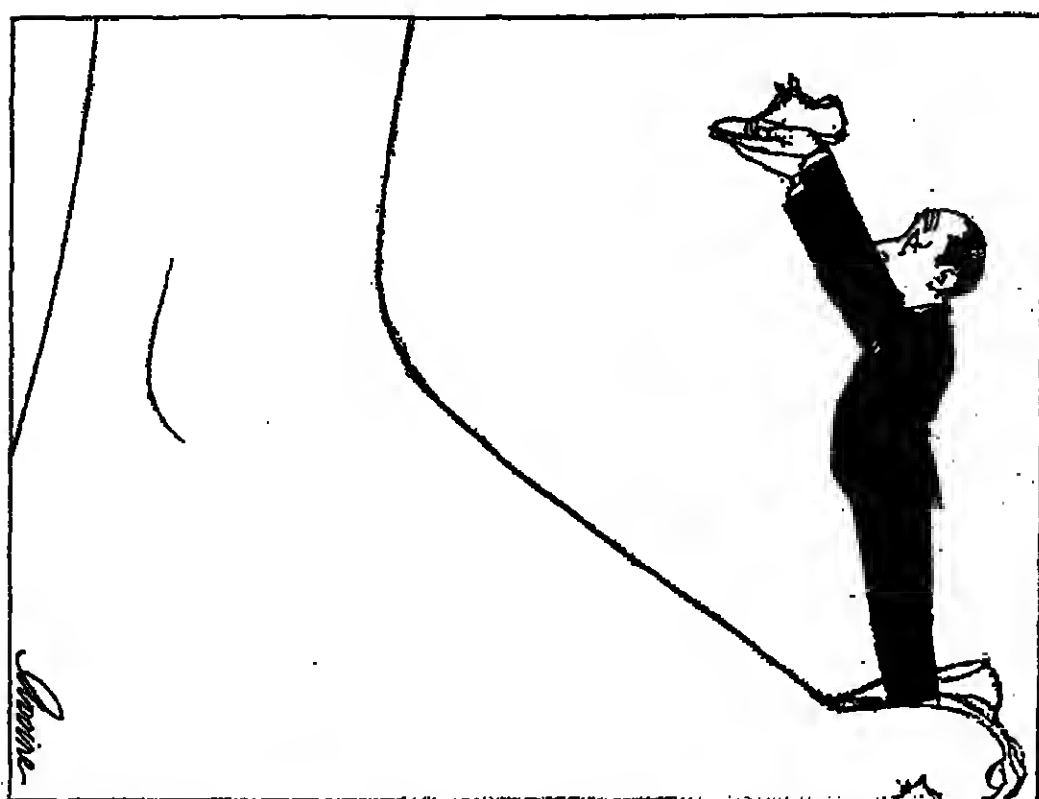
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en Asie : AMIA HONG KONG

IUA  
SAN FRANCISCO



## Du cuir et de l'habileté

Pour maintenir l'activité de la chaussure à Romans, le retour des gammes moyennes



QUARANTE usines dans les années 50 : 3 aujourd'hui. 3 400 emplois en 1981 : 1 800 en 1991, sans doute à la fin de 1993. Voilà planté le décor. « On n'en est pas à vouloir créer des emplois. Il s'agit simplement de tenter de limiter le désastre ; l'enjeu, c'est de maintenir à Romans son activité traditionnelle : la chaussure », explique Philippe Chatain, responsable du syndicat de l'industrie de la chaussure de la Drôme et de l'Ardèche.

Compte tenu d'un taux de chômage de 12 %, l'emploi est la préoccupation majeure des pouvoirs publics, en l'occurrence du préfet de la Drôme, tout récemment muté à Paris. Celle des entreprises est hécio différente. Mais il se peut que la rencontre entre les deux aboutisse à rapatrier une production jusque-là réservée à l'étranger.

Il reste à Romans trois fabricants de chaussures de luxe pour dames, Stéphane Kélian, Charles Jourdan et Robert Clergerie. La chaussure pour hommes, elle, a déserté depuis belle lurette. Les prix sont proportionnels à la créativité et à la qualité. Il faut savoir que près d'une centaine d'opérations manuelles sont nécessaires à la fabrication d'une chaussure haut de gamme.

Ces créateurs ont lancé voici quelques années des lignes moins chères. Espace pour Robert Clergerie, Mosquin pour Stéphane Kélian, son produit à l'étranger, l'Espagne, le Portugal, le Brésil,

et, dans une moindre mesure, l'Italie sont propices à une production moins exigeante. Une raison évidente à cela : un ouvrier portugais de ce secteur coûte cinq à six fois moins cher que son homologue français. Son salaire est d'environ 2 000 francs par mois contre 7 500 francs ; sans compter les charges sociales. En outre, les filières clandestines et le travail au noir sont encore monnaie courante dans l'Europe du sud.

### Flexibilité, le maître mot

Mais l'internationalisation de la main-d'œuvre n'a pas que des avantages pour les entreprises. Les délais de livraison sont une véritable plaie dans un marché de la mode très réactif où il est capital de pouvoir rapidement satisfaire la demande du consommateur. D'autre part, la qualité pèche souvent.

« Lorsqu'il s'agit d'escarpins tout simples, c'est facile à faire, mais dès qu'apparaissent des problèmes sur les bords, explique Robert Clergerie. Songez que, dans un produit comme la chaussure, la main-d'œuvre représente près de la moitié de la valeur. »

Les industriels sont donc plutôt favorables à l'idée de rapatrier la fabrication de leur gamme moyenne à Romans. Ils ont bien accueilli la proposition

des autorités locales, qui leur ont demandé de se livrer à une étude de faisabilité sur la possibilité de réaliser leurs deuxièmes lignes dans les usines françaises. Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions. Mais, d'ores et déjà, un certain nombre de conditions s'avèrent indispensables.

Il faut que les fabricants exploitent en compte propre la plus grande partie de leurs réseaux de distribution. Il faut qu'ils créent un circuit de vente court, comme dans le textile, avec trois ou quatre semaines de délai entre la création et la mise en vente d'un modèle.

« Flexibilité est le maître mot, affirme le responsable de Charles Jourdan. Nous sommes arrivés à cinq jours de décalage seulement entre la commande et la livraison dans un des magasins de notre marque. » Faut-il prendre en exemple l'Italie, où les petits artisans, pour répondre à une demande de réassort formulée le samedi, passent leur dimanche à travailler en famille et livrent le lundi matin ?

Moyennant quoi, et avec toute la prudence que s'impose, il apparaît possible de réintroduire une production de masse de chaussures en France tout en respectant l'obligation de rentabilité des entreprises. Une cellule de production expérimentale a déjà vu le jour chez Kélian. Pour Clergerie, qui annonce 200 salariés et 210 000 paires par an, le gain majeur apporté par la proximité de la fabrication serait la maîtrise de la qualité.

Les trois fabricants ont mis leurs efforts en commun pour lancer une production assistée par ordinateur en ce qui concerne la découpe des peaux. Ils ont créé à cet effet la Société romaine de distribution informatique (SRDI). Un certain marché très luxueux, mais de plus en plus étroit, où le prix ne compte pas, ne semble, à terme, plus guère suffisant pour rentabiliser les usines de la région. Michel Garnier, directeur départemental du travail et de l'emploi, évoque pour ce secteur sinistré « la protection d'une espèce en voie de disparition ». Il considère comme une mission d'intérêt public d'aider et d'encourager les industriels à réintégrer.

La chaussure n'est pas seule en jeu : un célèbre maroquinier, Vuitton, achève de peupler ce pôle haut de gamme. Pour Jacques Estaur, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Drôme, « il ne faudrait pas que, faute de trouver une solution, une tradition de travail du cuir, une tradition de travail du cuir, disparaisse du paysage drômois. Car l'enjeu est de taille : un savoir-faire professionnel unique et propre à la région s'évanouirait si nous n'arrivons pas à sauver la chaussure romaine ».

Liliane Delwasse

## Au cœur du développement local

Bull se met à l'école de la création d'emplois

ÊTRE à la fois liceoicteur et créateur d'emplois, dans la même région, simultanément : l'attitude peut surprendre. Elle existe, pourtant, derrière le paradoxe. La logique ? Celle d'une entreprise qui décide de s'impliquer dans le développement économique local alors qu'elle pratique elle-même des coupes claires dans ses effectifs. Le groupe Bull a tenté cette expérience à Angers.

En 1989, la situation de Bull dans les Pays de la Loire est déjà inquiétante. Premier employeur angevin, le groupe a ramené, depuis 1982, les effectifs de ses deux établissements - Angers et Joué-les-Tours - de 3 500 à 3 000 salariés. Trois plans sociaux en sept ans. Les effectifs sont lourds sur le bassin d'emploi et l'image du groupe s'en ressent. Résultat : la direction générale de Bull décide en juin 1989 de créer à Angers une mission locale d'aide à la création d'emplois.

Rapide mission d'accompagnement à la création et au développement d'activité (ACDA), ce nouveau département du groupe est confié à un responsable des ressources humaines de l'usine d'Angers, Patrick Louat de Bort. « Dès 1988, la suppression de 500 emplois dans la région commençait à créer un émoi et à inquiéter élus et syndicats, précise-t-il. Nous avons alors décidé de montrer qu'un grand groupe peut intervenir comme acteur du développement économique local. »

Les motivations de Bull sont multiples : un souci d'image, d'abord, mais également la possibilité pour le groupe de

construire une expérience locale dont les enseignements pourraient servir sur d'autres sites. D'autant qu'à la fin des années 80 les responsables de l'entreprise savent que les années à venir vont être difficiles. « Sans avoir à l'époque de certitudes, nous savions que l'environnement économique et technologique nous amènerait à réduire encore les effectifs », reconnaît Patrick Louat de Bort.

### Reconversion et reclassement

Anticipation, donc, et « gestion prévisionnelle de l'emploi » : la mission se fixe au départ l'objectif d'aider à la création locale d'une centaine d'emplois sur dix-huit mois. La méthode est définie avec les conseillers de l'association Développement et emploi : il s'agit d'effectuer une analyse détaillée du tissu économique du bassin d'Angers en repérant notamment les PME et PMI qui possèdent un potentiel de développement.

En partenariat avec le comité d'expansion, la chambre de commerce et d'industrie d'Angers et le service économique de la ville, la mission locale de Bull étend la prospection, multiplie les diagnostics. Une fois les entreprises et les secteurs repérés, la cellule ACDA signe une convention, s'engageant à apporter un soutien financier à des projets précis : études, formations, embauches, matériels, fonds de roulement, investissements, promotions...

« Nous avons accordé une aide moyenne d'environ 10 000 francs par emploi créé », indique Patrick Louat de Bort.

Fin 1990, la mission est prolongée puis elle se donne, au cours des deux années suivantes, de nouveaux objectifs. Bull annonce deux plans sociaux en 1991 : fermeture du site de Joué-les-Tours (370 salariés) et 450 suppressions d'emplois à Angers suivies, en 1992, de 500 autres prévues d'ici à la fin 1993. Reconversion et reclassement : telles sont les nouvelles tâches de la mission. « Les événements nous ont permis de démontrer qu'en investissant dès 1989 dans un réseau relationnel local nous avions plus de facilités de reclassement pour nos salariés trois ans plus tard », souligne Patrick Louat de Bort.

En dix ans, les effectifs de Bull dans les Pays de la Loire sont donc passés de 3 500 à 1 800 salariés. De son côté, la mission est intervenue au cours des quatre dernières années dans la création et l'aide au développement de plus de 40 entreprises locales.

En janvier 1993, Patrick Louat de Bort évalue le nombre d'emplois induits par le dispositif à environ 450 dont quelque 20 % ont bénéficié à d'anciens salariés de Bull. « C'est à partir d'exemples de cette nature, résume Dominique Thierry, de Développement et emploi, que l'on prouvera que les entreprises peuvent s'impliquer sur les processus de créations d'emplois au niveau local. »

Olivier Piot

## Quand la machine a tort

L'automatisation n'est pas une réponse universelle

LA lutte était n priori plutôt intégrale. D'un côté, une « machine spéciale », l'une de ces lignes automatiques de plusieurs dizaines de mètres de long, dont le réglage a nécessité... trois ans. Une chaîne spécialement étudiée de manière à obtenir une productivité maximale en matière de main-d'œuvre. En 1980, Esswein implanté à La Roche-sur-Yon, alors filiale de Thomson électroménager, installé depuis dans le giron de l'italien Elfi, pensait ainsi mettre tous les atouts de son côté afin de rentabiliser son activité de production de paniers de lave-vaisselle, pôle complémentaire à son métier de base : la fabrication d'appareils ménagers (lave-linge, fours à micro-ondes, lave-vaisselle).

De l'autre côté, la conviction d'un technicien, Raymond Chateau, responsable, après vingt ans de maison, du service industrialisation tolérances chez Esswein, qui estime que « l'automatisation n'est pas une réponse universelle : le client peut finalement en payer ». Les faits lui donnent raison : une première fois en 1985, Esswein lance le lave-vaisselle 45 centimètres, modèle plus étroit que la norme. Les paniers ne sont pas réalisables sur « la » ligne.

Le fabricant décide alors de les acheter à l'extérieur. Premiers doutes, qui se confirmeront en 1990, les commerciaux de l'usine, à l'occasion de la sortie d'un nouveau lave-vaisselle de taille classique cette fois-ci, souhaitent un design différent pour les paniers qui l'accompagneront. Là encore, impossible à réaliser. Raymond Chateau décide de passer à l'action au plus tard, lorsque la direction d'Esswein le charge d'aller auditer à l'étranger une usine à qui il serait possible de confier en sous-traitance la fabrication des paniers. Dès son retour, il met les chiffres sur la table : ceux analysés au cours de sa mission, mais aussi les siens : il propose de reprendre l'activité, grâce à la solution de l'essimage. « La » ligne avait nécessité au départ un investissement de 16 millions de francs, son projet, 15 millions. Il réussit à convaincre. En mars 1992, Métafil, nouvelle société dont le capital est détenu à 34 % par Esswein et à

66 % par la famille Chateau, commence à tourner. Les premières séries de paniers sortent de l'atelier, revus et corrigés par le nouveau patron aidé de deux de ses anciens collaborateurs d'Esswein, l'un responsable technique, l'autre responsable production, décidés à le suivre dans cette nouvelle aventure. « Je crois, explique-t-il, que lorsqu'on crée une entreprise après une longue expérience professionnelle, il est possible de modifier des habitudes que l'on a toujours considérées comme des erreurs. »

Objectif prioritaire : la flexibilité. Pas question, donc, de reprendre « la » ligne. Le processus est décomposé en opérations simples, les machines standard privilégiées et assez mobiles pour modifier l'implantation de l'atelier en un week-end si nécessaire. Métafil doit être capable de produire plusieurs modèles de paniers. Le pari est là. L'organisation du travail subit également un toilettage en règle. Quand il fait visiter son usine, Raymond Chateau ne manque pas de faire remarquer la conception retenue : un hangar tout en longueur, qu'il est possible d'observer d'un seul coup d'œil.

### Un coût salarial horaire moins élevé

« Les ouvriers valent les camions débarquer la matière première, le fil de fer, et valent à l'autre bout, le produit fini, les paniers, être chargés aux embarcadères camions. » Pas de chefs d'atelier ni de maîtrise, la hiérarchie est totalement écartée. Chaque ouvrier, obligatoirement polyvalent, déclare lui-même tous les jours sur une fiche sa production et sa productivité. Métafil, c'est actuellement 49 salariés, dont 37 attachés directement à la production. « La » ligne chez Esswein occupait directement 22 personnes à l'activité paniers, se souvient Raymond Chateau. Nous avons donc une quinzaine d'emplois en plus. » Sans que les prix en souffrent, puisque Métafil affiche un coût salarial horaire de 15 % environ moins cher qu'au paravant, différentiel que François Lucas, directeur des res-

sources humaines de chez Esswein, ne met pas en doute. Plusieurs raisons à cela. La durée de travail hebdomadaire chez Esswein est de 35,5 heures. Chez Métafil, de 39 heures. Les oufs ouvriers d'Esswein qui ont décidé de partir chez Métafil ont obtenu le maintien de leur salaire pendant deux ans. Les autres hommes et femmes ont été recrutés localement. 50 % d'entre eux sont rétribués au SMIC.

Au bout du compte, après un an d'expérience, aucun regret de la part des deux protagonistes. Pour autant, Esswein comme Métafil savent que l'essai reste à transformer. La première incertitude tient aux choix qui seront faits de l'autre côté des Alpes. Elfi, le groupe italien qui a racheté en début d'année Thomson électroménager, n'a pas encore dévalisé sa stratégie. Quelles productions seront maintenues à La Roche-sur-Yon ? Esswein renouvellera-t-il sa participation dans Métafil ? Deuxième interrogation : Métafil parviendra-t-il à voler de ses propres ailes ? Les conditions d'essimage ont été particulièrement favorables : locaux loués à la ville, des machines transférées, subventions à l'emploi, etc. Même si la CGT d'Esswein avait condamné le principe de l'essimage, expliquant qu'il entraînait dans la maison mère la suppression des postes de l'activité paniers, l'opération s'est réalisée sans licenciements. Les efforts de Raymond Chateau et de son équipe portent maintenant sur toutes les diversifications possibles.

« J'y passe plus de 50 % de mon temps. » Les idées ne manquent pas. Celles qu'il est possible d'évoquer : des paniers pour congélateurs, des grilles pour les réfrigérateurs. Et puis, celles, confidentielles, destinées à surprendre la concurrence. Au bout : la réussite du pari et non plus 49 salariés mais 150, « seul que je me suis fixé pour démontrer que le concept d'atelier flexible est le bon ». Pour autant, Raymond Chateau ne veut pas faire de son expérience un modèle exportable, arguant qu'« une entreprise est seule capable de faire ses choix de rentabilité ».

Marie-Béatrice Baudet

## PRENONS VOTRE AVENIR AU SÉRIEUX

L'ISTEC APPARTIEN AU CERCLE RESTREINT DES 11 ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE PARISIENNES DONT LE DIPLÔME EST RECONNU PAR L'ÉTAT : UNE RÉFÉRENCE SÉRIEUSE POUR LES ENTREPRISES, ET UNE GARANTIE OBJECTIVE POUR VOTRE AVENIR. DEVENIR, EN 3 ANS, UNE FORMATION DENSE ET DE HAUT NIVEAU, UN CADRE IMMÉDIATEMENT OPÉRATIONNEL. UN DSSS ANNÉE DE FORMATION EUROPÉENNE SPÉCIALISÉE DE NIVEAU 3 CYCLE, ACCESSIBLE AUX DIPLÔMÉS DE L'ISTEC ET AUX BAC + 4, POURRA COMPLÉTER VOTRE CURSUS. L'ISTEC, UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE QUI PREND VOTRE AVENIR AU SÉRIEUX. ADMISSIONS : 1<sup>re</sup> ANNÉE : BACHELIERS ET FUTURS BACHELIERS. ÉCRIT LE 18 MAI - ORAL EN JUIN INSCRIPTION AVANT LE 10 MAI - 2<sup>e</sup> ANNÉE : ENTRÉE DIRECTE POUR LES BTS OU LES DUT. ORAL EN JUIN INSCRIPTION AVANT LE 10 JUIN.



102, RUE DU POINT DU JOUR 92100 BOULOGNE TEL : 01 46 21 41 23 MINUTEL 3614 TAP/ISTEC ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF (NOT 1901) PLUS DE 30 ANS D'EXPERIENCE DIPLÔME RECONNU PAR L'ÉTAT ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNE RÉUSSITE QUI PRÉPARE LA VÔTRE

évolution culturelle

Le sursaut



INITIATIVES

DOSSIER • Contre la fatalité du chômage

Révolution culturelle en Poitou-Charentes

La CFDT bouleverse en douceur les règles du jeu social et invente un consensus de combat pour l'avenir de la région

POUR Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional de Poitou-Charentes, « cette région connaît un dynamisme assez développé » : n'a-t-on pas vu par exemple, à un mois des dernières élections, quelque 1 300 personnes de tous bords travailler pendant deux jours à l'élaboration du projet régional de développement sans que quiconque se serve de ce rassemblement comme d'une tribune électorale ?

Mais de là à penser qu'un « rôle majeur » (selon l'expression du président de région lui-même) puisse revenir dans le développement de cet esprit de partenariat à un syndicat de salariés — en l'occurrence la CFDT, — notamment à son secrétaire régional, France Joubert, il n'y a qu'un pas qu'on n'oserait pas franchir si des voix ne s'élevaient de toutes parts dans la région pour confirmer le fait.

« La démarche pour laquelle ces syndicalistes ont opté, explique Jean-Pierre Raffarin, nous donne à tous la possibilité de regarder l'avenir ensemble. Ils ont réussi à créer un climat de cohésion face aux problèmes de l'emploi et à entraîner dans leur sillage des chefs d'entreprise, des collectivités. Là où voilà dix ans chacun pas-

sait son temps à rejeter sur l'autre la responsabilité de tous les problèmes, nous en sommes arrivés à chercher ensemble comment les résoudre... » Et même s'il subsiste, ici et là, des réticences, ils ont réussi à rallier à leur façon de voir les plus importantes personnalités locales : « Je fais pour ma part tout ce que je peux pour les aider, dit le président de région. Nous essayons de crédibiliser leur démarche et d'entraîner nos partenaires dans leur initiative. »

Solidarité et non-corporatisme

Un syndicat ouvrier ne se met pas à faire travailler ensemble des patrons et des salariés sans soulever de vagues. France Joubert convient qu'il lui a été difficile, en particulier, de lancer le mouvement parmi les militants salariés agricoles, qui avaient bataillé toute leur vie contre une exploitation très dure. « Mais, dit-il, le monde a changé, dans ce domaine comme dans les autres : le salarié agricole d'aujourd'hui tend à peupler des résidences secondaires, entretient les abords des autoroutes, s'occupe du cam-

ping de la commune plus souvent qu'il n'est vacher ou qu'il ne travaille la terre chez un agriculteur. »

Lui et ses camarades ont donc refusé de « se boucher les yeux » : « Nous nous sommes dit : il faut repenser notre façon d'agir, trouver des types de relations professionnelles qui répondent aux enjeux d'aujourd'hui. » Leur option reste celle de toujours : la solidarité. Mais pas celle qui, sous nos yeux, dégénère peu à peu en « corporatisme, repli sur soi et finalement défense de l'ordre établi ». La nouvelle solidarité doit être sans frontières, tournée aussi bien vers les travailleurs précaires et les exclus que vers « le noyau dur de l'entreprise » (à la sécurité elle-même, d'ailleurs bien fragile désormais). Et son outil est d'« aller franchir certaines barrières », d'oser amorcer un dialogue et une action commune avec ceux « de l'autre bord » : « Je crois, dit France Joubert, qu'une société est capable de se réguler à condition que l'on accepte d'y discuter. »

Encore faut-il qu'il s'agisse d'authentiques débats : « Les convictions doivent s'affronter, souligne Jérôme Mattéoli, directeur des ressources humaines des cognacs Hennessy. Nous refusons

de gommer les différences pour aboutir à un consensus « ventre mou ». L'une des forces de la démarche est qu'elle débouche rapidement sur des actions concrètes : « Et c'est là qu'une vraie confiance se construit peu à peu. » Homme de contact, mêlant le franc-parler à l'humour, France Joubert n'a pas peu contribué à faire tomber les méfiances. Débordant d'énergie et de créativité, sachant douer la juste place à son organisation, la CFDT, — présente et active, mais non « monopolisatrice », il a réussi la plus étrange des révolutions : mobiliser autour d'un syndicat ouvrier toutes les forces patronales, administratives, professionnelles d'une région pour l'emploi et contre l'exclusion. Avec déjà d'authentiques succès : comme la création de nouveaux emplois ruraux grâce à la création de groupements d'agriculteurs (et sans doute bientôt d'artisans, voire de cadres...), ou la mise au point, avec dix-huit mois d'avance, d'un dispositif global de formation-écoconversion pour tous ceux qui travaillent dans le port de pêche de La Rochelle où l'on s'apprête à vivre une modernisation radicale.

Marie-Claude Betheder

Taiwan-sur-Indre

Un entrepreneur crée des emplois dans la confection

« BEAUCOUP de gens disent que la confection, c'est terminé, moi je ne suis pas d'accord », affirme calmement Ahmed Lardjane, le plus gros employeur de l'Indre dans le domaine de la confection avec 800 à 850 salariés. Et son parcours prouve que, avec du métier, de l'intelligence et de l'astuce, on peut arriver à creuser des « niches » dans des secteurs généralement considérés comme sinistres.

L'histoire d'Ahmed Lardjane, quarante-six ans, n'est vraiment pas banale. Lorsqu'il débarque de son Algérie natale en 1963, il a dix-sept ans et un CAP de maroquinerie. Il obtient un emploi de manutentionnaire dans une usine de caoutchouc de la région parisienne. Un an plus tard, il se retrouve contremaître dans la maroquinerie, grimpe les échelons jusqu'au stade de directeur technique. Lorsque l'entreprise ferme, il entre comme directeur technique dans un atelier de confection. Trois ans plus tard, alors que l'atelier met à son tour la clé sous la porte, Ahmed Lardjane estime qu'il en a appris assez pour s'installer à son compte.

En 1982, il reprend, à Clion-sur-Indre, une petite entreprise de confection de vingt-cinq personnes, en dépôt de bilan. Il change le parc de machines, réorganise le travail, et l'affaire redémarre. Au bout d'un an les effectifs passent le cap des cent. Il agrandit les locaux ; depuis, tous les ans, il crée une unité de près de vingt personnes. Aujourd'hui, Ahmed Lardjane possède sept usines de confection dont une dans le Cher. Une nouvelle unité devrait s'ouvrir en Indre-et-Loire d'ici l'été, et notre homme, insatiable, est en négociation pour le rachat d'un groupe dans une grande ville. Il envisage de créer une holding pour centraliser la coupe, la prise de commande, l'expédition et mieux contrôler l'ensemble : « Ça commençait à devenir trop grand, ça m'échappait un peu », explique-t-il.

Le secret de sa réussite ? Le patron de La Clionaise Confection (LCC) le dévoile sans problème. Côté matériel : des locaux adaptés à sa production et des machines ultramodernes. Côté salariés, des ouvrières vraiment polyvalentes capables de passer avec la même virtuosité d'un poste à l'autre, et donc de « faire face à n'importe quel marché qui se présente ». Côté

commercial : une clientèle constituée de centrales d'achat : La Redoute, les Trois Suisses, Les Nouvelles Galeries, Carrefour... Une règle : ne jamais travailler à plus de 25 % pour un seul client. Parmi ses atouts également, la taille des unités de production qui lui permet de travailler avec les géants de la distribution qui commandent les pièces par grosses quantités : « C'est plus facile pour former les chaînes et plus rentable pour nous. »

Un homme venu d'ailleurs

L'arrivée de cet homme venu d'ailleurs n'a pas fait d'emblée l'unanimité dans la région. On ne voyait pas bien pourquoi lui réussissait là où les autres échouaient. Aujourd'hui, les attitudes sont plus mitigées : « Maintenant que j'ai réussi, tout le monde vient me voir, les maires, les députés de la région et même du dehors. » Désormais, les collectivités locales facilitent matériellement son implantation pour créer des emplois sur leur commune. Mais Ahmed Lardjane se plaint de ne pas trouver dans ces communes rurales suffisamment de main-d'œuvre. « Pas d'ouvriers », explique l'UDCFDT de l'Indre, les conditions de travail, les cadences sont telles que les gens ne veulent pas y aller. »

Serait-ce Taiwan à Châteauroux ? Lorsqu'on lui suggère cette idée, Ahmed Lardjane n'est vraiment pas content. « Dans mes unités il y a moins de dix immigrés, toutes mes ouvrières sont de la main-d'œuvre locale. Vous croyez que je peux contourner la législation du travail ? » Certes, le gain de productivité est une préoccupation constante et les ouvrières n'ont guère le temps de bavarder, reconnaît-il. Mais sa compétitivité a décidé un de ses clients à rapatrier en France des articles qu'il faisait fabriquer au Maroc. « Des astuces techniques nous ont permis de gagner du temps dans la confection de l'article et donc d'abaisser son coût de production. Et même si nous restons un peu plus cher, c'est largement compensé par la qualité du travail et le respect des délais de production. »

Catherine Leroy

Le sursaut du Trégor

Maintenir une vocation née, il y a trente ans

EN juillet 1962, le monde entier découvre le Trégor. La première transmission d'images par satellite vient de s'y dérouler, reliant Pleumeur-Bodou (Côtes-d'Armor) et les États-Unis. Cette prouesse du Centre national d'études et de télécommunications (CNET) — laboratoire de recherches de France Télécom, décentralisé à Lannion en 1960 — symbolise un tournant dans l'histoire du Trégor. Car, dès lors, tous les grands industriels des Télécoms viendront s'y implanter (Alcatel, Thomson, SAT-SAGEM, TRT-Philips, LTT, etc.). Le destin de cette région, fruit de la politique d'aménagement du territoire, sera alors étroitement lié, pour le meilleur et pour le pire, à l'évolution de cette industrie dont Alcatel sera le pilier.

Pour le meilleur d'abord, avec le lancement par les pouvoirs publics d'un « plan de rattrapage » des lignes téléphoniques dont la France est sous-équipée. Ce sera le grand boom jusqu'à la fin des années 70, qui voit des usines de câblerie se multiplier et l'embauche massive d'ouvriers. Chez Alcatel, qui rachète et fusionne, les effectifs grimpent, entre 1970 et 1983, de 300 à 4 100 salariés répartis entre Tréguier, Lannion et Guingamp. Le triangle d'or. Le pire surgit ensuite, brutale-ment. Saturation du marché intérieur et mutations technologiques très profondes, deux facteurs qui provoquent d'importantes suppressions d'emplois en production, au profit des postes d'ingénieurs. Un « électrochoc », souligne Georges Le Noan, ingénieur au CNET, président de l'Agence de développement industriel du Trégor (ADIT). Pourtant « depuis 1976, des syndicalistes tiraient la sonnette d'alarme sur le danger qui guettait une région mono-industrielle ». Personne n'en tiendra compte. Mais pour Guy Métais, DRH d'Alcatel-CIT, filiale du leader mondial Alcatel-Alsthom, « si, en télécommunications, il existe encore des emplois dans le Trégor et ailleurs, c'est que ce virage a été bien pris, même s'il l'a été durement. »

La pêche aux entreprises

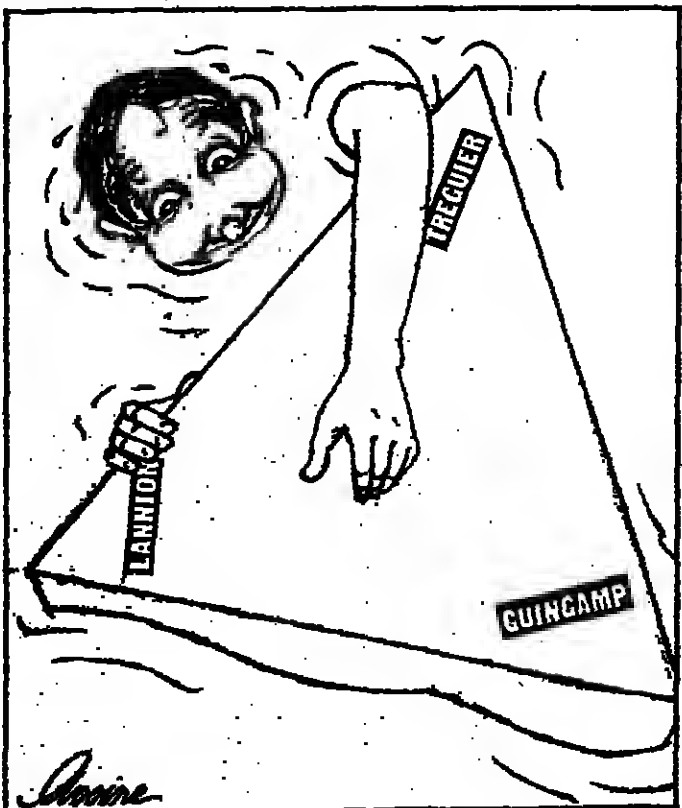
Durement, en effet. Dans le Trégor, le groupe divise presque par deux ses effectifs, qui passent ainsi en 1988 à 2 500 salariés. Son usine de Guingamp, qui

comptait 1 000 emplois, essentiellement des femmes OS, ferme. En réalité, toutes les entreprises du secteur, on presque, licencieront et 1 500 emplois d'ouvriers seront perdus, jamais compensés en totalité en dépit de quelques reclassements. « Les effets (de la crise) sont encore réels aujourd'hui au niveau des chômeurs de longue durée », estime Jean-Paul Brédive, maire adjoint PS de Lannion et ancien cadre d'Alcatel. C'est le début des années de colère, de manifestations, à Paris et sur place, qui rassemblent salariés, syndicats, population et élus locaux de tous bords. Mais aussi le départ d'une solidarité salvatrice. Les élus demandent d'abord à l'Etat de sauver le Trégor, mais ils expliquent aussi à la direction générale d'Alcatel « que les entreprises ont des droits et des devoirs », précise Georges Le Noan. Le groupe apportera son appui en participant à des structures de développement local et en aidant des entreprises, notamment les nouvelles PMI, qui embaucheraient du personnel d'Alcatel. Mais pour Marcel Lemoine, délégué CGT d'Alcatel Lannion et secrétaire de l'union locale de Guingamp, les initiatives du groupe, avec leur effet

d'annonce, étaient « des arguments pour faire passer la pilule ». Reste que les élus locaux retroussent leurs manches et créent, en 1985, non sans difficultés, l'ADIT, qui rassemble une large palette d'acteurs du terrain. Sa première mission : « Aller à la pêche aux entreprises en leur disant qu'on n'est pas mort, et renverser l'image négative du Trégor », indique son président.

Cinq pôles d'excellence

L'idée d'une « Teehuopole éclatée » sur le triangle Lannion-Tréguier-Guingamp, avec son aéroport, voit le jour et se renforce de nouvelles PME-PMI, parfois fragiles, qui portent le nombre d'emplois de 300 en 1984 à un millier en 1993, selon l'ADIT. La formation aussi se muscle, surtout à Lannion, avec l'ouverture en 1986, de l'Ecole nationale supérieure de sciences appliquées et de technologie (ENSAT), de nouvelles filières d'IUT et de BTS, ou encore l'Institut de formation d'Alcatel en 1989. Et en octobre 1993, l'Université catholique de l'Ouest ouvrira à Guingamp.



Et voilà maintenant Tréguier qui pleure. Alcatel va en effet transférer cette année son activité internationale sur Lannion, situé à quinze kilomètres de là, soit 500 emplois. Une décision qui prive une zone déjà victime de la désertification rurale de 1 700 000 francs de taxe professionnelle et lui laisse 12 000 mètres carrés industriels vacants que certes le groupe a promis d'aider à recouvrer. Lannion, elle, se réjouit, mais voit aussi Alcatel réduire en permanence ses effectifs, et maintenant l'annonce de 80 suppressions d'emplois en 1993 à la SAT qui touchent toutes les catégories, des OS aux ingénieurs. Attention, prévient Patrick Fournis, maire adjoint CDS de Tréguier et président du SIVOM local : « Alcatel concentre tout sur Lannion, mais quelle sera la prochaine étape ? Les gens du Trégor ont une crainte réelle pour l'avenir de leur électronique. » « On travaille bien, on est efficaces, mais est-ce encore un critère aux yeux des décideurs ? » reuherit Hervé Lasalle, délégué CFDT d'Alcatel Lannion.

Pendant ce temps, à Tréguier, le SIVOM travaille : une zone portuaire et une zone agro-alimentaire se construisent et du 18 au 20 juin se tiendront les « Trégoriales », un forum du développement local dont la tenue a été décidée le jour de l'annonce du transfert. Histoire de montrer que Tréguier n'est plus mort.

Francine Alzicovici

Université Paris-Nord 93430 VILLETANEUSE

Nouvelle promotion de la formation « Acteurs de développement éducatif et social » Septembre 93 - Juillet 94  
Public : Formateur, coordinateur de zone, correspondant CFI, conseiller PAIO, ANPE, etc.  
Diplôme universitaire  
Téléphoner dès maintenant à M<sup>me</sup> MARTINS - 49-40-32-23

MBA

SCIENCES PO

Un programme bilingue. 9 mois intensifs. De janvier à septembre 1994.

Un diplôme international reconnu : la tradition culturelle de Sciences Po, des professeurs de plusieurs pays, des études à Paris. Admission niveau 3<sup>e</sup> cycle : grandes écoles, masters, maîtrises, Sciences Po. Expérience professionnelle requise.

Pour toute information, contacter le Directeur du MBA, le professeur Jean-Jacques Rosa, ou adressez-nous votre carte pour recevoir le dossier de présentation. Clôture des inscriptions : 1er juin 1993.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS 174, bd Saint-Germain 75006 PARIS  
Tel : (1) 45 44 87 43 - Fax : (1) 45 44 88 92



INITIATIVES  
RENDEZ-VOUS

ECHOS

## Les classes-industrie

■ Dans le cadre de l'opération Jeunes-Industrie, lancée en 1991, l'UIMM mène une politique de rapprochement entre les jeunes en phase d'orientation et le monde industriel. A l'instar des classes de neige, mar et nature, les classes-industrie sont proposées à des collèges pour favoriser une meilleure connaissance du monde industriel.

Une classe de 4<sup>e</sup> est accueillie pendant cinq jours par quatre à huit chefs d'entreprise dans un site industriel. Conduite par un

assistant de projet extérieur, la classe est organisée en quatre phases : présentation par les industriels et les acteurs, immersion par groupes en entreprise, réalisation pratique et formation du sujet d'étude retenu en atelier, présentation devant le comité d'organisation (chambre syndicale territoriale UIMM, assistant de projet, professeurs, industriels). Après une première expérience en 1992 réalisée à Avignon, Orléans et Lyon, l'UIMM prévoit onze classes-industrie en 1993.

► Renseignements : MCS Communication, tél. : (1) 47-93-32-00.

TRIBUNE

## Une alliance pour l'expansion

par André Grjebine et Gérard Vanderpote

UN double engrenage récessionniste se développe à l'échelle mondiale, l'un au niveau de la demande, l'autre à celui de l'offre. Les politiques de désinflation compétitive conduisent les pays qui s'y adonnent à freiner leur demande et réduire leurs coûts de production pour importer moins et exporter davantage. La conjonction de ces politiques provoque un tassement de la demande mondiale. Simultanément, les pays socialement les plus avancés, en premier lieu les pays européens, doivent faire face à la concurrence de pays où le progrès des salaires, l'amélioration des conditions de travail et de la protection sociale sont beaucoup plus lentes que les progrès de la productivité.

Les espoirs placés dans une relance allemande sont illusoire. La baisse des taux d'intérêt ne suffira pas à compenser l'effet récessionniste d'une pression fiscale qui devrait s'accroître pour réduire un déficit des comptes publics allemands qui atteindra cette année près de 6 % du PIB. Au sein de la Communauté européenne, la position allemande interdit toute véritable politique de relance au-delà de la modeste « initiative européenne de croissance » qui ne mérite guère son nom. En revanche, parmi les sept pays les plus développés (G7), ceux qui sont tentés par une politique plus expansionniste, mais qui n'ont pas l'entrepreneurisme, sont sans doute majoritaires et peuvent donc coopérer pour se soutenir mutuellement et surmonter ensemble leurs hésitations. Dans la conjonction actuelle, une relance concertée mondiale est sans doute plus facile à organiser qu'une relance européenne.

Le vif intérêt de cette « alliance pour l'expansion » aurait pour objectif de réamorcer une demande mondiale solvable, tout en favorisant un développement plus équilibré des grandes régions du monde. Sous l'impulsion du G7, le FMI pourrait décider une création supplémentaire de monnaie à l'échelle mondiale, par le biais d'une allocation exceptionnelle de grande ampleur de droits de tirage spéciaux (DTS). Celle-ci se ferait pas en fonction des quotas-partis actuels, mais bénéficierait à des groupes de pays qui posent des problèmes particulièrement graves à la communauté internationale : Russie et pays de l'Europe de l'Est, nouveaux pays industrialisés (NPI). Cette aide serait conditionnelle, comme l'a été le plan Marshall en son temps. Les risques de dérapage inflationniste seraient réduits dans la mesure où les capacités de production

sont largement sous-employées dans la plupart des pays.

Des mesures seraient également prévues, afin d'une part de limiter la concurrence féroce sur des conditions de travail inacceptables et l'absence de protection sociale, d'autre part d'empêcher les pays tentés par l'austérité de jouer le rôle du « passager clandestin » en détournant à leur profit les effets expansionnistes d'une relance induite par d'autres. Certes, les pays occidentaux pourraient compter sur des modifications des taux de change réels pour réduire, à terme, les excédents commerciaux accumulés par le Japon et faire face à la pression concurrentielle des nouveaux pays industriels. Des politiques monétaires et budgétaires résolument expansionnistes au sein des pays occidentaux permettraient d'accroître un rapprochement des coûts de production en favorisant une forte appréciation des monnaies du Japon et des NPI vis-à-vis des monnaies occidentales. Encore faudrait-il que des rigidités monétaires excessives et les aberrations du système monétaire international ne freinent pas ces ajustements. Le Japon pratique depuis longtemps une politique de sous-évaluation du yen. L'attachement des pays du SME à la stabilité de leur monnaie par rapport aux monnaies extracomunitaires lui facilite la tâche. Et même temps, les pays européens sont tentés de préserver leur compétitivité en comprimant les coûts salariaux, en réduisant leur protection sociale et en « dégraissant » les effectifs de leurs entreprises. Il paraît donc hasardeux de compter exclusivement sur les ajustements monétaires pour aller vers une égalisation mondiale des conditions de concurrence.

MAIS, plus encore que la concurrence des pays à maïo-d'œuvre bon marché, c'est le détournement des politiques de relance qui fait peser sur l'économie mondiale la menace la plus grave. A l'heure actuelle, seul le Japon est sans doute en état d'appliquer une politique nettement plus expansionniste que ses partenaires, sans crainte d'un décalage conjoncturel ne provoque un déficit extérieur rapidement incontrôlable. Ses étirements s'en sont que plus condamnables. La puissance économique et monétaire des Etats-Unis devrait leur permettre de courir, temporairement au moins, un tel risque, mais le président Clinton paraît aujourd'hui plus hésitant qu'il ne l'était avant d'accéder à la Maison Blanche. Les autres pays attendent que d'autres fassent

le premier pas et tous s'enfoncent de concert dans la récession. Dans cette optique, il serait opportun de réactualiser la « clause des pays à monnaie rare » inscrite dans les accords de Bretton Woods, mais jamais appliquée. Cette règle prévoyait la possibilité de discriminations commerciales à l'égard de pays structurellement excédentaires (1).

En même temps, pour permettre à l'Allemagne de résorber les effets de la réunification sans porter gravement préjudice aux autres pays européens, le choix pourrait lui être offert entre un fléchissement du deutchmark et l'élargissement des marges de fluctuation qui pourraient être portées à 10 % de part et d'autre de la parité. Il s'agirait évidemment de mesures temporaires. Dans l'hypothèse où les autorités allemandes refuseraient de suivre ces recommandations, la charge des interventions visant au maintien du taux de change du mark vis-à-vis des autres monnaies du SME lui incomberait exclusivement, sans que ses partenaires soient astreints de racheter ultérieurement à la Bundesbank les monnaies en leur propre monnaie que celle-ci aurait acquise.

On nous dira que ces propositions risquent de compromettre la construction monétaire européenne. Mais celle-ci pourra-t-elle se poursuivre si ses principaux membres s'enfoncent dans la crise ? La montée du chômage est sans doute le plus sûr ferment du repli sur soi et du nationalisme. On nous rétorquera également que ces propositions sont irréalistes et que les gouvernements occidentaux seront réticents pour passer des discours sur la nécessité d'une relance mondiale aux actes. Ces considérations pessimistes ne sont pas dénuées de fondement. Mais quelle responsabilité prendraient des dirigeants qui, faute de savoir sortir des sentiers battus et prendre quand il est encore temps des initiatives audacieuses, assisteraient passivement à la décomposition subreptice des sociétés dont ils se sont vu confier la charge ?

(1) Cf. Claude Pierre-Brossollet, « La difficile collaboration des monnaies nationales », *Le Figaro Économie*, 12-2-1993.

► André Grjebine est économiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherche internationales ; Gérard Vanderpote est président de l'AFPA (Association pour la formation des adultes) et ancien directeur général de l'ANPE.

## 1993 : Les nouvelles orientations économiques et sociales

SÉMINAIRE  
DE POLITIQUE  
ÉCONOMIQUE  
2 et 3 juin 1993  
CADRES DIRIGEANTS

De hauts-fonctionnaires, universitaires et chefs d'entreprises présentent leur diagnostic et les scénarios possibles d'évolution depuis mars 93.

Sous la direction de :  
Michel PÉREBEAU, Président du Crédit Commercial de France, Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Avec la concours de :

Gérard ADAM, Professeur au CNAM et à l'IEP de Paris  
Claude BÉBÉAR, Président d'AXA  
Bernard BRUNHES, Président de la Commission "Choisir l'emploi" du XI<sup>e</sup> Plan, Président de Bernard Brunhes Consultants  
Jean-Baptiste de FOUCAULD, Commissaire au Plan  
Jean LEMIERRE, Directeur Général des Impôts  
Jean-Claude TRICHET, Directeur du Trésor.

Participation 5.000 F (déjeuners et documentation inclus). Places limitées. Programme détaillé sur demande : 215, Boulevard Saint Germain - 75007 Paris. Tél. : (1) 45 49 51 36 ou (1) 45 49 50 97 ou taping 3617 code FCSF.

SCIENCES-PO  
FORMATION  
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

CHEFS D'ENTREPRISE, DRH,  
DONNEZ A VOS CADRES COMMERCIAUX  
LA DIMENSION EUROPÉENNE.

Nous vous proposons une formation diplômante (éligible au titre du congé individuel de formation), pour permettre à vos collaborateurs d'acquérir des connaissances juridiques et de gestion dans le cadre de vos activités sur le marché européen.

## DROIT EUROPÉEN DES AFFAIRES

- Diplôme de 3<sup>e</sup> cycle pour cadres commerciaux.
- 10 mois à temps plein : 15/11/93 au 31/08/94 (enseignement du 15/11/93 au 30/06/94 + stage facultatif en entreprise juillet-août 94).
- Session destinée aux titulaires de Bac + 4 et/ou d'une expérience professionnelle significative.
- LE MARCHÉ COMMUN : aspects économiques, juridiques, monétaires, financiers.
- DROIT COMMUNAUTAIRE : commercial, fiscal, social, concurrence, transports, douanes...
- ÉCONOMIE ET GESTION des entreprises.
- INFORMATIQUE - MARKETING EUROPÉEN - ANGLAIS COMMERCIAL.

UNIVERSITÉ PARIS-SUD  
FACULTE JEAN MONNET  
DROIT/GESTION/ECONOMIE  
RENSSEIGNEMENTS/INSCRIPTIONS : Formation Permanente  
54, Bd Desgranges - 92331 SCEAUX Cedex - Tél. (1) 40.91.18.20

## ESSEC

## ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux années. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

Prochaine session pour la rentrée 1993 : du 8 au 10 Septembre 1993

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1<sup>er</sup> Juin 1993

Documentation et dossier d'inscription : ESSEC - Admissions - B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.30.00

Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État. Affilié à la CCI de Versailles Val d'Oise - Yvelines, membre de la FESIC.

## STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stages et plus de 5 000 autres (Bac + 2 à 6), tapez directement : 3615 LEMONDIE.

Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le Service des Stages de la MNEF au : 45-46-16-20.

Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

## GESTION

■ Secteur : informatique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 75 % SMIC. Formation : bac + 2/3, gestion, informatique de gestion. Offre réf. : 04587.

■ Secteur : distribution. Lieu : la Défense. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, école supérieure de commerce, avec convention de stage. Mission : réalisation du dossier « objectifs hypermarché 1994 », établissement de comptes d'exploitation prévisionnels par centre de profit sur douze mois. Offre réf. : 04766.

## COMPTABILITÉ

■ Secteur : conseil. Lieu : Le Vésinet (78). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, comptabilité, connaissance Microsoft Comptabilité, avec convention de stage. Mission : mettre en place toute la comptabilité et le système de gestion d'une société en création. Offre réf. : 04728.

## PERSONNEL

■ Secteur : distribution. Lieu : Bagnole (93). Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, gestion du personnel, avec

convention de stage. Mission : gestion de la formation, établissement du plan de formation 1994 et des objectifs, gestion des plannings des descriptions, saisie informatique. Offre réf. : 04739.

■ Secteur : distribution. Lieu : Bagnole (93). Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, gestion du personnel, avec convention de stage. Mission : gestion du recrutement des employés ; tests et entretiens, accueil en centre d'apprentissage et suivi des premiers mois. Offre réf. : 04780.

■ Secteur : distribution. Lieu : Brétigny (91). Date : 15 juin. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, gestion du personnel, avec convention de stage. Mission : au sein du service du personnel : assurer le suivi du dossier individuel des salariés depuis leur entrée dans la société : contrat, pointage, pays, évaluation. Offre réf. : 04772.

## MARKETING

■ Secteur : services informatiques. Lieu : Orsay et environs (91). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F. Formation : bac + 3/4. Ecole d'ingénieur informatique, connaissance d'Unix, MSDOS, X11, Windows 3.1, avec convention de stage. Mission : assistance commerciale de logiciels de rétrologique graphique et développement du portefeuille client sur le fichier déjà existant. Offre réf. : 04486.

■ Secteur : emploi-conseil. Lieu : Gentilly (94). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois + commission + prime 5%. Formation : BTS section commerciale ou Bac + 3. Ecole de commerce, maîtrise du téléphone, avec convention de stage. Mission : Vous aurez à développer notre portefeuille de clients. Véritable consultant, vos interlocuteurs seront de haut niveau (DRH, Directeur...). Offre réf. : 03559.

■ Secteur : conseil. Lieu : Le Vésinet (78). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, Marketing, connaissance de la micro informatique, avec convention de stage. Mission : étude de marché sur le traitement de la fonction personnel dans les PME de 10 à 100 salariés. Offre réf. : 04727.

■ Secteur : bureautique. Lieu : Saintes (17). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : remboursement des frais. Formation : bac + 2, école de commerce, avec convention de stage. Mission : étude de la concurrence, étude de marché, dans le cadre du management. Offre réf. : 04736.

## VENTE

■ Secteur : bâtiment. Lieu : Villeneuve (69). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, vente, connaissance des logiciels Works, avec convention de stage. Mission : assister les commerciaux, prise de rendez-vous, suivi des dossiers, suivi administratif et réception des appels. Offres réf. : 04734.

## INFORMATIQUE

■ Secteur : électronique. Lieu : Montauban (82). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, informatique, connaissance de la programmation en langage C, avec convention de stage. Mission : développer un programme de configuration en langage C ou Pascal dans un environnement PC et Minitel. Offre réf. : 04746.

■ Secteur : informatique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 5, ingénieur informatique, connaissances de Paradox et Clipper, avec convention de stage. Mission : analyse et programmation sous Windows. Offre réf. : 04764.

■ Secteur : informatique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, DUT/BTS informatique, connaissance de Lotus Syntend, avec convention de stage. Mission : technicien support micro-informatique dans l'environnement Lotus Borland. Offre réf. : 04763.

■ Secteur : industrie. Lieu : Saint-Etienne (42). Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Formation : bac + 3, ingénieur informaticien, connaissance d'IBM 36, du langage GAP et GFAO, avec convention de stage. Mission : réaliser l'audit et la mise au point logicielle de GFAO, des statistiques, du coût contrôle. Offre réf. : 04782.

## COMMUNICATIONS

■ Secteur : presse. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, connaissance des médias, relations publiques, utilisation du Macintosh, avec convention de stage. Mission : aider au suivi de budgets pour des domaines tels que la décoration, le design. Offre réf. : 04729.

■ Secteur : radiodiffusion. Lieu : Saint-Malo (35). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : remboursement des frais. Formation : bac + 2, connaissance des techniques d'interview, micro-informatique, convention de stage. Mission : collecter l'information et possibilité de réaliser des pages antenne et des interviews dans le cadre de manifestations locales et régionales. Offre réf. : 04761.

■ Secteur : industrie électrique. Lieu : Montreuil (93). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Formation : bac + 4, communication, connaissances TTX Word 55 avec convention de stage. Mission : rédaction d'une documentation d'utilisation d'applications informatiques sur micro-ordinateurs. Offre réf. : 04586.

## CHIMIE

■ Secteur : industrie. Lieu : Saint-Brieuc, Plaine (22). Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F/mois. Formation : bac + 3/4, école supérieure de chimie, connaissances des polymères, avec convention de stage. Mission : recherche de composants (mousse, film, enduit plastique) de substitution ne contenant pas de PVC et soudable par ultrason. Offre réf. : 04793.

## ELECTRONIQUE

■ Secteur : électronique. Lieu : Montauban (82). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, BTS électronique, production, avec convention de stage. Mission : structurer les nomenclatures de fabrication. GFAO, saisir toutes les données pour la gestion de production (délais des fournisseurs, temps de fabrication). Offre réf. : 04743.

LE DIRIGEANT

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ESTIMÉ des LECTEURS

etap

DIRECTEUR NATIONAL

Internet

M



pour l'expansion

## LES DIRIGEANTS

Direction générale  
Direction générale adjointe - Secrétariat général

### DIRECTEUR GENERAL

Un esprit PME, des talents de manager

**Sélection :**  
• Assumer avec dynamisme, détermination et une rigueur parfaite la gestion d'une entreprise au service d'adhérents pratiquant une politique exigeante de qualité dans un métier de haute technicité.  
• Rassembler autour de lui l'ensemble des cadres et du personnel pour travailler dans un esprit de confiance et de challenge.  
• Encadrer le développement de la Coopération par une réflexion stratégique et une importante communication avec les adhérents et les organismes privés ou publics concernés cette activité.  
• Le candidat devra disposer d'une formation supérieure agro-alimentaire ou commerciale et d'une expérience de Direction acquise dans le secteur agro-alimentaire.  
• Une connaissance du milieu coopératif serait appréciée.  
• Anglais ou allemand souhaité.

Poste basé dans le Val de Loire.

**etap**

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

CFCA/ANR - Instances représentatives de la Coopération agricole et alimentaire en France, recrutent :

### 1 DIRECTEUR NATIONAL

• Au sein d'un groupe constitué de quatre départements, il aura la responsabilité de celui consacré à l'économie d'entreprise (12 personnes).  
• A ce titre :  
• Il assurera la direction de l'Association Nationale de Révision et, dans ce cadre, sera chargé des relations avec les pouvoirs publics et les partenaires professionnels pour ce qui concerne la révision des coopératives agricoles. Il y jouera un rôle d'initiateur et de pilote des activités et des services.  
• Il sera chargé de la Division "Etudes-Conseils" du Cabinet audit-conseil-formation créé au sein du groupe.  
• Il assurera l'animation du réseau des organisations dont il devra coordonner les actions dans les domaines de la gestion, de la révision comptable, et de la qualité.  
• Enfin, il dirigera les missions collectives de l'organisation, en particulier en matière de qualité, réglementation alimentaire, droit des produits, droit de la concurrence.  
• Formation supérieure économique, commerciale ou grandes écoles d'ingénieurs et complément gestion/finance. • Large expérience de consultant et excellente connaissance du fonctionnement des réseaux et des entreprises. • Missions fréquentes en déplacements de courte durée. 35/45 ans.

Adresser CV, détaillé avec motivations, références et photo, sous code 276 à : L.P.A. GENEVA, 11 Square Jasmin, 75016 PARIS.

CHEMUNEX  
Biotechnologies appliquées - Applied biotechnology

Société de Biotechnologies Appliquées à la microbiologie industrielle recherche pour sa ligne de produits ChemFlow

## International Marketing Manager

Conditions requises :

- Un diplôme supérieur en sciences biologiques.
- Une expérience de quelques années dans une industrie agro-alimentaire ou pharmaceutique.
- Une aptitude certaine, de préférence complétée par une expérience, à la vente de produits techniques.
- Bien sûr, la goût du contact et beaucoup de dynamisme.
- La maîtrise de l'anglais lu et parlé est une condition sine qua non. Connaissances en allemand appréciées.

Adresser CV + photo à : CHEMUNEX - Monsieur le Président - 41, rue du 11 Novembre 1918 94700 MAISONS-ALFORT

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

## ΔΙΡΕΚΤΟΡ ΟΤΔΕΛΑ ΣΤΡΑΗ CHT

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE



Fondé en 1929, notre groupe pharmaceutique réalise un CA de 2,5 milliards de Francs avec 2400 personnes et des filiales en Europe, en Amérique, et en Extrême Orient. Nous avons construit notre succès sur des valeurs d'innovation et de qualité, que l'on retrouve à travers notre gamme de plus de 30 médicaments, dont plusieurs sont leaders de leur classe thérapeutique en Europe. Nous recherchons pour notre division internationale un Chef de Zone CEE.

Vous aurez pour mission la développement de notre action commerciale et médicale sur la CEE. Vous animerez et coordonnerez l'activité de nos bureaux à Moscou, Kiev, Minsk, et Tashkent. Vous aurez ainsi en charge, en comptant le staff parisien, une quinzaine de collaborateurs. En étroite collaboration avec notre Direction Générale, vous initierez et animerez une politique commerciale ambitieuse, innovatrice, et adaptée. Vous avez 27 ans environ, vous êtes issu d'une formation supérieure de type Sciences-Po, Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, et bien sûr vous parlez couramment le Russe. Vous avez le goût de la négociation, de la création et de l'animation de réseaux. Vous pouvez avoir fait vos armes à l'international dans le cadre d'un VSNE ou lors d'une première expérience. Basé à Paris, vous consacrerez une part importante de votre temps aux déplacements sur la CEE. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre+CV+photo) s/réf CZ/19M à COPERS - 92 rue Jouffroy 75017 PARIS.

**copers**

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

ALTRAN SYSTEMES D'INFORMATION,

Filiale d'ALTRAN TECHNOLOGIES

Société de Conseil et d'Ingénierie,

apportant aux grands industriels des solutions innovantes en s'appuyant sur l'expérience de plus de 1000 ingénieurs consultants, recherche pour son département agréé SAP des :

## Consultants SAP et Chefs de projet SAP R2/R3

Vous développerez et mènerez nos projets auprès de nos clients et coordonnerez des actions de conseil auprès des directions de grands groupes industriels et tertiaires. Vous accompagnerez les évolutions du progiciel SAP dans les environnements de type Clients/Serveurs.

Votre évolution vous permettra de prendre en charge l'organisation et le management d'équipes.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de conception et réalisation de systèmes d'information dans des environnements industriels et disposez d'une ou plusieurs années d'expérience de mise en oeuvre de modules du progiciel SAP.

Postes à pourvoir à PARIS, MADRID, BRUXELLES.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence SAP-05 à




Jean-Michel MARTIN  
58 boulevard Gourville St-Cyr  
75858 PARIS cedex 17 - FRANCE



مركز الامم

## SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



**LE CNASEA**  
établissement public national  
recrute par **CONCOURS**

**son CHEF DE BUREAU pour CERGY-PONTOISE (95)**

Sous l'autorité du délégué régional d'Ile-de-France, vous aurez la responsabilité du bureau chargé des actions de formation professionnelle et de l'emploi.

Dans le cadre de l'organisation de votre unité, vous assurerez la gestion administrative et financière des dossiers en utilisant des procédures informatisées, vous concevrez et réaliserez des études et bilans statistiques, vous encadrerez et évalueriez les personnels du bureau (30 à 40 personnes).

Vous représenterez la délégation régionale dans les réunions externes et participerez avec le délégué régional aux négociations conduites avec les partenaires locaux.

**CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 (diplôme de troisième cycle de l'enseignement supérieur, d'ingénieur des grandes écoles ou équivalent) et retirer un dossier d'inscription à l'adresse ci-dessous. La clôture des inscriptions interviendra le 14 JUIN 1993.

**CNASEA, Service du Personnel, Cellule Concours**  
7, rue Ernest-Renan, 92136 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex  
Téléphone : 46-48-40-42 ■ 46-48-40-51

LA VILLE DE MULHOUSE, 2 200 agents, un budget de 900 MF + 300 MF d'investissement, s'est dotée d'un système d'information de gestion performant. Elle souhaite développer ces procédures afin d'optimiser le service public.

**FONCTIONS :** La création d'une mission d'audit interne est à l'ordre du jour. Votre rôle sera de promouvoir cette nouvelle structure, participer par le même à la détermination des objectifs stratégiques concernant l'ensemble de la gestion de la ville (conception et suivi du système d'information de gestion, analyse de la performance, évolution des tableaux de bord existants et leur hiérarchisation). La mission d'audit interne regroupera également l'administration du système d'information et la cellule organisation et méthode. Dotée d'une compétence transversale, elle sera directement rattachée au Secrétaire général de la ville de Mulhouse.

**PROFIL :** Formation grande école de gestion, ingénieur ou équivalent, complétée si possible par une formation en informatique (type IMAIS).

La connaissance des outils micro-informatiques est indispensable. Le candidat retenu sera un homme ou une femme de terrain, allant rigueur, méthode, sens de l'analyse et de grandes qualités relationnelles. Il devra justifier d'une ou plusieurs expériences conclues dans des organisations similaires (minimum : 7 à 10 ans).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée de votre CV, d'une photo et de vos prétentions à :

**M. LE MAIRE DE MULHOUSE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**  
8P 3089 68062 MULHOUSE Cedex - Fax 89/32/59/09



**Attaché**

BAC + 3 en gestion, économie ou droit.  
Salaire net mensuel de début : 6.900 F.  
Horaires variables.  
13<sup>e</sup> mois + prime de vacances.  
Merci d'adresser votre candidature manuscrite + C.V. à Monsieur Le Maire  
Hôtel de Ville - B.P. 24  
68071 MULHOUSE Cedex.

## LE MONDE DES COMMERCIAUX



**INGENIEURS COMMERCIAUX**

A la base de la réussite d'AGI : la maîtrise, sur plate-forme AS/400, de BPCS® et ASSET®, un progiciel de gestion industrielle (production, vente, logistique, finance) et un AGL mondialement reconnu. Synergie technique et commerciale, fort esprit d'équipe... les 180 professionnels d'AGI développent leur savoir-faire avec la confiance d'entreprises d'envergure nationale et internationale.

Votre allant, votre dynamisme et votre tempérament de battant font de vous un commercial de talent et vous ouvrent une fonction-clé au sein de notre structure. Chargé de vendre nos solutions, votre démarche est globale, de la recherche de nouveaux prospects à la finalisation des contrats. Pour optimiser votre action, vous bénéficiez du succès de produits performants et d'un support technique et logistique entièrement dédié à l'équipe commerciale.

A 25/35 ans, de formation Bac + 4/5 ou équivalent (ES, école d'ingénieurs...), vous possédez impérativement une expérience significative de la vente de progiciels et de solutions informatiques dans le milieu industriel, idéalement en environnement AS/400. Vous possédez un excellent sens relationnel et une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vous êtes prêt à partager l'esprit d'une société de services et sa réussite, de nouveaux postes sont aujourd'hui à pourvoir à notre siège social.

Merci d'adresser votre candidature à Claire MACKENZIE en précisant la référence CM005 à AGI, Département Ressources Humaines, 52 Quai de Dion-Bouton, Tour Horizon, 92806 PUTEAUX Cedex. Vous pouvez également lui téléphoner au 47.76.43.14 pour un premier contact.

**AGI**  
Les Hommes Progiciels

AGI EST UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE IBS FRANCE



**DIRECTEUR COMMERCIAL**

capable de développer le C.A. de la société en optimisant son efficacité commerciale.

De formation supérieure, il aura 10 ans d'expérience commerciale réussie et devra connaître le milieu institutionnel (ministères) et celui des organismes financiers internationaux (CEE, BERD, banque mondiale...).

Anglais obligatoire, une autre langue (espagnol ou allemand) sera un plus.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions à notre Conseil Christian DEGEHL sous réf. DE304 à : TEAM - Tertiel 2  
216, route de Saint-Simon - 31081 TOULOUSE CEDEX.



**1 ingénieur commercial**

Commercial et gestionnaire de tempérament, vous développerez et suivrez activement notre clientèle de Banque, dans le cadre des objectifs de notre politique commerciale.

A 28/30 ans, de formation école de commerce, option Finance, vous avez acquis une première expérience de la vente de services, une bonne connaissance des marchés et/ou une solide culture économique. (réf. 326 D2)

**2 ingénieurs projet**


Chargés de la veille technologique, relais dynamiques entre les services de programmation et les équipes commerciales, vous animerez de nombreux projets, de l'initiation à la gestion des cahiers des charges jusqu'au lancement et à la réalisation des produits.

Diplômés d'une école d'ingénieur, type Centrale, Supélec, IN, ENSIMAG, ..., vous avez acquis une culture large sur les métiers de la Finance et de la Banque et maîtrisez l'informatique. (réf. 326 D2)

Ces postes basés à Paris requièrent en sus des compétences techniques, un esprit de service, de réelles qualités de communication et la connaissance de l'anglais. Larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, CV et rémunération actuelle sous la référence du poste choisi, à notre conseil Alpha à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75006 Paris.  
Conseil de direction



**ATTACHE COMMERCIAL**

Poste fixe avec déplacements occasionnels.  
Suivi de la clientèle.  
Prospection. Salons.  
Rémunération motivante : fixe + variable

Merci de nous envoyer votre C.V. en anglais, lettre manuscrite en anglais à l'adresse suivante :

**CALIFORNIA AMPLIFIER**  
15, rue de la Belle-Borne, B.P. 10003  
95722 ROISSY-CHARLES-DE-GAILLE Cedex



**LOCAPLUS**

Société leader dans la location financière de biens d'équipement, filiale d'un important groupe d'assurances

**RECHERCHE**

**UN CADRE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU**  
spécialiste de la location financière

En relation étroite avec des fournisseurs de matériels d'équipement, il sera chargé, sous l'autorité du Directeur commercial, de développer une politique locative avec ces fournisseurs.

Diplômé de l'enseignement supérieur (formation ingénieur ou grande école commerciale), âgé de 30 à 35 ans, il bénéficiera d'une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine de la location financière ou du crédit-bail.

Lieu de travail : région parisienne.  
Fréquents déplacements en province.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Adressez candidature manuscrite et prétentions avec CV à :

**M. LANCE, LOCAPLUS**  
86/90, rue du Dôme - 92513 Boulogne-Billancourt Cedex



هكذا لمن لا يحمل

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

La Direction Administrative et Financière se renforce.

### CHARGÉ DE MISSION "CONTRATS INTERNATIONAUX"

En relation étroite avec les ingénieurs d'affaires, vous participez à la gestion d'une partie de nos contrats à l'étranger sous les aspects comptable, fiscal et financier. Vous serez chargé de l'assistance et du contrôle de gestion des implantations étrangères (succursales) ainsi que des relations avec les partenaires et autres organismes locaux (clients, fournisseurs, administrations, ...).  
A 30 ans environ, de formation supérieure école de commerce (option finances et comptabilité), DECS, ou ingénieur expérimenté dans le domaine du contrôle financier, votre expérience opérationnelle de quelques années en entreprise vous a familiarisé avec les problèmes juridiques, comptables et financiers des contrats, de préférence dans le secteur des T.P.  
La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance d'une 3<sup>e</sup> langue est un atout pour ce poste impliquant de nombreux déplacements à l'étranger.  
(Réf. IM 179)

### ADJOINT AU RESPONSABLE CONSOLIDATION

Chargé de l'organisation et des travaux de la consolidation du Groupe, vous suivez également les procédures en liaison avec les filiales.  
Pour ce poste évolutif, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce + DESCF complet et vous avez une expérience acquise soit dans une fonction similaire (de préférence dans un domaine proche des T.P.), soit dans un cabinet d'expertise ou d'audit. Vous maîtrisez l'outil informatique et portez anglais couramment; la connaissance de l'espagnol ou de l'allemand est un atout.  
(Réf. IM 165)

### CONTRÔLEUR FINANCIER

Homme d'ouverture, de contact, mais aussi de grande rigueur vous devez maîtriser le reporting, le contrôle et l'assistance d'une partie de nos 20 filiales étrangères que vous visitez régulièrement.  
A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure école de commerce (option finances et comptabilité), DECS, ou ingénieur avec une pratique du contrôle financier ou de l'audit. Votre première expérience opérationnelle de quelques années, soit en entreprise idéalement proche du secteur des T.P., soit en cabinet d'audit, vous a familiarisé avec la gestion d'entités décentralisées. L'anglais est indispensable et la connaissance de l'espagnol ou de l'allemand souhaitée. (Réf. IM 104)

### ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION FRANCE

Homme de contact, d'écoute, de dialogue mais aussi de rigueur, vous assistez le contrôleur de gestion de la maison mère dans l'établissement et le suivi des budgets, dans la conception et la réalisation des tableaux de bord et du plan à moyen terme. Vous participez à des missions d'audits financiers, au suivi du reporting et du contrôle des filiales françaises du Groupe.  
Jeune diplômé d'une école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP ou ESCAE), vous maîtrisez les outils informatiques. Votre sens relationnel est un atout.  
(Réf. IM 169)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.), en précisant la référence du poste choisi à Degremont, Blondine Dejean, 183 avenue du 18 Juin 1940, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.



**FWCEE**  
FOSTER WHEELER CONCEPTION  
ETUDES ENTRETIEN

Société d'ingénierie (certifiée AFAC/ISO 9001), filiale d'un groupe américain, spécialisée en pétrole, pétrochimie, chimie fine/pharmacie, recherche pour son siège à Paris

### Juriste Opérationnel

#### Votre profil :

- Pour ce poste de haut niveau, vous avez une solide formation juridique en droit des affaires, complétée par une expérience réussie en entreprise.
- Vous avez acquis de bonnes connaissances en matière de fiscalité et financements internationaux pour appréhender les projets export dans leur ensemble.
- Vous êtes parfaitement bilingue anglais.
- Rigueur, créativité et dynamisme sont des atouts indispensables.

#### Le futur cadre de votre mission :

- Vous intervenez en tant que conseil auprès des différents départements dans tous les projets et contrats qui engagent la société.
- Vous participez à la préparation, la rédaction et la négociation des contrats avec les donneurs d'ordre, des accords de coopération inter-entreprise.
- Vous êtes impliqué dans toutes les interventions de la société dont vous êtes le garant sur le plan juridique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. MO/1083 à FOSTER WHEELER CEE ORH - 31/53, rue des Bourdonnais 75024 Paris Cedex 01.

Vous connaissez certainement Sealink au travers de ses navires qui traversent la Manche, mais savez-vous également que nous opérons sur un marché en pleine expansion. Pour notre siège Parisien nous recherchons un :

### Juriste Maritime

Bilingue Anglais Maritime

Sous l'autorité des Directeurs Armement et Juridiques votre mission aux multiples facettes vous amènera à prendre des responsabilités dans les domaines suivants :

- Assurances maritimes et terrestres (négociation des contrats assurance des navires, règlement des sinistres ...)
- Droit Social et Maritime (suivi des textes officiels et réglementaires, procédures d'applications, contrôle de gestion du personnel navigant)
- Vente-Achats Affrètement des navires
- Animation d'une équipe.

De formation juridique, vous avez acquis une expérience significative (4/5 ans) dans le droit maritime.

Au carrefour de multiples services de la société, votre grande faculté d'adaptation doublée d'une curiosité de tous les instants, d'un esprit critique, s'avèrent indispensables pour retenir notre attention.

Pragmatique, vous possédez une réelle aisance à communiquer ainsi qu'une facilité à gérer une grande diversité de tâches.

Enfin, une bonne culture générale, allée à une maîtrise de l'outil informatique sont vivement appréciées.

Adressez votre dossier de candidature à SEALINK - 3, rue Ambroise Paré - 75475 PARIS Cedex 10.



### Adjoint au département fiduciaire, du mécénat et des fondations

Vous participerez à l'instruction des dossiers de création des fondations et assurerez le suivi financier et l'analyse des projets de subventions de ces organisations, en étroite relation avec les autres départements de la Fondation de France.  
Interlocuteur privilégié des fondateurs, donateurs et prescripteurs, vous leur apporterez un réel conseil technique. Vos qualités relationnelles favoriseront vos contacts à tous niveaux.  
A 28/30 ans, votre formation (Droit, IEP, Gestion) et une première expérience dans un métier de conseil ou de services vous rendront rapidement opérationnel.  
La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est vivement souhaitée.  
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous référence ADJ, à Fondation de France, 40 avenue Hoche, 75008 Paris.

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 267.734 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la C.C.I.P. ce sont aussi de prestigieuses filiales - Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte - et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Le Centre d'Observation Economique (23 collaborateurs) est un centre de conjoncture nationale et internationale. Concepteur d'un certain nombre de baromètres, il apprécie et analyse la situation économique présente et élabore des prévisions à court-moyen terme.

### Economiste

Au sein de la Division Conjoncture et Prévisions, vous êtes chargé du suivi et de l'analyse des questions sectorielles et des pays d'Europe du Nord. (Réf. ALM05257)

### Macro-économiste (contrat à durée déterminée)

Au sein de la Division Conjoncture et Prévisions, vous êtes particulièrement chargé du suivi des matières premières et de certaines zones géographiques. (réf. ALM05258)

Diplômé(e)s d'un 3<sup>ème</sup> cycle universitaire ou équivalent, vous avez une première expérience. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence choisie à la C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Châteaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



هكذا من الإصحاح

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

### Fiscaliste

FRANCE TELECOM recrute pour ses filiales des Fiscalistes (F.F.P.) pour ses filiales de la région parisienne.

Vous êtes titulaire d'un diplôme de Fiscaliste (F.F.P.) et vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans une grande entreprise.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

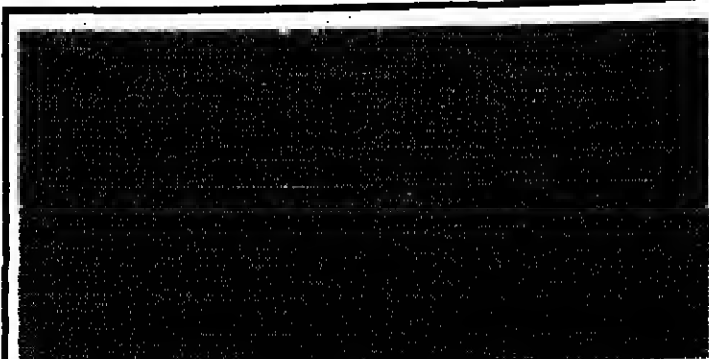
Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.

Vous serez chargé(e) de la fiscalité des entreprises (I.E.S.S.) dans une filiale de la région parisienne.



Assistant du rédacteur en chef, vous serez chargé(e) de rédiger une lettre hebdomadaire d'informations juridiques dans le domaine de la gestion de patrimoine et de l'ingénierie financière. Le succès de cette publication réside dans l'exactitude, la rigueur et le caractère pratique de son contenu. Vous intervenerez dans d'autres supports du Groupe, et notamment dans sa revue juridique très novatrice.

Après un DEA de droit civil, vous avez au moins deux à trois ans d'expérience de pratique rédactionnelle dans le domaine juridique. Vous souhaitez un poste stable et enthousiasmant dans une société qui pourra vous faire évoluer.

Le poste est basé au sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ORNICAR - 10, rue Portalis - 75008 PARIS, en précisant vos prétentions et en indiquant sur l'enveloppe la référence B/920.

**ornicar**  
GROUPE H&C CONSEIL

### JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour compléter une équipe de direction motivée

Une solide santé financière, une gamme de produits leaders sur leur marché, un outil de production performant, sont parmi les atouts qui nous permettront de réussir notre croissance et le développement international que nous avons entrepris.

En liaison directe avec notre Président, vous prenez en charge l'intégralité des fonctions classiques d'une D.A.F. pour l'ensemble de notre Groupe en France et dans nos filiales européennes (comptabilité, gestion, trésorerie, personnel, juridique et fiscal...). Vous participez à la définition et la mise en œuvre d'une politique financière au service de notre stratégie de développement.

A 35 ans environ, après une formation supérieure en gestion (Ecole de commerce, Dauphine, MBA, ...) et quelques années d'audit, vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction, acquise dans une entreprise industrielle et commerciale à vocation internationale.

Vous parlez l'anglais et si possible l'allemand.

Au-delà de votre compétence, nous attendons de vous une personnalité forte, un esprit ouvert et créatif, le sens de la stratégie, l'envie de vous intégrer à une équipe de direction efficace et performante pour réussir un projet de développement ambitieux.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à notre Conseil sous référence D.DAF.11.

38, rue Vauvillier 92100 BOULOGNE.

PARIS • LONDRES • NEW YORK • FRANCFORT • MADRID • UTRECHT

Lincoln Associés

Important établissement financier, nous souhaitons renforcer notre salle des marchés.

Rattaché au responsable de la salle des marchés, vous intégrez l'équipe Trésorerie Francs et intervenez sur l'ensemble des produits de bilan et de hors-bilan.

De formation supérieure, une première expérience professionnelle réussie d'au moins trois ans vous a permis de consolider votre connaissance des marchés de taux et vos compétences en mathématiques financières.

Vous maîtrisez également la micro-informatique.

En fonction de vos résultats, des responsabilités élargies pourront ultérieurement vous être confiées au sein de la salle des marchés ou de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et indication de votre rémunération actuelle sous la réf. 9233 à l'Agence CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 Paris qui transmettra.

### Secrétaire général adjoint

Notre organisme professionnel semi-public employant 75 personnes et regroupant 430 adhérents de très solide réputation renforce ses structures. Dans le but de perfectionner notre service auprès de nos membres situés à Paris et dans les départements de la petite couronne, nous créons la fonction de secrétaire général adjoint.

Votre mission est de contribuer à améliorer le fonctionnement et développer une profession en pleine mutation. A ce titre, vous :

- êtes garant de la qualité des informations juridiques, immobilières et financières diffusées à nos adhérents,
- synthétisez nos moyens de connaissance et de contrôle des entreprises adhérentes,
- mettez en place et développez un audit et une réelle assistance auprès de nos membres,
- suscitez leur dynamisme.

En fonction de vos aptitudes et du succès de vos missions vous pourrez très rapidement devenir notre Secrétaire Général.

Agé de 40 ans environ, de formation supérieure en droit, gestion et comptabilité, vous avez une bonne expérience du management et de l'audit et une grande aisance dans les contacts.

Poste évolutif basé à Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 1177 à notre conseil, Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Washington Moscou Bruxelles Paris

Leader mondial des radiocommunications, Motorola commercialise les systèmes les plus performants du marché. Pour accompagner son développement, Motorola recherche deux

### CONTROLEURS DE GESTION SENIOR

De formation école de commerce, vous disposez d'une expérience de 3/4 ans en contrôle de gestion, de préférence dans un environnement comptable anglo-saxon et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous prendrez en charge l'analyse et le reporting des activités de distribution et, en fonction de votre spécialité :

- Vous élaborerez les budgets et les prévisions en coordination avec les opérations France et le siège européen ainsi que les procédures d'audit interne pour les activités de vente et les stocks. Vous assurerez également le support aux opérationnels. (Réf. CGS 1)

- Vous serez responsable de la valorisation des stocks de fin d'année et des provisions correspondantes. Vous intervenerez également en support du contrôleur Europe du Sud et superviserez les travaux de clôture de la comptabilité analytique. (Réf. CGS 2)

Autonome, rigoureux et respectueux des délais et des procédures, vos qualités relationnelles feront la différence. La connaissance des gros systèmes IBM serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MOTOROLA SA, Direction du Personnel : 1, rue Jacques Rueff - 92182 Antony Cedex.

**MOTOROLA**  
Radiocommunications

# OPERATEUR MARCHE MONETAIRE FRANCS

Important établissement financier, nous souhaitons renforcer notre salle des marchés.

Rattaché au responsable de la salle des marchés, vous intégrez l'équipe Trésorerie Francs et intervenez sur l'ensemble des produits de bilan et de hors-bilan.

De formation supérieure, une première expérience professionnelle réussie d'au moins trois ans vous a permis de consolider votre connaissance des marchés de taux et vos compétences en mathématiques financières.

Vous maîtrisez également la micro-informatique.

En fonction de vos résultats, des responsabilités élargies pourront ultérieurement vous être confiées au sein de la salle des marchés ou de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et indication de votre rémunération actuelle sous la réf. 9233 à l'Agence CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 Paris qui transmettra.



هذ من الامم

REPRISES

REPRODUCTION INTERDITE

• La Monde • Mercredi 12 mai 1993 35

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

GRUPPE INDUSTRIEL DE 6 500 PERSONNES, REALISANT UN CA. DE 4,2 MILLIARDS DE FRANCS, RECHERCHE

### Gestionnaire Assurances

Au sein d'une petite équipe (3 personnes), vous proposez et mettez en œuvre un programme d'assurances et de garanties adapté aux risques du groupe. Dans ce but, vous analysez les risques actuels et futurs des différentes sociétés du groupe, étudiez l'évolution des programmes d'assurances, auditez les polices et proposez la mise en place de nouvelles couvertures. Vous participez aux négociations de renouvellement des polices et, en liaison étroite avec le chef de service, prenez en charge les dossiers "sinistres" et les travaux d'expertise. Titulaire d'une maîtrise de droit privé complétée par un DESS assurances (ou un diplôme d'un institut d'assurances) et âgé d'environ 30 ans,

vous avez une expérience d'au moins 3 ans en entreprise, en cabinet de courtage ou en compagnie d'assurances. Votre rigueur allée à votre sens du contact et vos capacités de négociation vous permettront de travailler efficacement tant avec les responsables opérationnels du groupe qu'avec les interlocuteurs externes (courtiers, avocats, experts). Pour ce poste basé à Paris, nombreux déplacements et disponibilité sont à prévoir. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. 42706, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

### fiscaliste fiscaliste

Grand groupe industriel d'envergure mondiale (15 000 personnes), présent dans plusieurs secteurs de haute technologie, nous renforçons le service fiscal de notre siège social.

Au sein de ce service, rattaché à la Direction financière du groupe, vous serez chargé :  
• d'intervenir en support technique auprès des unités du groupe pour l'ensemble de leurs obligations fiscales; de suivre plus largement toutes les opérations à incidence fiscale et apporter le conseil approprié dans le cadre de la politique fiscale du groupe (contrats, acquisitions, restructurations, instruction et suivi des contentieux);  
• de traiter les aspects de fiscalité internationale auxquels sont confrontés les filiales et unités (en relation et avec l'aide des consultants locaux).  
A 25-30 ans, de formation supérieure en fiscalité, vous possédez impérativement une première expérience de 2 à 5 ans en entreprise ou en cabinet, et parlez couramment anglais. Si, par ailleurs, vous êtes rigoureux, animé par une véritable force de proposition et un goût du travail en équipe, soucieux d'obtenir des résultats concrets et désireux de vous investir dans des projets d'envergure, vous êtes le candidat tout désigné pour ce poste particulièrement polyvalent, basé à Paris.  
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 42687, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

### Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales Network Designer Ingénieur Réseaux Confirmé

BT est un des plus grands opérateurs de télécommunications dans le monde. Notre couverture internationale nous permet de proposer aux grandes entreprises des solutions innovantes. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un NETWORK DESIGNER. Votre mission : ☐ vous participez à l'élaboration des plans de développement de l'infrastructure d'un réseau pan-européen de transmissions de données ☐ vous définissez l'architecture adéquate et la faites évoluer ☐ vous étudiez les flux de trafics existants et prévisionnels dans le but de dimensionner et d'optimiser les performances de ce réseau.

Vous avez : ☐ une formation d'ingénieur ☐ une expérience confirmée dans l'exploitation de réseaux, de préférence chez un opérateur ☐ un très bon niveau d'anglais ☐ la rigueur ☐ la passion de la qualité ☐ une forte capacité à être à l'aise dans un environnement très évolutif.

Ce poste est une opportunité d'intégration dans un groupe international de très grande envergure dont l'ambition et les moyens en Europe laissent entrevoir de larges possibilités d'évolution et de développement professionnel.

Pour une entree individuelle avec la société le vendredi 11/06/93, merci d'adresser ou télécopier CV, lettre et photo à notre conseil :

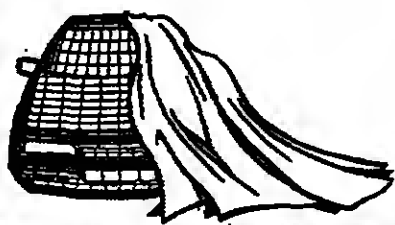
OPTAMAN  
114 bis, rue Michel-Ange - 75016 PARIS.  
Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 2247 sur la lettre et sur l'enveloppe.

La Défense



### Chef de projets méthodes assemblage ECP - ENSAM - ENPC

Pour découvrir la voiture de demain,  
le mieux est de la concevoir.



Nous sommes internationalement reconnus pour notre savoir-faire dans l'INGÉNIEURIE de carrosserie automobile. Dans le cadre de notre développement nous recherchons un INGÉNIEUR diplômé(e) grandes écoles, ou équivalent. Vous avez une expérience réussie de 5 ans minimum dans le milieu des constructeurs ou des sous-traitants et particulièrement celui de l'assemblage tôlerie. Au sein de notre Division Méthodes Process vous animerez une équipe de techniciens fortement qualifiés. Vous prendrez en charge la gestion des projets des moyens d'assemblage de sous-ensembles de carrosserie, allant de la conception à l'installation en usine. Votre formation et votre expérience ont fait de vous un homme de terrain ayant le sens des contacts et ouvert à l'international. Votre niveau de responsabilité nécessitera une grande disponibilité et une bonne connaissance de l'anglais. Ce poste basé en région parisienne vous permettra d'effectuer des déplacements dans les pays de la CEE. Ecrire sous réf. 19A2553/3 à ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS. Discretion absolue.



### Rigueur et communication

Le Centre d'Essais Comparatifs de l'Institut National de la Consommation informe le public sur les caractéristiques, les performances et la valeur d'usage des produits grand public, concourt à l'amélioration de leur qualité et au développement de la normalisation à un niveau national et international. Il recherche un

### JEUNE INGENIEUR

responsable des essais pour le secteur Logement - Bricolage. Elaboration d'un cahier des charges étayé, pilotage des essais réalisés par les laboratoires français et européens, traitement et synthèse des résultats, collaboration avec les journalistes des médias de l'I.N.C., coopération avec des homologues européens... sont autant de facettes d'une fonction riche et diversifiée conjuguant rigueur scientifique et sens de la communication.

Ce poste implique une formation d'ingénieur avec une dominante électromécanique et électronique, des bases solides de génie thermique et une maîtrise parfaite de l'anglais.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.  
19A 2553 3M  
Discretion absolue



71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

aleph conseil

Cabinet en Ressources Humaines  
et Communication

Désirée BELLAICHE et ses collaborateurs vous assurent de leur fidélité et vous communiquent leurs nouvelles coordonnées :



5, rue Général Clergerie  
75116 PARIS  
Téléphone : 53 70 98 30  
Fax : 44 05 12 99

INRS

### INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous conduirez des Etudes et Recherches en laboratoire et entreprise dans le domaine de la mécanique des fluides appliquée à la ventilation industrielle en liaison avec les milieux de la prévention.

Nous souhaitons confier cette mission à des candidats justifiant d'une expérience significative dans la fonction.

Une thèse de 3ème cycle serait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet + photo et rémunération souhaitée à INRS - Service du Personnel - Avenue de Boulogne - B.P. 27 54501 VANDOEUVRE CEDEX.

MOTOROLA



## SECTEURS DE POINTE

## Ingénieurs Confirmés

Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. N°1 en Europe, Valeo Sécurité Habitacle réinvente le Nefman et le Flap. La Branche : 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, 2000 personnes, 7 Divisions en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Argentine et Japon, un marché en fort développement technologique.

## Ses objectifs :

- renforcer la protection des véhicules contre l'effraction et le vol avec une nouvelle génération de produits associant mécanique et électronique et assurant sécurité, fiabilité et confort d'utilisation,
  - animer les systèmes Valeo d'innovation constante, de production et d'intégration des fournisseurs,
  - assurer la qualité totale exigée par l'industrie automobile,
  - faire profiter les constructeurs automobiles et les automobilistes de l'expérience acquise sur les marchés internationaux.
- Valeo Sécurité Habitacle recherche 25 Ingénieurs de talent désireux de réaliser ce projet et d'être jugés sur leurs résultats.



## Direction Branche - Région Parisienne

## DIRECTEUR ACHATS BRANCHE

Réf. TS18/76

Rattaché au Directeur de la Branche, il a en charge l'animation des équipes Achats des Divisions. Objectif : sélectionner le panel des fournisseurs des Divisions et les intégrer à la conception des produits et aux plans d'amélioration de la qualité et des coûts. Ingénieur, il a une expérience de plusieurs années dans la fonction Achats d'une entreprise industrielle internationale pratiquant des plans de progrès fournisseurs. Anglais courant. L'allemand ou l'espagnol est un atout supplémentaire. Déplacements fréquents en Europe.

## RESPONSABLE MARKETING

Réf. M1

Ingénieur avec une formation complémentaire en marketing et une expérience de plusieurs années dans le monde de l'automobile, il élabore le plan produits avec la Direction des Produits Avancés. Il est praticien des analyses QFD et assure la synthèse des besoins des constructeurs et des prescripteurs. Maîtrise de l'anglais impérative.

## INGENIEUR ETUDES ELECTROMECHANICIEN

Réf. E1

Au sein de la Direction des Produits Avancés, il conçoit les systèmes électromécaniques. Ingénieur avec 3 ans d'expérience réussie dans un Bureau d'Etudes, il possède de bonnes connaissances en mécanique, électrotechnique, matériaux et CAO. Compétences en serrurerie appréciées. Maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand indispensable.

## INGENIEUR ETUDES ELECTRONICIEN

Réf. E2

Au sein de la Direction des Produits Avancés, il est chargé de la conception des systèmes pour la partie électronique et électrique. Il est en relation permanente avec la Branche Electronique de Valeo et les constructeurs. Ingénieur Electronicien, il possède une première expérience, si possible dans l'automobile.

## Division Sécurité Habitacle France - Nevers (58)

## CHEFS DE GROUPE ETUDES

Réf. RVL/OV/AN

Sous l'autorité directe du Directeur Technique de la Division et en liaison avec la Direction des Produits Avancés de la Branche, ils animent une équipe de conception des produits de sécurité (antivol, verrous...) équipant les nouveaux véhicules. Ces produits mécaniques (pièces plastiques, métalliques et de fonderie) et électromécaniques intègrent de plus en plus d'électronique. Ingénieurs Mécaniciens avec une expérience minimum de 5 ans en B.E. dans une industrie de grande série, ils possèdent de bonnes notions d'électronique ou d'électromécanique et pratiquent l'anglais ou l'allemand. Expérience en serrurerie appréciée.

## INGENIEURS ETUDES

Réf. GAVIE

Au sein des équipes projets dédiées à chaque constructeur (français, allemand ou japonais) ils participent aux développements des produits pour les nouveaux véhicules. Ils travaillent en étroite coopération avec les autres services (Achats, Qualité, Production, Commercial...). Expérience indispensable de 2 à 5 ans dans une industrie de grande série. Pratique de la CAO sur système CATIA et compétences en serrurerie appréciées. L'un des candidats se verra confier la mission de développer l'analyse de la valeur.

## RESPONSABLE DE PRODUCTION SENIOR

Réf. KVM/AN

Futur "patron" de la plus grosse unité de production de l'usine (250 personnes), il développe l'implication du personnel par la polyvalence et la polyvalence. Par des actions de progrès, il amène les moyens industriels au meilleur niveau de flexibilité et de fiabilité dans une organisation de production en flux tirés. Ingénieur, il possède une expérience de plusieurs années dans la conduite d'ateliers de production de grande série. Anglais ou allemand courant.

## INGENIEURS PRODUCTION JUNIORS

Réf. KVO/AN

Ils occupent l'un des postes suivants : gestion de la production de la fonderie métaux non-ferreux (zamak, aluminium ou magnésium) ou montage électromécanique ou assemblage grande/moyenne série, dans un environnement industriel international. Ils assurent la mise en place de la seconde génération du Système de Production Valeo. Première expérience. Anglais ou allemand courant.

## INGENIEUR QUALITE SENIOR

Réf. RVP/01/AN

Il participe activement à la mise en application de la politique qualité totale définie par le Directeur Qualité de la Division. Homme "Qualité" d'expérience (5 ans minimum), il maîtrise les outils qualité (AMDEC - SPC) et assure l'amélioration permanente du système de certification Valeo (ISO 9001, VDA, référentiels constructeurs). Anglais courant.

## INGENIEURS QUALITE JUNIORS

Réf. RVP/02/AN

Conception : proche des Etudes, il suit, au sein de l'équipe Qualité-Conception, toutes les étapes de développement du produit jusqu'à la mise au standard qualité-coût en production.

Production : au sein d'une équipe chargée de l'amélioration et de l'optimisation du processus de fabrication d'une gamme de produits, il pilote la gestion "Qualité". Déplacements à prévoir. Pratique de l'allemand nécessaire.

## INGENIEUR INDUSTRIALISATION JUNIOR

Réf. GAVII

Au sein du service Méthodes Industrielles, il est maître-d'œuvre dans l'achat des équipements grande série. En liaison étroite avec les Etudes et la Production, il définit les cahiers des charges, participe aux études des équipements et assure le suivi et la mise en route.

Pratique d'outils de conception (SMED, TPM, AMDEC...) et expérience Achats nécessaires. Anglais courant.

## INGENIEURS METHODES JUNIORS

Réf. RVS/AN

Au sein des unités de production, ils conçoivent et mettent en œuvre les nouveaux processus, optimisent la fabrication des produits existants et maîtrisent fiabilité, flexibilité, coûts et délais.

L'un des postes s'adresse à un ingénieur familiarisé au fonctionnement en équipe projet et nécessite la pratique de l'allemand. Déplacements à prévoir.

## INGENIEURS ACHATS

Réf. 4003/B

Ils animent les fournisseurs d'une ligne de produits par des plans de progrès conception, qualité et coûts dans le cadre de la politique de partenariat Valeo. Ingénieurs, expérience Achats (3 ans minimum) dans un contexte industriel de grande série. Formation MAI, ESAB, ... appréciée. Pour l'un des postes, déplacements à prévoir et pratique de l'allemand nécessaire.

## Division SIMPLEX - Dijon (21)

## RESPONSABLE PRODUCTION

Réf. P1

Il a la responsabilité totale des ateliers de fabrication (100 personnes). Ingénieur Electromécanicien, il possède une expérience de 2 ans minimum de responsable de production. Il développe l'implication du personnel et par des actions de progrès, amène les moyens industriels au meilleur niveau de flexibilité et de fiabilité dans une organisation de production en flux tirés. Maîtrise de l'anglais impérative.

## INGENIEUR ETUDES

Réf. ED3

Au sein d'une petite équipe, il mène des études électromécaniques (antivol, verrous...). Ingénieur Electromécanicien, il possède une expérience réussie de 2 ans minimum en B.E. et une bonne pratique de la CAO. Expérience en serrurerie appréciée.

## Division Sécurité Habitacle Grande-Bretagne

## RESPONSABLE ETUDES - Birmingham

Réf. RD1

Rattaché au Directeur de la Division et en liaison avec les constructeurs automobiles, il prend en charge les études d'antivol et de serrurerie intégrant des commandes électroniques. Son équipe regroupe une dizaine d'ingénieurs et Techniciens. Ingénieur Electromécanicien, il a des connaissances en électronique et a déjà dirigé un Bureau d'Etudes.

## RESPONSABLE QUALITE - Newcastle

Réf. Q1

A la tête d'une équipe de 7 personnes, il met en place les standards de qualité, de la conception à la production et à l'après-vente. Ingénieur, il a une expérience industrielle diversifiée, maîtrise les outils de la Qualité et a déjà assuré la responsabilité d'une équipe technique.

## RESPONSABLE FONDERIE SOUS PRESSION - Newcastle

Réf. F1

Ingénieur, il possède une expérience confirmée en fonderie zamak. Il a la responsabilité de l'atelier de fonderie intégré (50 personnes) et de l'outillage.

## RESPONSABLE OUTILLAGE - Newcastle

Réf. TR1

Ingénieur expérimenté, il est responsable de la fabrication et de la maintenance préventive des moules de fonderie.

En égard à notre environnement international, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Compte tenu du dynamisme et de l'évolution permanente de notre Groupe, tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et prétentions), en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à EUROMESSAGES - BP 80 - 82105 BOULOGNE Cedex, qui fera suivre.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

PARIS  
et  
PROVINCE

INGENIEURS D'ETUDE  
et CHEFS DE PROJET

MAUSY

RESPONSABLE ETUDES  
CLINQUES

RESPONSABLE  
PRODUCTION

TECHNICIEN P&O



هكذا من الإهل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 12 mai 1993 37

## SECTEURS DE POINTE



**FWCEE**

FOSTER WHEELER CONCEPTION  
ETUDES ENTRETIEN

Société d'ingénierie (certifiée AFAQ/ISO 9001),  
filiale d'un groupe américain, spécialisée en  
pétrole, pétrochimie, chimie fine/pharmacie,  
recherche pour son siège à Paris

### Ingénieur Charpentes/Technologue Expérimenté

**Vous-même :**

- de formation ingénieur ou équivalent, vous avez 30 ans ou plus et au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'ingénierie,
- vous êtes compétent en conception et calcul de structures métalliques ; vous maîtrisez les codes de calcul CODAP, ANSI, ASME, des appareils à pression ; vous avez des connaissances approfondies en métallurgie, procédés de soudage et matériaux réfractaires,
- vous maîtrisez l'anglais et la micro-informatique.

**Le futur cadre de votre mission :**

- votre expérience et vos compétences feront de vous notre expert pour les équipements industriels que nous réalisons pour le compte de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence MW/893 : lettre manuscrite, CV, photo et présentations à :  
FOSTER WHEELER CEE - DRH - 31/33 rue des Bourdonnais - 75024 Paris Cedex 01.

### GRAND ETABLISSEMENT FINANCIER

Doté d'un très grand réseau DAB/GAB reposant sur un ensemble de serveurs  
STRATUS et le progiciel ON2, recherche

### JEUNE CHEF DE PROJET Spécialiste Serveur Monétique

Vous avez un diplôme d'ingénieur (Ecole Scientifique), environ 27 à 30 ans, avec une expérience impérative d'ingénieur d'études de 3 à 5 ans sur serveur monétique dans une SSII, dans un grand établissement bancaire ou dans un organisme interbancaire.

Vous êtes un familier des systèmes multitâches et des réseaux de télécommunications dans un environnement hétérogène (STRATUS/ON2 apprécié).

Possédant de solides qualités humaines, un grand potentiel évolutif, vous serez chargé d'assurer les importantes évolutions fonctionnelles et techniques de notre architecture, de nos réseaux et de nos services Clientèle. Vos relations avec nos fournisseurs de matériels et de progiciels seront constantes. Vous aurez pour mission de coordonner, de planifier et de suivre leurs travaux.

Ce poste de tout premier plan vous permettra de vous situer en maître d'ouvrage dans un environnement technique extrêmement sophistiqué et performant, ouvert sur des projets stratégiques de dimension nationale et européenne.

Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée. Le poste est basé à PARIS CENTRE.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence MCP22 à Isabelle de FORCADE, RIB, 140 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

RIB

### PARIS et PROVINCE

### INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE Temps réel, Réseau, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport...  
Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de

### INGENIEURS D'ETUDES et CHEFS DE PROJETS

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et les compétences suivants :

- Télécommunications (X25, RNIS, CMISE, ASN1...)
- Interfaces homme-machine (WINDOWS 3, XWINDOW, MOTIF,...)
- Conception orientée objet (ADA, C++, HOOD,...)
- Temps réel (VRTX, VX WORKS, ARTK, RTC,...)

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII spécialisée dans les domaines de haute technologie.

Adressez votre candidature à AUSY - 10 rue des Acadies - BP 94 - 92 134 ISSY-LES-MOULINEAUX  
cedex ou contactez Marie-Thérèse TALAR, Tél. (1) 46 44 29 29

AUSY

### COMPTOIR DES SIGNAUX

est depuis 6 ans l'un des spécialistes  
reconnus en France et à l'International du  
conseil stratégique en télécommunications.

Nos clients - décideurs stratégiques pour l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'immobilier d'entreprise - attendent de nous, outre une capacité à saisir rapidement et en profondeur leurs principales attentes, des recommandations pertinentes pouvant aller du conseil stratégique et de l'ingénierie jusqu'au management de projets.

Pour rejoindre, compléter et enrichir notre équipe, nous souhaitons rencontrer un

### Consultant Confirmé H/F

De formation supérieure, vous souhaitez valoriser votre pratique d'au moins cinq ans des services de télécommunications, acquise en entreprise et impérativement pour partie en conseil.

Nous vous proposons de vous impliquer dans la croissance régulière et maîtrisée de notre activité de conseil, au sein d'une structure créative et exigeante. Vous développerez progressivement votre propre activité à partir d'objectifs fixés en commun, soutenu par un travail en équipe et des outils méthodologiques spécifiques. Vous bénéficierez de contacts variés au plus haut niveau, d'une fonction et d'une rémunération réellement motivantes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 30123M à notre Conseil FRANCOIS CORNEVIN CONSEIL  
108, rue Saint Honoré - 75001 Paris.

Dans le cadre du développement de sa Division Européenne,  
spécialisée en matériel médico-chirurgical, le groupe Zambon  
recherche :

### RESPONSABLE ETUDES CLINIQUES HF

De formation ingénieur ou pharmacien, vous évaluez les  
performances du matériel dans différents centres  
hospitaliers Européens. De nombreux déplacements sont à  
prévoir.

### RESPONSABLE DE PRODUCTION HF

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole  
d'ingénieur. Des qualités managériales sont requises.

### TECHNICIEN R&D HF

Diplômé d'un DUT ou BTS à dominante mécanique, vous  
serez chargé d'opérer des tests dans un laboratoire de  
recherche et développement. Vous avez acquis 2 à 5 ans  
d'expérience dans une entreprise à forte structure qualité.

Postes basés à SOPHIA ANTIPOLIS (06).

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable et  
celle de l'italien serait un plus.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo et présentations  
à : M. Robert Giardina - Laboratoires ZAMBON FRANCE S.A. -  
664, Route des 3 Moulins - Sophia Antipolis - 06600 ANTIBES.

Zambon HHCD

**Jeunes diplômés,  
le 13 mai,  
le Monde Campus  
vous parle d'avenir**

**Pour agir et pour réfléchir**

\* Supplément magazine du Monde, daté, du 14 mai.



هكذا من لا يصل

## SECTEURS DE POINTE

IMPORTANT CENTRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION EN CHIMIE THÉRAPEUTIQUE RECHERCHE

### DIRECTEUR D'UNITE DE DEVELOPPEMENT SYNTHESE ORGANIQUE

Véritable manager, vous coordonnez l'activité d'un groupe de 25 personnes (Ingénieurs, PhD et techniciens) chargées de développer de nouvelles voies de synthèse pour des molécules originales à visée thérapeutique, en vue de leur industrialisation.

exercées au cours d'une expérience réussie en développement chimique, si possible appliquée au secteur pharmaceutique.

Pour ce poste basé en province (ouest Paris), merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV sous référence 42395 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

### ECOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN ELECTROTECHNIQUE ET ELECTRONIQUE

Le Groupe ESIEE, centre d'enseignement supérieur scientifique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, offre, dans le cadre d'une nouvelle phase de son développement, des opportunités de carrière dans un environnement européen à des :

#### PROFESSEURS - CHERCHEURS

##### Jeunes Docteurs

engagés dans la démarche pédagogique et tenus par la recherche en partenariat industriel

##### Professeurs confirmés

expérimentés dans la conduite d'équipes de recherche

Compétence ou expertise démontrée dans une Grande Ecole d'Ingénieurs ou Université, Entreprise Industrielle, Laboratoire de Recherche dans une spécialité relevant des domaines :

- Automatique : temps réel, commande
- Informatique : systèmes et réseaux
- Microélectronique, microtechnologies
- Traitement du signal, optoélectronique

Ils participeront à des programmes pédagogiques et de recherche, notamment à des contrats européens : Esprit, Eureka/Prometheus, Brille/Eurom, en bénéficiant d'un important parc de matériel et d'un environnement de qualité sur le Campus Descartes à Marne-la-Vallée près de Paris.

Adresser lettre de candidature, références et curriculum vitae :

Directeur du Groupe ESIEE - B.P. 99 - Cité Descartes - 93162 Noisy-le-Grand cedex

Tél : (1) 45.92.65.50 - Fax : (1) 45.92.66.99

Limite des candidatures : 1er juin 1993 - Décision : 15 juillet 1993



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Héritière d'une longue tradition industrielle, notre PMI (250 personnes) a su garder au fil des ans son indépendance, innover et investir plus de 65 MF en 5 ans pour être aujourd'hui l'une des plus performantes de son secteur. Nous exportons 50% de notre Production. Nous recherchons aujourd'hui notre

### RESPONSABLE ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET LOGISTIQUE

L'exigence de notre relation client nous amène à réorganiser notre process industriel dans le cadre de nos trois objectifs prioritaires : amélioration de la qualité, réduction et fiabilité des délais de production, diminution des coûts de fabrication par une meilleure utilisation du process.

En liaison étroite avec notre Président, nous vous confierons la responsabilité de notre organisation industrielle : méthodes, ordonnancement, lancement, gestion des flux internes, stock, achats et logistique.

Vous êtes un cadre confirmé : diplômé d'une école d'ingénieur type Mines, AM, ENSI, etc. Vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans en production et vous êtes familier du travail terrain, de la logistique et du management des hommes dans un esprit de progrès.

Notre usine est située à 250 km à l'est de Paris.

Les entretiens auront lieu à PARIS ou STRASBOURG.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 1377 à BERNARD JULHIET 1/3 place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.

BERNARD JULHIET  
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS recrute, pour renforcer l'équipe de son Département Electronique, un :

### ENSEIGNANT-CHERCHEUR de haut niveau en ELECTRONIQUE

Vous animerez et développerez des enseignements, mènerez des activités de recherche et encadrerez des étudiants qui préparent une thèse dans les domaines suivants : technologie des circuits intégrés, systèmes à microprocesseurs, conception et architecture de systèmes électroniques pour les télécommunications. Vous prendrez la responsabilité d'un domaine de recherche et participerez au développement de la politique de contrats industriels et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université, vous avez acquis une solide formation en électronique. Ayant eu la responsabilité de projets de développement, vous avez déjà animé une ou plusieurs équipes de recherche. Enfin, votre expérience professionnelle (environ 5 à 10 ans) s'est exercée soit en entreprise (R & D), soit dans l'Enseignement Supérieur ou à l'Université (Recherche).



Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications  
Enseignement supérieur de France Télécom

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions au Responsable du Département Electronique à :  
Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications  
46, rue Barault  
75634 PARIS CEDEX 13



Société de conseil et d'ingénierie en réseaux d'entreprise, nous intervenons auprès de grands comptes pour les aider à faire évoluer et mettre en place leurs architectures réseaux et télécoms. Nos prestations se caractérisent par le haut niveau d'expertise de nos ingénieurs consultants dans ce domaine spécialisé.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons notre

### Responsable Commercial

Votre mission consistera à développer une nouvelle clientèle, à fidéliser les clients existants et à participer aux orientations marketing et stratégiques de la Société.

Compte-tenu de la qualité des missions entreprises, le candidat recherché (28-35 ans) doit avoir au minimum une formation de niveau BAC + 4 et une expérience d'au moins 3 ans dans la vente de prestations intellectuelles auprès de grands comptes.

Votre autonomie, votre dynamisme, votre esprit d'équipe, s'appuyant sur les acquis de compétence et d'expérience de notre Société, seront les facteurs clés de votre réussite.

Merci d'envoyer votre dossier sous réf. RC à notre Conseil : IDG Conseils - 2, rue Marie Benoist - 75012 PARIS.



Concepteur et fabricant de matériel de PAIEMENT ELECTRONIQUE, SYSTEMES DE PEAGE et de PUBLIPHONIE recherche :

### Ingénieurs Commerciaux

#### FRANCE ET EXPORT

Formation école supérieure de commerce. Pratique de l'anglais indispensable, espagnol souhaité, allemand apprécié. Réf : JPM/11

De formation Sup Télécom, Centrale, Polytechnique, Supélec pour les postes de :

### Chefs de Projet

#### INGENIEURS LOGICIELS

Dans le domaine des Télécommunications, vous avez une expérience en Téléinformatique (X25), micro-informatique et systèmes d'exploitation (UNIX). Réf : JPL/21

### Ingénieurs Affaires

Formation gestion (IAE, IFG). Pratique de l'anglais et de l'espagnol indispensable. Expérience de 4 à 5 ans. Réf : EJ/31

Notre jeune société (600 pers.) est implantée dans la région RHONE-ALPES (Valence) et offre des métiers de haute technologie sur un marché international éboulant (200 ingénieurs et ingénieurs en R & D). Elle a pour partenaire le groupe ASCOM (18 000 pers.).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la réf. choisie à DRH Monétel - rue Claude Chappe BP 344 - 07500 GUILHERAND GRANGES.

### MATHER+PLATT LEADER WORMALD MONDIAL DE LA PROTECTION INCENDIE

### INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES

Vous êtes ingénieur électromécanicien diplômé, avec 2 ou 3 ans d'expérience.

Chef de Groupe rattaché au Responsable du B.E., vous encadrerez et animerez une équipe de 4/5 Dessinateurs.

Vous serez chargé de la conception et des études de systèmes de détection d'incendie et d'extinction automatique associée.

Vous avez le sens des responsabilités et de l'organisation. Votre crédibilité technique et votre motivation vous permettront de réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la réf. M/257/GC, à notre Conseil



MILO R.H.  
3 avenue  
des Ternes  
75017 Paris

LES MOYS  
POUR LE Vendeur

CONCEPTEUR  
REDACTEUR



مركز من لامل

# LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication



**IPSOS**  
IPSOS, 5<sup>e</sup> Groupe européen  
de Sociétés d'Études  
par enquêtes, recherche :

## DEUX DIRECTEURS

pour ses sites de BORDEAUX et LILLE

Rattachés directement à la Direction des Régions, vous aurez pour mission :

- la commercialisation des produits d'études du Groupe dans les domaines de la Communication, des Médias, de l'Opinion et de la Satisfaction de Clientèle ainsi que le suivi technique de ces études ;
- la conception, la commercialisation et la production d'études marketing ad hoc auprès des grands comptes régionaux.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience de direction d'études, si possible en institut.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, CV + photo) sous réf. :

IR/MP à IPSOS RÉGIONS,  
97, rue du Président-Edouard-Herriot  
69002 LYON

Les Éditions Foucher, leaders sur le marché de l'enseignement technique et professionnel, recherchent un :

## Editeur H/F

Au sein du Service Éditionnel en relation directe avec le Directeur des Éditions, vous serez responsable d'un Fonds Éditorial. Dans ce cadre, vous aurez à :

- élaborer le plan de développement : sélection des nouveaux ouvrages et des cahiers des charges, gestion de l'évolution du fonds ;
- gérer les équipes d'édition ;
- gérer les manuscrits jusqu'à leur mise en fabrication et leur diffusion ;
- gérer la relation Bac + 5 : vous possédez une première expérience dans ce domaine ou vous êtes diplômé de l'Édition.

Intéressé, autonome et responsable, si vous êtes concerné par ce poste, envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence E2 au :  
Service Éditionnel, Éditions Foucher  
10, rue de la Harpe, 75005 PARIS

**LES ÉDITIONS  
FOUCHER**

## ORGANISATION PROFESSIONNELLE DU BTP Ile de France Région Est

### Futur DIRECTEUR GÉNÉRAL

A service 45 ans, de formation supérieure économique et juridique, vous disposez d'une solide expérience acquise, si possible, dans une organisation professionnelle.

Dans un premier temps, vous serez chargé de structurer le Service des Affaires Économiques. À l'écoute des chefs d'entreprises, vous suivrez l'évolution économique de votre Région et saurez, par votre dynamisme et votre esprit d'initiative, être une force de propositions.

Dans un délai d'un an, vous prendrez les fonctions de Directeur Général. À ce titre, vous aurez toujours comme principale mission de contribuer au développement des activités des PME du bâtiment et des TP par la mise en valeur de leur savoir-faire et de leur potentiel.

Doté de solides qualités d'animateur, vous saurez manager une équipe de Cadres dynamiques et, avec eux, concevrez et animerez des opérations de promotion du BTP.

Homme de dialogue, vous avez le goût de la communication et une bonne aisance sociale. Vous participerez à de nombreuses réunions, serez le représentant de votre Organisation Professionnelle et saurez négocier et faire preuve de conviction pour défendre les intérêts des adhérents.

Vous saurez, enfin, la responsabilité de la gestion financière et budgétaire, ce qui nécessite d'être un gestionnaire rigoureux et d'avoir le sens de l'organisation.

Doté d'un bon esprit de synthèse et de solides qualités rédactionnelles, vous saurez à l'aise dans tous les travaux de rédaction qu'implique cette fonction.

De nombreux déplacements sont à prévoir sur la Région. Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre motivationnelle, CV, photo et prétentions) sous réf. 320 à C.K. 7 rue Robert Le coin 75016 PARIS



Chantal Kenwyn

## Clothes

20 ans d'expérience en entreprise et en cabinet dans des fonctions de responsabilités commerciales, de DRH et de conseil, crée

**MULTIMAN RESSOURCES** - 22, rue Bergère 75009 Paris  
Tél : (1) 42 46 49 94 - Fax : (1) 42 46 00 36

Domaines d'expertise :  
Recherche et évaluation de cadres supérieurs et Middle management,  
Assurance - Banque - Finance - High Tech



Fait face à vos recherches de nouveaux profils



Société de Conseil et Formation en management des hommes/développement personnel  
recherche pour son agence de Tours un

## Chef de projet R.H.

Votre mission sera de concevoir, piloter et réaliser des interventions de haut niveau auprès de grandes entreprises et administrations (seul ou en association avec des collègues), de mener une forte action de suivi et de développement commercial.

Le candidat retenu aura obligatoirement une formation supérieure, niveau Bac + 5 (sciences humaines idéalement), ainsi qu'une expérience réussie de conseil et formateur R.H. d'au moins 5 ans, comportant création de produits, animation de séminaires diversifiés et action commerciale.

Si à 35 ans vous souhaitez vous investir dans un cabinet réactif et d'un grand professionnalisme, vous ouvrir vers des activités complémentaires comme le recrutement, le reclassement, les bilans et avoir une rémunération à la hauteur de vos performances, écrivez-nous pour une prise de contact, PG Consultants, 17 rue de Gallée, 75116 Paris.

ANGERS - BORDEAUX - NANTES - PARIS - RENNES - TOULOUSE - TOURS

## CONCEPTEUR REDACTEUR

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo  
à Nicole LE GOURIEREC, Sélection du Reader's  
Digest, 1 à 7 avenue Louis Pasteur, 92228 Bagneux.

**Sélection**  
du Reader's Digest

UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

VILLE UNIVERSITAIRE  
DU CENTRE-OUEST

DIRECTION DU SERVICE MEDICAL  
INTERPROFESSIONNEL D'UN DEPARTEMENT  
(40 PERSONNES)

Le Service Médical Interprofessionnel d'un Département du Centre-Ouest, dont la vocation est d'agir auprès des entreprises et des salariés au titre de la prévention et du conseil dans le domaine exclusif de la médecine du travail, recherche, en raison du départ à la retraite de son titulaire actuel, son

## Directeur

Dans le cadre des objectifs définis par le Conseil d'Administration et son Président, il assure l'animation du Service, ainsi que la gestion administrative et financière. Il est responsable de la communication interne et externe. C'est dire qu'il est en contact avec les entreprises adhérentes et qu'il est impliqué dans les instances de concertation locales et nationales relevant de sa compétence. Pour être candidat à ce poste, il faut impérativement être doté d'une formation

supérieure (minimum Bac + 4), posséder une expérience de plusieurs années de gestion et d'animation d'équipe (8 à 10 ans). Il n'est pas souhaitable que le candidat soit lui-même médecin. Mais il a dû intervenir comme Responsable des Ressources Humaines dans une entreprise ou comme Directeur d'un Centre Médico-Social. Ouvert, très diplomate, rigoureux, il aura à diriger une équipe d'une vingtaine de médecins dont il devra respecter l'autonomie et la déontologie. Le salaire est attractif et évolutif.



Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant un numéro de téléphone et la référence 793 à : Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Confidentialité assurée.

Guy Postel



## SECTEURS DE POINTE

**En matière de télécommunications,  
le dernier cri de la recherche  
c'est le CNET.**



Pour concevoir et mettre au point les services, produits, systèmes de communication que FRANCE TELECOM réalisera et commercialisera demain, le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche des

**Ingénieurs expérimentés**

Si vous souhaitez rejoindre nos équipes de recherche appliquée, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM à : CNET - Patrick Maillet - Direction de la gestion des Ressources Humaines, 38-40, rue du Général Leclerc - 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex.



**France Telecom  
CNET**

*La parole est à la recherche*

LOUIS

